

Le Département de la Sarthe

SOUS

le Régime Directorial

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

M. REINHARD

Agrégé d'histoire



LES PRESSES BRETONNES — SAINT-BRIEUC

1935

Le Département de la Sarthe

sous

le Régime directorial

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

Le Département de la Sarthe

SOUS

le Régime Directorial

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

M. REINHARD

Agrégé d'histoire



LES PRESSES BRETONNES — SAINT-BRIEUC

1935



A ma Femme.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT - PROPOS

Le Directoire a mauvaise réputation. Il est connu par ses désordres et passe pour une époque de dissolution, sinon d'anarchie : dissolution des mœurs, des institutions et de la fortune publique.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la rigueur de ce jugement ne résulte pas de travaux particulièrement nombreux sur l'époque directoriale. Cette condamnation a précédé les études historiques, elle remonte au Consulat où l'on se plut à établir un contraste entre le régime nouveau et celui qu'il remplaçait, contraste flatteur pour le Consulat et son fondateur. Récemment encore, on pouvait constater qu'« il n'y a pas de bonne histoire d'ensemble de la France pendant le Directoire (1) ».

Sans doute, Vandal a publié des pages classiques sur la France du Directoire, mais il étudiait l'*Avènement de Bonaparte*, ce qui est un point de vue assez particulier. Sans doute, Sciout a écrit quatre volumes compacts sur la politique intérieure et extérieure du Directoire et sur sa politique religieuse, mais c'est un véritable réquisitoire. De sorte que l'histoire du Directoire ne fut exposée que dans les ouvrages qui étudiaient la Révolution en général ou même plus largement l'histoire moderne de la France : tels les chapitres consacrés par M. Aulard à la « République bourgeoise » dans son *Histoire politique de la Révolution française*; tels ceux de M. Pariset dans l'*Histoire de France* publiée sous la direction de M. Lavissee, et ceux de M. Deville dans le tome V de l'*Histoire socialiste*.

Ces travaux laissent entrevoir que le Directoire ne fut pas seulement une époque d'anarchie et de corruption : M. Aulard

(1) Lefebvre, Guyot et Sagnac, *la Révolution française*, p. 297.

observait que « tout tendait à se régulariser sous le régime de la Constitution de l'an III (2) » ; M. Pariset signalait « la réfection économique de la France par elle-même » et exaltait l'œuvre de Ramel et de François de Neufchâteau (3) ; M. Deville prétendait même que « la période de 1794 à 1800 fut à tous les points de vue une période d'élaboration... ayant... contribué dans une très large mesure à l'organisation de la société capitaliste et préparé tout ce dont on fait habituellement honneur à Bonaparte (4) ». Dans ces conditions, il était assez tentant d'effectuer des recherches sur la période directoriale. C'est ce que nous avons entrepris dans un champ limité, le département de la Sarthe, voici tantôt neuf ans, encouragé par M. Raymond Guyot.

Depuis, plusieurs ouvrages importants ont été publiés sur le Directoire. Pour la première fois depuis Sciout, M. Meynier a utilisé méthodiquement les documents des Archives nationales (Série A F III) (5). M. Raymond Guyot a fait remarquer l'importance des réformes de l'an VII (6). M. Mathiez a montré que le chaos fut surtout effrayant au début et non à la fin du Directoire (7). M. J. Brelot, enfin, publia la première étude sur la *Vie politique d'un département sous le Directoire* (8).

Le présent essai s'efforce d'ajouter à ces travaux une étude de la vie générale d'un département sous le régime directorial. Etude de la vie politique, s'exprimant et s'expliquant par l'action des comités jacobins ou royalistes, par l'action de la presse locale, par les élections et les luttes civiles. Etude aussi de la vie religieuse, car les questions religieuses ont occupé une place dont les travaux de MM. Aulard, Pariset, Mathiez et de La Gorce ont montré toute l'importance. Il était indispensable d'examiner les répercussions politiques de l'action des prêtres réfractaires et des prêtres dits constitutionnels, il était nécessaire de définir

(2) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 596.

(3) Pariset, *Histoire de France contemporaine de Lavisse*, t. II, p. 412.

(4) Deville, *Histoire socialiste*, t. V, p. 280.

(5) A. Meynier, *les Coups d'état du Directoire*, 1928.

(6) Lefebvre, Guyot et Sagnac, ouvrage cité, 1930, p. 441.

(7) Mathiez, *le Directoire*, 1934.

(8) J. Brelot, *la Vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire*, 1932.

l'attitude du clergé devant les nouvelles exigences du gouvernement : promesses de soumission, puis serment de haine à la royauté et à l'anarchie. C'était l'occasion de préciser les divisions du clergé réfractaire, dont M. Mathiez a tracé les grandes lignes. Le culte décadaire et les fêtes nationales se rattachent aux questions religieuses, et d'importants travaux ont marqué leur intérêt; il convenait de leur faire une place.

La vie départementale dépend aussi des institutions administratives : administration centrale et municipalités cantonales, celles-ci constituant la grande innovation du nouveau régime. Il fallait examiner la formation et le fonctionnement de ces rouages. Leurs attributions comportaient pour une grande part la tâche actuelle des administrations financières. La façon dont elles s'en acquittèrent n'est pas indifférente, non plus que les réformes auxquelles leurs négligences donnèrent lieu.

La justice était alors intimement liée aux autres administrations et aux fluctuations de l'esprit public par son mode de recrutement : la nomination des juges était effectuée par les corps électoraux du département. Ainsi l'étude de l'organisation et du fonctionnement des tribunaux se rattache-t-elle étroitement à l'étude de la vie politique.

L'instruction publique enfin était alors une institution beaucoup plus départementale que nationale, à la fois par les écoles secondaires ou écoles *centrales* (ce qui dans le langage de l'époque signifiait départementales), par les écoles primaires dont le personnel était choisi par l'administration du département, et par les écoles privées qui étaient placées sous la surveillance de cette administration. Il était donc nécessaire d'en étudier les caractères essentiels.

En ce qui concerne les problèmes économiques, leur examen est requis pour apprécier justement le fonctionnement des institutions. Il n'est pas douteux que la coïncidence d'une crise financière, d'une crise des subsistances, d'une crise industrielle et commerciale explique dans une large mesure les difficultés qui compliquèrent et retardèrent l'organisation du régime directorial. De plus, les efforts d'assainissement et les améliorations

réelles qui furent alors réalisés doivent être mis à l'actif de ce régime, à qui l'on impute tant de ruines et d'échecs.

Des raisons de résidence ont fait porter ce travail sur le département de la Sarthe. Celui-ci présente l'avantage de se composer de régions très variées où les conditions de la vie politique et économique étaient très dissemblables. Il comportait des groupes actifs et antagonistes de jacobins et de royalistes qui intensifiaient les luttes politiques jusqu'à les transformer en guerres civiles. Toutefois, celles-ci n'affectèrent jamais tout le territoire sarthois, ce qui permet de comparer le fonctionnement du régime en pays républicain et en pays chouan. Par contre, le département de la Sarthe a quelques particularités plus fâcheuses : une partie des archives, comme nous le verrons, a été détruite au cours de la chouannerie. D'autre part, l'étude de la propriété n'y est guère possible, faute de documents suffisants, comme l'ont observé MM. de La Monneraye et R. Musset (9). Enfin la vente des biens nationaux n'y a pas encore fait l'objet de travaux comparables à ceux de MM. Marion et Dubreuil (10).

Assurément, les conclusions de ce travail, poursuivi sur un terrain limité, sont soumises aux mêmes limites. Il eût été intéressant de les élargir par des sondages dans les départements voisins, afin de les étendre à l'ensemble de l'Ouest. Des nécessités matérielles n'ont permis de réaliser que très incomplètement ce dessein.

Au terme de cet avant-propos, nous tenons à saluer la mémoire de notre cher maître M. Raymond Guyot. Nous regrettons profondément de ne pouvoir lui exprimer notre gratitude en lui offrant cet ouvrage auquel il s'était intéressé dès le premier jour, et qui fut terminé au moment même où un décès cruel et prématuré l'arrachait aux siens, à ses amis, à ses élèves et à ses travaux.

(9) De La Monneraye, *le Régime féodal et les Classes rurales dans le Maine au XVIII^e siècle*, p. 4.

R. Musset, *le Bas-Maine*, p. 373.

(10) Un travail sur ce sujet a été entrepris par M. l'abbé Girault.

BIBLIOGRAPHIE

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Les sources de ce travail se trouvent principalement aux *Archives départementales*. Celles de la Sarthe comportent un fonds révolutionnaire très important. L'inventaire en a été publié en 1898 par MM. J. Dunoyer de Segonzac et J. Chavanon, archivistes. L'introduction de cet ouvrage relate les déprédations que subirent les archives. Lors d'un transfert provisoire « dans trente-deux tonnes et quelques caisses », du Mans à Chartres en 1793, puis de Chartres au Mans en 1797, des liasses et des registres s'égarèrent. Les royalistes, maîtres de la ville en 1799, pillèrent le Département et la municipalité : ils « jettèrent par les fenêtres environ quatre cents registres » qui furent brûlés sur la place; les dégâts étaient déjà très graves, « lorsque M. de Bourmont, averti de ce désordre, se présenta [et] fit retirer sa troupe ».

Parmi les lacunes les plus regrettables, il faut signaler celles qui concernent la municipalité du Mans, dont presque toutes les archives (registres de délibérations, d'arrêtés et de correspondance) ont disparu. Aussi est-on fort en peine lorsqu'on veut étudier l'histoire de cette ville. Ces pertes sont d'autant plus fâcheuses que Le Mans est la seule grande ville du département.

La correspondance a été particulièrement éprouvée : celle qui concerne les ministres est pauvre, les minutes n'en subsistent que pour l'an VI et l'an VII; celle qui est relative aux secours publics ne commence qu'au 18 brumaire an VI; celle de l'agence générale des contributions s'interrompt au 13 floréal an VII; celle du commissaire central avec ses collègues des cantons ne dépasse pas le 29 prairial an VII, et les minutes des lettres du commissaire central ne subsistent qu'à partir de messidor an VI. Les registres de correspondance ne permettent que d'y remédier partiellement, certains manquent, d'autres sont incomplets. Il ne reste aucune trace de l'activité de l'inspecteur des contributions, presque rien de celle des préposés aux recettes, du payeur et du trésorier général.

Ces lacunes sont très gênantes quand il s'agit d'étudier le fonctionnement des institutions. Il n'est pas possible de reconnaître dans quelle mesure elles sont imputables aux destructions accidentelles ou à une mauvaise organisation des administrations au temps du Directoire.

Le classement de ces archives laisse à désirer. Comme le signale l'introduction de *l'Inventaire sommaire*, les archivistes n'ont « réintégré dans la série L qu'un petit nombre de liasses d'abord classées dans la série M ». Il faut donc dépouiller le début des séries modernes. En

outre, certaines subdivisions contiennent des documents assez disparates : il y a deux groupes de *documents divers*, l'un concernant la chouannerie, l'autre concernant « l'histoire politique et militaire du pays ». Telle liasse, consacrée aux comités de surveillance, comporte des documents de l'an VII. Pour remédier à ces défauts et pour guider les chercheurs, M. L'Hermitte, archiviste départemental, a dressé des inventaires très sommaires des séries modernes et, aidé de M. Blin, sous-archiviste, il a publié une table alphabétique de la série L. Certains articles en sont particulièrement utiles, tel celui qui a trait à l'« Administration du département de la Sarthe ».

A ces archives se sont ajoutées, depuis 1925, celles des tribunaux. Malheureusement elles offrent également des lacunes, parfois graves. Ainsi la correspondance des divers commissaires auprès des tribunaux est introuvable; la liasse du Tribunal de commerce concernant les faillites est certainement très incomplète; les dépôts des justices de paix sont très fragmentaires.

Quoi qu'il en soit, les archives départementales constituent la source essentielle de documentation. Leur utilisation est facilitée par les renseignements que fournissent si obligeamment les archivistes. Que MM. L'Hermitte et de Berrenger veuillent bien trouver ici nos vifs remerciements pour leur grande complaisance et leur information très sûre.

Les archives départementales sont cependant insuffisantes, car malgré leurs efforts les archivistes n'ont pu réintégrer tous les fonds cantonaux. Or les cantons étaient sous le Directoire l'une des unités administratives les plus importantes. Les documents cantonaux consistent surtout en registres de délibérations contenant les procès-verbaux des séances municipales, les réquisitoires des commissaires du Directoire exécutif, parfois l'analyse ou même la copie de la correspondance. Ils comportent aussi des registres de correspondance et des liasses de documents divers. Le tout dans un état de classement et de conservation très variable. Comme ces documents sont encore en partie dans les anciens chefs-lieux de canton, il faut aller les y chercher, ou plutôt les consulter. Tantôt ils sont admirablement classés, plus souvent ils sont dispersés; parfois, cachés en des retraites inattendues, ils ne sont accessibles qu'à l'aide d'échelles et de rétablissements; il faut les déchiffrer à la lampe de poche, du moins ce que les rats en ont laissé... De sorte que la recherche des documents aide à connaître le pays et les gens.

L'analyse de ces documents cantonaux est indispensable pour juger le fonctionnement des municipalités et l'application des lois et des arrêtés. Elle permet de constater les résultats obtenus, par exemple en ce qui concerne les levées d'hommes, la répartition et la perception des contributions, la fréquentation des écoles, les réquisitions, et, dans une certaine mesure, l'amélioration de l'état économique. Certains actes ne se rencontrent que dans ces archives : ainsi la prestation par les prêtres du serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

Les *Archives nationales* complètent la documentation locale et peuvent parfois permettre de suppléer aux lacunes des Archives de la Sarthe. Nous y avons trouvé des renseignements surtout d'ordre politique et administratif.

Les *Archives de la Guerre* ont été maintes fois consultées par les historiens de la chouannerie. Cependant la lecture directe des documents permet de préciser les aspects particuliers au département de la Sarthe.

Les *Archives départementales* des départements de l'Ouest permettraient aussi de fructueuses comparaisons. Malheureusement nous n'avons pu visiter que très incomplètement celles des Côtes-du-Nord, de la Loire-Inférieure et de Maine-et-Loire. Nous tenons à remercier ici de leur grande obligeance MM. Gabory et Levron.

À ce propos une question de méthode se pose : est-il licite de suppléer aux lacunes documentaires d'un département par les documents d'un département voisin, concernant des institutions ou des faits similaires, mais appartenant à cet autre département? Nous avons cru devoir le faire, notamment pour étudier les questions de subsistances qui se posèrent en l'an IV, et pour examiner l'activité et le rôle des commissaires placés près des différents tribunaux. Les ressemblances observées entre les départements de la Sarthe et de Maine-et-Loire à maintes reprises nous ont persuadé que ce procédé ne présentait pas d'inconvénients.

Les archives privées sont d'un grand intérêt, pour la période révolutionnaire particulièrement. Il n'est pas contestable que l'impartialité ne caractérise pas toujours l'administration et les documents officiels. Les administrateurs ont tendance à montrer le bon fonctionnement des services, à exagérer leurs mérites et à placer dans l'ombre les imperfections. Les rapports se déforment curieusement dans leurs longs trajets et leurs rédactions successives, depuis les bureaux de l'administration cantonale jusqu'aux antichambres ministérielles. De plus les ennemis politiques sont accusés et jugés sans équité... Les archives privées peuvent parfois permettre de rectifier et de compléter ces informations. Encore faut-il y accéder.

Les *Archives de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe* nous ont rendu à cet égard les plus précieux services. Elles conservent non seulement les archives de la *Société des Arts*, créée pendant la Révolution, mais aussi celles de la *Société d'Agriculture*, fondée en 1761, et une partie des papiers de ce curieux personnage que fut A.-P. Ledru, prêtre abdicataire, naturaliste, professeur à l'Ecole centrale, érudit avide de tous documents et qui en a rassemblé un grand nombre. Il ressemblait, à ce point de vue, à Grégoire qui signala dans une lettre du 23 octobre 1809 l'existence des *Papiers Ledru* (Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 34, n. 2).

Ces papiers contiennent de nombreux documents administratifs, ainsi que des notes personnelles, d'un grand intérêt pour les questions religieuses et pour l'Ecole centrale. Il est souhaitable que tous les

Papiers Ledru soient déposés à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts. Nous tenons à remercier vivement M. le D^r Delaunay, son président très actif et très érudit, qui a bien voulu nous ouvrir toutes grandes les archives de cette Société.

Le Cabinet de M. le vicaire général Lefebvre renferme des documents très importants sur le clergé sarthois de la Révolution. Nous exprimons ici notre gratitude à son organisateur pour nous avoir permis de les consulter.

Les Archives du château de Bourmont se rapportent partiellement à notre sujet, étant donné que Bourmont commanda les forces royalistes pendant l'été 1799 et s'empara du Mans au mois d'octobre. Grâce à la bienveillance de M. le comte de Bourmont, nous avons pu examiner les papiers de son aïeul, notamment sa correspondance personnelle. Nous tenons à l'en remercier ici, ainsi que M. G. Gautherot, qui a dressé l'inventaire de ces archives.

Nous remercions aussi M. de Bastard d'Etang et M. le marquis de Beauchêne, qui ont bien voulu nous communiquer leurs papiers de famille et leurs notes; M. de Linière, qui nous a donné libre accès aux *Archives de la Société historique et archéologique du Maine* et nous a prêté d'intéressants clichés pour l'illustration de ce travail. Nous adressons aussi nos remerciements aux historiens et érudits sarthois : MM. les abbés Belin et Girault, MM. H. Roquet et P. Cordonnier-Détrie, qui nous ont très obligeamment communiqué les résultats de leurs travaux; et très particulièrement à M. le chanoine M. Giraud dont les conversations nous ont été plus précieuses encore que son travail si remarqué sur *l'Histoire religieuse de la Sarthe pendant la Révolution de 1789 à l'an IV*.

Abréviations utilisées dans la Bibliographie et dans les Notes

Arch. dép. Sarthe. — Archives départementales de la Sarthe.

Arch. nat. — Archives nationales.

Reg. délib. — Registre des délibérations.

Soc. Ag. Sc. A. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.

Papiers Ledru. — Dossiers sur l'histoire de la Sarthe, dans les papiers Ledru déposés aux Archives de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

Ann. Révol. — Annales historiques de la Révolution française.

Révol. franç. — La Révolution française, Revue de la Société d'Histoire de la Révolution.

Revue sarthoises

Révol. Maine. — La Révolution dans le Maine.

Révol. Sarthe. — La Révolution dans la Sarthe.

Prov. Maine. — La Province du Maine.

Rev. hist. Maine. — Revue historique et archéologique du Maine.

SOURCES MANUSCRITES

I. ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE B. — Elections et votes

B II, 60. — *Acceptation de la Constitution de l'an III.*

SÉRIE F. — Administration générale

F^{1 a} 434. — *Arrêtés, adresses, circulaires de l'administration départementale.*

F^{1 b} 1/104. — *Commissaires du pouvoir exécutif.*

F^{1 b} II, Sarthe, 1, 2, 3. — *Personnel administratif.*

F^{1 b} II, Sarthe, 14. — *Personnel administratif du Mans.*

F^{1 c} III, Sarthe, 1. — *Elections dans la Sarthe.*

— 5, 6. — *Comptes rendus administratifs.*

— 7. — *Adresses et adhésions.*

— 9. — *Fêtes nationales.*

— 10. — *Correspondance.*

F^{1 c} V, Sarthe, 1. — *Conseil général.*

F³ II, Sarthe, 10. — *Administration communale du Mans.*

F⁴ 1059. — *Comptabilité, recouvrement des contributions et de l'emprunt forcé (dans la Sarthe).*

F⁵ II, Sarthe, 18. — *Comptabilité départementale.*

F⁶ II, Sarthe, 10. — *Comptabilité communale : Le Mans.*

F⁷ 3610. — *Conscription (dans la Sarthe).*

F⁷ 3687/6 et 7. — *Statistique personnelle et morale (de la Sarthe).*

F⁷ 6229, 6230, 6232. — *Armée de Bourmont (Rapports très importants sur les royalistes).*

F⁷ 6611. —

F⁷ 7187 (240);

F⁷ 7395 (314);

F⁷ 7528 (137);

F⁷ 7567 (639). — *Affaires diverses.*

F¹¹ 217 et 400. — *Subsistances.*

F¹² 1265 c. — *Foires et marchés.*

F^{17 a} 1344/3, 14 et 26. — *Ecole centrale de la Sarthe.*

F¹⁹ 469. — *Culte.*

F¹⁹ 1016. — *Correspondance relative aux prêtres réfractaires.*

SÉRIE BB. — Justice

B B¹⁸ 733, 734 et 735. — *Affaires criminelles et correctionnelles dans la Sarthe.*

B B⁵ 165. — *Correspondance des magistrats de la Sarthe avec le ministre de la Justice (d'autant plus importante qu'il n'en reste rien aux Archives de la Sarthe).*

SÉRIE A F III. — **Directoire exécutif**

- A F III**, 188 c. — *Dossier du général Cambray.*
— 259. — *Affaires diverses.*
— 99 (438, 439, 440). — *Elections.*
— 251, 322, 326, 351, 358. — *Nominations et révocations de fonctionnaires.*

II. *ARCHIVES DE LA GUERRE*

- B⁵**. — *Armée des Côtes de l'Océan* (janvier-août 1796); — *Armée d'Angleterre* (mars 1798-janvier 1800); — *Correspondance des généraux*, notamment **B⁵** 51, 53, 54, 55, 57, 58, 60.
(Très important pour la chouannerie et la prise du Mans.)
B⁵ 61. — (Négociations pour la pacification, an VIII.)
Dossiers des généraux Cambray et Watrin.
Cap. Lombard. Mémoire sur la Sarthe, de 1793 à 1838, n° 160 a. des Mémoires sur la Vendée.

III. *ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE*

SÉRIE L

A. — GÉNÉRALITÉS (Imprimés)

- 2, 7, 10, 12, 13, 17, 18, 21, 22. — *Législation, instructions, décisions, circulaires et autres imprimés du Directoire, des Conseils et des ministres.*

B. — GÉNÉRALITÉS (Manuscrits)

- 178 à 184 et 188. — *Correspondance ministérielle* (Police et Justice).
189, 190. — *Correspondance ministérielle* (Intérieur).
191. — *Correspondance ministérielle* (Guerre).
192. — *Correspondance ministérielle* (Finances).
193. — *Correspondance avec la députation.*
196 à 198. — *Correspondance avec les armées de l'Ouest.*

C. — ELECTIONS

- 198 bis (13 liasses). — *Procès-verbaux des assemblées primaires et communales.*
198 bis (4 liasses). — *Listes des votants aux assemblées primaires.*
198 bis (registre). — *Listes des ayants droit de voter dans le canton du Mans* (extra-muros).
200. — *Procès-verbaux des assemblées électorales.*

D. — ADMINISTRATION CENTRALE

1. — ARRÊTÉS

36. — *Arrêts, circulaires, délibérations et proclamations imprimés.*
55 à 70. — *Minutes des arrêtés, circulaires, etc.*
114 à 122. — *Délibérations.*

2. — REGISTRES PAR BUREAUX

- 84 à 89. — *Comptabilité et contributions.*
77 à 83. — *Police administrative civile, militaire et générale.*
94 à 99. — *Etablissements, travaux et secours publics.*

3. — CORRESPONDANCE

a) *Correspondance générale*

- 130, 131. — *Minutes de la correspondance avec les ministres (an VI, an VII).*
136, 156 à 166. — *Registres de correspondance et rapports décadaires (1^{er} nivôse-1^{er} floréal an VI).*

b) *Correspondance par bureaux*

- 140 à 144 et 151. — *Comptabilité et contributions.*
134, 135, 137, 138 et 139. — *Police administrative, militaire et générale.*
146 à 150. — *Etablissements, travaux et secours publics.*

D'. — COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF
AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

27. — *Circulaires.*

Correspondance :

167. — *Avec les ministres (frimaire-thermidor an VI);*
168, 169. — *Avec les commissaires des cantons (brumaire an IV-prairial an VI);*
170. — *Avec les tribunaux et les détenus;*
171, 172. — *Avec les commissaires des autres départements.*
173 à 177. — *Minutes de la correspondance (messidor an VI-messidor an VII).*

E. — MUNICIPALITÉS CANTONALES

Registres de délibérations et de correspondance, liasses diverses, pour les trente et un cantons suivants :

Assé-le-Boisne, Ballon, La Bazoge, Beaumont, Bonnétable, Bouloire, Chahaigne, Chantenay, La Chartre, Château-du-Loir, Conlie, Ecomoy, La Ferté-Bernard, La Flèche (extra-muros), Fresnay, La Fresnaye, Le Grand-Lucé, Lavardin, Loué, Le Mans (extra-muros),

Parcé, Pontvallain, *Sablé, Saint-Calais, Saint-Cosme-de-Vair, Saint-Maixent, La Suze, Tresson, Tuffé, Vaas, Vallon.*

Seuls les cantons marqués en italique sont représentés aux Archives départementales par la série complète des délibérations; les autres comportent des lacunes plus ou moins considérables qu'on peut parfois combler dans les archives communales.

E'. — COMMISSAIRES DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF
AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS CANTONALES

203 à 206. — *Etats nominatifs et tableaux.*

207 à 252. — *Rapports et correspondances des commissaires cantonaux avec le commissaire central.*

F. — TRIBUNAUX

L. add. 72, 76, 77, 97, 98, 101, 108. — *Tribunal civil : Registre des jugements et procès-verbaux.*

L. add. 270, 273. — *Tribunal criminel : Registre des jugements et procès-verbaux.*

L. add. 265. — *Table alphabétique des jugements du Tribunal criminel et des Tribunaux correctionnels.*

L. add. 274. — *Registre des jugements du Tribunal de La Flèche.*

L. add. 275, 276. — *Registre du jury d'accusation de La Flèche.*

L. add. 295. — *Registre des jugements du Tribunal du Mans.*

2 L. 101, L. add. 320 et 321. — *Conseils militaires du Mans.*

L. add. 163, 198, 200, 201 à 210. — *Tribunal de commerce; Justice de paix du canton de La Flèche, audiences; — Justice de paix du canton de Saint-Calais, audiences.*

G. — ESPRIT PUBLIC ET CHOUANNERIE

253 à 283. — *Documents divers relatifs à l'histoire politique et militaire du pays (classés par communes).*

291 à 297. — *Documents divers concernant la chouannerie (classés par années).*

298. — *Listes des chouans rentrés en l'an VIII.*

300 à 304. — *Sûreté publique : arrestations de gens suspects, visites domiciliaires, interrogatoires.*

306, 307. — *Sûreté publique : notes et renseignements secrets sur les chouans.*

308 à 311. — *Sûreté publique. Divers.*

323, 330, 332, 333, 335, 336, 338. — *Garde nationale, colonnes mobiles, gendarmerie, troupes.*

II. — CLERGÉ

380 à 382. — *Poursuites contre les prêtres insoumis, dossiers divers concernant les prêtres.*

SÉRIES MODERNES

SÉRIE M

- 8 bis, 129 bis. — *Administration.*
124/1, 129, 129/3 et 155/1. — *Subsistances.*
172, 174/1, 177/1, 177 bis. — *Industrie.*

SÉRIE Q

- 21 bis/4. — *Radiations sur la liste des émigrés.*
21. — *Registre de correspondance du bureau des émigrés et des biens nationaux.*

SÉRIE T

- 40/1 et 2, 47/1 et 2, 48, 49. — *Ecole centrale* (très important).
54/1 à 3. — *Collège de La Flèche.*
68, 68 bis. — *Bibliothèque et Musée du Mans.*
9, 11 à 36. — *Pièces diverses.*

SÉRIE V

8. — *Notes et renseignements confidentiels sur les ecclésiastiques.*

HORS SÉRIE

Divers dossiers de registres paroissiaux de baptêmes et mariages.

IV. ARCHIVES COMMUNALES DU MANS

Ces archives sont très pauvres pour la période directoriale. Nous signalerons cependant quelques dossiers :

1440. — *Ecole centrale.*
1441. — *Ecole secondaire.*
1453. — *Institutions privées d'éducation.*
1539. — *Plumitifs des délibérations* (13 frimaire an II - 9 germinal an VII).
1543. — *Rapports sur la situation politique de la commune.*
1545. — *Rapports sur les troubles civils.*
1916, 1917. — *Fêtes décadaires et nationales.*

IV^{bis}. ARCHIVES COMMUNALES DES ANCIENS CHEFS-LIEUX DE CANTON

Registres de délibérations, de correspondance et liasses diverses :
Bessé, Bonnétable, Brûlon, Courgains, Epineu, La Ferté-Bernard, La Flèche (intra-muros), Le Lude, Mamers, Marolles, Mayet, Montfort,

Nogent-le-Bernard, *Parigné*, Rouez, Sillé, Saint - Cosme - de - Vair, *Saint-Paterne*, Tuffé.

Seules les archives communales des cantons marqués en italique ont conservé la série complète des délibérations.

Les registres ont disparu dans les cantons du Mans (*intra-muros*), de Bourg-le-Roi, Savigné-l'Évêque, Saint-Jean-de-la-Motte, Vibraye et Vivoin.

V. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE DIVERS DÉPARTEMENTS DE L'OUEST

MAINE-ET-LOIRE :

- L. 147 à 151. — *Correspondance générale de l'administration centrale.*
- L. 151 à 158. — *Correspondance du commissaire central et des ministres.*
- L. 437. — *Mercuriales.*
- L. 945, 946. — *Correspondance des commissaires près les tribunaux.*

LOIRE-INFÉRIEURE :

- L. 57, 58. — *Délibérations et arrêtés du Directoire.*
- L. 59 à 63. — *Procès-verbaux des séances de l'administration centrale.*

COTES-DU-NORD :

- L. 165, 166. — *Délibérations de l'administration centrale.*
- L. 360 à 362. — *Correspondance du commissaire central avec les ministres de la Police et de l'Intérieur.*
- L. 355 à 357 — *Correspondance intérieure du commissaire central.*

VIENNE :

- L. 260 du *legs Cesbron*, quatre lettres intéressant la chouannerie dans la Sarthe.

V^{bis}. ARCHIVES MUNICIPALES D'ANGERS

Registres des délibérations de la municipalité d'Angers.

(Permettent de se faire une idée d'une ville de l'Ouest sous le Directoire, à défaut des Archives municipales du Mans.)

VI. MANUSCRITS DIVERS

BIBLIOTHÈQUE DU PRYTANÉE MILITAIRE DE LA FLÈCHE :

D^r Augustin BOUCHER, *Mémorial...*, exposant les événements de la Révolution relatifs à La Flèche et ses environs. 2 vol.

(Boucher a joué un rôle public modeste; il était cependant très

bien informé, mais il a rédigé tardivement ses mémoires, et la chronologie en est très incertaine.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DU MANS :

R.-A. NÉGRIER DE LA CROCHARDIÈRE, *Observations sur la ville du Mans et sur la province du Maine*. 5 vol. (n° 21).

(L'auteur a joué un rôle important, mais il juge sans impartialité.)

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS DE LA SARTHE :

Registre des délibérations de la Société, germinal an II-prairial an VIII, 2 vol.

Dossiers sur les membres de la Société (par ordre alphabétique).

Dossiers sur la statistique de la Sarthe.

Ces deux séries sont importantes pour l'histoire économique.

PAPIERS LEDRU :

Histoire du département de la Sarthe, ans IV, VI, VII (1^{er} sem.) : 3 dossiers.

Guerre civile dans le département de la Sarthe : 3 dossiers.

Ecole centrale et cours professés par Ledru : 1 dossier.

CABINET DE M. LE VICAIRE GÉNÉRAL LEFEBVRE :

Papiers de Mgr de Jouffroy-Gonssans : 2 dossiers.

Notes du Clergé : 3 registres.

Rétractations des divers serments : 2 registres.

(Très important pour l'histoire religieuse.)

Divers sur l'administration du diocèse par Duperrier-Dumourier : 1 liasse.

Chanoine SAVARRE, *Mémoires inédits*, 1 vol.

ARCHIVES DU CHATEAU DE BOURMONT :

Lettres de Bourmont, 1796-1804, dossier IV/1.

Correspondance et divers, 1789-1798, dossier 10.

Lettres de la Maréchale, 1795-1840, dossier 85.

Lettres de famille, 1796-1803, dossier 86.

CABINET DE M. DE BASTARD D'ETANG :

Documents sur des partages de biens.

CABINET DE M. LE MARQUIS DE BEAUCHÊNE :

Documents sur Souvigné.

SOURCES IMPRIMÉES

I. OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. — RECUEILS DE DOCUMENTS

Messages, arrêtés et proclamations du Directoire. 7 vol. et 2 vol. de tables.

Le Moniteur universel. Sauf indication contraire les références renvoient à la réédition de 1854.

Procès-verbaux du Corps législatif sous le régime directorial. Paris, an VII, 1813, 98 vol. in-8°, 9 vol. de tables.

DEBIDOUR (A.), *Recueil des actes du Directoire exécutif.* Paris, 1910-1917, 4 vol. in-4° (du 11 brumaire an IV au 15 pluviôse an V).

DUVERGIER, *Collection complète des lois*, t. IX à XI, deuxième édition. Paris, 1835.

FRANÇOIS (DE NEUFCHATEAU), *Recueil de lettres, circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics.* Paris, an VII, 2 vol. in-4°.

GILLET (N.) et DEMOLY (F.), *Analyse des circulaires, instructions et décisions émanées du ministre de la Justice (1791-1858).* Paris, 1859.

HÉLIE (F.-A.), *les Constitutions de la France.* Paris, 1879, in-8°, 1467 p.

AULARD (A.), *l'Etat de la France en l'an VIII et en l'an IX* (Publication de la Société de l'Histoire de la Révolution française). Paris, 1897, in-8°.

AULARD (A.), *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (Coll. de doc. relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution). Paris, 1898-1902, 5 vol. in-8°.

ROCQUAIN (F.), *Etat de la France au 18 brumaire, d'après les rapports des conseillers d'Etat chargés d'une enquête sur la situation de la République.* Paris, 1874, in-12, 426 p.

2. — TRAVAUX D'ENSEMBLE

Ouvrages anciens

CARNOT-FEULINS, *Histoire du Directoire constitutionnel.* Paris, an VIII, in-8°.

FABRE (DE L'AUDE), *Histoire secrète du Directoire.* Paris, 1834, 4 vol. in-16.

FANTIN-DESODOARDS, *Histoire de la Révolution française depuis la Séparation de la Convention nationale jusqu'à la Conclusion de la paix entre la France et l'Empereur.* Paris, an IV, 2 vol. in-8°.

HENRY (F.) (d'après BARBIER), *Histoire du Directoire exécutif de la République française jusqu'au 18 brumaire inclusivement*. Paris, an IX, 2 vol. in-8°.

Ouvrages modernes

AULARD (E.-A.), *Histoire politique de la Révolution française (1789-1801)*, 2^e édition. Paris, 1901, in-8°, XII, 805 p.

DEVILLE, *Thermidor et Directoire*, t. V de l'*Histoire socialiste*. Paris, 1905, in-8°, 596 p.

LEFEBVRE (G.), GUYOT (R) et SAGNAC (P.), *la Révolution française*. Paris, 1930, in-8°, 577 p.

MADELIN (L.), *la Révolution*, 9^e édition. Paris, 1911, in-8°, VII, 578 p.

MADELIN (L.), *la France du Directoire*. Paris, 1922, in-16, 281 p.
(Recueil de conférences.)

MATHIEZ (A.), *le Directoire*, publié par J. Godechot. Paris, 1934, in-8°, VII, 390 p.

(Ouvrage posthume qui s'arrête au 18 fructidor an V.)

MEYNIER (Albert), *les Coups d'état du Directoire*. Paris, 1928, in-8°, 3 vol. : 218, 232 et 182 p.

PARISSET (G.), *la Révolution (1792-1799)*, dans Lavissee, *Histoire de France contemporaine*. Paris, s. d., in-8°, 438 p.

SAGNAC (Ph.), *la Législation civile de la Révolution française (1789-1804)*. Paris, 1898, in-8°, 445 p.

(La deuxième partie traite la période directoriale.)

SCIOUT (L.), *le Directoire*. Paris, in-8°, 1895-1897, 4 vol. : 728, 682, 688 et 741 p.

(Violemment hostile.)

VANDAL (A.), *l'Avènement de Bonaparte*, t. I, IX, 600 p. Paris, 1903, in-8°

3. — OUVRAGES CONCERNANT L'HISTOIRE DU DIRECTOIRE DANS DIVERS DÉPARTEMENTS

A. — Dans l'Ouest

BENAERTS (L.), *le Régime consulaire en Bretagne, le Département d'Ille-et-Vilaine durant le Consulat*. Paris, 1914, in-8°, XII, 383 p.

(Donne un bref aperçu des institutions directoriales, notamment de l'Ecole centrale.)

BLORDIER-LANGLOIS, *Angers et le département de Maine-et-Loire de 1787 à 1830*, t. II. Angers, 1837, in-8°, 407 p.

DURAND (R.), *le Département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire (1800-1815)*. Paris, 1926, 2 vol. in-8°, 603 et 565 p.

(Donne un bref aperçu des institutions directoriales.)

GAUGAIN (Abbé F.), *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*. Laval, 1921, in-8°, 4 vol. : 534, 587, 519 et 557 p.

POMMERET (Abbé H.), *l'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*. Saint-Brieuc, 1921, in-8°, XXIII, 523 p.

B. — Dans le reste de la France

BRELOT (J.), *la Vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire* (Fasc. 8 de *la Révolution en Côte-d'Or*, nouvelle série). Dijon, 1932, in-8°, 202 p.

(Seule étude qui expose la vie politique d'un département français sous le Directoire.)

DOUCET, *l'Esprit public dans le département de la Vienne*. Paris, 1910, in-8°, 427 p.

LEFEBVRE (G.), *les Paysans du Nord pendant la Révolution française*. Paris, 1924, 2 vol. in-8°, XXV, 1013 p.

II. OUVRAGES PARTICULIERS

Histoire politique, histoire administrative, histoire des institutions judiciaires, histoire financière, histoire économique et sociale, histoire de l'enseignement, histoire de la presse et du théâtre, histoire religieuse, histoire de la chouannerie et des mouvements royalistes. Mémoires et correspondance.

1. — HISTOIRE POLITIQUE

A. — Travaux sur l'ensemble de la France

AULARD (A.), *l'Exercice de la souveraineté nationale sous le Directoire*. Révol. franç., t. XL, p. 5.

BALLOT (Ch.), *le Coup d'état du 18 fructidor an V*. Rapports de police et documents divers (Publications de la *Société d'histoire de la Révolution française*). Paris, 1906, in-8°, VII, 209 p.

DUSSAINT, *le 18 Fructidor*. Revue de Paris, 1^{er} décembre 1927.

GUYOT (R.), *le Directoire et la paix de l'Europe*. Paris, 1911, in-8°, 956 p.

GUYOT (R.), *Du Directoire au Consulat : les transitions*. Revue historique, t. CXI (1922).

KUSCINSKI (A.), *Dictionnaire des Conventionnels* (Publication de la *Société de l'histoire de la Révolution française*). Paris, 1916, in-8°, 615 p.

KUSCINSKI (A.), *les Députés au Corps législatif (an IV, an VIII)*. Paris, 1905, in-8°, 419 p.

LAJUSAN, *le Plébiscite de l'an III*. (Révol. franç., 1911, t. LX.)

PIERRE (V.), *le 18 Fructidor* (Documents pour la plupart inédits, publiés par la Société d'histoire contemporaine). Paris, 1893, in-8°.

SOMMERVOGEL (G.), *Un ministre de l'Intérieur sous le Directoire Bénézech*. Les Etudes, 1868, t. II.

B. — Travaux concernant la Sarthe

LEPELLETIER (DE LA SARTHE), *Histoire complète de la province du Maine*. Le Mans, 1861, 2 vol. in-8°.

REINHARD (M.), *les Elections de l'an VI dans la Sarthe*. Bulletin de la Soc. Ag. Sc. A., 1929.

RENOUARD, *Essais historiques sur la ci-devant province du Maine*. N. l. n. d. (1803-1811), 2 vol. in-12.

ROQUET (H.), *le Général Cambray* (dans la Sarthe). Révol. Sarthe, 1909.

SIEGFRIED (A.), *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*. Paris, 1913, in-8°, 535 p.

(Etude de géographie politique permettant d'intéressants rapprochements avec la période directoriale.)

C. — Documents concernant la Sarthe

Adresse au Directoire exécutif présentée par les administrateurs du département de la Sarthe. Le Mans, an IV, in-4°, 24 p.

Compte rendu de gestion de l'administration centrale. Le Mans, 1^{er} prairial an VII, 85 p.

D. — Travaux concernant une autre région

PFISTER (Ch.), *les Assemblées électorales de la Meurthe*. Paris, 1912, in-8°, XXX, 405 p.

POUPÉ (Ed.), *les Dessous des élections de l'an VII dans le Var*. Aix, 1906, in-8°.

VAILLANDET (P.), *le Plébiscite de l'an III en Vaucluse*. Ann. Révol., 1932.

2. — HISTOIRE ADMINISTRATIVE

A. — Travaux d'ensemble

POULLET (P.), *les Institutions françaises de 1795 à 1814*. Paris, 1907, in-8°.

Les administrations de département et de canton organisées par la Constitution de l'an III ont été peu étudiées. On ne trouve guère que le résumé des textes constitutionnels et législatifs dans le plus ancien ouvrage sur ce sujet :

GIRARDOT (Baron de), *Des administrations départementales électives et collectives* (France, Belgique, Italie). 1790-an VIII. Paris, 1857, in-8°, 407 p.

L'organisation et la mise en route des municipalités cantonales ont cependant fait l'objet de plusieurs articles :

BLOCH (Camille), *le Recrutement du Personnel municipal en l'an IV*. Révol. franç., 1904.

GAUTHIER, *l'Organisation des municipalités cantonales dans la Vienne*. Révol. franç., 1914 et 1916.

VERGNES, *Contribution à l'histoire des municipalités de l'an III*. Carcassonne, 1902, in-8°.

Le rôle des commissaires du Directoire exécutif a été quelque peu examiné :

MATHIEZ (A.), *les Comptes décadaires des autorités révolutionnaires et des commissaires du Directoire*. Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. IV, pp. 157-169.

B. — Travaux concernant la Sarthe

FLEURY (G.), *le Rôle du commissaire du Directoire exécutif près de l'administration municipale du canton de Mamers*. Communication au Congrès des Sociétés savantes de 1901 dans *Mélanges hist. et archéol.* Mamers, 1903, in-8°, t. II.

C. — Travaux concernant un département

POULET (H.), *l'Administration centrale du département de la Meurthe*. Révol. franç., t. LI et LII.

POULET (H.), *le Département de la Meuse à la fin du Directoire et au début du Consulat*. Révol. franç., t. XLVIII.

LACROIX (S.), *le Département de Paris et de la Seine pendant la Révolution*. Paris, 1904, in-8°, 483 p.

(Donne un exemple, assez particulier, il est vrai, de l'organisation départementale sous le Directoire.)

3. — HISTOIRE DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Très peu de travaux concernent l'organisation et le fonctionnement des tribunaux pendant le Directoire. Un ouvrage ancien donne l'analyse des textes essentiels, mais sans étudier le fonctionnement des institutions :

HIVER DE BEAUVOIR (A.), *Histoire critique des institutions judiciaires de la France, de 1789 à 1848*. Paris, 1848, in-8°, VI, 640 p.

Cependant quelques études départementales renseignent sur le fonctionnement de certains tribunaux :

DOUARCHE, *les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution*, t. II, 1791-1800. Paris, 1907, in-8°, 1380 p.

(Contient les circulaires envoyées par le ministre de la Justice.)

SAROT, *les Tribunaux répressifs ordinaires de la Manche en matière politique pendant la Révolution*. Paris, 1881-1882, 4 vol. in-8°.

VINCENTI (A.), *le Tribunal civil du département de Vaucluse pendant la Révolution*. Thèse de droit, 1925, in-8°, 297 p.

Le personnel judiciaire d'un département de l'Ouest a été étudié par :

DURAND (R.), *le Personnel judiciaire des Côtes-du-Nord pendant la Révolution*. Révol. franç., t. LXXIV (1921).

Enfin une prison du Mans a fait l'objet d'une monographie :

TRIGER (R.), *Une prison du Mans pendant la Révolution : la maison d'arrêt de l'Evêché*. Le Mans, 1914, in-8°, 68 p.

4. — HISTOIRE FINANCIÈRE

A. — Travaux d'ensemble

BLOCH (Camille), *les Contributions directes. — Instruction. — Recueil de textes et notes. (Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.)* Paris, 1915, in-8°, 1178 p.

BLOCH (Camille), *la Monnaie et le Papier-Monnaie. (Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.)* Paris, 1912, in-8°, 543 p.

LOUCHE-DESFONTAINES (H.) et ROUSSET (A.), *Histoire des impôts indirects*. Paris, 1883, in-8°, 390 p.

MARION (M.), *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. III et IV, 532 et 436 p. Paris, 1927, in-8°.

MINORET (M.), *la Contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution*. Paris, 1900, in-8°, 698 p.

B. — Travaux concernant une région

SCHNERB (R.), *les Contributions directes à l'époque de la Révolution, dans le département du Puy-de-Dôme*. Paris, 1933, in-8°, 610 p.

LIBOIS, *les Emprunts forcés de l'an IV et de l'an VII, leur application dans le département du Jura*. Lons-le-Saunier, 1895, in-8°, 139 p.

5. — HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A. — Travaux d'ensemble

Les questions économiques et sociales sont abordées dans les histoires du Directoire, mais elles ne sont un peu précisées que dans celle de Deville, déjà citée.

La Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution a publié quelques recueils de textes très importants :

ANONYME, *l'Agriculture*. Paris, 1908, in-8°, 252 p.

BLOCH (Camille), *Recueil des principaux textes législatifs et administratifs concernant l'assistance de 1789 à l'an VIII*. Paris, 1909, in-8°, 292 p.

CARON (P.), *le Commerce des Céréales*. Paris, 1907, in-8°, 207 p.

SCHMIDT (Ch.), *le Commerce*. Paris, 1912, in-8°, 342 p.

Quelques études économiques et sociales concernant plus ou moins spécialement la période directoriale :

LALLEMAND (L.), *la Révolution et les pauvres*. Paris, 1898, in-8°.

LEFEBVRE (G.), *la Révolution française et les paysans*. Ann. Révol., 1933.

SCHNERB (R.), *la Dépression économique sous le Directoire*. Ann. Révol., 1934.

SOREAU (E.), *la Révolution française et le Prolétariat rural*. Ann. Révol., 1932.

B. — Travaux sur la Sarthe

a) *Histoire et géographie économique.*

MUSSET (R.), *le Bas-Maine*. Paris. 1917, in-8°, 496 p.

(Ouvrage fondamental comportant plusieurs chapitres sur l'histoire économique. Mais la Sarthe n'est abordée qu'incidemment.)

DELAUNAY (D^r P.), *les Régions naturelles de la Sarthe*. Le Mans, 1933, in-8°.

(Etude de géologie et de géographie physique, avec quelques conclusions sur la géographie économique.)

b) *Documents statistiques.*

AUVRAY (L.-M.), *Statistique du département de la Sarthe*. Paris, an X, in-8°, 254 p.

(Statistique publiée par le premier préfet, inférieure à beaucoup d'autres.)

GAUVIN (Th.), *Essai sur la statistique de l'arrondissement de Saint-Calais*, Le Mans, 1827, in-16; — *de Mamers*, Le Mans, 1829, in-16; — *de La Flèche*, Le Mans, 1831, in-16; — *du Mans*, Le Mans, 1833, in-16. — *Essai sur la statistique du département de la Sarthe*. Le Mans, 1834, in-16.

GROSSE-DUPERRON, *Tableau de la province du Maine (1762-1767)*. Laval, 1913, in-8°, 214 p.

UZUREAU (Abbé F.), *Tableau de la province d'Anjou (1762-1766)*.

(Quoique étrangères à la période directoriale, ces statistiques sont utiles pour établir des comparaisons.)

c) *Agriculture.*

PERROCHEL (DE), *l'Agriculture dans le canton de Fresnay*, publié par R. Triger, dans Rev. hist. Maine, 1898.

MARC, *Ancienne et nouvelle culture dans le Maine : suppression de la jachère; assolements*. Bulletin de la Soc. Ag. Sc. A., 1^{re} série, t. VII.

d) *Industrie.*

HÉDIN, *les Vieilles Forges de la Sarthe*. Bulletin de la Soc. Ag. Sc. A., 2^e série, t. XXXVI.

TRIGER (R.), *la Fabrique des Toiles de Fresnay et la Fête de saint Bonaventure*. Le Mans, 1904, in-8°, 160 p.

e) *Etat social et assistance.*

CHEVRIER (P.-E.), *Inventaire analytique de l'hospice de Sablé*. Le Mans, 1877, in-8°, V, 612 p.

TERMEAU (M.), *le Paupérisme dans la région de Sillé-le-Guillaume*. Prov. Maine, 1932.

f) *Société d'Agriculture de la Sarthe.*

GENTIL (A.), *Notes sur les origines de la Société des Arts du Mans (1794-1801)*. Bulletin de la Soc. Ag. Sc. A., 2^e série. t. XXXVI.

LEDRU, *Analyse des travaux de la Société royale des Arts*. Le Mans, 1820, in-8°, 312 p.

g) *Vente des biens nationaux.*

GIRAULT (Abbé Ch.), *la Vente des biens du chapitre cathédral de Saint-Julien du Mans*. Le Mans, 1933, in-8°, 119 p.

GIRAULT (Abbé Ch.), *la Vente des biens nationaux situés dans la ville du Mans*. Le Mans, 1933, in-8°, 119 p.

LEGEAY (F.), *Documents historiques sur la vente des biens nationaux dans la Sarthe*. Le Mans. Leguicheux, 1885, 4 vol. in-8°.

(Publication des actes de vente, d'ailleurs résumés et peu exacts.)

LEGEAY (F.), *Vente des biens religieux du canton de Mayet*. Le Mans, 1883, in-8°, 24 p.

LOUTCHISKY (J.), *Quelques remarques sur la vente des biens nationaux*. Paris, 1913, in-8°, 159 p.

(Contient 5 pages sur la Sarthe, d'après Spilioti, 1897.)

C. — **Travaux sur une autre région**

BRAESCH (F.), *la Valorisation des Créances privées sous le Directoire, dans le département de la Meurthe*. Annales de l'Est, 1928, p. 101 à 152.

CARDENAL (DE), *l'Assistance publique dans la Dordogne pendant la Révolution*. Révol. franç., t. LXXV, p. 213 à 230.

VIARD (P.), *Quelques faillites à Dijon sous le Directoire*. Révolution dans la Côte-d'Or, 1929.

VIARD (P.), *Vers l'ajustement légal des prix (métal et papier) dans l'Hérault à la fin de l'an V*. Ann. Révol., 1928.

6. — HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT

A. — **Travaux d'ensemble**

ALLAIN (Abbé E.), *l'Enquête scolaire de l'an IX*. Paris, 1892, in-8°, 48 p.

ALLAIN (Abbé E.), *l'Œuvre scolaire de la Révolution (1789-1802)*. Paris, 1891, in-8°, 436 p.

AULARD (A.), *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*. Paris, 1911, in-8°, 315 p.

(Contient une étude de l'enseignement sous le Directoire.)

AULARD (A.), *la Politique scolaire du Directoire*. Revue bleue, 24 mai 1900.

BRUNOT (F.), *Histoire de la langue française des origines à 1900*, t. IX; — *La Révolution et l'Empire*, 1^{re} partie : le français langue nationale. Paris, 1927, in-8°, 616 p.

(Contient une étude sur les lois scolaires et leur application.)

GUILLAUME (M.-J.), *Comité de l'Instruction publique de la Convention*. Paris, 1891, 6 vol. in-4°.

LIARD (L.), *l'Enseignement supérieur en France*. Paris, 1888, t. I, 474 p., in-8°.

SAGNAC (Ph.), *l'Enseignement avant et pendant la Révolution*. Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XVIII, novembre-décembre 1913.

SICARD, *l'Education morale et civique avant et pendant la Révolution (1700-1808)*. Paris, 1913, in-8°, IX, 592 p.

B. — Travaux sur la Sarthe

BELLÉE (A.), *Recherches sur l'Instruction publique dans la Sarthe avant et pendant la Révolution*. Le Mans, 1875, in-8°, 300 p.

BOUCHY (P.), *le Lycée du Mans*. Le Mans, 1922, 63 p. in-8°.

CALENDINI (Chanoine L.), *les Ecoles de garçons à Mamers de 1791 à 1801*. Révol. Maine, 1934.

CLÈRE (J.), *Histoire de l'Ecole de La Flèche, depuis sa fondation par Henri IV jusqu'à sa réorganisation en Prytanée impérial militaire*. La Flèche, 1853, in-12, 382 p.

GIRAULT (Abbé Ch.), *Bibliothèque et Musée du Mans. Les origines*. Laval, 1929, in-8°, 80 p.

PAVET et DEJAULT-MARTINIÈRE, *le Collège du Mans pendant la Révolution*. Palmarès Lycée du Mans, 1899 et 1900, 12 p. — *L'Ecole centrale du Mans*. Palmarès Lycée du Mans, 1901, 10 p.

REBUT, *Histoire du Lycée du Mans*. Congrès des Sociétés savantes. Le Mans, 1895, in-8°.

REBUT, *André-Pierre Ledru*. Palmarès Lycée du Mans, 1905, 16 p.

REEB (Abbé), *le Collège-Séminaire de l'Oratoire du Mans*. Rev. hist. Maine, 1911.

REINHARD (M.), *André-Pierre Ledru*. Révol. Maine, 1934.

ROBERT (H.), inspecteur primaire, *l'Instruction au XVIII^e siècle dans les paroisses de la circonscription d'instruction primaire de Sillé-le-Guillaume*. Mamers, 1898, in-8°.

TRIGER (R.), *le Collège de l'Oratoire au Mans et les vieilles Maisons*

entre l'Oratoire et l'Abbaye de Saint-Vincent. Le Mans, 1925, in-8°, 100 p.

TRIGER (R.), *l'Enseignement chrétien dans le Maine pendant la Révolution.* Le Mans, 1910, in-8°, 38 p.

UZUREAU (Abbé F.), *l'Enquête scolaire de l'an IX dans le département de Maine-et-Loire et les arrondissements de Château-Gontier et de La Flèche.* Angers, 1898, in-8°, 27 p.

C. — Travaux concernant une autre région

a) De l'Ouest.

BOIS (B.), *la Vie scolaire et les Créations intellectuelles en Anjou pendant la Révolution (1789-1799).* Paris, 1929, in-8°, 611 p.

SINOIR (E.), *Histoire du Lycée de Laval et de l'Ecole centrale.* Bulletin de la Commission hist. et archéol. de la Mayenne, 1931.

b) Du reste de la France.

AULARD (A.), *Etat de l'enseignement primaire dans la Haute-Garonne en l'an VI.* Etudes et leçons, 6^e série. Enquêtes administratives.

BLOCH (Camille), *l'Instruction publique dans l'Aude pendant la Révolution (1790-1802).* Paris, 1894, in-8°, 68 p.

BRUNEAU, *l'Instruction publique dans le Cher sous le Directoire.* Révol. franç., t. XLIV.

DUTHEIL (J.), *Histoire de l'Ecole centrale de la Creuse.* Gap, 1933, in-8°, 70 p.

GUYOT (R.), *le Collège de Tours et l'Ecole centrale d'Indre-et-Loire, de 1798 à l'an XII.* Tours, juin 1906, in-8°, 35 p.

LAMOUEZÈLE (E.), *Une statistique des Ecoles primaires dans la Haute-Garonne en l'an VII.* Révol. franç., t. XLVI.

LIBOIS, *l'Instruction primaire dans le Jura pendant la Révolution : application des décrets du 29 frimaire an II, 27 brumaire an III et 3 frimaire an IV.* Lons-le-Saunier, 1897, in-8°, 207 p.

PASQUIER, *les Fêtes nationales à Toulouse sous le Directoire.* Toulouse, 1916.

TROUX (A.), *l'Ecole centrale du Doubs à Besançon (an IV, an VI).*

(Cet ouvrage contient une bibliographie des travaux consacrés aux écoles centrales, c'est pourquoi les ouvrages de Dutheil, Guyot et Sinoir, qui ne figurent pas dans cette bibliographie, sont seuls cités ici.)

7. — HISTOIRE DE LA PRESSE ET DU THÉÂTRE

1° La Presse

A. — Travaux d'ensemble

MONSEIGNAT (Ch. DE), *Histoire des Journaux de 1789 à 1799.* Paris, 1853, in-18, 259 p.

WELSCHINGER (H.), *les Almanachs de la Révolution.* Paris, 1884, in-12, 238 p.

B. — Almanachs et journaux sarthois

Annonces, affiches et avis divers de la ville du Mans et pour la province. Premier numéro en 1771; paraît tous les cinq jours à partir de l'an IV. Le Mans, in-8°.

Almanach du département de la Sarthe, ou Calendrier de la ci-devant province du Maine pour l'an VI ou 1798 (v. s.). Le Mans, in-16.

Almanach journalier très curieux et augmenté pour l'an VI, VII, VIII. Le Mans, in-12.

Almanach du département de la Sarthe pour 1793 à 1799. Le Mans, in-12. (Existait en 1728; imprimé chez Monnoyer, à partir de 1756, sous le nom d'*Almanach manceau*.)

Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII. Le Mans, in-8°.

Calendrier à l'usage des Catholiques du diocèse du Mans pour l'année 1799 (an VII); 1800 (an VIII); 1801 (an IX); 1802 (an X). Ni lieu ni date jusqu'en 1802; pour celui de 1802, Le Mans, in-16.

Chronique de la Sarthe (publiée d'abord sous le nom de *Chronique mancelle*), paraît tous les deux jours : du 4^e jour complémentaire an IV au 7 germinal an VI. Rédacteur, *J.-R. Bazin*. Le Mans, in-8°, 8 pages.

L'Indicateur du département de la Sarthe. Supplément de la *Chronique de la Sarthe* à partir du 10 ventôse an V; régulier à partir de brumaire an VI, tous les décadis; remplaça la *Chronique* pendant le mois de germinal an VI. Le Mans, in-8°.

L'Abeille. Nouveau nom de la *Chronique* à partir de sa suppression, germinal an VI; fut supprimée le 20 messidor an VI. Le Mans, in-8° (Soc. Ag. Sc. A.).

Le Conciliateur, « *Annales des assemblées primaires* », 1^{er} germinal an V. Il ne parut qu'un seul numéro. Rédacteur : *Charpentier*. Le Mans, in-8°.

Le Courrier de la Sarthe, à partir du 15 fructidor an VII. Rédacteur : *L.-C. Lamouque*. Le Mans, in-4°, 4 p.

Le Préservatif de l'Anarchie ou l'Espion constitutionnel du département de la Sarthe. Paraît le jeudi et le dimanche, du 30 brumaire au 16 thermidor an V. Rédacteur : *Treton*. Le Mans, in-8°.

Tous ces journaux se trouvent à la bibliothèque de la Soc. Ag. Sc. A.

2° Le Théâtre

A. — Travaux d'ensemble

JAUFFRET (E.), le Théâtre révolutionnaire (1788-1799). Paris, 1869, in-18, VII, 31 p.

MOLAND (L.), *Théâtre de la Révolution*, ou choix de pièces de théâtre qui aient fait sensation pendant la période révolutionnaire. (On y trouve l'*Intérieur des Comités révolutionnaires*.) Paris, 1877, in-18, 448 p.

WELSCHINGER (H.), *le Théâtre de la Révolution*. Paris, 1880, in-12, 250 p.

B. — Travaux concernant la Sarthe

DESCHAMPS LA RIVIÈRE, *le Théâtre au Mans pendant la Révolution*. Rev. hist. Maine, 1901-1902.

C. — Travaux concernant une autre région

COURTEAULT (P.), *la Révolution et les Théâtres à Bordeaux*. Paris, 1926, in-12, 287 p.

MARTIN (Gaston), *le Théâtre et la Politique à Toulouse en l'an V*. Révol. franç., février-mars 1927.

8. — HISTOIRE RELIGIEUSE

A. — Travaux d'ensemble

AULARD (A.), *le Culte catholique de la Terreur au Concordat*. Révol. franç., t. XLIX.

DEBIDOUR (A.), *Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat en France, 1789-1870*. Paris, 1898, in-8°, 740 p.

GORCE (P. DE LA), *Histoire religieuse de la Révolution française*. Paris, 1918-1923, in-8°, t. IV et V, 379 et 415 p.

LATREILLE (C.), *l'Opposition religieuse au Concordat, de 1792 à 1803*. Paris, 1910, in-12.

LAVAQUERY (Abbé E.), *le Cardinal de Boisgelin (1732-1804)*. Angers, 1920, 2 vol. in-8°.

(A consulter pour la déclaration de soumission.)

MATHIEZ (A.), *Contribution à l'Histoire religieuse de la Révolution française*. Paris, 1907, in-12, 272 p.

(A consulter surtout pour les divisions du clergé réfractaire.)

MATHIEZ (A.), *la Révolution et l'Eglise*. Paris, 1910, in-12, 307 p.

MATHIEZ (A.), *la Théophilanthropie et le Culte décadaire (1796-1801)*. Paris, 1903, in-8°, 553 p.

MÉRIC (Abbé), *Histoire de Monsieur Emery et de l'Eglise de France*. Paris, 1895, t. I, in-8°, 489 p.

PIERRE (V.), *la Déportation ecclésiastique sous le Directoire*. Paris, 1896, in-8°.

SCIOUT (L.), *Histoire de la Constitution du Clergé*. Paris, 1872-1881, 4 vol. in-8°, t. IV, 836 p.

SOREAU (E.), *la Résurrection religieuse après la Terreur*. Revue des études historiques, octobre-décembre 1933.

B. — Documents concernant la Sarthe

a) Clergé réfractaire.

L'administration ecclésiastique et la règle de conduite des prêtres furent codifiés par quelques actes des autorités diocésaines : l'évêque émigré, les vicaires généraux Paillé, puis Duperrier-Dumourier, et quelques prêtres travaillant sous leur direction, comme le docteur en théologie F. Chevalier.

Les règles générales de conduite furent énoncées dans trois brochures, qui offrent autant d'intérêt que le *Manuel des Missionnaires* bien connu de l'abbé Coste, publié par Alf. Leroux en 1905 :

Avis sur l'exercice du Saint Ministère dans les circonstances présentes, publié par D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 489 à 512. L'édition originale ne porte ni lieu ni date.

Administration spirituelle du diocèse du Mans. S. l., 1797, in-8°, 99 p.

Quelques variantes ont été indiquées par D. Piolin, ouvrage cité, p. 554.

Supplément du Catéchisme à l'usage du diocèse d... S. l., nouvelle édition, 1799.

La question de la soumission fut traitée par Paillé :

PAILLÉ (Abbé), *Justification des prêtres catholiques qui se sont fait accerner acte de leur soumission aux lois de la République. — Imprudence de ceux qui les blâment et les condamnent*. S. l., 1795, in-8°, 37 p.

Les divisions du clergé réfractaire déterminèrent une controverse à propos de ces diverses publications. Les principales brochures d'opposition furent celles de l'abbé Liger :

LIGER (C.), vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, *Coup d'œil sur les ravages que le conflit des opinions tant politiques que religieuses a causés dans la Vendée, particulièrement dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne*. Paris, an IX (1801), in-8°, 192 p.

LIGER (C.), *Dénonciation de Monsieur Dumouriez, administrateur général du diocèse du Mans, au premier Concile national ou provincial qui aura lieu en France*. Le Mans, an VIII, in-8°, 22 p.

LIGER (C.), *Fautes à corriger dans le Supplément au Catéchisme du Mans*. Fougères, s. d., in-8°, 13 p.

LIGER (C.), *Avis important aux Fidèles, ou Etrennes pour l'an 1798*. Fougères, in-8°, 16 p.

Les prêtres réfractaires firent également circuler des brochures émanant de leurs confrères des diocèses voisins, ou des évêques émigrés. Les principales que l'on trouve dans la Sarthe sont les suivantes : *Seconde lettre encyclique de plusieurs évêques de France réunis, à*

leurs frères les autres évêques et aux églises veuves. Contenant un règlement pour servir au rétablissement de la discipline de l'Eglise gallicane. Paris, 1795 (an IV). Réimpression à l'usage du diocèse du Mans.

Sentiments unanimes de douze évêques réunis à Londres, plusieurs fois assemblés pour délibérer sur le présent objet [la soumission]. 2 septembre 1796. Suivis d'un *Avertissement des évêques catholiques de France, exilés pour la Foi.*

ANONYME (COQUERET DU BOIS), *La vérité rendue sensible, ou le témoignage de la raison et de la foi contre les auteurs, fauteurs et sectateurs de la Constitution prétendue civile du Clergé, par un laïque.* Le Mans, 1797, in-8°, 115 p.

Les prêtres réfractaires et leur action apparaissent dans les deux recueils suivants :

SEVESTRE (Abbé E.), *L'enquête gouvernementale et l'enquête ecclésiastique sur le clergé de Normandie et du Maine de l'an IX à l'an XIII.* Paris, 1913, in-8°, t. II, 232 p.

L'auteur a publié les documents d'enquête des Archives de la Sarthe (V 8), mais il a ignoré les *Notes du Clergé* du cabinet de M. le vicaire général Lefebvre.

Extraits des lettres saisies chez les nommés Gaignot, place des Halles, Poisson, place de Réunion, au Mans, et Fleury, de Mamers, publiées par ordre de l'administration centrale du département de la Sarthe. Le Mans, an VII, in-8°, 80 p.

b) Clergé constitutionnel.

Les prêtres ex-constitutionnels de la Sarthe publièrent pendant le Directoire quelques brochures de justification et de propagande :

BESNARD (F.-G.), *Mémoire justificatif de F.-G. Besnard en tant que prêtre assermenté.* Mamers, an IV, in-8°, 116 p.

HAMELIN, *l'Erreur reconnue. Dialogue par le citoyen Hamelin, ex-vicaire épiscopal du département de la Sarthe.* Le Mans, an V, in-8°, 52 p.

LEMORE (Louis-François), desservant l'église Saint-Benoist, au Mans, *Apologie de la religion chrétienne adressée aux philosophes par un citoyen du Mans.* Le Mans, an VI, in-8°, 18 p.

LEMORE (Louis-François), prêtre vicaire de l'évêque du département de la Sarthe, *Lettre à un confrère non assermenté.* Le Mans, an V, in-8°, 8 p.

PICHON, *Avis fraternel aux prêtres catholiques du département de la Sarthe, sur les avantages et les inconvénients de la célébration du culte religieux dans des temples publics ou dans des maisons particulières, et sur les moyens faciles de rétablir promptement dans leur Eglise la paix générale des consciences et l'exacte conformité des sentiments orthodoxes.* Le Mans, an VIII, in-8°, 42 p.

C. — Travaux sur la Sarthe

- BELIN (Abbé A.), *Clercs manceaux ordonnés à Paris de 1792 à 1801*. Révol. Maine, 1925.
- BELIN (Abbé A.), *les Tribulations d'un intrus : Côme-Damien Rapicault*. Révol. Maine, 1929.
- BELIN (Abbé A.), *Pierre de La Roche*. Le Mans, 1932, in-8°, 277 p.
- CHARDON (H.), *Histoire religieuse de Marolles-les-Braux*. Le Mans, 1906, in-8°, VI, 223 p.
- GIRAUD (M.), *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV*. Paris, 1920, in-8°, 691 p.
- GIRAULT (Abbé Ch.), *Autour d'une maison mancelle*. Le Mans, 1922, in-8°, 87 p.
- GIRAULT (Abbé Ch.), *la Persécution du Clergé*. Laval, 1931, in-8°, 162 p.
Ces deux ouvrages étudient l'action des prêtres réfractaires sarthois et les poursuites dont ils furent l'objet sous le Directoire.
- GIRAULT (Abbé Ch.), *le Statut légal des églises*. Le Mans, 1925, in-8°, 77 p.
- PERRIN (Abbé Th.), *les Martyrs du Maine*. Paris, s. d., 2 vol. in-12, 367 et 406 p. (plus hagiographique que critique).
- PICHON (Abbé F.), *Vie de Monsieur Marquis-Ducastel*. Le Mans, 1873, in-8°, 230 p.
- REINHARD (M.), *les Serments ecclésiastiques dans la Sarthe sous le Directoire; leur prestation et ses conséquences*. Bulletin Soc. Ag. Sc. A., 1934.
- ROQUET (H.), *le Canton d'Ecommoy sous la Constitution civile du Clergé (1790-1801)*. Le Mans, 1930, in-8°, 78 p.

D. — Travaux concernant une autre région

a) De l'Ouest.

- COUFFON (R.) et POMMERET (H.), *le Directoire vu de Saint-Servan par un agent secret de Monseigneur Le Mintier*. Soc. Emul. des Côtes-du-Nord, 1930.
- GALLERAND (J.), *les Cultes sous la Terreur en Loir-et-Cher (1794-1802)*. Blois, 1929, in-8°, XXXVIII, 803 p.
(En dépit de son titre cet ouvrage étudie aussi la période directoriale.)
- MEILLOC, *les Serments pendant la Révolution*, publié par l'abbé F. Uzu-reau. Paris, 1904, in-16, 366 p.
(Cet ouvrage est l'œuvre du vicaire général du diocèse d'Angers à l'époque directoriale.)
- PATRY (R.), *le Régime de la liberté des Cultes dans le département du Calvados*. Paris, 1921, in-8°, 289 p.
(Cet ouvrage est la plus importante étude départementale du régime cultuel à l'époque directoriale.)

ROUSSEL (A.), *Un évêque assermenté : Le Coz*. Paris, s. d., in-8°, 565 p.

b) *Du reste de la France*.

GRENTE (J.), *le Culte catholique à Paris, de la Terreur au Concordat*. Paris, 1903, in-8°, III, 487 p.

LACOUTURE (Abbé), *l'Application de la loi du 3 brumaire an IV en Haute-Garonne*. Journal officiel du 6^e Congrès des Sociétés savantes, p. 4276 et suivantes.

MIROT (L.), *la Vie religieuse après la Terreur*. Revue études historiques, avril-juin 1934.

SAUZAY (J.), *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le département du Doubs, de 1789 à 1801*, t. VIII, IX, X; 795, 740 et 832 p. Besançon, 1873, in-8°.

SOL (Chanoine E.), *la Révolution dans le Quercy*, t. IV. Paris, 1926, in-8°, 640 p.

SOL (Chanoine E.), *Sous le régime de la séparation*. Paris, 1931, in-8°, 740 p.

9. — HISTOIRE DE LA CHOUANNERIE ET DES MOUVEMENTS ROYALISTES

A. — Travaux d'ensemble

LEMIÈRE (Edmond et Yves), *Bibliographie de la contre-Révolution dans les provinces de l'Ouest, ou des guerres de la Vendée et de la Chouannerie (1793-1815-1832)*. Bulletin et Mémoires de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord.

CAUDRILLIER (P.), *la Trahison de Pichegru et les Intrigues royalistes de l'Est avant fructidor*. Paris, 1903, in-8°, LXII, 402 p.

CHALLAMEL (A.), *les Clubs contre-révolutionnaires*. Paris, 1895, in-8°, 633 p.

CHASSIN (Ch.-L.), *les Pacifications de l'Ouest*. Paris, 1896-1899, 3 vol. in-8°, 607, 636 et 803 p.

DAUDET (E.), *l'Emigration pendant la Révolution*, t. II. Paris, 1905, in-8°, 454 p.

DUBREUIL (L.), *Histoire des Insurrections de l'Ouest*. Paris, 1929, 2 vol. in-8°, 328 et 399 p.

GABORY (Emile), *la Révolution et la Vendée*. Paris, 1925-1928, 3 vol. in-8°, 332, 291 et 304 p.

HAUTERIVE (E. d'), *la Contre-Police royaliste en 1800*. Paris, 1931, in-16, 221 p.

LEBON (A.), *l'Angleterre et l'Emigration*. Paris, 1882, in-8°, XLIV, 375 p.

MADÉLIN (L.), *la Contre-Révolution pendant la Révolution*. Paris, 1935, in-8°, 367 p.

MURET (Th.), *Histoire des guerres de l'Ouest, Vendée, Chouannerie (1792-1815)*. Paris, 1848, 5 vol. in-8°.

PINGAUD (L.), *Un agent secret de la Révolution et de l'Empire : le comte d'Antraigues*. Paris, Plon, 1893.

SAVARY (Jean-Julien-Marie), *Guerre des Vendéens et des Chouans contre la République Française*. Paris, Beaudouin frères, 1827, t. VI, in-8°.

WICKHAM, *Correspondance*. Londres, 1870, 2 vol., 505 et 465 p.

B. — Documents concernant la Sarthe

BELIN (Abbé A.), *Bulletin de l'armée royale du Maine du 1^{er} octobre 1799*. Révol. Maine, 1930.

BELIN (Abbé A.), *Prévost, dit Laurent. Correspondance secrète d'un espion*. Révol. Maine, 1931.

C. — Travaux concernant la Sarthe

BELIN (Abbé A.), *Un aumônier des chouans : André Chaumont*. Révol. Maine, 1931.

BELIN (Abbé. A.), *Vauguillard en Précigné : un manoir ami des chouans*. Révol. Maine, 1933-1934.

BRUNEAU (H.), *la Prise de Pontvallain par les royalistes en 1799*. Prov. Maine, t. VII.

CHARDON (H.), *les Vendéens dans la Sarthe*. Le Mans, 1869-1872, in-16, 3 vol.

CHATELLIER (A. DU), *le Général Watrin, sa carrière militaire*. Paris, 1875, in-8°, 28 p.

CHATELLIER (A. DU), *Correspondance du général Watrin*. Paris, 1875, in-8°, 100 p. Analyse des registres de correspondance conservés par M. Ansault, juge de paix du canton de Chablis. (Il nous a été impossible de trouver trace de ces registres.)

PAULAIN (Abbé), *la Chouannerie du Maine et des pays adjacents*. Le Mans, 1875, 3 vol. in-12.

TRIGER (R.), *la Prise du Mans par les Chouans le 15 octobre 1799*. Mamers, 1899, in-8°, 88 p.

GAUTHEROT (G.), *Un gentilhomme de grand chemin : le maréchal de Bourmont*. Paris, 1926, in-8°, 478 p.

(Bourmont commanda les troupes royalistes dans la Sarthe en 1799).

DELAUNAY (D^r P.), *la Chouannerie de 1832 dans le Maine et particulièrement dans la Sarthe*. Le Mans, 1932, in-8°, 144 p.

(Cet ouvrage permet d'établir des comparaisons avec les soulèvements royalistes de l'époque directoriale.)

D. — Travaux concernant une autre région

a) *Départements voisins de la Sarthe.*

DUBREUIL, *les Origines de la Chouannerie dans les Côtes-du-Nord.* Révol. franç., t. LXVIII, p. 128.

DUCHEMIN-DESCEPEAUX, *Lettres sur l'origine de la Chouannerie et les Chouans du Bas-Maine.* Paris, 1827-1827, 2 vol. in-8°.

DUCHEMIN-DESCEPEAUX, *Souvenirs de la Chouannerie.* Laval, 1852, in-8°, III, 529 p.

CHÊNE (A. DU) et LA PERRAUDIÈRE (R. DE), *le Général Tranquille, chef de Chouans.* Angers, 1907, in-8°, 105 p.

LAURAIN (E.), *Chouans et contre-Chouans. Denis Brice, dit Tranche-Montagne; Daniel Œhlert, dit le Grand-Pierrot.* Laval, 1929, in-8°, 209 p.

MORVAN (J.), *les Chouans de la Mayenne.* Paris, 1900, in-8°, 429 p.

SICOTIÈRE (E. DE LA), *Louis de Frotté et les Insurrections normandes, 1793-1832.* Paris, 1889, 2 vol. in-8°, 629 et 812 p., table séparée.

b) *Région du Sud-Ouest.*

CAUDRILLIER (G.), *l'Association royaliste de l'I. P. à Bordeaux et la Conspiration anglaise en France pendant la deuxième coalition.* Paris, 1908, in-8°, XXVII, 90 p.

DUPONT-CONSTANT, *Essai sur l'Institut philanthropique établi en 1796 dans les provinces méridionales de la France, par ordre et en vertu des pouvoirs de S. M. Louis XVIII.* Paris, 1823, in-8°, 240 p.

LACOUTURE (Abbé J.), *le Mouvement royaliste dans le Sud-Ouest (1797-1800).* Hossegor, 1933, in-8°, 353 p.

(Ces travaux permettent de comparer l'organisation et l'action royalistes du Sud-Ouest avec celles de la Sarthe.)

10. — MÉMOIRES ET CORRESPONDANCES

A. — Mémoires généraux

BARRAS, *Mémoires*, édités par G. Duruy. Paris, 1895-1896, 4 vol. in-8°.

LA REVELLIÈRE-LEPEAUX, *Mémoires.* Paris, 1895, 3 vol. in-8°, dont un vol. de pièces justificatives.

MALLET DU PAN, *Mémoires.* Paris, 1895, in-8°, t. II.

HYDE DE NEUVILLE, *Mémoires et souvenirs.* Paris, 1892-1894, 3 vol.

B. — Mémoires concernant la Sarthe

BESNARD (François-Yves), *Souvenirs d'un nonagénaire*, publiés par Célestin Port, Paris, 1880, 2 vol. in-8°.

(Besnard joua un rôle politique dans la Sarthe.)

FLEURY (Jacques-Pierre), *Mémoires sur la Révolution, le Premier Em-*

pire et les premières années de la Restauration, publiés et annotés par Dom Piolin. Paris, 1874, in-8°, 547 p.

Le premier chapitre, supprimé par Piolin, a été édité par F. Pichon dans la Prov. Maine, 1900, pp. 220, 253, 297 et 323.

LEPRINCE D'ARDENAY, *Mémoires*, publiés par l'abbé G. Esnault. Le Mans, 1880, in-8°, XVI, 370 p.

LEVASSEUR (DE LA SARTHE), *Mémoires*. Paris, 1829, 4 vol. in-8°.

MANOUILLÈRE (René-Pierre NEPVEU DE LA), chanoine du Mans, *Mémoires, 1759-1807*, publiés et annotés par l'abbé Gaston Esnault. Le Mans, 1879, 2 vol. in-8° et table séparée.

(Très riches en renseignements biographiques.)

C. — Mémoires de chefs royalistes de la Sarthe

ANDIGNÉ (Général d'), *Mémoires*, publiés par Ed. Biré. Paris, 1900, 2 vol. in-8°, 461 et 434 p.

FRÉGEOLIERE (Bernard DE LA), *Emigration et Chouannerie. Mémoires du général*. Paris, 1881, in-8°, 375 p.

BILLARD DE VEAUX (dit Alexandre), *Mémoires d'un ancien chef vendéen*. Paris, 1832, in-8°, 427 p.

ROCHECOTTE (Fortuné-Guyon, comte DE), *Mémoires rédigés sur ses papiers et sur les notes de ses principaux officiers* par Ad. Beauchamps. Paris, 1818, in-8°, 260 p.

TERCIER (Général), *Mémoires politiques et militaires publiés par de La Chanonie*. Paris, 1891, in-8°, XXI, 451 p.

11. — DICTIONNAIRES ET REVUES

ANGOT (Abbé), *Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne*. Paris, 1902, 4 vol. in-8°.

PESCHE (J.-R.) et DESPORTES (N. H. F.), *Biographie et bibliographie du Maine et du département de la Sarthe* (S'arrête à Bro). Paris, 1828, in-8°, 130 p.

PORT (C.), *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*. Paris, 1878, 3 vol. in-8°.

PESCHE (J.-R.), *Dictionnaire topographique, historique et statistique de la province et du diocèse du Mans*. Le Mans, 1829-1842, 6 vol. in-8°.

Revues. — Il existe dans la Sarthe cinq revues s'occupant plus ou moins de l'histoire de la Révolution :

1° *Bulletin du Comité départemental de la Sarthe pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution française*;

2° *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts*;

3° *La Province du Maine*;

4° *Revue historique et archéologique du Maine*;

5° *La Révolution dans le Maine*.

Les principaux articles concernant la période directoriale ont été

cités plus haut, à moins qu'ils n'appartiennent à la série des monographies communales. La plupart de celles-ci fournissent peu de renseignements.

12. — MONOGRAPHIES SARTHOISES

(Par ordre alphabétique de communes)

LORIERE (E. DE), *Asnières-sur-Vègre*. Le Mans, 1905, in-8°.

MOULARD (E.), *Recherches historiques sur la châtellenie et paroisse d'Assé-le-Boisne*. Le Mans, 1885, in-8°.

LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Aubigné et Verneil*. Le Mans, 1883, in-12.

AUBRY (Abbé), *Ballon, Saint-Mards et Saint-Ouen, ou Histoire religieuse de ces trois paroisses*. Le Mans, 1853, in-8°.

GUY, *Histoire de Bonnétable*.

FROGER, *la Paroisse de Bouloire*. Rev. hist. Maine, t. LIV.

ESNAULT et FROGER, *la Communauté d'habitants de Changé*. Rev. hist. Maine, t. LXV.

LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Chemiré-le-Gaudin*. Le Mans, 1885, in-8°, 52 p.

LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Coulongé*. Paris, 1856, in-12.

BOUILLERIE (S. DE LA), *Monographie de la paroisse et commune de Crosnières*. Mamers, 1882, in-8°, 75 p.

DESCHAMPS LA RIVIÈRE, *Recherches historiques sur Dollon*. Bulletin de la Soc. Ag. Sc. A., t. XXXVI, XXXVII et XXXVIII.

TRIGER (R.), *Etude historique sur Douillet-le-Joli*. Mamers, 1884, in-4°, 384 p.

CHARLES (L.), *Histoire de La Ferté-Bernard*. Le Mans, 1877, in-8°.

MONTZEY (Ch. DE), *Histoire de La Flèche et de ses seigneurs*, t. III, in-8°, 377 p. Le Mans, 1878.

(Reproduit de nombreux documents officiels.)

MARCHANT DE BURBURE, *Essais historiques sur la ville et le collège de La Flèche*. Angers, an V-1803, in-8°, 334 p.

ROQUET (H.), *Recherches historiques sur Laigné-en-Belin*. Le Mans, 1890, in-8°.

(Les monographies de H. Roquet fournissent des renseignements particulièrement intéressants.)

ALOUIS et HERVÉ, *Lucé et ses environs au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Rev. hist. Maine, t. XXIX.

LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Malicorne*. Le Mans, 1886, in-8°.

FLEURY (G.), *la Ville et le District de Mamers durant la Révolution, 1789-1804*. Mamers, 1906-1911, 3 vol. in-8°, 368, 388 et 426 p.

(Travail fait sur les archives de Mamers. Important.)

- TRIGER (Robert), *l'Année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*. Mamers, 1889, in-8°, VIII, 310 p.
(Important.)
- ROQUET (H.), *Mansigné*. Rev. hist. Maine, 1929.
- LEGEAY, *Recherches historiques sur Mayet*. Le Mans, s. d., 2 vol. in-12.
- BRIARD (Abbé H.), *Mézières-sous-Ballon*. Prov. Maine, t. XIII et XIV.
- ROQUET (H.), *Moncé-en-Belin*. Rev. hist. Maine, 1901-1902.
- VAVASSEUR (Abbé Joseph), *Moncé-en-Saosnois*. Prov. Maine, t. IX.
- ROQUET (H.), *Mulsanne*. Prov. Maine, t. VI.
- VAVASSEUR (J.), *Contribution à l'histoire de Nauvay*. Prov. Maine, t. XII.
- ROQUET (H.), *Oizé*. Rev. hist. Maine, 1927.
- ROBVEILL et FROGER, *la Communauté d'habitants de Pont-de-Genne*. Prov. Maine, 1908-1909.
- ROQUET (H.), *Ponthouin*. Prov. Maine, t. XII.
- BARET (R.), *Rouessé-Vassé*. Prov. Maine, 1934-1935.
- VOISIN (Abbé), *Histoire de Saint-Calais et de ses environs*. Le Mans, 1850, in-4°.
- RENAULT (P.), *Notice géographique et historique sur la commune de Saint-Christophe en Champagne*. Le Mans, 1885, in-12.
- LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Saint-Georges-du-Plain*. Le Mans, 1884, in-8°.
- ROQUET (H.), *Saint-Gervais-en-Belin*. Rev. hist. Maine, 1899.
- ROQUET (H.), *Saint-Jean-de-la-Motte*. Rev. hist. Maine, 1891.
- MOULARD (P.), *Recherches historiques sur Saint-Léonard-des-Bois et Saint-Paul-le-Gaultier*. Le Mans, 1888, gr. in-8°.
- LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Saint-Pavin-des-Champs*. Le Mans, 1884, in-8°, 85 p.
- LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Sarcé*. Paris, 1856, in-8°.
- TERMEAU (M.), *Une petite ville du Haut-Maine au XVIII^e siècle : Sillé-le-Guillaume, 1700-1789*. Essai d'histoire sociale. Gournay-en-Bray, 1928, in-8°, 223 p.
- MOULARD (E.), *Chronique de Sougé-le-Ganelon*. Le Mans, 1880, in-8°.
- LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Vaas et Lavernat*. Paris, 1855, in-16.
- COUTARD (Abbé A.), *Vallon*. Prov. Maine, t. II et III.
- LEGEAY (F.), *Recherches historiques sur Verneil-le-Chétif*.
-
-

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT

DU

RÉGIME DIRECTORIAL DANS LA SARTHE

CHAPITRE I

Le Département de la Sarthe au début du Directoire

- I. — Le pays et les habitants.
 - II. — L'ouest du Département.
 - III. — L'est.
 - IV. — Les Vaux du Loir.
 - V. — Le Mans.
-

I. LE PAYS ET LES HABITANTS

La France de l'Ouest a joué pendant toute la Révolution un rôle d'opposition violente qui a constamment attiré l'attention sur elle. Si la Vendée est plus célèbre à cet égard qu'aucun autre pays de l'Ouest, il n'en est pas moins vrai qu'elle n'exprime qu'un aspect de la résistance, l'autre étant représenté par la chouannerie. Le département de la Sarthe dans cet ensemble des pays de l'Ouest, appartient à ceux que parcoururent les chouans ; le paysage suffirait d'ailleurs à le montrer.

Sous un ciel brumeux, la verdure se développe abondamment ; l'herbe, les prairies, les landes et les buissons apparaissent un peu partout, mais la multitude des arbres est le trait le plus frappant. D'un point élevé, comme le donjon de Ballon ou les rives de la Sarthe auprès de Fresnay, on voit jusqu'aux limites de l'horizon les forêts de chênes, de hêtres ou de pins, les alignements sinueux des peupliers longeant les cours d'eau, les plants capricieux de pommiers ou de poiriers qui parsèment les prés et

les champs, enfin et surtout les haies vives, accusées par les *truiesses* qui limitent les héritages. Mais de tels panoramas sont exceptionnels : la vue s'arrête le plus souvent aux haies voisines d'où émergent quelques toits ou aux lisières des bois. Au XVIII^e siècle, cet aspect de *pays couvert* était beaucoup plus accusé qu'aujourd'hui ; les bois étaient plus nombreux et les haies plus épaisses, les chemins plus creux et plus malaisés, les routes beaucoup plus rares et mal entretenues. La vie était disséminée et les bordages épars étaient presque complètement isolés.

Le bocage, ainsi caractérisé, s'étendait dans tout le Maine et bien au-delà vers l'ouest, le nord et le sud, jusqu'en Bretagne, en Normandie et en Anjou ; seuls, les confins orientaux faisaient exception, la Gâtine menait à la Beauce, aux pays découverts, aux campagnes occupées par d'immenses emblavures. Cette position du département de la Sarthe à la limite de la France de l'Ouest est l'un de ses caractères originaux et importants. A maintes reprises, tandis que la guerre civile faisait rage, les autorités administratives, impuissantes et angoissées, surent obtenir de plus puissants secours en faisant remarquer au gouvernement central que le département de la Sarthe était en quelque sorte le rempart de la capitale et que l'abandonner aux rebelles serait leur ouvrir la Beauce et la route de Paris (1).

Ce rôle de « marche » que s'attribuait le département était d'autant plus justifié que la limite des pays insurgés traversait précisément son territoire. Elle peut même être déterminée avec assez d'exactitude : vers l'est, la frontière de la chouannerie, au début du Directoire, correspondait à peu près au tracé de la Sarthe, tandis que vers le nord elle englobait la forêt de Perseigne et que vers le sud elle correspondait approximativement à la route du Mans à La Flèche. Il faut entendre avec quels accents de fierté les cantons de l'est proclament qu'ils n'ont jamais été « souillés » par les chouans ! Qu'il s'agisse des pays de Ballon ou de Mamers, de Montmirail ou de Saint-Calais, tous font valoir

(1) Lettre de l'administration centrale, 24 vendémiaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 77, f^o 17).



Saint-Léonard-des-Bois

Planche A

leur civisme pour obtenir des armes et pour défendre leur indépendance contre les autorités militaires. L'administration centrale s'appuyait sur ce sentiment pour lever des contingents dans les cantons de l'est, afin de rétablir l'ordre dans ceux de l'ouest. Cette opposition, bien mise en lumière par la guerre civile, n'a pas été créée par elle; on pouvait l'observer sous l'Ancien Régime, et les Manceaux l'ont souvent notée. Elle subsiste encore de nos jours et s'explique par des causes multiples et puissantes.

II. L'OUEST DU DÉPARTEMENT

La province du Maine était traditionnellement divisée en deux parties, le Haut-Maine et le Bas-Maine, qui s'opposaient l'une à l'autre à beaucoup d'égards. En dépit de son nom, le Bas-Maine était la partie la plus élevée : on remarquait de loin, barrant l'horizon, les grandes lignes de hauteurs qui portent sur leurs flancs les forêts de Multonne, d'Ecouve et d'Andaine, et qui sont les surfaces les plus élevées de tout l'Ouest français. Ces hauteurs rappellent les landes de Bretagne, les monts du Menez ou d'Arrée; elles se prolongent jusqu'à la Sarthe, avec les Coëvrons, la forêt de Sillé-le-Guillaume, et elles s'étendent même un peu au-delà, avec la forêt de Perseigne, à l'est d'Alençon. Les vallées accentuent la topographie; elles s'encaissent en méandres profonds qui atteignent parfois une sorte de grandeur sauvage lorsque des pans de rochers décharnés et rugueux forment des murailles d'une centaine de mètres de haut, comme à Sainte-Suzanne, sur les bords de l'Erve, et surtout à Saint-Léonard-des-Bois, sur la Sarthe (*Voir planche A*). Ces aspects ont été vulgarisés par le tourisme qui a mis à la mode les *Alpes mancelles*, mais les multiples travaux de voirie, la généralisation de l'usage des engrais, la réduction des landes, le développement de l'élevage ont atténué considérablement les différences qui opposaient beaucoup plus fortement jadis le Bas-Maine au Haut-Maine. Le Bas-Maine était alors peu pénétrable, les haies étaient plus touffues et plus nombreuses, les talus plus élevés, les fossés plus profonds. Les

genêts envahissaient les jachères et atteignaient jusqu'à six et huit pieds de haut; l'aspect bocager, a-t-on écrit, y était « prononcé jusqu'à la sauvagerie (2) ».

Ces caractères s'expliquent par le sol de grès armoricain, de schistes et de quartzites qui rattache cette région au massif armoricain. Ces roches apparaissent souvent et donnent un sol peu fertile. Les cahiers de doléances de la Mayenne sont remplis de récriminations contre la pauvreté du terroir; ce ne sont que « brières, landes et rochers (3) », « rochers, broussils et mauvais taillis (4) », à moins qu'il ne s'agisse des terres fortes recouvrant les schistes tendres, « fonds des plus pesants, aquatiques et fort dispendieux à manœuvrer (5) ». Les paysans sarthois se plaignaient de même, aussi bien ceux de Saint-Rigomer-des-Bois, à la lisière de la forêt de Perseigne, que ceux de Saint-Léonard-des-Bois, au bord de la Sarthe, et déploraient leurs « montagnes et rochers escarpés et inhabités (6) ». Dans toute cette bordure occidentale du département, on trouvait de vastes forêts : celle de Perseigne, couvrant plus de 5.300 hectares, celle de Sillé, étendue sur plus de 2.100 hectares, l'extrémité de la Grande-Charnie, étalée surtout dans le département de la Mayenne, mais prolongée par la forêt de Petite-Charnie, tandis que, plus au sud, l'ancienne forêt de Bouère avait laissé subsister, après les défrichements, quelques bois autour de Sablé et d'Asnières.

Dans ces conditions, la vie était rude, on ne récoltait guère que du seigle, de l'avoine et surtout du sarrasin; la terre devait se reposer trois ou quatre ans après la culture des céréales. La

(2) Pesche, *Dictionnaire de la Sarthe*, t. III, p. 82. *L'Almanach de la Sarthe pour l'an IV*, p. 42, et *l'Histoire des Evêques du Mans* (citée par R. Musset, *le Bas-Maine*, p. 6) emploient le même terme de *sauvagerie*.

(3) Cahier de doléances de Saint-Cyr-en-Pail; — Bellée, *Cahiers de doléances du Maine*, t. II, p. 85.

(4) Cahiers de doléances de Saint-Georges-le-Gautier, de Gèvres, de Saint-Hilaire-des-Landes, etc.; — Bellée, ouvrage cité, t. II, pp. 351, 380, 457.

(5) Cahiers de doléances de Courbeville, Courberie, Deux-Evaillés; — Bellée, ouvrage cité, t. II, pp. 33, 52, 253.

(6) Cahiers de doléances de Saint-Rigomer-des-Bois, Saint-Léonard-des-Bois, Saint-Paul-le-Gautier, Parennes, Chassillé, etc.; — Bellée, ouvrage cité, t. IV, p. 3; t. II, p. 556; t. III, p. 330 et 309; t. I, p. 440.

lande qui poussait alors servait de mauvais fourrage pour le bétail, puis les genêts étaient brûlés pour amender le sol avant de nouveaux labours. Le bétail, destiné surtout au travail de la terre, était médiocre, et les vaches mancelles étaient surnommées « vaches du pauvre ». D'une façon habituelle, la culture produisait à peine de quoi se nourrir, les disettes étaient fréquentes et il n'y avait pas les éléments nécessaires à un commerce régulier avec les contrées voisines, si ce n'est pour le bétail, surtout pour les bœufs et les porcs.

Pour vivre, les paysans devaient recourir à l'industrie familiale; le travail du textile était une ressource importante. Il y avait dans le Bas-Maine de grandes cultures de lin, mais dans le pays de Fresnay il s'agissait surtout du chanvre. On le cultivait dans des « closeaux », puis les femmes le filaient, et les tisserands ou tessiers fabriquaient des toiles qui étaient vendues surtout à Alençon, un peu au Mans et même à Château-du-Loir. Elles étaient « consommées dans l'Alençonnais, la Touraine, le Maine et Paris pour usage de nappes, serviettes et chemises (7) ». Le travail de la laine fournissait aussi quelque appoint, notamment à Beaumont, Conlie, Brûlon et Loué; on fabriquait des étamines dites du Maine, exportées en France et à l'étranger. Malheureusement, ces industries étaient en pleine décadence et ce fait contribuait à la misère des populations.

Les paysans étaient très pauvres; ils habitaient des maisons basses, humides et mal aérées, sol de terre battue, toit de chaume; une seule porte desservait les deux salles traditionnelles, et les étables étaient construites en appentis. Les maisons des tisserands, dans les bourgs (8), se reconnaissaient à leur peron de pierre, car le rez-de-chaussée était surélevé pour ménager la place de la « cave à ouvrouer », sombre et humide, à demi enfouie dans le sol, éclairée par d'étroites ouvertures et où l'on des-

(7) R. Triger, *la Fabrique de Toiles de Fresnay*.

(8) On entend par *bourg* le centre de la paroisse aggloméré autour de l'église; on y trouve le presbytère, la maison commune, l'école, les cabarets, quelques commerçants et artisans. Le nombre des habitants du bourg est souvent très faible.

cendait par une trappe. La nourriture était frugale, les paysans mangeaient peu de viande, le plus souvent du lard; ils se nourrissaient surtout de pain « très bis », de soupe et de fromage. La boisson était du cidre brassé dans deux tiers ou trois quarts d'eau (9).

Il faut se représenter le paysan plutôt petit, les cheveux flottant sur les épaules ou liés en catogan (10), portant le chapeau rond à larges bords, la culotte de serge ou de toile et les guêtres à boutons et, signe particulier, la veste large aux longues basques garnies de deux vastes poches qui valut aux paysans du Bas-Maine le surnom de *Bas-Vestiers*. Tels se présentaient les chouans. L'isolement leur donnait un esprit particulariste, routinier et défiant, un caractère rude, voire même brutal, qui a frappé tous les observateurs. L'unité sociale n'était pas la paroisse ou la commune, mais bien la famille, famille puissamment unie dont la communauté s'est maintenue jusqu'à la Révolution (11). La vie était tout ensemble « familiale et érémitique (12) ».

Solitaire, ignorant et pauvre, enfermé dans son champ comme dans une retraite qu'il voudrait rendre impénétrable, le paysan de ces contrées contracte dans cette manière de vivre des mœurs insociables, l'habitude de la méfiance et de l'égoïsme et une insurmontable opiniâtreté. Une mélancolie sombre, que rien ne distrait, porte ses passions, ses chagrins (surtout celui que peut occasionner la conscription) au plus haut degré de l'exaltation. Il ne voyage point, il n'est point visité;

(9) *Statistique de la commune d'Arçonnay, Bulletin de la Soc. Ag. Sc. Arts*, t. XLIV, p. 75. Le rôle capital du pain est souligné ailleurs : « Les gens se nourrissent en majeure partie de pain et en consomment communément trois livres, voire quatre par jour. » Lettre du 16 pluviôse an III, de Sillé-le-Guillaume (Arch. nat., F. 11/400 (3)). Ce fait est très important au point de vue économique et social. Dans le Sud du département on consommait quelques châtaignes, mais les pommes de terre étaient méprisées : « Les campagnes... s'obstinent à regarder cet aliment plus propre à la nourriture des bestiaux qu'à celle du genre humain. » Lettre du district de Mont-sur-Loir, 23 frimaire an III (Même référence).

(10) Les paysans étaient farouchement orgueilleux de leurs longs cheveux; les leur couper, ou « touzer », était leur faire une injure mortelle; « les garçons auraient préféré tous les outrages à la perte de leurs cheveux ». J.-P. Fleury, *Mémoires*, p. 159.

(11) Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, Introduction, p. 70.

(12) G. Bloch, *les Caractères originaux de l'Histoire rurale française*, p. 170.

il recule devant une idée nouvelle, une nouvelle habitude, aussi bien que devant une figure inconnue... (13)

Les croyances religieuses étaient ancrées dans les cœurs et se manifestaient traditionnellement par de nombreux signes : statues de la Vierge au-dessus de la porte, croix blanche sur la maison, innombrables calvaires des carrefours, pèlerinages nombreux et fréquents, petites chapelles, fontaines sacrées perdues dans les bois. On savait que les hommes du Bas-Maine avaient plus de dévotion que ceux du Haut-Maine, mais ils étaient aussi très superstitieux ; ils croyaient aux loups-garous, aux *houbilles* qui couraient la nuit dans les Coëvrons, aux sorciers et aux guérisseuses. Comme écrit curieusement Pesche, cette partie du Maine « a beaucoup mieux conservé la physionomie et les mœurs des anciens Armoricaïns (14) ». Le même auteur résume ses constatations sur les différences qui séparent les Sarthois de l'Ouest de ceux de l'Est en déclarant qu'« il y a comme deux peuples dans le Maine, tant sous le rapport des mœurs que celui du langage (15) ».

Parmi ces populations, les *logistes* formaient un groupe à part, assez mal famé. C'étaient des miséreux, ouvriers des forges réduits au chômage, paysans ruinés, bûcherons, boisseliers ou sabotiers, vivant d'un métier mal défini : colportage, rapine, mendicité, et habitant des cabanes ou *loges*. Ils étaient à la fois méprisés et redoutés : un rapport assurait, en 1813, « qu'il serait dangereux pour des voyageurs de se trouver égarés parmi ces espèces de sauvages (16) ».

(13) Rapport du ministre de la police, duc de Rovigo, sur les troubles de 1813 (Arch. nat., F. 7 3687). Bien qu'il s'agisse d'un rapport de police établi en temps de troubles, le portrait est à peine chargé, sauf peut-être en ce qui concerne la « mélancolie sombre » ; on a écrit plus justement « impénétrabilité volontaire ». M. Giraud, *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe, de 1789 à l'an IV*, p. 7.

(14) Pesche, *Dictionnaire*, t. III, p. 50.

(15) Pesche, *Dictionnaire*, t. III, p. 39.

(16) Musset, ouvrage cité, p. 276. « La moitié de la paroisse [de Chemiré en Charnie] est composée de pauvres qui se construisent des cabanes ou loges dans les landes. » Reg. délib. de la municipalité, cité par Robert, *Rev. hist. Maine*, 1896, p. 240. Ces miséreux construisaient d'ordinaire leurs cabanes dans les communaux (lande des Bercons) ; — Termeau, *Sillé-le-Guillaume*, p. 45. Voir aussi Termeau, *le Paupérisme dans la région de Sillé-le-Guillaume*, Prov. Maine, t. XXII, p. 166.

Depuis longtemps, le nombre des mendiants était très élevé et suscitait des plaintes tantôt indignées, tantôt craintives. A la fin de l'Ancien Régime, on comptait, par exemple, 600 mendiants sur 1.800 habitants à Sillé-le-Guillaume, et les bourgs voisins en comptaient une proportion variant entre le $1/7^e$ et le $1/3$ du nombre des habitants (17). Tous ces miséreux, tous ces *logistes* étaient prêts à se révolter; dans les années qui précédèrent la Révolution, ils ne manquèrent pas les occasions de se livrer au pillage et on peut leur imputer nombre de troubles (18).

D'une façon générale, la propriété était plus grande dans l'Ouest que dans le reste de la Sarthe. Les domaines étaient vastes et les métayers nombreux, ce qui rattachait ce pays au Bas-Maine et l'opposait à la partie orientale du département. On ne s'étonne pas que l'influence nobiliaire y ait été plus forte. C'est le pays des « maîtres » pour employer le terme paysan qui désigne le propriétaire du domaine (19).

Cette région occidentale du département de la Sarthe avait commencé par adhérer au mouvement révolutionnaire. Auvers-le-Hamon, commune bientôt célèbre comme foyer de chouannerie, demandait, dans son cahier de doléances, la suppression des quêtes en grains du clergé et l'abolition de tous les privilèges. Les troubles qui éclatèrent, en 1789, aux dépens des nobles et des châteaux, furent aussi graves dans cette région qu'ailleurs, par exemple à Fresnay et à Avoise (20). Mais, lors des élections

(17) Termeau, *le Paupérisme...*; — Cahiers de doléances de Fresnay, Saint-Léonard-des-Bois, Brûlon, Saint-Ceneri; — Bellée, ouvrage cité, t. I, pp. 289, 317 et 322; t. II, p. 557.

(18) D^r Delaunay, *les Brigands de Fontaine-Daniel*; — Duchemin et Triger, *les Premiers Troubles de la Révolution dans la Mayenne*, pp. 42, 63 et 64.

(19) Nous avons signalé dans l'introduction la difficulté d'établir l'état de la propriété foncière avant 1789. Cependant les particularités de l'Ouest du département apparaissent dans les cahiers de 1789, interprétés par Kovalesky (*la France économique et sociale à la veille de la Révolution*, t. I, pp. 78 et 79). Voir aussi R. Musset, ouvrage cité, p. 376. Cette originalité de l'Ouest au point de vue de la propriété est encore très sensible aujourd'hui (Siegfried, *le Régime et la Division de la Propriété dans le Maine et dans l'Anjou*, Musée social, 1911, n° 8; — Musset, ouvrage cité, p. 375).

(20) Triger, *l'Année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, pp. 195 et suivantes.

aux Etats généraux, il y avait eu déjà une lutte très vive entre gens du Haut-Maine et du Bas-Maine (21). L'opposition s'accroît pendant les années qui suivirent. Il n'y eut qu'un faible nombre de prêtres bas-manceaux pour prêter le serment (22), de sorte que les premiers troubles religieux eurent lieu dans cette partie de la Sarthe, notamment à Assé-le-Boisne, en septembre 1793 (23). Les paysans furent généralement trop pauvres pour acheter les biens nationaux et restèrent ainsi en bons termes avec les prêtres réfractaires et les nobles (24). C'est là encore que la conscription rencontra l'hostilité la plus agissante; dans les districts de Sablé et de Sillé-le-Guillaume, les jeunes gens refusaient même de marcher sur Angers contre les Vendéens (25). La chouannerie, enfin, apparut dans ces régions au printemps de 1794; elle se développa aux environs de Sablé et de Sillé-le-Guillaume, elle se retrancha dans la Charnie et, en quelques mois, elle domina toutes les campagnes de cette région occidentale.

Seules, les trois petites villes de Fresnay, de Sillé-le-Guillaume et de Sablé résistaient, grâce à leurs fortifications, à leurs cantonnements et à leurs noyaux de patriotes — bourgeois du cru, ouvriers ou habitants des environs réfugiés à la ville. Encore leur énergie était-elle inégale. Fresnay, presque uniquement peuplée

(21) Triger, *l'Année 1789...*, p. 145; — G. Fleury, *Histoire de Mamers*, t. I, p. 86.

(22) J.-P. Fleury, *Mémoires*, p. 100; — Gauguain, *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*, t. I, p. 222.

(23) M. Giraud, ouvrage cité, pp. 453, 526, 629.

(24) Duchemin et Triger, *les Premiers Troubles de la Révolution dans la Mayenne*, p. 176; — D^r Delaunay, *la Chouannerie de 1832*, p. 37.

Les travaux de Spilioti et de Loutchisky établissent cependant que 75 0/0 environ des achats de biens nationaux furent effectués par les habitants des campagnes dans les districts de Fresnay et de Sablé. Mais ils précisent que la plupart des acquéreurs ruraux n'achetèrent que des biens très réduits, tandis que seuls quelques riches cultivateurs, quelques marchands, meuniers ou aubergistes, achetaient de grands domaines. La répartition générale de la propriété paysanne n'en fut pas modifiée. Ainsi, dans le district de Fresnay, il y eut huit laboureurs et deux marchands qui acquirent de grosses propriétés. Ceux-là seuls portèrent le titre péjoratif et dangereux d'acquéreurs de biens nationaux. Les plus grosses propriétés furent d'ailleurs achetées par des Parisiens. Loutchisky, *Quelques remarques sur la vente des biens nationaux*, pp. 80 à 85, 105, 110 et 122.

(25) M. Giraud, ouvrage cité, pp. 657 et 658; — Blin, *Ephémérides sarthoises pendant la Révolution*. Le Mans, 1917, t. II, p. 69 et 87.

de tisserands, se prononça en faveur de l'opposition au gouvernement révolutionnaire lorsque les récoltes de chanvre furent réquisitionnées en 1794 et que l'industrie des toiles fut ruinée (26). Sillé et Sablé étaient plus patriotes; la seconde surtout, grâce à l'énergie peu commune d'un homme, Le Maréchal, qui fut commissaire du canton pendant tout le Directoire. Sillé tenait le passage à travers les Coëvrons, et Sablé commandait la route de Tours à Laval et la navigation sur la Sarthe.

Où convient-il de limiter cette première région du département? Les auteurs du XVIII^e siècle ne sont pas d'accord sur ce point (27); d'autre part, M. Musset, qui a fait l'étude géographique du Bas-Maine, déclare que la limite n'est pas très précise, mais qu'il y a lieu de définir cette province par l'affleurement des terrains anciens (28). Effectivement, dès qu'on franchit la vallée de la Vègre pour gagner la région de Chantenay ou celle de Conlie, l'aspect *sauvage* disparaît, le sol est moins accidenté : à peine trouve-t-on quelques lignes de hauteurs, comme celle qui s'allonge à l'est de Conlie, ou quelques buttes, comme celles de la Charnie ou des environs de Vernie. Il n'y a plus ni « montagnes », ni rochers, les forêts sont plus rares, les haies sont plus rares et plus maigres, les chemins creux moins fréquents; cependant, c'est toujours le bocage, et le nom de *Champagne du Maine* est absolument trompeur. Cette Champagne n'avait pas la réputation de pauvreté des terres du Bas-Maine; les cahiers de doléances ne contiennent pas de plaintes sur la fertilité du sol; aussi bien ces terres argileuses ou groies étaient assurément lourdes à travailler, mais elles payaient la peine (29).

La population était d'ailleurs beaucoup plus nombreuse. Le grand nombre des bourgs, entre Vègre et Sarthe, est vraiment

(26) R. Triger, *la Fabrique des Toiles de Fresnay*.

(27) Comparer le *Tableau du Maine*, p. 98, le *Dictionnaire d'Expilly*, t. IV, p. 489, le *Recueil de la Société d'Agriculture pour la Généralité de Tours*, p. 45, et le *Dictionnaire de Pesche*, t. III, p. 8.

(28) Musset, ouvrage cité, p. 25.

(29) *Tableau de la Province du Maine*, p. 98; — Expilly, *Dictionnaire*, t. IV, p. 489.

étonnant et suffirait, à lui seul, à faire remarquer cette région. A peine peut-on noter, aux bords de la Sarthe, une densité un peu moindre : c'est que le sol change à nouveau. Il est formé de ces sables stériles que nous retrouverons plus loin, et c'est pourquoi Pruillé est surnommé *le chétif*. Cependant, toutes ces considérations n'empêchèrent pas cette région de se rattacher, politiquement, à la précédente. Dès 1791, les gens de Vallon complo-taient en faveur des prêtres réfractaires. Si les campagnes ne fournirent guère de chouans, du moins les reçurent-elles volontiers, et en 1795 la plus grande partie de cette zone était dominée par les rebelles; ainsi le commissaire de Lavardin ne comptait pas plus de vingt républicains dans son canton (30). Il en était à peu près de même dans les campagnes bordant la Sarthe, aux environs de La Suze et de Malicorne, jusqu'à Saint-Jean-de-la-Motte, c'est-à-dire jusqu'à la région angevine du département (31).

III. L'EST DU DÉPARTEMENT

Au-delà de la Sarthe, le pays présentait deux aspects très distincts : tantôt il était riche, verdoyant, humide et fortement peuplé, tantôt il était pauvre et presque délaissé. Dans le Nord, les bourgs innombrables se pressaient les uns contre les autres, tandis que, dans le Sud, il fallait parcourir dix, quinze ou vingt kilomètres pour passer d'un bourg à l'autre.

La région du *Nord* jouissait d'une flatteuse réputation de richesse et de beauté :

Lorsque j'arrivai à Nouans, écrit F.-Y. Besnard, je remarquai avec admiration que le sol était généralement partagé en champs de six à sept arpents, entourés de haies et de fossés, complantés d'arbres fruitiers, surtout de pommiers alors en fleur, et que, de plus, tous étaient couverts de diverses cultures (32).

(30) Giraud, ouvrage cité, p. 433; — Correspondance des communes de Vallon, Chantenay, Conlie et Beaumont; — Lettre du commissaire de Lavardin, 3 ventôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 219, 235, 209, 221 et 212).

(31) Blin, ouvrage cité, t. II, p. 89; — Correspondance du commissaire de La Suze (Arch. dép. Sarthe, L. 218).

(32) F.-Y. Besnard, *Souvenirs...*, t. I, p. 296.

La vallée de l'Huisne déchaînait l'enthousiasme d'un anonyme expansif qui écrivait que « la contrée comprise entre Nogent-le-Rotrou et Le Mans est une des plus belles de France (33) ». Le sol est vallonné, et les bourgs occupent tantôt les parties hautes — Saint-Remy-des-Monts, Courcemont, Saint-Martin-des-Monts, Montfort, — tantôt les parties basses — Le Val, Saint-Rémy-du-Plain. L'humidité fécondait des terres riches — groies de Mamers, marnes de Marolles, — qui nourrissaient un bétail réputé. Au temps des réquisitions, les gens du pays s'élevèrent en vain contre une renommée qui les avait longtemps flatés, mais qu'ils trouvèrent alors dangereuse (34). La vallée de l'Huisne et particulièrement le canton de La Ferté-Bernard bénéficiaient de la même réputation, et l'on y comptait encore, en 1796, après bien des réquisitions, plus de cinq cents bœufs répartis entre quarante-cinq herbagers (certains possédant jusqu'à quatre-vingt-dix bêtes) et plus de sept cents chevaux ayant plus de trois ans (35). Ce bétail faisait l'objet d'un commerce actif; on le conduisait à la foire de Guibray ou dans le Perche et même jusqu'à Paris (36). Aussi les relations étaient très fréquentes avec les autres provinces comme avec la capitale.

La culture était rémunératrice et bien organisée. On remarquait l'abondance des plantes fourragères et du chanvre (38). On exportait de la graine de trèfle et beaucoup de filasse; les marchés se trouvaient au Mans, à Mortagne et à Alençon. Une partie du chanvre était tissée sur place pour faire des toiles de ménage vendues jusqu'en Amérique. Presque tous les bourgs comptaient de nombreux tisserands « travaillant à l'aune pour des particu-

(33) *Almanach de la Sarthe pour l'an IV*, p. 42.

(34) « Il est malheureux pour nous que vous ayez toujours considéré le canton de Marolles comme le jardin du département. » Reg. de correspondance de Marolles, 25 messidor an IV, 16 thermidor an VI (Arch. de Marolles); — *Tableau du Maine*, p. 98.

(35) Reg. délib. de la municipalité de La Ferté-Bernard, 23 germinal et 18 messidor an IV (Arch. de La Ferté-Bernard).

(36) *Cahier de doléances de Ballon*; — Bellée, ouvrage cité, t. I, p. 133.

(37) Musset, ouvrage cité, pp. 317 et 318.

(38) Compte rendu du commissaire de Vivoin en messidor an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 235); — Reg. délib. de Ballon, 16 ventôse an IV.

liers (39) ». D'ordinaire très pauvres et chargés de famille (40), ils étaient à peu près réduits à la mendicité par la crise économique. Le temps n'était plus où l'on marquait deux mille pièces par an à Mamers, sept mille au Mans et douze mille à La Ferté-Bernard (41). Les paysans étaient moins touchés; leurs cahiers de doléances n'avaient pas le ton amer et violent de ceux du Bas-Maine. Il y avait là plus de propriété paysanne (42) et de plus grandes exploitations; les fermiers labouraient avec deux ou quatre bœufs précédés de un à trois chevaux (43). Seuls, les journaliers avaient peine à se nourrir; aussi faisaient-ils la moisson en Beauce (44).

Les habitants étaient assurément « laborieux, un peu intéressés, lents, ennemis des nouveautés (45) », comme tous les Maineaux, mais on leur reconnaissait un « bon sens ferme, peu capable d'étonnement et relevé d'une pointe de suffisance (46) », car beaucoup s'étaient enrichis au commerce de la graine de trèfle ou du chanvre. Les administrateurs se plaignaient de leur *fanatisme*; les commissaires cantonaux de cette zone sont unanimes pour déplorer la multiplicité des prêtres réfractaires et la complicité générale qui les protège (47). Cependant la chouannerie y était presque négligeable en 1795. C'était en somme un pays cossu, nettement distinct des régions qui l'entouraient.

(39) Reg. délib. de Saint-Côme-de-Vair, floréal an VI.

(40) G. Fleury, *Histoire de Mamers...*, t. III, p. 413; — Reg. de correspondance de Mamers, 21 brumaire an IV, brumaire an VII; — Reg. de délib. de Courgains, 10 thermidor an VI; — Commissaire de La Ferté-Bernard, lettre du 14 pluviôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 226).

(41) *Tableau du Maine*, p. 102.

(42) De La Monneraye, *le Régime féodal...*, p. 4; — Reg. délib. de Marolles, 21 messidor an V (Arch. de Marolles).

(43) La culture dans la Sarthe (Arch. nat. F. I. C. V. Sarthe, 1). La carte de la propriété montre, encore aujourd'hui, la prédominance de la grande propriété dans cette contrée (Siegfried, article cité).

(44) Reg. délib. Courgains, 10 thermidor an VI (Arch. Courgains).

(45) Auvray, *Statistique de la Sarthe*, p. 3.

(46) Giraud, ouvrage cité, p. 7.

(47) Giraud, ouvrage cité, p. 622; — Correspondance des commissaires cantonaux de Mamers, Marolles, Tuffé, Vivoin (Arch. dép. Sarthe, L. 230, 231, 233, 234); — Reg. délib. Mamers, Nogent-le-Bernard, Saint-Cosme et Courgains.

Mamers, « île républicaine au milieu de la France monarchique (48) », surveillait l'esprit public des campagnards et s'appliquait à propager les idées révolutionnaires. C'était l'une des plus grosses villes du département, peuplée de plus de cinq mille habitants; elle comptait un assez nombreux prolétariat de tisserands. On y trouvait quelques jacobins actifs; le plus célèbre était Guittier, commissaire cantonal à plusieurs reprises, et que l'on disait doublement ardent en raison de son caractère et de ses cheveux roux.

Le Sud-Est du département n'était qu'une vaste zone de landes et de bois :

De quelque côté que l'on examine le canton de Parigné, dans quelque sens qu'on le parcoure, la vue n'est bornée, à droite et à gauche, que par des coteaux stériles et couronnés de sapins, tandis que l'on foule à ses pieds la bruyère et le sable (49).

Cette description peut s'appliquer à tout le pays compris entre l'Huisne et le Loir; partout ce ne sont qu'immenses plantations de pins au tronc presque noir, droits et serrés, aux ramures sombres, paysage monotone jusqu'à la satiété, triste et morne en raison de l'absence d'êtres vivants. Les gens et le bétail n'apparaissent qu'en de rares endroits, le plus souvent au fond des vallées où l'on découvre tout à coup le clocher et le bourg, ainsi à Saint-Mars-d'Outillé ou à Mansigné. De place en place, des étangs; de loin en loin, des forêts de feuillus. Vastes forêts comme celles de Montmirail et de Vibraye, dépassant 1.000 hectares, ou, plus au sud, comme la magnifique forêt domaniale de Bersay, étendue sur plus de 4.000 hectares, ou bien modestes bois comme ceux de Courcelles et d'Arthezé, les uns et les autres surtout plantés en chênes et en hêtres. Les landes malgré tout subsistaient, sur-

(48) Dr Delaunay, *la Chouannerie de 1832*, p. 17. — J.-P. Fleury écrivait aussi : « Cette petite ville était parvenue, comme toutes les autres, à la hauteur de la Révolution, la rage et la fureur y étaient au comble. » *Mémoires*, pp. 151 et 309.

(49) Lettre du commissaire de Parigné, 10 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 215).

tout auprès du Mans dont « les environs, du côté méridional, n'étaient pour ainsi dire qu'une vaste lande (50) ». On en remarquait aussi depuis la Sarthe, non loin de Malicorne et de La Suze où se trouvaient les landes de Vion et du Bourray, jusqu'aux confins du Loir-et-Cher. « Tout le pays situé entre la Sarthe, l'Huisne, la Braye et le Loir n'est, pour ainsi dire, qu'une lande (51). »

Cette végétation indique assez la pauvreté du sol, presque partout formé de « sable brûlant », sinon stérile, du moins « très ingrat (52) ». Les paysans ne pouvaient obtenir que du blé noir, du seigle, des citrouilles et des pommes de terre. Ils travaillaient « à coups de crocq » et s'efforçaient d'amender un peu le sol en brûlant les bruyères (53). Ils cultivaient aussi des vignes soutenues par des perches de trois mètres de haut et qu'on appelait *voliers*; le vin était de qualité très médiocre (54). Au total, les gens, avaient grand'peine à se nourrir; ils vivaient chichement dans leur petit *bordage*, aux bâtiments de torchis et de bois couverts de bardeau (55). Dès l'Ancien Régime, les mendiants y

(50) D^r Goupil, *Essai sur les causes et la nature de quelques maladies dans la ville du Mans*, p. 11. Le Mans, 1810.

(51) *Annuaire pour l'an VIII*, p. 50. — Les plantations de pins étaient récentes et suscitaient de grands espoirs. « Il y a environ douze ou quinze ans, écrit le commissaire de Tuffé en 1798, il existait quantité de brières incultes : elles ont étéensemencées en bois et leur surface promet un avenir heureux. » Arch. dép. Sarthe, L. 233. — Pour la question des pins, voir Musset, ouvrage cité, p. 324. Il ne faut pas en exagérer la richesse, car on ne savait pas « en extraire le goudron ». Un essai fut précisément effectué en l'an IV à Pontlieue, sous la direction de la Commission des Arts (Arch. de Soc. Ag. Sc. A., Reg. délib.). Le revenu des meilleures sapinières était estimé 6 livres par arpent, tandis que celui des bois était porté à 20 livres (Reg. délib. canton rural du Mans, 16 prairial an V).

(52) Reg. délib. Saint-Maixent, 15 pluviôse an IV; — Reg. de correspondance administration centrale (Arch. dép. Sarthe, L. 158); — Cahier de doléances de Saint-Mars-la-Brière; — Bellée, ouvrage cité, t. III, p. 187.

(53) Pétition en dégrèvement d'emprunt forcé, germinal an IV (Arch. de Malicorne); — *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 51; — Reg. délib. Bouloire, 22 floréal an VIII.

(54) Reg. délib. canton rural du Mans, an IV; — *Annuaire de la Sarthe pour l'an XII*, p. 156.

(55) Reg. délib. Saint-Maixent, 26 vendémiaire, 26 brumaire et 15 pluviôse an IV; — *Mémoire sur l'agriculture dans le Haut-Maine, 1774*; — Arch. de la Soc. Ag. Sc. A.; — X. E. 10.

étaient innombrables et dépassaient parfois le tiers de la population (56) ; beaucoup de miséreux avaient bâti des loges dans les landes et dans les bois (57). Cette région était même dépourvue de toute industrie rurale. En somme, on trouvait là les gens les plus pauvres et les plus misérables de la Sarthe ; ils devinrent aisément des révoltés. Les logistes de la forêt de Montmirail déclenchèrent l'émeute fameuse des *taxateurs* en novembre 1792.

Cette contrée fut l'une des zones révolutionnaires les plus ardentes du département, surtout dans les cantons de Mayet et de Pontvallain. Mayet était même officiellement reconnue comme une « commune républicaine modèle ». Le plus singulier, c'est la précision de cette zone révolutionnaire : elle comprenait tout le canton de Mayet, le chef-lieu du canton du Grand-Lucé et la commune de Pruillé-l'Eguillé ; dans le canton de Parigné, uniquement la commune de Saint-Mars-d'Outilly ; le nord-est du canton de Pontvallain, avec son chef-lieu, et le sud de celui d'Ecommoy jusqu'au chef-lieu (58). La caractéristique de cette orientation politique, qui subsiste encore de nos jours, est sa forme anti-religieuse ; aussi bien au XVIII^e siècle qu'actuellement, ce pays s'affirme violemment anti-catholique. Le fait est d'autant plus saisissant qu'il établit un contraste brutal avec les communes du *Belinois* immédiatement voisin.

(56) Cahiers de doléances de Vibraye, Torcé, Saint-Pavace, Changé, Courgenard, Ardenai et La Bosse ; — Bellée, ouvrage cité, t. I, pp. 37, 217 et 375 ; t. II, p. 49 ; t. III, p. 341 ; t. IV, pp. 273 et 210. — Cependant il y avait aussi des paysans propriétaires : Froger, *la Paroisse de Tresson* (Rev. hist. Maine, 1900).

(57) Lettre du commissaire de La Suze, 10 germinal an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 218). Un mémoire de la fin du XVIII^e siècle donne une description de ces logistes. Les familles « sont logées la plupart dans des chaumières à moitié couvertes de paille et de brières, entourées de quelques gazons les uns sur les autres que la pluie et la grêle détruisent souvent. Il y a des malheureux habitants qui n'ont qu'un lit garni de paille et de brières, soutenu par des paux [sic] en terre, sans linge et autres couvertures que leurs haillons, où les père et mère se couchent avec leurs enfants mâles et femelles... » — Mémoire de M. de Madrelle, cité par H. Roquet, *Saint-Gervais-en-Belin*.

(58) Correspondance du commissaire de Mayet, thermidor an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 238) ; — *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 29 ; — Compte rendu des commissaires du Grand-Lucé, d'Ecommoy et de Pontvallain (Arch. dép. Sarthe, L. 251, 210, 244).

Le Belinois est le seul pays parfaitement défini du département de la Sarthe. Au milieu des grandes sapinières, entre Ecomoy et Mulsanne, le paysage s'éclaircit soudain : les maisons et les cultures se multiplient, les champs donnent d'abondantes récoltes de froment et de chanvre, le bétail est excellent. Un groupe de bourgs, tous portant la désinence *en Belin*, se presse sur un faible espace; le Belinois est comme une oasis. Ce changement soudain est dû à l'affleurement d'un sol riche, marnes fertiles ou groies, qu'un accident géographique a provoqué dans cette petite région. Les gens de ce pays accueillirent la Révolution sans enthousiasme, ils s'attachèrent obstinément aux prêtres réfractaires qui pullulèrent bientôt sans qu'on pût les saisir. Les chouans s'y étaient aussi fortement implantés et ils unissaient ainsi les pays révoltés des bords de la Sarthe à ceux des bords du Loir (59).

IV. LES VAUX DU LOIR

Les écrivains du XVIII^e siècle, qui opposaient le Bas-Maine et le Haut-Maine, passaient sous silence les pays du Loir, car ils appartenaient alors à l'Anjou. A vrai dire, la limite entre les deux régions ne fut jamais géographique. Sous l'Ancien Régime, l'Anjou empiétait sur le Maine; à partir de la Révolution, avec la délimitation des départements, ce fut le contraire (60). Le Val du Loir est donc un pays angevin : la rivière déroule paresseusement ses méandres parmi de vastes prairies, au pied des versants de craie tuffeau où s'abritent parfois des troglodytes. Le vignoble occupe la rive droite exposée au soleil; les crus de Mareil, de Pringé et de

(59) M. Giraud, ouvrage cité, p. 455; — Reg. délib. Grand-Lucé, 30 germinal an IV; — Voir la série des monographies communales du Belinois par H. Roquet, particulièrement *Laigné-en-Belin*, 2^e partie, pp. 6 et 17. Le Belinois est une « boutonnière ». Voir Musset, article cité.

(60) Dès 1788 le Maine s'était emparé des soixante-quatorze paroisses de l'élection de La Flèche, malgré les protestations de l'Anjou. — Uzureau, *l'Election de La Flèche et l'Assemblée provinciale d'Anjou* (Annales fléchoises, 1903); — Uzureau, *les Paroisses angevines de la Mayenne et de la Sarthe* (Rev. hist. Maine, 1910); — Uzureau, *Un différend entre les assemblées provinciales du Maine et de l'Anjou, 1787-1790* (Prov. Maine, 1909).

Château-du-Loir étaient assez appréciés pour donner lieu à un commerce actif (61). Ce pays jouissait d'une réputation de richesse et de beauté :

Il est agréable par sa variété; il y a des plaines, des coteaux, des vallons, des prairies, des terres labourables, des bois et des vignobles de toute espèce; il est fertile en blé et en vins. On y trouve toute sorte d'arbres fruitiers et on y recueille abondamment des pommes, des poires, des noix, des fruits et des châtaignes dont on fait un grand trafic dans les marchés de Château-du-Loir et des environs (62).

Comme dans tous les pays de la Loire, dès qu'on quittait les vallées, on trouvait soudain de pauvres plateaux sablonneux, et les landes et les sapins occupaient toute la rive gauche jusqu'aux limites du Maine-et-Loire et du Loir-et-Cher.

Les habitants, nombreux dans le Val, avaient de petites exploitations dont ils étaient souvent propriétaires (63). Ils n'étaient pas riches et devaient échanger des fruits, du vin et du bois contre des grains. Ce commerce se faisait en grande partie par le Loir et il y avait une entreprise de flottage de bois de Vouvray, sur le Loir, jusqu'à Nantes (64).

L'aménité angevine se reflétait dans leur caractère aimable et assez indolent et, comme on l'a curieusement observé, « doux, ingénieux et *propre aux lettres* (65) ». L'influence des nobles était restée puissante en Anjou, aussi bien que celle des prêtres. La conscription n'avait pu s'effectuer; les chouans avaient été promptement encadrés par des gentilshommes, les campagnes étaient parcourues par de nombreux prêtres réfractaires, et, en 1795, tout le district de La Flèche était insurgé. Celui de Château-du-Loir était fortement entamé. Seul, celui de Saint-Calais demeu-

(61) Procès-verbal de l'Assemblée provinciale du Maine, 1787, p. 85; — Reg. délib. La Chartre, 10 pluviôse an IV.

(62) *Tableau du Maine*, p. 98 et suivantes. — Voir aussi les *Mémoires de Rochecot : Voyage en Bas-Vendômois*.

(63) Reg. délib. Château-du-Loir, 13 brumaire an VII. Zone de petite propriété très nette encore aujourd'hui (Siegfried, ouvrage cité).

(64) Compte rendu du commissaire de La Flèche, vendémiaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 237); — Reg. délib. Château-du-Loir, 23 fructidor an IV.

(65) *Tableau de l'Anjou*, p. 9.

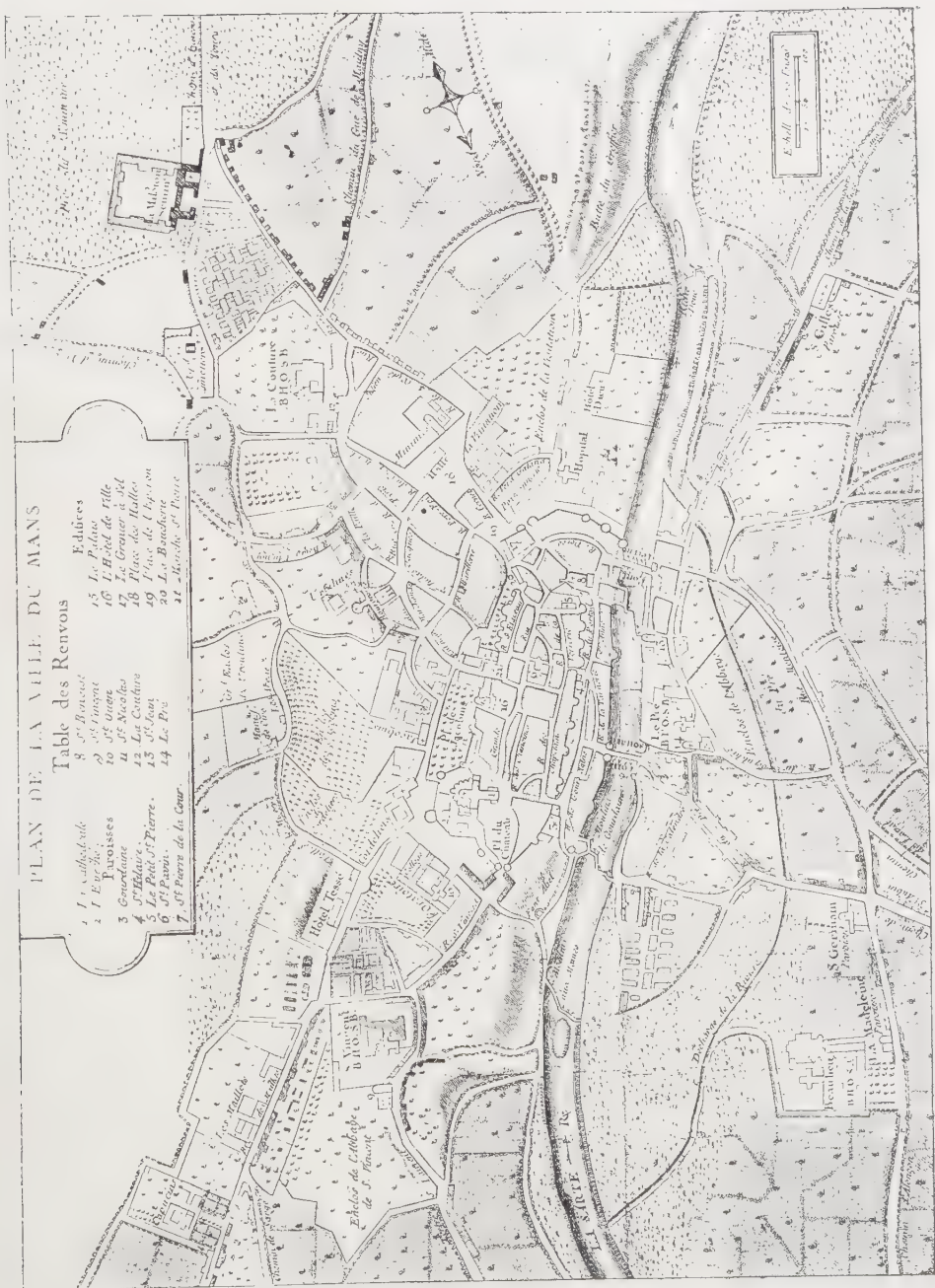


Planche B

rait plus tranquille, mais le fanatisme des populations y était remarquable (66).

Mais dans toute cette région les villes formaient autant de noyaux républicains. La Flèche, Château-du-Loir et La Chartre tenaient solidement les passages sur la rivière et jouaient un rôle stratégique. Leur commerce traditionnel de vins et de fruits, de grains et de bois était gravement compromis, et, au lieu d'être des marchés accueillants, les villes étaient hérissées de fortifications derrière lesquelles elles craignaient de mourir de faim. Il en était de même à Saint-Calais, petite ville de deux mille habitants, dont l'industrie textile était en ruine.

V. LE MANS

Au centre du département, au point de convergence des voies d'eau et des routes, se trouvait le chef-lieu, Le Mans, qui ne comptait guère plus de dix-huit mille habitants. La vieille ville ou *ville haute*, aux rues étroites et tortueuses, se serrait autour de la cathédrale sur l'éperon qui sépare la Sarthe et l'Huisne. C'était la ville bourgeoise où se groupaient les hôtels des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, demeures des vieilles familles de noblesse de robe ou d'épée, de commerçants ou d'industriels enrichis. Au pied de cette vieille ville s'étalaient les quartiers populaires de la *ville basse* dont la misère et la saleté étonnaient les voyageurs (67). Les communications étaient très difficiles entre ces deux quartiers « en raison de l'inégalité du terrain ». Au-delà se trouvait la

(66) Reg. des arrêtés de l'administration départementale (Arch. dép. Sarthe, L. 77, f^o 17); — Boucher, *Mémorial*, passim.; — Correspondance du commissaire de Saint-Calais (Arch. dép. Sarthe, L. 247).

(67) R. Triger, *l'Année 1789 au Mans...*, p. 35. Ces quartiers étaient malsains à cause de l'humidité entretenue par la Sarthe. En 1806 les maisons s'y louaient moins de trente francs par an, tandis que la moyenne des loyers était de cinq cents francs dans les quartiers salubres. Les ménages étaient entassés dans des taudis et les pauvres formaient plus de la moitié de la population de Saint-Gilles, du Pré et de Saint-Germain. — Négrier de La Crochardière, *Statistique du Mans*, 1806; — Arch. de la Soc. Ag. Sc. A. (Voir planche B.)

banlieue avec « quantité de maisons de maîtres, pour se procurer des jardins et autres agréments de la terre (68) ».

Le Mans était surtout une ville de commerce et d'industrie. C'est dire qu'elle avait beaucoup souffert de la crise économique; sa position géographique avait aggravé sa misère en la transformant en champ de bataille. Pendant longtemps, l'industrie la plus florissante avait été la fabrication des étamines. Elle y avait été introduite, au début du *xvii^e* siècle, par un nommé Véron, et les *vérones* étaient réputées en Italie, Espagne, Portugal et jusqu'en Amérique et aux Indes. Mais le temps n'était plus où deux cents fabricants employaient huit cents métiers. Avant la Révolution, des maladresses commerciales avaient affaibli cette industrie et, en 1784, il n'y avait plus qu'une cinquantaine de fabricants et environ deux cent soixante-dix métiers (69). Le Traité de commerce avec l'Angleterre, puis la Révolution avaient précipité cette décadence en paralysant le commerce extérieur, puis en réduisant la consommation intérieure. C'est à peine si une quarantaine de métiers étaient encore en activité au début du Directoire (70). Pour enrayer ce déclin qui privait les ouvriers de leurs ressources et qui entraînait la fermeture des teinturerie, le gouvernement avait essayé d'établir une fabrique d'étamine à pavillon, mais en 1795 le projet était abandonné.

Le tissage de la toile était en meilleure posture; les fabriques de toile de chanvre étaient en déclin, mais le passage des Vendéens avait donné l'idée d'imiter les mouchoirs de Cholet. Rojou, dans l'Hôtel de Tessé, et Besnard, dans l'ancien couvent de la Visitation, avaient organisé des manufactures à l'aide de quelques Vendéens restés au Mans, et leurs entreprises étaient prospères. Par contre, les autres manufactures : celle du *bougran*, celles des bougies, qui travaillaient pour l'exportation, étaient gravement

(68) Cahier de doléances de Sainte-Croix; — Bellée, ouvrage cité, t. II, p. 74.

(69) *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 67; — *Tableau du Maine*, p. 102.

(70) Observations du Conseil général, an IX (Arch. nat., F. I. C. V., Sarthe, 1). On reprochait même à la Révolution d'avoir aggravé la crise en diminuant la durée des deuils et en supprimant les costumes ecclésiastiques.

atteintes par la fermeture du marché extérieur. Il en résultait une profonde misère.

La classe indigente du peuple est très nombreuse, déclarait l'administration départementale au début de l'an IV. Sur une population de dix-huit mille individus, douze mille environ sont sur la liste des distributions que fait la municipalité quand elle a du pain (71).

Cette misère était d'autant plus mal acceptée qu'il y avait de nouveaux riches, des bourgeois qui avaient spéculé sur les biens nationaux et sur les assignats et qui menaient joyeuse vie.

Dans l'ensemble, Le Mans s'était prononcé pour la Révolution; ses représentants les plus importants avaient fait partie de la *Montagne*, comme le médecin Levasseur et l'avocat Philippeaux. Un groupe de jeunes gens s'était rassemblé en 1793 autour d'un volontaire réformé, J.-R. Bazin; et avait donné à la Société populaire une vigueur étonnante et redoutable. Ce groupe de montagnards ardents avait renversé les bourgeois libéraux et modérés qui tenaient jusqu'alors la municipalité et le Département; il avait même tenté de les faire guillotiner. Leur jeunesse les avait amenés à se compromettre maladroitement dans la terrible querelle qui opposa Levasseur à Philippeaux et qui coûta la vie à ce dernier. On parla au Comité de Salut public d'une conjuration *baziniste*, mais les *conspirateurs* furent acquittés (72).

Au début du Directoire, il y a, au Mans, trois groupes politiques : — les bazinistes, dont les chefs viennent d'être libérés et qui vont s'appliquer à réorganiser la propagande jacobine. Ils s'appuient sur le peuple et rappellent volontiers le rôle joué par les « piques des bas-quartiers »; cela donne un aspect de revendication sociale à leur action et les rendra favorables aux babouvistes. — Les bourgeois modérés, patriotes de 89, libérés des prisons de Chartres, où les bazinistes les avaient envoyés, et remis en possession des postes administratifs. Ils sont aussi anti-catholiques que les « exclusifs », mais ils désirent la conservation de

(71) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 17.

(72) Mautouchet, *le Conventionnel Philippeaux*, p. 268 et suivantes; — D. Piolin, *Souvenirs de la Révolution dans l'Ouest*.

leur position sociale et le maintien d'une constitution qui remet tous les droits politiques à la bourgeoisie (73). — Enfin, on trouve aussi des réactionnaires ou, comme on disait alors, des réacteurs. Ce sont des nobles dépouillés de leurs biens, des émigrés rentrés et leur clientèle d'hommes d'affaires; ou bien encore des prêtres réfractaires, particulièrement nombreux et fortement appuyés par une partie de la population, artisans et petits commerçants. Quelques-uns d'entre eux ne sont pas ostensiblement royalistes; peut-être même seraient-ils disposés à reconnaître la République si les mesures d'exception qui frappent une partie des prêtres et des émigrés étaient abolies. Ce sont les seuls qui se montrent, et ils s'affirment partisans de la Constitution de l'an III; les autres se déguisent et n'agissent qu'en secret.

La diversité géographique et humaine du département de la Sarthe, si elle lui conférait un intérêt peu commun, risquait de détruire son unité. Cependant, il n'en fut rien, en raison des liens forts anciens qui rattachaient entre elles les diverses parties du Haut-Maine et, plus encore, en raison du rôle capital du Mans. Même les pays du Loir, quoique très récemment annexés, ne se tournèrent pas du côté de l'Anjou, sauf en ce qui concerne les royalistes, car les prêtres réfractaires eux-mêmes, bien qu'ils regardassent encore La Flèche comme une partie du diocèse d'Angers, prirent le mot d'ordre chez les administrateurs du diocèse du Mans. Au point de vue administratif, l'unité départementale était plus forte encore, surtout avec l'application de la Constitu-

(73) Les arrestations des membres du Département, le 6 octobre 1793, avaient atteint Delahaye, président; Chicault, procureur-syndic; Hardouin, Rigault, Lorin, Bardou-Boisquetin, Bardet, Cornilleau, Paré, Thibault et Quentin, membres du Directoire et du Conseil général. L'administration départementale, réorganisée par le représentant en mission Dubois-Dubais, le 6 messidor an III, est composée de Delahaye, président; Chicault, procureur-syndic; Daguin, Cherouvrier, Hardouin, Franchet, Goupil, Leclerc. Arch. dép. Sarthe, L. 30 et L. 27. Les bazinistes libérés par le Comité de Salut public le 20 thermidor an II (7 août 1794) avaient été ensuite emprisonnés au Mans pour avoir repris leur action politique; ils ne furent définitivement élargis, en vertu de la loi de fructidor an III, qu'en vendémiaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 274).

tion de l'an III. Enfin, les *exclusifs* contribuaient aussi à multiplier les liens en établissant des relations nombreuses et suivies d'une ville à l'autre.

Par contre, l'un des faits les plus frappants était l'opposition entre les villes et les campagnes. Plus accusée à l'ouest et au sud, elle était encore perceptible à l'est. Les villes, peuplées d'hommes de loi, d'administrateurs, d'acheteurs de biens nationaux, envahies par les *réfugiés* qui craignaient pour leur vie, protégées par leurs fortifications et leurs détachements de troupes, semblaient en guerre contre les campagnes où s'abritaient les ennemis du régime, où régnaient parfois les chouans, où circulaient toujours les prêtres réfractaires, où s'exécutaient tardivement et incomplètement nombre de lois impopulaires. A maintes reprises, les gens des villes avaient entrepris des expéditions dans les campagnes pour fermer les églises, pour effectuer des réquisitions ou pour rechercher des suspects. La crise des subsistances et la chouannerie aggravaient cet antagonisme.

Ainsi, dans une très modeste mesure, le département de la Sarthe se présentait comme une image réduite de la France, avec sa variété et son unité, ses groupes hostiles et séparés par un fossé de sang, ses traditions et ses aspirations. La tâche du nouveau régime y devait être exceptionnellement ingrate, la nature même du pays facilitant la résistance; mais les problèmes essentiels, qu'il fallait résoudre à tout prix, étaient les mêmes que dans l'ensemble du territoire. Il s'agissait surtout d'effectuer une pacification militaire pour mettre fin à la chouannerie, une pacification religieuse, inséparable de la précédente; il fallait résoudre immédiatement la crise des subsistances et, aussi promptement que possible, la crise économique; enfin, il était indispensable d'initier la population à une vie politique où la lutte entre les partis respecterait quelques règles, n'exclurait pas l'unité nationale et n'aboutirait pas aux coups de force.

Pour bien comprendre l'œuvre du régime directorial, il est nécessaire de rappeler les traits généraux de la Constitution qui l'établit et l'accueil que le département de la Sarthe lui réserva.

CHAPITRE II

Adoption et établissement du nouveau régime

- I. — **L'adoption du nouveau régime** : Les Assemblées primaires et le plébiscite.
 - II. — **Le recrutement du personnel administratif** : Les élections. — L'Assemblée électorale et le « nouveau tiers ». — Le département dans l'administration directoriale. — La députation. — Les municipalités cantonales. — Les Assemblées primaires : nomination des présidents. — Les municipalités urbaines. — Les Assemblées communales : nomination des agents et des adjoints.
 - III. — **Répugnance des populations à remplir les fonctions administratives** : Le refus des élus. — Procédés de persuasion et de contrainte. — Les destitutions : refus de serment et refus du décret des deux-tiers.
 - IV. — **Les Commissaires du Directoire exécutif.**
 - V. — **Conclusion.**
-

I. L'ADOPTION DU NOUVEAU RÉGIME

Dans la pensée de tous les hommes politiques, le Directoire devait inaugurer une ère nouvelle, l'ère constitutionnelle, s'opposant à l'ère révolutionnaire. On annonçait une sorte d'âge d'or avec le « règne bienfaisant de la Constitution ». Cet enthousiasme officiel ne fut pas communicatif, et la population sarthoise n'apprécia guère la Constitution de l'an III.

Il est vrai que cette constitution n'était pas démocratique; une partie des citoyens -- ceux qui ne payaient pas de contributions directes -- étaient relégués au rang peu flatteur de ci-

toyens passifs. La Commission des Onze avait repris l'un des thèmes chers aux physiocrates en proclamant que seul « un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social ». D'autre part, le pouvoir était curieusement réparti. Les deux degrés du scrutin comportaient des assemblées primaires aux chefs-lieux de canton, et l'assemblée électorale au chef-lieu de département; le pouvoir législatif se partageait en deux assemblées dont l'une, le Conseil des Anciens, devait être la raison et la sagesse, tandis que l'autre, le Conseil des Cinq-Cents, serait la pensée et l'imagination; le pouvoir exécutif était dévolu à cinq personnes, les directeurs, qui se succédaient à la présidence du Directoire; des commissaires du Directoire exécutif étaient placés auprès des élus du peuple, administrateurs ou juges. Tout indiquait le souci de doser et d'équilibrer les pouvoirs et d'opposer une ligne puissante à l'impétuosité ». L'événement a prouvé que l'équilibre était instable et la machine constitutionnelle imparfaite, mais cela résulte aussi des divisions profondes qui séparaient alors les Français.

Les Conventionnels avaient le sentiment des hasards que courrait le nouveau régime s'ils laissaient le champ libre aux décisions des électeurs. Alarmés par les résultats des élections de fructidor et par les troubles de vendémiaire, ils crurent bon d'imposer le maintien des deux tiers d'entre eux dans les nouvelles assemblées. Ce faisant, ils portaient le premier coup à la Constitution qu'ils voulaient défendre. Il ne manqua pas d'électeurs, dans le département de la Sarthe notamment, pour s'en plaindre avec force.

LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES ET LE PLÉBISCITE (1)

La Constitution fut soumise au plébiscite le 20 fructidor, an III (6 septembre 1795). Les assemblées primaires qui devaient l'accepter ou la rejeter étaient également invitées à se prononcer sur les décrets qui maintenaient en place les deux tiers des con-

(1) Lajusan, *le Plébiscite de l'an III*, Révol. franç., t. LX.

ventionnels. Elles devaient enfin choisir les électeurs qui, réunis en assemblée électorale, désigneraient ultérieurement les membres du Corps législatif et nommeraient un grand nombre de fonctionnaires départementaux.

Si importantes que fussent ces élections, elles n'attirèrent que peu de monde. Les assemblées primaires les plus fréquentées groupèrent à peine la moitié des inscrits; seules dépassèrent cette proportion les quatre assemblées du Mans, ainsi que celle de Mayet qui tenait à sa réputation de canton modèle. La plupart des autres assemblées se composèrent, au plus, du tiers des inscrits, et quelques-unes réunirent un nombre infime de votants; par exemple, à Saint-Jean-de-la-Motte, il ne vint que quarante-deux votants sur mille deux cent dix-neuf inscrits (2). Certaines assemblées ne purent même pas se réunir, les chouans s'y opposant. Ce fut naturellement le cas des cantons de l'ouest du département : il n'y eut pas d'assemblée à Chantenay, celles de Sablé et d'Epineu ne réunirent guère que des habitants du chef-lieu. Enfin, la faveur que les habitants du canton de Rouez accordaient aux chouans décida deux communes de ce canton à former une petite assemblée distincte (3).

Dans l'ensemble du département, la Constitution rallia les

(2) Les procès-verbaux des assemblées sont généralement groupés dans les liasses cotées L 198 bis, 1 à 13, aux Archives départementales de la Sarthe. Les résultats sont résumés dans B II-60, aux Archives nationales, mais tous ces documents sont très incomplets.

Le faible nombre des votants a été remarqué dans la Côte-d'Or, où plus de la moitié des citoyens s'abstinrent (J. Brelot, *la Vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire*, p. 23), et dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, *l'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord*, p. 322). Ce fait paraît avoir été général (Lajusan, article cité, p. 10). Il est d'autant plus frappant que les assemblées admettaient tous les citoyens et non pas les seuls citoyens actifs.

(3) Outre les documents signalés plus haut, la situation de Chantenay et de Sablé est notée dans L. 200, Arch. dép. Sarthe. Dans la Mayenne, les chouans gênèrent bien davantage les opérations : sur 68 cantons, 37 seulement purent tenir leurs assemblées (Gaugain, *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*, t. II, p. 356). En Maine-et-Loire, 23 cantons ne purent réunir leurs assemblées, et dans les départements de Vendée, Loire-Inférieure et Deux-Sèvres la plus grande partie des cantons fut dans le même cas (Chassin, *les Pacifications de l'Ouest*, t. II, p. 106).

suffrages; la plupart des assemblées l'adoptèrent à l'unanimité (4). Des résistances ne se révélèrent que dans quelques cantons : dans ceux de Nogent-le-Bernard et de La Fresnaye, les opposants furent nombreux; dans le canton de Pontvallain, il fallut l'intervention — illégale — du procureur-syndic de La Flèche pour faire accepter la Constitution (5). Le canton de Parcé décida à l'unanimité de subordonner son acceptation à une réduction du nombre des législateurs et au rétablissement du culte catholique comme religion d'Etat. Il se trouva même deux assemblées pour refuser la Constitution : celles de Bessé et l'une des sections du canton de la Ferté-Bernard. Ces cantons récalcitrants étaient connus par leur attachement à la religion catholique.

Au total, le résultat était très favorable à la Constitution, et cela compensait un peu le grand nombre des abstentions. L'accueil fait aux décrets des deux-tiers fut beaucoup moins flatteur.

Il est remarquable qu'une grande indécision ait régné dans nombre d'assemblées primaires en ce qui concerne les décrets. Les électeurs ne savaient s'ils devaient se prononcer sur ce point. A la première section de Saint-Calais, le président fit voter sur la Constitution, puis voulut procéder au choix des électeurs. Un citoyen demanda alors s'il n'y avait pas lieu de voter sur les décrets des deux-tiers. Cette proposition déclencha le tumulte. On donna lecture de la loi du 5 fructidor et « plusieurs membres ont objecté qu'elle n'était point annexée à l'Acte constitutionnel et qu'elle ne portait pas qu'elle serait sujette... à l'acceptation du

(4) Voir la planche I.

Dans l'ensemble du pays la Constitution fut bien accueillie : sur 1.107.000 votants, 1.057.390 acceptèrent la Constitution (Mathiez, ouvrage cité, p. 25). Dans l'Ouest, la plupart des votants se prononcèrent pour la Constitution, le plus souvent à l'unanimité (Chassin, ouvrage cité, t. II, pp. 108 et 112; — Pommeret, ouvrage cité, p. 323).

(5) Le procureur-syndic de La Flèche s'est flatté d'avoir assuré des votes satisfaisants à Pontvallain où il fit recommencer les scrutins; l'assemblée fut certainement très mouvementée et la légalité peu respectée. Les troubles eurent pour cause particulière la rivalité entre Pontvallain et Mansigné. Ces querelles de clocher étaient fréquentes et tenaces; c'est elles qui divisaient Rouez et Tennie.

peuple (6) ». En conséquence, plusieurs assemblées s'abstinrent; d'autres rejetèrent les décrets. Ce furent celles des cantons de Bessé, Bourg-la-Loi, Chahaignes, Fresnay, Malicorne, Parcé et Saint-Calais. Les contestations et les ripostes eurent une grande vivacité : ici, on déclarait défendre « les droits du peuple dans les points les plus sacrés, les plus essentiels (7) »; là, on prétendait, avec quelque impertinence, que les décrets empêchaient les électeurs de choisir « suivant leur âme et conscience... d'honnêtes gens pour le bonheur du peuple (8) ».

Les cantons qui approuvèrent explicitement les décrets des deux-tiers furent en très petit nombre; trois seulement les acceptèrent à l'unanimité; dans trois autres, une partie des sections de vote les adopta; au Mans, par exemple, deux sections sur quatre...(9) Partout ailleurs, les assemblées primaires ne crurent pas devoir se prononcer (10).

Le choix des électeurs venait en dernier lieu, de sorte que les citoyens, pressés par l'heure, regagnèrent leur domicile avant la fin des opérations, et les électeurs ne rallièrent souvent qu'un bien petit nombre de suffrages : à Beaumont, le nombre des votants tomba de 560 à 166; à Rouez, de 243 à 49; à Fresnay il ne resta que 2 citoyens.

(6) Arch. dép. Sarthe, L 59 et L 257. Cette indécision n'est pas exceptionnelle, la question ayant été mal posée (Lajusan, article cité, pp. 7 et 237).

(7) Cantons de Fresnay et de Bessé.

(8) Canton de Chahaignes (Arch. dép. Sarthe, L 260. Arch. nat. F I B II Sarthe, 1).

(9) Les trois cantons qui se rallièrent aux décrets des deux-tiers furent ceux de Ballon, Saint-Paterne et Vibraye; ceux qui les acceptèrent seulement dans certaines sections de vote furent ceux de La Ferté-Bernard, du Mans et de Saint-Calais.

(10) D'une façon générale les décrets des deux-tiers furent mal accueillis. Ils ne rassemblèrent que 205.498 voix favorables contre 107.794 voix hostiles; encore ces chiffres officiels sont-ils faux (Sciout, *le Directoire*, t. I, p. 340). Dans l'Ardèche il y eut 1.499 voix hostiles et 509 voix favorables (Jolivet, *Histoire de la Révolution dans l'Ardèche*, p. 553). Dans la Côte-d'Or, 4.611 les acceptèrent et 1.062 les refusèrent (Brelot, ouvrage cité, p. 24). Dans l'ensemble de l'Ouest les protestations furent très nombreuses (Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 113). Pommeret déclare qu'on les passa d'ordinaire sous silence (ouvrage cité, p. 323).

II. LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ADMINISTRATIF

L'ASSEMBLÉE ELECTORALE ET LE « NOUVEAU TIERS » (11)

Les électeurs se réunirent en assemblée électorale, au Mans, du 21 au 29 vendémiaire (13 au 21 octobre 1795). Ils étaient au nombre de 326, et les présences furent en moyenne de 270; il y avait encore 258 votants lors du dernier scrutin. D'après le cens, les électeurs étaient des gens riches (12). On comptait parmi eux nombre de nobles, comme les (de) Musset, (de) Perrochel, Souin (de La) Tibergerie, Négrier (de La) Crochardière, Chénon (de) Beaumont, Rigault (de) Beauvais, royalistes plus ou moins prononcés. Il y avait aussi un petit groupe d'une vingtaine de patriotes plus ou moins ardents : quelques-uns du Mans, comme Livré et Ysambart; d'autres de Mamers ou de Saint-Cosme, tels Guittier et Ignard; et, naturellement, les électeurs de Mayet. La plus grande partie de l'assemblée était formée de bourgeois propriétaires ou exerçant des professions libérales : médecins, fonctionnaires des différents ordres, et surtout notaires au nombre de 26. Ils acceptaient le nouveau régime et choisirent des représentants républicains anti-terroristes.

L'assemblée devait désigner six conventionnels et en présenter une liste triple, soit dix-huit, comme remplaçants éventuels, tandis que le nouveau tiers ne comprendrait naturellement que trois noms. Les conventionnels furent pris pour moitié parmi ceux de la Sarthe : Sieys, Lehault et François (de la) Primaudière. Les autres furent Carnot, Reubell et J.-B. Louvet. Les dix-huit remplaçants appartenaient à des groupes assez divers, mais avec une majorité modérée (13).

(11) Le procès-verbal de l'assemblée électorale est aux Archives départementales de la Sarthe, dans la liasse L 200. On y trouve aussi la liste imprimée des « citoyens électeurs ».

(12) Ils obtinrent cependant des billets de logement pour la durée de l'assemblée. Arrêté de l'administration départementale, 19 vendémiaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 55). A Dijon les électeurs reçurent l'étape et une indemnité de déplacement (Brelot, ouvrage cité, p. 27).

(13) Voir Kuscinski, *Dictionnaire des Conventionnels*, à ces divers noms : Daunou, Cambacérès, Baudin, Eschassériaux aîné, Mathieu, Chénier, Varnier, Guyton-Morveau, de Bry, Pérès (de la Haute-Garonne), Génissieu, Barras, Perrin, Legendre (de Paris), Fourcroy, Treilhard, Bréard et Ramel.

Le nouveau tiers fut composé de Mortier-Duparc, Franchet et Bardou-Boisquetin. Le premier était un ancien avocat au présidial du Mans. Réputé pour son éloquence, il avait été tour à tour procureur général syndic en 1790, membre du conseil des notables du Mans en 1792, professeur et inspecteur des études au collège du Mans en 1793. Quand les événements lui avaient paru redoutables, il avait démissionné. Franchet était « homme de loi » ; il avait aussi exercé les fonctions de procureur général syndic, puis était entré dans l'administration départementale. Il n'accepta pas le mandat qu'on voulait lui confier. Delahaye, ancien constituant, le remplaça. Avec Franchet et Bardou-Boisquetin il détestait Bazin et les démocrates qui l'avaient fait emprisonner (14). Quant à Bardou-Boisquetin, c'était un ancien membre de la Législative qui n'avait pas cessé d'exercer des fonctions publiques durant toute la Révolution. On savait qu'il avait réalisé de profitables spéculations sur les biens nationaux. C'était en somme un politicien attaché au régime par ses intérêts.

Le nouveau tiers était donc formé de bourgeois riches ou enrichis, « patriotes de 89 » comme l'on disait, disposés à l'application du régime républicain, hostiles aux émigrés et aux prêtres réfractaires, mais ennemis décidés des démocrates.

L'assemblée électorale choisit également un juré pour la Haute Cour de justice et nomma les titulaires d'un ensemble très important de postes départementaux ; mais l'examen de ces choix sera mieux à sa place dans l'étude des rouages administratifs du département. Il suffit de noter ici que les nouveaux fonctionnaires appartenaient aux mêmes classes sociales et au même parti que les représentants.

Toutes ces opérations s'étaient déroulées sans le moindre désordre. On pouvait espérer que l'organisation du nouveau régime allait s'effectuer régulièrement et dans le calme. Cependant la politique générale suivait son cours et la Convention vota la fameuse loi du 3 brumaire. Les mesures qu'elle rétablissait contre les parents d'émigrés et contre les prêtres réfractaires

(14) Voir chap. I, § 5, n. 73.

expliquent certainement une partie des difficultés qui surgirent lors de l'établissement des nouvelles administrations. Bien que ces mesures n'aient pas touché beaucoup d'élus sarthois, elles renforcèrent le mécontentement qui s'était déjà manifesté à propos des décrets sur les deux tiers.

LE DÉPARTEMENT DANS L'ADMINISTRATION DIRECTORIALE

Le rôle administratif fondamental attribué au département sous la Constituante, réapparaît sous le Directoire après une brève interruption et s'affirme pour une longue durée. A cette époque, le département est la seule unité politique vraiment importante. Les districts, qui concentraient tous les pouvoirs sous la Terreur, ont été dépouillés de leurs attributions exceptionnelles par la loi du 28 germinal an III (17 avril 1795), et la nouvelle constitution les a supprimés complètement. Les cantons sont trop petits et trop nombreux pour prétendre à un rôle de quelque envergure ; ils sont d'ailleurs rigoureusement subordonnés à l'administration départementale. Le département est donc l'unité essentielle tout à la fois au point de vue de l'administration politique, au point de vue des services publics, voire même au point de vue religieux.

C'est l'administration du département qui doit assurer l'exécution des lois, la levée des contributions et des hommes, la police civile et militaire ; c'est elle qui gère les biens nationaux et qui tient la liste des émigrés, qui surveille les ministres du culte et généralement tous les perturbateurs possibles de l'ordre public ; c'est elle qui doit assurer l'approvisionnement des marchés et à la répression de la mendicité ; elle peut être amenée à prendre des mesures de sûreté et à mettre en mouvement la gendarmerie et la force armée. Les questions économiques sont de son ressort, elle doit veiller à la prospérité de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; les travaux publics, plus particulièrement l'entretien des routes, lui incombent, et elle dispose de techniciens à cette fin ; elle doit aussi diriger le service des postes et messageries. La santé de ses administrés est placée sous sa

sauvegarde: elle organisera la lutte contre les épidémies, secourra les filles-mères et tous les indigents, enfin elle assurera la bonne marche des hospices et des hôpitaux. Elle s'occupe de l'instruction, nomme les instituteurs primaires, surveille les institutions privées et gère les écoles centrales, c'est-à-dire départementales. Son rôle dans l'éducation nationale s'étend aux bibliothèques et musées départementaux aussi bien qu'à l'organisation des fêtes publiques. Le département est aussi la division territoriale essentielle pour les ressorts judiciaires. Enfin le pouvoir exécutif a des représentants au département : les commissaires du Directoire, qu'il ne peut choisir que parmi les citoyens fixés depuis un an au moins dans le département.

L'organe administratif capital du département est l'*administration centrale*. Elle se compose de cinq membres élus par l'assemblée électorale pour cinq ans, elle est renouvelable par cinquième chaque année. Les premiers administrateurs furent élus par l'assemblée de vendémiaire an IV. Dès le premier tour trois citoyens : Daguin, Théophile Le Clerc et Goupil, avaient obtenu la majorité. Tous trois étaient administrateurs du département depuis deux ans et avaient été maintenus tour à tour par les représentants en mission, Génissieu et Dubois-Dubais. Ce choix assurait donc une continuité remarquable dans la gestion des affaires départementales.

Si Daguin était un personnage assez effacé, Théophile Le Clerc avait un peu plus de personnalité : membre de la municipalité du Mans en 1790, il avait été nommé administrateur départemental par Garnier de Saintes en l'an II. Il s'intitulait « patriote de 1789 », mais il ne devait pas s'imposer par des qualités éclatantes. C'était un brave Manceau, paisible négociant de mœurs honorables et détestant les factions. Il n'avait cessé de manifester un patriotisme « énergique et sage » et, comme écrit savoureusement le bon chanoine La Manouillère, « quoique protestant, il était reconnu pour un honnête homme ». Il se pourrait bien que sa qualité de protestant ait été son plus grand mérite : toujours pourvu de fonctions publiques, il était comme une vivante

preuve de la tolérance des gouvernements issus de la Révolution, mais ces fonctions furent modestes (15).

Goupil semble bien avoir été un profiteur du régime. Ses origines étaient modestes; il avait occupé assez rapidement des fonctions publiques : en 1790, il était membre de la municipalité du Mans, en floréal an II il était nommé administrateur départemental, en l'an V il devint receveur général du département. Négrier de La Crochardière a parlé des « profits immenses qu'il avait faits avec l'argent de sa caisse et avec les biens nationaux qu'il avait achetés ». Dès 1798, il possédait plusieurs immeubles au Mans (16).

Il fallait encore nommer deux autres administrateurs : Franchet et Maurin furent désignés. Le premier refusa; il fut remplacé par Gargam. Quant au second, il fit connaître son refus trop tard pour qu'on pût le remplacer. Il n'y eut donc que quatre administrateurs. Le quatrième était le plus terne. Goupil fut choisi par ses collègues pour présider l'administration centrale, tandis que Daguin devait exercer provisoirement les fonctions de commissaire du Directoire exécutif (17).

Ainsi l'assemblée électorale maintenait en place la plupart des fonctionnaires : l'administration centrale sarthoise des derniers jours de la Convention avait fourni deux représentants et trois administrateurs départementaux. Ce début du Directoire prolongeait la période thermidorienne.

LA DÉPUTATION

Les Conventionnels avaient presque cessé d'appartenir aux cadres politiques locaux dès qu'ils avaient été élus : ils se consacraient à leurs fonctions nationales.

(15) Sur Th. Le Clerc, voir Négrier de La Crochardière, *Mémoires manuscrits*, t. III, p. 195; — Nepveu de La Manouillère, *Mémoires*, t. II, p. 219; — Lettre de Th. Le Clerc au Directoire exécutif, 5 frimaire an VI (Arch. nat., F I B. II Sarthe 2); — Appréciation de Baudet-Dubourg (Arch. nat., A F III 259).

(16) Sur Goupil, voir Négrier de La Crochardière, ouvrage cité, t. III, p. 225; — Nepveu de La Manouillère, ouvrage cité, t. II, pp. 5, 238 et 343.

(17) La modération de cette administration centrale se manifesta par une protestation contre l'application de la loi du 3 brumaire aux municipalités (Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 61).

craient à la politique générale et étaient souvent envoyés en mission loin de leur département d'origine (18).

Au contraire, à partir du début du Directoire, le député prit figure de patron des fonctionnaires de son département : il s'intéressait vivement à la politique locale; il correspondait avec toutes les autorités, administrations centrale et cantonale, magistrats et commissaires. Bien peu de nominations se firent dans le département sans qu'il fût consulté. Souvent son avis était prépondérant. Les circonstances s'y prêtaient singulièrement, le Directoire étant obligé de procéder à une multitude de nominations dans le délai le plus bref. D'autre part, les diverses administrations prirent l'habitude de s'adresser aux représentants du peuple pour faire aboutir leurs démarches. Souvent les députés dirigèrent à travers les antichambres ministérielles les commissaires envoyés par le Département.

Faut-il ajouter que les députés demeuraient en relations avec les gens influents du département, même n'exerçant aucune fonction? Ils suivaient de près les manifestations de l'opinion. C'est que le député se trouvait désormais dans les conditions normales, mais un peu alarmantes, du régime représentatif; il était soumis, dans un délai déterminé, à la réélection.

Il convenait de noter ce rôle de la députation en étudiant les organes départementaux, car il s'établit, ou plutôt il se rétablit, presque immédiatement un lien régional, une solidarité puissante entre les députés d'un même département. Communauté d'opinions? il ne semble pas. Le nouveau tiers et les conventionnels auraient dû former deux groupes hostiles. Or Lehaut et François-Primaudière, voire même Cornilleau, Salmon et Froger, repêchés par l'assemblée électorale de France, firent cause commune avec Delahaye, Mortier-Duparc et Bardou-Boisquetin (19).

(18) La Constitution de 1793 déclara que « chaque député appartient à la nation entière » (art. 29).

(19) *Adresse au Directoire exécutif présentée par les Administrateurs du Département de la Sarthe destitués de leurs fonctions*. Le Mans, an IV. — On y trouve de nombreux extraits de la correspondance entre l'administration et la Députation.

Plus tard, le scrutin départemental renforça cette solidarité : les députés furent non seulement les députés de la Sarthe, mais la *Députation du département* (20). Ainsi aux premiers jours de frimaire an IV Bardou-Boisquetin annonçait à l'administration centrale qu'il allait faire les démarches qu'elle réclamait, mais il n'agirait pas seul : « Je vais, écrit-il, assembler ce matin la *Députation* », et celle-ci se réunit « dans sa chambre » autant de fois qu'il le fallut et elle effectua, d'un commun accord, visites et sollicitations (21). La Députation devint un corps constitué bientôt reconnu comme tel par toutes les autorités (22).

LES MUNICIPALITÉS CANTONALES

La Constitution de l'an III supprimait les municipalités communales et les remplaçait par des municipalités cantonales composées d'un agent et d'un adjoint par commune, qui se réunissaient au chef-lieu de canton pour délibérer, sous la direction d'un président et en présence d'un commissaire du Directoire. Cette modification était un bouleversement profond dont il convient de marquer toute la nouveauté. La commune, ou plutôt la paroisse, était le plus ancien groupe organisé de la nation.

(20) Faut-il observer que les attaches personnelles ne sont pas rompues pour autant? En l'an VII, Houdebert, député, n'oublie pas qu'il est originaire de Loué et qu'il y a exercé les fonctions de commissaire cantonal : il fait rétablir par le commissaire central le cantonnement qu'on venait de retirer de ce lieu. Quelques jours plus tard, un autre député, Houdbert, de La Flèche, écrivait au commissaire central pour que de la poudre fût envoyée d'urgence à la colonne mobile de La Flèche (Arch. dép. Sarthe, L. 193).

(21) Arch. dép. Sarthe, L. 36.

(22) Nombreux exemples de ce fait dans la correspondance administrative (Arch. dép. Sarthe, L. 36, L. 255, etc.). Cette union entre membres d'une même députation existait, dans la Sarthe, au moins depuis 1791; elle se maintint à peu près en 1792, fléchit en 1793; un administrateur se plaignit alors de ne pas trouver d'appui dans la « représentation de la Sarthe (Arch. dép. Sarthe, L. 126), et en 1794 elle disparut par la force des circonstances; ainsi Boudroue écrivait au Département : « Les membres de la Députation sont en commission [*sic*] : Richard à la Vendée, François aux papeteries, Philippeaux parcourt les départements du centre, Levasseur et Letourneur sont à l'armée du Nord. » (Lettre du 24 juillet an II, Arch. dép. Sarthe, L. 126.) Dans le département de Maine-et-Loire les députés étaient également groupés en députation (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147, 149 et 150).

Comme un historien le rappelait récemment « la communauté rurale est une des réalités anciennes les plus importantes », et la paroisse, formée d'une ou plusieurs communautés, donna l'occasion à ses membres « de prendre conscience de leur solidarité (23) ». Les paroissiens se réunissaient à l'église, sous le porche ou dans le cimetière voisin. Dans les pays bocagers de l'Ouest c'était souvent le seul moment où s'interrompait l'isolement habituel. Pendant la Révolution, la vie administrative et politique des communes fut d'une activité surprenante; « c'est un des traits les plus originaux du temps (24) ». Or, brusquement, tout cela était supprimé! Mais cette transformation radicale n'a pas déterminé de soulèvement, ni même de protestations, car le paysan résiste plutôt par l'inertie opiniâtre et l'action silencieuse et têtue.

Il est vrai que la réforme se justifiait par de sérieux arguments. Le principal était la difficulté de trouver des administrateurs capables et patriotes assez aisés pour sacrifier une notable partie de leur temps. On renonça donc à une organisation qui exigeait un conseil général par commune, plus un maire et un procureur. Dès décembre 1789, le représentant de la Mayenne, Maupetit, avait déclaré qu'il suffirait d'une municipalité par canton : « On en reviendra là avant peu », affirmait-il. Lorsque le système cantonal fut supprimé, l'administration le regretta pour ce motif : « Les mairies sont trop multipliées », écrira le préfet Auvray, et il est difficile de trouver « dans chaque commune des citoyens qui, joignant l'aisance à l'amour du travail, soient propres à ce genre de fonctions (25) ». La municipalité cantonale présentait pour le gouvernement le gros avantage de placer un de ses représentants auprès des plus modestes et des plus nom-

(23) M. Bloch, *les Caractères originaux de l'Histoire rurale française*, p. 172 et suivantes.

(24) Lefebvre, *la Révolution française*, p. 52.

(25) Auvray, *Statistique de la Sarthe*, p. 58. Remarques analogues dans : *Cahiers d'observations du Conseil général, an IX* (Arch. nat. F. I. C. V. Sarthe, 1; — *Rapport du général Henry*, 10 août 1813 (Arch. nat. F 7 3687). Cette remarque fut faite dans 36 départements (Bourdon, *l'Administration communale sous le Consulat*, Revue des Etudes napoléoniennes, 1914, t. I).

breux corps administratifs. A ce point de vue on ne peut dire que le régime directorial était en état d'infériorité par rapport aux régimes précédents (26).

Les cantons de la Sarthe étaient au nombre de cinquante-trois. Définis par les Lettres patentes du 4 mars 1790, ils comprenaient un nombre très inégal de communes et d'habitants : les uns se composaient de quatre communes, celui de Chahaignes par exemple; d'autres, comme celui de La Fresnaye, en comportaient jusqu'à quatorze. On s'était efforcé de réunir des communes déjà accoutumées à certains rapports de commerce et de bon voisinage, ce qui n'était pas toujours facile, et il se forma peu à peu une sorte de patriotisme cantonal. C'est dans ces cantons que se tinrent les assemblées primaires d'où devaient sortir les municipalités cantonales.

LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES : NOMINATION DES PRÉSIDENTS.

Aux termes de la loi du 19 vendémiaire, les assemblées primaires devaient être convoquées le 10 brumaire an IV (1^{er} novembre 1795) pour procéder au choix des juges de paix, de leurs assesseurs et des présidents des administrations municipales. Les fonctionnaires dont l'autorité s'étendait sur tout le canton seraient ainsi élus par tous les citoyens actifs du canton. L'administration départementale n'adressa les convocations que le 4 brumaire an IV. Ce fut une première cause de difficultés : le délai était insuffisant pour atteindre à temps les électeurs.

Presque toutes les assemblées primaires eurent lieu, mais à des dates diverses, en raison des retards d'information ou de l'influence des chouans. Le nombre des votants fut encore plus

(26) M. Mathiez pose en thèse générale que « le Directoire fut placé à l'égard des administrations locales dans une situation d'infériorité très nette par rapport aux gouvernements qui l'ont précédé ou qui l'ont suivi » (*le Directoire*, p. 62). Cette affirmation est contestable si l'on observe l'importance du rôle des commissaires du Directoire. Le préfet Auvray regrettait l'absence de ces représentants du pouvoir central auprès des municipalités « dernier point du levier politique ». (Même référence).

réduit qu'aux assemblées du 20 fructidor. A Lavardin, par exemple, il n'y eut que 41 votants au lieu de 270, et de même dans la plupart des autres cantons. Mayet même, le canton modèle, ne fut représenté que par 95 votants au lieu de plus de 300 ! Les présidents n'étaient élus qu'en dernier lieu, après les juges de paix et les assesseurs, aussi furent-ils nommés par bien peu d'électeurs : à Savigné et à Ballon, le choix du président ne retint qu'une vingtaine de votants, alors qu'il y en avait une centaine pour l'élection du juge de paix. A Mayet, l'une des deux sections était déjà dissoute quand on élut le président (27).

Faute de procès-verbaux corrects, il est difficile de préciser ce qui se passa aux assemblées primaires. Il semble qu'il y ait eu parfois une sorte de campagne électorale, ainsi à La Ferté-Bernard, ce qui choqua beaucoup les gens, c'est-à-dire les adversaires du candidat heureux (28). Dans l'ensemble, à part quelques présidents royalistes, la plupart des élus furent des républicains modérés.

LES MUNICIPALITÉS URBAINES.

Les communes de plus de 5.000 habitants avaient une administration municipale pour elles seules. Trois villes du département de la Sarthe se trouvaient dans ce cas : Le Mans, La Flèche et Mamers. Cette limitation était rigoureuse, et plusieurs communes, qui avaient des municipalités sous l'Ancien Régime, protestèrent contre leur assimilation aux communes rurales (29).

Les élections des administrateurs, sept pour Le Mans, cinq pour les deux autres villes en raison du nombre de leurs habitants, furent effectuées par des assemblées primaires urbaines.

Les officiers municipaux du Mans furent choisis dans la riche

(27) Procès-verbaux, Arch. dép. Sarthe, L. 198 *bis*. Le nombre des votants de Mayet est indiqué dans un procès-verbal appartenant aux archives de cette commune.

(28) Arch. dép. Sarthe, L. 198 *bis* 2 et L. 158, f° 35.

(29) Par exemple Le Lude (Rég. délib. du Lude). Dans le Maine il y avait, en 1789, des hôtels de ville et municipalités au Mans, à Mamers, Sablé, Château-du-Loir, Beaumont, Bonnétable et La Ferté-Bernard (Bellée, ouvrage cité, p. 79).

bourgeoisie : notaires, hommes de loi, avocats, chirurgiens ou apothicaires. Ils étaient les ennemis naturels des démocrates, et le journal de Bazin les criblera de sarcasmes (30). Plusieurs d'entre eux étaient même favorables aux royalistes, tels Aubert du Pin et Basse qui furent choisis comme électeurs en l'an V (31). Les autres, bien qu'attachés à la Révolution, étaient modérés politiquement et très conservateurs au point de vue social. C'est pourquoi les démocrates jugèrent que la municipalité du Mans était « très mauvaise (32) ».

La municipalité de La Flèche fut formée à peu près dans les mêmes conditions. Elle comprenait des amis des prêtres réfractaires. Ils avaient eu de nombreux démêlés avec les terroristes fléchois, notamment avec le médecin Beaufile, aussi furent-ils rapidement dénoncés. Delarue, élu président, avait déjà été maire de La Flèche à diverses reprises (33).

A Mamers, la formation de la municipalité s'effectua dans des conditions singulières. Les cinq officiers municipaux élus le 14 brumaire refusèrent leur charge, mais l'assemblée primaire prétendit la leur imposer. Dans ces conditions la ville eût été privée de municipalité si l'ancien corps municipal n'avait assuré l'intérim. Cette situation se prolongea deux mois, après quoi les anciens officiers municipaux avertirent le Département qu'ils ne voulaient pas rester plus longtemps en fonctions. Sur ces entrefaites, le représentant Dugué d'Assé intervint. C'était un député de l'Orne, ancien conventionnel; il avait été appelé par les « citoyens les plus recommandables » de Mamers et par Guittier, commissaire cantonal, qui dirigeait un groupe actif de jacobins. Dugué se déclara « invité par le Directoire exécutif à faire et opérer tout ce qui peut tendre au bien et à l'affermissement de la République », mission très générale et qu'il négligea de faire

(30) *Chronique de la Sarthe*, germinal an V, notamment n^{os} 81 et 87.

(31) Aubert du Pin et Basse étaient très appréciés du chanoine Nepveu de La Manouillère, qui était royaliste (*Mémoires*, t. II, p. 328).

(32) *Chronique de la Sarthe*, 8 germinal an V.

(33) Registre des arrêtés, La Flèche, 13 et 15 brumaire an IV. Le chirurgien Boucher, qui était très modéré et très catholique, tenait en haute estime les nouveaux élus (*Mémoires manuscrits*).

connaître à l'administration départementale. Il assista donc à une séance de la municipalité et proposa de choisir cinq officiers municipaux qui entreraient provisoirement en fonctions et dont il demanderait la ratification par le Directoire. Ce qui fut fait. Les élus consentirent à remplir leurs fonctions si trois membres de l'ancienne municipalité leur étaient adjoints « pour les initier ». Bien que cette demande fût étrange, puisque les cinq officiers nommés avaient déjà rempli des fonctions analogues, Dugué d'Assé l'agréa et nomma trois officiers municipaux supplémentaires. Le ministre de l'Intérieur fit ratifier ces mesures par le Directoire (34).

Ainsi, deux des trois villes de la Sarthe, Le Mans et La Flèche, étaient administrées par une municipalité réactionnaire.

LES ASSEMBLÉES COMMUNALES : NOMINATION DES AGENTS ET DES ADJOINTS

« Une foule de procès-verbaux nous manquent, un très petit nombre font mention des non-acceptations ou démissions, des qualités d'éligibilité — écrivaient le 23 pluviôse an IV (12 février 1796) les administrateurs de la Sarthe, — de sorte que nous ne pouvons vous assurer si les fonctionnaires portés sur notre tableau sont tous éligibles ou acceptants (35). » Les assemblées communales ayant été convoquées pour le 15 brumaire (6 novembre 1795) cette incertitude, après plus de trois mois, dépeint crûment la situation.

(34) Cette mission de Dugué d'Assé est l'application de la loi du 25 frimaire an IV. Dugué écrivit au Directoire, le 3 pluviôse an IV : « Si vous vous portez à nommer [ceux que je propose], marquez-le-moi, je vous enverrai d'autres notes pour d'autres endroits. » (Arch. nat. A. F. III 301.) Ce personnage aimait s'imposer; le ministre de la Guerre avait dû calmer son zèle en décembre 1795 (De La Sicotière, *Frotté*, t. I, p. 367). L'administration centrale de la Sarthe se plaignit au ministre de l'Intérieur que Dugué eût annulé l'un de ses arrêtés (Arch. dép. Sarthe, L. 157). Un peu plus tard, à Mortagne, il se permit de suspendre l'exécution des ordres du général Dumesny, ce qui lui valut un rappel à ordre de la part du Directoire (Debidour, *Actes du Directoire*, t. II, pp. 148 et 235).

(35) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 13. — Les procès-verbaux sont aux Archives de la Sarthe, dans les dossiers L. 198 bis, mais ils sont très imparfaits et en petit nombre.

En dépit des convocations les assemblées ne s'étaient pas réunies dans toutes les communes : celles des cantons de Sablé, Parcé et Chantenay n'avaient pas répondu à l'appel. Dans quelques autres cantons, comme celui d'Ecommoy, il n'était venu qu'un nombre infime de votants; à Mulsanne il n'y eut que quatre personnes : le maire, un officier municipal, un officier public et un habitant. Lorsque l'assemblée était plus nombreuse les résultats n'en étaient pas pour autant satisfaisants : à la fin de brumaire il n'y avait que douze municipalités qui eussent donné signe de vie, et aucune n'était complète. Près d'un mois plus tard la situation n'était guère améliorée : l'Administration départementale écrivait au ministre de l'Intérieur :

C'est le cahos [*sic*] : sur cinquante-trois cantons, à peine une vingtaine [de municipalités] sont organisées, installées et en activité; quelques autres ont fait leurs nominations, qui n'ont obtenu que peu d'acceptants, ou pas du tout; le reste ne reconnaît en ce moment aucun magistrat ni aucune organisation (36).

La lettre montrait que la répartition de ces municipalités correspondait à la géographie politique du département : la région orientale, anciens districts de Mainers et de Saint-Calais, était assez bien pourvue; la région centrale, ex-districts du Mans et de Sillé-le-Guillaume, était médiocrement partagée; quant à la région du sud-ouest elle était presque complètement livrée à l'anarchie. Dans les deux anciens districts de La Flèche et de Sablé, seuls les chefs-lieux avaient une municipalité; celle de Sablé n'était composée que d'un président assisté de l'agent et de l'adjoint de la ville. Les registres de délibérations des divers cantons ne signalent, à la fin de frimaire, que trente et une municipalités distribuées selon cette répartition et souvent fort mal organisées. Le désordre ne pouvait se prolonger indéfiniment sans danger; le besoin d'argent surtout, la nécessité de répartir l'emprunt forcé, déterminèrent l'administration centrale à employer tous les moyens pour aboutir.

(36) Arch. dép. Sarthe, L. 157, f^{os} 12 et 61. Voir planche I.

III. RÉPUGNANCE DES POPULATIONS A REMPLIR LES FONCTIONS ADMINISTRATIVES

LE REFUS DES ÉLUS

Les assemblées communales firent apparaître de la façon la plus claire que la grande majorité des citoyens ne voulait pas remplir les fonctions municipales. Presque tous les agents ou les adjoints refusaient leur place dès qu'ils y étaient élus. On vit des assemblées effectuer trois et quatre élections successives sans aucun succès, à Beaufay, à Connerré et au Lude, par exemple (37).

L'administration centrale n'a pas cessé pendant plusieurs mois d'enregistrer de très nombreuses démissions : en frimaire il y en avait plusieurs par jour (38). D'autre part, les registres de délibérations prouvent que dans nombre de cantons où l'on ne trouve trace ni de refus ni de démission, les agents et adjoints s'abstenaient de remplir leurs fonctions.

Une attitude si généralement répandue est remarquable; elle l'est d'autant plus qu'on l'observa non seulement dans la plus grande partie de l'Ouest (39), mais à peu près partout, aussi bien en Champagne ou dans le Loiret (40) que dans la banlieue pari-

(37) Reg. délib. du Lude, 1^{er} frimaire an IV (Arch. du Lude); — Procès-verbal de l'assemblée communale de Connerré, 30 ventôse an IV (Arch. de Montfort-le-Rotrou).

(38) Arch. dép. Sarthe, L. 157. — En frimaire an IV, c'est par groupes qu'on enregistrerait les refus et les démissions : à Bourg-la-Loi, par exemple, les dix agents et adjoints ainsi que le président refusèrent leurs fonctions; à Courgains tous les agents et adjoints refusèrent également; à Chahaignes il en fut de même.

(39) Voir Gauguin, *Histoire de la Mayenne*, t. II, p. 361. Sur 295 communes, 209 ne fournirent pas de procès-verbaux, les trois cinquièmes n'ont pas convoqué d'assemblées. En Maine-et-Loire les municipalités ne commencèrent de fonctionner qu'en nivôse (janvier 1797) ou même en germinal (mars 1797) (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147, 148 et 149). De même en Vendée (Chassin, *les Pacifications de l'Ouest*, t. II, p. 191), en Loire-Inférieure (Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 59, 22 germinal an IV) et en Bretagne (Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 106; — Pommeret, ouvrage cité, p. 345).

(40) G. Bulard, *Monographie de Blaise* (Haute-Marne), p. 217; — C. Bloch, *le Recrutement du Personnel municipal en l'an IV*, Révol. franç., 1904, p. 153; — L. Gauthier, *l'Organisation des Municipalités dans la Vienne*, Révol. franç., 1914, p. 427.

sienne ou dans la Vienne. « Jamais grève d'électeurs et de candidats ne prit de telles proportions (41). »

L'échec tient en partie au système cantonal : les agents refusent un poste qui les obligerait à se rendre fréquemment au chef-lieu de canton, leur ferait perdre en été un temps précieux pour leurs travaux et leur ferait effectuer des déplacements pénibles en hiver et souvent dangereux (42). Cependant les paysans se rendaient aux chefs-lieux pour leurs affaires. Mais dans l'Ouest ils n'osaient le faire à titre d'agents, car les chouans étaient hostiles aux fonctionnaires (43) !

Ces craintes préoccupaient nombre de familles et « les femmes surtout avaient peur et détourne [*sic*] leur mari de se charger d'aucunes fonctions (44) ». On fit parfois escorter les agents et les adjoints par deux gardes nationaux en armes quand ils se rendaient aux séances de la municipalité (45). Il ne faudrait pas généraliser la portée de ces craintes; elles ne s'appliquent pas à tout le département de la Sarthe, encore moins à toute la France.

A vrai dire les fonctions publiques n'attiraient plus personne; elles n'assuraient plus aucune « considération », comme le déploierait l'administration centrale. Il faut bien reconnaître aussi que la tâche qui attendait les élus n'était guère attirante : c'étaient les réquisitions d'hommes et de produits, la taxe exceptionnelle de guerre, bientôt remplacée par l'emprunt forcé. Travaux absorbants et qui occasionneraient toutes sortes de désagréments (46). Les causes de mécontentement étaient fort nombreuses, comme l'étude des événements et de l'esprit public en fournira la preuve, et la France rurale bouda le nouveau régime.

(41) Mathiez, *le Directoire*, p. 63.

(42) Lettre du commissaire du canton de Bouloire, 21 frimaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 246). Un commissaire évalua à cent francs par an les frais de déplacements (L. 234); un agent réclama une diminution de sa cote d'emprunt forcé en raison des dépenses dues à sa fonction (Arch. comm. de Malicorne).

(43) Ainsi d'Escarbouville, chef chouan, menaçait de les fusiller (15 ventôse an IV, Reg. délib. Fresnay). Il en était de même dans la Mayenne (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 355).

(44) Arch. dép. Sarthe, L. 198 bis, 1.

(45) Reg. délib. Tresson, 18 ventôse an IV.

(46) Arch. dép. Sarthe, L. 198 bis, 1.

PROCÉDÉS DE PERSUASION ET DE CONTRAINTE

Pour un gouvernement constitutionnel il est fâcheux d'être obligé, dès les premières mesures, de recourir à la contrainte. Le mot d'ordre fut de recourir à « ce que la persuasion a de plus touchant ». On vit, apôtres de la constitution, des émissaires parcourir les campagnes, s'entretenir avec les habitants pour « leur exposer le préjudice de n'avoir pas d'agent et d'adjoint ». Ils ne firent pas beaucoup de conversions : les habitants de Téloché et de Mulsanne les laissèrent parler sans prendre aucune résolution, ceux de Laigné refusèrent de les recevoir (47). Parfois ce furent les commissaires du Directoire exécutif qui tentèrent de créer la municipalité. Le commissaire de Conlie parcourut ainsi les communes pendant l'été de 1796, rassemblant les habitants et les exhortant. Il en avait l'habitude pour avoir été curé, et il en conserva le goût (48). Il fallait décider les populations à se réunir à nouveau en assemblées communales, comme le ministre le recommanda, le 28 pluviôse an IV (49). Certaines communes s'y prêtèrent volontiers, quelques-unes même l'avaient fait spontanément (50). Ailleurs, les habitants ne répondirent pas à l'appel ; trop souvent la nouvelle assemblée ne put trouver d'agent ou d'adjoint daignant accepter (51).

Le plus gros effort dans ce sens fut effectué après la pacification. On s'appliquait à persuader les populations qu'elles ne couraient plus, désormais, le moindre risque et que la paix serait

(47) Arch. dép. Sarthe, L. 198 *bis*. Faits analogues dans le canton de Parigné (Arch. dép. Sarthe, L. 215) et dans le département de Maine-et-Loire (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 149, vendémiaire an V). La consigne de la persuasion fut donnée aux commissaires d'outre-Loire (Debidour, ouvrage cité, t. I, p. 138).

(48) Arch. dép. Sarthe, L. 209, 2 messidor an IV.

(49) Reg. délib. Château-du-Loir, 25 ventôse an IV.

(50) Ainsi à La Ferté-Bernard. Lettre du 15 frimaire an IV (Liasse de correspondance, Arch. comm. de La Ferté-Bernard).

(51) Les assemblées furent réunies une deuxième fois dans les cantons de Loué, de Savigné, de La Ferté-Bernard, de Château-du-Loir, de Parigné, de Parcé, de Sablé, de Chantenay, de La Suze, de Vallon, de Fresnay, de Bonnétable, du Lude, de Pontvallain, de Montfort. En quelques endroits il y eut jusqu'à trois et quatre tentatives, par exemple à Parigné et à Douillet.

d'autant mieux assurée que le régime constitutionnel serait en vigueur. Pour les convaincre mieux, on utilisa les cantonnements qui s'installèrent dans les chefs-lieux de canton au moment où l'on convoquait les assemblées. Cette méthode donna quelques résultats, mais les choix n'étaient pas toujours ceux qu'on aurait désirés.

Les commissaires cantonaux avaient reçu des instructions pour *faire*, comme l'on dit, les élections : « Vos sentiments personnels nous sont un sûr garant que vous saurez faire usage de tous vos moyens pour engager vos concitoyens à choisir sur ces bases [patriotisme, républicanisme] les individus auxquels ils croiront devoir donner leur confiance (52). » C'est en ces termes que les administrateurs centraux s'étaient adressés aux commissaires des cantons de Chantenay, Parcé, Vallon et La Suze (53). Le commissaire de Vaas sut comprendre ce langage : il se rendit à Aubigné, qui passait pour ingouvernable, et y fit un banquet « civique » ; avec « plusieurs amis patriotes » il convint du choix de l'agent et de l'adjoint. Après quoi il n'y eut pas besoin de réunir d'assemblée : la municipalité de Vaas s'adjoignant elle-même les personnages désignés (54). Les choses ne se passèrent pas toujours aussi aisément, et l'administration passa des sollicitations aux menaces.

La force armée fut parfois employée, mais le fait paraît exceptionnel (55). En quelques autres lieux on essaya de contraindre les démissionnaires qui n'avaient pas « allégué de motifs valables » à remplir leurs fonctions, mais sans succès (56). Ce-

(52) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^{os} 46, 56 et 82 ; — Lettre du général Watrin, 2 floréal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 195) ; — Faits analogues en Vendée (Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 291).

(53) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^o 92.

(54) Reg. délib. Vaas, 20 prairial an IV.

(55) Reg. délib. Ecommoy, 24 ventôse an IV. Le général Watrin enjoignit aux démissionnaires d'exercer leurs fonctions.

(56) Reg. délib. Le Mans, canton rural, 15 frimaire an IV. L'administration centrale de la Mayenne aurait même voulu traduire devant les tribunaux les agents refusants ou démissionnaires. Une circulaire du ministre de la Police interdit ce procédé (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 397). Le commissaire central de la Loire-Inférieure avait le même désir (Arch. dép. Loire-Inférieure, 24 brumaire an IV, L. 59).

pendant la Sarthe ne reçut pas de représentant en mission, alors qu'il y en eut auprès des armées des côtes de Cherbourg, de Brest et de l'Ouest (57), ainsi que « dans les départements d'outre-Loire qui ont pris part à la révolte de la Vendée (58) ».

En raison des circonstances critiques et des besoins d'argent le Directoire s'était fait autoriser, par la loi du 25 frimaire an IV (16 décembre 1795), à compléter les administrations municipales dans les villes de plus de cinq mille habitants par des agents ou adjoints provisoires qui siègeraient jusqu'aux élections de l'an V (59). L'administration centrale accueillit cette nouvelle avec joie : la nouvelle loi, écrivit-elle, « nous offre un secours que nous ne pouvions espérer sans elle (60) », et elle l'utilisa audacieusement. Une circulaire ordonna aux commissaires de canton de menacer les communes des nominations d'office, afin d'obtenir des élections satisfaisantes, et elle leur ordonna aussi de préparer des listes de citoyens « connus par leurs lumières et leur civisme » et susceptibles d'accepter (61). Ainsi une loi destinée uniquement aux villes fut appliquée aux campagnes ! Cette menace suffit à décider quelques communes et quelques agents, par exemple à Sablé, à Vivoin et à Loué. Ailleurs, l'administration envisagea des mesures coercitives. Il y avait des précédents : en septembre 1790 et en septembre 1793, on avait nommé des commissaires chargés d'effectuer les travaux des officiers municipaux défaillants et salariés à leurs frais (62). Le ministre de l'Intérieur, Bénézech, annonça son intention de désigner d'office des

(57) Reg. délib. administration centrale de la Loire-Inférieure, 13 frimaire an IV, L. 59, f° 66, et Lettres de Mathieu, Port-Malo, 30 brumaire an IV (Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 106).

(58) Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 60, f° 48. Arrêté du 14 germinal an IV. Debidour, ouvrage cité, t. II, p. 82. Il s'agit d'une mission « morale et confidentielle » (Voir t. I, p. 837), mais qui aboutit à confier le choix des administrateurs à Dumas et à Letellier, le Directoire procédant aux nominations (t. II, p. 548).

(59) Duvergier, *Lois et Décrets...*, t. IX, p. 19.

(60) Arch. dép. Sarthe, L. 258, f° 13. — Les administrateurs de la Sarthe avaient réclamé les nominations d'office dès le 18 frimaire an IV (L. 157, f° 61). Cette question fut violemment débattue au Conseil des Cinq-Cents.

(61) Circulaire du 9 nivôse an IV (30 décembre 1795) (Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 77).

(62) Gaugain, ouvrage cité, t. I, pp. 169 et 498.

agents et des adjoints qui seraient payés par les agents qui avaient refusé ou résigné leurs fonctions (63).

Les termes mêmes de la lettre indiquaient assez que le ministre voulait se livrer à une sorte d'intimidation et ne désirait nullement multiplier les applications d'une pareille mesure. L'administration centrale rédigea une circulaire comminatoire qui se terminait par la lettre du ministre (64).

Mais depuis sept ans on avait affiché tant de choses, même rédigées en termes véhéments, que l'effet produit fut piteux : un simple adjoint, celui de Clermont, menacé d'être personnellement dénoncé au ministre s'il ne reprenait pas sa démission, opposa la plus paisible inertie, et c'est lui qui eut le dernier mot (65). La menace ministérielle faillit même être exploitée à l'encontre de toute prévision. La municipalité de La Ferté-Bernard, qui n'arrivait pas à trouver d'agent pour le chef-lieu, décida d'allouer cent livres par mois à l'agent de Cherré pour remplir provisoirement ces fonctions. L'administration départementale fit rapporter l'arrêté, mais elle dut, à ce propos, laisser percer la vanité de ses menaces : « Quant au salaire que vous jugez à propos de lui attribuer, *cette disposition n'étant appuyée par aucune loi* ne saurait valoir jusqu'à contredit... Nous ne pouvons sanctionner une mesure extraordinaire (66). » La municipalité de Saint-Cosme proposa mieux encore : on aurait payé cent vingt livres un adjoint qui était lui-même l'élu récalcitrant aux frais de qui le remplacement aurait dû s'effectuer (67) !

En somme, comme l'administration départementale l'avouait

(63) Arch. dép. Sarthe, L. 158, Lettre du 28 pluviôse an IV. — Le département de la Sarthe avait réclamé le paiement d'agents nommés d'office dès le 18 frimaire (L. 157, f° 61).

(64) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 25.

(65) Reg. des arrêtés de La Flèche, 10 germinal an IV. — Des essais analogues dans le département de la Mayenne n'eurent pas plus de succès (Gauguin, ouvrage cité, t. II, p. 445).

(66) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f°s 57, 119 et 120; L. 159, f° 13; — Arch. comm. de La Ferté-Bernard, Liasse de correspondance de l'an IV.

(67) Reg. délib. Saint-Cosme, 15 nivôse an V. Le commissaire central demanda si, « dans les cas d'extrême urgence », on pouvait faire rémunérer les agents par leur commune. La réponse du ministre de l'Intérieur fut négative (Vendémiaire an V, Arch. nat. F 5 Sarthe, 18).

au ministre de l'Intérieur le 8 prairial an VI (27 mai 1798), la menace ne fut « que comminatoire (68) ».

Il y eut cependant des agents et des adjoints nommés d'office par le Directoire exécutif, mais sans indemnité, ainsi à Parigné, à La Suze et à Courgains (69). De si haut que vinssent ces nominations, elles n'étaient pas pour autant immédiatement acceptées. A La Suze par exemple, la municipalité nommée par le Directoire, c'est-à-dire formée de citoyens dont on avait préalablement obtenu l'assentiment, ne fut installée qu'un mois après sa nomination, et elle ne fonctionna que trois mois plus tard!

Les nominations d'office furent le grand remède appliqué dans l'Ouest. La Sarthe n'en donne qu'une faible idée; c'est par fournées que les nominations affluaient dans la Loire-Inférieure : le 15 fructidor, il arrivait à Nantes cinquante et un arrêtés du Directoire; le 27, il s'y en ajoutait huit, etc. De même jusqu'au 1^{er} ventôse an V, où il en parvint encore vingt (70).

Tant d'efforts ne donnèrent que de médiocres résultats, les municipalités se constituaient très lentement, à peine formées elles se dissolvaient par les démissions. Quelle que fût l'incapacité de certains agents « encore était-on réduit à les accabler de sollicitations pour ne pas se démettre (71) ». Puis on appliquait l'article 188 de la Constitution, qui autorisait une administration à remplacer elle-même un membre absent par un membre provisoire. C'était la pierre de Sisyphe, et les administrateurs centraux s'épuisèrent à la remonter.

Un tableau de thermidor an IV montre qu'il n'y avait encore à cette époque que deux municipalités complètes, dix-neuf étaient installées, vingt-six étaient en formation, trois venaient d'être pourvues par nomination, cinq enfin étaient inexistantes (72). En brumaire an V, la tâche n'était pas encore accomplie. Il fallut donc plus d'un an pour aboutir à une organisation passable.

(68) Arch. dép. Sarthe, L. 162, f^o 139.

(69) Arch. comm. de Parigné; — Arch. dép. Sarthe, L. 218.

(70) Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 60 et L. 61.

(71) Lettre de l'administration centrale, 23 pluviôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^o 13).

(72) Arch. dép. Sarthe, L. 205.

Pendant ce temps des tolérances étonnantes furent accordées : les délibérations et les arrêtés émanant de deux ou trois membres étaient considérés comme valables. L'administration centrale déclarait aux commissaires et aux présidents :

Tant qu'il peut rester un membre dans une administration, dans le fort d'un danger, il représente l'administration, et ses actes, faits au nom de la majorité, forment autorité au moins provisoire... Aujourd'hui il faut sauver l'Etat (73).

Elle alla même jusqu'à décider qu'au cas où il n'y aurait pas un seul membre, les affaires urgentes seraient assurées par la municipalité la plus proche (74). On pourrait être surpris de voir ces administrateurs départementaux, dont les opinions étaient modérées et le caractère plutôt effacé, prendre d'aussi vigoureuses initiatives, si l'on ne songeait à la présence du commissaire central Jouennault. Ces mesures étaient tellement audacieuses que le Département voulut se couvrir en consultant le ministre de l'Intérieur. Celui-ci n'approuva pas de pareilles illégalités et il fallut en revenir au recrutement des agents et des adjoints (75).

LES DESTITUTIONS : REFUS DE SERMENT ET REFUS DU DÉCRET DES DEUX-TIERS

Si du moins tant de travaux avaient abouti à placer dans les municipalités des gens capables de traiter les questions administratives ! Mais le Département déplorait que les places fussent « entre des mains ineptes... ou perfides ». Les électeurs firent parfois, si l'on en croit le Département, un calcul désastreux pour la chose publique : ils allèrent jusqu'à nommer d'anciens chefs de chouans, car les habitants des localités les plus menacées s'étaient « persuadés que, pour leur tranquillité, il fallait appe-

(73) Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 83; L. 158, f° 28. Exemples à Loué, Fresnay, Pontvallain et Assé-le-Boisne.

(74) Arch. dép. Sarthe, L. 215, 22 ventôse an IV. Il en fut ainsi à Parigné.

(75) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 45.

ler [aux fonctions publiques] des hommes agréables aux rebelles (76) ». Le général Watrin dénonça cette manœuvre (77).

Il s'ouvrit donc, au sujet des membres de municipalités cantonales, une rubrique nouvelle : celle des destitués; elle fut bientôt fort importante.

Le 10 germinal an IV (30 mars 1796) le Directoire exécutif destituait quatre présidents de municipalités cantonales et dix-sept agents ou adjoints (78). Le même jour une mesure beaucoup plus grave était prise par le Directoire : l'administration centrale tout entière était destituée. L'examen des événements politiques survenus en l'an IV est nécessaire pour en comprendre la raison, comme nous le verrons plus loin; d'ailleurs cette destitution fut rapportée le 6 prairial suivant (25 mai 1796), alors que les administrateurs étaient encore en fonctions à la suite du refus de leurs remplaçants (79).

Tour à tour le président du canton de Bourg-la-Loi, plusieurs agents des cantons de Malicorne, de Chahaignes, de Saint-Calais et de Marolles furent destitués (80).

De pareilles mesures faisaient, dans l'édifice administratif, des brèches d'autant plus graves qu'il était difficile de les réparer : le 10 germinal (30 mars) cinq administrateurs de La Chartre avaient été révoqués; le 22 vendémiaire suivant (13 octobre) ils n'étaient toujours pas remplacés, personne n'ayant voulu accepter leur poste; les administrateurs restants le constataient dans une lettre plutôt aigre, où ils menaçaient le Département de démissionner (81). A Château-du-Loir et à Ecommoy

(76) Lettre du 18 frimaire (Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 61); — Lettre du 23 pluviôse an IV (L. 158, f°s 16 et 21). — Ce calcul fut exceptionnel dans la Sarthe; d'après M. Dubois il aurait été fréquent dans la Manche où les municipalités passèrent de véritables traités avec les chouans (*Révol. française*, t. XLVIII, p. 512 et suivantes).

(77) Lettre du général Watrin au commissaire central de la Sarthe, 19 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 195).

(78) Arch. dép. Sarthe, L. 188; — Debidour, ouvrage cité, t. II, p. 54; — Arch. nat., A. F. III, 358.

(79) Arch. nat. A. F. III, 358; — Arch. dép. Sarthe, L. 178.

(80) Arch. nat. A. F. III, 376, 361, 372, 373 et 374; — Arch. dép. Sarthe, L. 223 et L. 248; — Reg. délib. Ecommoy, L. 247, L. 158, f° 112, et L. 178.

(81) Arch. dép. Sarthe, L. 258.

toute la municipalité avait été destituée; les remplaçants n'acceptant pas, il fallut prier les destitués de continuer leurs fonctions (82)! Dans ces conditions, on comprend que l'administration centrale n'ait pas accueilli toutes les dénonciations (83).

Les motifs de destitution font apparaître deux questions : celle du serment et celle du décret des deux-tiers. On sait que les fonctionnaires étaient astreints à prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie — ou, comme on disait dans un raccourci suggestif, le serment de haine à la royauté. — Nombre d'entre eux s'y refusèrent; certains démissionnèrent même plutôt que d'y consentir; beaucoup d'autres s'abstinrent de paraître aux séances où il devait être prêté, notamment à la fête de la « juste punition du dernier roi des Français (84) ». A coup sûr il y avait parmi eux des royalistes, mais il y avait aussi des gens qui tenaient à leur vie et que la présence des chouans paralysait. Pour ceux-là on trouva des accommodements : ils purent faire leur serment clandestinement. Pour les autres, le commissaire central exigea qu'on en dressât la liste et « qu'une épuration prompte fasse justice de ces hommes... Le soin glorieux de veiller aux intérêts de la République ne doit être confié qu'à ses amis ardents et purs (85) ».

L'affaire du décret des deux-tiers est beaucoup plus curieuse. Certaines assemblées primaires avaient protesté, le 20 fructidor an III, contre les décrets soumis à leur acceptation, par exemple celle de Fresnay. Le commissaire central se fit communiquer les procès-verbaux et requit l'administration centrale d'en pour-

(82) Arch. dép. Sarthe, L. 250, 15 germinal an IV. Première nomination de remplaçants le 23 germinal, deuxième essai le 6 floréal; — Reg. délib. Château-du-Loir; — Reg. délib. Ecommoy, 20 germinal an IV. — A Saint-Gervais, canton de Saint-Calais, et à Malicorne, les habitants avaient rédigé une pétition en faveur des destitués (L. 158, f^{os} 72 et 82).

(83) Dénonciations à Tuffé, à La Flèche et à Sillé-le-Guillaume (Arch. dép. Sarthe, L. 233, L. 178 et L. 215).

(84) Démissions des agents ou adjoints de Conlie (Arch. dép. Sarthe, L. 209), d'Epineu, Ruillé, Chassillé et Saint-Symphorien (L. 211), de Meurcé (L. 234), de Saint-Jean-de-la-Motte (L. 238); — Refus de prestation de serment des agents et adjoints de Parcé (L. 240) et de plusieurs agents et adjoints de Tuffé (L. 160, f^o 61).

(85) Arch. dép. Sarthe, L. 27.

suivre les signataires comme coupables d'avoir pris part à des mesures séditeuses, faute que le décret du 3 brumaire an IV punissait par l'exclusion de toute fonction publique. Cette interprétation de la loi était injustifiable. Un député de la Sarthe, Cornilleau, avait bien proposé, le 3 brumaire, que les citoyens qui avaient voté contre la Constitution fussent exclus des fonctions publiques, mais il n'avait pas parlé du décret des deux-tiers; d'ailleurs son opinion n'avait pas prévalu (86). L'administration centrale, loin d'envisager pareille mesure, avait formellement rassuré ceux qui se croyaient menacés : ainsi le président du canton de Saint-Calais ayant consulté le Département, il lui fut répondu le 15 nivôse an IV (5 janvier 1796) :

Nous ne connaissons aucune loi ni aucune disposition qui vous éloignerait de la place [de président]... Quand votre assemblée primaire a émis son vœu sur les décrets soumis à la sanction, elle a usé de sa liberté de conscience; nul citoyen bien animé ne doit faire un crime de ce que le gouvernement lui-même n'improove pas (87).

Le commissaire central, à peine arrivé, fit prévaloir l'opinion contraire. Dès le 15 germinal il faisait suspendre Souin-Tibergerie, président du canton de Saint-Calais (88); plus tard la mesure était étendue à deux agents, au secrétaire du juge de paix du même canton et au substitut du greffier du tribunal de police correctionnelle. Pour les mêmes raisons, l'administration centrale demanda, le 15 floréal, la destitution de trois fonctionnaires de Fresnay et de l'agent de Noyen (89); puis, quelques jours plus tard, du président du canton de Malicorne et de l'agent de Courcelles (90), du président du canton de Bourg-la-Loi (91), de l'adjoint de Bessé (92), du président du canton de Chahaignes et de l'adjoint de Saint-Pierre-du-Lorouer (93). Sur ce nombre il n'y

(86) *Moniteur*, 12 brumaire an IV.

(87) Reg. délib. Saint-Calais, 15 nivôse an IV.

(88) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 43.

(89) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f°^s 72 et 102.

(90) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 69; L. 160, f° 2.

(91) Arch. dép. Sarthe, L. 178, 20 prairial an IV.

(92) Arch. dép. Sarthe, L. 198 bis, f° 12.

(93) Arch. dép. Sarthe, L. 60.

avait guère que l'agent de Noyen qui eût réellement signé une décision illégale, celle de l'assemblée primaire réclamant la diminution de moitié du nombre des députés et le rétablissement de la religion catholique comme religion d'Etat.

Les arrêtés de suspension n'avaient qu'un effet provisoire; le Directoire devait se prononcer et les ministres furent informés. Leur attitude, en présence de pareilles mesures, mérite d'être signalée. Tantôt ils proposèrent au Directoire de prononcer les destitutions en raison du caractère séditionnaire des assemblées primaires — ainsi procédèrent les ministres de la Police et de l'Intérieur à l'égard de l'assemblée de Chahaignes (94), — tantôt ils motivèrent leur demande en alléguant que les agents suspendus avaient « signé un procès-verbal renfermant des dispositions contraires aux lois des 5 et 13 fructidor (95) ». Mais ils n'osaient pas reproduire le considérant allégué par l'administration centrale : les assemblées primaires « convoquées le 20 fructidor pour procéder à la nomination des électeurs [avaient] — d'après elle — dépassé le but de la convocation en prenant des délibérations entièrement étrangères à l'objet pour lequel elles étaient formées (96) ». Seul le ministre de la Justice, saisi de propositions identiques concernant des fonctionnaires de son département, répondit que la mesure serait illégale :

Avoir signé un arrêté par lequel une assemblée primaire a rejeté les décrets des 5 et 13 fructidor n'est pas avoir pris part à une mesure séditionnaire. Ces décrets étaient présentés, par la Convention nationale, à l'acceptation du peuple, il était libre de les accepter ou de les rejeter (97).

Ce qui n'empêcha pas les citoyens déjà révoqués de demeurer inéligibles à toutes fonctions publiques pendant plusieurs années (98).

(94) Arch. nat. F. I. B. II Sarthe 1, et Arch. dép. Sarthe, L. 189, 6 messidor an IV.

(95) Arch. nat. F. I. B. II Sarthe 1, A. F. III, 373, 374.

(96) Arch. dép. Sarthe, L. 257, 11 floréal an IV.

(97) Arch. dép. Sarthe, L. 188, 23 messidor an IV.

(98) Reg. délib. Saint-Calais, 20 ventôse an VI; — Arch. dép. Sarthe, L. 240. — Il y avait un précédent à toutes ces mesures; en 1793 on avait

Tous ces altermoiements, ces refus et ces destitutions contribuèrent à maintenir le désordre et l'incohérence dans les administrations pendant plus d'un an. Le travail le plus urgent fut d'abord assuré par le gouvernement militaire en raison de l'état de siège; les commandants de place suppléèrent les municipalités défaillantes et s'appliquèrent à faciliter leur création. Plusieurs chefs-lieux de canton furent déplacés pour être mis à l'abri des cantonnements, et c'est ainsi que s'organisa peu à peu l'Ouest du département (99). D'autre part, les anciennes administrations du district avaient été maintenues en fonctions tant que les cantons n'étaient pas organisés. Elles s'acquittèrent à contre-cœur de ce supplément de travail et finirent par menacer de tout abandonner; elles exécutèrent leur menace par démission successive de tous leurs membres (100). D'ailleurs ce palliatif était mauvais, il contribuait à paralyser la formation des nouvelles administrations, car beaucoup de membres des districts avaient été élus à d'autres postes.

En somme l'établissement des municipalités prouve que l'application du régime constitutionnel dans une région non pacifiée était prématurée. Les électeurs ne voulaient pas exercer des fonctions qu'ils estimaient d'ailleurs avoir été mutilées; le gouvernement, pour instaurer le régime, dut en violer les lois et substituer aux élus du peuple des agents nommés par le pouvoir central.

D'autre part les élus appartenaient à des partis modérés, parfois même ils étaient réactionnaires. L'administration centrale

suspendu un certain nombre de fonctionnaires qui avaient voté contre la Constitution de 1793, notamment Perrochel, qui figura plus tard à l'assemblée électorale de l'an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 30).

(99) Transfert des municipalités de Saint-Jean-de-la-Motte à La Fontaine-Saint-Martin, de Lavardin à Domfront, de Rouez à Tennie, d'Epineu à Chas-sillé (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^{os} 47, 59, 65 et 67).

(100) Archives dép. Sarthe, L. 157, f^{os} 21, 46 et 92; — Reg. arrêtés La Flèche, 1794-1797, f^o 41. — Les résistances les plus marquées se firent sentir à Bonnétable (L. 158, f^{os} 5 et 21; L. 222). Cette situation dura parfois jusqu'en thermidor (août 1796) (L. 158, f^{os} 15, 40, 58 et 112).

et la députation (nouveau tiers) étaient formées de « patriotes de 89 ». Les municipalités du Mans et de La Flèche étaient plus modérées encore, avec une minorité favorable aux prêtres réfractaires, sinon à la royauté. Les élus des campagnes n'avaient accepté leur place qu'à leur corps défendant. Toute l'administration et toute la justice étaient ainsi pourvues. On pouvait craindre qu'il ne fût difficile d'appliquer certaines lois.

Dans ces conditions le rôle des commissaires devait être particulièrement important et leur choix méritait tous les soins.

LES COMMISSAIRES DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF

La Constitution de l'an III établissait, auprès de chaque administration et de chaque tribunal, un commissaire nommé par le Directoire exécutif. C'était, dans l'histoire de la Révolution, une remarquable nouveauté. Jusqu'alors on avait toujours fait élire par les assemblées d'électeurs l'agent qui devait siéger auprès des administrations : le procureur général syndic pour le département, les procureurs syndics pour les districts et les communes. On a signalé les défauts de pareille méthode assez souvent pour ne pas insister : elle compromettait l'unité du pays et pouvait priver le pouvoir central d'indispensables moyens d'action en province. Le gouvernement révolutionnaire avait dû renoncer à cette organisation, et les représentants en mission, puis les agents nationaux avaient fait réapparaître partout les représentants du pouvoir central. Un tel précédent n'était guère concluant puisqu'il s'agissait de mesures révolutionnaires que devait ignorer, par définition, le régime constitutionnel.

Les commissaires du Directoire n'étaient pas des administrateurs : l'administration, tant départementale que cantonale, devait rester entre les mains des magistrats élus par le peuple. Les commissaires avaient pour mission d'assurer l'exécution des lois, ils devaient la requérir en toutes circonstances, et leurs réquisitoires figuraient obligatoirement au compte rendu des délibérations des administrations. Aucune séance ne devait être

tenue à leur insu et en dehors de leur présence; aucun arrêté ne pouvait être pris sans que l'on eût sollicité leur avis et ils devaient s'opposer à toute décision illégale. Ils étaient gardiens de la Constitution, des lois et des arrêtés des autorités supérieures. Ils étaient aussi « l'œil du gouvernement », et rien ne devait leur échapper; les bureaux de l'administration leur étaient ouverts ainsi que les archives et tous les dossiers (101).

Les commissaires de canton devaient être en relations suivies avec le commissaire central, relations épistolaires et relations personnelles. Ils pouvaient écrire directement aux ministres. Le compte rendu décadaire formait la partie régulière et détaillée de ces correspondances. Ces relations devaient donner de l'unité à l'action de ces commissaires et lui attribuer prestige et efficacité : on imagine aisément l'importance que prenaient les avis d'un commissaire lorsqu'ils étaient appuyés par une lettre ministérielle. Le commissaire central devait être en correspondance quotidienne avec le ministre de l'Intérieur et ne pouvait s'absenter sans son autorisation (102). Sa compétence ne se limitait pas à l'administration centrale, il était aussi le chef des commissaires cantonaux; il recevait leurs rapports décadaires et contrôlait du même coup les municipalités cantonales. Il était chargé d'inspecter « en personne et à différentes époques de l'année tous les cantons du département (103) ». Les commandants de place et de gendarmerie devaient se rendre chaque jour, à heure fixée, chez le commissaire central pour recevoir ses « réquisitions » et pour lui communiquer leurs renseignements (104). Il pouvait enfin requérir les juges de paix et leur faire ouvrir des instructions.

(101) Constitution de l'an III. Loi du 21 fructidor an III. Instructions pour les commissaires nationaux [sic]. *Moniteur*, t. XXVI, pp. 618, 625 et 635. *Circulaire de l'Administration centrale de la Sarthe*, 19 brumaire an IV. Titre des nominations des commissaires (Arch. nat. F. I. B. II Sarthe, 1). *Circulaire du commissaire central de la Sarthe*, 10 nivôse an IV. *Circulaire de l'Administration centrale de la Sarthe*, 26 nivôse an V.

(102) *Arrêté du Directoire*, 19 pluviôse an IV (Debidour, ouvrage cité, t. I, p. 571). — Mathiez, *les Comptes décadaires... des commissaires du Directoire*. Revue d'histoire moderne et contemporaine. t. IV, p. 157.

(103) *Instructions pour les commissaires nationaux*.

(104) *Arrêté du Directoire*, 20 pluviôse an IV (Debidour, ouvrage cité, t. I, p. 579).

Aussi avait-il droit à un costume prestigieux et à un traitement de mille trois cent trente-trois myriagrammes, soit près de la moitié de l'indemnité des représentants du peuple.

Pour les faire mieux accepter, le Directoire avait déclaré que ses commissaires étaient en somme les représentants de la volonté du peuple, quoique indirectement, et il leur avait donné, dans un ensemble d'instructions d'une faconde toute méridionale (voire même un peu cynique, si l'on songe à l'auteur qui était Barras) la mission de faire régner l'âge d'or :

La confection des grandes routes, l'excavation des canaux de navigation, l'amélioration de l'agriculture, la multiplication des bestiaux de toutes les espèces,... les établissements à créer,... enfin tout ce qui peut ramener la richesse, l'abondance et le bonheur sur cette terre désolée sera l'objet de votre sollicitude et de votre correspondance.

Et Barras, moraliste, entonnait un hymne à la vertu pour la régénération des mœurs publiques, il s'indignait que « l'agiotage, l'infâme agiotage, cette fièvre chaude, cette peste horrible », eût « exilé les mœurs (105) ».

Les commissaires centraux aussi bien que cantonaux, ne pouvaient prétendre à réaliser immédiatement un si séduisant programme. Il leur fallait d'abord assurer l'établissement du régime, et pour y parvenir leurs qualités personnelles, leur intelligence, leur tact et leur énergie feraient plus que toutes les proclamations. Dans ces conditions le choix des commissaires, des premiers commissaires du régime, ceux qui allaient, si l'on peut dire, créer le rôle, avait une importance capitale.

Le choix de ces commissaires appartenait au Directoire, mais celui-ci se trouva fort embarrassé quand il dut trouver un personnel d'environ dix mille commissaires. Cette difficulté avait été prévue, mais non résolue, lors de la discussion de la Constitution (106). Si urgent que fût ce travail, il exigeait quelque délai, et les administrations centrales furent chargées de nommer provisoirement les commissaires dans leur département. Pendant ce

(105) *Instructions pour les commissaires nationaux.*

(106) *Moniteur*, éd. orig., 10 thermidor an III.

temps le directeur La Revellière-Lepeaux se préoccupait des nominations à effectuer dans l'Ouest de la France. Il choisit Jouennault pour commissaire central de la Sarthe (107).

Jouennault s'était jusqu'alors occupé de finances. Il avait été administrateur des subsistances et commissaire liquidateur de la commission de commerce; ses ennemis prétendirent qu'il ne rendit jamais de comptes et qu'il y gagna dix à douze mille livres de rentes (108). On ne disait rien encore de ses opinions politiques, et tout le monde était d'accord pour lui reconnaître « beaucoup d'esprit (109) ». Il fut installé le 7 ventôse (26 février) (110). Son arrivée fut marquée par un redoublement d'activité de l'administration centrale, mais elle détermina bientôt des conflits que l'étude du fonctionnement du régime donnera l'occasion d'étudier.

Il restait à nommer les cinquante-six commissaires cantonaux. Dès le 4 brumaire (26 octobre), la liste en était dressée, et ils devaient entrer immédiatement en fonctions. Tant de rapidité surprend quand on remarque que l'administration centrale, élue le 29 frimaire, s'était installée le 3 brumaire. Il est vrai que trois des administrateurs connaissaient à fond le département. Au même moment le Directoire réclamait avec insistance à la Députation de la Sarthe un tableau de citoyens susceptibles d'être nommés commissaires (111). Le Directoire arrêta une première série de nominations le 28 brumaire, une deuxième le 3 frimaire, et le tout fut expédié par le ministre de l'Intérieur le 11 frimaire (2 décembre) (112). Les postes de commissaires furent acceptés plus volontiers que ceux d'agents ou d'adjoints; il est vrai qu'ils étaient rémunérés. Il y eut cependant vingt et un refus. Les

(107) Arch. dép. Sarthe, L. 115, f° 2. — Le mode de nomination de ce commissaire constitue une exception par le fait que toute la Députation y a participé, tandis qu'ailleurs seuls les anciens conventionnels intervenaient (Mathiez, *le Directoire*, p. 72).

(108) Arch. nat. F. I. B. II Sarthe 3.

(109) Arch. nat. A. F. III, 259.

(110) Arch. dép. Sarthe, L. 115, f° 2.

(111) Arch. dép. Sarthe, L. 193.

(112) Arch. dép. Sarthe, L. 190; — Arch. nat. A. F. III, 322 et 326; F. I. B. II. Sarthe, 2.

postes vacants furent pourvus, toujours par les soins de la Députation qui remit un deuxième tableau de nomination le 20 nivôse (10 janvier 1796) (113). La Députation avait agi avec ensemble, comme à l'ordinaire, bien que quelques représentants eussent ajouté une recommandation personnelle en faveur de certains candidats (114). Les nominations furent arrêtées par le Directoire le 9 ventôse (28 février) en même temps que quelques-unes des nominations précédentes étaient annulées (115). En thermidor il n'y eut plus qu'à pourvoir cinq cantons (116). La Députation avait travaillé d'accord avec le Département, Besnard servant d'intermédiaire entre eux (117).

Les choix avaient porté sur de petits bourgeois, gens de plume et de loi, qui avaient l'habitude des questions administratives et dont la plupart avaient rempli diverses fonctions publiques. On trouvait parmi eux une quinzaine de notaires, une dizaine d'avoués, huissiers et anciens procureurs, six hommes de loi. Il y avait aussi une dizaine de prêtres assermentés, plusieurs exerçant encore le culte, enfin des « consommateurs », propriétaires fortunés. Ce n'est qu'en très faible nombre qu'on nomma des cultivateurs (118).

Le poste de commissaire était peu rétribué et ne rapportait dans la plupart des cantons que la valeur de quatre cents myriagrammes de blé; dans les plus importants ce traitement atteignait six cents et même sept cent cinquante myriagrammes pour les villes de plus de dix mille habitants (119). Des commissaires durent se contenter de trois cents francs par an, alors que les

(113) Arch. nat. A. F. III, 301 et 351.

(114) Arch. nat. A. F. III, 301; — Rég. délib. Conlie, 8 ventôse an IV.

(115) Arch. nat. A. F. III, 351.

(116) Arch. dép. Sarthe, L. 61.

(117) Arch. dép. Sarthe, L. 193. — L'accord entre représentants et administrateurs était beaucoup facilité par le fait que les représentants étaient d'anciens collègues des administrateurs centraux.

(118) Tableau des commissaires (Arch. nat. F. I. B. II Sarthe, 1 et 2). Trois ou quatre cultivateurs y figurent. Triger a noté la présence d'un paysan commissaire d'Assé-le-Boisne (Triger, *la Prise du Mans en 1799*, p. 87). Les commissaires de la Côte-d'Or étaient des gens de loi (Brelot, ouvrage cité, p. 43).

(119) Loi du 21 fructidor an III.

secrétaires en recevaient mille ou mille deux cents. On vit des commissaires préférer rester instituteurs; d'autres devinrent secrétaires de leur municipalité (120). En ce début de régime, la hiérarchie des fonctionnaires était encore incertaine.

Le cumul de la fonction de commissaire avec une autre profession fut donc fréquent, quoique regrettable. Le notaire-commissaire consacrait la majeure partie de son temps à son étude, et le commissaire menageait les clients importants du notaire. Le curé-commissaire entretenait le peuple « dans ses préjugés religieux » qu'il aurait dû combattre en tant que commissaire (121). Leur empreinte cléricale était si forte qu'elle suffit à les déceler. Ainsi devine-t-on quelques-uns d'entre eux à leur style émaillé de citations des livres saints, par exemple Poyrier écrivant : « Si je me glorifie moi-même, ma gloire n'est rien (122)... »

Il fallut cependant se résigner à l'inévitable. Les faibles émolements, les dangers à courir, le manque de sujets capables contraignirent l'administration supérieure à passer sur bien des choses. Non seulement on conserva des commissaires qui cumulaient, mais on en garda de brouillons, de paresseux, d'ivrognes et de malhonnêtes. C'était l'exception; la plupart s'acquittèrent passablement de leur tâche. Peu zélés ou peu intelligents, ils permirent cependant la mise en marche d'un régime qui, s'il avait duré, se serait débarrassé d'eux. Quelques-uns enfin, comme le commissaire de Sablé, Le Maréchal, furent remarquables par leur activité, leur intelligence, leur culture et leur civisme (123). On ne trouve pas, dans la Sarthe, de ces « hommes atroces,... honteusement fameux dans la garde nationale », dont parle La Revellière (124).

Au point de vue politique, les commissaires étaient inégalement partagés. Une douzaine d'entre eux étaient démocrates et

(120) Reg. délib. La Flèche rural. (Arch. dép. Sarthe, L. 218.)

(121) Arch. nat. F. I. B. II Sarthe, 2. — La question des incompatibilités avait été tranchée par la loi du 24 vendémiaire an III, mais on ne put l'appliquer faute de sujets (G. Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 315).

(122) Arch. dép. Sarthe, L. 231.

(123) Arch. dép. Sarthe, L. 243.

(124) La Revellière, *Mémoires*, t. I, p. 357.

recevaient impatiemment des consignes qu'ils jugeaient trop modérées. Quelques autres, incomplètement ralliés au régime, n'étaient guère disposés à poursuivre avec rigueur l'exécution de toutes les lois. La majorité d'entre eux étaient gouvernementaux.

V. CONCLUSION

L'organisation et l'entrée en fonctions des différents services administratifs du régime directorial fut donc lente et pénible. La mauvaise volonté des populations sarthoises se manifesta à tout propos : ratification de la Constitution et du décret des deux-tiers, élections diverses. Sans parler de l'ouest du département — dont l'hostilité déclarée nécessita des opérations militaires —, la situation générale apparaissait telle que le bon fonctionnement des institutions semblait problématique. Le régime en effet reposait sur l'opinion et impliquait la collaboration du gouvernement avec les représentants de la Nation. Or la carence des citoyens avait incité le pouvoir exécutif à des empiètements : les nominations d'office avaient remédié à la grève des électeurs et à celle des élus. Mais ces fonctionnaires nommés ne représentaient plus leurs administrés ; dès l'origine l'équilibre des pouvoirs était rompu. De plus, on pouvait douter du zèle qu'apporteraient ces agents malgré eux. D'autre part, les élus qui avaient normalement accepté partageaient la défiance générale et s'accorderaient sans doute assez mal avec les commissaires du pouvoir central.

Une tâche écrasante attendait ces administrateurs. Ce n'est pas à la fin du Directoire, suivant une tradition trop accréditée, que l'anarchie fut à son comble, mais bien au début, au cours des premiers mois.

Pour faire cesser la chouannerie, assurer les subsistances et conjurer la crise financière, le gouvernement, peu confiant dans les administrations nouvelles, recourut à l'autorité militaire.

CHAPITRE III

La Chouannerie

Pacification de 1796

- I. — **Les Chouans dans la Sarthe** : Situation au début du Directoire. — Aspect religieux de la chouannerie. — Aspect militaire, les levées d'hommes. — Les Chouans et leurs chefs.
 - II. — **La Pacification** : Action sur les populations, mesures de police. — Exemption de réquisitionnaires. — Mesures militaires. — Les rencontres.
 - III. — **La paix** : Bases de la paix. — Mesures de sécurité. — Résultats.
-

I. LES CHOUANS

SITUATION AU DÉBUT DU DIRECTOIRE

Trois volontaires s'en allant rejoindre leur régiment cantonné aux environs de Tours s'arrêtèrent dans une maison de la commune de Coulans pour demander « un coup à boire ». La femme qui les reçut fut généreuse et leur donna à boire et à manger. Cependant l'enfant de la maison était sorti en toute hâte. Presque aussitôt, des hommes en armes firent irruption dans la salle. Avant qu'on eût pu comprendre ce qui se passait, les trois volontaires étaient égorgés. C'étaient les chouans qui étaient venus, avertis par le fils de la fermière (1).

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 293. Ces écrits émanant de chouans authentiques constituent une rareté.

La lettre saisie à la poste et qui raconte ce crime fournit d'autres renseignements aussi précis et véridiques. Elle appartient à une liasse de correspondance adressée à un jeune homme par ses parents, ses camarades et, semble-t-il, sa fiancée. Tous vivaient à Coulans, canton de Vallon, et tous participaient à la chouannerie ou l'appuyaient d'une sympathie agissante. Très simplement, un camarade racontait que « cette nuit il a encore été tué un homme dans les bois de Mons ». Comme justification il ajoutait : « C'était un camarade du citoyen Bazin. » Parfois c'étaient les chouans qui subissaient les revers de la fortune; du même style rude et bref, les correspondants racontaient ces malheurs : « Guitton est mort, a perdu son sang par une cuisse cassée. » Il arrivait cependant que l'émotion s'exprimât lorsque les circonstances rendaient les pertes plus affligeantes :

Mon cher ami, je vas t'apprendre une triste nouvelle! Je te dirai que, hier, les gas Pierre Le Meunier et Michel Poirier et le gas François Lemeunier, des Charrières, tous les trois étant en la Devaisière, sans arme ni ordonnance rebelle, on leur a dit que des volontaires étaient dans le bourg. Ils sont partis pour aller du côté du château. Tous les trois étant tranquillement dans les champs Guinete, à Julien Launay, ont aperçu les volontaires qui venaient du côté du château. Comme trois imprudents se sont mis à courir, et les volontaires ont tiré après eux en les poursuivant. Si bien qu'ils ont tué le gas Pierre Le Meunier et Michel Poirier... Cela m'a fait bien de la peine... C'étaient des chouans honnêtes.

Tels étaient les événements habituels dans les contrées chouannées. Il s'y ajoutait les vols à main armée, les descentes nocturnes de chouans chez les *patauts* ou patriotes, notamment chez les acquéreurs de biens nationaux, les exécutions sommaires de prêtres assermentés, les viols. Ce qui se rapprochait le plus de vraies opérations de guerre, c'étaient les surprises et embuscades aux dépens des escortes accompagnant une diligence, un convoi de ravitaillement ou un transport de fonds appartenant à la République. C'étaient les attaques brusquées de patrouilles de colonne mobile, ou de soldats.

Depuis plus de trente mois tous ces maux sévissaient. C'est le 20 novembre 1793 qu'on avait annoncé pour la première fois les exploits des brigands de la horde des *chouins* (2) ». Depuis cette date les troubles n'avaient fait que s'aggraver pour dégénérer en guerre civile. La pacification de l'an III avait échoué; il appartenait au Directoire de faire la paix.

Nous avons noté que les chouans tenaient l'ouest du département (3). Nulle part cependant ils n'occupaient le pays sans conteste, leur action était éparse et discontinue, leur pouvoir ne s'exerçait sans résistance que dans quelques paroisses, et, lorsqu'on écrivait qu'ils « gouvernaient » quelques communes, cela ne signifiait point qu'ils y eussent établi des autorités constituées (4). Leur influence insaisissable n'en était pas moins réelle et fort gênante. Elle avait empêché la tenue de nombreuses assemblées primaires et communales, elle paralysait certaines municipalités cantonales, elle s'opposait à l'application de la plupart des lois, elle aggravait la disette des villes et des bourgs en suspendant le transport des grains et tout ravitaillement. La chouannerie était le cauchemar de tous les administrateurs, elle leur inspirait des craintes personnelles, bafouait leur autorité, faisait échouer la plupart de leurs desseins et les réduisait à ne plus pouvoir rien projeter avant que la pacification eût été réalisée. Ainsi les administrateurs départementaux, à la fin de la Convention, déclaraient que la situation si mauvaise de la Sarthe provenait principalement de la chouannerie, et que rien ne devait être épargné pour y remédier (5).

A peine installée, la nouvelle administration s'y employa. Elle dépêcha F.-Y. Besnard à Paris, comme envoyé extraordinaire, et harcela la Députation, les ministres et le Directoire exécutif (6).

(2) Arch. dép. Sarthe, L. 262.

(3) Voir chap. I, § 1.

(4) Lettre de Watrin, 17 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 195). Ailleurs cette administration royaliste fut peut-être établie : Lettre de l'administration centrale de Maine-et-Loire au ministre de l'Intérieur, 12 pluviôse an IV (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 156).

(5) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 17.

(6) Arch. nat. A. F. III, 358.

Ces préoccupations et ces efforts étaient communs aux divers départements de l'Ouest, dont les administrateurs, à peu près au même moment, s'exprimaient en termes presque identiques. Du Maine-et-Loire aux Côtes-du-Nord, les fonctionnaires du nouveau régime rêvaient d'assurer « l'aisance et le bonheur » en faisant cesser la chouannerie (7). Leurs députés se concertaient pour imposer la paix (8).

Les vues des administrateurs de la Sarthe étaient un peu simplistes. Ils affirmaient que la pacification n'était qu'une question d'effectifs et réclamaient « trois mille hommes au moins (9) ». Cette conviction surprend de la part d'hommes qui connaissaient le pays et les méthodes des chouans.

La chouannerie était une coalition d'intérêts et de convictions lésés ou froissés par le nouvel ordre des choses. Vouloir l'expliquer par une seule cause la rend inintelligible et ne permet pas d'en comprendre la persistance. Les chouans se composaient de combattants, jeunes gens pour la plupart, que l'on pouvait essayer de battre ou de désarmer, mais ils ne subsistaient que grâce à une complicité universelle qu'il était indispensable de faire cesser. On peut dire de la chouannerie ce que disaient Gallieni et Lyautey du brigandage au Tonkin : qu'elle ne persistait que grâce à « un terrain favorable (10) ».

ASPECT RELIGIEUX DE LA CHOUANNERIE

Les problèmes essentiels étaient la question religieuse et la question du recrutement.

Les attaches entre les catholiques et les insurgés étaient si nombreuses et si fortes qu'ils étaient communément confondus sous le même nom de chouans; aussi bien de la part de leurs

(7) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147-149; — Pommeret, ouvrage cité, p. 342.

(8) Arch. dép. Sarthe, L. 193.

(9) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 17.

(10) Lyautey. Note pour le gouverneur du Tonkin : « Il ne faut pas perdre de vue que le pirate est une plante qui ne pousse qu'en certains terrains et que la méthode la plus sûre est de lui rendre le terrain réfractaire. »

adversaires (comme l'habitude en a subsisté jusqu'à nos jours dans les polémiques politiques locales) que de la part des chouans eux-mêmes (11). Ceux-ci prétendaient combattre en faveur de la religion. Ils favorisèrent partout la réouverture des églises et ils rétablirent les calvaires, en même temps qu'ils abattaient les arbres de la liberté et les autels de la patrie. Les parents de Servin, à qui étaient adressées les lettres citées au début de ce chapitre, ne manquaient pas d'exhorter leur fils à la piété. Les nobles qui obtinrent des commandements chez les chouans avaient d'autant plus de prestige et d'influence qu'ils étaient plus pieux; et l'on prétend que plusieurs feignirent une dévotion bien éloignée de leurs sentiments. Les patriotes assuraient que sans la religion la chouannerie n'aurait jamais pu se soutenir et que le dévouement au roi n'eût décidé qu'une infime partie de ceux qui combattaient pour la « superstition (12) ». Si l'on songe que les habitants de l'ouest du département avaient une foi beaucoup plus ardente que ceux de l'est, on comprend pourquoi la chouannerie les a beaucoup plus tôt et beaucoup plus complètement entraînés, toutes les autres circonstances étant à peu près identiques.

Dans ces conditions, les prêtres réfractaires furent particulièrement incriminés, la plupart des fonctionnaires politiques de l'époque les tinrent pour responsables de l'éclosion de la chouannerie (13). Il y a sans doute un peu de littérature dans la description que fit un jour un commissaire cantonal rédigeant un rapport sur les chouans :

Il y a des prêtres avec eux qui ont des chapelets dont les paternôtres sont grosses comme des biscayens; ils portent des chapelets autour d'eux, ils exhortent leurs soldats à la rébellion, et à mourir pour Dieu et pour leur Roi... Ils couchent actuellement dans les champs

(11) Arch. dép. Sarthe, L. 234.

(12) Arch. nat., F 7 6229; — *Mémoires de Rochecot*, p. 66; — De La Sicoitière, ouvrage cité, t. I, p. 140; — Pommeret, ouvrage cité, pp. 199 et 273.

(13) On a prouvé que cette allégation n'était pas fondée : M. Giraud, *Levées d'hommes et acheteurs de biens nationaux dans la Sarthe, en 1793*. Le Mans, 1920, 160 p.

ou dans les bois, font leur prière en commun à haute voix. Elles sont suivies d'exhortations, de baisers et d'absolutions (14).

Mais la présence de prêtres réfractaires parmi les chouans n'est pas plus contestable que les assassinats de prêtres assermentés (15).

Certains réfractaires se sont élevés publiquement contre cette alliance compromettante. L'un d'eux dénonça ces « hommes ambitieux et turbulents... [qui] promettent au nom du Dieu de paix la palme du martyre à quiconque servirait à rétablir le trône et l'autel ». Il s'indignait qu'à « ce brigandage on osât donner le nom de guerre sainte (16) ». Le chef du diocèse, le vicaire général Paillé, réprouvait la chouannerie, et il ne craignit pas de publier que « le vrai chrétien sait bien donner sa vie pour sa foi, mais il ne sait pas donner la mort à ceux qui la persécutent (17) ».

Malgré ces réprobations, la collusion entre chouans et prêtres réfractaires subsista jusqu'à la fin de la période directoriale, et c'est même l'une des raisons qui rendirent les chouans assez sympathiques à la population. Si l'on voulait réaliser une pacification digne de ce nom il fallait donc résoudre la question religieuse.

ASPECT MILITAIRE DE LA CHOUANNERIE : LES RÉQUISITIONNAIRES

Il faut mettre en principe une vérité : ceux des jeunes gens de première réquisition qui se sont jetés dans le parti des chouans y ont plutôt été entraînés par la nécessité que par le fanatisme et l'esprit de parti. Par la nécessité parce que tenant fortement par le cœur à leurs Pénates, au lieu de leur naissance, ils n'ont vu d'autres moyens de s'y maintenir... Naturellement ennemis du tumulte des armes, ils

(14) Arch. dép. Sarthe, L. 216. Voir dans le même sens L. 242 et 283.

(15) En quelques jours, au cours du mois de mars 1796, les chouans assassinèrent quatre prêtres dans la région de La Chartre (Arch. dép. Sarthe, L. 247, 251 et 258).

(16) Liger, *Avis aux Fidèles...*

(17) Paillé, *Justification...*, p. 13. — Dans le département des Côtes-du-Nord les dispositions étaient les mêmes (Voir R. Couffon et H. Pommeret : *le Directoire vu de Saint-Servan...*).

sont restés tranquilles toutes les fois qu'ils n'ont pas trouvé dans l'autorité légale des agents trop prononcés contre leur existence (18).

Cette explication, fournie au Directoire par le chef de bureau de police administrative et civile de la Sarthe, correspond à l'individualisme des populations de l'Ouest et est confirmée par les contemporains (19). Les premières bandes armées se formèrent dans la Sarthe, lors de la levée des trois cent mille hommes (20), parce que les réquisitionnaires refusèrent de partir. Après la pacification de l'an III on voulut à nouveau les lever. C'est alors que la lettre citée fut écrite. Le Département, appuyé par le général Aubert-Dubayet, autorisa les jeunes gens à rester chez eux. Le Comité de Salut public approuva cette décision (21). Mais l'arrêté du 21 brumaire an IV (12 novembre 1795), en ordonnant le départ de tous les exemptés, renouvela l'inquiétude (22). Perrine, la promise de Servin, lui écrivait le 10 décembre :

Je suis bien en peine si les jeunes gens ne seront point obligés de partir. On dit cela dans le pays (23).

Le substitut du commissaire central fit savoir aux directeurs que la situation du département rendait « impraticable et impolitique l'exécution de ces lois (24) ». Les municipalités manifestèrent les mêmes inquiétudes et signalèrent que les jeunes gens menaçaient de passer aux chouans plutôt que de partir aux armées (25). Le ministre de la Guerre ne se hâta pas de répondre, il semble avoir hésité. Le Département, fort en peine, pressa Besnard de faire à Paris des démarches urgentes pour avoir de nouveaux ordres. Au même moment l'arrêté du 28 janvier 1796

(18) Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 20.

(19) Boucher, *Mémoire manuscrit sur les Vendéens*.

(20) Voir Giraud, *Levées d'hommes...*, p. 13.

(21) Arch. nat. A. F. III, 358; — Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 20. — Mêmes faits en Normandie (De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 273).

(22) Reg. délib. Château-du-Loir, 15 frimaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 20).

(23) Arch. dép. Sarthe, L. 293.

(24) Arch. dép. Sarthe, L. 157, f° 20.

(25) Lettre du commissaire de La Chartre, 9 nivôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 249).

(8 pluviôse an IV), qui renouvelait l'ordre de faire partir sans délai tous les réquisitionnaires, aggrava la situation : les municipalités cantonales durent dresser un tableau de tous les militaires de leur circonscription. Leur résistance fut énergique et générale. Ainsi le commissaire cantonal de Château-du-Loir ayant requis sa municipalité d'appliquer la loi, celle-ci arrêta qu'il n'y avait pas lieu de délibérer (26). Les agents de la municipalité de Saint-Paterne répondirent à leur commissaire qu'ils démissionneraient plutôt que d'obéir (27). Dans quelques localités les listes furent établies, par exemple dans le canton rural du Mans; la liste fut communiquée à la gendarmerie, mais les choses en restèrent là. Si quelques réquisitionnaires prirent des feuilles de route, aucun ne partit (28).

L'émoi avait été assez vif pour que des ordres complémentaires eussent été demandés immédiatement à Paris. Besnard s'en fut, le 2 février, auprès du ministre de la Guerre qui le renvoya au général Hoche. Il se rendit ensuite chez son ami La Revellière et le pria d'autoriser les réquisitionnaires à se grouper en compagnies franches qui ne quitteraient pas leur territoire d'origine. La Revellière ne dissimula pas que ce projet souffrirait « de grandes difficultés », mais il promit de l'appuyer auprès de ses collègues (29). En attendant l'alarme était jetée, la chouannerie en reçut une nouvelle impulsion.

Religion et levée d'hommes, ce sont là les causes principales de la chouannerie. L'examen des troupes et des chefs chouans montrera d'autres aspects de ce mouvement. Mais qui restèrent secondaires : ainsi le goût du pillage et de la vie d'aventures, le désir de se venger des violences commises par les troupes républicaines chargées de la répression. La crise économique et les misères qui l'accompagnèrent augmentèrent le nombre des malheureux, des mécontents, et en conséquence des insurgés. Les

(26) Arch. dép. Sarthe, L. 250.

(27) Arch. dép. Sarthe, L. 232.

(28) Dossiers Ledru, Hist. Sarthe, an VI.

(29) Lettre de Besnard, 15 pluviôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 193).

réquisitions de bétail, de fourrage et de grains, la multiplication des assignats dressèrent les cultivateurs contre le gouvernement et ses représentants et les disposèrent à soutenir les chouans.

La propagande politique royaliste s'efforça d'employer la chouannerie à ses fins, mais le mouvement n'était pas essentiellement royaliste, sauf chez les chefs.

LES CHOUANS ET LEURS CHEFS

Les réquisitionnaires restés au pays formaient le gros des effectifs chouans, mais leurs talents guerriers étaient faibles. Ce sont « des paysans sans moyens et sans connaissances » écrira Watrin (30). Leur plus grand avantage était l'habitude du pays et des gens. Les déserteurs qui les accompagnaient étaient plus redoutables. La plupart étaient munis de leurs armes, les « fusils de calibre », et de leurs munitions; ils avaient une certaine instruction militaire, et la compagnie de déserteurs formée dans le Nord de la Sarthe fut considérée par le général Watrin comme l'« élite » des troupes de chouans (31).

A ces troupes en quelque sorte régulières s'ajoutaient d'autres éléments. Paysans jaloux d'assouvir leurs haines personnelles, notamment contre les acquéreurs de biens nationaux ou contre certains fonctionnaires; voleurs, bandits de grands chemins qui s'intitulaient chouans pour la circonstance. Ceux-là ne faisaient que des expéditions nocturnes et rentraient chez eux avant le jour, pour conserver les apparences d'une existence normale. Les malheureux et les aigris se joignaient à ces bandes et leur donnaient parfois le caractère de révoltes contre l'ordre social. Certains ne cachaient pas qu'ils ne voulaient « ni religion, ni roi, mais la destruction de tous les propriétaires qui ont joui assez longtemps (32) ».

(30) Du Châtelier, ouvrage cité, p. 89.

(31) Du Châtelier, ouvrage cité, p. 88. — Rochecot prit cinquante déserteurs dans sa garde du corps (*Mémoires*, p. 81). Scépeaux avait aussi avec lui une compagnie de déserteurs (D'Andigné, *Mémoires*, t. I, p. 305).

(32) Lettre du général Watrin au général Dumesny. Watrin affirmait que c'étaient des hommes « soudoyés par la conspiration des Egaux » (Du Châtelier, ouvrage cité, p. 73).

Au moment des opérations plus importantes, les chouans s'adjoignaient des jeunes gens qu'ils entraînaient de gré ou de force, par les enlèvements ou l'appât de la prime ou de la solde. Leurs procédés rappellent ceux des recruteurs d'Ancien Régime.

C'est ainsi que François Chevreuil, dit Langevin, accosta un jeune homme de dix-huit ans dans la salle du secrétariat de Sablé. Il lui déclara qu'il était « un beau gas » et lui offrit deux cents francs d'engagement et six livres par jour, plus le butin et « le plus beau et meilleur fusil de la compagnie » avec une « bonne paire de souliers ». Pour dissiper les dernières hésitations, il ajouta que la compagnie de Cossé, à laquelle il appartenait, « n'avait rien à faire que de se bien divertir ». Il régala ensuite de vin et de gâteau la future recrue, assurant que les chouans mangeaient habituellement du poulet rôti et s'habillaient confortablement aux dépens des « patauds » (33).

Il est facile d'imaginer ce que valaient des hommes achetés dans de telles conditions. Ils méritèrent ce jugement sévère de Watrin :

Quels plats gueux et quels brigands que sont la plupart de ces chouans ! Il n'y a, parmi eux, personne de caractère.

Les chouans étaient donc réunis en bandes paroissiales comme celles de Cossé et celles plus actives d'Auvers-le-Hamon ou de Précigné (34). Chacune de ces compagnies était commandée par un capitaine et appartenait à une division ; celles-ci constituaient les armées. Cette organisation ordonnée et satisfaisante sur le papier correspondait fort mal au goût et aux habitudes des chouans. Elle exprime une conception de la chouannerie postérieure à ses origines et presque en contradiction avec elles : la conception des émigrés (35).

Les chefs chouans ne furent d'abord que des chefs de bandes. Le titre même de capitaine leur convient assez mal. C'étaient les

(33) Arch. dép. Sarthe, L. 195.

(34) Savary, *Guerres de Vendée*, t. V, p. 419.

(35) Bourmont parla, à diverses reprises, de l'essai de régularisation des bandes de chouans qui fut alors tenté (Note du 3 décembre 1798, Arch. Bourmont, IV, 1).

hommes les plus qualifiés par leur audace, leur force ou leur ruse pour prendre la tête des chouans d'une même paroisse. Les uns étaient poussés par leurs croyances, tels Saint-Paul, de son vrai nom Louis Courtilliers, domestique de ferme, qui conquit par son sang-froid et son courage la première place dans la compagnie de la Charnie, et Chevreul, dit Armand, capitaine de la compagnie de Auvers-le-Hamon, qui était aussi un paysan, un closier (36). Certains ne faisaient de la guerre « qu'un métier lucratif », ainsi Hulot, « ennemi de la discipline (37) », et Plessis, dit Potiron (38), ou encore les deux frères Houdu, surnommés Malcommode et Placenette, qui faisaient preuve l'un et l'autre de la même férocité (39). Comme le disait brutalement Bourmont, les chefs subalternes des chouans étaient de « vrais flibustiers (40) ».

On trouvait aussi parmi eux quelques Vendéens restés dans le Maine après l'écrasement de la grande armée. L'un d'eux se fit une réputation sous le nom de Tranquille ou, comme on dit plus tard, du général Tranquille. Il était très brave et très habile dans la guerre de surprise, mais incapable de combiner une entreprise de quelque envergure (41). Il paraît bien avoir été poussé à la lutte par ses opinions royalistes, ce qui était exceptionnel parmi les chefs subalternes; tandis que c'était la règle chez les nobles et les émigrés qui constituèrent, à partir de 1795, les cadres supérieurs.

Le chef de la chouannerie mancelle, au début du Directoire, était le comte de Rochecot.

C'était un Tourangeau rentré d'émigration au printemps de 1795. Il avait alors vingt-six ans. Actif, intelligent, il coor-

(36) Abbé Paulouin, *la Chouannerie du Maine*, t. I, p. 53 et suivantes; t. II, p. 212; t. III, p. 248. — Rochecot, ouvrage cité, p. 93, déclare que Saint-Paul était « exalté et même fanatique, mais d'une rare bravoure ». — Reg. délib. Sablé, 15 frimaire an VII.

(37) Rochecot, *Mémoires*, p. 80.

(38) Arch. nat. F 7 6229.

(39) Reg. délib. Sablé, 15 frimaire an VII.

(40) Rochecot, *Mémoires*, p. 69.

(41) Arch. nat. F 7 6229; — Du Chêne et La Perraudière, *le Général Tranquille*. Angers, 1907, in-8°, 105 p.

donna les efforts des chouans dans la Sarthe. Il sut nouer des relations dans les principaux centres : au Mans, à Sillé-le-Guillaume, à Sablé, à La Flèche. Il obtint le commandement de ces districts et installa son quartier général aux environs du Mans, au château de Rouillon. Les chouans l'accueillirent bien, grâce à sa générosité et à son entrain (42).

Parmi les autres nobles qui commandaient dans le Maine, Guillot La Poterie, dit *Arthur*, Charles de Tilly, dit *d'Escarbouville*, et le chevalier de Tercier, dit *Adolphe*, donnent une idée des meilleurs éléments.

Tous trois avaient servi sous l'Ancien Régime. Guillot La Poterie commandait la région de Château-du-Loir, où était son château. Marié, père de famille, âgé de vingt-huit ans en 1795, il était pondéré et exerçait dans sa région une profonde influence. Sa conduite fut toujours désintéressée et réfléchie. Il eut les troupes les plus disciplinées, et certains l'ont jugé « le meilleur chef de légion de l'armée (43) ». Tilly, depuis son retour d'émigration, commandait les bandes des environs de son château de La Maulnière, dans l'Ouest de la Sarthe. Sa valeur est suffisamment attestée par une lettre du général républicain Watrin déclarant qu'il n'avait jamais vu en Vendée d'officier d'un pareil mérite (44). Quant à Tercier, il fait figure d'étranger. Natif de Philippeville, il n'était venu dans l'Ouest qu'accidentellement et ne réussit pas dans cette guerre si spéciale. Son idéal était la guerre méthodique et ouverte comme il l'avait pratiquée avec des soldats de métier (45).

Il y avait aussi beaucoup de chefs émigrés, hautains et impécunieux, viveurs et frivoles, peu disciplinés et détestés, comme ce du Kéron, lâche et besogneux, que Bourmont dut destituer (46).

(42) Rochecot, *Mémoires*; — Paulouin, ouvrage cité, t. III, p. 167.

(43) Arch. nat. F 7 6229; — Rochecot, *Mémoires*, p. 100; — Paulouin, ouvrage cité, t. III, p. 48; — De La Sicotière, *Frotté*, t. II, p. 718; — D'Andigné, *Mémoires*, t. II, p. 209.

(44) Paulouin, t. III, p. 188; — Du Châtellier, ouvrage cité, p. 38; — Arch. nat. F 7 6229.

(45) Tercier, *Mémoires*.

(46) Arch. nat. F 7 6229.

Comme dans la plupart des pays de l'Ouest, ces nobles furent assez mal accueillis par les chouans et leurs chefs. Rochecot lui-même rencontra parfois certaines résistances. Bourmont l'en avait averti :

Les chefs des chouans, soit qu'ils veuillent conserver l'administration des propriétés dont ils perçoivent les revenus, soit qu'ils craignent de se voir remplacer de leur commandement, ne voient qu'avec peine arriver d'Angleterre et d'Allemagne les officiers qui ont l'intention de servir parmi eux (47).

Tels étaient les ennemis que Watrin trouvait devant lui. Leur nombre est impossible à préciser. D'après Frotté, il aurait dépassé quatre mille hommes « de la Loire à Laval » en février 1795, et aurait approché quinze mille hommes en mai 1796 (48). Mais Rochecot était parfois suivi de trois cents hommes pour toute troupe. D'Andigné évalue à six ou sept mille les chouans répartis d'Angers à Nantes en 1796 (49). Le général Watrin signale tantôt des bandes de deux mille émigrés, tantôt des groupes de cent cinquante à sept cents (50). La répartition de ces troupes n'est pas mieux connue. Le général Watrin avait écrit, le 20 avril 1795, que dans le département de la Sarthe les chouans montaient « une cavalerie des plus importantes (51) ». Plus tard, il ne s'agissait plus que de cinquante cavaliers sur deux mille rebelles (52) !

La grande force des chouans ne dépendait pas surtout de leur nombre, elle tenait à l'appui presque universel que leur accordaient les populations, au point qu'on pourrait définir cette guerre : la lutte des campagnes contre les villes.

Les administrateurs du département notaient le frémissement des populations : « le peuple est sourdement agité ». Ils en énuméraient les causes — causes économiques, politiques, religieuses

(47) Rochecot, *Mémoires*, p. 69; — Remarque analogue dans une lettre d'émigré du 10 avril 1796 (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 462).

(48) De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 79.

(49) Rochecot, *Mémoires*, p. 108; — D'Andigné, *Mémoires*, t. I, p. 304.

(50) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 65.

(51) Chassin, ouvrage cité, t. I, p. 294.

(52) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 65.

— et concluaient en souhaitant un « gouvernement stable, sévère et juste (53) ». Seul ce gouvernement pourrait briser la conjuration universelle en faisant disparaître les motifs légitimes de mécontentement. Seul il réduirait les rebelles à quelques éléments — têtes chaudes, royalistes militants, bandits de droit commun, — dont le sort ne toucherait guère le reste de la population et qu'il serait facile d'écraser. En attendant, la tâche de Hoche et de Watrin restait lourde.

II. LA PACIFICATION

ACTION SUR LES POPULATIONS. LES MESURES DE POLICE

« Je n'ambitionne point tant le renom du vainqueur que le rôle de pacificateur (54). » Cette déclaration de Hoche définit exactement sa politique pendant l'hiver et le printemps de 1796.

L'autorité militaire eut pleine liberté d'action, grâce à la mise en état de siège de toutes les grandes communes des départements insurgés. Les pouvoirs et les directives furent transmis aux différents subordonnés de Hoche, notamment au général qui commandait dans la Sarthe, de sorte que les jacobins parlèrent avec aigreur du « petit proconsulat du général Watrin (55) ».

Celui-ci, quoique tout jeune (il avait à peine vingt-quatre ans), connaissait déjà les méthodes de Hoche et les guerres de l'Ouest pour avoir combattu trois mois en Vendée. Ses supérieurs et ses ennemis l'appréciaient également (56). Il comprit rapidement la situation et se rendit compte que la stratégie ne lui suffirait pas : « Je parcours, comme vous le voyez, écrivait-il au commissaire central de la Sarthe, une carrière politique (57). »

(53) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 17.

(54) Gabory, *la Révolution et la Vendée*, t. III, p. 152.

(55) *Chronique de la Sarthe*, 16 messidor an V.

(56) Lettre de Hoche au Directoire (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 326);

— Lettre de Rochecot à Frotté (De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 435).

(57) Arch. dép. Sarthe, L. 195.

(58) Dossier Ledru, *Guerre civile*, 2.

Arrivé le 4 février 1796, il s'empessa d'appliquer à la Sarthe les mesures générales arrêtées par Hoche. Une proclamation du 10 février (21 pluviôse) annonça ses intentions : seuls les chefs seraient exterminés, tous les autres étaient assurés d'un « pardon généreux » moyennant la reddition des armes, le paiement des impôts et la soumission aux lois : « Alors vous cultiverez paisiblement vos terres, vous adorerez tranquillement Dieu (58). »

La tâche fut lourde et hérissée de difficultés. Le général Watrin voulut d'abord organiser des détachements qui patrouilleraient en permanence; cela ressuscita une vieille querelle : savoir s'il valait mieux disposer les troupes en cantonnements très nombreux, destinés à protéger les principales localités, ou s'il était préférable de les grouper en puissantes colonnes capables d'écraser les troupes de chouans qu'elles rencontreraient. La première solution avait la préférence des habitants et des autorités administratives. Mais ces postes ne résistaient pas à la moindre attaque. En outre, si le cantonnement sortait, il avait toutes chances d'être assailli par un ennemi supérieur en nombre et qui l'écraserait. S'il ne sortait pas, l'oisiveté, les distractions, les habitudes engendrées par un séjour un peu prolongé, lui enlevaient toutes ses qualités militaires, comme on l'observait à Sablé par exemple (59).

Depuis longtemps on le savait. Dès le 11 août 1794 Carnot avait condamné cet émiettement (60). Avait-on essayé de supprimer ces cantonnements? Aussitôt tumulte et dénonciations (61). Les cantonnements avaient donc subsisté et les désordres aussi.

(59) Les soldats du cantonnement de Sablé étaient profondément divisés et il en résultait de « graves désordres ». Cela venait de « quelques femmes qui [avaient] obtenu sur quelques militaires un fatal ascendant » (Reg. délib. Sablé, 4 prairial an IV).

(60) Voir de La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 209.

(61) Dubois-Dubais avait écrit au Comité de Salut public : « Hoche a donné l'ordre le plus ridicule pour arrêter les chouans : faire des promenades [*sic*] de grands chemins sur une étendue de vingt-cinq lieues de long, sur une circonférence de soixante... Combien de malheureuses communes vont être livrées aux chouans, si l'on fait partir les troupes qui les arrêtent ! » (22 février 1795. De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 225.)

La résistance aux ordres de Watrin fut énergique et obstinée. La conduite de la municipalité du Grand-Lucé, canton très républicain, en donnera une idée.

Le 16 janvier 1796 (21 nivôse an IV) la municipalité avait demandé un cantonnement en raison des bandes de chouans qui circulaient aux environs. Le général Gillot, qui commandait alors, avait envoyé seize hommes. Le commissaire cantonal fut député pour réclamer des effectifs plus élevés. Un peu plus tard une compagnie franche était provisoirement envoyée en cantonnement au Grand-Lucé. Sur ces entrefaites, Watrin arriva et fit lever le cantonnement. La municipalité indignée s'adressa aussitôt au ministre de la Guerre, en termes énergiques et dramatiques : « Le gouvernement saura que dans le moment où nous lui écrivons, nos avant-postes sont aux prises avec l'ennemi. » Le même jour, la municipalité réclamait des renforts au général Watrin et, comme il refusait, elle envoya deux commissaires à Paris. La Députation de la Sarthe les entendit, le ministre de la Guerre les reçut et leur remit une lettre où le commandant de Château-du-Loir, qui avait appliqué les ordres de Watrin, était « rappelé à son devoir », et il promit d'envoyer aussi une lettre identique au général Hoche. Watrin dut céder; à la fin de mai, il y avait un cantonnement de trente-six hommes au Grand-Lucé. Encore la municipalité ne se tenait-elle pas pour satisfaite (62).

Cet exemple est caractéristique et permet de mesurer les difficultés auxquelles se heurta Watrin. Peu de cantons, il est vrai, envoyèrent des délégués à Paris, mais la plupart récriminèrent :

Si j'en croyais les rapports qui m'arrivent de toutes parts, écrivait Watrin, il ne me faudrait pas moins de six cent mille hommes pour satisfaire à toutes les plaintes (63).

Il fut d'ailleurs obligé de céder en d'autres lieux qu'au Grand-Lucé (64). Cette opposition n'était pas particulière aux Sarthois,

(62) Reg. délib. Grand-Lucé aux dates correspondantes, Arch. comm. Grand-Lucé.

(63) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 54.

(64) A Brûlon, par exemple (Reg. délib. de Brûlon, Arch. municipales).

on l'observe en Maine-et-Loire, dont les administrateurs voulaient imposer la même méthode au Directoire (65), aussi bien qu'en Vendée (66).

De nombreuses mesures de police furent appliquées : examen des passeports et des lettres, perquisition dans les voitures de messagerie, abatage des haies, surveillance des gués et des bateaux, désarmement des habitants, obligation pour les châtelains de résider en ville. La plupart furent facilement mises en œuvre. Quelques-unes donnèrent des résultats. On saisit des munitions dans les voitures (67). On gêna les conciliabules et on déjoua les guet-apens qui avaient lieu dans les châteaux (68). La destruction des haies alarma les chefs royalistes (69).

Par contre la lecture des lettres parut odieuse et inutile. Les municipalités nommaient des commissaires qui devaient adresser au ministre de l'Intérieur toutes les lettres suspectes (70). Tant de

(65) Lettre du 7 novembre 1795. Publiée par Uzureau, *Prov. Maine*, t. XV, p. 361.

(66) Lettre au ministre de la Guerre, 3 décembre 1795 (Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 233).

(67) Par exemple à Mamers, La Ferté-Bernard, Bonnétable et La Flèche (Arch. dép. Sarthe, L. 229, 293 et 114); — G. Fleury, *la Ville et le District de Mamers...*, t. I, p. 279).

(68) Les mémoires des chefs chouans prouvent assez que les complots étaient souvent tramés dans les châteaux. On a signalé de nombreux châteaux centres de conspirations : ceux de Belin, de la Noirie, de la Beaussonnière (Voir Roquet, articles sur le Belinois). Watrin faillit perdre la vie dans un guet-apens tendu au château de M. de Grandchamp; ce fut l'origine du transfert des châtelains dans les villes (Du Châtellier, ouvrage cité, p. 67; — Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 20, et L. 195).

(69) Rochecot écrivait à Frotté, le 18 mars 1796 : « Le général du Mans fait abattre sur la route d'Alençon les bois, haies et buissons... J'avais envoyé dans les différentes paroisses requises pour ces abats la défense, sous peine de mort, d'obéir au réquisitoire; mais sans doute que depuis que je n'y vais plus le travail aura été son train. Il fait exécuter semblable chose sur la route de Château-du-Loir. » — De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 435. Voir aussi divers registres de délibérations, notamment ceux de Conlie (28 prairial an IV) et de Ballon (10 germinal an IV). De même dans les Côtes-du-Nord : Pommeret, ouvrage cité, p. 282.

(70) Arrêté du Directoire du 27 nivôse an IV (17 janvier 1796); — Circulaire du commissaire central de la Sarthe du 1^{er} germinal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 27).

candeur surprend : on n'annonce pas au grand jour l'institution d'un cabinet noir ! Et surtout on ne le confie pas au premier venu. Le résultat était facile à prévoir ; au dire du commissaire cantonal de Sablé, presque toutes les lettres portaient : « Ne m'écrivez que ce que vous voulez qui soit bien connu : vos lettres sont décachetées (71). » On ne trouvait donc le plus souvent que des choses insignifiantes, et l'administration ne tirait que l'odieux d'une telle mesure. « Les commissaires, écrivait le même, [en] font l'ouverture avec beaucoup de répugnance. Un a déjà donné sa démission... Les deux actuels demandent qu'il en soit nommé d'autres (72). » Rien ne garantissait l'esprit critique des commissaires aux lettres, ils pouvaient laisser passer des missives habilement rédigées et garder des choses insignifiantes. Ils pouvaient aussi se plaire à brouiller les pistes, lorsque leur civisme était douteux. Certains ne se hasardaient-ils pas à ouvrir les lettres militaires et à en divulguer le contenu (73) ? Tandis que d'autres violaient le courrier administratif et publiaient les ordres adressés au commissaire cantonal (74).

Les dispositions les plus importantes et les plus efficaces furent la levée de la contribution en nature et le désarmement. La contribution devait ravitailler les troupes, priver de ressources les chouans et intimider les paysans. Les populations avaient été averties par la proclamation du 10 février : elles devaient se tenir prêtes à livrer leurs armes et leurs contributions en nature au passage des troupes. L'exécution de ces mesures fut énergique, mais sans brutalité.

Un matin, la municipalité cantonale recevait pour chaque commune une sommation ainsi libellée :

(71) Lettre du 10 floréal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 242).

(72) Même lettre. De même Château-du-Loir (Reg. délib. 28 germinal an IV). Il en était de même dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 344).

(73) Lettre du général Watrin au commissaire central, 23 floréal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 195).

(74) Arch. dép. Sarthe, L. 115, f° 63.

Département
de la SARTHE

CONTRIBUTION EN NATURE

CANTON DE MAYET

Répartition faite
par le ministre des Finances

Commune de Lavernat

301 quintaux
en quatre espèces
de blé.

Prix commun de 1790
en espèces métalliques
à 9 francs le quintal,
faisant 2709 francs.

Au nom de la loi,

La commune de *Lavernat* est requise de remettre, sous le délai de trois jours après la notification du présent, dans les magasins de *Château-du-Loir*, toutes les armes dont elle est dépositaire, et d'y verser la quantité de...

[Suivait le détail des grains, fourrages, bétail et cordes de bois qui étaient exigées de la commune, ainsi que l'indication de la valeur de ces produits réquisitionnés, 2.709 francs dans le cas présent.]

A défaut par les habitants de remplir la présente sommation, dont le montant est la quotité de leurs contributions, ils sont prévenus qu'on les y contraindra par la voie militaire, et qu'en outre ils payeront en sus et en numéraire le tiers de la valeur fixée.

Du quartier général du *Mans*, le 28 *pluviôse* de l'an IV de la République,

Vu et approuvé le mentionné ci-dessus,

*Le général de brigade
commandant l'arrondissement,*

F. WATRIN.

Le commissaire des Guerres,

M. LANGERON.

Nota. — Les porteurs du présent auront soin d'en prendre le reçu (75).

On imagine l'émoi des agents à la lecture d'une telle note. Beaucoup de municipalités commençaient par récriminer et se lamenter; elles envoyaient une supplique au général et au commissaire des guerres pour lui dire l'insuffisance du délai, l'absence de cotes pour répartir la contribution, l'inexistence des

(75) Arch. comm. de Mayet.

armes, etc. (76). Watrin et Langeron se montraient d'abord inflexibles, la municipalité devait assurer la levée des contingents en nommant des répartiteurs, et les réclamations concernant la quotité seraient reçues ultérieurement. Cependant, pour faciliter les paiements, on acceptait des pièces de toile, des souliers, du cuir, des bas, des chapeaux et de l'étoffe pour l'usage des troupes (77). Le plus souvent la municipalité faisait un premier versement et obtenait quelque répit. A Mayet, par exemple, la sommation était datée du 17 février, et le 11 mars la contribution en nature n'était pas encore entièrement perçue. Le commandant de la place de Château-du-Loir fixa le 26 février comme dernier délai et menaça de lever *tous* les grains et fourrages et de prendre quatre otages. Or, le 5 avril suivant, Watrin, reconnaissant « la bonne volonté » des habitants et les « succès satisfaisants... pour le versement », reportait au 19 avril « le terme de trois jours que portent les sommations ». Ce nouveau délai fut même prolongé par circulaire du 20 avril — en raison des semailles — et reporté au 4 mai suivant (78).

Le général exigeait que les assujettis fournissent du numéraire s'ils n'avaient pas assez de grains; les assignats étaient impitoyablement refusés (79). Tel canton qui avait acquitté ses contributions avant la sommation, moitié en nature et moitié en assignats — aux termes de la loi, — était contraint de reprendre ses assignats et de tout payer en nature (80) !

Bon gré, mal gré, la contribution rentra. Quand il le fallut, on fit séjourner des détachements, mais avec discernement : les communes n'étaient pas solidairement responsables, on ne frappait que les contribuables en retard. Cela n'alla pas sans récriminations amères, mais le but fut atteint après un travail acharné. Comme écrivait familièrement Watrin : « Rey [commis-

(76) Reg. délib. de Tuffé, 3 germinal an IV.

(77) Lettre du commissaire des guerres ordonnateur au commissaire des guerres de Château-du-Loir, 16 ventôse an IV (Arch. comm. de Mayet).

(78) Arch. comm. de Mayet.

(79) Reg. délib. du Lude, 23 prairial an IV.

(80) Reg. délib. Ecommoy, 24 ventôse an IV.

saire des guerres] travaille comme un nègre » à la levée des contributions (81).

Le désarmement fut réalisé dans les mêmes conditions sur la base conventionnelle de cinquante fusils par cent habitants. Pour aboutir plus sûrement Watrin s'était d'abord adressé aux communes « les plus gangrenées » afin de faire des exemples. Dès le 6 mars Watrin annonçait à Hoche que le commandant de Château-du-Loir avait déjà remis plus de six cents fusils et que le district de Saint-Calais en fournissait autant (82).

La rigueur de ces procédés eût été inopérante si les deux litiges fondamentaux n'avaient pas été réglés. Réservant la question religieuse pour un examen spécial, il suffit de constater ici qu'elle ne fut pas résolue. Par contre, en ce qui concerne les levées d'hommes et le sort des réquisitionnaires, les résultats furent un peu moins mauvais, bien que de grosses fautes eussent été commises.

L'EXEMPTION DES RÉQUISITIONNAIRES

Comme La Revellière l'avait déclaré à Besnard, tout ce que le Directoire voulait accorder aux réquisitionnaires de l'Ouest, c'était qu'ils fissent leur service sur place. Encore ce privilège était-il réservé aux paysans, les citadins devaient rejoindre les armées (83). Hoche aurait préféré laisser les réquisitionnaires tranquilles chez eux, parce qu'il craignait de grosses difficultés pour l'organisation des compagnies territoriales. Il savait quelle était la défiance des campagnards et supposait bien qu'ils ne verraient dans les nouvelles formations qu'un procédé plus subtil pour les contraindre à l'incorporation et finalement les envoyer aux frontières. D'autre part il n'était guère possible de proposer aux réquisitionnaires embrigadés par les chouans de se rendre

(81) Arch. dép. Sarthe, L. 195.

(82) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 63.

(83) Lettre de Hoche au Directoire, 8 février 1796; — Ordre de Hoche, 20 mars 1796 (Chassin, ouvrage cité, t. II; p. 328, et t. III, p. 406).

pour entrer ensuite dans ces troupes. Il faudrait donc leur offrir une exemption totale. N'était-il pas choquant d'accorder plus à ceux qui avaient pris les armes contre la République qu'à ceux qui étaient demeurés paisibles dans leurs foyers?

La formation des compagnies se heurta aux obstacles prévus. Dans le canton de Fresnay, par exemple, il ne vint d'abord qu'une dizaine de jeunes gens. Le commissaire cantonal n'osait « brusquer les choses à cause du danger de faire aller aux chouans cette masse de recrues » ; il consulta le commissaire central. Celui-ci lui recommanda la prudence et la rigueur. Effectivement, un mois plus tard — au début d'avril — la compagnie comptait une trentaine de jeunes gens (84). Il en fut à peu près de même dans les autres cantons ; dans certains même les compagnies furent assez bien constituées pour rendre des services effectifs, par exemple à Beaumont, Bourg-la-Loi et Mamers (85).

L'apaisement se fit peu à peu. Le commissaire central conseillait la modération et acceptait même de renoncer aux listes de réquisitionnaires, sauf dans les villes, puisque les jeunes gens des villes devaient partir (86). Malheureusement cet apaisement fut éphémère en raison des maladresses commises. C'était un jour le commandant militaire d'une place qui prétendait faire partir tout le monde, par exemple à Château-du-Loir (87). Un autre jour, c'était un réquisitionnaire qui faisait du scandale parce qu'on lui avait refusé, selon les ordres émanés du Directoire et du commissaire central, de lui délivrer un passeport (88). Plus tard, un nouvel arrêté du Directoire, celui du 23 février (4 ventôse), détermina une inquiétude plus générale. Aux termes de cet arrêté toutes les exemptions accordées étaient annulées.

L'émotion se calma quand on sut que les compagnies franches subsistaient et que seuls les réquisitionnaires qui bénéficiaient d'une exemption pour un autre motif, par exemple pour raison

(84) Arch. dép. Sarthe, L. 227.

(85) Arch. dép. Sarthe, L. 221 et L. 158, f° 40 ; L. 223, L. 224.

(86) Arch. dép. Sarthe, L. 209 et L. 232.

(87) Arch. dép. Sarthe, L. 250.

(88) Reg. délib. Fresnay, 6 pluviôse ; Mamers, 3 ventôse ; Ecommoy, 13 ventôse an IV.

de santé, devraient en demander le renouvellement. Des officiers de santé se prononcèrent sur les exemptions pour cause de maladie ou infirmité. Le commissaire central prit des décisions dans tous les autres cas; il se montra d'ailleurs très généreux et octroya des sursis de trois mois à un grand nombre de réquisitionnaires (89).

Sur ces entrefaites un agent militaire, le général Bonnard, annonça son arrivée et sa mission. Il devait assurer l'exécution des lois concernant les réquisitionnaires et les déserteurs dans les départements de la Sarthe, de Loir-et-Cher et de la Mayenne. Il demandait l'établissement des listes de réquisitionnaires et de déserteurs, et la publication d'une proclamation qui invitait, en style paternel et fleuri, les jeunes gens à venir à l'agent militaire pour choisir l'arme qui conviendrait le mieux à leur valeur et à leur talent : « Je suis et serai votre père, votre ami, votre chef (90)... »

A nouveau, les municipalités travaillèrent aux tableaux et aux répertoires; à nouveau, les réquisitionnaires s'émurent. Tout cela pour apprendre, le 19 avril, que les agents militaires étaient supprimés et qu'on n'aurait pas le plaisir de goûter les charmes du citoyen Bonnard, père, ami et chef (91)! Cette belle incohérence ne devait pas s'arrêter pour autant. L'accord était très imparfait entre le commissaire central soucieux de plaire à un gouvernement qui répugnait à faire des exceptions dans l'application des lois, et un général qui voulait réaliser la pacification. Dans le canton de Saint-Paterne, par exemple, le général Dumesny, qui commandait les troupes du département de l'Orne, fit partir un réquisitionnaire en dépit de tous les ordres contraires. Le commissaire central de la Sarthe, saisi par la municipalité, répondit tranquillement que la promesse qu'il avait donnée « n'était qu'une mesure de prudence » et que tous les réquisitionnaires devaient partir (92)! Cela se passait au mois de juin. Faut-il

(89) Arch. dép. Sarthe, L. 225; — Reg. délib. Grand-Lucé, ventôse et germinal; Bouloire, 15 germinal an IV.

(90) Arch. dép. Sarthe, L. 195 et L. 158, f° 37.

(91) Arrêté du Directoire du 13 germinal an IV.

(92) Arch. dép. Sarthe, L. 232.

s'étonner que quelques jours plus tard on signalât que la plupart des chouans rentrés s'étaient « jetés dans les blés, alarmés des bruits semés par la malveillance sur leur liberté (93) » ?

Un cas concret montrera les résultats de pareille politique.

Dès les premières tentatives pour faire partir les réquisitionnaires il y eut une vive agitation dans la vallée du Loir. Le commissaire de La Chartre écrivait que la loi (l'arrêté du 12 novembre 1795) y avait produit « une grande sensation ». Le 2 janvier 1796, des gendarmes étaient signalés à Marçon; ils devaient faire partir les réquisitionnaires. Le lendemain soixante jeunes gens des environs, armés de fusils, s'en furent à Marçon pour faire un mauvais parti aux gendarmes (94). Le même jour, 3 janvier, les jeunes gens de Bessé, suivant une autre tactique, se présentèrent à leur municipalité pour demander une feuille de route, mais ils exigeaient une paire de souliers pour aller au Mans; la municipalité réclamait en conséquence deux cent cinquante paires de souliers (95)! Un parti de réfractaires se forma aux confins du Loir-et-Cher, entre Troo et Ternay. Après l'arrêté du 28 janvier 1796 qui renouvelait l'ordre de partir, cette bande parcourut les bourgs de la région : elle éfait le 4 à Sougé, le 11 à Poncé, le 12 à La Chapelle-Gaugain. La situation s'aggrava en raison des représailles. La garde nationale de Saint-Calais se rendit à Bessé, elle molesta la municipalité, saccagea les fermes, malmena le bétail et les gens. La municipalité saisit le ministre de la Police, tandis que le commissaire cantonal se rendait auprès de Watrin. Il rapporta la nouvelle rassurante que les réquisitionnaires resteraient chez eux en formant une garde territoriale.

Sur ces entrefaites, on annonça le nouvel arrêté du Directoire, celui du 18 mars, qui prescrivait à nouveau le départ des réquisitionnaires. Aussitôt les troubles redoublèrent : La Chartre fut envahie, l'arbre de la liberté abattu, un prêtre marié tué. Le commandant de la force armée envoya cent trente-cinq jeunes gens au Mans pour qu'on décidât de leur sort. Le commissaire cen-

(93) Reg. délib. Sablé, 28 prairial an IV.

(94) Arch. dép. Sarthe, L. 249.

(95) Reg. délib. Bessé, 13 nivôse an IV.

tral les répartit en deux groupes : les uns seraient enrégimentés — cultivateurs non indispensables : les domestiques, par exemple, et les fils de cultivateurs quand il y en avait plusieurs; — les autres seraient envoyés chez eux — c'étaient les fils uniques, les réquisitionnaires mariés et qui faisaient valoir des exploitations (96).

Ainsi chaque tentative déclenchait un soulèvement. La décision du commissaire central n'était pas une solution. Elle s'expliquait par son désir de se faire valoir aux yeux du gouvernement : « Vous voyez, Citoyen Ministre, que j'exécute la loi autant que les circonstances le permettent (97). » Il fallut de nombreuses expériences pour que ce zèle s'assagît. Lorsqu'en juillet le commissaire de Lavardin manda au commissaire central qu'un essai de lever les réquisitionnaires menaçait de déchaîner encore des troubles, le commissaire central donna enfin le conseil de « temporiser jusqu'à nouvel ordre (98) »

On devine combien il était difficile d'aboutir à la pacification dans des conditions pareilles !

A l'égard des déserteurs le problème était plus complexe, et la ligne de conduite fut encore plus incohérente.

Amnistier purement et simplement les déserteurs n'était-ce pas encourager à la désertion ? Mais sévir contre les déserteurs alors qu'on laissait en paix ceux qui s'étaient soustraits à tout service eût été plus scandaleux. Enfin il y avait beaucoup de déserteurs parmi les chouans, et ceux-là ne poseraient les armes qu'au cas d'une impunité assurée. Comment concilier la justice, la légalité et les nécessités ?

En ce qui concernait les déserteurs entrés dans les rangs des chouans, on leur offrit d'entrer aux armées sans châtiment, s'ils se rendaient au cours du mois d'avril (99). Cette proposi-

(96) Voir surtout le registre de délib. de Bessé aux dates indiquées et la correspondance du commissaire de La Chartre (Arch. dép. Sarthe, L. 249 et L. 195).

(97) Arch. dép. Sarthe, L. 191.

(98) Arch. dép. Sarthe, L. 212.

(99) Proclamation du général Hoche, 13 germinal; — *Affiches du Mans* du 5 floréal.

tion n'eut évidemment aucun succès. Le 20 mai suivant, un nouvel arrêté promit à ceux qui poseraient les armes d'être « traités comme des frères » et de « cultiver leurs terres sans crainte (100) ».

Les déserteurs qui étaient tranquillement rentrés chez eux furent traités de façon toute contraire par les civils et par les militaires. Le général Watrin désirait avant tout qu'ils ne fussent pas « effarouchés » pour ne pas les inciter à passer aux chouans, tandis que le commissaire central ordonnait catégoriquement de les faire partir aux armées (101). Les commissaires cantonaux, assaillis d'ordres contradictoires, restèrent inactifs, ce qui n'empêcha pas le commissaire central de faire valoir sa conduite aux yeux du ministre de la Guerre :

D'après les réponses des divers commissaires, je crois qu'il ne reste aucun réquisitionnaire ayant abandonné leurs bataillons qui ne soit reparti pour les rejoindre, ou qui ne soit incorporé dans de nouveaux corps (102).

C'était une vantardise effrontée, comme le prouve la correspondance du commissaire avec ses collègues cantonaux.

Sauf exception, les déserteurs ne furent pas inquiétés. A qui voulait leur faire des reproches, ils faisaient remarquer qu'ils étaient allés se battre aux frontières tandis que « des rebelles assassinaient et volaient leurs pères et mères, et qu'il était juste qu'ils devinssent paisibles aussi et qu'ils défendissent leurs parents » puisque les rebelles avaient le droit de rentrer au pays. Le commissaire central, informé de ce langage, répondit évasivement en conseillant la douceur ou le recours à la gendarmerie, selon les cas (103). L'été passa ainsi; en septembre rien n'était changé, et le commissaire central en était réduit à souhaiter et à attendre la paix générale pour être « débarrassé du travail pénible relatif aux déserteurs (104) ».

(100) Papiers Ledru, *Guerre civile*, 2.

(101) Arch. dép. Sarthe, L. 215 et L. 230.

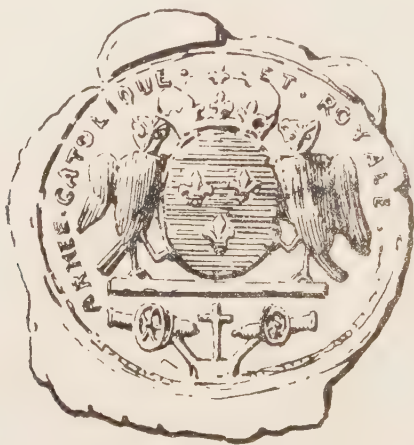
(102) Arch. dép. Sarthe, L. 191.

(103) Arch. dép. Sarthe, L. 216.

(104) Arch. dép. Sarthe, L. 212.

LES MESURES MILITAIRES

Watrín, peu après son arrivée dans l'Ouest, disait à Hoche son étonnement d'un genre de guerre si imprévu et qui déconcertait les soldats les plus éprouvés : « J'aurais besoin, avouait-il modestement, d'être sous les ordres immédiats d'un chef instruit... jusqu'à ce que j'aie acquis la connaissance parfaite de



Le sceau reproduit ici a été trouvé par le docteur Delaunay :
Une curieuse sphragistique, Rev. hist. Maine, t. LXXXII. Le dessin est dû
à M. Cordonnier-Détré.

guerroyer dans ce pays (105). » Il est amusant de remarquer que les chefs de l'armée royaliste étaient tout autant désorientés; Bourmont, Rochecot et Tercier exprimèrent leur surprise lorsqu'ils arrivèrent dans le Maine et l'Anjou. N'était-il pas significatif que l'un des chefs les plus actifs, Bernard de La Frégeolière, fit son apprentissage de ce « mode de combat » sous la direction d'un ancien contrebandier du sel, nommé Sans-Peur (106) ?

Chefs républicains et chefs royalistes, les uns et les autres s'appliquèrent à ordonner la lutte et à discipliner les troupes. Watrín, en assurant le ravitaillement de ses hommes, enleva

(105) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 18.

(106) Bernard de La Frégeolière, *Mémoires*, p. 70.

toute excuse à la maraude. Il punit sévèrement les soldats et les officiers qui pillaient ou brutalisaient les paysans (107). Ses colonnes, assouplies par l'exercice, devinrent aptes à la guerre d'escarmouche et de surprise.

Les royalistes eurent plus de mal à imposer l'ordre. Ils ne pouvaient régulariser absolument les réquisitions et empêcher le vol, ils devaient utiliser des cadres locaux dont nous avons vu les graves défauts. Cependant ils coordonnèrent leur action.

La lutte fut surtout indirecte : chacun des adversaires molestait, dans la population, les amis supposés de l'autre. Tantôt il agissait par violence : exécution, réquisition ; tantôt par mesures d'ensemble : suppression des vivres, enlèvement d'otages, etc... A cet égard, deux questions méritent de retenir l'attention : celle du ravitaillement, qui détermina une espèce de guerre des farines et faillit faire triompher les chouans ; celle de la responsabilité collective des communes, qui assura le succès des bleus.

Les chouans s'efforcèrent de couper les routes, d'arrêter les convois et les courriers, afin d'interrompre le ravitaillement des villes et de faire disparaître des campagnes tous leurs adversaires : patriotes, fonctionnaires et prêtres jureurs (108). Inversement Hoche et ses subordonnés s'appliquèrent à assurer le ravitaillement des troupes et des villes : ils y parvinrent par la rentrée de l'impôt en nature. Ils assurèrent la circulation sur les routes, grâce aux détachements qui patrouillèrent sans relâche,

(107) On trouve de nombreux exemples de ces abus et de leur répression : Arch. dép. Sarthe, L. 193, 209, 229, 304, etc. ; — Arch. nat. A. N. F. 19-469 ; — Justice de paix de Saint-Calais, 19 floréal an IV ; et de nombreux registres de délibérations. Par exemple Reg. délib. Tuffé (2 nivôse et 5 ventôse an IV). — Les efforts du général sont surtout notés dans son journal (Voir Du Châtellier, ouvrage cité, pp. 70, 72, 77 et 78 ; — Lettres de Watrin à Jouennault, 17, 18 et 22 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 195). Les désordres étaient les mêmes dans les départements voisins : l'administration centrale de Maine-et-Loire signalait au Directoire « la mauvaise conduite des troupes. Le pillage, le viol et l'assassinat et toutes les atrocités imaginables se commettent tous les jours » (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 156). Il en était de même dans la Mayenne (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 341 et suivantes) aussi bien qu'en Normandie (De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 336). Dans l'Orne on se plaignait qu'un général encourageât ses troupes à commettre de tels excès (Arch. nat., A. F. III, 362). Voir aussi plus loin les jugements des conseils de guerre, chap. VIII, § 3.

(108) Reg. délib. Ballon, 23 nivôse an IV.

et ils exercèrent des représailles énergiques contre les paysans ou les communes favorables aux chouans et suspectes d'avoir favorisé des assassinats.

La lutte fut vivement disputée et prit parfois l'aspect de guerre des farines. Hoche écrivait au Directoire : « Le grand projet est de nous affamer (109). » On crut pendant quelque temps que la chose allait réussir. La lutte entre citadins et paysans battit alors son plein : une proclamation d'Escarbouville menaçait de mort ceux qui portaient argent ou réquisitions dans les villes et même tout citadin « qui ne serait pas particulièrement connu des royalistes et qui serait trouvé à parcourir les campagnes (110) ».

Cet aspect de la lutte est le plus caractéristique de cette époque. Nous verrons, en étudiant les questions économiques, comment fut résolu ce problème, le plus inquiétant dans l'Ouest au début du Directoire.

LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE DES COMMUNES

Au dire des gens du pays, la mesure qui contribua le plus efficacement à la pacification fut la punition collective des communes, en cas d'attentat commis contre les personnes ou contre les propriétés (111). Watrin fit un usage fréquent de cette disposition prévue par la loi du 10 vendémiaire an IV. D'après un relevé du début de juillet 1796, seize communes avaient été contraintes de payer deux mille livres d'amende; le général ajoutait que plusieurs autres avaient été frappées, mais leur paiement n'était pas encore effectué (112). Le régime militaire aurait pu

(109) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 400.

(110) Arch. dép. Sarthe, L. 221.

(111) Reg. délib. Ballon, 15 nivôse an V.

(112) Les 16 communes étaient : Segrie, Vernie, Saint-Jean-d'Assé, Saint-Jean-de-la-Motte, Epineu, Joué, Ruillé, Montreuil-le-Chétif, Neuvy, La Quinte, Etival, Vancé, La Chartre, Coulongé, Luché, Yvré-le-Pôlin. Donc des localités situées principalement dans l'Ouest et le Sud du département (Arch. dép. Sarthe, L. 195). Du Châtellier ajoute que plusieurs communes furent imposées à 3.000 et 4.000 livres et que les habitants les plus imposés furent pris en otages en attendant le paiement (Du Châtellier, ouvrage cité, p. 79). Voir aussi Arch. dép. Sarthe, pour Vaas, L. 244, et Arch. comm. Epineu.

devenir néfaste par excès de rigueur; Watrin y prit garde, surtout en ce qui concernait les saisies de grains, de bétail et d'otages. Il menaça beaucoup pour sévir peu. Comme otages il prenait de préférence les parents de chouans; il le fit à diverses reprises (113). Il menaça même de la prison des parents de chouans s'ils n'engageaient pas leurs enfants à déposer les armes. Ces procédés étaient dangereux : à Conlie, deux fermiers préférèrent abandonner leur exploitation de peur de confiscation, d'autres demandèrent à la municipalité de les garantir contre ces exécutions, sinon ils laisseraient leurs terres en friche. Cependant la mesure fut appliquée dans ce canton, des grains furent confisqués et des otages emprisonnés (114). L'ordre fut donné à Loué, après le massacre de trois républicains dans cette commune, de saisir tous les parents mâles des chouans absents et de « les tenir incarcérés jusqu'à ce qu'ils eussent eux-mêmes dénoncé les coupables (115) ». Ces mesures causèrent une véritable terreur dont la correspondance saisie chez Servin permet d'apprécier l'intensité :

Ce que je puis t'assurer, écrit Tendron à Servin, c'est que l'on va avoir la paix bientôt ou une gaire sanglante et bien terrible, entendu que si les chouans ne se rendent pas la troupe va tout prendre chez les pères et maire de chouans et mame amènent les père et maire et enfants, voilà ce qu'il leur a été annonçet, insi on panse bien que s'il se rendent pas et si sa a lieu, notre païs vas aitre une Vandé (116).

Les chouans furent ainsi privés d'appuis indispensables; leurs approvisionnements devinrent insuffisants, ils n'eurent plus de poudre, ils manquèrent d'argent, leur situation fut intenable. Marçonnay écrivait : « L'argent manque,... je suis tout nu... Sur cent cinquante qui sont ici, il y en a cent qui voudraient n'y être jamais venus. » Un émigré du Lion d'Angers notait : « Nous

(113) Arch. dép. Sarthe, 26 ventôse an IV, L. 195.

(114) Reg. délib. Conlie, 10 à 24 ventôse an V; — Correspondance du commissaire cantonal, 30 floréal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 304 et L. 209).

(115) Du Châtelier, ouvrage cité, p. 67.

(116) Lettre du 30 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 293).

sommes restés ici sans ressources (117). » Il ne restait plus d'espoir que dans les opérations militaires. C'était le pis aller, et les chouans furent défaits.

LES RENCONTRES

Tant que les chouans avaient pratiqué exclusivement la guerre d'embuscades, ils étaient demeurés à peu près insaisissables. Mais « ils oublièrent cette vérité, aveuglés par quelques chefs qui l'étaient eux-mêmes par l'Angleterre (118) ». Il se forma des rassemblements de deux mille, voire de quatre mille hommes, accompagnés de cavalerie et de canons (119); ils voulurent faire la guerre de mouvements.

La supériorité numérique et la surprise valurent d'abord quelques succès aux chouans (120). Par la suite, ils furent battus et subirent des pertes importantes (121). Privés de munitions et d'argent, harcelés dans les campagnes où l'on ne pouvait plus les soutenir, les chouans ne voulurent plus combattre. Dès la mi-mars, Tendron écrivait :

Il y en at les trois cars quil voudrais bien se rendre mais les chefs leur en empaîche... il y at beaucoup de chouans qui ont rendu les arme et il sen rent tous les jours mais ce ne sont encore que les petits, les chefs ne se rende pas vite (122).

Rochecot reconnaissait que « l'amnistie séduisait les hommes », que le désarmement paralysait les paroisses et que les

(117) Lettres d'avril 1796 (Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 461). — Le gouvernement anglais avait promis, le 1^{er} mars 1796, 30.000 livres par mois aux armées royales. Scépeaux devait toucher 5.000 livres par mois. Les Anglais spécifièrent ensuite qu'ils n'assuraient cette somme que pendant trois mois. En fait ils n'envoyèrent rien, et les comptes ne furent réglés qu'en 1799 (Arch. Bourmont, IV, 1).

(118) Boucher, *Mémorial manuscrit*, p. 153.

(119) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 65 et suivantes.

(120) Voir la correspondance du commissaire de Fresnay (Arch. dép. Sarthe, L. 227), de Brûlon (L. 235), de Sablé (L. 242), de Sillé (L. 215), de Lucé (L. 251).

(121) Voir Arch. dép. Sarthe, notamment L. 227, et la lettre du commissaire des guerres Langeron à Jouennault, 8 mai 1796, L. 195.

(122) Arch. dép. Sarthe, L. 293.

chouans rendus révélèrent les complices et les dépôts d'approvisionnement (123). Les documents précisent ces affirmations : dès le 13 mars une quinzaine de chouans avaient déposé leurs armes dans le canton de La Suze (124). Pendant tout le mois d'avril ils continuèrent de se débarrasser (125), à tel point que Scépeaux s'en inquiéta et se sentit acculé à la pacification (126).

III. La paix.

Cet affaiblissement était d'autant plus grave que la mort de Charette laissait disponibles les troupes républicaines qui l'avaient combattu. Scépeaux commença la négociation le 3 mai et se soumit le 14. Puis ce fut le tour d'Escarbouville, le 30, et de la plupart des chefs secondaires. De toutes parts les commissaires cantonaux signalaient avec joie le retour des chouans dans leurs foyers. A la fin du mois, cent cinquante s'étaient rendus à Sablé (127). En juin les redditions s'effectuèrent par compagnies entières; ainsi le 5 juin le capitaine Lucien capitula avec soixante-neuf hommes (128); la veille Risquatout et La Gayté s'étaient rendus avec leurs deux compagnies, soit cent trente-sept hommes (129).

Ce fut un concert de félicitations et de réjouissances. Watrin écrivait au commissaire central :

Tous les chouans rendent leurs armes de belle grâce; je viens de parcourir avec quinze hommes de cavalerie tout ce pays que je n'aurais pu parcourir il y a quatre jours avec deux cents hommes d'infanterie sans être attaqué... Que nous sommes heureux (130)! »

(123) Lettre du 18 mars, citée par La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 435.

(124) Lettre du commissaire cantonal (Arch. dép. Sarthe, L. 218).

(125) Reg. délib. de Sablé et de La Bazoge.

(126) Lettre citée par Tercier, ouvrage cité, p. 256.

(127) Lettre du commissaire de La Flèche, 16 prairial (Arch. dép. Sarthe, L. 236).

(128) Reg. délib. Brûlon.

(129) Lettre du commissaire de Sablé, 16 prairial (Arch. dép. Sarthe, L. 242).

(130) Lettre du 19 prairial (Arch. dép. Sarthe, L. 195).

Le commissaire central faisait savoir que « la dissolution des chouans dans la Sarthe [était] complète (131) », et en annonçant cette bonne nouvelle au ministre de la Police, il faisait l'éloge de Watrin (132). C'était la paix !

BASES DE LA PAIX

L'enthousiasme des premiers jours fléchit assez vite. Un homme perspicace et de grande expérience, le commissaire de Sablé, déclarait dès le 10 juin qu'il importait de prendre un ensemble de mesures pour consolider la paix (133). L'administration centrale doutait de la bonne foi des chefs et s'étonnait du mauvais état des fusils rendus (134) ; plusieurs commissaires partageaient ces préoccupations (135). Les *Mémoires* des chefs royalistes reconnaissent qu'il y eut fraude et mauvaise foi de la part de beaucoup de chouans rendus, tandis que d'autres, non rendus, faisaient une propagande secrète pour la résistance (136).

D'après le négociateur lui-même les bases de la paix étaient :

- 1° Le libre exercice du culte catholique ;
- 2° L'amnistie ;
- 3° L'exemption absolue de toute réquisition (137).

Ce résumé donnait l'illusion aux chouans qu'ils avaient obtenu satisfaction sur les points essentiels, mais il n'est pas exact. L'amnistie était incomplète : d'une part les émigrés devaient repartir à l'étranger, ils se cachèrent et intriguèrent. D'autre part, les chefs non émigrés devaient rentrer sous la surveillance d'une municipalité ou d'un commandant divisionnaire, ils préférèrent souvent disparaître. Enfin si l'exemption de la réquisition était

(131) Lettre du 23 prairial (La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 350).

(132) Lettre du 26 prairial (Arch. dép. Sarthe, L. 178).

(133) Arch. dép. Sarthe, L. 195.

(134) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 97.

(135) Lettre du commissaire d'Epineu, 29 messidor (Arch. dép. Sarthe, L. 211).

(136) La Frégeolière, *Mémoires*, p. 94 et suivantes ; — Rochecot, *Mémoires*, p. 130 et suivantes ; — Tercier, *Mémoires*, p. 268 et suivantes.

(137) Lettre de Scépeaux, citée par Tercier, *Mémoires*, p. 256.

obtenue, le libre exercice des cultes restait défini et limité par la Constitution (138).

L'application de ces mesures révéla les divergences, et la ligne de conduite différa d'un pays à l'autre. Dans la Sarthe on donnait toute liberté aux déserteurs chouans qui s'étaient rendus ; dans les Côtes-du-Nord on les réintégraît dans les corps. Dans la Sarthe on pourchassait les prêtres réfractaires ; dans les Côtes-du-Nord on les laissait exercer à leur gré (139).

On remarquait avec inquiétude qu'un certain nombre de chouans ne reprenaient pas leurs occupations antérieures. Ils continuaient de vivre aux dépens des cultivateurs qui leur donnaient à manger « moitié de bon gré, moitié par crainte ». Ils se rencontraient dans les bourgs lors des foires et marchés, ils se réunissaient pour partager leur butin, ils festoyaient à trente ou quarante ensemble pendant des nuits entières (140). Dans ces circonstances, un mot malheureux, le hasard d'une rencontre suffisaient, avec l'excitation due à la boisson, pour amener des troubles. Ainsi une rixe éclata au marché de Loué entre chouans rendus et patriotes (141). Aux environs de La Flèche les chouans groupés en petite troupe et porteurs de bâtons allaient narguer les patriotes (142).

Ailleurs, les républicains menaçaient les chouans ; c'étaient surtout les patriotes naguère réfugiés dans les villes à l'abri des cantonnements et qui revenaient ulcérés, « ne respirant que le sang, comme écrivait Watrin, et ne brûlant que du désir d'assouvir leurs haines particulières (143) ». Il fallait contraindre tous ces gens-là à vivre en paix, comme s'ils avaient oublié les haines et les malheurs irréparables.

(138) Cité par Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 473.

(139) Du Châtellier, ouvrage cité, p. 86 ; — Pommeret, ouvrage cité, p. 351.

(140) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 96 ; — Lettre du commissaire de Sablé, 8 messidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 242) ; — Lettre de l'administration centrale, 8 fructidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 125).

(141) Arch. dép. Sarthe, L. 213.

(142) Lettre du commissaire de La Flèche, 30 fructidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 264).

(143) Lettre à Hoche (Du Châtellier, ouvrage cité, p. 93).

MESURES DE SECURITÉ

Lorsque Scépeaux s'était soumis, Hoche avait recommandé de prendre des mesures de police pour empêcher les désordres. L'administration centrale de la Sarthe avait en conséquence publié un premier arrêté le 20 mai (1^{er} prairial), qui prévoyait des précautions contre chouans non rendus (144). Le commissaire du canton de Sablé, bien placé pour observer les troubles, avait proposé les mesures suivantes :

- 1° Les déserteurs des départements étrangers prendront une feuille de route;
- 2° Les chouans rendus regagneront leur domicile;
- 3° Ils reprendront leurs occupations;
- 4° Ils ne porteront aucun signe distinctif;
- 5° Les agents tiendront un registre des chouans rendus de leur commune;
- 6° Les chouans rendus ne pourront pas s'assembler;
- 7° Ni faire contribuer en aucune façon, même en mangeant dans les fermes;
- 8° Ni conserver leur surnom de guerre;
- 9° Ni se réunir au cabaret pour y parler du passé;
- 10° Ni traiter quiconque de *pataud* ou de *chouan* (145).

Ce projet fut inséré dans le règlement du 18 messidor (26 juin) (146). Il marquait la défiance que l'on gardait à l'égard des chouans, sans leur donner aucune garantie pour le cas où ils seraient eux-mêmes menacés ou molestés. L'administration centrale, d'accord avec Watrin, y remédia : elle posa le principe de la « réconciliation réciproque » et recommanda le calme aux patriotes. Elle promettait « protection et sûreté » aux chouans rendus (147). Ces mesures furent ensuite reprises par le général Hédouville qui les étendit à tout le territoire qu'il commandait (148).

(144) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 20.

(145) Arch. dép. Sarthe, L. 242.

(146) Papiers Ledru, *Guerre civile* 2.

(147) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 24.

(148) Ordre du 9 juillet 1796 (Papiers Ledru, *Guerre civile* 2).

Les dispositions rigoureuses prises pendant la lutte furent peu à peu relâchées, les habitants des châteaux furent autorisés à regagner leur demeure (149) et les chouans furent rétablis dans leurs biens (150). D'ailleurs l'état de siège étant supprimé le 30 juillet, toute l'armature se détendit du même coup (151).

L'administration civile n'abandonna pas toute précaution, elle demanda aux commissaires cantonaux un rapport décadaire sur l'attitude des chouans rendus (152), fit maintenir les patrouilles en quelques localités et fit surveiller de près certains chefs et en quelques localités et surveiller de près certains chefs et certains chouans (153). On s'attacha surtout au désarmement.

A juste titre le désarmement était considéré comme la mesure fondamentale. Il avait été commencé dès février, lorsque les détachements effectuaient la levée des contributions en nature. Au moment de la soumission, les chouans avaient remis deux mille six cent soixante-dix fusils, quatre-vingt-quatorze sabres et cent quatre-vingt-quatorze pistolets (154), mais ils avaient caché leurs fusils de guerre. Hoche ordonna le 22 juin que chaque municipalité fit procéder à des recherches, jusque « dans les haies, genêts, fossés, bois, fagots, etc. (155) ». En dépit des menaces et des promesses, les résultats furent fragmentaires; ils varièrent du tout au tout selon les cantons. Le commissaire de Bouloire déclarait que le désarmement était absolu, celui de Beaumont le trouvait bien imparfait, à Précigné l'opération fut absolument nulle. Les choses n'allèrent pas beaucoup mieux à Lavardin, Vaas, Marolles, Loué, La Chartre, Saint-Cosme, Bourg-la-Loi (156).

(149) Lettre du commissaire central, 22 messidor (Arch. dép. Sarthe, L. 250).

(150) Arch. dép. Sarthe, L. 61.

(151) Arrêté du Directoire du 12 thermidor an IV (Debidour, *Actes*, t. III, p. 217). — L'administration de la Sarthe avait d'ailleurs fait la « demande expresse » de cette mesure par lettre du 7 thermidor (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 102).

(152) Arrêté du 29 thermidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 36).

(153) Lettre du commissaire de Sillé, 8 fructidor (Arch. dép. Sarthe, L. 215).

(154) Cité par La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 382.

(155) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 27.

(156) Commissaire de Bouloire (Arch. dép. Sarthe, L. 36); — Commissaire de Beaumont (L. 221).

RÉSULTATS

La pacification des esprits s'effectuait malaisément. Les chefs chouans, Rochecot, La Frégeolière et autres, circulaient dans le pays pour y maintenir les cadres de leurs troupes et les liens entre leurs partisans. Des incidents éclataient : mutilation d'arbres de la liberté, circulation de bandes armées, et parfois rixes (157). Réciproquement des chouans étaient menacés ou molestés. Leurs victimes de la veille réclamaient leurs biens ou des indemnités, et c'était l'occasion d'autres troubles (158). A plusieurs reprises l'administration centrale crut au renouvellement de la chouannerie.

Pourtant la plupart des habitants ne désiraient aucunement le retour des troubles. Ils aspiraient ardemment à la paix, mais trois choses s'y opposaient encore : le recrutement des troupes, la question religieuse et la crise économique. Le problème des levées d'hommes, en dépit des apparences, n'était pas entièrement résolu : les réquisitionnaires étaient exempts, les déserteurs chouans rendus étaient libres, mais il y avait encore les déserteurs non chouans qui trouvaient logique de s'installer chez eux comme les autres. Les royalistes avaient inutilement demandé, lors de la pacification, qu'on les fit jouir de l'exemption. Or ils revinrent par centaines, et c'étaient autant d'éléments de désordre (159). D'autre part la question religieuse n'avait aucunement changé d'aspect. Les commissaires signalaient la célébration clandestine de messes, par les prêtres réfractaires, dans divers cantons, à l'abri des chouans rendus (160). Enfin la crise économique était aggravée par la chute des mandats, le paiement des impôts et de l'emprunt forcé, la multitude des réquisitions et par tout ce que l'administration centrale désignait du nom d'exactions (161).

(157) Ainsi à Lavardin, Chantenay (Arch. dép. Sarthe, L. 283).

(158) Commissaire de Fresnay (Arch. dép. Sarthe, L. 227).

(159) Lettre de l'administration centrale de la Sarthe (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 90 et suivants, L. 283).

(160) Arch. dép. Sarthe, L. 283.

(161) Tout s'améliorerait « bien vite si l'on cessait les exactions dont, au nom du gouvernement et du bien public, on fatigue les habitants des campagnes » (Lettre du 22 messidor an IV. Arch. dép. Sarthe, L. 158).

Autant dire que la paix allait dépendre de la politique générale du nouveau régime. Elle pourrait se consolider dans la mesure où les forces de police feraient disparaître le brigandage et assureraient une complète sécurité. Dans la mesure aussi où l'activité économique serait encouragée et améliorée grâce à une monnaie saine et stable, à un budget équilibré et à une politique financière ferme et prudente. Enfin, il restait à réaliser la paix religieuse en ralliant au régime la masse de la population qui désirait la tranquillité, la liberté du culte et les prêtres de son choix, tandis que les irréductibles, certains prêtres réfractaires, un grand nombre d'émigrés et quelques chouans impénitents seraient sévèrement pourchassés. C'était là un immense programme (162).

(162) La paix dépendait aussi de la police et des tribunaux. Voir plus loin, notamment chap. VIII, l'action des tribunaux et des conseils de guerre.

CHAPITRE IV

Essai de pacification religieuse

- I. — La question religieuse.
 - II. — Les divisions dans le clergé au début du Directoire : Jureurs, insermentés, rétractés. — Le conflit à propos de la soumission. — L'action des prêtres réfractaires sur les populations.
 - III. — La politique religieuse du nouveau régime : Clauses religieuses de la pacification militaire. — Efforts des commissaires du Directoire pour l'application des lois. Résistance des municipalités.
 - IV. — Les résultats : Arrestations et libérations de prêtres. — Echec de la pacification religieuse
-

I. LA QUESTION RELIGIEUSE

Au début du Directoire la question religieuse commandait dans une large mesure l'avenir du régime, surtout dans les régions de l'Ouest de la France.

L'Eglise catholique réfractaire était en voie de réorganisation mais subissait une crise assez grave en raison des désaccords qui divisaient les prêtres. Cependant son influence était puissante et s'affermissait de jour en jour.

L'Eglise naguère constitutionnelle ressuscitait en même temps et s'appliquait à reconstituer ses cadres et à rallier ses adeptes.

L'une et l'autre avaient quelque peine à s'adapter à la nouvelle législation. Enfin l'une se dressait en face de l'autre, et la lutte recommençait entre elles.

Or l'attachement au culte de la grande majorité des populations conférait une grande importance politique à ces questions, et l'on ne savait comment elles allaient se résoudre.

Certains indices, par exemple l'ordre d'appliquer la loi du 3 brumaire et d'anéantir les prêtres réfractaires, pouvaient faire croire à l'adoption d'une politique de rigueur. Mais d'autres signes, la substitution par exemple d'une déclaration de soumission aux anciens serments, le désir d'opérer une pacification durable, la modération des militaires et d'un grand nombre d'administrateurs élus, permettaient aussi bien d'espérer une politique de détente et de conciliation. L'Etat serait-il anticlérical, soucieux de déchristianiser, ou tolérant? Les églises prêcheraient-elles le ralliement ou la révolte? Le choix était encore incertain, en raison des divisions entre prêtres et de la diversité d'attitude, au point de vue religieux, des généraux, des agents du gouvernement et des administrateurs.

II. LES DIVISIONS DU CLERGÉ

Le clergé demeurait bouleversé après la crise qu'il avait subie. On s'en ferait une idée beaucoup trop sommaire et gravement inexacte en le répartissant en deux groupes homogènes et hostiles : celui des assermentés et celui des insermentés.

Il faut observer, d'abord, l'imprécision de la séparation entre ces deux groupes. Une véritable classe intermédiaire était formée par les *semi-constitutionnels*, prêtres assermentés mais non soumis à l'évêque constitutionnel avec qui ils refusaient de communiquer *in divinis*, aussi bien qu'avec les prêtres *intrus* (1). D'autre part, des prêtres indécis ou scrupuleux avaient modifié leur position à diverses reprises par des restrictions apportées à leur serment et supprimées ensuite, et par des rétractations, de sorte qu'ils avaient été tour à tour réfractaires et assermentés.

(1) Voir, sur ce point, et plus généralement sur l'histoire religieuse de la Sarthe pendant la Révolution (jusqu'au Directoire), la thèse de l'abbé Giraud, déjà citée : *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV*.

Les prêtres jureurs et les prêtres réfractaires se répartissaient eux-mêmes en plusieurs catégories. Au dire du curé de Marolles, on pouvait distinguer « cinq ou six classes de jureurs (2) ». Les uns n'avaient fait que le serment de liberté-égalité, d'autres avaient prêté le serment de fidélité à la Constitution, soit avec restrictions, soit purement et simplement; les semi-constitutionnels formaient une classe à part, nettement séparée des *intrus*. L'administration du diocèse du Mans, l'évêque constitutionnel et la loi républicaine les considéraient comme des groupes distincts, soumis à des traitements différents.

Les prêtres réfractaires n'étaient guère moins divisés. Aux yeux de l'administrateur diocésain, il y avait les prêtres « intacts », ceux qui n'avaient prêté aucun serment, et les autres qui avaient rétracté le leur et qui étaient ou non réhabilités dans leurs pouvoirs. Le gouvernement traitait différemment les réfractaires. Les uns, non assujettis au serment de fidélité, échappaient aux poursuites s'ils n'exerçaient pas. D'autres n'étaient passibles que de « réclusion » : les sexagénaires et les infirmes. Les prêtres cachés (ou *bussonniers*, suivant l'expression sarthoise) devaient être déportés à la Guyane. Quant aux prêtres déportés ou émigrés rentrés, c'est la mort qui les attendait (3).

Au début du Directoire assermentés et réfractaires s'employaient à réorganiser le culte. Les conditions légales auxquelles ils étaient astreints ne manquaient pas de rigueur : le culte ne devait jamais se manifester publiquement, ni costume ou emblèmes religieux, ni cérémonies extérieures (y compris les enterrements), ni subventions officielles pour frais de culte. Les dotations perpétuelles ou viagères étaient également interdites (4). Assermentés et insermentés subirent ce régime, mais leur attitude et les résultats qu'ils obtinrent diffèrent profondément.

(2) Cité par D. Piolin, *Histoire de l'Eglise du Mans pendant la Révolution*, t. III, p. 229.

(3) Loi du 3 brumaire an IV et circulaire ministérielle du 23 frimaire.

(4) Loi du 7 vendémiaire an IV.

LES ASSERMENTÉS

Le fait capital était l'abolition de la Constitution civile du clergé. Le clergé jureur n'était plus *constitutionnel*, il avait perdu d'un coup son titre officiel et son traitement, ainsi que les nombreux avantages dont il avait bénéficié à sa naissance. Cela rendit sa réorganisation très laborieuse. Nombre de constitutionnels avaient fait défection : dans le district de Mamers, par exemple, ils avaient tous abdicqué, et presque tous avaient quitté le lieu où ils avaient exercé leurs fonctions (5). Beaucoup d'abdicataires, notamment les plus en vue, étaient entrés dans l'administration. L'évêque de la Sarthe, Prudhomme de La Boussinière, rallia péniblement un petit noyau de prêtres lorsqu'il décida de faire un synode au Mans en mai 1795. Il n'est pas possible de préciser l'effectif de son clergé, car les documents font défaut et les conjectures sont très aléatoires. Il y avait au maximum cinq cents prêtres assermentés ; il y eut trois cent cinquante rétractations (6). Quant au nombre des abdications, il est impossible de l'estimer. Le clergé constitutionnel sarthois fut donc peu nombreux (7). Il jalousait les réfractaires : « Paillé, écrivait-on, ex-vicaire général de l'ancien évêque du Mans, souffle partout le feu du fanatisme (8). »

LES INSERMENTÉS

En l'absence de l'évêque du Mans, Mgr de Jouffroy-Gonssans, émigré en Allemagne, le diocèse était en effet dirigé par le vicaire général administrateur Paillé. Celui-ci, vicaire général depuis longtemps, avait obtenu ce poste grâce à des vertus que nul ne lui contestait : « une science éminente, une piété et une conduite exemplaires et un grand zèle pour la conservation de la foi catho-

(5) G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 69.

(6) Giraud, ouvrage cité, p. 363.

(7) Dans la Mayenne les assermentés étaient également en petit nombre (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 377). Ils étaient plus nombreux en Loir-et-Cher (Reg. des rétractations, t. II, n° 239).

(8) *Annales de la Religion*, t. I, p. 38.

lique (9) ». Il fit preuve, dans ces circonstances difficiles, d'étonnantes qualités de jugement et de caractère, il sut allier la souplesse et la fermeté, mais il n'avait pas l'autorité d'un évêque, et on essaya même de lui opposer l'évêque. C'était une situation assez fréquente à l'époque; pour ne prendre des exemples que dans l'Ouest, on trouvait des administrateurs à Angers, Bayeux et Saint-Brieuc, et ils se heurtèrent aux mêmes difficultés (10).

Les deux questions essentielles, de 1795 à 1797, furent les rétractations et la soumission. Les réfractaires désiraient vivement rétablir l'unité cléricale par la rétractation des assermentés. Le gouvernement cherchait à obtenir la paix religieuse en n'accordant le droit d'exercer le culte qu'à des prêtres *soumis*.

LES RÉTRACTÉS

On a écrit très justement que le rattachement des jureurs aux insermentés, par le moyen des rétractations suivies de réhabilitations, occupait « dans l'Eglise réfractaire la place la plus importante et que toute l'activité du clergé insermenté tournait autour de ce pivot (11) ». Le petit nombre de prêtres en fonctions explique ce fait.

Dès 1795, l'administrateur du diocèse, Paillé, organisa de véritables missions de réconciliation. Des prêtres de confiance furent chargés d'atteindre les jureurs repentants et de recueillir leurs rétractations. Tels furent Jacquet, curé de Ternay; Malard, curé de Louplande; Lamarre, curé de Mareil; Boutros, curé de Saint-Germain-la-Coudre (12). Chacun parcourut la partie du diocèse voisine de sa résidence : Jacquet agit surtout dans le Sud-Est, tandis que Boutros s'occupait du Nord.

(9) J.-P. Fleury, *Mémoires*, Prov. Maine, t. VIII, p. 223.

(10) Voir Uzureau, *les Serments pendant la Révolution* (note l'action du vicaire général d'Angers); — Patry, *le Régime de la liberté des Cultes dans le Calvados*; — Pommeret, *l'Esprit public dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution*.

(11) R. Patry, ouvrage cité, p. 192.

(12) La principale source d'information sur les rétractations est constituée par les Registres de rétractations, conservés dans les Archives de M. le vicaire général Lefebvre.

Il est remarquable qu'un prêtre d'un diocèse voisin ait participé à cette tâche au titre de « délégué du Saint-Siège (13) ». Cette immixtion de Rome se retrouve dans plusieurs diocèses et dans plusieurs autres affaires (14). Cet auxiliaire était l'abbé Julien Hayes de La Sorière, « licencié ès-lois de la Faculté de Paris, prêtre, curé de Sainte-Melaine de Pont-l'Evêque, exempt de la tâche d'aucuns serments ». Son « zèle » et son « activité » étaient un peu gâtés, au dire de ses supérieurs, par « quelques imprudences et des indiscrétions (15) ». Les autorités civiles redoutaient son ardeur et son audace (16). Un fait donnera une idée de son rôle : sur soixante-cinq rétractations de religieuses effectuées avant la fin de 1795, Hayes de La Sorière en reçut dix-sept, tandis que le prêtre le plus actif après lui n'en avait reçu que huit (17).

Le vicaire général payait aussi de sa personne, il recueillit trente-six rétractations en moins de quatre mois (18), ce qui valut aux prêtres ainsi réconciliés le surnom de *rempaillés*.

Une entreprise analogue était faite dans les autres diocèses, par exemple dans celui d'Angers, dont l'administrateur parcourait le territoire pour opérer les réconciliations (19).

En principe, les rétractations étaient publiques (20), mais elles se firent souvent en présence de quelques témoins qui refusèrent parfois de signer « en raison des localités et circonstances orageuses du jour (21) ».

L'acte exprime toujours l'attachement et l'obéissance au pape

(13) Giraud, ouvrage cité, p. 667; — D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 228.

(14) On a cité des faits analogues en Côte-d'Or, dans les Côtes-du-Nord, dans le Doubs, dans la Vienne et en Quercy.

(15) *Notes du Clergé* (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

(16) Arch. dép. Sarthe, L. 162, f° 15; — Arch. nat., F 7 7327.

(17) Calendini, Prov. Maine, 1909, p. 53.

(18) Giraud, ouvrage cité, p. 665.

(19) Uzureau, *les Prêtres après le 18 fructidor*.

(20) *Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes, adressé au Clergé et aux Fidèles de son Diocèse par M. l'Evêque de Boulogne. Adopté par la grande majorité des Evêques de France, et notamment par M. Jouffroy-Gonssans, seul et légitime Evêque du Mans* (1796, in-12, 72 p.), p. 48; — Exemples de rétractations publiques (D. Piolin, ouvrage cité, t. III, pp. 229, 231...).

(21) Reg. des rétractations.

et à l'évêque légitime, il est tantôt impersonnel comme une formule officielle, tantôt il révèle les sentiments du rétracté.

Nombre de prêtres se soumièrent de mauvaise grâce à cette opération. Ils s'efforcèrent de prouver qu'ils n'avaient rien à se reprocher : l'un rétractait un serment qu'il prétendait n'avoir pas prêté, un autre attestait que quatre docteurs en Sorbonne et plusieurs « personnes d'un mérite reconnu » avaient jugé suffisantes les restrictions apportées à son serment, un troisième n'acceptait de rétracter le serment de liberté-égalité que pour éviter le « moindre nuage ». La peur des chouans put déterminer quelques rétractations, comme la peur de l'échafaud avait déterminé quelques prestations de serment, de l'aveu même des jureurs. Mais il est des rétractations émues et profondément repentantes qui manifestent le trouble et l'amertume de leurs auteurs, honteux de leurs faiblesses passées (22).

Ces prêtres n'étaient pas aussitôt chargés du ministère paroissial : ils devaient faire pénitence, parfois publiquement, et se contenter de rentrer « comme simples laïques dans la communion des fidèles ». La ligne de conduite des réconciliateurs fut d'ailleurs imprécise et marque les divergences graves qui se manifestèrent entre les réfractaires : les uns intransigeants, comme Lacroix, curé de Saint-Longis, voulaient appliquer le même traitement à tous les rétractés et leur interdire le ministère pendant au moins six mois ; les autres, plus libéraux, comme Marquis-Ducastel, doyen de Marolles, affirmaient que la justice exigeait plus de nuances : les prêtres les moins coupables devaient être absous et rétablis immédiatement dans leurs fonctions (23). L'administrateur du diocèse adopta ce dernier point de vue.

(22) Reg. des rétractations.

(23) Pichon, *Vie de Marquis-Ducastel*, p. 200. Ces divergences existaient dans beaucoup d'autres diocèses au même moment : l'évêque de Blois infligeait des suspenses pendant six ou dix-huit mois et se réservait à lui seul les décisions (Gallerand, *les Cultes sous la Terreur*, p. 565) ; l'évêque de Bayeux suspendait les prêtres intrus ou jureurs jusqu'à décision du pape ; ses vicaires généraux, s'appuyant sur l'autorité de l'évêque de Coutances, atténuèrent ces dispositions, mais à leur tour les prêtres chargés de recevoir les rétractations se permirent de modifier les instructions, et il en résulta des dissentiments allant jusqu'à allumer « des étincelles de schisme » (Patry, ouvrage cité, p. 189 et suivantes).

LE CONFLIT A PROPOS DE LA SOUMISSION

On goûtait en paix le plaisir délicieux de revoir ses parents et ses amis, on jouissait avec tranquillité de la liberté inestimable d'exercer son culte,... lorsque le 11 prairial an III parut un décret qui exigeait de tous les ministres du culte une *soumission aux lois de la République*... De là s'est élevée parmi ceux qui jusqu'alors avaient été respectables confesseurs de la même foi et de la même religion une guerre intestine, une désunion scandaleuse qui a fait gémir les fidèles sages et éclairés et causé... des troubles qui ne sont pas encore apaisés (25)...

Cette lutte mérite d'être examinée, car elle dura plus de deux ans et, si elle se produisit en de nombreux diocèses, elle eut une particulière gravité dans celui du Mans.

Pour en comprendre la cause, il faut songer aux divisions déjà existantes entre les membres du clergé, à l'habitude qu'ils avaient contractée de se défier de tous les engagements que demandait le gouvernement, défiance que renforçaient les procédures de rétractations, le cérémonial et les pénitences dont elles s'accompagnaient. Beaucoup d'entre eux étaient dans le même état d'esprit que ces religieuses dont le commissaire cantonal de La Flèche écrivait : « Elles sont si effrayées du seul nom de serment qu'on ne pourrait leur faire prêter celui d'être honnêtes filles (26). » Les subtilités des formulaires et des soumissions jansénistes n'étaient pas encore oubliées, et l'obligation de prêter serment sans restriction rappelait le *pure et simpliciter* de Rome. Il n'y a aucune raison de suspecter la sincérité de ceux qui se déclarèrent inquiets et persuadés qu'on leur tendait un traquenard, de ceux qu'écartait le passé même de l'Assemblée qui leur demandait cette soumission. Le libellé de l'engagement détermina aussi des résistances : se soumettre aux « lois de la République »,

(24) La gravité de la querelle de la soumission a attiré l'attention de divers historiens. Pour l'ensemble de la France, consulter de La Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. II, p. 155 et suivantes, et surtout Mathiez, *Contribution à l'Histoire religieuse de la Révolution française et le Directoire*, chap. XII. Voir aussi les études régionales déjà citées de Patry, Pommeret et Sol.

(25) Mémoire de l'abbé Dubuisson, cité par D. Piolin, ouvrage cité, t. IV, p. 237.

(26) Arch. dép. Sarthe, L. 207.

c'était se soumettre à la loi du divorce, à celle du mariage des prêtres, à celles qui supprimaient les ordres, les congrégations, leurs biens, ceux de tout le clergé et ceux des émigrés; c'était se soumettre même aux lois futures.

Les décisions des autorités ecclésiastiques, dans ces circonstances, devaient déterminer l'attitude d'un grand nombre de prêtres. Les autorités locales hésitèrent et se laissèrent distancer par le clergé constitutionnel qui approuva unanimement la mesure et fit déclaration de soumission sans délai. C'était pour les insermentés un nouveau motif de défiance.

L'administrateur du diocèse, Paillé, pria Mgr de Jouffroy-Gossans d'autoriser la promesse de soumission. Ainsi se posait la question du rôle joué par les évêques émigrés. Leur attitude, quand ils furent mis en demeure de se prononcer sur la soumission à la République, fut très embarrassée (27).

La plupart d'entre eux avaient jusqu'alors évité de choisir entre la royauté et la religion, ou plutôt il leur semblait inconcevable que les intérêts de l'une et de l'autre ne fussent pas indissociables. Installés hors de France, de même que le prétendant au trône, ils le reconnaissaient pour leur chef politique et ne se croyaient pas déliés de leur fidélité au souverain légitime.

Louis XVIII ne leur facilita pas le choix. Il tenta d'orienter en sa faveur la décision du pape et, loin d'admettre que les évêques fussent plus soucieux de l'avenir de la religion que des chances de restauration de la dynastie, il les prit comme soutiens principaux de sa propagande politique, les engageant à envoyer dans leurs diocèses des missionnaires qui seraient en même temps des agents de propagande royaliste (28).

Il faut encore tenir compte des illusions que se faisaient les émigrés au sujet de la situation intérieure de la France : l'évêque de Bayeux n'écrivait-il pas, le 6 juin 1795, que les prêtres de son

(27) Voir Lavaquery, *le Cardinal de Boisgelin*, t. II, p. 195 et suivantes.

(28) « Tu penses bien que je veux tirer des missionnaires religieux une utilité politique. » Lettre du prétendant à son frère. Cité par E. Daudet, *l'Emigration pendant la Révolution*, t. II, p. 118; — De même Lebon, *l'Angleterre et l'Emigration*, p. 239.

diocèse, « dès qu'ils seront placés, s'adresseront aux officiers de police constitués au nom du roi (29) » ! On ne s'étonne pas qu'un évêque si mal informé ait été hostile à la soumission. Ce fut le cas de beaucoup d'autres, la plupart.

Ces dispositions n'étaient pas ignorées à Paris, où les membres du conseil administrant le diocèse, ainsi que l'abbé Emery, supérieur de Saint-Sulpice, avaient décidé d'encourager la soumission (30). Le Conseil de législation dissipa toute équivoque en publiant le 17 juin une circulaire : il confirmait que la soumission ne portait « nullement sur le passé » et que toute recherche, toute question à cet égard « serait un abus d'autorité ». Il déclarait aussi que « la Constitution civile du clergé n'était plus une loi de la République ». Enfin il posait en principe que la loi du 11 prairial tendait à assurer et à faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes. La thèse des soumissionnaires en fut grandement renforcée.

L'évêque du Mans résidait en Allemagne, il y fut sans doute moins influencé par la politique royaliste qu'il ne l'eût été dans la petite société brouillonne des émigrés à Londres. Il était alors fort âgé et s'en rapportait souvent à l'opinion de son vicaire général. Il semble bien avoir autorisé son clergé à faire l'acte de soumission. A coup sûr il ne s'y opposa pas (31).

Dans ces conditions le chanoine Paillé mit toute son influence au service de la soumission et rédigea une brochure pour décider et entraîner son clergé. Les arguments présentés en faveur de la déclaration étaient ceux de l'abbé Emery, ceux aussi que développait au même moment l'abbé Meilloc, vicaire général du diocèse d'Angers (32). Le principal était la distinction entre *soumis-*

(29) Patry, ouvrage cité, p. 188.

(30) Méric, *Histoire de M. Emery...*, t. II, pp. 434 et 462.

(31) Lavaquery, ouvrage cité, t. II, p. 195. L'auteur dépeint le groupe des évêques émigrés à Londres et précise la conduite du prétendant au trône. Au contraire les prélats émigrés en Allemagne et en Suisse autorisèrent la soumission (Pommeret, ouvrage cité, p. 370).

(32) Uzureau, *les Serments pendant la Révolution*, p. 269. Cette attitude conciliatrice était également celle des administrateurs du diocèse de Saint-Brieuc (Pommeret, ouvrage cité, p. 313 et suivantes).

sion et approbation. Le ton de l'écrit était très mesuré, la prudence naturelle de l'auteur ayant été renforcée par l'âge et par les circonstances, mais les conclusions étaient fermes. Paillé *justifiait* les soumissionnaires et taxait d'*imprudence* leurs adversaires. Examinant à la fois la nature de la déclaration demandée et les intentions confirmées par le Comité de législation, Paillé déclarait hautement qu'il n'y pouvait voir « qu'une démarche dictée par l'esprit de paix ». Pourquoi donc recommanda-t-il aux prêtres de se soumettre, mais sans les y contraindre? « Si vous avez de la répugnance à faire la soumission, écrivait-il, ne la faites pas (33). » Pusillanimité de sa part? Il ne paraît pas, d'autant plus qu'au même moment l'administrateur du diocèse d'Angers concluait dans les mêmes termes. Il faut donc plutôt songer aux difficultés spéciales à cette région de l'Ouest.

Le schisme entre assermentés et réfractaires était aggravé par la chouannerie qui avait pris parti pour les seconds aux dépens des premiers. Les prêtres, par conséquent, devaient compter avec leurs défenseurs, or les chefs chouans n'admettaient pas le ralliement au régime et les paysans chouans ne comprenaient pas la différence entre soumission et serment. C'est ce que les prêtres angevins faisaient remarquer à leur vicaire général. Celui-ci ripostait que les fidèles ne devaient pas diriger leur curé, mais au contraire en recevoir des instructions (34).

Mais les curés eux-mêmes voulaient-ils se soumettre? Un certain nombre y étaient disposés, il leur fallait une grande force de caractère. D'autres s'y opposaient formellement en raison de leurs sentiments royalistes. N'est-il pas remarquable qu'un prêtre ait cru devoir joindre à sa rétractation une tirade violemment antirépublicaine? N.-R. Bellot déclara qu'il avait « toujours détesté le parti républicain » et qu'il le considérait, « avec la plus grande compassion, comme la plus énorme extravagance de l'es-

(33) Paillé, *Justification des prêtres catholiques qui se sont fait décerner acte de leur soumission aux lois de la République, imprudence de ceux qui les blâment et les condamnent*, s. l., in-16, 37 p., 1795.

(34) Uzureau, même ouvrage, p. 269.

prit humain et une preuve certaine de la malédiction de Dieu sur la France (35) ». On imagine aisément l'effet que produisit sur de tels prêtres la lettre envoyée de Vérone par le prétendant Louis XVIII pour interdire la déclaration de soumission (36).

Les réfractaires intransigeants affirmaient que la soumission était un nouveau serment, et que les soumissionnaires étaient schismatiques comme les jureurs et les intrus. Les assermentés s'appliquaient à prouver qu'ils n'avaient rien fait de plus dans leurs serments précédents que reconnaître les lois et s'y soumettre, et que rien, en conséquence, ne les différenciait des soumissionnaires (37). On comprend, dans ces conditions, l'insistance avec laquelle les chefs du diocèse — comme ceux des diocèses voisins — s'appliquèrent à maintenir la distinction entre assermentés et orthodoxes au moment même où la loi l'effaçait et précisément parce que la loi l'effaçait.

C'est ainsi que Paillé, dans son écrit, établissait longuement que « la soumission ne rapproche en rien ceux qui l'ont faite des prêtres constitutionnels et des intrus ». La conclusion pratique était naturellement le maintien de l'interdiction de toute communication *in divinis* entre les soumissionnaires et les jureurs (38).

Dès les premiers jours où fut posée la question de la soumission, le clergé et le gouvernement se préoccupèrent de l'attitude du pape. Les réfractaires affirmaient déjà que la soumission serait condamnée. Plus pondéré, l'administrateur du diocèse du Mans écrivait à ses prêtres : « Ne jugez pas... Attendons tous en paix le jugement de l'Eglise. » Les hommes d'Etat s'efforcèrent

(35) Reg. rétractations, n° 11.

(36) *Instruction du Roy sur la question de savoir si les ecclésiastiques restés en France peuvent déclarer qu'ils se soumettent aux loys de la République* (Arch. nat., F 7 4269). Cette lettre circula dans la Sarthe, et plusieurs municipalités reçurent l'ordre de surveiller en conséquence la poste aux lettres (Arch. comm. La Ferté-Bernard, lettre du 4 pluviôse an IV).

(37) F.-G. Besnard, *Mémoire justificatif de F.-G. Besnard en tant que prêtre assermenté*. Mamers, an IV, 116 p. in-8°, p. 112.

(38) Il en fut de même dans l'Ardèche où l'on poussa même cette préoccupation jusqu'à établir une formule de soumission qui spécifiait la résolution de ne pas « communiquer spirituellement » avec les constitutionnels. Cette formule fut acceptée par les pouvoirs locaux (Jolivet, ouvrage cité, p. 541).

d'incliner dans un sens favorable la décision de Rome. Comme Louis XVIII, mais naturellement dans un but opposé, le Directoire négocia. On sait que l'échec de cette tentative tint à peu de chose (39).

En raison de cet échec, le bref *Pastoralis sollicitudo* autorisant la *soumission* ne fut jamais publié officiellement. Il fut cependant divulgué et abondamment répandu par les soins des autorités civiles, ce qui fit suspecter son authenticité (40). Il ne fut reconnu que beaucoup trop tard, alors que les positions étaient prises et que les événements politiques avaient modifié la situation (41).

Dans l'intervalle les évêques de Londres avaient envoyé une lettre condamnant la soumission pour des motifs essentiellement politiques (42), et le gouvernement avait pris successivement plusieurs mesures de rigueur. En particulier, la loi du 7 vendémiaire (29 septembre) demandait aux ministres du culte de « reconnaître que l'universalité du peuple français est le souverain ». Des poursuites avaient eu lieu, Paillé avait été consigné chez lui, tandis que les scellés étaient posés sur ses papiers. La pacification religieuse était devenue impossible, et le régime directorial en souffrit jusqu'à son dernier jour (43). Voilà ce qui explique les divisions du clergé réfractaire, notamment dans la Sarthe.

Quelques prêtres tentèrent d'éluder les difficultés en faisant la promesse avec restriction, tel Blondeau qui ne se soumit aux

(39) R. Guyot, *le Directoire et la paix de l'Europe*, pp. 80, 185 et 201; — Lefebvre, Guyot et Sagnac, ouvrage cité, p. 338.

(40) Savarre nie l'authenticité du bref (*Mémoires*, p. 306).

(41) R. Guyot, ouvrage cité, p. 202; — Vicomte de Richemont, *La première rencontre du Pape et de la République française, le Correspondant*, 1897; — Anonyme, *Rapport général des contestations relatives à la promesse de fidélité à la Constitution*. Paris, Le Clère, 1800, in-8°, 180 p., p. 158. Arch. nat., F 7 3669 et 7197. — Il circula un faux bref condamnant la soumission (Liger, *Coup d'œil...*, p. 132).

(42) *Sentiments unanimes de douze évêques réunis à Londres pour délibérer sur le serment exigé des ministres du culte*.

(43) Le jugement sévère de M. Mathiez est donc très contestable. Il prétend que « la pacification religieuse, suite et conséquence de la pacification royaliste de l'Ouest, ne devait être, comme celle-ci, qu'une pacification menteuse » (Mathiez, *la Réaction thermidorienne*, p. 184).

lois de la République qu'« autant qu'elles seront conformes aux lois de l'Eglise catholique, apostolique et romaine (44) ». Ce compromis fut interdit et les prêtres durent se soumettre purement et simplement.

Deux partis se formèrent parmi les prêtres orthodoxes ; ils divisèrent même l'entourage du vicaire général, dont les intentions ne furent pas respectées. Un fait très significatif le prouva avec éclat. L'évêque avait écrit, sans doute à la demande de Paillé, une lettre en vue de l'apaisement : il y recommandait, comme avait fait son vicaire général, l'union et la charité entre les prêtres :

Nous sommes bien éloignés, écrivait-il, d'approuver la conduite de ceux qui, conservant une opinion pure au sujet de la soumission, se livrent à un zèle outré et éloignent les fidèles de la fréquentation et communion, qu'aucune loi ne leur défend, avec ceux qui auraient fait ledit acte exigé par la loi du 28 septembre 1795.

Or il advint que certains prêtres firent circuler une version modifiée et tendancieuse où l'on faisait déclarer à l'évêque :

Nous trouverons toujours grièvement coupables devant Dieu tous ceux qui, par quelque acte extérieur que ce soit, nuiront aux intérêts de l'autorité légitime, notamment par la soumission exigée par la loi du 28 septembre 1795 (45).

On insinua que Paillé « était sur son déclin » et que ses collaborateurs « retenaient toute l'autorité [et] entretenaient une correspondance secrète avec son successeur qui était dans des principes diamétralement opposés (46) ».

(44) D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 244. Les *Notes du Clergé* signalent le cas d'un bénédictin qui fit son acte de soumission « avec bonnes et suffisantes restrictions ». M. Boulard a publié dans *la Révolution dans le Maine* une promesse restrictive, p. 21, 1926. Le cas, exceptionnel dans la Sarthe, semble avoir été plus fréquent ailleurs, par exemple dans le Calvados et le Quercy.

(45) Pichon, ouvrage cité, p. 204 ; — D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 284 ; — La version tendancieuse est rapportée par Savarre, *Mémoires*, p. 304.

(46) Liger, *Coup d'œil sur les ravages que le conflit des opinions tant politiques que religieuses a causés dans la Vendée et particulièrement dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne*. Paris, an IX, in-8°, 192 p. p. 100.

La lettre authentique indique assez à quel point d'exaltation le conflit en était arrivé. Les opposants invectivaient les prêtres soumis. Ils ordonnaient « de les fuir comme schismatiques » et de ne pas recevoir les sacrements de leurs mains, même à l'article de la mort. Cette propagande se poursuivit « dans la ville et dans la campagne, dans les marchés et dans les cabarets (47) ». N.-R. Bellot, le rétracté qui avait fait de si vives déclarations royalistes, était parmi les plus ardents, lui qui avait tout accordé — même l'apostasie — au temps du danger. De jeunes prêtres, indignés de voir les soumissionnaires munis de pouvoirs, refusèrent de demander aux supérieurs du diocèse la prolongation des leurs. Ils étaient appuyés par des hommes d'un caractère entier qui avaient fait preuve d'une activité et d'une audace étonnantes sous la Terreur, mais qui ne pouvaient admettre la moindre modification de l'attitude du clergé orthodoxe à l'égard du gouvernement. C'était ce tempérament qui conduisait à la scission, au schisme, comme l'écrivait Paillé, et à la *Petite Eglise*, comme il advint à MÉRILLE et aux deux frères GOURDET qui furent parmi les opposants les plus violents (48). N'allèrent-ils pas jusqu'à traiter les chefs du diocèse de « fripons » et de « philosophes » ? Ils qualifiaient les soumissionnaires « d'impies et d'apostats » et menaçaient de la damnation ceux qui assistaient à leurs messes (49). Comme a écrit l'abbé Dubuisson, les opposants, entraînés par « l'ignorance, la prétention, le plaisir de se croire plus clairvoyants, plus instruits et d'avoir une conscience plus délicate que les autres,... ne gardèrent plus de mesure à l'égard de ceux qui crurent pouvoir en conscience faire la seconde [soumission] ; ils employèrent tous les moyens qu'ils purent employer pour les rendre odieux et suspects aux fidèles (50) ».

(47) Liger, *Avis important aux fidèles, ou Etrennes pour l'an 1798*. Fougères, in-8°, 16 p., p. 2.

(48) Cas identiques dans le Quercy (Sol, *la Révolution en Quercy*, t. IV, p. 104).

(49) *Notes du Clergé* (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

(50) D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 237.

Leurs intrigues s'étendirent jusqu'à Paris, où Pivron (de Chantenay) s'en fut pour essayer d'obtenir l'appui de Lanjuinais. Mais il échoua devant l'attitude de tout le clergé de Paris, « même la partie la plus sainte et la

Cette scission eut lieu aussi dans le Calvados, dans les Côtes-du-Nord et dans diverses régions, mais avec plus ou moins de violence, car les soumissionnaires étaient plus ou moins nombreux (51). Dans le voisinage immédiat de la Sarthe il n'y eut même presque aucun prêtre orthodoxe à faire l'acte de soumission. Dans le diocèse du Mans la division fut très inégale : la partie occidentale, devenue le département de la Mayenne, ne contenait qu'un nombre infime de soumissionnaires (52) ; le département de la Sarthe en eut une quantité considérable (53). A la suite de Paillé quelques réfractaires notoires firent campagne en faveur de la soumission, et l'un d'eux, Liger, écrivit même des brochures dans ce sens (54). Dans le district de Mamers le nombre des réfractaires qui se soumirent fut élevé. On en vit qui avaient vécu cachés jusqu'à cette époque et qui sortirent de leur retraite pour se présenter à la municipalité (55).

Ce mouvement important fut compromis par quelques maldresses de certains administrateurs qui faisaient difficulté pour accepter la soumission d'un réfractaire ou qui s'appliquaient à

plus vénérable ». Ce qui excita la colère des anti-soumissionnaires. Le chanoine Savarre écrivait d'Espagne : « Le clergé de Paris, jadis la lumière de la France et même de l'Europe, était devenu la fange de ce royaume... Le poison serpentait dans les veines d'évêques, de supérieurs, de vicaires généraux. Liberté, Egalité, Soumission, telles étaient leurs maximes. » (*Mémoires*, p. 316.)

(51) La dissidence fut profonde et grave dans les Côtes-du-Nord, les soumissionnaires refusèrent de modifier leur attitude, et les réfractaires intransigeants les déclarèrent « plus coupables que les intrus qui se sont mariés » (Couffon et Pommeret : *le Directoire vu de Saint-Servan par un agent secret de Mgr Le Mintier*, Soc. Emulation des Côtes-du-Nord, 1930 ; et Pommeret, ouvrage cité, pp. 314 et 368). Il en fut de même dans l'Ardèche (Jolivet, ouvrage cité, p. 541).

(52) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 372.

(53) Il ne nous a pas été possible de préciser ce nombre. Il aurait fallu pour cela une enquête dans toutes les mairies, à partir de prairial an III. A titre d'indication, nous signalons que dans le canton du Lude, du 13 thermidor an III au 28 vendémiaire an IV, il y eut onze promesses de soumission (Reg. délib. Lude). Les diverses sources utilisées indiquent un ensemble d'environ cent cinquante soumissions à partir du début du Directoire.

(54) Les *Notes du Clergé* indiquent aussi comme « très chauds partisans de la soumission » Urbain Deroy, cordelier, et l'abbé Chesnais (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

(55) G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 81 et suivantes.

éluder les lois. Cependant ces rancunes obstinées furent exceptionnelles, c'est surtout la politique générale qui rendit vraiment difficile la pacification.

L'ACTION DES PRÊTRES SUR LES POPULATIONS

Le régime directorial trouva l'Eglise insermentée en pleine renaissance. Dès septembre 1794 les populations avaient rétabli croix et calvaires (56). Puis, au printemps 1795, elles avaient obtenu la réouverture des églises, tantôt grâce à la chouannerie, tantôt à la suite d'un soulèvement féminin (57). En bien des endroits les prêtres réfractaires avaient repris le culte publiquement, forts des arrêtés de Guezno et Guermeur et de l'appui presque général. Ils avaient entamé un immense travail pour régulariser la situation religieuse des fidèles.

Le département fut sillonné par des missions itinérantes et agissantes : Hayes de La Sorière, Jacquet, Malard, Boutros, Lamare, Marquis-Ducastel, Lacroix, Tessier et bien d'autres prêtres réfractaires, munis de pouvoirs très larges (58), parcoururent le diocèse pour réhabiliter les mariages et multiplier les baptêmes sous condition. Dans le seul mois d'avril 1795 Marquis-Ducastel réhabilita cinquante-deux mariages. Quelques registres paroissiaux soulignent l'ampleur de ce mouvement : dans certaines paroisses tous les mariages durent être réhabilités parce qu'ils

(56) J. Vavasseur, *Moncé-en-Saosnois*, Prov. Maine, t. IX, p. 329; — G. Fleury, ouvrage cité, t. I, p. 254; t. II, p. 115 et suivantes; — M. Giraud, ouvrage cité, p. 648.

(57) M. Giraud, ouvrage cité, p. 649; — Deschamp La Rivière, *Bulletin Soc. Ag. Sc. A.*, t. XXXVII, p. 52; — D. Piolin, ouvrage cité, pp. 225 et 226; — Robveille et Froger, Prov. Maine, 1909, p. 26. — La loi du 3 ventôse an IV portait que la République ne fournit aucun local pour l'exercice du culte, elle interdisait même aux « communes et sections de communes, en nom collectif », l'acquisition et la location de locaux cultuels. « C'est un régime très dur que celui qui est fait aux catholiques », a écrit M. Mathiez (*la Réaction thermidorienne*, p. 182).

(58) Marquis-Ducastel était « délégué de M. de Gonssans et du Saint-Siège [*sic*] pour l'administration des sacrements dans les paroisses du diocèse privées de ministres catholiques » (Chardon, *Histoire religieuse de Mayenne*, p. 160).

avaient été célébrés par un curé intrus. Ainsi à Fyé, les mariages faits par Herbin furent réhabilités par Etoc ou par Boutros (59).

Dans ce travail les divisions réapparurent entre prêtres : les intransigeants, comme Hayes de La Sorière, renouvelaient tous les baptêmes qui n'avaient pas été faits par des prêtres réfractaires, tandis que les autres prêtres ne rebaptisaient que les enfants ondoyés par des laïcs.

Dans la plupart des cas les populations acceptaient volontiers ces réparations, souvent elles les réclamaient. Cependant les habitants et les familles n'avaient pas non plus une complète unité de vues. Les réhabilitations de mariages furent parfois assez délicates ; si certains mariés donnaient « des marques de leur repentir » et abjuraient « leur erreur », d'autres rechignèrent devant la nécessité d'une nouvelle confession. Au contraire certains parents, ayant fait baptiser des nouveau-nés par de bons prêtres, se refusèrent à les déclarer aux municipalités. Le cas fut assez fréquent pour qu'on ait dû rappeler que c'était là un délit passible de deux ans de prison (60).

Certains divorcés revinrent sur leur acte de séparation. Par exemple à Saint-Cosme, une divorcée « rétracta l'acte » par lequel elle avait demandé le divorce « dans des circonstances difficiles », et elle déposa sa lettre à la municipalité « en témoignage de [sa] catholicité et de l'horreur [qu'elle avait] du divorce, ayant l'intention de réparer par là le scandale que [sa] démarche aurait fait (61) ».

Les paroissiens, ainsi disposés, firent parfois difficulté pour accepter un prêtre rétracté dont le passé leur déplaisait. Ils signaient une pétition et l'adressaient aux autorités ecclésiastiques.

(59) Nombre de ces registres subsistent soit aux archives départementales de la Sarthe, soit aux archives de M. le vicaire général Lefebvre. Voir l'utilisation des registres paroissiaux dans des conditions analogues pour la Nièvre (L. Mirot, *la Vie religieuse après la Terreur*, Revue des Questions historiques, 1934, p. 193 et suivantes).

(60) Reg. délib. Saint-Calais, 20 pluviôse an IV ; — Circulaire de la municipalité de Fresnay aux chirurgiens et sages-femmes, 7 ventôse an IV (Arch. comm. Fresnay). — Faits analogues dans la Vienne (R. Doucet, *l'Esprit public dans le département de la Vienne pendant la Révolution*, p. 305).

(61) Reg. délib. Saint-Cosme, 28 thermidor an IV.

tiques. Mais il arrivait que le rétracté en fit organiser une autre de son côté, de sorte que la paroisse se scindait. Il en résultait quelquefois des troubles : « plusieurs femmes partisans [de l'abbé Gaucher] ont été maltraitées par leurs maris à ce sujet (62) ». L'autorité diocésaine devait faire effectuer une enquête pour connaître le véritable sentiment de la majeure partie des paroissiens et rétablir la paix.

Tous ces mouvements étaient observés avec inquiétude par les représentants du gouvernement.

« Les opinions religieuses ne sont point du ressort de l'esprit public, cependant on ne peut se dissimuler qu'elles ne soient la cause de presque tous les troubles qui agitent le département. » Ainsi s'exprimaient les administrateurs de la Sarthe aux derniers jours de la Convention (63). Quelques mois plus tard, les commissaires cantonaux signalaient les progrès du fanatisme (64). Cela devait peser sur la politique religieuse du nouveau régime.

III. LA POLITIQUE RELIGIEUSE DU NOUVEAU RÉGIME

LES CLAUSES RELIGIEUSES DE LA PACIFICATION MILITAIRE

Depuis qu'il était chargé de l'Armée des Côtes de l'Océan, Hoche n'avait cessé de répéter qu'il fallait ménager les prêtres parce que le peuple leur était attaché et que le culte une fois libre les esprits se détendraient. Lors de la pacification, Scépeaux demanda le libre exercice du culte catholique, la jouissance des presbytères pour les prêtres et la faculté pour eux de recevoir « ce que les paroissiens offriront ». Hoche avait répondu favorablement (65). Les chefs chouans d'ailleurs ne voulaient pas transiger sur ces points. Hoche avait tenu sa promesse en publiant

(62) Reg. rétractations (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

(63) Arch. dép. Sarthe, L. 177, f° 17.

(64) Correspondance des commissaires de Conlie (Arch. dép. Sarthe, L. 209), La Ferté-Bernard (L. 158, f° 127; L. 226), Vivoin (L. 234), Bourg-la-Loi (L. 223), surtout au cours de l'été de 1796.

(65) Mémoires de M^{me} Turpin de Crissé, cités par Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 472.

le 14 prairial an IV (2 juin 1796) une circulaire pour recommander à ses subordonnés d'assurer le libre exercice des cultes (66). Au moment de la suppression de l'état de siège, Hoche proposait au Directoire « de tolérer tous les cultes, dans l'hypothèse cependant où leurs ministres ne troubleront pas l'ordre public et n'établiront aucune distinction dans leur costume à l'extérieur (67) ». L'efficacité de cette tactique avait été reconnue depuis longtemps déjà par ses adversaires : Frotté signalait que la plupart des prêtres désiraient la paix « parce qu'on leur [promettait] la liberté du culte (68) ».

La paix religieuse reposait donc sur la liberté du culte. Mais elle était mal définie. Depuis longtemps flottait une équivoque que les militaires n'avaient pas intérêt à dissiper s'ils voulaient pacifier : l'état de fait n'était pas d'accord avec les lois et les promesses concernant le culte étaient interprétées en sens différent par ceux qui les faisaient et par ceux qui les acceptaient.

Les prêtres réfractaires, les chouans et la majeure partie de la population désiraient une liberté totale : celle du costume, celle des croix et des cloches, celle de tous les prêtres, et la faculté de célébrer sans obstacle toutes les cérémonies du culte, aussi bien au dehors que dans les églises. On attendait donc des généraux une modification des lois pour reconnaître et assurer l'état de choses établi par les chouans et les Vendéens là où ils étaient les maîtres (69). Mais le gouvernement, loin de vouloir maintenir par un régime d'exception ces avantages sur les lieux du soulèvement, tenait à ramener l'Ouest au droit commun. S'il finit par accorder l'exemption du service militaire, il fut beau-

(66) Savary, ouvrage cité, t. VI, pp. 325 et 327.

(67) Rapport du 25 messidor an IV (13 juillet 1796); — Arch. de la Guerre, armée des Côtes de l'Océan.

(68) De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 79. — Même observation de la part du procureur général du syndic de Saint-Brieuc (Pommeret, ouvrage cité, p. 314).

(69) L'opposition entre les mesures de pacification et les lois avait apparu dès 1795. Le 17 février 1795, les représentants en mission avaient promis la liberté des cultes « sans restriction » et rédigé un arrêté dans ce sens (Chassin, t. I, pp. 144, 152, 154 et 159). A la suite de la loi du 3 ventôse an III le pays fut cependant soumis au droit commun (Chassin, même ouvrage, p. 309).

coup plus strict pour l'exercice du culte. Les généraux durent agir en conséquence et limiter leurs concessions aux prescriptions des lois et de la Constitution.

Cependant, pour consolider la pacification, les militaires se montrèrent très larges. Ils laissèrent une extrême liberté à tous les prêtres, au point que le commissaire central se plaignit (70). Car le commissaire et ses collègues des cantons voulaient l'application rigoureuse des lois. Ils s'y employèrent, mais ils se heurtèrent aux administrateurs élus, et la pacification fut compromise.

EFFORTS DES COMMISSAIRES DU DIRECTOIRE ET RÉSISTANCE DES MUNICIPALITÉS

Dès le 6 brumaire (28 octobre), l'administration départementale prit un arrêté pour faire exécuter la loi du 3 brumaire : elle ordonnait aux municipalités d'arrêter immédiatement les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion (71). La plupart des municipalités cantonales n'étaient pas constituées ; celles qui venaient de se réunir étaient composées de gens pacifiques, républicains modérés et peu disposés à poursuivre les prêtres réfractaires : elles éludèrent l'application de la loi. A La Flèche, par exemple, la municipalité décida tout simplement d'arrêter quatre prêtres sexagénaires qui avaient été libérés en 1795 et vivaient chez leurs parents (72). Quand il s'agit d'exécuter cette mesure, l'un des prêtres n'était plus là, deux autres étant malades ne restèrent que quelques jours à la maison d'arrêt puis furent reconduits chez eux. De telle sorte que seul un prêtre âgé fut envoyé au Mans. Cette façon de tourner la loi fut autorisée

(70) Lettre du commissaire central au général Watrin, 21 germinal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 193).

(71) *Adresse au Directoire exécutif, présentée par les administrateurs du département de la Sarthe*. Le Mans, an IV, in-4°, 24 p., p. 15. Pour tout ce chapitre il faut consulter le travail de M. l'abbé Girault, *la Persécution du Clergé*. Laval, 1931, in-8°, 162 p.

(72) Reg. des arrêtés, 13 brumaire an IV.

par le Département, sur la foi de certificats attestant que l'un des deux prêtres était « sourd et presque imbécile » et que l'autre était « absorbé par le dépérissement de sa santé ». Ce procédé fut abondamment employé (73).

Ailleurs, la municipalité déclarait ne connaître aucun prêtre sujet à la réclusion ou à la déportation (74), ou elle s'en rapportait aux agents et se contentait de leur transmettre les ordres (75). Si la présence de quelques prêtres non en règle était incontestable, la municipalité la signalait, mais en regrettant que nul ne sût où les trouver (76). Les commissaires du Directoire étaient bien empêchés d'appliquer la loi. Quelques-uns se firent autoriser à organiser des battues, par exemple celui de Mamers, Guittier. Ces recherches amenèrent l'arrestation de huit prêtres, dont quatre seulement furent maintenues. Le plus jeune avait soixante-six ans (77) ! Au Mans, on arrêta vingt prêtres, dont le vicaire général Paillé.

Ce résultat est digne d'attention car il résume assez fidèlement la situation : une trentaine de prêtres furent emprisonnés, treize d'entre eux avaient plus de soixante ans, parmi les autres cinq étaient malades ou infirmes (78). Dès la fin du mois de frimaire Le Hardy avait signalé au ministre de l'Intérieur l'incarcération « de citoyens respectables sous tous les rapports, de vieillards octogénaires... De pareils faits ne feront jamais honneur au département de la Sarthe ». Il notait encore, pour toucher plus sûrement le ministre, que les chouans se félicitaient de ces mesures qui ne pouvaient qu'« augmenter le nombre de leurs partisans (79) ». Les mêmes causes aboutirent aux mêmes effets

(73) Reg. des arrêtés, 29 brumaire, 3 frimaire et 18 floréal an IV. Nombreux exemples dans Girault, ouvrage cité.

(74) Reg. délib. Saint-Calais, 5 frimaire an IV.

(75) Reg. délib. La Chartre, 10 pluviôse an IV.

(76) Reg. délib. Marolles, 30 pluviôse an IV.

(77) G. Fleury, ouvrage cité, t. I, p. 272, et t. III, p. 83.

(78) Arch. dép. Sarthe, L. 376. Leurs noms ont été publiés par Girault, ouvrage cité, pp. 8 à 10.

(79) Le Hardy au ministre de l'Intérieur. Le Mans, 20 frimaire an IV (Arch. nat. F 19 469).

dans les autres régions de l'Ouest. Non seulement dans la Mayenne, mais dans les Côtes-du-Nord et dans le Calvados, on n'emprisonna que les infirmes et les vieillards (80). En somme, partout où l'application de ces premières mesures a été étudiée on a observé les mêmes faits (81).

Une pareille politique alliait l'inefficacité à l'odieux. Ce n'est pas ce que voulait le gouvernement. S'il recevait des lettres lui montrant les inconvénients de ces arrestations de vieillards, il en recevait aussi qui dénonçaient la mauvaise volonté des municipalités. Le ministre de la Police, Merlin, envoya une circulaire le 22 ventôse an IV (12 mars 1796) pour faire presser les poursuites (82). Il recommandait de ne pas oublier les prêtres qui avaient fait serment avec restriction ou qui s'étaient rétractés, même s'ils avaient depuis fait un serment pur et simple. Il y ajoutait ceux qui exerçaient sans avoir fait la déclaration de soumission exigée par la loi du 7 vendémiaire (83). Les membres des municipalités étaient responsables de l'exactitude de leurs réponses, ils devaient transmettre la liste des diverses catégories de prêtres à poursuivre aux brigades de gendarmerie qui demeuraient chargées des arrestations.

L'administration départementale convoqua aussitôt les municipalités cantonales (84) et ordonna à la municipalité du Mans de préparer un local « sûr et spacieux » pour y placer les prisonniers.

Les municipalités se réunirent et confirmèrent généralement qu'aucun prêtre de leur canton n'était dans l'un des cinq cas

(80) Pommeret, ouvrage cité, p. 359; — Patry, ouvrage cité, p. 111; — D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 307.

(81) Par exemple dans le Quercy (Sol, *Sous le régime de la séparation*, chap. v).

(82) Circulaire du 22 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 178). Comparer avec le Calvados (Patry, ouvrage cité, p. 109).

(83) Circulaire de l'administration centrale, 1^{er} germinal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 283).

(84) Arrêté du 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796) (Arch. dép. Sarthe, L. 115, f^o 22).

prévus. C'est ce que montrent douze registres cantonaux (85); l'administration centrale signale vingt-cinq autres cas analogues (86). Ce furent donc trente-sept municipalités qui déclarèrent ne pas connaître de prêtres à poursuivre. C'est assez dire qu'elles ne firent aucune recherche et voulurent empêcher l'application de l'arrêté départemental. D'autres fournirent des renseignements inutilisables : celle de La Flèche désignait deux prêtres insoumis, mais qui avaient disparu; celle de Précigné indiquait plusieurs réfractaires, mais qui étaient « sans doute » partis dans les rangs des chouans. « Cependant, observait-elle, il pourrait y avoir des prêtres réfractaires qui exerceraient dans les maisons des particuliers les fonctions de leur culte, mais on ne les connaît pas. » Les administrateurs de Tresson, de Brûlon et de Bessé firent des réponses semblables (87). Ainsi quarante-deux cantons n'offraient aucun renseignement utile! Quelques autres paraissent n'avoir pas répondu (88).

En tout quarante-six prêtres furent signalés dans le département : dix-neuf à titre de réfractaires, treize à titre de rétractés. Mais huit seulement étaient susceptibles d'être incarcérés, tous les autres ayant disparu (89).

Par contre certains administrateurs se livrèrent à de singuliers excès de zèle : la municipalité de Château-du-Loir fit emprisonner un prêtre marié (90), celle de Mayet fit arrêter un assermenté (91), celle de Sillé-le-Guillaume reconnut que tous les prêtres du canton étaient soumis aux lois, cependant, « par me-

(85) Reg. délib. du Lude, 18 germinal an IV; La Ferté-Bernard, 9 germinal; Ecommoy, Saint-Calais, Fresnay, Saint-Maixent, 10 germinal; Pontval-lain, 20 germinal; Tuffé, 8 germinal; Saint-Paterne, 11 germinal; Mamers, 12 germinal; Marolles, 11 germinal; La Bazoge, 10 germinal.

(86) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^{os} 77 à 81; L. 246, 2 floréal an IV.

(87) Reg. délib. La Flèche (*extra muros*), 7 germinal an IV; Précigné, 10 germinal; Tresson, 15 germinal; Bessé, 12 germinal; Brûlon, 20 germinal.

(88) Cantons de Ballon, Bourg-la-Loi, Chantenay, La Suze, Parcé, Saint-Cosme, Saint-Jean-de-la-Motte et Vallon.

(89) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^{os} 76 à 81.

(90) Arch. dép. Sarthe, L. 195, 15 germinal an IV.

(91) Reg. délib. Mayet, 13 et 16 germinal an IV.

sure de sûreté générale » elle les mit « en état d'arrestation dans leur domicile respectif (92) ».

L'effort des commissaires cantonaux, aiguillonnés cette fois par un commissaire central, fut plus efficace : ils dénoncèrent la présence de prêtres suspects, signalèrent ceux qui leur paraissaient rétractés et organisèrent des poursuites.

Les arrestations furent un peu plus nombreuses et frappèrent presque exclusivement trois catégories de prêtres : les vieillards que l'on trouvait chez eux et qui se croyaient en droit d'y demeurer, les prêtres nouvellement ordonnés que leur imprudence juvénile fit atteindre plus facilement, enfin quelques constitutionnels dont la rétractation avait été plus particulièrement éclatante. Au total une quarantaine de prêtres furent incarcérés à la Visitation, au Mans (93).

IV. RÉSULTATS

ARRESTATIONS ET LIBÉRATIONS DE PRÊTRES

Les dossiers des prisonniers furent confiés à l'accusateur public, « seul compétent pour les remettre en liberté ou les punir conformément aux lois (94) ». Celui-ci eut quelque peine à sévir : la plupart des prêtres avaient fait les serments requis ; les uns le prouvaient par des extraits en bonne forme, les autres par témoignages. Beaucoup d'entre eux étaient défendus par une partie de leurs concitoyens (95). Quelques-uns présentaient des actes de soumission faits au dernier moment, mais antidatés par des

(92) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 76.

(93) Les documents permettent de reconstituer approximativement la liste des prêtres arrêtés : Anfray, Ballin, Bigot, Boistard, Bonhommet, Chaumont, Chesneau, Couppé, Courvasier, Dion, Doisteau, Dubois, Duclos, Filleul, Gendron, Gilbert, Giroust, Gournay, Guyon, Huet, Judois du Taillis, Jumeau, Lambert, Launay, Le Coconnier, Lot, Martin, Martinet, Pasquier, Petitjean, Pichon, Pillon, Renouard des Lauriers, Richard, Roussel, Rouxelin, Subrien et Tessier (Arch. dép. Sarthe, L. 158, 167, 169, 170, 207, 208, 211, 229, 238, 249, 250, 251 et 118).

Si l'on remarque qu'il y a trente-huit noms et que l'administration départementale signalait aux ministres de l'Intérieur et des Finances la présence de « trente-six à quarante prisonniers » (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 185), il y a quelque chance que la liste soit à peu près complète.

(94) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 56. L'accusateur était Juteau-Duhoux (Voir plus loin, chap. VIII).

(95) Arch. dép. Sarthe, L. 168, f° 77 à 83.

agents complaisants (96). Pour l'accusation, le point capital était souvent la rétractation de serments qu'il s'agissait de prouver. Merlin ordonnait de condamner même en l'absence de preuves écrites, en recourant à des témoins; mais on ne put trouver de témoins. Pas même pour condamner le curé de Courcemont qui avait rétracté solennellement son serment devant une assistance nombreuse dont plusieurs membres étaient connus. Il fallut rapporter le mandat d'arrêt (97). L'accusateur public constata donc que de nombreuses arrestations étaient arbitraires et fit libérer, lentement, les prêtres incriminés (98).

Les plus malheureux furent les vieillards. Provisoirement autorisés à rester chez eux en brumaire, après avoir généralement été reclus assez longtemps, ils furent à nouveau emprisonnés pour donner au moins cette satisfaction aux vœux du ministre. Le Département n'était d'ailleurs pas bien fier de cet exploit : il s'efforça d'attendrir les ministres des Finances et de l'Intérieur en leur signalant le grand âge et les infirmités des malheureux prisonniers; il fit observer au premier que ces pauvres gens dénués de ressources occasionnaient de lourdes dépenses (99). Quant au ministre de l'Intérieur, on le prit par les sentiments, et il répondit qu'il avait « intéressé la sensibilité du Directoire ». Une nouvelle réclamation n'eut pas plus de succès, et les enlargissements ne furent prononcés qu'à la fin de l'an IV ou au cours de l'an V (100).

ECHEC DE LA POPULATION RELIGIEUSE

Les résultats définitifs étaient insignifiants : les prêtres les plus influents et les plus actifs étaient encore en liberté et les populations s'étonnaient des mauvais traitements infligés à des vieillards. Le fanatisme, comme l'on disait, ne faisait que croître et s'affirmer dans le département. L'application des arrêtés sur

(96) Arch. nat., F 19 1016.

(97) Arch. dép. Sarthe, L. 178.

(98) Arch. dép. Sarthe, L. add. 270, 9 prairial an IV.

(99) Lettre du 13 floréal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 66).

(100) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 130; L. 159, f° 83; L. 160, f°s 80, 123 et 149.

les signes et les lieux de culte en fournit une démonstration éclatante.

Des femmes déclenchèrent une émeute à Cherré parce qu'on voulait interdire l'angélus, et cette même consigne détermina un peu partout des inquiétudes et des mécontentements (101).

Ailleurs, des agents refusaient ouvertement d'appliquer la loi qui prescrivait la suppression des croix, celles des calvaires, celles des cimetières ou des clochers. Par exemple à Saint-Calais : l'agent ayant catégoriquement refusé d'appliquer la loi, le commissaire recourut à la force. « Un jour d'inhumation, les chasseurs de la Charente, profitant du moment où la porte du cimetière était ouverte, [renversèrent] devant tout le cortège la croix qu'on y avait relevée. » Cet acte provoqua de vives protestations et les agents déclarèrent « qu'ils ne se feraient pas casser le col dans leurs communes pour des croix (102) ». Des affaires analogues se produisirent ailleurs, les refus furent identiques, à moins que quelques délibérations platoniques n'eussent décidé la suppression des croix, sans que personne tentât de la réaliser (103).

Les proportions prises par cette offensive contre les calvaires furent assez graves pour que le général Watrin donnât l'ordre d'y surseoir, au mécontentement du commissaire central (104).

D'autres incidents eurent lieu à propos des églises (105) et aussi des frais du culte (106).

(101) Arch. dép. Sarthe, L. 226, 3 messidor an IV; — Reg. délib. Bouloire, etc...

L'usage des cloches pour l'exercice des cultes était interdit par la loi du 22 germinal an IV.

(102) Arch. dép. Sarthe, L. 247, 5 messidor (L. 61), 4 thermidor (L. 257), 16 messidor; — Arch. nat. A. F. III 301.

(103) Dans les cantons de Saint-Maixent (Arch. dép. Sarthe, L. 228), de Beaumont (L. 221), de La Chartre (L. 249), de Montfort (L. 215), etc...

(104) Lettre de la municipalité de Sablé, 2 messidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 242).

(105) Voir par exemple Reg. délib. Le Mans rural, messidor an IV; — Giraud, ouvrage cité, p. 669; — Reg. délib. Ecommoy, 20 messidor an IV; Lucé, 4 thermidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 215, 222, 242, 250 et 207). — La question de la vente des églises dans la Sarthe a été étudiée par M. l'abbé Girault, *le Statut légal des églises*. Le Mans, 1925, in-8°, 78 p.

(106) Reg. délib. Tresson, 20 thermidor an IV; Bouloire, 10 thermidor; — Briard, *Mézières-sous-Ballon*, Prov. Maine, t. XIII, p. 280.

La pacification religieuse avait donc échoué dans la Sarthe et la lutte y prenait une âpreté de mauvais augure. Elle mettait aux prises les représentants du gouvernement, disposant de la force, et les municipalités, soutenues par les populations. En vain le ministre de la Police, Cochon, recommandait-il au commissaire central d'adopter « un système de tolérance tel qu'aucun ministre du culte, aucun citoyen n'ait à se plaindre d'avoir sur ce point rencontré le moindre obstacle ou éprouvé la moindre gêne (107) », les autorités sarthoises s'acharnèrent, et l'on pouvait prévoir qu'une partie des campagnes, attachées à la religion et au culte, préféreraient suivre les prêtres et se dresser contre le régime.

(107) Lettre du 22 thermidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 178). Réponse Arch. nat. F 19 1016. — Il est à remarquer que le ministre de la Police n'avait pas compris la Sarthe au nombre des départements où il fallait fermer les yeux sur les serments et déclarations de soumission (Chassin, ouvrage cité, t. II, p. 580).

CHAPITRE V

La crise des subsistances au début du Directoire

- I. — **Disette dans les villes et aux armées :** le manque d'approvisionnement, ses causes et ses conséquences.
 - II. — **Efforts des administrations :** Distributions de grains et augmentation des salaires, zones d'approvisionnement, contrainte militaire.
 - III. — **L'approvisionnement des troupes.** — Les réquisitions : Le 30^e cheval. — Mécontentement général.
-

I. LA DISETTE DANS LES VILLES ET AUX ARMÉES

Pendant les derniers mois de la Convention et les premiers mois du Directoire, le manque de subsistances devint alarmant. De toutes parts les populations clamaient leur souffrance et plus encore leur peur de la famine : presque toutes les villes de France se trouvèrent démunies et le manque de vivres fit des ravages partout (1). Dans l'Ouest, des raisons particulières aggravaient le mal et il y sévit plus longuement et plus fortement.

Le tableau politique du département, au début du Directoire, signalait « les prix exorbitants de tous les objets de première nécessité,... le dénuement des marchés,... la disette... », les distributions de pain aux indigents du Mans (2). Les administrateurs des départements voisins avaient les mêmes soucis : « La famine s'organise sensiblement sous nos yeux », écrivaient ceux de

(1) Mathiez, *le Directoire*, p. 88 et suivantes; — Brelot, *la Vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire*, p. 45; — Marion, *Histoire financière*, t. III, p. 380.

(2) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f^o 16.

Maine-et-Loire (3), Angers manquait de subsistances : pendant quatre jours les indigents n'avaient rien reçu, et l'ordre public pouvait à tout instant être troublé par les miséreux et les affamés. Dans la Mayenne le mal était aussi grave, les marchés étaient déserts et les villes rationnées. Des émeutes dues à la disette éclataient de temps à autre (4).

Ce mal n'était pas nouveau, mais il avait rarement atteint une telle acuité. Toute une partie du département de la Sarthe ne récoltait pas, en année normale, de quoi se nourrir (5). On effectuait des achats dans les contrées voisines, notamment en Beauce. Dès que les communications étaient difficiles, mauvaises ou peu sûres, dès que l'argent manquait, dès qu'une récolte était trop faible, la disette sévissait. A maintes reprises on en avait souffert sous l'Ancien Régime; depuis le début de la Révolution il y avait eu des émeutes et des disettes en 1789, en 1792, en 1793 et surtout en 1794. Par malheur la récolte de 1795 fut médiocre et avariée par les pluies. Dans la Sarthe, on déclara que la rigueur de l'hiver 1794-1795 était la cause d'un déficit considérable (6). La disette subsista même au mois de septembre, à tel point que l'étonnement se mêlait aux plaintes : « Quoique nous soyons dans le commencement de l'année, écrivait la municipalité de La Flèche, les habitants de cette commune éprouvent une disette de subsistances telle qu'on n'en a jamais éprouvé. » Ce fait était général et de très mauvais augure (7).

La troupe souffrait aussi de ce manque de vivres, et c'est là l'une des causes principales de la maraude, du pillage et des désertions. Le mauvais fonctionnement des services de ravitaille-

(3) 5 brumaire an IV (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147).

(4) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 346; — Angot, *Mémoires épistolaires sur la Révolution à Laval*, p. 129.

(5) Il ne faut pas oublier que le blé était la nourriture fondamentale, la pomme de terre était méprisée.

(6) Reg. délib. Bessé, 10 germinal an IV (30 mars 1796).

(7) Reg. délib. La Flèche, 3 vendémiaire an IV. — Dans toute la France le mal sévissait : on le signalait aussi bien dans le Nord (voir Lefebvre, *les Paysans du Nord de la France*, p. 657) que dans le Midi (Sol, *la Révolution en Quercy*, t. IV, p. 117).

ment, qui faisait grandement souffrir les armées en campagne à l'étranger, se vérifiait aussi à l'intérieur. Précisément en vendémiaire an IV, au lendemain de la récolte de 1795, les vivres faisaient presque totalement défaut (8), il fallait à tout prix des grains, de la viande et des fourrages. Un peu plus tard on estimait que les troupes du département de la Sarthe avaient besoin de soixante-quinze bœufs par décade, sans compter le bétail qu'on espérait rassembler dans les parcs et pour lequel il faudrait cinq cent soixante-quinze quintaux de foin par mois. Or il n'y avait rigoureusement plus de viande et pas d'argent pour en acheter (9). Le *Service des Etapes* disposait bien de *magasins nationaux* gérés par des *étapiers*, mais ces magasins étaient vides (10). Le *commissaire ordonnateur en chef* à qui incombait la charge d'assurer, entre autres choses, « les subsistances, le fourrage, l'entretien des troupes », et qui était aidé par des *commissaires des guerres*, ne savait plus que faire (11). Il n'avait d'ailleurs pas davantage le moyen d'assurer la solde ! Cet état de choses dura toute l'année. Au mois de juillet le commissaire Rey écrivait que « jamais situation ne fut plus critique », et Watrin confiait sa détresse au commissaire central : « Nous sommes ici dans la misère la plus noire, grâce aux administrateurs militaires (12). » Là encore il s'agissait d'un fait commun à la majeure partie de l'Ouest : l'administration centrale de Maine-et-Loire écrivait que parfois elle ne savait la veille comment seraient assurées les distributions du lendemain ; celle de la Mayenne s'exprimait au même moment presque exactement dans les

(8) Arch. dép. Sarthe, L. 283.

(9) Arch. dép. Sarthe, L. 57.

(10) Arch. dép. Sarthe, L. 221.

(11) Arch. dép. Sarthe, L. 195. Le commissaire ordonnateur en chef fut longtemps Tapiés, et les commissaires des guerres les plus importants pour la Sarthe furent Rey et Langeron. Les étapiers étaient des entrepreneurs qui passaient des marchés pour assurer le ravitaillement des troupes en diverses catégories de produits.

(12) Lettre du commissaire Rey dans la liasse de correspondance de l'an IV (Arch. La Ferté-Bernard) ; — Lettre de Watrin (Arch. dép. Sarthe, L. 195).

mêmes termes : « Les troupes sont sans subsistance assurée pour plus d'un jour (13). »

LES CAUSES

Cette pénurie s'expliquait par de multiples causes. La récolte et la difficulté des transports n'y étaient pas étrangères, mais elles ne pouvaient rendre compte du manque de grains au lendemain même de la moisson et dans la région où elle avait été effectuée. Comme les citadins le disaient avec rage : « Le cultivateur aime mieux donner son blé gratis que pour des assignats, et ce par mépris (14). » Il fallait acheter en numéraire. Cela n'allait pas sans protestations, mais on s'inclinait en désespoir de cause : ainsi la municipalité de La Flèche fit ses achats en numéraire (15), et les soldats, malgré leurs menaces, ne pouvaient rien obtenir contre des assignats. « Vous savez, écrivaient les administrateurs de La Flèche, le 30 décembre 1795, que les marchandises, les denrées de toute espèce, les ouvrages, les journées, tout enfin se paye aujourd'hui en numéraire (16). »

C'est aussi la raison qui explique les lacunes de l'approvisionnement militaire (17). Le chef du service des Etapes à Alençon ne pouvait qu'exprimer « sa douleur et son désagrément » de ne rien envoyer à l'administration de La Ferté-Bernard qui le suppliait (18).

On crut un moment que les mandats résoudraient le problème, mais on reconnut bien vite que rien n'était changé : « Nous devons vous avouer franchement, écrivaient au ministre de la Justice les administrateurs de la Sarthe, le 22 juin 1796, que rien ne peut s'obtenir, soit au cours, soit autrement (19). »

On en arriva même à cet étrange résultat que la même muni-

(13) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147, L. 156; — Gaugain, ouvrage cité, t. II.

(14) Lettre de l'agent de Ballon (Arch. nat., F 7 1059).

(15) Arch. nat., F 19 1016.

(16) Arch. dép. Sarthe, L. 264; — Voir aussi chap. VII, § 1.

(17) Arch. dép. Sarthe, L. 221.

(18) Liasse de correspondance de l'an IV (Arch. comm. La Ferté-Bernard); — Voir aussi Reg. délib. de Château-du-Loir et Arch. dép. Sarthe, L. 221.

(19) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 102.

cipalité qui avait pris un arrêté pour contraindre les commerçants à accepter les assignats refusait de les recevoir en paiement des grains qu'elle distribuait et qu'elle avait achetés en numéraire (20) !

Le mal s'aggravait en raison même de ses conséquences. Sur les marchés le peu de grains qu'on apportait était disputé entre les nombreux acheteurs; ils s'arrachaient les sacs avant même que les charrettes fussent arrivées à la halle et que le marché fût ouvert. L'avidité des acheteurs s'accompagnait de violences pour imposer les assignats au vendeur, et celui-ci n'était plus le maître de sa marchandise. Le marché devenait un champ de bataille et la vente une rixe où l'on échangeait les injures avec les coups. Les municipalités durent intervenir, placer des troupes autour des halles, faire arrêter « tout citoyen ou citoyenne [les femmes étant souvent les plus ardentes] qui prendrait un cheval à la bride », qui se répandrait en invectives et commettrait des violences. L'ouverture et la fermeture du marché furent annoncées au son de la cloche. En outre, les acheteurs furent soumis à un tour de rôle, les plus nécessiteux et les plus chargés de famille recevant les premiers numéros et le droit d'acheter les plus fortes quantités (21).

Tous ces efforts ne furent guère efficaces. Les troubles persistèrent et les apports aux marchés disparurent en raison des violences :

Vous dites qu'il n'y a pas de grains aux Halles! écrivait la municipalité de Marolles à celle de Mamers. Rendez, chez vous, la liberté au commerce des grains, de sorte que le cultivateur ne soit plus livré à l'arbitraire du premier venu qui lui enlève son grain et en fixe le prix à un taux qui n'est pas équivalent à la seule dépense du transport (22).

Enfin une autre cause du manque d'approvisionnement était la chouannerie. Les chouans voulurent affamer les villes et firent

(20) Reg. arrêtés La Flèche, 9 nivôse an IV.

(21) Reg. délib. La Flèche, 8 thermidor an III, 3 vendémiaire an IV; Saint-Calais, 10 frimaire an IV; Bessé, 13 nivôse an IV, et Arch. dép. Sarthe, L. 159, f^{os} 47, 51, 53; L. 262; — G. Fleury, ouvrage cité, t. I, p. 265; t. II, p. 67.

(22) Reg. correspondance Marolles, 13 nivôse an IV.

les plus graves menaces aussi bien aux cultivateurs qui y portaient leurs grains, même au titre de la contribution en nature, qu'aux citadins qui viendraient se ravitailler dans les campagnes. C'est ce qui excitait la colère des administrateurs, tant dans la Sarthe que dans la Mayenne ou en Maine-et-Loire (23). Les sanctions qu'annonçaient les chouans ne furent pas nécessaires, car les paysans étaient trop heureux de trouver un prétexte pour ne plus bouger. Le général Aubert-Dubayet dénonçait cette collusion au moment même de la récolte :

Quand les chouans ont défendu [aux cultivateurs] de communiquer avec les cités, quand ils leur ont ordonné de démonter leurs voitures, quand ils ont coupé les communications, ils leur ont imposé des lois trop conformes à leur intérêt pour qu'ils ne s'en couvrissent pas aux yeux des administrations (24).

LES TROUBLES

L'inévitable conséquence de pareil état de choses fut que les gens voulurent se servir directement. Les riches allaient acheter à prix d'or les grains dans les campagnes (25), les pauvres s'en emparaient de vive force. Des bandes sortaient des villes et battaient les environs; elles pénétraient dans les granges et les greniers, prenaient les grains et payaient selon leur bourse et leur honnêteté (26). Les plus avantagés étaient ceux qui comptaient des fermiers ou cultivateurs au nombre de leurs parents ou de leurs amis : « Le peuple va le dimanche chez ses connaissances de la campagne, écrivait-on, et rapporte son petit sac. » Les mieux servis, à meilleur compte, étaient les moins scrupuleux qui volaient impudemment. Certains même revendaient en ville le

(23) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f° 16; — Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147; — Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 345; — Voir plus haut, chap. III, *la Guerre des Farines*.

(24) Lettre du 21 septembre 1795 (De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 336).

(25) Reg. délib. Conlie, 20 messidor an IV; La Ferté-Bernard, 15 frimaire an IV.

(26) Reg. délib. Tuffé, 2 nivôse an IV, et Arch. dép. Sarthe, L. 260.

grain volé chez les fermiers (27). C'était un autre aspect de la guerre entre citadins et paysans. Car les paysans ripostaient. Ils se soulevaient et grossissaient les bandes de chouans, ils enfouissaient leur blé et dissimulaient leur récolte (28).

Les tribunaux prirent le parti des citadins. Ils condamnèrent les cultivateurs qui cachaient leurs grains et acquittèrent les habitants des villes qui s'étaient fait livrer du blé, de force, à un prix dérisoire. Plusieurs Manceaux qui étaient allés en bande se ravitailler dans le Belinois, en octobre 1795, et avaient payé un prix infime, furent acquittés. La condamnation n'était prononcée qu'en cas de coups et violences dûment constatés. Elle s'aggravait si le délit était nocturne. Un individu qui était allé en armes voler la nuit des grains chez un meunier fut condamné à vingt-quatre années de fers. Mais c'était là un cas exceptionnel, tandis que les achats arbitraires et forcés étaient fréquents (29).

Faut-il signaler les attentats contre les convois de blé? La défiance instinctive des populations était aussi vive que sous l'Ancien Régime et s'opposait à la circulation des grains. A La Flèche, pour calmer les habitants, on avait décidé de fermer la porte marinière sur le Loir et d'y placer un cadenas pour empêcher les transports clandestins la nuit (30). A Saint-Georges-du-Rozay, une voiture de mouture destinée au ravitaillement de Bonnétable fut pillée (31).

HAUSSE DES PRIX

La désorganisation du marché du blé apparaît dans le désordre des mercuriales. La plupart des administrateurs se déclarent incapables de donner le cours des denrées, non seulement parce que le refus du papier-monnaie obligerait à évaluer en

(27)~Angot, *Mémoires épistolaires...*, p. 129.

(28) Arch. dép. Sarthe, L. add. 270.

(29) Voir les affaires du 16 vendémiaire, 16 brumaire, 15 nivôse, 17 pluviôse, 16 ventôse an IV (Arch. dép. Sarthe, Tribunal criminel, L. add. 270).

(30) Reg. délib. La Flèche, 13 fructidor an III.

(31) Arch. dép. Sarthe, L. 265.

numéraire, mais surtout parce que les ventes connues sont infimes et très irrégulières. A peine quelque document subsistant par extraordinaire permet-il de se faire une idée des prix pratiqués : on écrit, le 20 brumaire (11 novembre 1795), qu'un boisseau de blé pesant de vingt-deux à vingt-quatre livres vaut 100 livres en assignats (32). Le taux de ces prix est un facteur trop important de la vie économique et politique pour qu'on puisse se contenter d'affirmations évasives. Pour combler les lacunes des archives de la Sarthe nous avons eu recours aux archives municipales d'Angers et aux archives départementales de Maine-et-Loire. La différence des cours entre les deux départements n'empêche pas, comme le prouvent les courbes comparatives, le synchronisme des variations.

En pluviôse an III (janvier 1795), le quintal de froment de moyenne qualité se vendait 34 francs; en germinal (avril), 84 francs; en prairial (mai), 184 francs; en thermidor (août), de 400 à 560 francs (33). Ceci correspond au discrédit des assignats. Mais à partir du mois d'août 1795 jusqu'au mois de février 1796 il n'y eut plus ni blé au marché, ni cours. En février, le cours du quintal fut 17 livres 2 sols en numéraire. Que se passa-t-il dans l'intervalle? Le prix des denrées continua de monter avec une inquiétante rapidité: du 1^{er} fructidor au 1^{er} vendémiaire (18 août au 16 septembre) les denrées de première nécessité augmentèrent du tiers (34). Fin octobre la livre de pain se vendait 15 francs, au milieu de novembre elle atteignait 30 francs, au début de décembre la vente ne se fit plus qu'en numéraire, à 5 sols la livre. L'équivalence était théoriquement de 50 livres en assignats, mais l'assignat était refusé. Encore les boulangers n'avaient-ils pas toujours assez de farine pour cuire la quantité de pain indispensable. La crainte de la disette ne céda qu'en février (35). Pendant le même temps, la viande avait monté de 9 livres la livre

(32) Arch. nat., F 4 1059.

(33) Arch. Maine-et-Loire, L. 437. Voir planche IV.

(34) Délibération du Conseil municipal d'Angers, 25 vendémiaire an IV.

(35) Même source, notamment délibérations des 28 vendémiaire, 28 brumaire, 6, 9 et 16 frimaire, 4 et 21 pluviôse an IV.

de bœuf en septembre 1795, à 20 livres fin octobre, et 35 livres au début de décembre. En numéraire, elle se vendait 7 à 8 sols la livre (36). On estimait communément que pendant le mois de vendémiaire les denrées de première nécessité avaient augmenté des trois quarts de leur valeur, et qu'elles doublèrent encore de prix au cours du mois de brumaire; soit une augmentation de 100 à 466 entre le milieu d'août 1795 et la fin de novembre 1796 (37).

II. LES EFFORTS DES ADMINISTRATIONS

DISTRIBUTIONS DE GRAINS

Par sentiment humanitaire aussi bien que par précaution politique les administrations durent assurer la subsistance des gens qui ne pouvaient se procurer du numéraire. Ce fut une charge écrasante qui endetta les villes. A La Flèche, on revendait du blé au 1/7^e du prix d'achat! Au Mans, où l'on assurait qu'il y avait douze mille indigents sur dix-huit mille habitants (38), cette politique dut être ruineuse; malheureusement les documents font défaut dans la Sarthe pour préciser les mesures prises. On peut essayer de s'en faire une idée en observant ce qui fut fait à Angers.

La municipalité d'Angers acheta du blé dans les environs et dans les régions voisines, elle en réquisitionna chez les particuliers et le revendit à perte aux boulangers. Ainsi elle laissait à 100 livres le quintal de froment en brumaire an IV (octobre 1795), à charge pour eux de vendre 20 sols la livre le *pain d'égalité*, c'est-à-dire celui des indigents régulièrement reconnus par la municipalité. L'augmentation vertigineuse des prix détermina inévitablement une hausse de cette farine et de ce grain, la municipalité ne pouvant assumer une dépense sans cesse croissante : le 25 frimaire (16 décembre) la farine municipale fut portée à 300 francs le quintal, tandis que le prix du pain d'égalité était

(36) Même source.

(37) Même source; délibérations des 28 vendémiaire, 28 brumaire et 23 frimaire an IV.

(38) Arch. dép. Sarthe, L. 77, f^o 16.



triplé (39). Il en fut ainsi dans la plupart des grandes villes : Rouen, Tours, Grenoble, Toulouse et Montauban s'épuisèrent au même moment à nourrir leurs miséreux (40).

Que devenaient les fonctionnaires? Ils étaient payés en assignats, et l'assignat perdait sa puissance d'achat. Comment pouvaient-ils se nourrir? On avait songé dès cette époque à l'échelle mobile, et les Représentants, tout comme les Directeurs, étaient myriagrammistes, c'est-à-dire qu'ils percevaient un traitement évalué au cours du blé. En principe cette solution satisfaisante fut appliquée aux divers fonctionnaires : le commissaire central avait droit à 1.333 myriagrammes $1/3$, ainsi que le président du tribunal civil; l'accusateur public en touchait 1.500; les administrateurs centraux et les juges en touchaient 1.000; les juges de paix, 800; les commissaires des cantons ruraux, 400, etc. (41)... Mais il fallait convertir les myriagrammes soit en numéraire, soit en assignats. Ainsi décidait-on, en nivôse an IV (janvier 1796), que le président du tribunal et le commissaire central toucheraient 333 livres 6 sols 8 deniers en numéraire et autant en assignats valeur nominale. Ce qui revenait à réduire de moitié leur traitement, car la moitié versée en assignats n'était pas utilisable, sinon pour le paiement des contributions. De plus, l'évaluation du cours du froment était arbitraire : on payait à raison de 60 livres le myriagramme, donc 300 livres le quintal, ce qui était absolument conventionnel. Au même moment, les administrateurs de la Sarthe n'écrivaient-ils pas au ministre de l'Intérieur qu'ils avaient fixé le prix du froment à 807 livres le quintal dans la Sarthe (42)? Ainsi le commissaire central devait se contenter en l'an IV d'un peu plus de 300 francs, alors que son traitement, en numéraire, serait en l'an VI de 2.400 francs et en l'an VII de 2.600 francs! Un certain nombre de commissaires préférèrent ne rien toucher et attendre des temps meilleurs pour réclamer un

(39) Reg. délib. municipalité d'Angers, 14 vendémiaire an IV (Arch. municip. Angers).

(40) Mathiez, *le Directoire*, p. 93.

(41) Arch. nat., F 5 11 Sarthe, 1 (Loi du 21 fructidor an III, art. 23 et 25).

(42) Lettre du 21 nivôse an IV (Arch. nat. F 5 11 Sarthe, 18).

versement or. Mais leurs espérances furent déçues : on fit la conversion au taux du papier à l'époque où le paiement aurait dû avoir lieu : tel qui réclamait 5.378 fr. 93 toucha 1.769 fr. 90 (43). C'était la misère, il fallait une vertu héroïque pour qu'un fonctionnaire résistât aux tentations de vénalité, s'il n'avait des économies ou d'autres ressources, ou des amis riches et secourables.

AUGMENTATION DES SALAIRES

Quant aux ouvriers il est malaisé de savoir ce qu'on fit pour eux. Sans doute, la coutume de nourrir les journaliers, dans les campagnes, fut leur principal secours, tandis que les ouvriers des villes recevaient le pain de l'égalité. Leur salaire fut d'ailleurs accru, mais le sort des ouvriers au service des administrations est le seul qu'on puisse préciser. Une fois de plus les lacunes des archives mancelles contraignent à étudier ces faits à Angers.

A partir des premiers jours de l'an IV, tour à tour les divers corps de métiers s'adressèrent à la municipalité pour exposer leur détresse : leur salaire ne suffisait plus à les nourrir, l'augmentation du coût de la vie nécessitait un relèvement des taux. Tour à tour ces augmentations furent accordées, comme on peut le constater sur ce tableau suivant des salaires quotidiens en livres (papier) :

DATES	1	2	3	4	Catégories des ouvriers
Fruct. an IV..	24	25	20 à 23		1 : journalier du magasin des subsistances.
Fin vend. an IV.	40	36	30 à 35	40	2 : Employés des manufactures nationales de toile.
Fin brumaire.	40	63	50 à 53	65	3 : Ouvrier de l'arsenal. 4 : Boulangers municipaux.

(43) Arch. nat. F 5 11 Sarthe, 18.

Mais il était peu avantageux de recevoir plus d'assignats, puisqu'ils étaient refusés par les commerçants. Aussi tous ces ouvriers demandèrent-ils, outre leur salaire, une rétribution en nature : le premier groupe obtint une livre de pain par jour, en échange de 20 sols en assignats; le deuxième reçut une ration de pain militaire en sus du salaire; les troisièmes demandèrent à être traités comme des militaires, c'est-à-dire à recevoir le pain, la viande, l'habillement, le logement et le chauffage, mais ils n'obtinrent qu'une augmentation; les derniers eurent droit à une ration de pain (44). C'est ainsi qu'on pourvut au plus urgent. Mais ce n'étaient là que des expédients et il importait de rétablir le ravitaillement normal des marchés. Les administrations s'y employèrent de leur mieux.

ZONES D'APPROVISIONNEMENT

Les municipalités voulurent contraindre les paysans à ravitailler les marchés. Pour y parvenir on établit des zones d'approvisionnement : d'après la loi du 18 vendémiaire an II tous les marchés devaient être alimentés par les communes qui le faisaient avant 1789. La délimitation fut difficile, d'autant que les nouvelles administrations étaient indépendantes les unes des autres et que chaque canton voulait garder les récoltes de son territoire sans renoncer à celles des cantons voisins. Le principe fut admis que les décisions prises par les districts continueraient d'être observées en dépit des divisions cantonales. Mais les communes désignées devaient se trouver dans les limites du district puisque son territoire était tout le ressort des administrateurs qui avaient pris l'arrêté. Le Comité de Salut public avait approuvé ce point de vue (45), or cela ne correspondait que très imparfaitement aux relations commerciales établies depuis fort longtemps. Il y eut opposition, en bien des endroits, entre la géographie économique et la géographie administrative. La division en

(44) Reg. délib. municipalité d'Angers, vendémiaire à frimaire an IV (septembre à fin décembre 1795).

(45) Arrêté du Comité de Salut public, 10 brumaire an IV.

cantons compliqua encore les données du problème, car certains chefs-lieux de canton n'avaient pas de marché, ils devaient donc renoncer à se ravitailler ou le faire en créant un marché nouveau qui troublerait les habitudes commerciales, car il ne fallait pas songer à s'approvisionner au marché du canton voisin. Les conflits furent innombrables, les chefs-lieux de canton se dressaient les uns contre les autres : Montmirail contre La Ferté-Bernard, Marolles contre Mamers, La Chartre contre La Flèche, Vibraye contre La Ferté-Bernard, etc... C'était surtout une rébellion des cantons contre les anciens districts, c'est-à-dire une forme du conflit entre les campagnes et les villes. Mais les villes elles-mêmes se dressèrent contre le chef-lieu du département : La Ferté-Bernard contre Le Mans; et les chefs-lieux de département à leur tour entrèrent en compétition : un conflit s'éleva entre Alençon et Le Mans (46).

Ces litiges furent ordinairement soumis au Département qui départagea de son mieux les adversaires, généralement par un compromis. Parfois il fallut recourir au ministre de l'Intérieur, mais son intervention présentait deux inconvénients : elle était tardive et elle ne prononçait que d'après des rapports plus ou moins tendancieux.

La zone d'approvisionnement de chaque marché étant définie, il restait encore à obtenir des cultivateurs qu'ils apportassent leurs grains. Les lois du 7 fructidor an III (24 août 1795) et du 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795) avaient prévu les mesures à prendre (47). On commençait par des proclamations et des circulaires amicales pour en venir rapidement aux menaces. Les communes étaient sommées de livrer un nombre déterminé de quintaux de blé, sous peine d'y être contraintes par la force armée. Ainsi une commune ayant résisté à tous les avertissements et persistant à affirmer qu'elle ne pouvait pas fournir

(46) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f° 40; — Reg. délib. Saint-Maixent, 10 frimaire; La Chartre, 5 frimaire an IV.

(47) Caron, *le Commerce des Céréales*, pp. 157 et 160.

de blé au marché de Ballon, la municipalité cantonale décida d'y envoyer un détachement qui séjournerait jusqu'à la livraison du blé; de plus l'agent de la commune était rendu responsable de toutes les difficultés et de tous les incidents qui pourraient survenir (48). Cette méthode était inapplicable dès que les résistances se généralisaient quelque peu, puisque les sanctions devaient être prises par ceux mêmes qui les subissaient : les agents municipaux. Aussi bien les envois des troupes s'effectuèrent surtout de la part des villes au détriment des cantons voisins : Mamers, La Ferté-Bernard, La Flèche en fournissent autant d'exemples.

CONTRAINTE MILITAIRE

La municipalité de Mamers avait enjoint aux communes du canton de Marolles de fournir six cents quintaux de blé pour l'approvisionnement de son marché. Pour toute réponse elle reçut des conseils et des protestations. Elle envoya un détachement d'une dizaine de cavaliers et de quatre-vingts gardes nationaux accompagnés d'un commissaire civil. La municipalité de Marolles, convoquée d'urgence à l'arrivée de cette troupe, protesta énergiquement, d'abord parce que le marché de Mamers n'était pas sûr, ensuite parce que deux communes du canton de Marolles avaient été désignées antérieurement pour ravitailler le canton de Ballon, enfin parce que la force armée ne devait pas être envoyée par une municipalité dans un autre canton que le sien. Elle adressa, par un exprès, sa réclamation au Département.

Mamers avait prévu la démarche et avait aussi envoyé un homme au Mans. Il y eut une altercation entre les deux commissaires qui se traitèrent respectivement d'anarchiste et de réacteur. Mamers obtint d'être ravitaillée, tandis que Marolles remportait une victoire morale en faisant blâmer la municipalité de Mamers pour oubli de la légalité (49).

(48) Reg. délib. Ballon, 9 floréal an IV.

(49) Reg. délib. et Reg. de correspondance de Marolles et de Mamers aux dates indiquées; — Reg. délib. du département (Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 51); — G. Fleury, ouvrage cité, t. I, p. 267.

Le cas de La Ferté-Bernard est beaucoup plus curieux en raison du nombre des cantons intéressés, de la compétition avec la ville du Mans et de l'intervention ministérielle. La Ferté-Bernard dépourvue de grains fut autorisée par le Département, le 16 novembre 1795, à enjoindre aux cantons de Montmirail et de Saint-Maixent de lui fournir des grains sous peine d'y être contraints par la troupe de La Ferté. Or les commissaires et les troupes du Mans vinrent à La Ferté et à Saint-Maixent réquisitionner des grains pour ravitailler le chef-lieu. Les municipalités de La Ferté et de Saint-Maixent protestèrent à qui mieux mieux. La municipalité du Mans dut aller chercher nourriture ailleurs. Ce fut alors au tour de La Ferté de chercher son grain. Saint-Maixent lui fit savoir que son canton ne pouvait pas même se nourrir et arrêta qu'elle ne fournirait rien. Montmirail agit de même. La Ferté, délivrée de la troupe du Mans, envoya un détachement à Saint-Maixent, un autre à Montmirail. Les protestataires épuisèrent les ruses : à Saint-Ulphace le détachement rencontra l'adjoint qui le renvoya à l'agent, or celui-ci n'était pas disponible, il ne vint que le lendemain dire qu'il n'aurait les tableaux pour réquisitionner que le surlendemain, puis il disparut. Au jour dit, on le fit chercher; il se déclara sans pouvoirs parce que seulement élu et non installé. Ce n'est qu'après tous ces détours que les grains furent livrés (50) !

Les paysans ainsi dépouillés envoyèrent protestations et réclamations au Mans, ils écrivirent même à Paris. Le ministre de l'Intérieur rappela l'administration centrale et la municipalité de La Ferté-Bernard au respect de la loi du 7 vendémiaire an IV. Loin d'autoriser un canton à envoyer des troupes dans un autre, la légalité exigeait que le canton dépourvu se plaignît au Département; celui-ci devait envoyer des batteurs et des voitures pour prendre les grains chez les cultivateurs. Ce n'est qu'en cas de résistance opiniâtre, et faute d'autre moyen d'action, que le Département, et lui seul, envoyait des troupes. En conséquence le ministre annulait les actes des administrations incriminées.

(50) Liasse de correspondance de l'an IV (Arch. comm. de La Ferté-Bernard).

L'administration centrale écrivit à celle de La Ferté, en manière de consolation : « Il paraît que le ministre de l'Intérieur ne se fait pas une idée bien positive de la situation particulière de nos cantons insurgés (51). »

Les événements se déroulèrent à peu près de même dans les cantons de La Flèche, Saint-Calais, La Chartre, Château-du-Loir, Bonnétable, Fresnay, Ballon, Beaumont, etc. (52)... Des cantons aux abois obtinrent des secours du département ou du gouvernement, soit en argent, soit sur la contribution en nature (53). Dans certains cas désespérés des municipalités mirent la main sur les fonds du receveur des contributions (54).

La crise se dénoua en septembre 1796 grâce à une récolte abondante (55), à une organisation enfin établie, à l'abandon du papier-monnaie et grâce à la pacification. Mais cette misère prolongée pendant les débuts du nouveau régime avait contribué à l'hostilité entre villes et campagnes et à la difficulté d'établir les nouvelles administrations. Le régime directorial devait en subir les conséquences. Au surplus tout cela ne concerne que l'approvisionnement des populations, il ne faut pas oublier que celui des armées posait un problème aussi grave et qui n'était pas résolu.

III. L'APPROVISIONNEMENT DES TROUPES

Pour satisfaire aux besoins des troupes, des fournisseurs s'engageaient, aux termes de leurs marchés, à fournir les uns le pain, d'autres la viande, le bois, la lumière, etc... Ce fut

(51) Reg. délib. de La Ferté-Bernard, du 20 frimaire au 20 ventôse an IV; — Reg. délib. Saint-Maixent à la même époque; — Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 47 et suivants.

(52) Reg. délib. de ces cantons, frimaire à pluviôse; — Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 42 à 53; L. 221, L. 256, L. 264.

(53) Reg. délib. La Flèche, Château-du-Loir, Bessé, et de l'administration centrale.

(54) G. Fleury, ouvrage cité, t. I, p. 267.

(55) Caron, *le Commerce des Céréales*, p. 169. — D'après Négrier de La Crochardière, la récolte fournit 1.802.607 quintaux de grains, la consommation étant de 1.547.000 quintaux (*Mémoires*, t. III, p. 305); — Reg. délib. Tuffé, 21 vendémiaire an V; — « Nous touchons au moment satisfaisant de la plus abondante récolte » (Reg. délib. Bonnétable, 13 messidor an V). Les *magasins nationaux* furent supprimés le 24 thermidor an IV (11 août 1796).

précisément la carence de ces fournisseurs qui détermina la disette. Dès novembre 1795 les entrepreneurs pour les vivres et les fourrages interrompirent leur service « par la difficulté qu'ils [éprouvaient] pour se procurer en assignats des grains, avoine, foin, pailles et bois (56) ». De nouveaux marchés furent passés, et le service reprit pour s'arrêter à nouveau en avril 1796 (57), les adjudicataires n'étant pas encore payés. Au mois de juin, pour la même raison, les fournisseurs de viande cessèrent leur service (58). En juillet et août ce fut le tour des fournisseurs de pain (59). Il en allait ainsi un peu partout. Les fournisseurs n'y perdaient pas : ils achetaient les bœufs sur pied quatre sols la livre et les vendaient huit sols à l'Etat. Ils ne payaient eux-mêmes leurs créances qu'après avoir été remboursés par l'Etat, encore prenaient-ils soin d'acheter à bon compte les biens nationaux les plus avantageux. On remarquait même que certain marché était conclu de telle sorte que « plus il périt de chevaux, plus l'entrepreneur gagne (60) ».

Dans ces conditions, lorsque les fournitures s'interrompaient, il fallait agir au plus vite. Avant même que les mesures administratives fussent prises, les municipalités se débrouillaient pour nourrir les hommes, de crainte du pillage. Elles garantissaient le paiement du boulanger ou du boucher pour l'engager à nourrir la troupe, ou elles répartissaient les soldats entre les habitants les plus aisés (61).

De son côté le commissaire des guerres prenait toutes dispositions utiles. Sa grande ressource était la réquisition. Le principe étant posé que les troupes vivaient sur le pays, la contribution en nature subvenait à la nourriture, tandis que l'emprunt forcé assurait la solde (62). Les circonstances contraignirent à

(56) Arch. dép. Sarthe, L. 221, 27 brumaire an IV.

(57) Reg. délib. Fresnay, 22 germinal an IV.

(58) Arch. dép. Sarthe, L. 61, 18 messidor an IV.

(59) Reg. délib. Château-du-Loir, thermidor an IV.

(60) Arch. dép. Maine-et-Loire, 8 floréal, 29 thermidor an IV, L. 156.

(61) Par exemple : Reg. délib. Château-du-Loir, 5 thermidor an IV, et Reg. délib. Parigné, 30 brumaire an IV.

(62) Arch. dép. Sarthe, L. 58.

réquisitionner toutes sortes de produits : des lits, des draps, du fer en barres, de la paille, du foin, des prairies, voire même des moulins ! Les quantités étaient souvent considérables : le 6 juillet il fallait fournir deux cent trente bœufs, le 1^{er} août le canton de La Ferté-Bernard devait envoyer soixante bœufs, dont quatorze livrables dans les vingt-quatre heures (63).

Parmi les réquisitions les plus pénibles figurent les charrois : de brumaire à pluviôse le canton de Saint-Paterne fut harcelé de réquisitions de voitures pour transporter du fourrage, des tuiles, des bois (64). Certaines réquisitions avaient un caractère de régularité très astreignant : ainsi chaque ouvrier cordonnier devait fournir deux paires de souliers par décade pendant la durée de la guerre. Il y eut de vives résistances, les cordonniers objectèrent le manque de cuir et la nécessité de l'acheter en numéraire. Le général décida de réquisitionner le cuir chez les tanneurs, et tout le monde dut s'incliner (65).

D'autres réquisitions pesaient d'autant plus lourdement qu'on les faisait à contretemps, soit au milieu de la moisson, soit au cœur de l'hiver, quand les chemins étaient détrempés. Enfin, au grand scandale des cultivateurs, on exigeait parfois des dérangements inutiles : la municipalité de Tuffé réclama violemment contre les ordres maladroits qui dérangèrent quarante-huit hommes et quatre-vingt-seize chevaux attelés pour faire le trajet aller et retour de Tuffé à La Ferté-Bernard sans avoir rien à transporter (66). En outre les employés qui réceptionnaient les fournitures volaient parfois les paysans et la République, en faussant les quantités fournies (67). Le paiement était tout à fait

(63) Arch. dép. Sarthe, L. 61; — Reg. délib. Loué, Rouez, Château-du-Loir, etc..., thermidor à fructidor; — Correspondance de l'an IV (Arch. comm. La Ferté-Bernard).

(64) Arch. dép. Sarthe, L. 55, 56, 59, 60, 61, 250, brumaire à thermidor an IV; — Reg. délib. Saint-Maixent, 19 floréal; Brûlon, ventôse à fructidor; Bonnétable, 5 et 27 prairial; Saint-Cosme, messidor à fructidor; Saint-Paterne, brumaire à pluviôse, etc...

(65) Arch. dép. Sarthe, L. 60, 19 prairial an IV; — Reg. de délib. des divers cantons.

(66) Reg. délib. Tuffé, 15 thermidor an IV.

(67) Arch. dép. Sarthe, L. 283, 13 pluviôse an IV; L. 250, ventôse et 26 fructidor an IV.

aléatoire, il s'effectuait après de longs délais et à un taux dérisoire (68). Si l'administration militaire remettait des bons et récépissés valables pour payer la contribution foncière, rien ne garantissait que les percepteurs et receveurs les accepteraient (69). Aussi les cultivateurs s'exécutaient de très mauvaise grâce, après de longs délais et en apportant le moins possible. La réquisition du trentième cheval en est un bel exemple.

LE TRENTIÈME CHEVAL

Le 14 février 1796 le Directoire prit un arrêté pour assurer la prompte exécution de la loi du 3 février qui mettait en réquisition un cheval sur trente dans toute l'étendue de la République. L'arrêté précisait que le dénombrement, le choix et la conduite des animaux devaient être effectués par les corps administratifs sous la surveillance des commissaires du pouvoir exécutif avec assez de célérité pour que la levée fût achevée le 30 mars (70). L'administration centrale de la Sarthe prit un arrêté en conséquence, le 16 mars : les municipalités devaient nommer des commissaires pour dénombrer les chevaux « dans l'espace de cinq jours au plus » ; deux jours plus tard les propriétaires des chevaux seraient convoqués aux chefs-lieux des cantons pour s'entendre entre eux et désigner le nombre de chevaux requis. S'ils n'étaient pas d'accord après deux jours de réflexion, les municipalités désigneraient d'office les chevaux à réquisitionner. Dans le cours de la décade ces chevaux seraient examinés et appréciés par des « experts » au chef-lieu du département (71).

Les opérations eurent lieu dans l'ordre indiqué, mais non dans les délais requis. Les municipalités choisirent leurs commissaires sans aucune hâte, ceux-ci procédèrent lentement, et les résultats furent apportés au plus tôt le 28 mars. Parfois la municipalité se contenta d'inviter les propriétaires de chevaux à faire

(68) Compte rendu municipalité La Flèche, germinal an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 264).

(69) Reg. délib. Tuffé, 21 vendémiaire an V.

(70) Debidour, *Actes...*, t. I, p. 606.

(71) Arch. dép. Sarthe, L. 191.

une déclaration. Dans certains cantons les commissaires ne firent entrer en ligne de compte que les chevaux répondant aux conditions d'utilisation; ailleurs ils les dénombrèrent tous. Puis les propriétaires se réunirent. Dans la plupart des cantons ils n'étaient pas au complet et la plupart des chevaux présentés étaient « inéligibles ». A La Chartre par exemple, sur huit cent quarante-quatre chevaux il n'y en avait que dix ayant l'âge et la taille exigés; sur ces dix, trois venaient d'être vendus, le quatrième était borgne, un cinquième poussif, le sixième atteint de « farcin », et les autres étant des juments poulinières furent renvoyés. Il fallut souvent recommencer dénombrement et examen, mettre d'accord les propriétaires qui ne s'entendaient jamais spontanément, et faire partir les bêtes. Nulle part on ne put obtenir le 1/30^e du nombre des chevaux. Les propriétaires durent alors se cotiser pour fournir la valeur des animaux qui manquaient. Leur lenteur fut telle qu'un grand nombre d'animaux ne furent livrés qu'en septembre (72).

Dans le canton de Parigné, par exemple, les commissaires déclarèrent le 29 mai n'avoir « trouvé aucun cheval de la *cotité* et hauteur requises »... Le chef de brigade de l'arrondissement du Mans menaça de prendre des mesures « on ne peut plus funestes ». La municipalité entreprit de faire payer les propriétaires de chevaux. Comme on pouvait le supposer ils tardèrent le plus possible, leur réunion n'eut lieu que le 30 août et n'aboutit pas. La municipalité décida en conséquence de répartir entre eux la somme à fournir, mais elle s'aperçut qu'il fallait au préalable recommencer le recensement des chevaux car il était « rempli d'erreurs (73) ».

Par contre les naïfs qui s'étaient hâtés de fournir leur contingent en furent parfois mal récompensés. Les chevaux du canton de Saint-Paterne avaient été transportés du Mans à Caen, mais « les conducteurs de ces chevaux [avaient] eu l'infamie de vendre l'avoine et une grande portion de foin qui leur étaient destinés

(72) Reg. délib. des cantons aux dates indiquées.

(73) Reg. délib. Parigné, floréal à fructidor an IV.

pour la route ». Les chevaux arrivèrent fourbus à Caen, l'administration militaire les refusa et ils furent ramenés mourants à Saint-Paterne. En conséquence l'administration en exigea d'autres pour les remplacer (74) !

On peut imaginer l'état d'esprit des paysans après des faits de ce genre. Malgré tout ils devaient obéir car les sanctions infligées aux récalcitrants étaient sévères : aux termes de la loi du 19 brumaire an III, les objets réquisitionnés non fournis devaient être confisqués. Cette loi draconienne ne fut pas appliquée, mais on envoya bien souvent des troupes effectuer une réquisition forcée, ou des *garnisaires* qu'il fallait nourrir, loger et payer à raison de huit sols par jour et par homme, jusqu'à exécution de la réquisition (75).

Ces mesures brutales ne pouvaient être qu'exceptionnelles. Avec la suppression de l'état de siège il y eut une amélioration : les autorités militaires perdaient le pouvoir de faire des réquisitions et devaient passer par l'intermédiaire de l'administration centrale. Il arriva cependant qu'en raison de besoins urgents les militaires continuassent de se servir eux-mêmes (76). Le gouvernement comprit les inconvénients d'un pareil système et, comme il était toujours incapable de trouver des fournisseurs à un taux honnête et donnant toute garantie pour la régularité de leur service, il trouva tout simple de se débarrasser de ce souci aux dépens des administrations départementales. Ce qui fut fait par l'arrêté du 18 fructidor an IV. Désormais les réquisitions étaient condamnées par le Directoire parce que, disait-il, elles « sont plus onéreuses aux citoyens qu'utiles aux troupes (77) ».

En somme, pendant la première année du régime directorial, la crise des subsistances fit souffrir les gens des villes et occa-

(74) Reg. correspondance de Saint-Paterne, 20 floréal an IV.

(75) Arrêté de municipalité de Ballon, 25 messidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 207) ; — Reg. délib. Tresson, 30 nivôse an IV ; — Lettre du 17 thermidor an IV (Arch. comm. Parigné).

(76) Arch. dép. Sarthe, L. 237, 29 thermidor an IV ; L. 115, f^o 115 et 131.

(77) Debidour, *Actes...*, t. III, p. 531.

sionna de lourdes charges et de nombreux désagréments aux paysans. Tous ces dommages indisposèrent les populations contre le régime et compromirent la pacification, comme le firent souvent remarquer les administrations (78).

Ainsi le nouveau gouvernement n'avait obtenu que la cessation de la chouannerie. Le ralliement des catholiques n'avait pu aboutir et des questions économiques et sociales se posaient avec une acuité inquiétante. L'avenir paraissait mal assuré et l'on se demandait si le fonctionnement purement politique du régime pourrait s'effectuer normalement.

(78) Arch. dép. Sarthe, L. 158, f^{os} 74 et 116; L. 264. — La situation était la même dans les départements voisins, notamment en Maine-et-Loire où l'administration centrale adressait les mêmes doléances au Directoire (Lettre du 3 fructidor, Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 156).

CHAPITRE VI

Le fonctionnement du nouveau régime : Administrations départementales et cantonales

- I. — L'administration centrale et le commissaire central :
Les administrateurs, Jouennault, Maguin.
 - II. — Les administrations cantonales : Réunions municipales,
local, fréquence, assistance et travail.
 - III. — Présidents, commissaires, secrétaires, employés, budget.
 - IV. — Survivance des communes dans les agences communales.
 - V. — Conclusion.
-

A partir du mois d'août 1796, date de la suppression de l'état de siège, les autorités administratives créées par le nouveau régime disposèrent de tous leurs pouvoirs et durent s'acquitter de leurs fonctions.

I. L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LE COMMISSAIRE CENTRAL

L'administration centrale était organisée en bureaux correspondant à peu près aux *divisions* actuelles des préfectures. Un secrétaire général expédiait la correspondance générale et assurait la liaison entre les bureaux. Ceux-ci se répartissaient la comptabilité, les travaux publics, la police civile et militaire, les contributions et les biens nationaux. Chacun était dirigé par un chef aidé d'un sous-chef et comportait des commis et des expédi-

tionnaires (1). Cela formait un personnel d'environ quarante employés. Leur recrutement était difficile en 1796, car la dévaluation des assignats et des mandats les acculait à la misère. On en vint à les payer en vendant une réserve de cinq mille savons, ce qui fit patienter un peu (2). En vendémiaire an VI (septembre 1797), quand les traitements furent payés en numéraire, les chefs de bureau touchaient quinze cents francs, les sous-chefs mille francs, les commis de cinq cents à neuf cents francs et les expéditionnaires de quatre cents à sept cents francs. Le budget des traitements atteignait à peu près trente-cinq mille francs. La loi du 28 messidor an IV (16 juillet 1796) avait mis les dépenses des administrations centrales à la charge des départements (3).

A la tête de cette administration se trouvaient les cinq administrateurs élus par l'assemblée électorale. La bonne marche du travail dépendait de leur activité et de leur bon accord, qui fut

(1) Cette organisation est antérieure au Directoire, elle fut rétablie lors de la suppression des pouvoirs exceptionnels des districts. Voir Arrêté du Comité des Finances, 2 messidor an III (Arch. dép. Sarthe, L. 158); 3 messidor an IV (L. 117); 29 thermidor an V (L. 116, f° 61). Comparer avec l'organisation consulaire (Durand, *le Département des Côtes-du-Nord...*, p. 38).

(2) Arch. dép. Sarthe, L. 61, 1^{er} thermidor an IV. D'ailleurs la loi du 18 thermidor améliora un peu le sort des fonctionnaires (Marion, ouvrage cité, t. III, p. 503).

(3) Dépenses du Département de la Sarthe, du 1^{er} vendémiaire an VI au 1^{er} vendémiaire an VII;

Dépenses à la charge du Département sur les centimes additionnels :

ADMINISTRATION CENTRALE

Cinq administrateurs.....	10.000 francs
Secrétaire	2.000 —
Chefs de bureau, commis et employés.....	25.200 —
Concierges et garçons.....	1.000 —
Impressions, lettres, bois et lumière.....	26.000 —
Entretien des bâtiments.....	600 —
Imprévus	20.000 —
Entretien des prétoires.....	900 —
Entretien de la maison d'arrêt.....	3.250 —

TOTAL..... 88.950 francs

Ecole centrale et bibliothèque.....	29.600 francs
Ordre judiciaire.....	107.373 francs

assez habituel. Mais les destitutions annuelles nuisirent à la continuité des vues.

LE COMMISSAIRE CENTRAL

Le commissaire central usa pleinement de ses pouvoirs (4). Il reçut et annota le courrier, préparant souvent les réponses des administrateurs centraux. Il dirigea l'administration jusqu'aux élections de l'an V. Ensuite les nouveaux élus se montrèrent indépendants : ils préparaient des décisions à l'insu du commissaire et les lui proposaient à l'improviste afin de les faire passer par surprise. Le commissaire central eut, en dépit de toutes les instructions, un « bureau particulier (5) ». Ses relations avec les ministres, surtout avec ceux de l'Intérieur et de la Police, étaient très suivies et beaucoup plus importantes que celles qu'entretenait avec eux l'administration centrale.

Dans la période qui précéda le coup d'état du 18 fructidor, il y eut successivement deux commissaires centraux dans le département de la Sarthe. Le premier, Jouennault, fut très actif, laborieux, soucieux d'appliquer les ordres du gouvernement, mais ne craignant pas d'en suspendre l'exécution s'il les jugeait inopportuns ou dangereux. Il savait prendre ses responsabilités et ne reculait pas devant les initiatives. Il savait aussi se faire valoir (6).

Ses fonctions furent particulièrement délicates pendant la durée de l'état de siège. Il sut faire preuve de souplesse, et ses rapports avec le général Watrin furent empreints de la plus chaude cordialité. Cette souplesse lui permit d'agir intelligemment dans ses relations avec les diverses autorités du département. Il tenait compte des différences régionales et n'exigeait pas les mêmes résultats dans les cantons naguère chouannés et dans ceux qui avaient toujours été calmes. Sa première proclamation annonçait le désir d'assurer l'union et la concorde. On s'aperçut

(4) Voir chap. II, § 4.

(5) Arch. dép. Sarthe, L. 167, f^{os} 7 et 31. En dépit des indications de la circulaire du 7 brumaire an V (Arch. dép. Sarthe, L. 190).

(6) Voir plus haut, chap. III, § 2.

ensuite qu'il était plus proche des *exclusifs* que des thermido-riens; cela le brouilla avec son administration, et la Députation obtint qu'il fût révoqué sous le prétexte qu'il n'avait pas un an de résidence dans la Sarthe au moment de sa nomination (7).

Son successeur, Maguin, fut nommé le jour même, 2 novembre 1796. Ce personnage, prêtre jureur, abdicataire et marié, avait été envisagé dès le début du régime pour être commissaire de la Sarthe. Son intelligence était réputée (8). De plus il ne manquait pas d'énergie et ne craignait pas de paraître au milieu d'une émeute; il l'avait montré lors de la levée des trois cent mille hommes. Il était assez éloquent et avait le goût de l'autorité. Il se consacra entièrement à sa tâche d'administrateur. Les exclusifs le trouvaient trop modéré, et la *Chronique* censurait aigrement ses discours (9). C'était d'ailleurs réciproque : Maguin dénonçait la violence de ce journal et de son directeur (10). Par contre les modérés détestaient ce défroqué qui poursuivait les prêtres réfractaires d'une haine farouche. Ils le sentaient prêt à des mesures d'exception, fussent-elles illégales. Aussi bien Maguin proposa au ministre de la Police, en avril 1797, de faire des visites domiciliaires et d'effectuer des déportations sans jugement, ce à quoi le ministre se refusa (11). Après les élections de l'an V, Maguin, en conflit avec les deux nouveaux administrateurs, demanda au ministre de la Police l'autorisation de les éloigner de certaines délibérations. Il s'efforça d'obtenir la destitution de l'administration centrale et y parvint en juillet 1797. Sa ténacité lui valut de solides haines et, le 11 novembre 1797, il fut assassiné (12).

(7) 12 brumaire an V (Arch. dép. Sarthe, L. 116, f° 19). — La révocation de Jouennault eut un grand retentissement, comme le montrera l'étude de la vie politique.

(8) Voir chap. VIII, § 2.

(9) *Chronique de la Sarthe*, 28 messidor an V, 22 brumaire an VI.

(10) Voir chap. IX, § 1.

(11) Lettre du 14 germinal an V (Arch. dép. Sarthe, L. 179).

(12) Arch. dép. Sarthe, L. 117, f° 121, v°. — Ce crime produisit une sensation qui dépassa le cadre du département. Voir plus loin, chap. XI, § 3.

On peut dire que Jouennault et Maguin dirigèrent administrativement et politiquement le département de la Sarthe presque comme s'ils en avaient été préfets.

II. — LES ADMINISTRATIONS CANTONALES

Le fonctionnement des administrations cantonales fut plus pénible et plus défectueux que celui de l'administration centrale. Cependant il s'améliora assez généralement jusqu'aux élections de 1797. A cette époque les élus royalistes mirent en sommeil un certain nombre de municipalités (13). Le coup d'état du 18 fructidor ne fut pas beaucoup plus favorable à celles-ci, car il détermina un bouleversement si général et si profond qu'il fallut longtemps pour rétablir la situation et obtenir une marche assez régulière.

Le dénuement absolu dont souffraient les municipalités aux derniers jours de 1795, lors de leur création, subsistait encore assez généralement au mois de juillet 1796. A peine avait-on rassemblé quelques chaises et une table, quelques registres, des papiers et de l'encre. Pour se chauffer et pourvoir à l'indispensable on avait vendu des ustensiles inutilisés; par exemple un vieux coffre à ranger les ornements d'église, des chiffons, un pressoir en bois, un poêle hors d'usage, ou même des pièces de biens nationaux jugées superflues : les rampes d'un jardin, la clôture d'un monastère. C'était vraiment chose peu banale que d'avoir créé des administrations sans les doter de ressources. La cause étant générale, le mal était universel : on le signalait en Bourgogne comme dans le Midi, en Normandie comme dans les Côtes-du-Nord ou en Loire-Inférieure (14).

Les charges locales furent instituées pour faire face aux dépenses municipales, mais il fallut attendre longtemps leur rentrée, car elles n'étaient imposées qu'à partir de l'an IV. Peu à

(13) Voir chap. ix, § 3.

(14) Pommeret, ouvrage cité, p. 338; — Marion, ouvrage cité, t. III, p. 388; — Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 59, frimaire à nivôse an IV; — Reg. délib. cantonaux.

peu, les municipalités se meublèrent : la salle des séances reçut une table longue entourée de chaises et une balustrade pour éloigner le public, le secrétariat eut quelques tables et quelques armoires, parfois on put organiser un « cabinet des archives » et même — luxe non autorisé par les règlements — une salle réservée au juge de paix (15).

La périodicité des séances avait été fixée par le Département, dès le 10 novembre 1795 : les administrateurs du Mans devaient se réunir tous les deux jours; ceux de La Flèche et de Mamers, trois fois par décade; ceux des neuf cantons ruraux les plus peuplés, deux fois par décade; et partout il y avait une réunion décadaira (16).

En fait la fantaisie régna. Un grand nombre de municipalités décidèrent de fixer les réunions aux jours des foires et des marchés (17). Presque toutes conservèrent l'ancien calendrier, certaines utilisèrent les deux calendriers simultanément, de façon à assurer quand même la séance décadaira (18). Ailleurs on ne fit pas de séance de décade, afin d'accorder le repos décadaira aux employés (19). Dans un grand nombre de cantons les séances étaient plus fréquentes que ne l'exigeait l'arrêté (20) : à Bonnétable, à La Ferté-Bernard, au Mans (*extra-muros*), à Sillé-le-Guillaume, elles avaient lieu tous les deux ou trois jours. Dans certains autres, les réunions étaient très peu nombreuses : à La Suze par exemple, à Rouez et à Malicorne, où l'installa-

(15) Reg. délib. cantonaux. Inventaires dressés en l'an VIII.

(16) Arrêté départemental du 19 brumaire an IV. Dans la Loire-Inférieure chaque canton devait avoir au moins deux réunions par décade; — Arrêté du 5 brumaire an IV (Arch. Loire-Inférieure, L. 58).

(17) Par exemple celles du Grand-Lucé (Reg. délib. 26 germinal an V); Saint-Calais (Reg. délib. 14 frimaire an IV); La Fresnaye (Reg. délib. 14 frimaire an VII). A Saint-Cosme c'était le contraire (Reg. délib. 5 thermidor an IV).

(18) Ainsi à Conlie où les réunions avaient lieu le jeudi et le décadi (Reg. délib. 28 prairial an IV).

(19) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 15 fructidor an VI; La Flèche rural, 30 floréal an VI; Mamers, 12 floréal an VI; Saint-Paterne, 1^{er} floréal an VI; Sablé, 24 floréal an VI; Brûlon, 20 frimaire an VI.

(20) Par exemple à Chahaigne, La Chartre, Courgains, Fresnay, La Fresnaye, Grand-Lucé, Marolles, Précigné, Sablé et Tuffé.

tion de la municipalité fut traversée d'obstacles. D'une façon assez générale, la fréquence diminua à partir de 1797 : par exemple à Ecommoy, à Vaas, au Lude et à Saint-Cosme, alors qu'on avait tenu six ou sept séances par mois en 1796, on se contenta en 1797 de trois ou même de deux par mois. Dans le canton de Saint-Maixent il n'y eut pas de séance entre vendémiaire et prairial; en messidor on n'en tint qu'une seule. A Mayet, canton modèle, pendant sept mois, de vendémiaire à messidor, il n'y eut qu'une réunion mensuelle.

La présence de la plupart des agents était plus nécessaire encore que la périodicité des réunions. On ne put l'obtenir régulièrement. Si l'on excepte quelques cas tout à fait extraordinaires, comme celui d'Ecommoy où il y avait, par séance, six à huit agents ou adjoints pour neuf communes, de Marolles et de Tresson où il y en avait de sept à dix pour sept communes (21), la plupart des cantons ne furent administrés que par un faible nombre d'agents ou d'adjoints, même après la crise d'organisation. Dans certaines municipalités, les présences étaient très réduites : celle de La Bazoge, qui comportait neuf communes groupait deux ou trois membres en l'an IV et en l'an V, parfois il ne se trouvait aux séances que le président ou un agent; celle de La Chartre ne comptait habituellement qu'un ou deux agents, et dans une dizaine d'autres il y avait rarement le quorum (22).

Parmi les facteurs qui expliquent les fluctuations figurent naturellement les saisons (23) et les événements politiques (24).

(21) Dans les cantons d'Assé-le-Boisne, Bouloire, Saint-Calais, Conlie, Courgain, Grand-Lucé, Mayet, Nogent-le-Bernard, Tuffé, il y eut généralement plus du quorum.

(22) Dans les cantons de Saint-Cosme, Fresnay, Loué, du Lude (jusqu'en germinal an V), de Malicorne, du Mans rural, de Sablé, Sillé, Précigné, La Bazoge, il y eut généralement moins du quorum.

(23) A La Ferté-Bernard le nombre des présences tombe de huit à quatre quand arrivent messidor et thermidor, et à deux ou trois en nivôse. De même à Brûlon, à Saint-Maixent, Parcé, Pontvallain, Vaas, etc... (Voir Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 40, L. 712, 30 vendémiaire an V.) Il en était de même en Côte-d'Or (Brelot, ouvrage cité, p. 70).

(24) Dans le canton rural de La Flèche, après les élections de 1797, le nombre des présences tomba de six en moyenne à deux ou trois. De même à Précigné.

Malgré cela les municipalités fonctionnèrent, tinrent des délibérations et prirent des arrêtés. On n'invoqua la nécessité du quorum que dans les municipalités où les agents étaient ordinairement nombreux, de manière à entretenir leurs bonnes habitudes (25). Dans ces cantons on se permettait même de faire rappeler à l'ordre les agents irréguliers par l'administration départementale, et, s'ils ne s'amendaient pas, ils étaient suspendus (26). Plusieurs commissaires proposèrent de rétribuer les agents ou de leur accorder au moins une indemnité de présence; cette suggestion ne fut pas retenue (27).

Il convient de ne pas s'illusionner sur l'importance du travail accompli en séance. Assurément les municipalités avaient établi leur règlement : elles avaient fixé l'heure d'ouverture des séances, l'ordre du jour était souvent arrêté de façon invariable — lecture des lois et de la correspondance, délibérations, puis examen des questions posées par les particuliers (28). — Mais les séances n'étaient ouvertes que tardivement, surtout lorsque c'était jour de foire ou de marché. La lecture de la correspondance occupait la majeure partie du temps. L'heure s'avancait, chacun voulait partir à temps pour regagner son domicile avant la nuit, et l'on se séparait sans avoir rien décidé. Un secrétaire malintentionné décrivait ainsi les séances de la municipalité de Vallon : la réunion commençait vers midi, « la plupart des agents ont déjeuné et amplement bu... On parle, on rit, on jase jusqu'à 2 ou 3 heures et la séance se lève parce qu'en parlant la soif prend ».

S'il faut en croire les racontars du même secrétaire, les cabarets servaient volontiers de lieu de délibération, et là tous les assistants se mêlaient à la discussion (29).

(25) A La Ferté-Bernard, par exemple, à Château-du-Loir.

(26) Reg. délib. Conlie, 6 messidor an V, 8 pluviôse an VI.

(27) Sablé (Arch. dép. Sarthe, L. 242), 11 fructidor an IV; commissaire Vivoin (L. 234), pluviôse an VI; commissaire Bessé (L. 165, f° 110); et encore commissaire central de la Vendée, 13 brumaire an V; — Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 19.

(28) Reg. délib. Chahaigne, 26 fructidor; Fresnay, 10 ventôse an VI, etc...

(29) Lettre du 26 ventôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 219). Faits analogues indiqués ailleurs. Ce danger avait été signalé par Dormay à la Convention (*Moniteur*, t. XXV, p. 192).

Les registres de délibération donnent une image des séances. Quelques-uns sont régulièrement tenus, les procès-verbaux indiquent des délibérations méthodiques et des conclusions précises. Tels sont par exemple ceux de Marolles, Mamers et La Ferté-Bernard. D'autres au contraire sont désordonnés, incomplets et semblent refléter des réunions incohérentes, où tous les sujets étaient abordés sans qu'aucune décision fût prise. Ainsi ceux de La Bazoge, d'Epineu, de Vallon, de Lavardin. Enfin certains registres ont la placidité et la monotonie de purs travaux de copistes. La nomenclature des lois, arrêtés, circulaires et lettres arrivés au canton y figure régulièrement; mais là se borne l'activité de la municipalité : ni débats, ni décision ne paraissent sur les pages régulièrement remplies. Par endroit les réquisitoires furibonds d'un commissaire qui veut secouer les administrateurs troublent seuls ces pages paisibles. C'est ainsi que se présentent les délibérations de Chahaignes : les événements les plus sensationnels, la chouannerie, la paix, les coups d'état, n'y sont pas même mentionnés. Il en est à peu près de même à La Fresnaye, au canton rural du Mans, à Montfort-le-Rotrou, Nogent-le-Bernard, Parigné, Pontvallain et Saint-Cosme.

A certains jours cependant l'ordre apparaissait, même dans les municipalités les plus mal tenues. Les agents étaient alors nombreux, le procès-verbal était même souvent précis et vivant : c'était lorsqu'il fallait débattre des intérêts importants, principalement lors de la répartition des contributions. Ainsi le registre de La Bazoge, si informe et si dénué d'intérêt, devient soudain précis à chacune de ces occasions.

L'expédition du travail, au surplus, ne dépendait guère des agents; la plupart, habitués au travail des champs mais « étrangers à toute affaire de plume, sachant à peine écrire leur nom », n'étaient guère capables de se débrouiller dans la correspondance pléthorique qui les envahissait (30).

(30) Correspondance des commissaires cantonaux (Arch. dép. Sarthe, L. 212, L. 247, L. 244, L. 242, L. 217, L. 234, L. 226, L. 237, L. 235, L. 167, f° 59, ans IV et V principalement).

III. — PRÉSIDENTS, COMMISSAIRES ET SECRÉTAIRES

Dans de pareilles conditions l'activité dépendait essentiellement de trois personnes : le président, le commissaire et le secrétaire. C'est ce qui justifie la formule cantonale. Ainsi les affaires furent à peu près régulièrement expédiées dans des cantons comme ceux de Sablé, de La Suze ou de Fresnay, qui ne comportaient qu'une administration presque inexistante. Quelquefois ces trois personnages s'adjoignaient quelques membres de la municipalité dont la valeur et le civisme étaient au-dessus de tout soupçon. Ils agissaient en somme comme le ministre de l'Intérieur avait interdit de le faire à l'administration centrale. A plusieurs reprises le commissaire central recommanda aux commissaires cantonaux de prendre certaines mesures en séance secrète et devant une municipalité épurée. En dehors de ces questions confidentielles, bien d'autres affaires étaient réglées par le président, le commissaire, l'agent du chef-lieu et le secrétaire, qui tous résidaient sur place (31).

LE PRÉSIDENT

Le président de la municipalité avait toutes facilités, en raison de son origine et de ses attributions, pour diriger tout et faire marcher les agents à son gré. Elu par l'assemblée primaire, il représentait tout le canton et disposait de prérogatives assez étendues : il dirigeait les séances, il rédigeait les procès-verbaux, avec l'assentiment de la municipalité, il décidait la réunion de séances extraordinaires quand il le jugeait à propos. Il prenait connaissance de la correspondance et surveillait les employés (32). Un tempérament quelque peu autoritaire amenait facilement un personnage pourvu de ces attributions à commander. Il en fut ainsi dans plusieurs cantons, à Ballon, par

(31) Correspondance de Nogent-le-Bernard, 22 messidor, 18 thermidor; — Arch. dép. Sarthe, L. 694, L. 249, pluviôse an VI, etc...

(32) La Convention avait d'ailleurs prévu l'importance du rôle du président et elle en attendait le bon fonctionnement de l'administration (*Moniteur*, t. XXV, p. 175).

exemple, à Sillé, à Loué. Le président de Château-du-Loir tenait une correspondance personnelle, indépendamment de celle de la municipalité. Son action sur les agents était presque permanente et énergique. Il en arrivait à se substituer au commissaire cantonal.

Cette substitution eut lieu dans quelques cantons comme à La Fresnaye ou à La Ferté-Bernard. Il arriva même dans ce dernier canton que le président fût chargé de missions confidentielles à l'insu du commissaire. Des présidents furent, à l'occasion, nommés commissaires dans leur canton, tels Goyet à Montfort, Bossé à Saint-Calais, Chéramy à Saint-Maixent (33). Le canton de La Ferté-Bernard présente un exemple caractéristique de l'influence que pouvait exercer un président, car deux hommes très différents par leurs opinions et leur caractère occupèrent successivement la présidence avec une égale autorité.

Le premier, Linguet, frère du célèbre avocat, était curé jureur. Il avait rétracté son serment et profita de son poste de président pour réduire à néant toutes les mesures dirigées contre les prêtres. Il passait pour royaliste et ne fit rien pour le régime. Il éluda la prestation du serment de haine à la royauté, la célébration des fêtes républicaines et la réorganisation de la garde nationale. Sa situation locale était très forte car il s'occupait activement de toutes les questions économiques : il sut lutter contre le manque de subsistances; il appuyait presque toutes les demandes en dégrèvement de contributions. Il était populaire, et ce ne fut qu'après le 18 fructidor que le Département osa le destituer. Pendant tout ce temps le canton de La Ferté-Bernard s'était montré fanatique et réactionnaire (34).

Le second, Verdier, était un médecin. Républicain ardent par conviction, sentencieux et austère par caractère, ennemi de Lin-

(33) Arch. dép. Sarthe, L. 167, f° 68; L. 247, brumaire an VI; L. 228, an VII.

(34) Arch. dép. Sarthe, L. 227, an VII; L. 159, f° 66; L. 226, 6 pluviôse an VI; — Reg. délib. La Ferté-Bernard, ans IV et V; — *Notes du Clergé*, p. 125; — Correspondance administrative (Arch. dép. Sarthe, L. 283, L. 222, L. 226; L. 77, f° 70 bis et 73; L. 158, f° 35; L. 163, f° 27; L. 166, f° 136).

guet, il exerça la présidence comme un sacerdoce : ses discours furent des sermons, et sa foi républicaine était vraiment une religion. Ce président pratiquait tous les recueils de lois et actes officiels et était mieux informé que le commissaire cantonal. Il rudoyait les agents, épluchait les comptes, évoquait à sa barre le commandant de la garnison. Les fêtes décadaires étaient son triomphe : il y pouvait présider, moraliser et commander. On le voyait arriver à la tête du cortège officiel, faisant marcher au pas les soldats, les enfants, les instituteurs et les fonctionnaires. Lorsqu'il rencontrait quelque résistance, il s'adressait à l'administration centrale qui l'appuyait de son autorité et l'autorisait à appliquer les sanctions légales (35).

Ces présidents actifs ne pouvaient manquer d'éprouver quelques désagréments : dénonciations aux autorités supérieures et campagnes surnoises parmi leurs administrés. S'ils n'avaient pas un caractère fortement trempé, ils cédaient. Le président de Montfort-le-Rotrou démissionna parce qu'il était las de porter « tout l'odieux des mesures rigoureuses (36) ». S'ils rencontraient des agents ou des commissaires d'un tempérament combattif, ils entraient en guerre avec eux. La municipalité devenait alors un champ de bataille où s'affrontaient des influences contraires :

Nous avons une municipalité, écrivait l'agent de La Ferté-Bernard, dont les membres divisés entre eux... offrent à chaque séance le scandale d'une guerre d'injures, de reproches et des plus virulentes personnalités (37).

On en venait parfois au pugilat. Cointereau, président du Grand-Lucé, ne craignait pas de frapper et brutaliser les agents, d'imposer silence au commissaire et même de le faire sortir (38).

Le président était donc un personnage et, comme le remar-

(35) Reg. délib. La Ferté-Bernard, ans VI et VII.

(36) Arch. dép. Sarthe, L. 215. De même à Chahaigne (Reg. délib., 29 messidor an VII) et à Tuffé (Arch. dép. Sarthe, L. 233, 23 floréal an IV; L. 115, f° 65).

(37) Lettre du 5 thermidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 226).

(38) Reg. délib. du Grand-Lucé, 25 brumaire an VI; Lettres du commissaire, 25 ventôse an IV, 18 floréal an V (Arch. dép. Sarthe, L. 251). Le despotisme du président est parfois signalé ailleurs (Brelot, ouvrage cité, p. 74).

quait avec une pointe de jalousie le juge de paix du canton de Beaugency, « le président s'en croit beaucoup (39) ».

LE COMMISSAIRE CANTONAL

Le commissaire du Directoire devait assurer le bon fonctionnement de la municipalité, mais « sans jamais administrer (40) ». Cette recommandation que l'on fit à maintes reprises montre assez la tendance opposée, au surplus fort explicable. On toléra d'ailleurs des arrangements subtils : pour sauvegarder la règle et la Constitution il suffisait que la signature du commissaire ne fût pas placée au bas des arrêtés, mais simplement en marge du registre (41). Quant à l'arrêté lui-même il importait peu que le commissaire en fût le seul auteur.

L'action habituelle est celle que montrent les registres de délibérations : le commissaire *requiert* la municipalité de prendre des mesures pour exécuter une loi, l'administration délibère sur le réquisitoire, puis prend un arrêté en conséquence. Un grand nombre de questions n'auraient pas été examinées sans l'action des commissaires : telles les mesures concernant la surveillance des écoles, la levée des contributions, la confection des tableaux de réquisitionnaires, l'établissement des principales statistiques, etc...

Pour accomplir cette tâche les commissaires disposèrent assez souvent d'un bureau particulier et parfois même d'un secrétaire. Ce n'était pas légal : ils auraient dû se contenter du local et du matériel de la municipalité dont ils faisaient officiellement « partie intégrante (42) ». De toute façon le commissaire constituait un rouage administratif indépendant de la municipalité qui, au contraire, dépendait de lui par de nombreuses obligations. Par

(39) Cité par J. Lemaître, *Notes et impressions*, p. 73.

(40) Lettre du commissaire central, germinal an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 212).

(41) Circulaire de l'administration centrale de la Sarthe, 26 nivôse an V; — Reg. délib. La Ferté-Bernard, 10 pluviôse an V.

(42) Lettre du commissaire central, 18 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 15).

exemple la nécessité de ne faire aucune délibération et de ne prendre aucune décision sans l'entendre, ce qui entraînait la crainte d'être dénoncé en cas d'illégalité ou de mauvaise volonté.

Ces armes permirent à beaucoup de commissaires de devenir les maîtres de leur municipalité. Ce fut le cas surtout quand le commissaire était stable, par exemple à Vaas ou à Sablé, où il n'y eut qu'un commissaire pendant toute la période directoriale. Les registres d'un grand nombre de cantons montrent l'action décisive des commissaires. Ainsi la municipalité de Bouloire multipliait les dégrèvements de patente, le commissaire cantonal lut une lettre du ministre des Finances qui blâmait ces agissements, aussitôt la municipalité révoqua tous ses actes antérieurs (43). Les circonstances facilitaient ces empiétements : le commissaire de Parigné écrivait que les agents étaient des « citoyens peu fortunés qui ne [savaient] pas grand'chose et ne se [rassemblaient] que rarement... Tout le travail et la surveillance [pesaient] sur le commissaire zélé (44) ». Dès lors le commissaire ne se contentait plus de requérir, il agissait : Guittier, à Mamers, publiait des proclamations; son collègue du Lude convoquait les institutrices particulières à la maison commune; celui de Mamers rural prenait la tête d'un détachement pour marcher contre les prêtres, et celui de Brûlon réunissait les habitants pour arrêter la répartition de la contribution en nature (45).

Les registres de délibération abondent en exemples de conflits entre municipalité et commissaire, ou entre président et commissaire : ainsi à Tuffé en 1796, à Ballon et à Mamers en 1797, à Assé-le-Boisne en 1799, etc... (46). Une municipalité modérée s'accommodait mal d'un commissaire républicain prononcé : un conflit éclata en septembre 1797 entre le commissaire et la muni-

(43) Reg. délib. Bouloire, 5 floréal an IV.

(44) Lettre du 2 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 215). De même commissaire Bourg-la-Loi, 5 germinal an VI (L. 223).

(45) Reg. délib. du Lude, 2 nivôse an VI (Arch. nat., F 7 7229); — Reg. délib. Brûlon, 24 prairial an IV; — Reg. des actes de Mamers, 14 frimaire an VI.

(46) Reg. délib. de ces cantons; — Lettre du commissaire Assé-le-Boisne, 13 fructidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 220).

cipalité du canton de Marolles, à la suite de quoi la municipalité fut révoquée. Beaucoup de municipalités qui tracassaient leur commissaire après les élections de l'an V furent renouvelées au lendemain du 18 fructidor. Il arrivait qu'un commissaire républicain fût presque isolé dans un canton chouan et ne tint qu'à force d'énergie, tel Le Maréchal, commissaire de Sablé de 1796 à 1799 (47). A Saint-Paterne au contraire le commissaire était d'un républicanisme douteux, ou plutôt il était « partisan de tous ceux qui lui [payaient] à boire ». Dès avril 1796 il entra en lutte avec la municipalité et parvint à faire suspendre le président, mais la municipalité s'adressa à l'administration centrale, au ministre de la Police et au Directoire. Le commissaire fut destitué en octobre 1797 (48). Le commissaire de Saint-Calais ne valait guère mieux; c'était aussi un prêtre jureur. Il fut suspecté de malversations dans la gestion de fonds dont il n'aurait jamais dû disposer. Un conflit aigu éclata, la municipalité et la ville se divisèrent en deux groupes hostiles et, pour rétablir la paix, il fallut la démission du commissaire et la destitution du président (49). Il convient de noter que dans ces deux exemples le commissaire donnait prise en raison de défauts graves. Le plus souvent, quand un commissaire était discrédité dans sa municipalité, cela résultait d'un vice ou de la faiblesse de son caractère.

Le conflit pouvait se limiter entre président et commissaire. Il gagnait en violence ce qu'il perdait en ampleur; les invectives les plus brutales éclataient au milieu des séances, et il fallait que l'un ou l'autre abandonnât son poste. Ce fut le cas au Grand-Lucé en 1796 (50), à Mamers (51) et à Malicorne en 1798. Ce dernier exemple est particulièrement amusant parce qu'il mit aux prises trois prêtres, tous trois également dévoués à la Révolution : Rapicault, président de la municipalité; Flahec,

(47) Reg. délib. Marolles, 1^{er} vendémiaire an VI, correspondance du commissaire (Arch. dép. Sarthe, L. 231); — Faits analogues en Côte-d'Or (Brelot, ouvrage cité, p. 74).

(48) Reg. correspondance Saint-Paterne.

(49) Reg. délib. Saint-Calais, an VII.

(50) Reg. délib. Grand-Lucé, 23 nivôse an IV.

(51) Reg. actes Mamers, 19 frimaire an VI.

commissaire; et Baudet-Dubourg, commissaire central. On pourrait même ajouter Besnard, qui présidait l'administration centrale. Rapicault briguaît évidemment le poste de Flahec, bien qu'il eût avec lui des relations apparemment courtoises. Il ne manqua pas une occasion de le desservir et même de le dénoncer au commissaire central. Il le faisait en termes dramatiques : « Ne l'ignorez donc pas, citoyen, et je vous le déclare avec cette franchise qui me caractérise [*sic*], oui, il existe entre notre administration et le commissaire une lutte terrible... Sommes-nous des esclaves pour être menés avec tant de despotisme?... » Baudet-Dubourg lui fit un sermon, le rappelant aux vertus chrétiennes, à la patience et au calme. Il en fit un autre à Flahec, lui recommandant la simplicité et la douceur, et il termina en les menaçant tous deux (52), comme eût fait un grand vicaire désireux d'apaiser un différend entre un doyen et un curé quinteux.

Certains commissaires ont été annihilés sans qu'il y eût ni conflit, ni violences de langage, la municipalité se défendant par une inertie complète. La lecture du registre de délibérations du canton de Saint-Cosme est l'une des plus instructives à cet égard : de janvier à juillet 1797, on ne rencontre pas moins de vingt-cinq réquisitoires écrits tout au long par le commissaire et touchant les sujets les plus variés. Les réquisitoires occupent plus de place que les délibérations ! Ils n'obtinrent aucun succès : la municipalité les ignorait. Une indifférence aussi parfaite est extraordinaire, les municipalités avaient ordinairement le souci de sauver la face, elles « faisaient droit » aux réquisitions en prenant des arrêtés, mais ces arrêtés n'étaient pas même publiés. Le commissaire de Conlie s'en plaignait amèrement sans trouver de remède à une situation aussi humiliante (53).

(52) Arch. dép. Sarthe, L. 239, 2 prairial an VI; L. 169, f° 47. Mêmes événements à Saint-Maixent où le président dénonce le commissaire et finit par le remplacer (Arch. dép. Sarthe, L. 228, germinal an VII).

(53) Lettres de ventôse an V (Arch. dép. Sarthe, L. 209); — Reg. délib. Conlie, à la même date; — Mêmes faits à Nogent-le-Bernard (Reg. délib. an V); — A Précigné ce fut encore pis : le commissaire n'était pas même informé des actes de la municipalité (Arch. dép. Sarthe, L. 241, 6 nivôse an V). D'autres commissaires étaient impuissants : Lettres des commissaires

Le commissaire cantonal, lorsqu'il n'était ni taré, ni stupide, ni peureux, tenait généralement la première place. Des hommes tels que Blavette, Le Maréchal, Roussel ou Bouessière, et dans une certaine mesure Guittier, régissaient leur canton et exerçaient même certains pouvoirs, légaux ou non, directs ou non, dans les cantons voisins. Placés par la Constitution au second rang, après le président, les commissaires avaient toutes chances de le supplanter grâce au jeu de l'élection et aux appuis administratifs.

A vrai dire, en ces débuts du régime, alors qu'aucune tradition n'existait et que les circonstances pouvaient impérieusement commander des décisions soudaines et des initiatives graves, l'homme importait plus que la fonction. Le président et le commissaire étaient tout désignés pour diriger les municipalités, mais s'ils en étaient incapables tout autre pouvait les remplacer : l'agent du chef-lieu par exemple, ou même le secrétaire.

LE SECRÉTAIRE

Comme l'observait la municipalité de Courgains, le secrétaire est la « cheville ouvrière de toute administration ». C'est le premier personnage dont on se préoccupait lorsqu'on créait une municipalité cantonale. On vit des cantons où le secrétaire était la principale autorité, comme le canton de Parcé où le président était insouciant et peureux et dont la municipalité était fort incomplète. Cet honneur lui fut d'ailleurs funeste, car les chouans le blessèrent grièvement (54).

Dans les grands cantons le secrétaire dirigeait plusieurs bureaux, dont la spécialisation rappelait l'administration centrale (55). Il devait faire avancer le travail et s'assurer que les employés se comportaient avec « honnêteté et douceur ». Pour

de Fresnay (Arch. dép. Sarthe, L. 227, pluviôse an VI) ; La Fresnaye (L. 227, frimaire an IV ; Vallon (L. 219, 21 pluviôse an VI) ; La Suze (L. 218, 18 floréal an VI) ; Lettre du 11 thermidor (Arch. dép. Sarthe, L. 219).

(54) Lettre du 29 frimaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 240). Même fait à Conlie (Lettres de floréal et messidor an VI. Arch. dép. Sarthe, L. 209).

(55) Reg. délib. cantonales Beaumont, Bonnétable, Château-du-Loir, etc...

accroître son autorité on lui attribua parfois des émoluments élevés sur lesquels il devait prélever les traitements des employés et les dépenses pour les registres et l'encre (56). C'était imprudent, car le secrétaire devenait omnipotent, il entreprenait de correspondre directement avec le commissaire central, voire avec les ministres et le Directoire (57). Des luttes violentes eurent lieu à Saint-Calais, à propos du secrétaire, entre la municipalité, d'une part, et le commissaire et l'administration centrale (58).

Pour avoir voulu résister à un secrétaire énergique, le président du canton de Nogent-le-Bernard dut démissionner, et le commissaire du canton de Parcé dut lui laisser son poste (59). Le rôle du secrétaire était assez important pour qu'une municipalité nouvelle fût tentée de changer de secrétaire lorsqu'elle procédait à son installation.

LES EMPLOYÉS ET LE BUDGET

Au moment de leur création les municipalités furent disposées à organiser des bureaux considérables : ceux de La Ferté-Bernard réunissaient trois chefs, un commis principal et trois expéditionnaires, sous la direction du secrétaire général (60). La petite ville de Beaumont embauchait cinq employés, sans compter le secrétaire. Souvent il y avait en plus un concierge et un commissionnaire. On allait d'autant plus largement que nul ne savait qui les appointerait. Le Directoire enjoignit au ministre de l'Intérieur de rappeler les administrations aux règles de l'économie (61). L'administration départementale de la Sarthe avait

(56) Reg. délib. Saint-Calais, 25 pluviôse an VI.

(57) Voir dénunciations déjà signalées du secrétaire du canton de Vallon; ceux de Précigné et de Ballon agirent de même (Arch. dép. Sarthe, L. 241, ventôse an VI; L. 207, 15 ventôse an VII). Celui de Château-du-Loir correspondait directement avec le Directoire (Arch. nat., A. F. III, 352).

(58) Arch. dép. Sarthe, L. 81, f° 44; L. 247, 18 nivôse an VII; — Reg. délib. Saint-Calais, pluviôse à ventôse an VII.

(59) Arch. dép. Sarthe, L. 231, an VI; L. 240, an VI.

(60) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 23 brumaire an IV; — Lettre du commissaire de Beaumont, 20 frimaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 221).

(61) *Le Rédacteur*, 29 frimaire an IV. Cité par Marion, ouvrage cité, t. III, p. 435.

déjà compris cette nécessité et elle s'était refusée à l'organisation fastueuse prévue pour La Ferté-Bernard (62). Les réductions de personnel se répétèrent en divers cantons, en 1797 et en 1798, faute de ressources (63). On sut en effet, au mois de mars, que les employés devaient être payés sur les charges locales, qui rentraient mal et fournissaient peu. Ce fut la misère : les employés impayés démissionnaient. En juillet 1796 le secrétaire de Saint-Calais n'avait rien touché depuis un an et il ne savait pas quel était le montant de son traitement (64). A la même époque la municipalité de Mamers, totalement dénuée de ressources, donna trois cordes de bois à chacun de ses secrétaires et deux quintaux de blé au concierge de la prison qui n'avait rien touché depuis deux ans (65). Ce ne fut pas une simple crise d'organisation, car cette pénurie se prolongea aussi longtemps que sa cause : l'insuffisance des ressources. Des employés de Château-du-Loir faisaient remarquer, au mois de janvier 1798, qu'il leur était dû le traitement de 1795, 1796 et 1797 ! Au début de mars, ils en étaient réduits à se plaindre « de la manière la plus touchante et la plus pressante (66) ».

C'est pourquoi le commissaire de Sablé avait recommandé de prendre dans les bureaux « des hommes qui par leur fortune pourraient s'élever au-dessus du traitement... dans un instant où les finances sont presque complètement perdues », et il avait eu la chance de trouver quatre employés à titre gracieux (67).

Ce mal était assez général : on l'a observé aussi bien à Bordeaux qu'à Marseille, Versailles ou Paris (68). Du moins aurait-il disparu si le régime avait duré, car on prit, en décembre 1798, une loi qui permettait de proportionner le nombre de centimes

(62) Lettre du 15 frimaire an IV (Arch. comm. La Ferté-Bernard).

(63) En messidor an VI il n'y avait plus que deux employés à Beaumont au lieu de six (Lettre du commissaire. Arch. dép. Sarthe, L. 221).

(64) Reg. délib. Saint-Calais, 10 messidor an IV.

(65) Reg. délib. Mamers, 5 et 7 thermidor an IV.

(66) Reg. délib. Château-du-Loir, 5 brumaire, 18 pluviôse, 13 ventôse an VI.

(67) Reg. délib. Sablé, 29 brumaire an IV.

(68) Marion, ouvrage cité, t. III, p. 131.

additionnels aux besoins et qui autorisait le rétablissement des octrois (69).

Beaucoup de municipalités étaient en déficit à cause de l'insuffisance des centimes additionnels. Dans un petit canton comme celui de Conlie, les dépenses normales dépassaient 5.000 francs, et les centimes additionnels fournissaient 2.321 francs. La nouvelle loi modifia heureusement la situation, puisque le percepteur de l'an VI réalisa 7.347 francs de recettes (70). Quelques cantons obtinrent même alors un léger excédent : celui du Grand-Lucé déclarait 400 francs d'avoir (71), mais ce fut peu fréquent, car la chouannerie de 1799 grossit démesurément le chapitre des dépenses imprévues.

A titre d'exemple voici la répartition des dépenses d'un canton relativement important, celui de La Ferté-Bernard :

Dépenses annuelles fixes :

Secrétaire	1.000 francs
Trois commis à 800 francs.....	2.400 —
Deux commis à 600 francs.....	1.200 —
Un concierge.....	400 —
Un appariteur.....	100 —
Concierge de la maison d'arrêt.....	500 —

Dépenses variables :

Fêtes publiques.....	574 —
Abonnement au journal <i>le Rédacteur</i>	40 —
Frais de secrétariat et de chauffage.....	300 —
Frais d'impression.....	100 —
Réparation des ponts.....	300 —

A quoi il fallut ajouter en l'an VI :

Traitement de deux juges de paix à 600 fr..	1.200 —
Traitement de deux greffiers à 200 francs..	400 —
Frais du bureau du juge de paix.....	150 —

(69) Marion, ouvrage cité, p. 138. — Cette loi fut annoncée avec joie par les administrateurs de la Sarthe (Circulaire du 21 pluviôse an VII. Arch. comm. Parigné).

(70) Reg. délib. Conlie, 15 messidor an VI et 19 germinal an VIII.

(71) Par exemple le canton du Grand-Lucé (Reg. délib., 16 ventôse an VIII).

Enfin (nous ne savons pour quelle raison on l'a omis) :

Traitement de gardes champêtres..... 5.250 francs.

On atteint ainsi un total de 13.000 francs de dépenses, dont 5.000 pour les gardes champêtres. Il y eut environ 2.700 francs de déficit pour l'an V et 4.000 francs pour l'an VI. Encore avait-on singulièrement réduit les dépenses (72).

A la fin du régime directorial, toutes les municipalités cantonales avaient accumulé des dettes plus ou moins considérables, dont on ignorait souvent le montant exact.

LES AGENCES COMMUNALES

Les administrations supérieures, depuis le Directoire et le Corps législatif jusqu'à la municipalité cantonale, pouvaient édicter tous les arrêtés nécessaires, leur application dépendait surtout de l'agent communal. Celui-ci était tout à la fois membre et représentant de l'administration cantonale et commissaire de police dans sa commune. La police comportait alors un développement extrême en raison des lois sur les réquisitionnaires, sur les déserteurs, sur les prêtres, sur le culte, sur les émigrés, sur les chouans rendus, sur la chasse, sur les passeports... C'est l'agent qui devait désigner les membres des colonnes mobiles, répartir les innombrables réquisitions entre les cultivateurs, assurer le logement des troupes de passage, dresser les statistiques des récoltes, des chemins, des populations. Il tenait l'état civil et participait à tous les travaux concernant les contributions : répartition des contributions mobilière et foncière, établissement de la liste des patentés et même, à défaut d'adjudicataires, perception des contributions (73). Un peu plus tard il

(72) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 25 prairial an VI, complété par le budget du 5 frimaire an V.

(73) *Moniteur*, t. XXV, p. 691 ; — *Journal du département de Maine-et-Loire*, 20 frimaire an VII ; — Circulaire du 7 vendémiaire an VII ; — *Papiers Ledru*, an VII ; — Reg. délib. des cantons de la Sarthe.

fut encore chargé du culte décadaire et de la publication des lois.

C'était une tentation sans cesse renouvelée, pour les municipalités cantonales, que de renvoyer le travail à chaque agent. Beaucoup y succombèrent sous prétexte que « nul n'est plus qualifié pour connaître les affaires de la commune que l'agent et l'adjoint ». Il en fut ainsi à Marolles, à La Flèche (*extra-muros*), au Mans (*extra-muros*), à La Bazoge et à Pontvallain. Cette méthode libérait la municipalité cantonale mais compromettait l'exécution du travail, les agents n'ayant d'ordinaire ni le temps, ni les capacités, ni la volonté de s'acquitter de tous ces travaux.

Pour les aider, les municipalités nommaient à l'occasion des commissaires provisoires et parfois rémunérés. Les uns firent le recensement des chevaux lors de la réquisition du trentième cheval; d'autres furent chargés de recenser les portes et fenêtres lorsqu'on établit une contribution qui les frappait; d'autres examinaient les pétitions en dégrèvement d'impôts fonciers, aux frais des pétitionnaires, etc... Dans le cas où un travail maintes fois réclamé demeurait longtemps en souffrance, l'administration pouvait même envoyer un commissaire pour s'en acquitter aux frais de l'agent fautif, comme il advint parfois.

Les agents des communes, remplaçants et successeurs des maires, avaient donc hérité d'une partie de leurs attributions. Mais toute autorité appartenait au corps cantonal. Il était interdit aux agents de prendre des arrêtés, d'ouvrir des crédits et d'avoir un bureau. Ils ne pouvaient pas même délivrer un passeport. Les chambres ou maisons communales durent disparaître : « Le gouvernement ne reconnaît que le lieu des séances administratives au chef-lieu du canton (74). » Ces dispositions furent mal accueillies et, en dépit du gouvernement, il y eut des *agences communales*.

Le premier arrêté de la municipalité de Château-du-Loir décida « que les agents municipaux¹ et adjoints de chaque com-

(74) Lettre de l'administration centrale, 10 nivôse an V (Arch. comm. Parigné).

mune [seraient] tenus de se faire installer [dans leur commune] par les anciens officiers municipaux ». Ils prendraient « les registres, lois, papiers et autres documents... qui [resteraient] entre leurs mains pour continuer soit à recevoir les actes qui constatent l'état civil, soit à inscrire les délibérations qui intéressent leurs communes (75) ». Ce fut l'origine des agences communales de ce canton. Au chef-lieu, Château-du-Loir, localité plus importante, l'agence comportait un secrétaire aidé d'un commis. Ces administrations fonctionnèrent pendant toute l'année, jusqu'au jour où l'administration centrale découvrit cet « abus intolérable » et voulut y mettre fin (76). Le rappel à l'ordre, donné en septembre 1796, ne fut guère efficace : les secrétaires furent supprimés, mais les agences communales subsistèrent et eurent quelques crédits. La destitution de l'agent de Château-du-Loir et la démission de son adjoint permirent à l'administration centrale de faire comprendre à la municipalité de cette ville qu'elle devait remplir elle-même le rôle d'agence communale. Malgré cela, la municipalité s'obstina à maintenir l'agence entre les mains d'un secrétaire spécial appointé mille francs par an (77). En l'an VII les agences communales subsistaient encore, elles obtenaient de menus crédits pour leurs dépenses en papier, encre, bois et lumière, et disposaient même de quelques recettes particulières.

Cet exemple n'est pas unique. Dans le canton rural du Mans les agents exigèrent un local, un secrétaire et un commissionnaire. Leurs prétentions furent repoussées; ils parvinrent cependant à disposer d'un bureau, ils s'associèrent « des citoyens qu'ils [nommaient] leurs prétendus conseils », ils agirent en administrations indépendantes, délivrant des extraits des états de section, et s'abstenant d'aller aux séances cantonales. Cet essai fut assez vite maté, car il se produisit au voisinage du chef-lieu. Mais les

(75) Reg. délib. Château-du-Loir, 25 brumaire an IV.

(76) Arch. dép. Sarthe, L. 115, f° 150.

(77) Reg. délib. Château-du-Loir, 10 vendémiaire an V, 30 frimaire an V, 13 brumaire an VII; — Reg. correspondance Château-du-Loir, 27 vendémiaire an V.

agents parvinrent à conserver leurs archives, malgré tous les efforts contraires (78).

Dans d'autres cantons on trouve trace d'agences avec bureau, secrétaire et crédits (79), parfois même avec mention d'assemblées et délibérations communales (80). Le commissaire de Ballon s'est plaint de ces initiatives : « Ils [les agents] se croient dans leur commune l'autorité d'assemblée constituée... et qu'ils ne doivent de compte à personne. » Les agents du canton de La Bazoge s'opposèrent aux patrouilles et recherches dans leurs communes respectives, déclarant qu'ils prenaient cela « sous leur responsabilité personnelle (81) ». L'agent de Mézière-sous-Ballon réunit, en brumaire an V, l'ensemble des habitants de sa commune pour régler diverses questions concernant le culte. L'agent de Dehault convoqua les habitants de la commune pour décider du salaire qui devait être accordé au garde champêtre. On vit plus curieux encore : les habitants de Coulongé se réunirent spontanément en assemblée pour choisir un agent et un adjoint, car ils ne voulaient pas de ceux qu'avait nommés la municipalité cantonale (82). Cette persistance de la vie communale fut menacée par la célébration des mariages aux chefs-lieux de canton, mais les fêtes patriotiques, les séances décadaires et les *assemblées* ou fêtes locales maintinrent des réunions au bourg de chaque commune.

Ces manifestations opiniâtres de vitalité expliquent peut-être

(78) Reg. délib. Le Mans (*extra-muros*), 10 frimaire, 20 prairial, 10 fructidor an IV; 28 frimaire, 10 nivôse an V.

(79) Reg. délib. Ecommoy, 22 vendémiaire an VI; La Ferté-Bernard, 9 vendémiaire et 30 brumaire an VII; Vaas, prairial an V; Mayet, 10 fructidor an VII, 29 germinal an VIII; Sablé, 1^{er} comp. an VI; — Legeay, *Recherches sur Mayet*, t. II, p. 133.

(80) Deschamps La Rivière, *Dollon* (Bulletin Soc. Ag. Sc. A., t. XXXVIII, p. 33), nivôse an VI; — Reg. délib. La Fresnaye, 14 brumaire an VII.

(81) Reg. délib. Saint-Calais, 5 ventôse an IV; Courgain, 19 pluviôse an VI; — Lettre du 19-messidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 207) et lettre de thermidor an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 208).

(82) Lettre du commissaire de La Flèche (*extra-muros*), 16 prairial an V (Arch. dép. Sarthe, L. 207); — Briard, *Mézières-sous-Ballon*, Prov. Maine, t. XIII, p. 280; — Corresp. Nogent-le-Bernard, 9 pluviôse an VI; — Reg. délib. Mayet, 27 nivôse an IV.

le rétablissement des municipalités communales sous le Consulat, tandis que la nécessité de conseiller et aiguillonner les agents conduisait à créer les sous-préfets, remplaçant à la fois président et commissaire cantonaux. Cette modification était prématurée, car il fut difficile de trouver des maires capables de remplir leurs fonctions. Nous avons noté que le préfet Auvray s'en plaignit dans la Sarthe, comme le faisaient ses collègues des Côtes-du-Nord et de la Seine-Inférieure, pour n'en pas citer d'autres (83). Mais on sait que les attributions des conseils municipaux étaient réduites et que les questions budgétaires étaient réglées par les préfets. Le système cantonal était plus libéral et, moyennant quelques retouches, aurait pu donner de meilleurs résultats.

CONCLUSION

L'expérience a montré que l'organisation départementale telle que l'avait conçue la Constitution de l'an III était viable. L'administration centrale sarthoise a fonctionné régulièrement et activement. La plupart de ses rouages ont subsisté sous le Consulat, mais la centralisation et l'autoritarisme triomphants ont subordonné les administrateurs élus aux préfets nommés par le pouvoir central.

Les municipalités cantonales ont été plus critiquées. Le Département et le commissaire central gémissaient sur le retard des lettres, des statistiques et sur l'inexécution des lois. « J'ai trouvé partout des administrations sans énergie et sans moyens », écrivait le général d'Halancourt (84). Mais il faut observer que les attributions de ces corps étaient trop nombreuses, leurs fonctions financières suffisant à les surcharger, et les troubles leur ajoutèrent beaucoup d'autres soucis et d'autres travaux. Lorsqu'elles furent débarrassées de la tâche financière, elles fonctionnèrent mieux. Croit-on que des municipalités communales eussent mieux travaillé?

(83) Durand, ouvrage cité, t. I, p. 53; — Dejean, *Un préfet du Consulat...*, p. 227 et suivantes.

(84) Lettre du général d'Halancourt, 12 prairial an VI (Arch. dép. Sarthe, L. 196).

Dans une large mesure l'imperfection des municipalités tenait aux vices du gouvernement central qui les accablait de lois et de règlements, qui n'était pas capable de leur fournir des fonds, qui ne pouvait pas même leur donner le moyen de correspondre commodément avec les autres administrations.

L'institution des commissaires répondait à un besoin et a donné généralement satisfaction. Le principe du recrutement départemental était très contestable, il limitait trop le choix, et des commissaires furent inférieurs à leur tâche. Cependant ces agents du gouvernement lui ont assuré de bons moyens d'action : par les comptes rendus décadaires (85) ils fournissaient des informations, par leur présence auprès des administrateurs ils exerçaient un contrôle et facilement une pression. Ils formaient une hiérarchie cohérente. Le commissaire central, informé par ses collègues des cantons, gourmandait les municipalités, les agents et les adjoints (86). Des conventions étaient passées entre commissaires cantonaux et centraux : « Veuillez, je vous prie, écrivait le commissaire de Château-du-Loir au commissaire central, ainsi que nous en sommes convenus, me demander si ces établissements [colonnes mobiles] sont formés, et dans le cas où ils ne le seraient pas, m'ordonner d'en requérir la formation (87). »

Le commissaire central convoquait les commissaires cantonaux au Mans, en réunions particulières, pour délibérer sur l'état des cantons et prendre les consignes (88). Deux commissaires centraux ont effectué quelques-unes des tournées prévues par la Constitution : Jouennault a circulé dans la région de Château-du-Loir, Baudet-Dubourg est allé en inspection au Grand-Lucé et a présidé une séance de la municipalité de Saint-Calais (89).

On peut être tenté de condamner dans cette organisation une

(85) Mathiez, *Les comptes décadaires des autorités du gouvernement révolutionnaire et des commissaires du Directoire*, Revue d'Histoire moderne et contemporaine, t. IV, p. 157.

(86) Lettre du 20 prairial an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 215).

(87) Lettre du 10 prairial an V (Arch. dép. Sarthe, L. 250).

(88) Lettre de nivôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 213).

(89) Arch. nat. F. I. B. II Sarthe, 2; — Reg. délib. Grand-Lucé, 20 thermidor an VI; Saint-Calais, 9 ventôse an VII.

cause latente de conflits entre le commissaire et la municipalité, comme entre l'exécutif et le législatif. Mais ces troubles s'expliquent surtout par la politique de bascule et par les maladresses inhérentes à tout début. En principe il y avait une hiérarchie qui aurait pu être respectée en temps ordinaire : le président et la municipalité administraient, le commissaire surveillait.

Le régime supposait l'accord entre le gouvernement et les municipalités, tous émanant du peuple souverain. Or le peuple rural boudait les assemblées; celles-ci étaient formées par la bourgeoisie, par les anciens Conventionnels, puis par les exclusifs. Il y avait opposition entre la politique imposée aux commissaires par le gouvernement et celle que préféraient les populations sarthoises. Cet antagonisme éclatait à tout propos : levées d'hommes, réquisitions, paiement des impôts, questions religieuses... Dès lors, la collaboration prévue par la Constitution entre une municipalité qui administrait et un commissaire qui contrôlait faisait place à l'hostilité. Le commissaire, appuyé par ses chefs, était amené à sortir de son rôle et à prendre la première place.

En somme, la Constitution était inapplicable dès que le gouvernement et les populations voulaient poursuivre des politiques opposées. Dans la lutte qui éclatait alors, le gouvernement n'était nullement désarmé, et « de l'an IV à l'an VIII le mouvement de centralisation fut plus fort que le mouvement de décentralisation (90) ». Dans ce domaine, comme ailleurs, la période directoriale a préparé le Consulat; elle a créé une administration, des cadres; elle a effectué d'utiles expériences et a peu à peu amendé l'œuvre de la Convention en sacrifiant la liberté.

(90) Aulard, *la Centralisation napoléonienne : les Préfets*. Rev. franç., t. LXI, p. 144.

CHAPITRE VII

Les finances de l'an IV à l'an VI

- I. — **Le papier-monnaie** : Avilissement, conséquences et remèdes
 - II. — **L'emprunt forcé de l'an IV** : Répartition et paiement.
 - III. — **L'arriéré de 1790 à l'an III. Contributions de l'an III et de l'an IV.**
 - IV. — **Contributions de l'an V** : Foncière, personnelle, mobilière et somptuaire. — *Principes et résultats*
 - V. — **Conclusion.**
-

Le Directoire a vécu dans la hantise constante du manque de fonds. Il hérita d'un passé très lourd et dut s'organiser en pleine crise d'inflation. A peine avait-il résolu cette crise qu'il souffrit d'une cruelle pénurie monétaire. Jamais ses ressources ne furent proportionnées aux immenses besoins que déterminait une triple tâche : faire la guerre étrangère (et parfois la guerre intérieure), exécuter de nombreux travaux publics, pourvoir aux dépenses normales du budget.

Pour assurer la rentrée des contributions le gouvernement ne disposait pas d'une administration financière spécialisée; il devait s'en remettre aux administrations locales. Qu'on ait conservé ce principe en dépit de nombreux déboires prouve quelle défiance gardaient les populations à l'égard des agents de l'Etat. Malgré de nouveaux mécomptes, ce système fut en vigueur jusqu'à l'application de la loi du 22 brumaire an VI (12 novembre 1797), qui créait les agences de contributions et terminait ainsi une première période dans l'histoire financière du Directoire.

Pendant la première partie de cette période, en l'an IV, on souffrit de l'avalissement du papier-monnaie et on s'occupa de faire rentrer un emprunt forcé ainsi que les contributions arriérées. Ensuite, en l'an V, le papier-monnaie étant supprimé, les contributions furent plus productives, mais plus onéreuses; on s'occupa d'en améliorer l'assiette et la répartition.

I. LE PAPIER-MONNAIE

L'avalissement du papier-monnaie explique une partie des difficultés financières, économiques et politiques que le gouvernement directorial rencontra dès ses débuts. La lenteur et l'imperfection de l'organisation des municipalités cantonales en proviennent dans une certaine mesure, de même que la crise des subsistances pendant les premiers mois du Directoire.

Lorsque l'administration centrale de la Sarthe entra en fonctions, l'assignat de 100 livres valait 1 livre 5 sols. Du moins c'est ce qu'estima la commission sarthoise chargée, en l'an V, de dresser un tableau de dépréciation du papier-monnaie (1). Mais l'examen du problème des subsistances nous a prouvé qu'une partie des commerçants et que la totalité des cultivateurs refusaient absolument les assignats (2).

Ce papier-monnaie avait une valeur officielle : l'Etat le remettait à ses fonctionnaires pour solder leur traitement, les contribuables le rendaient à l'Etat pour payer leurs contributions, les fermiers le donnaient à leurs propriétaires pour régler leurs redevances, et les débiteurs s'empressaient de se libérer en assignats, remboursant ainsi leurs dettes à bon compte jusqu'au jour où la loi s'y opposa. Les circonstances attribuaient une portée inattendue à ce propos de Barras, déclarant officiellement aux commissaires du Directoire que « le contribuable qui paie s'enrichit véritablement à l'instant qu'il s'acquitte (3) ».

(1) Arch. dép. Sarthe, L. 86, 9 fructidor an V. Ce tableau a été publié : *Révol. Sarthe*, t. XII, p. 12.

(2) Voir chap. v.

(3) Instructions du 8 frimaire an IV (*Moniteur*, t. XXVI, p. 626).

Ces désordres subsistèrent tant que l'assignat s'avilit. Lorsqu'on brûla solennellement la planche aux assignats, le 30 pluviôse (19 février), devant les badauds de la place Vendôme, l'assignat de 100 livres valait dans la Sarthe 7 sols 7 deniers!

On sait que le mandat fut créé pour sauver la situation; mais on imagina de le placer en face des assignats sur le pied de 30 capitaux pour 1. La valeur réelle du mandat de 100 livres devait donc atteindre, dans la Sarthe, une dizaine de francs au plus, puisque l'assignat de 100 livres se tenait entre 6 et 7 sols à la fin de ventôse an IV. Effectivement le mandat de 100 livres s'avilit rapidement : le 1^{er} germinal (21 mars) il n'était coté que 46 livres, dès la fin du même mois il était tombé à 28 livres, et fin messidor (18 juillet) il ne valait plus que 5 livres 18 sols.

En fait les mandats ne furent pas mieux agréés que les assignats : les commerçants et les cultivateurs refusèrent de les accepter. Les objurgations et les menaces du commissaire central n'y changèrent rien (4). Le 16 floréal an IV (5 mai 1796) le cours forcé fut aboli. Enfin le 16 pluviôse an V (4 février 1797) fut prononcée la suppression du cours légal du papier-monnaie (5). Depuis longtemps déjà il avait cessé d'être utilisé, dans la Sarthe, dans les transactions entre particuliers.

Les variations du signe monétaire déterminèrent de graves perturbations financières et économiques. Ceux qui recevaient le papier dévalorisé : les fonctionnaires, les rentiers et pensionnés, et tous les créanciers, étaient gravement lésés. L'Etat lui-même subissait un préjudice dans la rentrée des contributions et le paiement des biens nationaux effectués en assignats.

L'équité la plus élémentaire eût été violée si l'on eût permis

(4) Le commissaire prétendait que s'il devait y avoir une différence de valeur entre le numéraire et les mandats, ce serait « à l'avantage des mandats, puisque c'est la seule monnaie avec laquelle il puisse être contracté des obligations... » Et il ordonna d'« arrêter sans pitié » quiconque n'accepterait pas les mandats pour leur valeur nominale (Circulaire du 30 germinal an IV. Arch. dép. Sarthe, L. 214). Le refus des mandats est attesté par maints documents, tels Arch. dép. Sarthe, L. 215, 11 messidor; L. 158, f^{os} 115, 117 et 126.

(5) C. Bloch, *le Papier-monnaie...*, p. 452.

à un débiteur de se libérer en papier dévalorisé. On a dit tant de mal de la politique financière du Directoire qu'il faut souligner ce qu'elle eut de bon et d'honnête : ce régime eut à cœur de réparer dans toute la mesure du possible les injustices causées par l'inflation et le cours forcé, et l'on a déjà constaté dans quelques régions que ses efforts « sont loin d'être restés vains (6) ».

De juin 1795 à juin 1797 une série de lois réglèrent les conditions de paiement et de remboursement des créances, des fermages, des rentes et loyers (7). Sans entrer dans le détail, il nous suffira de prouver que cette législation fut réellement appliquée dans la Sarthe.

Le 12 frimaire an IV (3 décembre 1795) le remboursement des capitaux pour obligations publiques et privées antérieures au 1^{er} vendémiaire avait été suspendu. Les créanciers furent ainsi protégés : Duval, qui avait prêté à Delalande 8.000 livres en assignats remboursables en quatre paiements de 2.000 livres, put refuser le remboursement que son débiteur voulait lui imposer en assignats valeur nominale (8).

Le 15 germinal suivant (4 avril 1796) les remboursements étaient rétablis car le gouvernement croyait à la valeur des mandats. Duval fut condamné à recevoir l'offre de son débiteur ; mais il fit appel et le Tribunal reconnut ses droits (9).

D'autres débiteurs voulurent profiter de la loi pour se libérer à bon compte ; le tribunal les contraignit à un minimum d'honnêteté : par exemple celui qui voulait payer une maison en assi-

(6) Braesch, *la Valorisation des Créances privées sous le Directoire dans le département de la Meurthe. Annales de l'Est*, p. 101 à 152 ; — Sur le même sujet : Viard, *Vers l'ajustement légal des prix (métal et papier) dans l'Hérault à la fin de l'an V. Ann. Révol.*, 1928, p. 243 à 260 ; — Vincenti, *le Tribunal civil du département de Vaucluse de l'an IV à l'an VIII. Avignon*, 1928, p. 199 à 295.

(7) Voir C. Bloch, *le Papier-monnaie...*, notamment pp. 365, 393, 421, 434, 458, ainsi que les travaux de Braesch et de Vincenti.

(8) Arch. dép. Sarthe, L. add. 76.

(9) La demande du débiteur a été « anéantie avec les assignats », il doit faire de nouvelles offres (Même source, 23 messidor an IV).

gnats en prétendant qu'acheter une maison c'était s'acquitter d'un loyer fut débouté de ses prétentions (10).

Les propriétaires fonciers risquaient de ne toucher leurs fermages qu'en assignats, tandis que les cultivateurs vendaient très cher les produits du sol. Ils furent protégés par la loi du 2 thermidor (20 juillet) qui leur permit d'exiger la moitié du loyer en nature, ce qu'ils obtinrent effectivement (11).

Cependant le créancier ne put s'opposer à l'application de la loi, le tribunal le condamnait à être remboursé. Ainsi Boisdron dut consentir à ce que sa rente de 50 livres fût amortie « tant en mandats qu'en métal (12) ». Des clauses trop subtiles se retournaient contre leur auteur : tel avait cru habile de spécifier qu'il serait remboursé « conformément au paiement des biens nationaux », le débiteur en profita pour se libérer par paiement anticipé (13) !

Ce ne sont là que quelques exemples qu'il serait facile de multiplier et qui établissent le souci d'équité et de légalité du Tribunal civil de la Sarthe.

La disparition du papier-monnaie arrêta une cause de spéculations, d'agiotage et de désordres. Elle eut cependant quelques répercussions fâcheuses : le numéraire devint insuffisant. La pénurie de métal avait été aggravée par le décret du 3 brumaire an V (24 octobre 1796) retirant de la circulation les pièces de bronze (14). Il en résulta « beaucoup de confusion et de trouble et, dans les marchés surtout, des rixes et du trouble ». La nécessité faisait circuler encore les pièces démonétisées, mais « les cultivateurs ne voulaient vendre leurs grains qu'en monnaie blanche, ou bien, plus cher, en monnaie de cuivre (15) ». Nous verrons plus loin les conséquences de cette situation nouvelle.

(10) Arch. dép. Sarthe, L. add. 74, 29 germinal an IV; — Circulaire du ministre de la Justice, 30 ventôse an IV.

(11) Même source, 26 et 28 germinal an IV.

(12) Même source, 19 messidor an IV.

(13) Même source, 12 messidor an IV.

(14) C. Bloch, *le Papier-monnaie...*, p. 444.

(15) Arch. dép. Sarthe, L. 226. La monnaie républicaine elle-même était parfois refusée dans la Sarthe comme dans beaucoup d'autres régions (Reg. délib. Ballon, 30 nivôse an IV; Ecommoy, 10 prairial an IV; La Chartre,

Cependant la crise d'inflation était finie, mais elle n'avait pas constitué le seul souci financier du gouvernement, il s'était préoccupé dans le même temps d'alimenter ses caisses par les contributions et par l'emprunt forcé.

II. L'EMPRUNT FORCÉ

Les impérieux besoins de la trésorerie firent établir, le 19 frimaire an IV (10 décembre 1795), un emprunt forcé de 600 millions (valeur métallique) à percevoir sur le quart le plus imposable des contribuables de chaque département. La préoccupation essentielle était d'obtenir de l'argent au plus tôt : les rôles devaient être mis en recouvrement avant le 15 nivôse (5 janvier 1796) et recouvrés entièrement à la fin de pluviôse (18 février). L'arreuse exigence devait se heurter à maints obstacles, beaucoup plus graves dans la région de l'Ouest qu'ailleurs : la chouannerie sévissait, les municipalités n'étaient pas organisées, l'esprit public était mauvais, le pays était appauvri par la guerre civile. Le gouvernement le savait, il réduisit les contingents départementaux en conséquence. Mais la levée de l'emprunt semblait problématique.

L'administration départementale fut à la hauteur des circonstances. Elle prit des mesures de salut public, s'occupant plus du résultat que de la légalité. Les municipalités furent tenues de se réunir sans délai et de dresser les listes de cotisés d'après les rôles de la contribution mobilière de 1793; elles utiliseraient aussi leurs connaissances particulières pour frapper les plus riches. Dans un délai de quatre jours elles fourniraient la liste du tiers des contribuables, avec leur capital présumé et leurs revenus probables. En même temps, des envoyés étaient adressés

30 frimaire an IV. Pour les Côtes-du-Nord, Pommeret, ouvrage cité, p. 336). La loi du 20 ventôse an IV sanctionna ce délit (Marion, *Histoire financière*, t. III, p. 453).

(16) Répertoire des lois et circulaires : C. Bloch, *les Contributions directes*. Exemple de levée de l'emprunt forcé : Libois, *les Emprunts forcés de l'an IV et de l'an VII, leur application dans le département du Jura*.

à tous les anciens districts pour réclamer les matrices des contributions foncières et mobilières. Un personnel extraordinaire était recruté pour former cinq bureaux chargés de dresser les matrices des rôles (17). Toutes dispositions étaient prises pour remédier à la carence prévue des municipalités.

Effectivement celles-ci se déroberent : dès la première réunion, au Lude, les agents, « après avoir entendu la loi,... ont déclaré qu'ils ne voulaient plus remplir aucunes fonctions (18) ». C'était un canton réactionnaire. A Mayet, canton jacobin, les agents se déclarèrent incapables et demandèrent de l'aide aux gens instruits (19). Ailleurs on se plaignit de n'avoir pas les rôles de 1793 (20).

Les rôles de l'emprunt étaient demandés pour le 10 nivôse. Mais la circulaire du 26 frimaire qui les exigeait ne parvint dans certains cantons, celui de Marolles par exemple, que le 7 nivôse au soir (21). Le délai s'écoula, et un grand nombre de cantons n'envoyèrent pas leurs états. Après un mois beaucoup de cantons n'avaient toujours rien fourni, d'autres avaient expédié des états inutilisables (22). Le département décida de convoquer quelques citoyens patriotes de chaque canton, afin de faire le travail lui-même (23).

Grâce à ce procédé expéditif les rôles furent mis en recouvrement dès le 30 pluviôse pour les plus grosses cotes (15^e et 16^e classe), et du 15 au 20 germinal pour les autres. Le montant total des cotes était de 5.267.700 livres (valeur métallique), le nombre des cotisés était de 18.839. « Ce contingent est faible sous le rapport soit de la population, soit des contributions », remarqua le ministre des Finances, mais il l'accepta en raison

(17) Arch. dép. Sarthe, L. 142, p. 136.

(18) Arch. dép. Sarthe, L. 198 *bis*, 10 nivôse an IV.

(19) Reg. délib. Mayet, 7 et 17 nivôse an IV.

(20) Reg. délib. Bonnétable, 2, 11 et 16 nivôse an IV; Conlie, 5 et 20 nivôse; Saint-Maixent, 10 et 11 nivôse an IV.

(21) Reg. délib. Marolles, 9 nivôse an IV.

(22) Arch. dép. Sarthe, L. 142, 13 nivôse; L. 157, 17 pluviôse an IV.

(23) Arch. dép. Sarthe, L. 142, 13 nivôse, et L. 86, 26 nivôse an IV.

de la guerre civile (24). L'observation était justifiée en ce qui concerne les cotes, mais non pas le nombre des cotisés, car c'était beaucoup plus du quart des contribuables (qui eût été 15.313), presque le tiers. L'administration en avait ainsi usé pour alléger les cotisés les plus riches : la cote la plus élevée atteignait 6.000 livres.

Les rôles à peine dressés furent violemment attaqués. Le Département reconnaissait que le manque de renseignements avait dû provoquer de nombreuses erreurs. Des municipalités signalaient l'injustice de certaines réquisitions qui trahissaient la tentative des riches de faire tomber l'emprunt sur les pauvres (25). Ailleurs, au contraire, une sorte d'émeute populaire avait contraint de surcharger quelques contribuables (26). On ne connaît guère de cantons où la répartition n'ait provoqué de plaintes. On n'en trouve pas qui ait inscrit la fortune et le revenu de cotisés. Les réclamations affluèrent : il y en eut quatre-vingts pour le seul canton de Malicorne; elles émanent de cultivateurs qui se prétendent tous pauvres et chargés de famille, certaines sont adressées par des journaliers et des filles de ferme. La municipalité apostilla à peu près toutes ces demandes en réduction (27).

L'arrêté directorial du 8 pluviôse (28 janvier 1796) avait autorisé les administrations départementales à reviser ces rôles. L'administration sarthoise invita, le 26 germinal (15 avril), les municipalités cantonales à effectuer cette revision. Elle se refusait à dégrever des cantons, les remaniements devaient s'effectuer dans chaque canton par des commissaires spécialement

(24) Arch. nat., A F III, 358. Ce montant correspondait à peu près à la moitié du taux normal; c'est pourquoi il ne fut pas modifié par la loi du 30 thermidor, qui dans la Sarthe ratifiait plus qu'elle n'innovait.

(25) La Ferté-Bernard (Arch. dép. Sarthe, L. 226); — Le Mans (*extramuros*), Reg. délib., 11 novembre an IV; Tuffé, Reg. délib., 9 ventôse; Reg. délib. Marolles, 10 thermidor; Reg. délib. Assé-le-Boisne, 10 floral; Château-du-Loir, Reg. délib., 15 nivôse an IV; Saint-Paterne (Arch. dép. Sarthe, L. 232).

(26) Reg. délib. Lude, 27 germinal an IV.

(27) Arch. comm. Malicorne. La même lenteur dans les opérations et les mêmes inégalités ont été signalées dans le Jura (Libois, ouvrage cité, p. 17).

nommés, mais de sorte que les dégrèvements fussent compensés par des taxes additionnelles (28).

Il fut difficile de trouver des commissaires reviseurs, beaucoup refusèrent (29). Il fut plus difficile encore de trouver des bases d'évaluation. Le Département indiqua un procédé empirique : l'emprunt étant de 600 millions représentait deux années de contribution foncière sur le pied de 1790. Donc on pouvait demander environ le double de la contribution foncière. La révision fut laborieuse, les cantons auraient voulu des dégrèvements sans compensation. Les particuliers se disputèrent. Cependant en prairial et thermidor (juin et juillet) les rôles furent achevés. D'après le plan primitif les paiements auraient dû être terminés à cette date !

Ces difficultés étaient communes à tout l'Ouest : en Loire-Inférieure la mauvaise volonté était générale (30) ; en Maine-et-Loire il était impossible d'agir dans la partie occupée par les chouans (31) ; dans la Mayenne le Département proposait de lever 845.000 francs, alors qu'on lui en demandait 6 millions. Des rixes éclatèrent (32). Malgré tout l'argent rentra.

L'administration départementale de la Sarthe avait menacé d'employer la force armée dans les cantons récalcitrants. Cette mesure fut appliquée en quelques lieux (33), mais les paiements s'effectuèrent le plus souvent sans contrainte. Le 1^{er} prairial an IV (20 mai 1796), 2.240.715 francs avaient été payés, dont 1.800.917 francs en assignats. Au 1^{er} thermidor (19 juillet), les paiements atteignaient 5.335.857 francs, soit plus que le total exigé. L'excédent provenait des amendes infligées aux retarda-

(28) Arch. dép. Sarthe, L. 142, 4 et 11 floréal, etc..., an IV ; L. 59, germinal an IV.

(29) Ainsi à Malicorne, Chahaigne, Assé-le-Boisne, Tuffé, Le Lude, Bonnétable, Ecommoy. En certains lieux ces commissaires furent nommés par l'assemblée communale extraordinairement convoquée (Nogent-le-Bernard, 8 floréal an IV).

(30) Arch. dép. Loire-Inférieure, L. 59, f^o 109 ; L. 60, f^o 6.

(31) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 156, 8 floréal an IV.

(32) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 286.

(33) Arch. comm. Mayet, 24 pluviôse an IV ; — Reg. délib. Fresnay, 26 pluviôse an IV.

taires. Un an plus tard on précisait que l'emprunt avait rapporté plus qu'on n'en attendait et que quelques amendes restaient encore à percevoir (34).

Les rentrées s'étaient surtout précipitées au moment de la pacification, au point que les receveurs étaient débordés. Les prêteurs tenaient à se libérer en assignats à cent capitaux pour un, ce qu'ils purent faire jusqu'au début de l'an V. Plus tard, en l'an V, pour terminer le recouvrement il fallut procéder à l'envoi de quelques garnisaires. Les archives cantonales prouvent que certaines régions demeurèrent irréductibles. Si La Flèche paya 94.259 francs sur un total de 95.089 francs, le canton de Parigné ne versa que 3.675 francs sur 14.060; vingt cotisés s'acquittèrent sur soixante-cinq (35). Mais les amendes couvrirent la différence et même au-delà. En somme l'opération fut moins pénible qu'on aurait pu le craindre. Comme écrivait le chanoine La Manouillère : « Tout ce qu'on peut dire devient inutile : on menace de faire la vente, et le décret ajoute de faire mettre en prison; il faut finir par payer (36). »

Malheureusement, comme d'ordinaire, les retardataires avaient été récompensés de leur mauvaise volonté parce que les mandats avaient beaucoup baissé. Par contre ceux qui étaient dégrevés n'étaient remboursés qu'en mandats valeur nominale. Les fluctuations du signe monétaire avaient de curieuses conséquences. D'une part l'Etat avait intérêt aux transferts : il remboursait 100 francs en mandats au prêteur dégreuvé, mais il exigeait plus de 333 francs en mandats du prêteur dont la cote était accrue de 100 francs. D'autre part les prêteurs dégrevés refusèrent leur dégrèvement, car ils avaient bénéfice à employer les coupons

(34) Arch. dép. Sarthe, L. 142 et L. 143, aux dates indiquées. Dans le Jura la somme imposée fut 5.216.300 livres, que le ministre ramena à 5.931.045 livres. L'administration centrale ne promettait que 2.392.210 livres, et elle ne les fournit pas intégralement (Libois, ouvrage cité, pp. 28 et 29).

(35) Arch. de Parigné. Etat du 17 fructidor an V.

(36) La Manouillère, ouvrage cité, t. II, p. 319. Le département de la Sarthe se classait très favorablement si l'on observe que Ramel déclarait au début de l'an V que la moitié de l'emprunt n'était pas encore payée dans l'ensemble du territoire (C. Bloch, *Contributions directes*, p. 612).

d'emprunt forcé pour paiement de leurs contributions. Mais l'Etat fournit une si faible quantité de coupons que les prêteurs ne purent guère les utiliser pour payer leurs contributions de l'an V. De plus il refusa les coupons des prêteurs qui n'avaient pas de *propriété foncière*, ce qui détermina de vives récriminations. A vrai dire tout le monde spéculait sur la baisse et sur le pouvoir libérateur des coupons, l'Etat comme les contribuables (37). Les plus malheureux furent les employés qui avaient dressé d'urgence les rôles et qui n'étaient pas encore payés de leur peine plus d'un an après.

III. LES IMPOTS ARRIÉRÉS ET LES CONTRIBUTIONS DE L'AN III ET DE L'AN IV

RENTREE DE L'ARRIÉRÉ

Aux premiers jours du nouveau régime il restait un arriéré de contributions remontant jusqu'à 1790, dernière année d'Ancien Régime! On distinguait les contributions directes de 1791 à l'an III, les patentes de 1791 et 1792, l'emprunt forcé de l'an II, la contribution extraordinaire de guerre... En fait on ne s'occupa que des contributions foncière et mobilière. Le Département de la Sarthe publia un arrêté, le 11 ventôse an IV (1^{er} mars 1796), pour mettre en recouvrement les impôts non payés. La menace fit son effet, car la loi du 13 pluviôse n'acceptait plus les assignats pour leur valeur nominale que jusqu'au 30 ventôse (20 mars). Le délai fut peu à peu reporté au 10 brumaire an V (31 octobre) par les lois du 22 thermidor et du 10 fructidor (38). L'incalculable avantage de se libérer en assignats à trente capitaux pour un, et même parfois assignats valeur nominale, incitait les contribuables à se hâter : ils assaillirent les percepteurs. Mais le rendement était dérisoire, tant le papier était déprécié. Mieux eût valu abandonner cet arriéré que de condamner les nouvelles municipalités à dresser en toute hâte cette grande

(37) Reg. délib. Marolles, 28 thermidor an IV, 10 frimaire, 2 brumaire, 18 et 30 nivôse, 10 fructidor an V.

(38) C. Bloch, ouvrage cité, pp. 558, 584, 604.

quantité de rôles, alors qu'elles n'avaient pas même les matrices et qu'elles ne savaient ce qui était payé ou non. Lorsque le délai fut révolu, au 1^{er} frimaire an V (21 novembre), tout était payé, ou presque, la différence correspondait aux déportations et aux domaines nationaux (39).

LES CONTRIBUTIONS DE L'AN III ET DE L'AN IV

Le « salut de la République », au dire du ministre des Finances Faypoult, était lié à la rentrée rapide des contributions et surtout de la contribution foncière. Nul ne se soucia d'innover, mieux valait suivre les anciens errements pour aboutir vite. La question si importante de l'assiette et de la répartition fut tranchée sans souci des doctrines : que l'on recopie les rôles des années précédentes et qu'on les mette en recouvrement ! Pour l'an III on prit les rôles de 1793. Ceux-ci eux-mêmes étaient à peine achevés et reproduisaient ceux de 1792 et, en dernière analyse, ceux de 1790. Comment pouvaient-ils être encore exacts et équitables, à supposer qu'ils l'aient jamais été ? Nul n'avait le loisir de s'en préoccuper. Les résultats n'en furent pas moins d'une lenteur affligeante. La désorganisation administrative en était cause ; à peine quelques cantons dressèrent leurs rôles au cours de l'an IV. La contribution de l'an IV fut donc votée et l'ordre d'établir les rôles fut donné avant que les rôles de l'an III eussent été achevés. Ce fut un inextricable désordre : le Département harcela les municipalités, celles-ci répliquèrent qu'elles n'avaient pas d'argent, pas d'employés, pas d'agent, pas de rôles ni de matrice..., ou plus simplement elles se turent. Il fallut enfin que des menaces énergiques fussent faites : la loi du 22 thermidor an IV décida de faire payer en numéraire ou mandats au cours, à partir du 1^{er} fructidor (18 août). Le délai fut d'ailleurs prorogé. Le Département exigea l'achèvement des rôles de l'an III

(39) En janvier 1797 (nivôse an V), le Département estimait que l'arriéré n'était plus que de 878.544 francs, y compris les cotes non payées de l'emprunt forcé de l'an IV (Arch. dép. Sarthe, L. 143, 21 nivôse an V).

pour le 30 vendémiaire an V (21 octobre), sous peine d'envoi d'un gendarme ou de deux fantassins chez les agents et adjoints des communes en retard (40). Dans nombre de cantons les rôles de l'an III et de l'an IV furent dressés en même temps, puisqu'ils étaient identiques et tous deux en retard. Pour les 413 communes, en prairial an IV (juin 1796), 133 rôles de contribution foncière et 105 rôles de contribution personnelle étaient prêts; fin fructidor (septembre) il y en avait respectivement 269 et 208. Le reste fut achevé au début de l'an V (41).

Sur ces entrefaites la loi du 16 brumaire prescrivit la formation immédiate des rôles pour l'an V. Ce fut une nouvelle copie, exigée dans les dix jours (42). La situation devenait vraiment pénible : avant même que l'arriéré remontant à 1790 fût réglé, il fallait acquitter les impôts de 1795, 1796 et partie de 1797! D'autre part aucune amélioration n'était apportée à la répartition. Il fallut bien en passer par là. Coûte que coûte les recouvrements s'effectuèrent, dans des conditions bien étranges.

Le désordre était d'ailleurs général; le ministre des Finances relevait, au début de l'an V, l'absence de plus de 10.000 rôles pour la contribution foncière de l'an III, sur 40.000; il ne savait pas ce qui restait à prélever; il manquait plus de la moitié des rôles pour la contribution personnelle de l'an III; treize départements seulement avaient envoyé leur état de situation pour la contribution foncière de l'an IV (43).

Cependant les contribuables voulaient payer, du moins tout ce qui était payable en assignats valeur nominale ou en mandats à trente capitaux pour un. On accepta les acomptes, et le recouvrement de la contribution foncière de l'an III s'effectua rapi-

(40) Circulaire du 11 vendémiaire an V; — *Chronique de la Sarthe*, 20 vendémiaire.

(41) Arch. dép. Sarthe, L. 142, 16 prairial; L. 143, 26 fructidor an IV et 9 ventôse an V.

(42) Bloch, ouvrage cité, p. 618. Certains cantons, comme celui de Brûlon, dressèrent simultanément les rôles de l'an III, de l'an IV, du 1^{er} cinquième de l'an V (Arch. municipales de Brûlon). De même à Conlie (Arch. dép. Sarthe, L. 209, pluviôse an V).

(43) Circulaire de Ramel, 13 vendémiaire an V; — Bloch, ouvrage cité, p. 611.

dement (44) : le 16 prairial an IV (4 juin 1796), le Département annonçait que 2 millions étaient reçus, sur un total de 2.400.000 francs (45). Pour la contribution foncière de l'an IV les percepteurs furent littéralement débordés : le Département fit savoir que les paiements ne pourraient être effectués en mandats, sinon au cours, après le 1^{er} fructidor (46). Du coup ce fut une avalanche de papiers. On aurait pu dire, comme le commissaire du Puy-de-Dôme : « Les assignats pleuvent de toutes parts, et vive la République ! Au diable les chouans (47) ! » Les percepteurs demandaient grâce (48). Au début de ventôse an V (19 février 1797) il ne restait plus à faire rentrer que 8 rôles de contribution foncière sur 413, et que 23 rôles de contribution personnelle (49).

Les paiements en nature ne suscitaient pas le même enthousiasme. Or la moitié de la contribution foncière devait être ainsi réglée pour l'an III comme pour l'an IV. Les cultivateurs protestaient : on les contraignait à charroyer leur contingent pour le porter aux magasins ; ils devaient subir des discussions et souvent des pertes sur le poids et la qualité des grains. A vrai dire il leur répugnait de verser des grains qui représentaient une valeur très supérieure à la moitié payée en papiers. La loi avait laissé une échappatoire : le cultivateur qui n'aurait pas récolté plus que ce qu'il consommait serait exempté des versements en nature. Comme le cas relevait des municipalités cantonales on peut deviner combien cette possibilité fut exploitée. La guerre civile, dans la Sarthe du moins, loin d'accroître les dégrèvements

(44) Reg. délib. Château-du-Loir, 5 pluviôse et 10 ventôse an IV; Conlie, 30 nivôse, 29 ventôse, 18 germinal; Malicorne (avant 30 germinal an IV), 1^{er} germinal an V; Sablé, 8 germinal an V; Bonnétable, 25 frimaire; Ballon, Saint-Cosme, 1^{er} fructidor. Il y avait cependant quelques cantons retardataires : Malicorne, Fresnay, La Flèche (*extra-muros*).

(45) Arch. dép. Sarthe, L. 142, 16 prairial an IV.

(46) Arch. dép. Sarthe, L. 86, 4 fructidor an IV. D'après la circulaire du ministre des Finances (Bloch, ouvrage cité, p. 576).

(47) Schnerb, *les Contributions directes dans le Puy-de-Dôme pendant la Révolution*, p. 402.

(48) Ainsi dans les cantons de La Ferté-Bernard, Tuffé, La Chartre, Château-du-Loir, Saint-Cosme.

(49) Arch. dép. Sarthe, L. 143, 9 ventôse an V.

pesa lourdement sur les cultivateurs : le recouvrement de la contribution en nature fut effectué par l'autorité militaire avec une énergie redoutable (50). Le plus grave, c'est que les défaillants (tous ceux qui étaient indiqués comme incapables de fournir des grains) durent payer en numéraire, malgré les protestations véhémentes des municipalités comme de l'administration centrale (51). Quelle fut l'importance des recouvrements? C'est ce que l'administration départementale et le ministre des Finances durent renoncer à jamais savoir, car les autorités militaires, généraux et commissaires des guerres, ne fournirent aucune réponse aux demandes de renseignements. La fin du régime militaire causa donc un grand soulagement. Dès lors les rentrées de grains diminuèrent, le Département accepta les assignats au lieu de blé; grâce à cette atténuation le règlement était très avancé en germinal an V (avril 1797) (52).

III. LES CONTRIBUTIONS DE L'AN V

L'innovation du paiement par cinquième sur rôles provisoires présentait le gros avantage d'assurer des rentrées immédiates

(50) Voir plus haut, chap. III, § 2.

(51) Arch. dép. Sarthe, L. 142. Multiples protestations en messidor et thermidor an IV, notamment le 25 thermidor.

(52) La tâche des percepteurs était lourde. La diversité des modes de paiement la compliquait beaucoup. A titre d'exemple voici la répartition des recettes du percepteur de Conlie pour la contribution foncière de l'an III :

1° Assignats valeur nominale	52.037 l. 1 s. 5 d.
2° Assignats valeur représentative à défaut de grains.....	1.215.423 l. 2 s. 10 d.
3° Froment, à 11 livres le quintal.....	9.151 l.
4° Méteil, à 8 livres 15 sols le quintal..	453 l. 4 s. 3 d.
5° Seigle, à 8 livres 5 sols le quintal...	160 l. 3 s. 4 d.
6° Orge, à 7 livres 17 sols le quintal...	3.049 l. 3 s.
7° Avoine, à 6 livres 5 sols le quintal..	896 l. 17 s. 6 d.
8° Froment, à 11 livres le quintal.....	581 l. 6 s. 9 d.
10° Quatre catégories de quittances de réquisitions	5.977 l.
13° Biens nationaux	4.550 l. 1 s. 6 d.

Sur la moitié payable en nature, soit 40.308 livres 10 sols, au 1^{er} germinal an V, 40.043 livres 18 sols avaient été payées. En fait les cultivateurs n'avaient versé que pour environ 14.300 livres de céréales, c'est-à-dire non pas la moitié, mais à peine le cinquième (Reg. délib. Conlie, 1^{er} germinal an V).

sans interdire toute réforme des rôles définitifs, ce qui était vraiment indispensable et urgent. Un effort fut réalisé pour mettre en ordre les finances : les lois du 16 et 17 brumaire, la circulaire du 26 brumaire manifestèrent la volonté d'une organisation financière claire et productive; les lois et circulaires de germinal et de prairial définissant la perception et la répartition des contributions fournirent les moyens d'y parvenir (53).

L'impôt principal était la contribution foncière. Elle était fixée à 240 millions pour l'an V, c'était donc un impôt de répartition. On savait que la répartition entre les départements était établie sur des bases fragiles; les réclamations ne manquèrent pas, et le département de la Sarthe déposa une demande en dégrèvement du tiers de son contingent. Dans la plupart des communes, y lisait-on, « la contribution [foncière] monte à plus de la moitié du revenu net rigoureusement estimé (54) ».

La Sarthe devait répartir son contingent, 3.464.000 livres, entre les cantons. Pour essayer de procéder équitablement le Département fit une circulaire aux municipalités, le 12 messidor, les invitant « à faire connaître la proportion motivée dans laquelle les communes de leurs cantons devaient être imposées ». La plupart ne répondirent pas. Il était clair que l'on ne pouvait « parvenir à une répartition absolument juste sans le secours d'un cadastre exact », le Département le déclarait en propres termes. Les états de section de 1791 comportaient des estimations peu sincères, de plus la guerre civile les avait en partie détruits. L'administration centrale, après mûre réflexion, décida de prendre pour base la répartition de 1793, la moins vicieuse, mais de diminuer inégalement les cotes des cantons pour tâcher d'assurer un meilleur équilibre (55).

Les municipalités cantonales à leur tour allaient répartir

(53) Lois du 16 et du 17 brumaire (Bloch, ouvrage cité, pp. 618 et 620); Circulaire du 26 brumaire (p. 623); Loi du 30 prairial sur la perception (*ibid.*, p. 658); Lois du 9 germinal sur la répartition et le recouvrement (p. 652), du 18 prairial sur le même objet (p. 655); Circulaire pour l'application de ces lois (p. 659). — Voir aussi Marion, ouvrage cité, t. IV, chap. I.

(54) Arch. dép. Sarthe, L. 143, 21 nivôse an V.

(55) Arch. dép. Sarthe, L. 86, 28 messidor an V.

leur contingent entre les communes; mais elles devaient opérer ce travail avec la collaboration d'un habitant propriétaire de chaque commune, désigné par la municipalité. Les mêmes difficultés reparaissaient à chaque échelon de l'administration : plus d'une municipalité regretta l'absence d'un cadastre et exprima le désir d'un « arpentage de tous les biens (56) ». Mais il ne leur appartenait pas d'effectuer pareille opération. Beaucoup, ayant récriminé, effectuèrent la répartition sans exposer leur méthode. Sans doute les rôles des années antérieures en fournirent-ils la base? Quelques-unes le reconnurent et s'en excusèrent sur la brièveté d'un délai de deux décades (57).

Certaines municipalités abordèrent le problème avec la résolution d'améliorer le mode de répartition. Il ne faut pas oublier que le Maine s'était intéressé très tôt à ces questions : en 1764 Véron de Forbonnais avait fait établir le cadastre de Champaisant et de Contres, et son travail avait été homologué par un arrêt de la Cour des Aides de Paris (58). Forbonnais avait tenté de faire adopter sa méthode par le district de Mamers en 1791, mais en vain (59). En l'an V les cantons de l'ex-district mamertin se mirent à la besogne : celui de Mamers se fit autoriser à recommencer les états de section, ceux de Courgains et de Marolles entreprirent spontanément ce travail. Il en fut de même en divers points du département : à Brûlon, Château-du-Loir, Ecommoy, La Bazoge, Loué, Le Mans (*extra-muros*), Parcé, Précigné, Sablé, Sillé-le-Guillaume, Tresson, Tuffé et Vaas; soit au total quinze cantons sur cinquante-trois. La méthode suivie fut à peu près invariable : une commission était nommée soit par la municipalité, soit par des assemblées communales exceptionnelles (d'ailleurs illégales), les commissaires visitaient des exploitations-

(56) Reg. délib. Pontvallain, 30 pluviôse an V; La Ferté-Bernard, 23 thermidor.

(57) Par exemple à Sillé-le-Guillaume, rôles copiés sur ceux de 1791, Malicorne (an IV), Fresnay (1791), La Ferté-Bernard (1791), Saint-Cosme (1793).

(58) Weulesse, ouvrage cité, t. I, p. 181.

(59) G. Fleury, ouvrage cité, t. II, pp. 297 et suivantes; — G. Fleury, *Véron de Forbonnais*, pp. 407 et suivantes.

types dans chaque commune du canton et opéraient une péréquation. Le travail n'aboutit pas partout : à Courgain on discuta violemment et on en revint aux rôles de 1793. Par contre à Marolles le but fut atteint car on avait commencé l'enquête dès prairial. On obtint une classification par catégorie, avec le revenu total y afférant :

CATÉGORIES	SUBDIVISIONS	REVENUS
<i>Terres labourables</i>	12 classes	150.000 francs
<i>Prés et pâtures</i>	10 classes	75.095 —
<i>Bois</i>	5 classes	3.283 —
<i>Maisons locatives</i>	6 classes	1.165 —
<i>Maisons d'exploitations</i>	6 classes	6.540 —
<i>Moulins</i>	5 classes	3.300 —
	Revenu total :	242.383 francs

D'autre part on dressa un tableau répartissant le revenu total par commune et y rapportant le contingent de contribution foncière selon une proportion uniforme : 31,5 0/0.

COMMUNES	REVENU	IMPOT
Marolles.....	74.100	23.400
Mézière.....	43.529	13.746
Lanzeul.....	43 510	13.740
Saint-Aignan.....	43.510	13.740
Péray.....	12.255	3.870
Ponthouin.....	13.205	4.170
Dissé.....	14.155	4.470
	244.264	77.136

Quelques municipalités firent connaître la méthode suivie pour déterminer le revenu : elles recoururent à l'examen des

baux, notamment de 1790, en tenant compte des tailles et dîmes, et aux renseignements des commissaires. Les améliorations apportées par cette revision furent considérables, comme le montre l'état dressé à Sablé (nous avons calculé le pourcentage) :

COMMUNES	REVENUS		CONTRIBUTION		o/o	
	présumés en 1793	Réels An V	1793	an V	1793	an V
Sablé	87.247	95.526	32.946	22.087	37,7	23,1
Auvers	90.819	110.526	43.919	26.000	48,3	23,5
Juigné	45.000	45.000	12.225	10.000	27,1	22,2
Asnières . .	36.991	38.684	15.362	9.138	41	23,6
Solesmes . .	31.503	37.105	11.513	7.565	36,5	20,2
Gâtines . . .	18.598	17.362	6.030	4.217	43,3	24,2
	305.157	344.003	121.995	79.007	39,9	22,9

Ce fut aussi l'occasion de montrer combien le taux de la contribution foncière était exagéré. On affirmait partout qu'elle représentait plus du quart (au moins le tiers) du revenu imposable; mais les cantons calculaient sur les contributions de 1793 pour faire apparaître la surcharge. Ils réclamaient un dégrèvement, comme faisait le Département (60).

Restait à répartir le contingent communal entre les cotisés. Chaque municipalité nommait cinq répartiteurs par commune pour effectuer cette opération d'accord avec l'agent et l'adjoint. C'était une besogne ingrate, plusieurs répartiteurs se refusèrent. Il est difficile d'apprécier le travail de ces répartiteurs, faute de documents. Quelques municipalités signalent des inégalités frappantes « soit par la faveur, soit par l'injustice ». A vrai dire la répartition valait ce que valaient les états de section, car on

(60) Reg. délib. des cantons indiqués, de messidor à fructidor an V. Un des vices de ce travail provient du manque d'uniformité des opérations, ainsi on distingua par canton, sans souci de péréquation, un nombre très variable de classes de terres et d'exploitations.

n'osait guère s'en écarter, et c'était une raison souvent invoquée pour les refaire. Ainsi le commissaire de Sablé avait fait remarquer que certains contribuables payaient comme contribution foncière le quart, d'autres le tiers, ou la moitié, ou davantage encore, de leur revenu imposable. On peut suspecter les municipalités, composées de gens aisés, surtout après les élections de l'an V, d'avoir favorisé les grands propriétaires, mais il n'y en a guère de preuves; d'ailleurs les municipalités épurées après le 18 fructidor adoptèrent le travail des élus de l'an V (61).

LA CONTRIBUTION PERSONNELLE ET MOBILIÈRE

La *contribution personnelle et mobilière* et la *patente* complétaient les ressources du Trésor. Ces impôts, bien que moins élevés, furent d'autant plus discutés que la Sarthe était un département essentiellement agricole.

La contribution mobilière avait éprouvé de nombreuses vicissitudes : elle avait été supprimée en nivôse an III; rétablie le 7 thermidor suivant elle fut transformée le 14 thermidor an V. Elle avait la prétention de frapper les revenus autres que les revenus fonciers; c'est d'ailleurs ce qui explique ses remaniements. Elle prit un caractère personnel en thermidor an III et comportait une taxe dite de *citoyen* : 5 livres par personne disposant d'un revenu supérieur à 365 journées de travail (au taux de 30 sous par jour). Elle avait aussi un caractère *somptuaire* et frappait les signes extérieurs de la richesse : cheminées, domestiques, chevaux et mulets, voitures (62).

L'application fut assez pénible : des commissaires s'en furent recenser les cheminées, des déclarations renseignèrent sur les autres signes. Mais les cultivateurs menaçaient de faire maçonner leurs cheminées, et les déclarations se firent longtemps attendre.

(61) Le travail fournit « une base aussi juste qu'on puisse l'espérer dans ce moment », écrit-on à Parcé. La répartition fut faite en l'an VI et en l'an VII sur le modèle de l'an V (Reg. délib. Parcé, 1^{er} floréal an VII).

(62) Bloch, ouvrage cité, Loi du 7 thermidor an III, p. 511; Circulaire d'exécution, p. 669.

L'application de cette loi s'effectuait enfin, lorsqu'elle fut modifiée. Avec la loi du 14 thermidor an V la contribution mobilière devenait un impôt de répartition; le contingent de la Sarthe était fixé à 792.500 francs. Elle restait *personnelle*, mais avec une cote variable; et *somptuaire* par la déclaration du loyer, des domestiques, des chevaux et voitures; elle devenait *mobilière* en frappant les salaires, les revenus industriels et commerciaux, « et en général tous les revenus qui ne sont point soumis à la contribution foncière (63) ». Le mécanisme était compliqué : il fallait établir séparément les cotes personnelles et les cotes mobilières et somptuaires. Dans la pratique on simplifia, quitte à fausser. Le Département répartit les cotes personnelles en raison de la population; la cote mobilière et somptuaire fut établie d'un coup, en fonction de la population et de la contribution foncière (64) ! Mais comment aurait-on pu faire mieux puisque la répartition devait être effectuée dans un délai de deux décades ?

Les municipalités à leur tour durent répartir par commune, en se faisant aider par un habitant de chaque commune. Enfin, dans les communes, un *jury d'équité*, composé de cinq à sept membres nommés par les municipalités et représentant les contribuables plus ou moins aisés, répartissait les contributions d'après les déclarations faites par les contribuables, d'accord avec un membre de la municipalité. C'était beaucoup demander aux municipalités et aux contribuables (65).

La cote personnelle fut assez facilement fixée; la cote mobilière détermina des conflits entre le chef-lieu des cantons, où se trouvaient les principaux revenus, et les autres communes. Or le chef-lieu était défendu par son agent, souvent par le président de la municipalité, et plus ou moins par le commissaire cantonal. Il arriva qu'on dut s'y reprendre à plusieurs fois. On ne sait trop ce qui se passa, car les municipalités se contentèrent de noter que les répartitions furent faites d'après leurs renseignements.

(63) Loi du 14 thermidor an V (Bloch, ouvrage cité, p. 664); Circulaire d'exécution, p. 669.

(64) Arch. dép. Sarthe, L. 86, 20 fructidor an V.

(65) Bloch, ouvrage cité, p. 665.

Cette discrétion paraît masquer des procédés expéditifs : on utilisa les rôles de la contribution personnelle et somptuaire de l'an IV pour établir les cotes personnelles; on fit une « comparaison approximative » entre les ressources industrielles et commerciales des communes. Ce qui décida, ce fut la majorité des voix. Enfin, dans les communes, il est encore plus malaisé, sinon impossible, de savoir ce qu'on put faire (66). L'essentiel était de fournir la somme demandée. Cela ne constituait pas un progrès bien sensible sur les procédés d'Ancien Régime.

LES RÔLES

Les rôles devaient toujours être établis par les municipalités, elles engageaient le nombre d'employés nécessaire à ce travail; par exemple le canton de La Chartre en prit quatre, rétribués de 30 à 60 livres, selon l'importance de leur tâche (67). L'achèvement des rôles devait être obtenu en quinze jours, sinon des commissaires spéciaux étaient nommés pour y procéder aux frais des agents (68). Si les répartiteurs n'avaient pas fait leur travail en deux décades, des commissaires étaient envoyés à leurs dépens, d'après la loi du 18 prairial. Il arriva effectivement que des municipalités fussent en retard. Le Département leur adressa des commissaires à leurs frais : ainsi à Château-du-Loir, Lavardin, Assé-le-Boisne (69). Le procédé fut d'abord efficace, les rôles étaient rapidement achevés. Mais bientôt les commissaires spéciaux refusèrent d'accomplir leur mission s'ils n'étaient pas payés d'avance. Le rôle du premier cinquième provisoire ne fut achevé qu'à la fin de floréal (mai) pour tout le département (70); or l'ordre de l'établir avait été donné en frimaire (novembre).

(66) Reg. délib. des municipalités, notamment Tuffé, 28 vendémiaire an VI; Fresnay, 27 vendémiaire; Sillé, 20 vendémiaire; Saint-Maixent, 26 vendémiaire.

(67) Reg. délib. La Chartre, 17 brumaire an V.

(68) Loi du 17 brumaire (Bloch, ouvrage cité, p. 620).

(69) Arch. dép. Sarthe, L. 86, 27 frimaire, 9 floréal, 17 thermidor an V; — Reg. délib. Château-du-Loir, 25 pluviôse.

(70) Arch. dép. Sarthe, L. 143, 8 nivôse, 9 ventôse, 29 floréal an V.

LE RECOUVREMENT DES IMPOTS

La persistance des anciens errements se retrouve encore dans les méthodes de perception. Le *percepteur* pouvait être nommé d'office par la municipalité à défaut d'adjudicataire (71). Cependant ce n'était là qu'un recours extraordinaire, normalement la perception était adjugée *au moins disant*. Tantôt il se contentait d'un denier pour livre, tantôt il en demandait cinq ou six, ou même un sol, car la loi du 30 prairial avait fixé douze deniers comme taux maximum de rétribution du percepteur. En l'an V il y eut un percepteur par commune, tandis que l'année précédente il n'y en avait qu'un par canton.

Les percepteurs devaient assurer la rentrée des contributions. Ils signalaient les contribuables en retard et demandaient qu'on leur envoyât des *garnisaires*. Ils étaient « responsables des sommes imposées, dans les dix jours qui [suivaient] l'échéance des délais ». En cas de retard ils perdaient leurs remises sur les sommes non recouvrées et même, s'ils avaient été négligents, ils risquaient la saisie et la vente de leurs biens (72). De plus ils devaient tenir leur comptabilité en ordre et effectuer des versements tous les dix jours.

On eut souvent à se plaindre de percepteurs qui trafiquaient des deniers publics. Le procédé classique était de marquer en assignats les sommes perçues en numéraire, ou de verser tardivement afin de bénéficier de la dépréciation. D'autres, au contraire, versaient des sommes non encore payées par les contribuables, afin de bénéficier des conditions avantageuses réservées à ceux qui payaient dans le plus bref délai, et ils empochaient

(71) Le 30 germinal an V, l'agent de Saint-Léonard et l'adjoint de Saint-Paul furent nommés d'office percepteurs de leur commune (Arch. dép. Sarthe, L. 712). De même à Ecorpain et Conflans (Reg. délib. Saint-Calais, 21 frimaire an V), Ligron et Saint-Jean-du-Bois (Malicorne, 5 nivôse). Un percepteur nommé « à ses risques, périls et fortune » se refusa, on le maintint en fonctions; il ne fut libéré que par la bonne volonté de l'adjoint de Saint-Jean qui le remplaça (Reg. délib. Précigné, 10 nivôse).

(72) Bloch. ouvrage cité, p. 620.

la différence (73). Les percepteurs devaient déposer leurs fonds entre les mains des receveurs des arrondissements, qui versaient à leur tour au *receveur départemental*.

Celui-ci était un haut fonctionnaire, nommé par le Directoire exécutif. Ce fut longtemps Goupil dans le département de la Sarthe. Il devait déposer un cautionnement équivalent au douzième du montant des contributions de l'année, soit environ 400.000 francs; il nommait les receveurs particuliers de chaque arrondissement.

Il y avait dans la Sarthe neuf arrondissements (74). Dans chacun d'eux, les receveurs étaient également responsables du versement dans les délais légaux; après dix jours de retard, s'il y avait de leur faute, ils étaient exposés à la saisie de leurs biens. De plus ils devaient adresser à la Trésorerie un état décadaire des versements, sous peine d'être privés de leur traitement.

La loi du 17 brumaire s'était efforcée de rendre les fonctionnaires responsables. Elle avait institué, comme écrivait Ramel, « la quadruple responsabilité des administrateurs, des receveurs, des percepteurs et des contribuables ». C'était un progrès, mais encore insuffisant.

Les contribuables devaient donc payer dans le délai requis; passé dix jours, ils étaient obligés de recevoir les *garnisaires*. C'était là un legs de l'Ancien Régime. Le garnisaire est un homme (soldat, garde champêtre, garde national ou individu quelconque) nommé par la municipalité. Il s'installe chez le contribuable qui le nourrit, le loge et lui donne un franc par jour. On réclama à la tribune des Cinq-Cents contre ce procédé : « Les hommes qui se chargent de ce métier sont pour la plupart paresseux et ivrognes et consomment chez le cultivateur ce qui pour-

(73) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 8 nivôse an V; Sillé-le-Guillaume, 24 brumaire an VI; Sablé, 30 messidor an IV; Château-du-Loir, 15 germinal an IV. De même en Loire-Inférieure (Arch. Loire-Inférieure, L. 62, f^{os} 17 et 24). Exemples en Puy-de-Dôme (Schnerb, ouvrage cité).

(74) Constitution de l'an III, art. 153; — Loi du 15 germinal an IV; — Arch. dép. Sarthe, L. 87, 10 pluviôse et 11 nivôse an VI.

rait suffire à celui-ci pour s'acquitter (75). » Il y a là quelque exagération. Les garnisaires ne renouvelèrent pas les dragonnades, nous n'avons trouvé aucune réclamation contre leur conduite. Par contre ils eurent à se plaindre de l'accueil qu'on leur fit : on leur refusait logement et vivres, on les injuriait, on les menaçait. Il fallut les envoyer deux par deux, choisir des militaires et les grouper pour qu'ils pussent se prêter main-forte (76). Bien souvent il fut impossible de trouver des garnisaires dans la population.

Au cas où le contribuable n'aurait pas acquitté ses contributions après une décade, il était informé que le paiement serait « poursuivi par la saisie et vente des meubles... même des fruits pendant par racines ».

Le recouvrement fut pénible. Il s'agissait désormais de payer en numéraire, à partir du 1^{er} germinal an V (21 mars 1797) les assignats et mandats n'étant plus acceptés. Seuls les bons de réquisition étaient encore admis, et non sans difficulté. En floréal, quand on mit en recouvrement le second cinquième de l'an V, le premier n'était pas acquitté. A peine la moitié avait été payée dans les cantons hostiles, comme celui de Sablé : les communes d'Auvers-le-Hamon et d'Asnières avaient versé respectivement 3.406 et 537 livres, sur 8.784 et 3.082 livres. Tous les commissaires cantonaux se plaignaient. Il n'y a guère de cantons où l'on n'ait nommé des garnisaires, et par véritable fournée, une vingtaine à la fois. Mais on n'osait aller jusqu'à la saisie : c'eût été, au dire des autorités, « impolitique et impraticable (77) ». Il faut songer à ce qu'était l'esprit public en 1797, au printemps et en été. Les paiements d'impôts achevaient d'ailleurs de le gâter. Les contribuables multipliaient les demandes en dégrèvement, les municipalités en étaient assaillies. Dans chaque cas elles devaient

(75) *Moniteur*, 1796, 11 brumaire an V.

(76) Reg. délib. Saint-Calais, 15 pluviôse an V; Précigné, 28 thermidor an V; Nogent-le-Bernard, 16 germinal an V. Ceci ne justifie pas l'expression dramatique du commissaire central de la Sarthe parlant des « voies extrêmes et terribles » (Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 88).

(77) Lettre de l'administration centrale au ministre des Finances, 8 nivôse (Arch. dép. Sarthe, L. 193).

nommer des commissaires pour enquêter et trouver le moyen de créer des réimpositions pour atteindre le total assigné à la commune.

A la fin de l'an V l'arriéré s'élevait en chiffres ronds à 1.247.000 francs pour les contributions antérieures à l'an V; 1.273.000 francs pour les trois premiers cinquièmes de la contribution foncière de l'an V; 1.024.000 francs pour le reste. Or les cinq cinquièmes atteignaient 3.796.000 livres (78).

V. CONCLUSION

Il ressort de cet examen que le désir de réformes financières était à peu près général et portait sur des points assez précis, mais que leur réalisation était compromise par le manque de ressources et par le respect de quelques principes erronés.

Le gouvernement, aussi bien que les administrations locales, avaient à cœur d'améliorer l'assiette et la répartition des contributions. La base équitable de l'impôt foncier ne pouvait être que le cadastre, mais on reculait devant les frais et les délais inévitables. En ce qui concerne les ressources mobilières, on ne savait comment les atteindre. L'application de lois compliquées supposait une administration spécialisée et un minimum d'honnêteté chez les contribuables, ce qui faisait également défaut. La doctrine révolutionnaire confiait aux élus la répartition des impôts et l'expédition des écritures. Or ils étaient incapables de s'en acquitter convenablement.

De sorte que le Directoire doutait encore du rendement des contributions et se laissait tenter par des expédients, comme l'emprunt forcé, qui ne pouvaient que compromettre son œuvre financière.

Malgré tout, quelques progrès avaient été effectués : la rentrée des contributions courantes et arriérées était meilleure, des cor-

(78) Car ils avaient calculé sur la base de 1793 et non sur celle de l'an V, qui n'était que de 3.464.000 livres.

rections de détail avaient été apportées à la répartition des charges, et surtout le papier-monnaie déconsidéré avait disparu. Une série de lois avait été prises pour atténuer les ravages dus aux variations des assignats et des mandats, et leur application fut l'une des tâches des tribunaux sarthois.

CHAPITRE VIII

La Justice

- I. — **L'administration judiciaire ; les tribunaux :** ressort, composition et compétence.
 - II. — **Le recrutement de la magistrature :** les juges et les commissaires du Directoire. Indépendance des juges. Les juges de paix.
 - III. — **Le fonctionnement des institutions judiciaires :** tribunaux de conciliation et de simple police. Tribunaux correctionnels. Tribunal criminel. Tribunal civil et de tribunal de commerce. — Les conseils militaires. — Les prisons.
 - IV. — **Conclusion.**
-

I. L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE

La réorganisation de la Justice était l'un des résultats les plus désirés de la Révolution. Les cahiers de doléances avaient vivement critiqué la Justice d'Ancien Régime; depuis, les circonstances avaient maintes fois troublé la marche des institutions. De sorte que le régime directorial fournit le premier exemple de fonctionnement régulier de l'organisation judiciaire nouvelle. Les principes essentiels étaient la gratuité, l'indépendance et le choix des magistrats par élection.

L'organisation judiciaire du département de la Sarthe apparaissait dans le tableau suivant :

TRIBUNAUX	RESSORT	COMPOSITION						COMPÉTENCE
		PRÉSIDENT	JUGES ASSESEURS	GREFFIER	COMMISSAIRES	ACUSATEUR	JURY	
Justice de paix.	Canton	1 Juge de paix	4 par commune	1				Affaires entraînant un maximum de peine de : prison : 3 jours ; amende : 3 journées de travail.
		élus par l'assemblée primaire						
Tribunaux correctionnels.	4 arrondissements : Le Mans, La Flèche, Mamers, Saint-Calais.	1 Président	2 juges choisis parmi les juges de paix ou leurs assesseurs de la commune où siège le tribunal.	1	1 Commissaire du Directoire.		1 Jury.	Délits dont la peine ne dépasse pas deux ans de prison.
		choisi par les juges du Tribunal Fait fonction de Directeur du Jury.						
Tribunal civil.	Département		20 juges et 5 suppléants élus par l'assemblée électorale. Chaque section élit son président.	1	1 Commissaire du Directoire. 1 Substitut spécial.			Affaires civiles échappant au juge de paix. Appel des juges de paix et des tribunaux civils voisins.
Tribunal criminel.	Département	1 Président	4 juges, pris dans le Tribunal civil.	1 élu par l'assemblée électorale.	1 Commissaire du Directoire, (commun avec le tribunal civil)	1 accusateur public, élu par l'assemblée électorale.	2 Jurys : accusation jugement.	Affaires criminelles.
		élu par l'assemblée électorale. Fait fonction de directeur du jury d'accusation.			1 Substitut spécial.			

Les tribunaux de district avaient été supprimés. Réforme assez fâcheuse : le Tribunal civil allait être débordé par la multiplicité des causes car il n'y avait plus que vingt juges, au lieu de neuf tribunaux de cinq juges. Le siège de ce tribunal étant au Mans, les justiciables étaient contraints à de grands déplacements. A diverses reprises le fonctionnement de la Justice fut paralysé par l'insécurité des routes et le refus des témoins qui ne voulaient pas affronter des risques trop grands (1). Plusieurs anciens chefs-lieux de district, désireux de conserver un tribunal, firent remarquer ces inconvénients et pétitionnèrent contre la nouvelle organisation (2).

Par contre les Tribunaux correctionnels constituaient une amélioration notable : jusqu'alors les juges de paix avaient eu connaissance des causes de police correctionnelle, et les accusés n'avaient pas le bénéfice du jury.

Les juges de paix obtenaient la connaissance des contraventions de simple police (3). C'était aussi un progrès puisque toutes les causes, même les plus minimes, seraient désormais soumises à des juges et non à des officiers municipaux que rien ne qualifiait et qui étaient souvent juges et parties. Aucune arrestation ne pouvait être exécutée ni maintenue sans l'aveu et la signature des juges de paix. Par contre, les *tribunaux de famille* et les *bureaux de paix* étaient supprimés (4).

II. LE RECRUTEMENT DE LA MAGISTRATURE

A dire vrai la magistrature n'existait plus en tant que corps constitué : les juges étaient des citoyens quelconques exerçant les fonctions judiciaires en vertu d'une élection. Depuis 1792 on ne leur demandait plus aucune capacité professionnelle.

La plupart des juges étaient élus par l'assemblée électorale du département, c'est-à-dire par cette minorité de riches bourgeois et de grands propriétaires qui avaient déjà de si impor-

(1) Arch. nat., B B 18 733, 4 frimaire et 17 nivôse an IV.

(2) Arch. nat., A F III, 259.

(3) Art. 596 du Code des délits et des peines; — Arch. nat., B B 18 733.

(4) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 147, nivôse an IV.

tantes attributions. On ne s'étonnera pas qu'elle ait habituellement choisi les juges dans son sein. N'était-ce pas tout à la fois un revenu, l'exercice d'un pouvoir, le bénéfice du prestige et l'acheminement vers d'autres fonctions? A deux ou trois près, les vingt-neuf magistrats élus en vendémiaire an IV étaient des électeurs, donc des notables (5). Ils appartenaient à cette classe libérale qui participa à la révolte des parlements en 1788 et qui fournit les « patriotes de 1789 ». C'est ainsi que Ménard-Lagroye, élu juge au Tribunal civil, avait reçu une lettre de cachet en 1788 pour avoir protesté contre la suppression des parlements alors qu'il était conseiller au Présidial du Mans (6). On retrouvait parmi eux beaucoup d'autres magistrats d'Ancien Régime : des procureurs, comme Juteau-Duhoux qui était attaché à l'ancienne Sénéchaussée et au Présidial (7) ; des avocats, comme Ysambart, qui exerçait au Mans depuis 1777 (8). On y trouvait aussi nombre de ces gens de lois, notaires ou huissiers — comme Thibault et Hardouin, — qui pullulaient dans les campagnes et avaient formé les cadres de la Révolution. Ils avaient très vite constitué la magistrature nouvelle : beaucoup des élus de 1796 avaient été choisis dès 1790 ; beaucoup d'entre eux étaient encore en fonctions dans les tribunaux de district quand ils furent choisis pour de nouveaux postes. L'habitude remédiait donc à la législation et assurait la continuité et la compétence que celle-ci semblait détruire.

Entre toutes les administrations de l'époque directoriale, l'administration judiciaire conserva une stabilité surprenante au milieu des vicissitudes politiques. Les vingt-cinq juges élus en l'an IV étaient nommés pour cinq ans, ils échappèrent donc aux révocations qui frappèrent les élus des trois années suivantes (9).

(5) La liste se trouve dans le procès-verbal des opérations de l'assemblée électorale (Arch. dép. Sarthe, L. 200).

(6) R. Triger, *l'Année 1789*., p. 70.

(7) La Manouillère, ouvrage cité, t. II, p. 240.

(8) La Manouillère, ouvrage cité, t. II, p. 399.

(9) Ce recrutement parmi les avocats, hommes de lois et anciens juges et cette stabilité apparaissent sur le seul tableau du personnel judiciaire directorial qui ait été publié, celui des Côtes-du-Nord (Durand, *le Personnel judiciaire dans les Côtes-du-Nord*. Révol. franç., t. LXXIV, p. 218).

Que valaient-ils? Il y a une phrase sévère des membres de la Députation sur « la foule des juges médiocres qui font près de la moitié du Tribunal (10) ». Il faut croire que cette médiocrité n'était pas rédhibitoire puisque la plupart seront juges au Tribunal criminel, aux Tribunaux de première instance et même à la Cour d'appel d'Angers sous le Consulat et l'Empire (11). Sans doute donneront-ils lieu à quelques plaintes du préfet Auvray, mais pour des considérations politiques qui ne touchent en rien la compétence et les qualités de ces magistrats (12). Ces juges étaient républicains, ils passeront pour démagogues en l'an X, mais ils comptaient autant de modérés que d'*exclusifs* (13).

En tête de la magistrature du département figuraient le *président du Tribunal criminel* et l'accusateur public. Le président choisi en l'an IV fut Ysambart, cet ancien avocat manceau, « instruit,... sensible, juste et courageux (14) » dont la compétence était hors de conteste. Il occupait déjà ce poste et ne le quitta que pour siéger en l'an VI au Conseil des Anciens. Ses successeurs n'eurent pas la même valeur professionnelle (15).

L'*accusateur public* avait pour rôle de poursuivre les délits, soit d'après les dénonciations, soit d'après les jurys d'accusation. Il devait conseiller les officiers de police du département. L'accusateur public élu en l'an IV était Juteau-Duhoux, patriote de 89, enrichi par des spéculations sur les biens nationaux (16), mais d'une « capacité rare » et magistrat intègre (17). Il démissionna

(10) Arch. nat., A F III, 322.

(11) *Annuaire du département de la Sarthe* pour l'an VIII, l'an XI et 1812.

(12) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 6; — Auvray, *Statistique de la Sarthe...*, p. 50. Le préfet était furieux que les juges de Mamers ne lui eussent pas fait la visite d'usage.

(13) Il en était de même dans les Côtes-du-Nord (Durand, ouvrage cité, t. I, p. 306), non plus qu'en Maine-et-Loire. Dans le reste de la France, il semble aussi que les modérés aient dominé; sans être ennemis du régime, les magistrats le furent souvent du gouvernement (Mathiez, *le Directoire*, p. 67).

(14) Arch. nat., A F III, 259.

(15) Arch. dép. Sarthe, L. add. 271, f° 190.

(16) La Manouillère, ouvrage cité, t. II, p. 399.

(17) Arch. nat., A F III, 259.

au bout de quelques mois, pour raison de santé (18). Il fut remplacé aux élections de l'an V par Négrier La Ferrière, ancien conseiller au Présidial, réactionnaire, appartenant à une vieille famille du Mans dont il avait été maire (19). Destitué par la loi du 19 fructidor, il eut pour successeur Juteau-Duhoux, que les élections suivantes maintinrent en place.

LES COMMISSAIRES DU DIRECTOIRE

Le pouvoir exécutif avait des représentants auprès des tribunaux comme auprès des administrations. Ils devaient exercer le ministère public, requérir la magistrature de poursuivre les délits, surveiller la régularité des formes au cours des instructions et poursuivre l'exécution des jugements rendus par les tribunaux. Il n'existe guère de traces de leur activité dans le département de la Sarthe; mais la correspondance de leurs collègues de Maine-et-Loire montre qu'ils avaient un grand rôle et l'exercèrent activement (20).

Les nominations furent effectuées en même temps que celles des commissaires près les diverses administrations. La Députation désigna les candidats, d'accord avec le Département (21). Le Directoire les nomma le 28 brumaire an IV (19 novembre 1795). Maguin, commissaire près le Tribunal correctionnel du Mans, était le seul qui n'eût encore rempli aucune fonction judiciaire, mais on disait qu'« il serait bientôt au fait, étant propre à toutes les fonctions (22) ». Les autres étaient des hommes de loi, notaires ou avoués, presque tous d'opinion modérée.

Il y eut quelques remaniements ultérieurs : le commissaire et le substitut auprès du Tribunal civil furent remerciés après le 18 fructidor an V, deux autres devinrent commissaires cantonaux en l'an VII. Nous avons vu Maguin commissaire central en

(18) Arch. dép. Sarthe, L. 170.

(19) *Chronique de la Sarthe*, 8 et 10 frimaire an VI; — La Manouillère, ouvrage cité, t. II, pp. 45, 234.

(20) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182.

(21) Arch. nat., BB 5 165, A F III, 322.

(22) Arch. dép. Sarthe, L. 193; — Arch. nat., A F III, 322.

l'an V; il eut deux successeurs assez quelconques au Tribunal correctionnel du Mans. Le personnel se stabilisa ensuite et l'on retrouvera en l'an XII, aux tribunaux sarthois, ceux qui étaient en fonctions au 18 brumaire.

INDÉPENDANCE DES JUGES

La situation matérielle de la magistrature était la même que celle des administrateurs centraux. Il faut l'apprécier après le retour au numéraire. Les juges recevaient mille huit cents francs par an, les présidents y joignaient une indemnité supplémentaire de six cents francs, l'accusateur public avait un traitement de deux mille sept cents francs. Ces sommes furent portées à deux mille francs pour les juges et trois mille francs pour l'accusateur public en l'an VII (23).

L'indépendance des magistrats était assurée, à l'égard du gouvernement, par leur recrutement même : étant élus, ils n'avaient rien à attendre du Directoire ni des ministres. A diverses reprises le commissaire central se plaignit de n'être pas sûr des juges de son département, non seulement après les élections de l'an V, mais jusqu'en l'an VIII.

En effet les magistrats soulignèrent leur indépendance à l'égard des autorités administratives. Au commissaire central qui demandait à l'accusateur public quelles démarches il avait faites contre un journal royaliste, celui-ci répondait :

Sans doute est-ce par erreur que vous me faites cette demande, parce que l'accusateur public, ni aucun membre des tribunaux, ne doit de comptes aux administrations ni aux commissaires établis auprès d'elles (24).

(23) Arch. nat., F 5 II, Sarthe, 1.

(24) Arch. dép. Sarthe, L. 170. Il y eut un incident analogue entre le commissaire central et le président du Tribunal de Mamers (Arch. dép. Sarthe, L. 193). Le commissaire près les Tribunaux civil et criminel du département de Maine-et-Loire fit une réponse analogue au commissaire central de ce département. Ce fait est particulièrement digne de remarque en raison des relations suivies et cordiales qui unissaient ces deux commissaires (Lettre du 2 complémentaire an VI, Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182).

On pourrait multiplier les exemples établissant cette liberté de jugement. On en vint à ordonner de « suspendre les poursuites judiciaires » de peur que les prisonniers ne « fussent acquittés et mis en liberté (25) ».

La correspondance ministérielle montre qu'on respectait l'indépendance des magistrats. Le ministre de la Justice, consulté par le Tribunal criminel de la Sarthe, répondit : « Je ne suis pas juge et je ne dois pas me permettre d'influencer les juges par mon opinion (26). »

Il y avait un minimum de relations inévitables entre l'administration et la magistrature, mais les obligations et les devoirs réciproques étaient mal définis et il en résulta des incidents.

Les commissaires cantonaux devaient citer devant le juge de paix les contrevenants aux lois, pour ce qui était de la compétence des tribunaux de simple police. Ils faisaient leur réquisitoire devant le juge de paix, mais ignoraient souvent leurs obligations précises dans ce domaine (27). Si les commissaires s'acquittaient mal de ce devoir, ils étaient rappelés à l'ordre par l'accusateur public (28). Le commissaire cantonal devait aussi envoyer au commissaire près le Tribunal correctionnel de son arrondissement un relevé décadaire des délits et des jugements rendus dans le canton (29). D'autre part le commissaire central pouvait requérir un juge de paix de citer un prévenu pour l'interroger et le poursuivre; il surveillait et excitait le zèle de ces juges (30) et pouvait les dénoncer à l'accusateur public, ainsi que les tribunaux correctionnels qui ne faisaient pas les poursuites requises (31).

Il devait y avoir des relations entre le commissaire central et

(25) Arch. dép. Sarthe, L. 169, f° 26.

(26) Arch. nat., BB 18 733. Réponse analogue du ministre de la Police (Arch. nat., F 7 6611).

(27) Lettre du commissaire de Parigné, 11 fructidor an V (Arch. comm. Parigné).

(28) Arch. dép. Sarthe, L. 170.

(29) Exemple à Parigné (Arch. comm. Parigné).

(30) Arch. dép. Sarthe, L. 214 et 209.

(31) Arch. dép. Sarthe, L. 170.

les commissaires près les tribunaux criminel et correctionnels, mais elles ne furent pas établies. Le commissaire central Baudet-Dubourg s'en plaignit en vain (32).

LES JUGES DE PAIX

L'importance des fonctions réservées aux juges de paix explique les compétitions assez vives qui accompagnèrent leurs élections. Ils étaient nommés pour deux ans par les assemblées primaires, et demeuraient indéfiniment rééligibles. L'assemblée fut toujours relativement nombreuse quand il s'agit d'effectuer ces choix, plus que pour la nomination du président cantonal (33). Ce fait ne paraît pas avoir été particulier à la Sarthe et le poste de juge de paix fut toujours envié (34).

Ces juges recevaient en l'an IV un traitement de huit cents myriagrammes, soit le double du traitement des commissaires cantonaux et les huit dixièmes du traitement des juges du tribunal. Il y avait là une disproportion qui fut corrigée ultérieurement : les juges de paix reçurent six cents francs en l'an VI, puis huit cents francs en l'an VII, tandis que les juges du Tribunal obtinrent mille huit cents, puis deux mille francs (35).

Leur recrutement fut plus varié que celui des autres juges. Ce furent non seulement des notaires, des avoués, des hommes de loi, mais encore des propriétaires que rien n'avait préparé à remplir ces fonctions. Dans les villes, ces juges étaient mieux choisis et certains d'entre eux, par exemple au Mans, à Mamers, à Fresnay, siégèrent ensuite au Tribunal civil (36). L'un d'eux fut même

(32) Arch. dép. Sarthe, L. 175. Ces relations furent régulièrement assurées en Maine-et-Loire (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182).

(33) Arch. dép. Sarthe, L. 198 *bis*.

(34) Mathiez, *le Directoire*, p. 67; — Voir plus haut, chap. II, § 2.

(35) Arch. nat., F 5 II, Sarthe, 1. A partir de l'an VI le traitement des juges de paix et de leur greffier fut à la charge des municipalités cantonales (Loi du 15 frimaire an VI).

(36) Le Tribunal civil de la Sarthe comptait, en l'an IV, d'anciens juges de paix de ces trois villes : Vallet, Nibelle, Péan; en l'an V il y eut Daunay, juge de paix du Mans; en l'an VI, Fougère, Cossonneau et Jousset-Desberries, juge de paix de Saint-Jean-de-la-Motte, puis du Mans (*extra-muros*); enfin en l'an VII il y eut Allaire, ancien juge de paix du Mans.

élu, en l'an VII, membre suppléant du Tribunal de cassation (37). La hiérarchie ni la carrière n'avaient encore de règles fixes.

La stabilité fut beaucoup moins marquée que dans le corps des magistrats du Tribunal : les juges de paix de l'an IV n'occupaient plus leur place en l'an VIII. Or le coup d'état du 18 fructidor ne les avait guère touchés, peu de juges de paix ayant été élus en l'an V.

III. LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS JURIDIQUES

DÉLITS, CONTRAVENTIONS ET PETITS LITIGES

L'opiniâtreté des municipalités à conserver toutes leurs attributions apparaît dans le domaine judiciaire. Bien que déchu de leur pouvoir de juger les délits de police municipale et de police rurale, certaines municipalités persistèrent à vouloir en connaître (38).

Habituellement, ces affaires furent réglées par les juges de paix qui siégeaient, avec leurs assesseurs, tantôt en « bureaux de conciliation », tantôt en « tribunaux de simple police ». Les audiences avaient une simplicité toute familiale : en raison de l'absence de salle d'audience, les juges exerçaient « la plupart du temps dans leurs maisons, ou dans celles des particuliers pour lesquels ils [avaient] été appelés (39) ».

L'institution des justices de paix répondit assez bien à ce qu'on attendait : elle permit de régler rapidement et sans frais un grand nombre de petits différends. Dans le canton de Parigné on expédiait chaque décade deux ou trois jugements : voies de fait, rixes ou paroles injurieuses, larcins, mendicité, dommages aux propriétés nationales, contraventions aux règlements muni-

(37) Il s'agit de Bucquet, ancien juge de paix de Fresnay.

(38) Reg. délib. du Lude, 2 vendémiaire et 11 brumaire an VII. Le Directoire cassa pour vice d'incompétence des jugements rendus par des municipalités (Debidour, *Actes...*, t. II, p. 767).

(39) Arch. dép. Sarthe, L. 188.

cipaux (40)... A Mayet il en était de même, et la plupart des litiges étaient réglés à l'amiable en une seule séance « pour éviter toute procédure (41) ». Le recours au juge de paix était si apprécié que les parties s'accordaient pour lui confier l'arbitrage de délits dépassant sa compétence. Dans ce cas le juge de paix tranchait le litige, mais son jugement n'était ni inscrit ni prononcé officiellement. L'indemnité se payait de la main à la main et l'on évitait ainsi la correctionnelle, les déplacements et les frais (42). Malheureusement la fiscalité compromit ensuite ces avantages : les transactions ne devinrent exécutoires qu'après avoir été « répétées dans un acte notarié... On [prit] un droit d'enregistrement et sur la transaction, et sur l'acte notarié... Cette mesure [paralisa] presque entièrement l'institution (43) ».

Les services des juges de paix étaient moins satisfaisants dans toutes les questions politiques : ils ne mettaient aucune hâte à poursuivre les démolitions d'arbres de la liberté, les dommages causés par les chouans, les désordres que leur signalaient des commissaires cantonaux. L'administration centrale s'en plaignit à l'accusateur public aussi bien qu'au ministre de la Justice (44). Celui-ci les tança (45). Sa semonce ne fut pas efficace : les juges étaient aussi négligents ou aussi craintifs en 1799 qu'en 1796 (46). On peut aisément en fournir des exemples.

Le commissaire de Saint-Calais déposa une plainte contre des cultivateurs qui avaient traité de chouans les agents municipaux de Saint-Calais. L'affaire fut instruite, et c'est l'un des agents qui fut condamné (47) ! Le commissaire cantonal de Malicorne fit poursuivre un cordonnier pour infraction à la loi sur les patentes. Le juge de paix acquitta le cordonnier, pour cause de

(40) Arch. comm. Parigné.

(41) Arch. comm. Mayet.

(42) Arch. nat., BB 18 733.

(43) *Observations du Conseil général de la Sarthe* (Arch. nat., FICV, Sarthe, 1) ; — Loi du 9 vendémiaire an VI (Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 61).

(44) Arch. dép. Sarthe, L. 159, f^{os} 59 et 70.

(45) Reg. correspondance Nogent-le-Bernard, 19 thermidor an IV.

(46) Arch. dép. Sarthe, L. 170, 10 nivôse an VII.

(47) Justice de paix de Saint-Calais, 19 floréal an IV.

maladie, et condamna le commissaire aux dépens (48). D'autres juges de paix ne faisaient aucune enquête : ainsi ceux de La Fresnaye, de Vivoin et de Précigné (49). Quand ils se décidaient à sévir, certains juges étaient très indulgents : celui de Saint-Calais ne condamna qu'à une amende les jeunes gens qui avaient injurié un agent et l'avaient pris au collet (50). Ces faits n'étaient pas particuliers à la Sarthe : le ministre Génissieu les déplora dans son rapport du 4 germinal an IV (51) et le Directoire s'en plaignit dans sa proclamation du 13 ventôse an VI (52).

Quand il s'agissait de décerner un mandat d'arrêt pour une affaire grave, le juge de paix manifestait parfois la même indulgence : il relâchait l'inculpé. On se plaignit par exemple que le juge de paix du Grand-Lucé eût innocenté l'ancien maire de ce lieu, inculpé de complicité avec les chouans (53). Le juge de paix de Rouez relâcha un complice des chouans qui venait d'être arrêté. Celui de Château-du-Loir libéra un prêtre, bien qu'il fût porteur de lettres d'officiers chouans et de prêtres rétractés ; mieux encore il lui rendit tous les papiers (54). Il arriva même que des juges de paix se permissent de régler par un non-lieu des affaires excédant leur compétence (55).

En dépit de ces défaillances, dues pour une grande part aux circonstances, les justices de paix étaient l'une des institutions les plus appréciées, à tel point que le conseil général de la Sarthe, pourtant réactionnaire, le déclara en termes inoubliables :

(48) Reg. des arrêtés, 10 nivôse an V (Arch. comm. Malicorne).

(49) Arch. dép. Sarthe, L. 170.

(50) Justice de paix de Saint-Calais, 27 pluviôse et 19 prairial an V.

(51) Cité par Mathiez, *le Directoire*, p. 70.

(52) *Moniteur*, t. XXIX, p. 171.

(53) Reg. délib. Grand-Lucé, 20 prairial an VI.

(54) Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 59 ; L. 77, f° 15 ; — Lettre du commissaire près le Tribunal civil au commissaire central, vendémiaire an VI et 10 nivôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 170) ; — Autres exemples : Arch. nat., B B 18 733 et F 7 6611.

(55) Arch. nat., B B 18 733. Cette indulgence exagérée s'explique encore par le fait que si un juge de paix pouvait décerner un mandat d'arrêt, il ne pouvait l'annuler ensuite, même si l'innocence de l'inculpé lui était prouvée. Seul le Directeur du Jury d'accusation était qualifié pour le faire, et cela pouvait entraîner des mois de prison préventive (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182 bis, 21 pluviôse an VI).

Les justices de paix sont une de nos plus belles institutions modernes... De tous les rôles qu'il est permis de remplir sur le grand théâtre du monde, celui de juge de paix est sans contredit, pour le philosophe, l'homme honnête et vertueux, le plus satisfaisant (56).

LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Le prévenu incarcéré par le juge de paix pour un délit excédant la compétence du Tribunal de simple police passait en correctionnelle. Il était traduit devant le *Directeur du jury*, qui remplissait le rôle de nos chambres de mise en accusation. Ce directeur était le président du tribunal, c'est-à-dire un magistrat qualifié. Le Tribunal pouvait d'ailleurs être saisi directement par la partie lésée.

La plupart des affaires réglées par ces tribunaux concernaient les déprédations commises dans les forêts nationales et dans les bois des particuliers, ou encore d'innombrables affaires pour coups et blessures. Celles qui se rattachaient aux faits politiques touchaient principalement des voyageurs dont le passeport était irrégulier et dont l'élargissement était prononcé dès que leur identité avait été reconnue (57). La population urbaine déterminait des causes peu différentes : affaires d'hommes et de femmes des faubourgs, qui s'enivraient, s'injuriaient, se prenaient aux cheveux et se donnaient du bâton. Il est remarquable que les affaires de mœurs, en dépit de la mauvaise réputation de l'époque directoriale, aient tenu peu de place ; à peine condamna-t-on quelques filles qui débauchaient des soldats (et réciproquement) (58).

La fréquence des affaires religieuses est un signe des temps. La plus retentissante fut celle de Gaignot, que jugea le Tribunal du Mans. Les Gaignot étaient des boulangers du Mans qui abritaient des prêtres réfractaires. Le 20 août 1798 on saisit chez eux une abondante correspondance de prêtres influents du diocèse. Les Gaignot furent arrêtés et le directeur du jury d'accusation

(56) *Observations...*, Arch. nat., F I C V, Sarthe, 1.

(57) Tribunal de La Flèche, reg. des jugements, reg. du jury d'accusation (Arch. dép. Sarthe., L. add. 274, 275 et 276).

(58) Tribunal du Mans (Arch. dép. Sarthe, L. add. 295 et 2 L. 114).

procéda à l'enquête. L'affaire fit grand bruit, mais aucun délit n'ayant été constaté, il fallut élargir les inculpés (59).

Certains délits de presse relevaient aussi des tribunaux correctionnels. La plus curieuse affaire de presse, dans la Sarthe, fut l'affaire Bouquin, car elle se déroula au lendemain des élections royalistes de l'an V. Elle montre l'immixtion de la politique dans la magistrature (60).

Deux journaux de la Sarthe étaient poursuivis : *le Conciliateur* pour avoir injurié la représentation nationale, *l'Espion constitutionnel* pour avoir traité de voleurs et spoliateurs les acquéreurs de biens nationaux.

L'attitude de l'accusateur public nouvellement élu, Négrier La Ferrière, fut assez inattendue : cet accusateur s'employa à innocenter les accusés. Il fit remarquer que *le Conciliateur* avait simplement recopié des articles extraits soit des *Annales politiques et littéraires*, publiées par Pierret; soit des *Rhapsodies*, journal parisien publié par Villiers. Quant à *l'Espion constitutionnel*, il s'était inspiré des Actes des Apôtres.

On se demande pourquoi, conclut l'accusateur public dans une lettre à la Députation, au Mans on poursuit ceux qui copient un journal qu'on distribue à Paris impunément... Il faut laisser les citoyens libres et ne pas les tourmenter au nom de la liberté.

La Députation transmet la lettre au ministre de la Justice, le 16 juin, en appuyant fortement les conclusions de l'accusateur au nom de la Constitution et de la liberté individuelle. La lettre était signée des élus de l'an IV et de l'an V qui formaient bloc provisoirement.

L'accusateur public avait aussi intercédé personnellement auprès du ministre de la Justice pour les imprimeurs, emprisonnés à défaut des rédacteurs ou directeurs. Passant rapidement sur le fond de l'affaire, il avait observé que les imprimeurs étaient

(59) Abbé Girault, *Autour d'une maison mancelle*, pp. 23 et suivantes; — Reg. des jugements du Tribunal correctionnel du Mans (Arch. dép. Sarthe, L. add. 297).

(60) Le dossier est aux Arch. nat., B B 18 733.

les innocentes victimes d'une loi trop sévère et qui n'aurait pas même dû recevoir d'exécution, puisqu'elle s'opposait à la Constitution.

Le résultat ne fut pas aussi favorable qu'on l'avait espéré : on fit arrêter Pierret à Paris!

L'imprimeur du *Conciliateur*, nommé Bouquin, publia un *Appel aux principes* où il menaçait de se pourvoir pour abus d'autorité auprès du Corps législatif et du Tribunal de cassation. Il est significatif que l'*Appel aux principes* ait reproduit l'argumentation de l'accusateur public. De son côté Pierret s'adressait au Conseil des Cinq-Cents. Le dossier fut transmis au Directoire et Carnot le renvoya au Ministère de la Justice. Le 3 juillet 1797, celui-ci informait le commissaire du Tribunal correctionnel du Mans que Pierret lui était envoyé et qu'il convenait de régler au plus vite une affaire qui avait provoqué « de vives réclamations ». Il y eut alors une véritable comédie qui montre le désordre et la vénalité des administrations.

On avait affirmé au ministre de la Justice, le 11 juin, que Pierret et le dossier étaient au Mans; le commissaire de la Sarthe répondit, le 6 juillet, qu'il n'avait vu ni dossier, ni Pierret. On sut qu'un brigadier de gendarmerie avait reçu l'un et l'autre et était parti de Paris le 11 juin. Qu'étaient-ils devenus?

Soudain, on apprit que Pierret avait saisi le Tribunal de cassation, et que celui-ci exigeait les pièces pour le 31 juillet. Le ministre de la Justice, affolé, informa le commissaire du Tribunal du Mans que si, par hasard, il avait enfin reçu les pièces et Pierret, il les renvoyât immédiatement à Paris!

C'est alors qu'on eut la clé de l'énigme : Pierret n'avait pas quitté Paris, car le brigadier de gendarmerie l'avait trouvé au lit, incapable de bouger à la suite d'une chute de cheval. Les dires du brigadier s'embrouillèrent lorsqu'on voulut obtenir des précisions et il préféra tomber malade. Mais les sous-ordres, qui avaient été vertement réprimandés, crurent réparer le mal en expédiant d'urgence Pierret et le dossier au Mans, le 26 juillet! L'accusé arriva donc au Mans le 2 août et fit une réclamation

contre son transfert effectué trois jours après la décision du Tribunal de cassation.

Le ministre n'était pas au bout de ses peines. Il apprit, en même temps que l'arrivée de Pierret au Mans, la disparition du dossier : les deux gendarmes qui accompagnaient l'accusé avaient égaré le portefeuille. Cependant le Tribunal de cassation rappela Pierret à Vendôme, et Bouquin, sur sa demande, y fut également envoyé le 31 août. Quant au portefeuille, il fut finalement retrouvé, bien que sa disparition eût paru suspecte.

LE TRIBUNAL CRIMINEL

Le Tribunal criminel comportait aussi un jury d'accusation, dont le président du Tribunal était le directeur. Ce jury examinait une première fois les inculpés et dressait éventuellement l'acte d'accusation. Le jugement était prononcé par le Tribunal, après plaidoirie des défenseurs, réquisitoire de l'accusateur public et consultation d'un second jury : le jury de jugement.

Le Tribunal criminel de la Sarthe fut très actif : en l'an VI il rendit trente-trois jugements, et soixante et onze en l'an VII. Il y eut aussi, pour ces deux années, neuf jugements sur appel de correctionnelle, et soixante et un acquittements. Dans cet ensemble ne comptent pas les nombreuses annulations de procédures faites par des juges de paix. Les verdicts dépendirent des jurés.

Dans les affaires de chouannerie et de délit d'opinion le jury fut habituellement généreux. Tous les inculpés âgés de moins de dix-sept ans étaient relâchés pour manque de discernement (61). Ceux contre qui on n'avait pas relevé de faits précis étaient acquittés, même s'ils avaient été pris le fusil à la main et la cocarde blanche au chapeau (62). A plus forte raison, de simples délits d'opinion — déclaration de royalisme et cris de *Vive le Roy* dans un cabaret — étaient facilement pardonnés (63). Après la

(61) Arch. dép. Sarthe, L. add. 270, ventôse an IV.

(62) Par exemple le 18 brumaire an IV (Arch. dép. Sarthe, L. add. 270).

(63) En ventôse an IV (Même source).

(64) Arch. dép. Sarthe, L. add. 270.

pacification le jury se montra un peu plus sévère : un journalier fut condamné à quatre mois de prison pour vol nocturne (64), et un maréchal, chef de chouans, dut subir la même peine pour menaces de nouveau soulèvement (65). Mais les délits d'opinion furent toujours punis avec indulgence : un secrétaire de municipalité qui avait crié *Vive le Roy* et injurié la République, les représentants du peuple et la garde nationale, fut acquitté (66). Un grand nombre d'accusations lancées à la légère n'eurent pas de suite, soit que le Tribunal prononçât le non-lieu (67), soit qu'il accordât l'acquittement (68). Enfin les faits couverts par l'amnistie ne furent jamais remis en question (69).

Les prêtres furent traités avec la même indulgence dans la plupart des cas. De brumaire an IV à germinal an VII un seul fut condamné : Louatron, qui avait exercé le culte à Ancinnes sans avoir fait de déclaration à sa municipalité. C'était un prêtre non assujetti au serment et hors d'état d'être déporté. Il fut condamné à un an de prison (70). Tous ceux qui comparurent pour rétractation de serment furent acquittés : Ballin, Boistard, Christophe, Dubois, Delogé, Dion, Filleul, Gendron, Gibert, Pasquier, Pilon, Rouxelin et Tessier (71). Or la plupart d'entre eux avaient effectivement rétracté leur serment.

Les recéleurs de prêtres ne furent presque jamais châtiés, seul l'un d'eux fut condamné à la déportation (72). Les autres ne purent être convaincus. Le jury y mettait une certaine complaisance : un cultivateur chez qui on avait trouvé des objets

(65) Arch. dép. Sarthe, L. 293.

(66) Jugement du 16 fructidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265).

(67) Jugements du 5 et du 28 vendémiaire an V (Même référence).

(68) Jugements du 9 ventôse an VI, 18 pluviôse, 8 et 15 germinal, 18 prairial an IV, 2 brumaire an V, etc... (Même référence).

(69) Jugements des 22 prairial an V, 16 vendémiaire an VI (Même référence).

(70) Jugement du 3 brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 78, f° 102).

(71) Jugements des 3, 8, 11, 22, 23 prairial, 18, 27 messidor an IV, 16 pluviôse an V (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265); — Jugement de brumaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L. add. 271); — Mêmes faits, à la même époque, en Maine-et-Loire : ainsi le 2 complémentaire an VI (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182).

(72) Jugement du 17 brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265).

liturgiques, des actes de baptême et de mariage (certains signés par lui), fut acquitté (73).

Les plus graves délits de presse ressortirent aussi du Tribunal criminel. C'est lui qui jugea le cas de deux imprimeurs de Mamers. Ceux-ci travaillaient habituellement pour l'administration cantonale mais, les paiements se faisant trop attendre, ils acceptèrent de se mettre au service des royalistes qui payaient d'avance. Une perquisition fit découvrir chez eux des brochures de propagande royaliste. Ils furent condamnés l'un à six mois, l'autre à neuf mois de prison (74).

Les circonstances et l'état de l'opinion agissaient sur les verdicts du jury : il montra autant d'indulgence à l'égard des gens qui prenaient le blé dans les campagnes que de sévérité contre les fournisseurs des armées. Ainsi les premiers furent généralement acquittés (75). Mais un meunier qui avait introduit « une mixtion de sable ou de terre sèche en boulettes » dans des sacs de farine destinés au magasin militaire du Mans fut condamné à douze ans de prison (76). La sentimentalité intervenait aussi dans les causes criminelles : les infanticides entraînèrent tantôt des mois de prison, tantôt vingt ans de réclusion, et parfois l'acquittement (77). Les vols de bétail ou de chevaux étaient réprimés avec toute l'énergie que pouvaient y apporter des paysans et des propriétaires (78). Tandis que les gendarmes qui laissaient s'enfuir leurs prisonniers, voire même les geôliers négligents, étaient ordinairement acquittés.

Les assassinats, ou tentatives d'assassinats, étaient presque

(73) Jugement du 19 prairial an VI (Arch. dép. Sarthe, L. add. 271). Mêmes faits dans les jugements des 22 vendémiaire, 16 brumaire, 17 et 20 pluviôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265), ou au Tribunal criminel de Maine-et-Loire, 23 et 26 fructidor an VII (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182).

(74) Jugement du 23 ventôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L. add. 271 et 285).

(75) Jugements des 15 nivôse, 17 pluviôse, 16 ventôse an IV, par exemple (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265). Voir plus haut, chap. v, § 3.

(76) Jugement du 11 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L. add. 271).

(77) Jugements des 15 ventôse an V, 15 et 17 messidor an VI, 18 germinal an VII (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265).

(78) Jugement du 21 pluviôse an VI : quatre ans de détention pour vol de chevaux (Arch. dép. Sarthe, L. add. 265).

toujours punis de mort, surtout lorsqu'il s'agissait de chauffeurs. Il y eut trois condamnations à mort en l'an V, huit en l'an VI et six en l'an VII (79).

Ces faits expliquent les plaintes multiples contre les jurys :

Combien n'a-t-on pas eu à gémir sur les erreurs et les préventions des jurys d'accusation et de jugement ! Combien d'innocents privés de leur liberté et quelquefois condamnés ! Combien de coupables ont échappé à la vengeance des lois et ont reporté dans la société le funeste exemple du crime impuni (80) !

D'ailleurs les fonctions de juré étaient peu enviées, chacun cherchait à s'en dispenser et les remplaçants « affectaient de s'absenter le premier jour de l'ouverture de chaque session » pour n'être pas désignés (81).

TRIBUNAL CIVIL, TRIBUNAL DE COMMERCE

Le *Tribunal civil* de la Sarthe s'acquitta exactement de sa fonction normale. Il régla un grand nombre d'affaires banales, avec le plus grand souci de l'équité et de la bonne application des lois. Nous avons vu son action à propos de la dévaluation du papier-monnaie (82).

Ses défauts irréparables provenaient de son emplacement et du nombre insuffisant des magistrats : les justiciables devaient aller au Mans, et le rôle était facilement débordé. En l'an VI le Tribunal civil de la Sarthe rendit 1.369 jugements, en l'an VII il en rendit 1.410. C'est dire qu'il n'arrivait pas à expédier toutes les affaires, puisque les quatre Tribunaux d'arrondissement réglèrent en l'an IX 2.386 causes (83).

(79) Arch. dép. Sarthe, L. add. 265; — Auvray, *Statistique...*, p. 60. Tous les *chauffeurs* avaient commis leurs forfaits dans les départements voisins et étaient jugés en appel.

(80) Circulaire de l'administration centrale, 1^{er} prairial an VII (Arch. dép. Sarthe, L. 36). Parfois le jury prit d'étranges décisions, fondant sa réponse sur des considérations étrangères au fait incriminé. Le jury de Saumur déclara qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre un employé aux barrières qui avait commis des indécatesses et avait avoué sa faute (Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182, 30 prairial an VII).

(81) Reg. procès-verbaux du Tribunal criminel, 15 fructidor an VII.

(82) Voir plus haut, chap. VII, § 1.

(83) Auvray, ouvrage cité, pp. 60 et suivantes. Ce défaut a été constaté ailleurs (Durand, ouvrage cité, t. I, p. 266).

Parmi les affaires politiques, ce fut lui qui trancha le litige entre les deux journaux sarthois, la *Chronique de la Sarthe* et l'*Espion constitutionnel*, en l'an V. Il les renvoya dos à dos, partageant les dépens puisqu'il y avait « compensation d'injures ».

Le *Tribunal de commerce*, établi en 1791, manifestait une stabilité remarquable dans sa composition : il était présidé en l'an IV comme en l'an VIII par Desportes-Dutertre, qui appartenait à ce tribunal depuis au moins 1792. Pendant le même intervalle siégèrent les mêmes juges et une partie des mêmes suppléants; le greffier était le même depuis 1794. On doit penser que tout ce personnel donnait pleine satisfaction puisqu'il ne fut pas changé sous le Consulat (84). Le président Desportes était un notable fort en vue. Il appartenait à une famille établie au Mans vers la fin du xvi^e siècle et qui dirigeait notamment les forges d'Anthoigné et de Vibraye (85). Les autres étaient de riches commerçants. Tous étaient nommés par les commerçants patentés du Mans pour une durée de deux ans.

On se plaignit surtout des dérangements que ce Tribunal, unique dans le département, exigeait. On demanda l'établissement de trois autres tribunaux de commerce : à Mamers, La Flèche et La Ferté-Bernard (86).

Les dossiers de jugements ne sont pas aussi complets qu'on pourrait le souhaiter, par exemple celui des faillites ne remonte pas au-delà du Consulat (87). Cependant on sait que l'activité du Tribunal de commerce fut considérable : en l'an VI il régla 1.183 affaires, et 895 en l'an VII, c'est-à-dire sensiblement plus qu'il n'y en eut à régler au début du Consulat (88).

Si toute cette organisation était assez satisfaisante, il y avait cependant une lacune laissée par la disparition du barreau. On

(84) *Annuaire du département* : 1796, p. 74; an VIII, p. 134; 1793, p. 44; an XII, p. 165.

(85) La Manouillère, ouvrage cité, t. I, p. 231.

(86) Arch. nat., A F III, 259.

(87) Arch. dép. Sarthe, L. add. 163, 198, 200, 201 à 210; — Arch. nat., B B 18 735.

(88) Auvray, *Statistique...*, pp. 60 et suivantes.

se plaignait beaucoup des *défenseurs officieux* qui en tenaient lieu. Avant Gambetta ils surent profiter des procès pour dresser le réquisitoire du gouvernement, et cela parut intolérable (89). Mais ce qui était plus préjudiciable aux plaideurs, c'était l'absence de discipline et de conscience. La vénalité des défenseurs officieux fut telle qu'elle réunit dans une même indignation les amis du Directoire et ses ennemis. Fabre de l'Aude ne trouvait pas d'expression assez méprisante pour parler d'eux : « race bâtarde, androgyne, tenant à la fois de l'avocat, du procureur, du courtier, et par-dessus tout du dévaliseur de bourses (90) ». Le Conseil général de la Sarthe les flétrit avec autant de fermeté : il stigmatisa « la rapacité des défenseurs... bien différents de l'ancienne société libre du barreau (91) ».

LES CONSEILS MILITAIRES

Des Conseils militaires avaient été créés par la loi du 2 complémentaire an III, mais c'étaient des conseils de guerre dont ne devaient ressortir que les militaires « ou tout autre individu attaché aux armées ou employé à leur suite (92) ». Leur rôle dépassa cette compétence normale en raison des circonstances.

Le général Gillot, commandant au Mans, composa un Conseil militaire le 5 octobre 1795 (13 vendémiaire an IV). Il avait nommé président Cathos, le chef de la 179^e demi-brigade, et pour juges deux autres officiers, trois sous-officiers et trois soldats appartenant aux bataillons de la région. Ces unités avaient nommé deux capitaines rapporteurs (93).

Dès qu'un militaire était accusé d'un délit les rapporteurs faisaient leurs enquêtes. Ils interrogeaient le prévenu, citaient des témoins, examinaient les pièces à conviction et rédigeaient leurs rapports. Le prévenu était autorisé à prendre un défenseur pris parmi les militaires, mais l'action des défenseurs n'a pas laissé

(89) Voir chap. ix, § 1, et Carnot-Feulins, *Histoire du Directoire constitutionnel*, p. 32.

(90) Fabre de L'Aude, *Histoire secrète du Directoire*, t. IV, p. 12.

(91) *Observations...*, Arch. nat., F I C V, Sarthe, 1.

(92) *Moniteur*, éd. orig., 6 complémentaire an III.

(93) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320 et 321.

beaucoup de traces. Le jugement avait lieu publiquement : après avoir délibéré les juges se prononçaient, en commençant par les soldats pour finir par le président. La majorité décidait de la peine, sauf dans le cas de peine de mort où il fallait la majorité des deux tiers. Dans ce cas le prévenu pouvait récuser une partie de ses juges. Les crimes punis de mort étaient l'assassinat, le viol, l'incendie, le vol avec effraction, attroupement ou violence. Cependant le Conseil pouvait commuer cette peine, ainsi d'ailleurs que les autres : il avait expressément le droit de diminuer les peines et jamais de les augmenter. En principe chaque Conseil devait siéger trois mois. En fait, les Conseils du Mans se prolongeaient longuement : le premier fonctionna du 5 octobre 1795 au 2 juin 1796 (94) ; le second fut en service du 17 mars au 1^{er} décembre 1796, mais il fut renouvelé à deux reprises, le 19 juin et le 4 octobre (95).

Ces Conseils firent preuve d'une grande activité. Ils jugèrent une foule de petites affaires de vol et de maraude, en manifestant une certaine indulgence : lorsque les vols étaient commis sans violences et sans menaces les soldats étaient excusés, tant on connaissait l'insuffisance de leur ravitaillement. Les coupables s'en tiraient avec huit jours de prison. Mais les violences ou les simples menaces étaient réprimées avec énergie et entraînaient une ou plusieurs années de prison et l'incapacité de servir dans les armées de la République. Nous n'avons rencontré qu'un exemple d'assassinat (encore la victime ne mourut pas), cependant la peine de mort ne fut pas prononcée contre les coupables eu égard à leur brillante conduite lors d'une attaque par les chouans. Le principal coupable fut condamné à quinze ans de fers (96). Nous n'avons pas trouvé trace de graves pillages ou de viols, encore que d'autres documents attestent que ces crimes furent commis.

Un grand nombre d'affaires concernent les déserteurs. Il s'agit

(94) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320.

(95) Arch. dép. Sarthe, L. add. 321.

(96) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, 24 nivôse an IV.

ordinairement de déserteurs appartenant aux régiments de passage. S'ils ont déserté « sans mauvaises intentions », c'est-à-dire sans vol ni violence, ils sont simplement renvoyés aux armées, très loin et au plus vite (97). S'ils ont volé des effets ou leur cheval, s'ils s'abritent derrière de faux congés, ils sont condamnés à cinq ans de prison (98). Le cas le plus grave est la désertion suivie de passage aux chouans avec armes et bagages. Ce crime, dans la mesure où il n'avait pas été couvert par l'amnistie due à la pacification, fut impitoyablement réprimé. On ne compte pas moins de vingt-deux exécutions capitales entre le 18 octobre 1795 et le 10 septembre 1796, prononcées pour la plupart avant la pacification. Les coupables étaient des jeunes gens de la région, parfois d'anciens amnistiés de la première pacification. Les deux Conseils militaires du Mans prononcèrent en un an trente condamnations à mort, tandis que le Tribunal criminel n'en porta que six ou huit par an. Or les Conseils militaires du Mans ne furent pas les seuls à décider des exécutions capitales, il y en avait d'autres dans le département (99).

En raison des circonstances, guerre civile et état de siège, les Conseils de guerre sortirent de leurs attributions strictement militaires. Ils furent compétents pour juger les chouans, même non déserteurs, et tous les crimes se rattachant à la chouannerie, par exemple l'embauchage pour les rebelles et le ravitaillement des chouans en armes et munitions (100). Une femme fut condamnée à la déportation pour avoir ravitaillé les chouans.

Les chouans non déserteurs, même pris les armes à la main, furent généralement condamnés *aux fers* jusqu'à la paix, sauf cependant ceux qui avaient été entraînés de force et qui furent

(97) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, 6, 13, 27 frimaire an IV, etc...

(98) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, 9 brumaire, 10 et 12 frimaire an IV.

(99) Il y avait au moins un Conseil militaire à Sablé, et il prononça une condamnation à mort le 4 prairial an IV. Mais il n'est connu que par quelques pièces éparses (Arch. dép. Sarthe, L. 293).

(100) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, vendémiaire à germinal an IV; L. add. 321, germinal à fructidor an IV.

(101) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, vendémiaire à ventôse an IV.

parfois amnistiés (101). Comme cette exception multipliait le nombre des chouans qui affirmaient avoir marché de force, le ministre de la Justice ordonna de ne plus l'admettre (102). Certains chouans régulièrement amnistiés, mais dont les allées et venues étaient suspectes, furent condamnés à servir aux armées (103).

Les chouans et leurs complices n'étaient pas seuls exposés aux sanctions des conseils militaires : des civils et des ecclésiastiques, nullement insurgés, furent soumis à leurs verdicts et rigoureusement traités. Les propos inciviques suffisaient à déterminer de rudes pénalités, alors que les tribunaux les excusaient volontiers. Un paysan fut ainsi condamné à la « détention jusqu'à la paix », et un autre à « quinze ans de fers (104) ». Quant aux prêtres, ils furent déférés aux conseils militaires pour infraction à la loi sur les cultes.

Thirot, par exemple, et Baglin furent condamnés à trois mois de prison pour n'avoir pas fait leur soumission (105). On déféra même au Tribunal deux prêtres nouvellement ordonnés, ce qui posa un problème imprévu. Réflexion faite, le Conseil les condamna à la détention jusqu'à la paix pour avoir dit une fois la messe sans soumission et pour s'être fait « recevoir prêtres illégalement (106) ». L'un d'eux se pourvut en cassation, en l'an V, et obtint l'annulation du jugement pour vice de compétence (107).

Un *Conseil supérieur*, composé de trois officiers, dont le capitaine de gendarmerie Philippon et l'adjudant général Leblanc, attaché au général Watrin, statuait immédiatement sur les décisions des conseils de guerre pour les rendre exécutoires. Il les ratifiait à peu près toutes, cependant il prit quelques mesures d'indulgence, notamment en faveur de Marie Deniaux, sœur du fameux chouan Saint-Paul (108).

(102) Arch. nat., B B 18 735.

(103) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, 21 brumaire an IV.

(104) Arch. dép. Sarthe, L. add. 320, 11 frimaire an IV; L. add. 321, 16 germinal an IV.

(105) Arch. dép. Sarthe, L. add. 321, 22 germinal an IV.

(106) Arch. dép. Sarthe, L. add. 321, 8 floréal an IV.

(107) Arch. dép. Sarthe, 2 L. 101, 15 pluviôse an V.

(108) Arch. dép. Sarthe, 2 L. 101 et L. add. 321. La formation de ce Conseil supérieur était prescrite par la loi du 17 germinal an IV.

Les Conseils militaires étaient donc des tribunaux expéditifs autant qu'énergiques. Leur compétence normale était celle des Conseils de guerre, et à cet égard ils firent preuve d'une certaine indulgence envers les soldats. Mais les circonstances accrurent leur rôle et on les vit mener impitoyablement la lutte contre les chouans et surveiller jusqu'aux propos des civils. Telles étaient la loi de l'état du siège et les conséquences de la guerre civile (109).

LES PRISONS

A l'époque directoriale les prisons présentaient dans la Sarthe deux caractères essentiels : l'ignoble saleté et la surveillance la plus distraite. Les prisons étaient répugnantes :

La cour est une espèce de cloaque,... entourée de bâtiments élevés qui empêchent le soleil d'y pénétrer et dont le niveau étant au-dessous des terrains environnants ne donne aucun écoulement aux eaux qui s'y rendent de toutes parts... Les eaux des latrines se déversent dans la cour.

Telle était la prison de La Flèche d'après un rapport établi par la municipalité de l'an VI (110). Au Mans on signalait l'insalubrité, l'air méphitique, les cachots infects (111). A Beaumont les détenus couchaient dans des cachots où la pluie tombait (112). La tenue en était déplorable; les prisonniers étaient à peine nourris, souvent le pain manquait car les boulangers n'étaient pas payés, la paille n'était pas changée régulièrement, il n'y avait parfois ni vêtements, ni linge (113), et la promiscuité

(109) Nous n'avons pas trouvé de documents postérieurs à décembre 1796. Ces Conseils durent pourtant jouer un rôle par la suite, puisqu'ils jugeaient les cas de vols ou violences commis sur les routes, ou dans les maisons s'il y avait effraction, lorsque les coupables étaient au nombre d'au moins trois (Loi du 29 nivôse an VI, prorogée par celle du 29 brumaire an VII). Mais le Conseil de guerre ne siégeait plus au Mans, car depuis la loi du 13 brumaire an V (3 novembre 1796) il n'y avait plus qu'un conseil par division.

(110) Arch. dép. Sarthe, L. 264.

(111) Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 48.

(112) Arch. dép. Sarthe, L. 159, f° 62.

(113) Arch. dép. Sarthe, L. 160, f° 77; L. 162, f° 13; L. 115, f° 77; L. 60, etc.

régnait dans les prisons des cantons : il n'y avait à Saint-Calais qu'une seule maison d'arrêt où étaient « confondus les grands coupables avec les prévenus de délits légers, où les femmes et les soldats se trouvaient réunis, et [qui] offrait un tableau répugnant pour l'humanité et les bonnes mœurs (114) ». Des geôliers et des concierges ajoutaient encore à tous ces maux en pressurant et brutalisant les prisonniers, sur la nourriture desquels ils faisaient des bénéfices (115). D'après les mémoires de J.-P. Fleury la plupart de ces individus étaient des brutes et des ivrognes (116).

Pour remédier à ces abus, il fut décidé qu'il n'y aurait plus que quatre *maisons d'arrêt* : au Mans, à La Flèche, à Mamers et à Saint-Calais, sièges des tribunaux correctionnels; il subsisterait deux *dépôts de sûreté* à Beaumont et Château-du-Loir, et deux *maisons de justice*, une pour les hommes et une pour les femmes, près le Tribunal criminel du Mans (117). L'Etat ne devait aux prisonniers que le pain et l'eau, le surplus devait être fourni par leur travail (118). Mais cette réforme fut inopérante; une fois de plus le manque d'argent paralysait les meilleures intentions. Les prisons restèrent donc infectes comme elles l'étaient sous l'Ancien Régime (119) et comme elles le furent encore, en divers lieux, sous l'Empire (120).

Le seul réconfort qui restât aux prisonniers était l'espoir de l'évasion. C'était un événement fréquent, presque normal. Il était singulièrement facilité par les visites que faisaient aux prison-

(114) Arch. dép. Sarthe, L. 247.

(115) Arch. dép. Sarthe, L. 180, f° 13; L. 79, f°s 112 à 116.

(116) J.-P. Fleury, *Mémoires*; — R. Triger, *Une prison du Mans pendant la Révolution*.

(117) Arch. dép. Sarthe, L. 62, 7 vendémiaire an V. Les maisons d'arrêt recevaient les prévenus contre lesquels l'officier de police judiciaire avait décerné, d'après les premiers renseignements, un mandat d'arrêt. Les maisons de justice abritaient provisoirement les accusés contre lesquels le bien-fondé de l'accusation avait été reconnu. Tandis que les prisons proprement dites servaient à purger les peines de détention ou de gêne, c'est-à-dire de prison simple ou de cellule.

(118) Arch. dép. Maine-et-Loire, L. 182; — Code des délits et des peines, titre XVIII.

(119) Bellée, Cahier de doléances de Juvigné.

(120) Durand, ouvrage cité, t. I, p. 306.

niers les gens de la ville. J.-P. Fleury, qui connut tant de prisons, s'est complu à raconter les multiples évasions qu'il avait organisées, par exemple à la prison de l'Evêché au Mans, où il immobilisa le geôlier et les sentinelles autour d'un bon repas (121). Souvent les murs et les fenêtres tenaient à peine, et les détenus vigoureux s'enfuyaient sans difficulté. Les ouvriers, non payés, refusaient de faire des réparations. Pour garder les prisonniers il fallait les mettre aux fers ou les transférer dans un département voisin, au château d'Angers par exemple (122).

IV. CONCLUSION

Les institutions judiciaires directoriales ont fonctionné dans la Sarthe avec une remarquable régularité. Elles donnèrent aux populations la plupart des satisfactions promises par la Révolution : égalité devant les peines, abolition de la question, adoucissement des sanctions, suppression de la vénalité des charges, des justices seigneuriales et ecclésiastiques, simplification des circonscriptions judiciaires, création des justices de paix, maintien des tribunaux de commerce. Sans doute la répartition des tribunaux présentait encore certains défauts : trop de justices de paix, pas assez de tribunaux civils et de commerce.

La pratique de l'élection des juges ne donna pas lieu aux graves mécomptes que l'on aurait pu redouter, car les électeurs suppléèrent à la suppression des conditions techniques et professionnelles par le choix de magistrats expérimentés. L'élection influença l'attitude politique des magistrats et des jurés (123). Ils manifestaient une complaisance évidente en faveur des accusés de leur parti. Mais ils ne poursuivaient pas à tort leurs ennemis politiques et ne transformèrent pas la Justice en instrument de vengeance ou d'oppression.

Le gouvernement et le ministre de la Justice, qui avaient

(121) J.-P. Fleury, *Mémoires*, pp. 315 à 320.

(122) Arch. dép. Sarthe, L. 282, L. 283, L. 241.

(123) Ce fait n'est pas spécial à la Sarthe, il a été signalé dans le Sud-Ouest (Lacouture, *le Mouvement royaliste dans le Sud-Ouest*, p. 81).

d'abord tenu à respecter ostensiblement l'indépendance de la magistrature, ne cachèrent pas leur déception et leur mécontentement en présence du parti pris politique des juges.

Ils sont allés, écrivait Lambrechts, « jusqu'à mépriser la loi du chef de la Justice (124)... » Plus tard Carnot-Feulins stigmatisa ce manque de loyalisme (125).

On ne se contenta pas de déplorer cette situation, mais on voulut la modifier. Les décrets du 3 brumaire an IV avaient permis au Directoire de poser la question du remplacement des juges suspendus et de la résoudre en sa faveur (126). Le 18 fructidor fournit une occasion d'exercer ce privilège dans l'ensemble du territoire.

Dans la Sarthe, les magistrats nommés par le gouvernement furent en nombre infime : au Tribunal civil il n'y en eut que deux sur vingt et un (127). Le résultat le plus important du coup d'état fut la destitution de l'accusateur public réactionnaire (128).

Le ministre publia une circulaire « sur les devoirs des magistrats envers la République après la journée du 18 fructidor (129) ». Il leur faisait craindre des « mesures sévères » et recommandait l'obéissance :

Sans doute ils [les juges] ne se prévaudront plus de cette indépendance des pouvoirs, si sagement établie par la Constitution, mais si mal interprétée par la malveillance pour entraver toutes les autorités.

Ces menaces n'eurent pas d'effet dans le département, et le Tribunal civil ne craignit pas d'interdire, en 1799, l'application illégale de la loi des otages (130).

(124) Circulaire du 9 vendémiaire an VI; — Douarche, *les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution*, t. II, p. 437.

(125) Carnot-Feulins, *Histoire du Directoire constitutionnel*, p. 32.

(126) Décret du 22 frimaire an IV.

(127) Arch. nat., B B 5 165. Le 24 pluviôse an VI, le ministre de la Justice reconnut qu'on avait apporté trop de « précipitation » dans le choix des juges remplaçant les fructidorisés.

(128) Voir plus haut l'affaire Bouquin.

(129) Circulaire du 9 vendémiaire an VI.

(130) Arch. nat., B B 18 734; — Voir chap. xxii, § 3.

Sans doute une telle attitude protégeait la liberté individuelle. Mais, en raison des circonstances, on peut estimer prématurée l'application de la Constitution dans la Sarthe. C'est pourquoi on dut recourir aux Conseils de guerre d'abord, puis aux mesures administratives et policières plus tard.

DEUXIÈME PARTIE

ÉLECTIONS

ET

LUTTES POLITIQUES

CHAPITRE IX

La Réaction en l'an V

- I. — **La préparation des élections de l'an V** : Rochecot et l'agence royaliste.
 - II. — **Le prosélytisme des prêtres réfractaires** : Développement du culte, faiblesse de la répression.
 - III. — **La résistance des exclusifs** : La *Chronique de la Sarthe* et la chute de Jouennault, les journaux royalistes, la lutte politique dans les rues, au théâtre et au prétoire.
 - IV. — **Les élections** : Préliminaires, assemblées primaires, assemblée électorale, municipalités rurales et urbaines, le triomphe des royalistes.
-

La réaction à la fois religieuse et politique qui caractérise l'an V s'est manifestée dans la Sarthe. L'Eglise réfractaire a montré ostensiblement sa réorganisation et a renoncé à composer avec les pouvoirs civils. Les royalistes se sont constitués en groupements politiques, exploitant tout mécontentement contre le régime afin de faire des élections en leur faveur. Ce qui nous paraît particulièrement intéressant, c'est la vigueur de la résistance républicaine menée par les démocrates ou *exclusifs*. Elle détermina une étonnante intensité de vie politique, poursuivie dans tous les champs où s'exprime l'opinion publique : la rue, le tribunal, le théâtre et surtout la presse. Cette résistance ne fut pas suffisante, et les élections donnèrent toutes les places aux réacteurs.

Dans l'année qui s'étend entre la suppression de l'état de siège

(août 1796) et le coup d'Etat de fructidor (4 septembre 1797), ces diverses activités ne se succédèrent pas : l'organisation des *exclusifs* se fit aussi tôt et aussi vite que celle des royalistes ou des prêtres réfractaires. Nous ne les étudions tour à tour que pour clarifier l'exposé.

I. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DE L'AN V.

Dans l'esprit de la plupart des chefs chouans, la pacification de 1796 n'était qu'un changement de tactique. La guerre ayant dû s'interrompre, faute de moyens et faute d'hommes pour la continuer, l'Agence royaliste de Paris préconisa l'action légale et pacifique, utilisant les élections et préparant un complot pour s'emparer du pouvoir (1). Dans ce projet, les régions de l'Ouest tenaient une place importante : elles devaient assurer des élections intégralement royalistes et fournir en grand nombre des hommes sûrs. Il s'est trouvé que le département de la Sarthe a été plus particulièrement mêlé à cette entreprise, à la fois parce qu'il était l'un des départements de l'Ouest les plus proches de Paris, et par le rôle qui revint au chef des royalistes sarthois, Rochecot.

Celui-ci fut appelé à participer au complot monté par les agents parisiens du prétendant : l'abbé Brottier, La Villehurnois, Duverne de Presle et des Pommelles. Il n'y a pas lieu d'étudier ici ce point. Il suffit de savoir que Rochecot fut gravement compromis par les déclarations de Duverne de Presle, mais qu'il devint *persona grata* auprès du prétendant : nommé maréchal de camp des armées du roi, il fut chargé de préparer les élections (2). C'est là ce qui concerne la Sarthe.

Pour l'action électorale, les royalistes avaient fondé l'*Institut philanthropique*, composé des *Fils légitimes*, partisans éprouvés qui méritaient confiance, et des *Amis de l'Ordre*, royalistes timides et modérés de toute nuance, puisque les instructions de

(1) Déclarations de Duverne de Presle (*Moniteur*, t. XXVIII, p. 804).

(2) Rochecot, ouvrage cité, pp. 149 et 178; — E. Daudet, *Histoire de l'Émigration*, t. II, p. 38 et suivantes; — Barras, *Mémoires*, t. II, pp. 322, 333.

La Vauguyon recommandaient de s'appuyer sur le *Ventre* (3). A cette fin, Rochecot put employer toutes les relations qu'il avait nouées jusqu'alors, notamment les comités royalistes fondés dans la plupart des villes de la Sarthe (4).

Le comité royaliste du Mans se composait de nobles, comme Samson-Lorchère, Lambert La Vannerie, Bastard de Fontenay, de Sarcé, et aussi de gens de condition plus modeste, comme le coiffeur Brion, le journaliste Treton, le maître d'armes Lambert, l'imprimeur Maudet (5). Samson-Lorchère appartenait à une vieille famille mancelle; il recevait Rochecot dans son château de la Groierie, aux environs du Mans (6). Le trésorier du conseil était Savarre (7), un bourgeois qui habitait Le Mans, comme Brion, Treton, Maudet et Lambert.

Plusieurs femmes s'intéressaient à la cause royaliste : M^{lles} de Sarcé et de Bellefille, dont les châteaux étaient fréquentés par les chouans, M^{me} de Rouillon, chez qui Rochecot fut soigné après sa blessure et où il contracta une liaison avec la vicomtesse de Desson. Cette collaboration féminine était une source d'agréments et le gage d'un dévouement à toute épreuve, mais elle occasionna parfois quelques difficultés : ces femmes bavardaient trop et, lors d'un voyage de Rochecot, elles prétendirent le remplacer à la tête du conseil (8) !

Dans l'entourage de Rochecot il y avait encore l'abbé Jouenne d'Esgrigny et certains prêtres qui intervenaient moins régulièrement, comme Savarre, curé de Jublains, frère du trésorier.

Rochecot établit une chaîne de correspondance du Mans à Vendôme, passant par Ecommoy, le Grand-Lucé, Saint-Calais et

(3) Rochecot, ouvrage cité, pp. 185 et 245.

(4) Même ouvrage, p. 50; — Arch. nat., F 7 6229. Rapport du 13 ventôse an V.

(5) Arch. dép. Sarthe, L 306. — Les instructions recommandaient de prendre les conseillers dans les trois ordres; mais il n'y eût dû en avoir que sept (Caudrillier, *l'Association royaliste de l'I. P. à Bordeaux*, p. 12).

(6) Arch. dép. Sarthe, L 164, f° 91; — La Manouillère, ouvrage cité, t. I, p. 30; — Arch. nat., F 7 6229, plaq. 6.

(7) Arch. dép. Sarthe, L 283, L 166, f° 127.

(8) Rochecot, ouvrage cité, p. 150.

Mondoubleau. Dans tous ces lieux des affidés acheminaient les courriers royalistes : c'étaient des cabaretiers, des secrétaires ou des agents de municipalités, des maîtres de poste (9). Parmi les adjoints de Rochecot, on doit signaler dans cette région Piet-Tardiveau, agent de Saint-Bié qui organisa le parti dans les confins du Maine, de la Touraine, du Vendômois, du Perche et du Pays Chartrain, et aussi Musset (grand-oncle d'Alfred de Musset) qui s'était montré d'abord favorable à la Révolution et s'appliquait à se faire pardonner (10).

Il n'est pas douteux que l'ouest du département ne fût aussi bien pourvu, mais on y utilisait les cadres de la chouannerie. D'ailleurs Duverne de Presle a déclaré que la Sarthe avait une organisation modèle « où tout le monde passait au-delà de l'Institut philanthropique et voulait être de celui des fidèles (11) ».

Ainsi servi, Rochecot s'employa sans répit à réaliser la double tâche qu'on lui avait assignée : l'organisation d'une levée d'armes éventuelle et la préparation des élections.

Le plan du soulèvement fut arrêté en détail par Tercier. S'il ne servit qu'en 1799, son établissement suffit à déterminer un frémissement général à travers tout le territoire. Les républicains s'en inquiétèrent : « Nous sommes fondés à craindre pendant cet hiver le retour de la guerre civile », écrivaient les administrateurs de la Sarthe, dès la fin de septembre 1796 (12).

La préparation des élections fut assurée par une véritable campagne électorale. Mais les royalistes n'étaient pas seuls à se préoccuper de propagande : ils durent compter avec les prêtres réfractaires, qui furent dans une certaine mesure leurs alliés, et avec les exclusifs qui les combattirent vigoureusement.

(9) Rochecot, ouvrage cité, p. 120 à 149; — Arch. nat., F 7 6229, rapport du 13 ventôse an V.

(10) Reg. délib. Grand-Lucé, 12 germinal an IV.

(11) *Moniteur*, t. XXVIII, p. 805.

(12) Arch. dép. Sarthe, L 159. — Ces inquiétudes sont exprimées dans maints rapports, par exemple Arch. dép. Sarthe, L 229, 25 brumaire an V; L 265, 14 frimaire an V; L 160, f° 97; L 241, 21 pluviôse.

II. LE PROSÉLYTISME DES PRÊTRES RÉFRACATAIRES

Après l'échec du ralliement, les royalistes reprirent espoir d'employer le clergé réfractaire à leurs fins politiques. Rochecot, encouragé par le curé de Jublains, se rendit auprès du vicaire général Paillé alors en prison. Ils s'entretenrent « des moyens de battre les ennemis (13) ». Quelle décision fut prise? Rien ne semble permettre de le savoir jamais. Paillé avait pour conseillers Le Tessier et Chevalier qui prirent sa succession lorsqu'il mourut, le 2 février 1797. Les opinions politiques de Chevalier ne sont pas douteuses, il écrivait de la cachette où il était obligé de se tenir :

En me forçant à la retraite, ils [les persécuteurs républicains] m'ont donné le temps de faire un second ouvrage qui les fera plus enrager que ce que j'aurais fait s'ils m'eussent laissé une lueur de liberté (14).

Ces deux administrateurs furent rejoints par un troisième, Leconte, qui revenait d'émigration. Ces prêtres partageaient le rigorisme, la confiance dans la cause royaliste, les préventions et les illusions qui caractérisaient la plupart des émigrés. Savarre était tout indiqué pour faire la liaison entre le comité royaliste où il avait ses entrées, et le conseil d'administration diocésain qui l'utilisait volontiers. Il ne manqua pas d'exhorter ses confrères à l'action politique : « Veilles, écrivait-il, et penses que tu es aussi bien sujet de 18 que de François », c'est-à-dire du prétendant que de l'évêque (15).

Il ne faudrait pas conclure à une offensive politique concertée avec celle de Rochecot. Nous verrons qu'il y eut désaccord à la veille des élections. L'action religieuse ne se confondit pas avec l'action politique, mais elle la favorisa.

Le culte, d'abord clandestin et nocturne, prit plus d'ampleur

(13) Rochecot, ouvrage cité, p. 102.

(14) *Lettres saisies chez Gaignot*, p. 7.

(15) Même ouvrage, p. 57.

que jamais; à la fois par le nombre des prêtres qui le célébraient et par celui des fidèles qui y participaient. On le signalait un peu partout, principalement à l'ouest et au nord du département (16). Quelques prêtres furent spécialement incriminés: Chappedelaine, Péralta, Lacroix et Rousseau dans le Nord, Pineau dans l'Ouest, ainsi que Glattier. Ils réunissaient une grosse assistance : le commissaire de Sablé écrivait que les paysans se rendaient en foule à leurs offices, surtout les femmes et les filles.

De toutes parts on dénongait la multiplication des signes cultuels : à Bonnétable, l'ancien calvaire avait été ostensiblement rétabli et un nouveau avait été dressé près de la maison commune. Aux environs de Courgains, l'acquéreur d'une chapelle, centre d'un pèlerinage, avait fait inaugurer solennellement une statue de la Vierge; quatre à cinq cents personnes s'étaient réunies à cette occasion. L'angélus était carillonné dans presque toutes les paroisses. Mais le culte resta d'abord nocturne. Selon la gracieuse expression du commissaire de Courgains, les prêtres réfractaires n'étaient que des « crapauds de nuit ».

L'alarme augmenta quand le culte s'afficha en plein jour. A l'occasion de la Toussaint, Rousseau osa dire la messe dans un champ, à dix heures du matin, en présence de six cents personnes. Pineau fit de même, d'une façon habituelle, à partir de janvier 1797; des chouans en armes veillaient sur les chemins environnants pendant les cérémonies; les gens de Sablé, au nombre de deux ou trois cents, venaient y assister. Puis, en divers cantons, les églises furent réoccupées par les réfractaires.

Bientôt les offices se multiplièrent étonnamment : de nuit, de jour, dans les champs, dans les granges, dans les églises. On signalait des infractions à la loi flagrantes et cyniques. Le 5 février 1797, dans une ferme auprès de Rouez, trois messes furent célébrées successivement par trois prêtres réfractaires. Plus de deux mille personnes des communes avoisinantes y

(16) Correspondance des commissaires cantonaux, vendémiaire à germinal an V (Arch. dép. Sarthe, L 207, 208, 209, 215, 216, 222, 223, 224, 225, 226, 230, 231, 233, 234, 236, 239, 241, 242, 244, 246.)

avaient assisté. Les agents municipaux osaient rassurer le commissaire central en lui garantissant que l'on n'avait pas prêché contre la Révolution : ils en étaient sûrs, car ils avaient « délégué l'agent et le secrétaire pour observer » ! Un peu plus tard, le 24 février, un millier de personnes écoutaient la messe dans une métairie auprès de Marolles. De temps à autre, des rétractations solennelles faites par des jureurs rehaussaient les cérémonies et soulignaient le triomphe des réfractaires. On disait partout : « Nos bons prêtres ont le dessus, et nous aussi ; la République est f..., et nous triompherons. » La « majeure partie du peuple [était] pour les réfractaires ». Ainsi cette action religieuse avait une répercussion politique.

D'ailleurs, tous ces prêtres réfractaires ne se sont pas abstenus de propagande royaliste. Tantôt ils recommandaient le roi aux prières de leurs fidèles, tantôt ils conféraient avec les chouans et favorisaient leur action : ils encourageaient à ne pas payer l'impôt ou insinuaient aux soldats qu'il fallait désertier, ils damnaient les acquéreurs de biens nationaux et les défenseurs de la patrie.

La timidité de la répression est tout à fait significative. Le commissaire de Sablé, Le Maréchal, qui connaissait bien les gens de campagne, écrivait au commissaire central, le 30 septembre 1796 : « Je crois qu'il ne serait pas sage, dans les circonstances où nous nous trouvons, de troubler ces pieuses farces (17). » Le commissaire central déclarait à son tour au ministre de la Police : « Le fanatisme fait encore par-ci par-là quelques tentatives, mais en évitant une persécution ouverte et en le soumettant à l'action seule et directe de la loi, ses forces s'atténueront (18). » Il conseillait aux commissaires cantonaux d'agir par « ruse et finesse » et de n'employer les sanctions, même les plus légales, qu'avec « discernement et prudence, vu la disposition et l'irritation facile des esprits lorsqu'il est question de leurs opinions religieuses ou prétendues telles ».

(17) Arch. dép. Sarthe, L 242.

(18) Lettre du 13 frimaire an V (Arch. dép. Sarthe, L 179).

Seul Guittier, commissaire de Mamers, osa sévir. Il se permit même de le faire en dehors de son canton : en pleine église de Vezot, il arrêta le curé insermenté Pollard, qui célébrait la messe, le 21 janvier 1797. Une rixe éclata et fit deux victimes, un homme et une fillette (19). Guittier ne fut pas félicité : « En vous lisant, lui écrivit le commissaire central, j'ai tremblé qu'il ne survînt quelque événement fâcheux » ; et il lui prescrivit d'éviter toute persécution et d'user d'une « prudente indulgence (20) ». Au surplus, cet éclat avait eu peu de succès : le juge de paix avait saisi le Tribunal correctionnel de Mamers qui condamna l'abbé Pollard à cinq cents francs d'amende et un mois de prison. Sa peine purgée, le curé regagna sa paroisse où il recommença d'exercer le culte (21).

On observa souvent l'accord, tacite ou explicite, des administrations élues et des prêtres réfractaires. Des agents communaux encourageaient à sonner l'angélus et à se rendre aux offices ; ils hébergeaient des prêtres insermentés, leur fournissaient un local pour le culte, et assistaient à leurs messes. Des juges de paix relâchaient les prêtres, renonçant à les trouver tant soit peu coupables ; parfois même ils refusaient absolument d'intervenir (22).

Désarmé et impuissant contre les prêtres, le commissaire central envisagea des poursuites contre ceux qui prêtaient leurs bâtiments pour les cérémonies du culte. On leur infligerait des amendes, car, écrivait le commissaire de Tennie, « on ne peut mieux punir un habitant de campagne que par la bourse (23) ». Le commissaire de Saint-Cosme, qui avait dû lire Aristophane, conseillait d'ajouter à l'amende une détention d'une année : les femmes se révolteraient à coup sûr contre les prêtres respon-

(19) Arch. dép. Sarthe, L 230, 13 pluviôse an V ; — Arch. nat., F 7 7229 ; — Reg. actes Mamers, 8 pluviôse an V.

(20) Arch. dép. Sarthe, L 230, 30 pluviôse an V.

(21) Arch. dép. Sarthe, L 230, 12 vendémiaire an VI.

(22) Arch. dép. Sarthe, L 216, pluviôse à ventôse an V ; — Arch. nat., F 7 7234.

(23) Arch. dép. Sarthe, L 216, 2 nivôse an V.

sables d'une telle privation. Touchant hommage à la fidélité des épouses (24) !

Mais, avant d'agir, il fallait « s'être assuré d'un juge de paix ferme et judicieux et ami du gouvernement (25) ». Aussi dut-on y renoncer dans la plupart des cas.

III. LA RÉSISTANCE DES EXCLUSIFS.

Les *exclusifs* avaient supporté impatiemment « le petit pro-consulat du général Watrin », selon les paroles mêmes de leur chef Bazin. Ils n'étaient satisfaits ni d'une administration qu'ils jugeaient trop modérée, ni d'un général qu'ils trouvaient trop conciliant, ni d'un régime par trop bourgeois. Beaucoup d'entre eux appartenaient à ce groupe des réfugiés que Watrin détestait et dont il craignait les passions et les désirs de vengeance. Ils avaient mené la résistance contre la suppression des cantonnements. Ils s'étaient opposés au désarmement des patriotes et à la suppression des corps francs créés dans les villes pour résister aux chouans en 1795. Ils agirent par dénonciations contre les autorités trop tièdes.

Ils accusèrent d'abord Watrin d'être incapable et trop clément (26). Puis ils reprochèrent à l'administration centrale, en germinal an IV (avril 1796), d'accorder une protection « aussi scandaleuse que solennelle aux prêtres réfractaires et aux émigrés », de ne rien faire pour réprimer la persécution et l'assassinat des républicains, de prodiguer des outrages aux défenseurs de la patrie, de refuser la monnaie au type de la République, d'avoir réparti l'emprunt forcé de la manière la plus arbitraire, d'avoir permis que les emblèmes de la liberté fussent chaque jour détruits au profit des attributs du fanatisme (27). Ils obtinrent son

(24) Arch. dép. Sarthe, L 224, 30 ventôse an V.

(25) Arch. dép. Sarthe, L 216, 7 nivôse an V; L 223, 8 ventôse; L 241, 16 ventôse; L 211, 17 ventôse; L 215, 20 ventôse an V.

(26) Du Châtellier, ouvrage cité, pp. 61, 64, 83, 92, 93.

(27) Arrêté du Directoire, 10 germinal an IV (Arch. nat., A F III, 358). — M. Mathiez a cité les considérants de cet arrêté pour prouver que le Directoire était très mal obéi (*le Directoire*, p. 82). L'argument ne vaut pas puisque

remplacement par une administration d'exclusifs présidée par un des leurs : Clairian.

L'exagération des griefs et l'appui de la Députation permirent à l'administration destituée d'obtenir sa réintégration (28).

La municipalité de La Flèche fut également dénoncée, à l'instigation de Beaufils, l'un des jacobins les plus connus de cette ville. Mais le Département, consulté par le ministre, fit une enquête, et les édiles fléchois ne reçurent que des reproches assez anodins (29).

Ces échecs ne découragèrent pas les exclusifs. Ils intensifièrent leur propagande après le départ de Watrin et furent patronnés par le commissaire central Jouennault. C'est ainsi qu'ils fondèrent un journal, la *Chronique de la Sarthe*, qui tint une grande place dans la vie politique locale.

LA « CHRONIQUE DE LA SARTHE » ET LA CHUTE DE JOUENNAULT

En 1796 le département de la Sarthe ne possédait plus aucun de ces journaux politiques qui étaient nés avec la Révolution. Seules subsistaient les *Affiches du Mans*, journal plus ancien qui n'avait aucune prétention politique. On y publiait simplement, comme dans la plupart des périodiques départementaux, de brefs comptes rendus des séances du Corps législatif et quelques informations. L'essentiel était la partie commerciale : petites annonces et avis de vente. De plus, ce journal publiait les actes officiels des autorités départementales.

Après la levée de l'état de siège, Bazin se mit d'accord avec quelques amis qui acceptèrent de diriger une *Chronique mancelle*. Il annonça le premier numéro pour le début de vendémiaire (sep-

l'accusation était calomnieuse et que l'arrêté de destitution fut rapporté. L'étude locale permet de rétablir des faits qui sont faussés quand on les observe seulement de Paris. Pareille méprise est survenue à M. Aulard qui a cité Jouennault, commissaire central de la Sarthe, comme preuve de la stabilité des commissaires (Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 606). Cela parce que Jouennault figure sur les listes de l'an IV et de l'an VIII. Mais dans l'intervalle il y eut trois autres commissaires.

(28) Arch. nat., A F III, 358.

(29) Reg. délib. La Flèche, floréal an IV.

tembre 1796), et sur huit pages s'il trouvait assez d'abonnés. Le prix de l'abonnement était d'ailleurs modique : cinq livres par trimestre pour un journal qui paraissait « avec la distribution de chaque courrier », c'est-à-dire tous les deux jours. Or les journaux hebdomadaires demandaient alors quatre livres par trimestre. Bazin réussit; il remercia les patriotes pour leur appui pécuniaire, mais le bruit courut que les fonds avaient été fournis, en partie, par le commissaire central Jouennault. Bazin, rédacteur en chef et directeur responsable, eut bientôt une équipe de collaborateurs.

Le premier fut Saint-Martin-Rigaudière. Ex-avocat au Parlement de Paris, il promettait de défendre gratis les indigents, les militaires et les opprimés. Mais le personnage était connu comme terroriste (30). Ce collaborateur un peu compromettant fut obligé de quitter les lieux rapidement : il se prétendait agent du ministre de la Police, Merlin, mais il était lui-même surveillé, et Merlin le désavoua (31).

Les rédacteurs les plus importants furent Clairian et Rouvin. Le premier, ancien prêtre, avait été procureur-syndic et administrateur à Château-du-Loir (32). Il communiquait les nouvelles concernant le Val de Loir et rédigeait d'une plume alerte des articles politiques ou des pièces de vers. Il était capable d'action personnelle et il aida utilement Bazin lors de l'organisation des cercles constitutionnels.

Rouvin était, comme Bazin, un ancien combattant, volontaire réformé. Comme lui, il avait joué un rôle parmi les terroristes du Mans. Après la chute de Robespierre, le Département l'avait désarmé à ce titre et le considérait même, à certains égards, comme « encore plus dangereux que Bazin (33) ». Entre autres qualités, Rouvin avait des dons de pamphlétaire, il excellait

(30) Gaugain, ouvrage cité, t. I, p. 144; t. II, pp. 111 et 317.

(31) Arch. nat., F 7 7187, n° 240.

(32) Arch. nat., FIB II, Sarthe, 3; BB II, 60.

(33) Arch. nat., FIB II, Sarthe, 3; — Arch. dép. Sarthe, L 528, f° 39; — Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 84.

dans les articles perfides qui ridiculisaient, par touches adroites, un adversaire désigné uniquement par ses vices ou ses travers.

Ces trois rédacteurs alimentèrent la *Chronique de la Sarthe*, qui parut pendant dix-neuf mois avec une grande régularité, qui exerça une influence considérable et qui supporte encore la lecture (34).

La rédaction se consacrait aux questions locales. Le reste était extrait de divers journaux : *l'Ami des lois*, *le Rédacteur*, *le Républicain français*, *la Sentinelle*, etc... La publicité n'existait presque pas, mais on insérait les avis de la « Conservation des hypothèques », ce qui forma bientôt un petit supplément assurant un appoint pécuniaire appréciable.

Ce journal nous renseigne sur les opinions des exclusifs sarthois, parti qui joua un grand rôle pendant tout le Directoire.

La doctrine n'y était pas exposée de façon dogmatique; la *Chronique* était un journal de combat, elle agissait par la surveillance, la dénonciation et la censure. Tous les patriotes étaient invités à former « un bureau de correspondance patriotique » pour dévoiler les actes et les projets de leurs adversaires. Nul n'était à l'abri, ni les administrateurs, ni les représentants, ni le Directoire : l'autorité ne doit être « respectée qu'autant qu'elle est consacrée par les lois, ou qu'elle s'y conforme ».

La *Chronique* ne critiqua jamais directement la Constitution de l'an III; elle affectait même de la défendre. Elle laissait cependant deviner une secrète préférence pour la Constitution de 93. Bazin et ses amis avaient le culte de l'égalité : la distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs les choquait, ils se révoltaient contre les prétentions fondées sur la naissance, sur l'argent ou sur les fonctions, ils s'indignaient à la seule idée que « le magistrat et l'officier supérieur » voulussent « être distingués du reste des citoyens ».

Evidemment la *Chronique* combattit les « agioteurs et les marchands de mandats », les spéculateurs sur les biens natio-

(34) La collection de la *Chronique* se trouve aux Archives de la Soc. Ag., Sc. A.

naux, les fournisseurs aux armées, tous les profiteurs. De simples marchands de grains ou des boulangers ne furent pas mieux traités : la *Chronique* proposait l'institution de fours entretenus par le gouvernement qui y placerait des « ouvriers salariés à proportion de leur civisme, de leur exactitude et de leur fidélité ». La richesse, quelle que fût son origine, était condamnée : « Il n'y a rien de plus dégoûtant, de plus rétréci, de plus immoral. » Au contraire la *Chronique* exaltait les petits et les pauvres, les « piques des bas quartiers du Mans », ou les modestes closiers des campagnes.

Tous les ennemis de Bazin l'ont traité de babouviste. Il s'en est énergiquement défendu, traitant Babeuf de scélérat et de dément, et ses théories de lubies. Cependant il ne cachait pas ses sympathies pour Javogues, Lecointre, Antonelle et Germain. Il était en relations d'amitié avec Hézine et Antonelle. Il ne craignit pas d'imprimer que l'exécution de Babeuf était l'assassinat d'un « martyr de la liberté » qui est mort avec le « calme de l'innocence, la conspiration dont on l'accusait n'étant qu'un « pompeux fatras de puérilité ». Cette sympathie exprimée à un tel moment prouvait une rare audace dont Bazin était coutumier.

La *Chronique* était passionnément anticatholique. Elle ne prônait la morale de l'Evangile que pour condamner les mœurs des prêtres. Elle déclarait les dogmes absurdes et antisociaux. Les ministres du culte n'étaient qu'un ramassis d'ambitieux, d'hypocrites et de fanatiques contre qui il ne fallait pas hésiter à employer « les bayonnettes », « la vie d'une vingtaine d'impôts » n'important pas au regard « du sort de millions d'hommes ».

En politique étrangère, Bazin n'appréciait la paix qu'à la condition de conserver les frontières naturelles.

Ces idées revenaient à tout propos : dans le commentaire des lois, l'appréciation des événements quotidiens, l'explication des faits divers, la critique des mesures administratives.

Bazin avait une ardeur de jeune homme, un zèle de néophyte, et s'il tenta parfois de convertir des adversaires de bonne foi, tel « l'aristocrate convaincu » (ce qui annonçait sa seconde manière,

celle qu'il pratiqua sous la Restauration), d'ordinaire il eut plutôt le désir de rendre odieux ses ennemis politiques; il y mettait une violence dont il s'excusera plus tard. La polémique sous sa plume et celle de Rouvin fut incisive et brutale.

Le lancement du journal fut facilité par l'appui de Jouennault. Ce commissaire central fit distribuer par voie administrative les *prospectus* annonçant la *Chronique*; ils étaient revêtus du cachet de l'administration départementale. Cette méthode fut parfois efficace, mais elle fit scandale. Il y eut une affaire Jouennault.

L'alarme fut donnée par la *Gazette française*, indignée qu'un journal terroriste fût protégé par un commissaire central. La *Chronique* reconnut les faits, mais déclara qu'il était « puéril » d'en faire état (35). Ce faisant elle mit le commissaire en mauvaise posture, d'autant plus que l'administration centrale tint à se mettre hors de cause (36).

Le commissaire s'en fut à Paris pour se justifier (37). Des dénonciations l'avaient précédé au ministère de la Police et le présentaient « livré aux anarchistes (38) ». Elles émanaient du représentant Delahaye et de divers Sarthois, comme Legrand, agent de Saint-Calais destitué par Jouennault. Malgré tout, le commissaire ayant présenté sa défense se crut réhabilité. La *Chronique* se félicitait, lorsque survint la nouvelle de la destitution : Jouennault était révoqué, par arrêté du 12 brumaire an V (2 novembre 1796), pour n'avoir pas eu un an de résidence dans la Sarthe lors de sa nomination.

Bazin entreprit de nier ses relations avec Jouennault et ouvrit, dans la *Chronique*, une pétition pour réclamer le maintien du commissaire. Il n'eut guère de succès (39).

(35) *Ch. S.*, 6 vendémiaire an V. (Tous les emprunts à la *Chronique* sont indiqués *Ch. S.*)

(36) *Affiches du Mans*, 5 vendémiaire an V.

(37) Arch. dép. Sarthe, L 79, f° 92.

(38) Arch. nat., F 7 7187; AF III, 301; FIB II, Sarthe, 1 et 2.

(39) *Ch. S.*, 24, 26, 28 et 30 brumaire, 8 frimaire an V. — Il n'y eut guère que les municipalités d'Epineu et du Grand-Lucé qui appuyèrent la pétition

Ces circonstances expliquent la froideur des relations entre Maguin, le nouveau commissaire central, et Bazin. Le commissaire de Château-du-Loir, Pichon, n'eut-il pas l'idée de proposer à Maguin l'insertion dans la *Chronique* du récit d'un attentat? Il s'attira cette rude réponse :

Je ne veux communiquer ni directement ni indirectement avec l'auteur de la *Chronique*. L'abus étrange qu'il a presque toujours fait jusqu'ici de ses talents et de ses lumières, ses erreurs politiques et morales, ont élevé sur ses vues et projets des nuages si sombres qu'il n'est pas d'ami sincère de l'ordre et de la vérité qui ne veuille les chercher dans une source plus pure (40).

Avec le temps et les circonstances les relations s'améliorèrent; le coup d'état du 18 fructidor rendit toutes ses qualités à Bazin, et son journal devint presque officiel. Maguin n'hésitait pas à écrire au ministre de l'Intérieur, le 13 octobre 1797 :

Nous n'avons qu'un journaliste dans le département... et je ne puis que rendre justice au bon esprit qui préside à la rédaction de sa feuille. Il désire le bien, il s'efforce de donner à l'opinion une direction favorable à l'affermissement de la République. Des personnalités un peu hardies sont les seuls motifs de reproche qu'on pourrait lui faire (41).

En attendant cet heureux temps, Bazin et ses amis menèrent seuls la lutte contre les prêtres réfractaires et contre les royalistes qui travaillaient de plus en plus l'opinion publique. Il en résulta, au Mans et dans les villes, des conflits, polémiques ou véritables rixes, comme dans une grande partie du pays à la même époque.

LES JOURNAUX ROYALISTES

Il n'était pas flatteur pour le comité royaliste du Mans de s'être laissé devancer par les exclusifs dans la création d'un journal. On annonça donc pour le 1^{er} frimaire an V (21 no-

(Arch. dép. Sarthe, L 258). Et aussi une centaine de Manceaux, dont plusieurs chefs de bureau du Département (Dubourg, Marsac, Baret, Paré, Houdbert) et le commissaire de police Bergue (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 14).

(40) Réponse à une lettre du 6 nivôse an V (Arch. dép. Sarthe, L 250).

(41) Arch. dép. Sarthe, L 180.

vembre 1796) le lancement du *Préservatif de l'Anarchie ou Espion constitutionnel*.

Le titre n'était pas heureux, le choix du rédacteur en chef ne le fut guère davantage. Treton était un chouan qui trahit un jour les siens (42). Sans doute avait-il des collaborateurs, mais ils commirent de longs articles sur les preuves de l'existence de Dieu d'après Bayle et Rousseau, et il fallut qu'ils promissent à leurs lecteurs de ne plus recommencer (43). Dès lors, ce fut la polémique qui tint la première place, et, peu à peu, le journal dévoila ses opinions politiques.

Lors de la fête de la « juste punition du dernier roi des Français », l'*Espion* montra ce qu'une telle cérémonie avait d'odieux et de déplacé. Puis il se réjouit des relations courtoises de Paul I^{er} avec le prétendant. Bientôt même l'hypothèse d'une restauration fut envisagée. Alors que la *Chronique* brandissait cette éventualité pour terroriser les timides en leur montrant tout ce qu'ils devaient redouter, l'*Espion* annonçait la clémence du roi restauré, il garantissait la suppression des droits féodaux et des privilèges et prenait la précaution de charger les Orléans de tous les crimes de la Révolution. Le procès Brottier fut l'occasion de montrer les vices d'une constitution qui ne pouvait départager le Tribunal de cassation, le Directoire et les Cinq-Cents. Enfin, perdant toute retenue au lendemain des élections de 1797, l'*Espion* fit campagne pour la restitution des biens nationaux (44).

Son influence fut-elle considérable? Il est malaisé de l'apprécier; on peut simplement noter que Maguin la trouvait inquiétante, du moins dans les campagnes.

Inévitablement il y eut des hostilités entre les deux journaux, la *Chronique de la Sarthe* et l'*Espion constitutionnel*. Bazin n'eut pas de termes assez injurieux pour qualifier la feuille qui le combattait : c'était un *égout*, une *sentine*, un *phlégéton*. Il l'attaqua devant les tribunaux pour calomnie, se comparant avec simpli-

(42) Arch. dép. Sarthe, L 77, f^o 86; — Arch. nat., F7 6229; BB18 733; — Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 215; — Ch. S., 22 frimaire an V.

(43) *Espion constitutionnel*, n^{os} 1, 2, 3 et 4. La collection figure aux archives de la Soc. Ag. Sc. A.

(44) *Espion constitutionnel*, 25 germinal an V.

cité à d'autres calomniés : Socrate, les Gracques et Jésus-Christ. Par bonheur, son sort fut moins tragique. Il fut simplement débouté, attendu qu'il y avait compensation d'injures (45). Dès lors Bazin joignit à la haine qu'il professait contre l'*Espion constitutionnel* une rancune vigoureuse à l'égard du Tribunal.

Les royalistes publièrent aussi un autre journal, le *Conciliateur*. Le prospectus parut le 1^{er} germinal an V, et le journal avait pris pour sous-titre *Annales des assemblées primaires*. L'intention était donc claire. Elle se précisa par l'insertion de couplets satiriques qui ridiculisaient les députés sortants. C'était une sorte de dialogue des morts, plus ou moins comique : les députés pleuraient sur la douceur du temps passé :

Que nous étions heureux, amis!
Qu'elle était douce notre vie!
Point d'embarras, point de soucis;
Courte séance, longue orgie;
Nous vivions aux dépens d'autrui!

Le couplet placé dans la bouche de Louvet eut les plus graves conséquences :

Un roi, voilà le grand mot
Sur lequel ici chacun glose;
Mais ce mot est fort peu de chose.
Quant à moi je le dirai bientôt
Au peuple moins sot :
Faut-il que de tes droits on dispose?
Prends la chose et laisse le mot.

La propagande royaliste organisée par ces journaux était complétée par une foule de brochures et de pamphlets (46). On peut en retrouver quelques-uns : par exemple les *Fastes des Bourbons* ou encore des *Adresses au peuple français*. Tous vantaient la royauté et le catholicisme et annonçaient l'avènement de l'âge d'or avec celui du prétendant.

(45) Ch. S., 30 pluviôse et 26 ventôse an V.

(46) Lettre de l'administration centrale, 23 pluviôse an V (Arch. dép. Sarthe, L 160, f^o 51).

LA LUTTE POLITIQUE DANS LA RUE, AU THÉÂTRE ET AU PRÉTOIRE

Nous ne raconterons pas les aventures banales des *habits carrés*, ces nouveaux muscadins. L'histoire anecdotique les a suffisamment décrits. Il nous suffira de noter qu'ils promènèrent leurs *cadenettes*, leurs *oreilles de chien* (47) et leurs gros bâtons dans les rues du Mans et des autres villes sarthoises, que des rixes éclatèrent entre eux et les soldats, et que la municipalité du Mans incrimina les militaires tandis que l'administration centrale accusait les jeunes gens (48).

Le conflit eut plus d'éclat et de péripéties au théâtre du Mans. Ici, comme dans presque toute la France, le répertoire antiterroriste transforma la salle en champ clos. Bazin et ses amis se dressèrent contre les royalistes à propos de l'*Intérieur des Comités révolutionnaires* (49). La municipalité accusa les exclusifs, le Département réprimanda la municipalité, le ministre de la Police tenta de les réconcilier par un habile compromis (50). Les militaires se rangèrent aux côtés des démocrates, et la lutte se poursuivit de novembre 1796 jusqu'à la veille des élections.

Nous signalerons enfin que les procès prirent facilement l'aspect de débats politiques; les royalistes avaient leurs *défenseurs officieux* qui plaidaient contre les autorités républicaines et contre les démocrates. Un consommateur avait-il été blessé au « croupion » par le cafetier, on remarquait qu'une telle brutalité n'était pas surprenante de la part d'un ancien membre de comité révolutionnaire (51).

(47) Façons de peigner les cheveux longs.

(48) *Espion constitutionnel* et *Ch. S.*, hiver 1796-1797; — Arch. dép. Sarthe, L 196, 25 vendémiaire an V; — Proclamation de la municipalité du Mans, du 29 vendémiaire an V (Arch. dép. Sarthe, L 161).

(49) Voir Courteault, *la Révolution et les Théâtres à Bordeaux*; — Brelot, ouvrage cité, pp. 77 et 87; — Et plus généralement H. Welschinger, *le Théâtre de la Révolution*.

(50) Voir R. Deschamps-La Rivière, *le Théâtre du Mans pendant la Révolution* (Rev. hist. Maine, 1901); — Voir aussi la *Chronique* et l'*Espion* de vendémiaire à germinal an V, la correspondance et les procès-verbaux de l'administration centrale (Arch. dép. Sarthe, L 79, 159, 169, 179, 196, 214 et 273) pendant la même période.

(51) Recueil factice de 1797 (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

Tous ces événements se déroulèrent pendant l'hiver 1796-1797. Au printemps toute l'attention et tous les efforts furent consacrés aux élections.

IV. LES ÉLECTIONS

PRÉLIMINAIRES

Des préparatifs plus immédiats furent faits, à partir de février, en vue des élections du 21 mars 1797 d'où devait sortir le deuxième tiers du Corps législatif.

On s'occupa d'abord du droit de vote. Le Directoire voulait le donner à ses amis et l'ôter à ses ennemis. Dans la proclamation du 25 février, on annonçait que les citoyens inscrits sur les listes d'émigrés ne pourraient voter. Après intervention du Conseil des Cinq-Cents, on admit au scrutin les émigrés provisoirement rayés. Un grand nombre d'émigrés étaient rentrés dans la Sarthe : Boisard, La Motte Mervé, Laubrière, Neau de L'Étang, Sarcé, Venneville..., mais il était impossible de les saisir (52). Seize, au moins, obtinrent leur radiation (53). L'un d'eux, Perrochel, exerça une influence considérable à Fresnay et fut envoyé à l'assemblée électorale.

Le cas des chouans amnistiés causa quelque embarras. Le ministre de l'Intérieur finit par faire savoir que ceux d'entre eux qui avaient été valablement accusés, et *a fortiori* condamnés, ne pourraient voter. Quant aux chefs chouans, ils ne pourraient être élus en aucun cas (54). Ces distinctions permirent à tous les chouans de voter s'ils le voulaient.

Par contre, le même ministre appliqua largement l'article de

(52) Arch. dép. Sarthe, L 179.

(53) Arch. dép. Sarthe, Q 21 bis, 4. — Ce nombre de 16 est un minimum correspondant aux radiations définitives. Nous n'avons pu reconstituer la série des radiations provisoires, mais quelques sondages nous en ont révélé l'existence : par exemple en faveur de Vanssay (Arch. comm. Parigné), de F.-Y. Primaudière (Arch. dép. Sarthe, Q 21/26).

(54) *Papiers Ledru*, Guerre civile, 25 pluviôse an V.

la Constitution accordant le droit de vote à tout citoyen ayant fait campagne. Quiconque avait marché contre les chouans ou Vendéens pouvait voter. Ce privilège fut abondamment exploité par les chouans comme par les républicains (55).

Le Directoire voulut exiger des électeurs le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. Le Conseil des Cinq-Cents remplaça cette disposition par un engagement de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III. Cette mesure gêna les royalistes : Rochecot aurait voulu présenter ses officiers comme candidats ; plusieurs refusèrent pour ne pas avoir à renier leur parole. Savarre, curé de Jublains, les avait fortement encouragés à ce refus, et Rochecot ne put le faire changer d'opinion (56).

Chaque parti exploita les événements politiques. Le procès des conspirateurs royalistes, Brottier et autres, fut dénoncé par l'administration centrale (57). La réplique fut fournie par la conspiration de Babeuf : l'*Espion constitutionnel* menaçait les propriétaires de la « spoliation générale » et de la « fameuse loi agraire (58) ». Les victoires de l'armée d'Italie furent ridiculisées par l'*Espion* qui flattait le désir général de la paix prompte et complète (59). Au contraire la *Chronique* exaltait les armées victorieuses (60).

Des libelles circulèrent partout : proclamations directoriales, départementales, militaires (61), déclaration de Louis XVIII aux Français et nombreux pamphlets royalistes (62).

(55) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1. Des chouans avaient marché contre les Vendéens (voir plus loin).

(56) Rochecot, ouvrage cité ; — Savarre, *Mémoires*, p. 305. — Le représentant de l'évêque de Tréguier dans les Côtes-du-Nord résolut ce problème en donnant la consigne de garder le silence (Couffon et Pommeret, article cité).

(57) Proclamation du 1^{er} ventôse an V (Arch. comm. Parigné) ; — Arch. dép. Sarthe, L 242.

(58) *Espion*, 2, 14, 17 pluviôse, 15 ventôse an V.

(59) En janvier 1797 l'*Espion* dépeignait l'armée française décimée par Alvinzi ; le siège de Mantoue était déploré à cause du souvenir de Virgile, puis on annonçait : « On ne sait pas ce qu'est devenue notre armée d'Italie. »

(60) *Ch. S.*, frimaire à ventôse an V.

(61) Pour les proclamations directoriales, voir Meynier, ouvrage cité, t. I, p. 66. Le département de la Sarthe publia trois circulaires (15 décembre, 19 février, 1^{er} mars). Le général Hédouville en publia une le 24 février (Arch. dép. Sarthe, L 36 ; — Arch. nat., F 7 7197). Il en fut de même dans d'autres.

On recourut aussi à l'action personnelle : des instructions confidentielles furent adressées aux commissaires du Directoire et des fonds furent répartis. Cependant cela n'eut guère d'importance dans la Sarthe (63). Au contraire, la propagande royaliste y fut fortement organisée par des chefs jeunes et actifs (64).

Rochecot travaillait la Sarthe, tandis que Bourmont s'occupait de l'Eure, de l'Orne et des Côtes-du-Nord, et Frotté de la Basse-Normandie (65). On signalait de tous les points de la Sarthe l'activité des agents royalistes et de leur chef : « Les *honnêtes gens* marchent jour et nuit de maison en maison (66). » Tantôt les émissaires étaient des prêtres réfractaires (67), tantôt des commerçants ou des notables (68).

Ils établirent des listes de candidats; l'*Espion* ne s'en cachait pas : « Que le choix soit fait et fixé entre tous sur les mêmes personnes (69)... » Quelques noms furent connus, mais la plupart restèrent secrets (70). Des bulletins de vote furent distribués en dernière heure, ce qui parut aussi scandaleux qu'illégal (71).

Par contre les listes de candidats, officiellement et publiquement ouvertes, furent garnies de noms républicains. Au Mans, Bazin fut inscrit soixante-trois fois; ses amis Letourneur, Rouvin et Jouennault — le commissaire destitué — eurent à peu près autant de nominations. Sur la liste générale Bazin parut en

départements (Pommeret, ouvrage cité, p. 377; — Brelot, ouvrage cité, p. 79). Le plus curieux c'est que des municipalités firent aussi des proclamations contre les exclusifs : ainsi à Marolles et à Ecommoy (Reg. délib. Marolles, 30 frimaire; — Ecommoy, 24 ventôse).

(62) Un imprimeur de Mamers publiait ces pamphlets. Voir chap. VIII.

(63) Mathiez, *le Directoire*, p. 281.

(64) *Espion*, pluviôse et ventôse an V.

(65) Gautherot, *Un gentilhomme de grand chemin*, p. 57; — Couffon et Pommeret, article cité; — De La Sicotière, ouvrage cité, t. I, p. 729.

(66) Correspondance de nombreux commissaires cantonaux.

(67) Arch. dép. Sarthe, L 241.

(68) Arch. dép. Sarthe, L 241.

(69) *Espion*, 2, 14, 17 pluviôse, 15 ventôse.

(70) Arch. dép. Sarthe, L 231; — *Ch. S.*, 28 ventôse.

(71) Correspondance des commissaires (Arch. dép. Sarthe, L 211, 242, 244, 250).

bonne posture (72). Mais les royalistes s'étaient volontairement tenus à l'écart pour ne pas compromettre leur succès.

LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES

« Jamais les assemblées primaires ne furent si nombreuses », proclamait la *Chronique*, d'accord avec tous les commissaires cantonaux. A vrai dire, cet empressement était remarquable surtout si on le comparait à l'indifférence manifestée lors des élections précédentes, car la proportion des votants aux inscrits était encore modeste. Pour 44 cantons sur 53, il y eut 13.308 votants sur 46.583 inscrits, soit environ 28 0/0 (73). Dans certaines régions, les abstentions restaient élevées : par exemple à La Bazoge on comptait 58 votants sur 710 inscrits, Mayet, le canton modèle, n'était représenté que par 208 votants sur 784 inscrits ! Cependant on ne trouve pas de proportion aussi dérisoire qu'en 1796 et plusieurs assemblées furent très fréquentées. Au Mans, sur 2.191 inscrits on compta effectivement 1.802 votants ; la Section de la Liberté rassemblait 660 citoyens sur 692 inscrits. Mamers groupa 663 votants sur 908 inscrits. Les régions rurales présentent des exemples aussi frappants : ainsi à Saint-Jean-de-la-Motte, canton royaliste, à Saint-Cosme, canton très favorable aux prêtres réfractaires, et à Bonnétable. Le canton royaliste de Chantenay réunit 806 votants, alors qu'il n'y avait que 626 inscrits (74) !

On expliquait cette grande affluence par la participation des campagnards à des actes civiques qui les avaient jusqu'alors lais-

(72) Arch. dép. Sarthe, L 712; — Arch. comm. de Fresnay, dossier Elections.

(73) *Ch. S.*, 12 germinal. Cette affluence fut remarquée dans les Côtes-du-Nord : 22 0/0 des inscrits (Pommeret, ouvrage cité, p. 381. Ailleurs il y eut plus des 3/4 d'abstentions : ainsi en Côte-d'Or (Brelot, ouvrage cité, p. 80).

(74) Il n'est pas sans intérêt d'établir la proportion du pays légal par rapport à la population totale. Pour les villes, il y avait respectivement 2,191, 863, 908 et 930 inscrits pour Le Mans, La Flèche, Mamers et Saint-Calais, qui comptaient respectivement 20.000, 5.212, 5.196 et 3.068 habitants en l'an VIII. Le nombre des citoyens actifs était donc en moyenne compris entre le septième et le sixième de la population totale. Dans les campagnes, dans le can-

sés indifférents. Les paysans furent entraînés par la propagande royaliste qui devait, selon les propres paroles de Duverne de Presle et de Frotté, amener les gens à voter *par tous les moyens*. L'administration centrale et la *Chronique* prétendirent même qu'on fit voter des mendiants, des réquisitionnaires, des fermiers, des domestiques à gages. Certains individus auraient reconnu qu'on les avait « payés 1 livre 10 sols par jour » pour venir voter (75). Des faits de ce genre furent signalés un peu partout par les commissaires cantonaux : à Saint-Jean-de-la-Motte on aurait fait voter en masse les jeunes gens qui avaient marché contre les Vendéens en septembre 1793, bien qu'ils fussent domestiques, âgés de moins de vingt et un ans et souvent chouans amnistiés. De même à Chantenay, dans le canton rural de La Flèche, à Conlie, à Rouez, à Saint-Cosme et à Bonnétable.

Le plan ayant été soigneusement établi, les opérations furent menées avec une rapidité sans précédent : dans 30 cantons les électeurs furent nommés au premier tour, et souvent à une majorité prodigieuse. A titre d'exemple, voici le canton d'Assé-le-

ton de Bourg-la-Loi par exemple, il y avait 931 inscrits pour 6.596 habitants (en l'an VIII), se répartissant comme suit :

Bourg-la-Loi	69	votants	pour	450	habitants
Chérancé	78	—	—	903	—
Coulombiers	158	—	—	926	—
Cherizai	32	—	—	343	—
Grandchamp	75	—	—	464	—
Oisseau	122	—	—	757	—
Piacé	88	—	—	892	—
Rouessé-Fontaine	133	—	—	766	—
Saint-Germain-la-Coudre	140	—	—	855	—
Thoiré	36	—	—	240	—

Soit en moyenne un peu plus du septième de la population totale.

Il serait intéressant de risquer une évaluation du nombre des citoyens passifs. Mais il n'est guère possible de proposer une approximation suffisante.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 160, f° 117; — Ch. S., 8 germinal an V; — Arch. nat., FIC III, Sarthe, 1.

Boisne : il y eut 155 votants à la première section et 175 à la seconde; les voix se répartirent comme suit :

René Peltier	123 voix à la 1 ^{re} section,	167 à la 2 ^e
Dutertre aîné	121 —	165 —
Lacroix de Beaurepos.	114 —	159 —
Houdayer	116 —	158 —
Dutertre père	113 —	158 —

Tandis que les adversaires ne rassemblaient que 15 ou 16 voix (76). On pourrait multiplier ces exemples : à Tuffé, Menjot d'Elbenne fut élu président de l'assemblée par 123 voix sur 137, président de la municipalité par 154 sur 180, électeur par 160 sur 168 (77). A La Ferté-Bernard, Linguet rassembla 166 voix sur 172 votants (78).

Assurément cette rapidité fut parfois accompagnée d'irrégularités (79); mais ce fut assez peu fréquent, les royalistes ayant pris garde de ne pas s'exposer à l'invalidation.

D'une façon générale les républicains furent débordés : à l'assemblée de Tuffé, par exemple, comme ils n'étaient que 15 contre 160, ils préférèrent se retirer; à Château-du-Loir, où Clairian voulut intervenir, ils ne réussirent qu'à déchaîner le tumulte. Cependant ils dominèrent quelques assemblées : celle de Mayet par exemple, dont le président fut élu à l'unanimité (il est vrai que la nomination des électeurs avait été plus disputée)(80), celle du Grand-Lucé, remarquable par les violences et les irrégularités (81).

Les scissions furent tout à fait exceptionnelles. A La Fresnaye, les opérations traînant en longueur, l'assemblée se divisa :

(76) Arch. dép. Sarthe, L 712.

(77) Reg. délib. Fresnay, 5 germinal an V; — Arch. nat., FIC III, Sarthe, 1.

(78) Arch. nat., FIC III, Sarthe, 1.

(79) Arch. dép. Sarthe, L 207 et 240, 3 et 6 germinal an V. — Dans les cantons de Ballon, Chantenay, Conlie, Ecommoy, La Ferté-Bernard, La Flèche (ville) et La Flèche (*extra-muros*), Marolles, Nogent-le-Bernard et Tuffé, on nomma un électeur de plus qu'il n'avait été prévu. A Saint-Jean-de-la-Motte, on en choisit 5 au lieu de 2.

(80) Arch. comm. Mayet, an V.

(81) Arch. dép. Sarthe, L 200, L 251, 9 germinal an V; L 198 bis.

la minorité républicaine voulait s'ajourner jusqu'après une foire importante, la majorité s'y refusait. Il y eut en conséquence double réunion, le 3 et le 5 germinal, et chacune de ces assemblées nomma ses électeurs et assesseurs, les uns royalistes ou modérés, les autres républicains (82). Cet expédient fut aussi employé à Nogent-le-Bernard, à l'instigation du commissaire cantonal. Sur 148 votants, 42 se prononcèrent en faveur du commissaire, et chacune des assemblées nomma 4 électeurs (83).

Quelques assemblées furent tumultueuses, notamment celle de La Ferté-Bernard que dirigeait Linguet et qui fut troublée par ses adversaires (84); celles de Saint-Cosme et de Saint-Jean-de-la-Motte (85).

Les assemblées primaires furent donc généralement calmes et courtes. Les royalistes les dominèrent. La résistance républicaine, quoique énergique, ne put l'emporter que dans quelques cantons : 12 à 15, au dire de Maguin. La *Chronique* n'en comptait même que 6 : ceux de Mamers, de Mayet, de Lavardin, une section de Montfort, La Flèche, et les bas quartiers du Mans (86).

L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE

Les royalistes, maîtres incontestés, menèrent allégrement les opérations. Lors de la validation des élus, tous les cas douteux furent tranchés en faveur des royalistes. Les *exclusifs* ne purent qu'adresser au Corps législatif une protestation signée de 28 noms. Ils avaient cependant obtenu une quarantaine de voix sur 242 votants, lors de la constitution du bureau de l'assemblée!

Les trois représentants élus : Belin de Bêru aux Anciens, Menjot d'Elbenne et Piet-Tardiveau aux Cinq-Cents, le furent à

(82) Arch. dép. Sarthe, L 200; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1; — *Espion*, 1^{er} floréal an V.

(83) Arch. dép. Sarthe, L 200, 231, germinal an V; — *Espion*, 24 germinal an V; — Reg. délib. Nogent-le-Bernard, 1^{er} germinal an V.

(84) Arch. dép. Sarthe, L 198 bis, L 226, 3 germinal an V; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1.

(85) Arch. dép. Sarthe, L 224, germinal an V.

(86) Arch. dép. Sarthe, L 179, 14 germinal an V; — *Ch. S.*, germinal an V.

une grosse majorité et dès le premier tour. C'étaient des royalistes; l'un d'eux, Piet, était l'un des plus actifs collaborateurs de Rochecot. Il en fut à peu près de même pour les autres choix. Le 25, tout était achevé; or l'assemblée avait commencé ses opérations le 20.

Lors des élections de l'an V, en 1797, les royalistes des provinces de l'Ouest étaient maîtres des nominations, écrit Tercier l'adjoint de Rochecot... Dans le département de la Sarthe nous fîmes nommer MM. Blin de Beru, Manjeaud, et Piet (87).

MUNICIPALITÉS RURALES ET URBAINES

Il y avait chaque année la moitié des agents ou adjoints à renouveler, mais en l'an V cette proportion était énormément accrue du fait des démissions et révocations qui avaient donné lieu à des remplacements provisoires. La discipline de parti jouait beaucoup plus malaisément dans l'éparpillement des communes, beaucoup de royalistes estimaient la partie gagnée, aussi l'empressement à voter fut moindre.

On ignore l'effectif des assemblées pour la plupart des cantons. Dans quelques communes, surtout dans l'Ouest du département, il n'y eut pas même d'assemblée (88). Les nominations furent beaucoup moins disputées. La physionomie des élections communales est donc nettement différente de celle des élections cantonales, de sorte que les élus furent d'opinions plus mêlées, quelques républicains ayant accepté les fonctions municipales. Cependant beaucoup de nouveaux agents refusèrent de prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie.

La lutte ne fut effective que dans quelques cantons et dans les villes. A Saint-Calais, les républicains menés par le commissaire Bossé chassèrent tous les suspects d'aristocratie, ils élurent Bossé pour agent; mais le Corps législatif cassa cette élection.

A Mamers, à La Flèche et au Mans, les élus avaient été nom-

(87) Tercier, ouvrage cité, p. 269.

(88) Ainsi à Douillet, Marigné, Arthezé, etc...

més dans les assemblées primaires. Les républicains avaient fait des efforts considérables, leur succès fut mince : seule la municipalité de Mamers leur fut acquise intégralement. A La Flèche, les nouveaux élus n'étaient autres que les officiers municipaux sortants, très suspects de favoriser les royalistes mais assez adroits pour ne pas en fournir la preuve. Au Mans, enfin, les royalistes remportèrent un succès éclatant : quatre officiers municipaux sur sept devaient être réélus, ceux qui restaient étaient très modérés, les élections leur adjoignirent d'autres modérés et des royalistes : Aubert Dupin, très compromis dans les troubles au théâtre, Lefebvre, La Reignière, Dubut, et surtout, nomination très significative, Savarre, le propre trésorier de Rochecot.

La contre-révolution est faite dans l'esprit des gens de campagne, écrivait le commissaire de Cœnlie; il ne leur reste plus que l'exécution (89).

C'est là le résultat des élections de l'an V.

Le succès royaliste débordait le département de la Sarthe, et même la région de l'Ouest, pour s'étendre dans la plus grande partie de la France. Mais il était vraiment triomphal dans l'Ouest. Le coup d'Etat du 18 fructidor, qui annula les élections dans 49 départements, atteignit 9 départements de l'Ouest : Calvados, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne et Sarthe. Seul le département du Finistère avait élu des républicains; et l'on s'est demandé pourquoi les élections de la Vendée, des Deux-Sèvres et du Maine-et-Loire ne furent pas annulées (90).

(89) Arch. dép. Sarthe, L 209.

(90) Il est étrange que Chassin ait affirmé que « ce ne fut pas l'Ouest, ce fut Paris, sans le peuple qui avait fait la Révolution, ce fut l'Est et le Midi surtout qui remplirent les Chambres de la République de prétendus modérés... » (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 40). Les élections non annulées en Vendée, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire posent une « énigme » (Gabory, ouvrage cité, t. III, p. 199).

CHAPITRE X

Le coup d'État du 18 fructidor

- I. — **Les royalistes au pouvoir** : Paralysie des institutions républicaines.
 - II. — **Action catholique** : Réorganisation administrative du diocèse ; Interdiction de la soumission ; Intensité de la vie religieuse ; Les prêtres assermentés.
 - III. — **Défense républicaine** : Suppression des journaux royalistes. Les premiers cercles constitutionnels sarthois. Cambrai, général républicain.
 - IV. — **Le coup d'état du 18 fructidor** : Les projets républicains ; le complot royaliste ; l'inertie des populations.
-

Les élections de 1797 portèrent les royalistes au pouvoir, mais leur œuvre ne fut guère que négative : ils arrêtèrent le fonctionnement des institutions et ne surent pas exploiter leur succès. Pendant ce temps deux groupes dépensaient une remarquable activité, mais en sens contraire : les prêtres réfractaires coordonnaient leurs efforts pour une réorganisation du diocèse, les exclusifs minaient peu à peu les positions royalistes et préparaient le coup d'État du 18 fructidor. La période qui s'étend d'avril à septembre 1797 marque donc un changement d'orientation politique particulièrement important dans la Sarthe.

I. LES ROYALISTES AU POUVOIR

« Une espèce de frémissement politique se fait déjà sentir

dans quelques parties de ce département », écrivait le commissaire central de la Sarthe au ministre de la Police, le 14 avril 1797, alors que se terminait l'assemblée électorale. On observait la morgue des royalistes, l'insolence des déserteurs, le refus de paiement des impôts, la célébration ostensible du culte réfractaire (1). Qu'allaient faire les royalistes installés dans les administrations?

Leur premier travail fut de paralyser les institutions républicaines. L'administration centrale en donna l'exemple : les nouveaux membres, Maudoux et Négrier de La Crochardière, entraînèrent facilement leurs collègues, Goupil et Letourneur étant partis. Le commissaire central fut désormais dans l'impossibilité de manœuvrer le Département. Bientôt même ce fut la brouille complète.

Les municipalités urbaines et même cantonales ne valaient guère mieux. Au Grand-Lucé le revirement était complet, le commissaire cantonal lui-même, nommé provisoirement pour remplacer un commissaire décédé, avait une réputation de chouan. Dans ce canton nul ne fit le serment de haine à la royauté, et Bazin perdit là un de ses meilleurs appuis (2). Y avait-il par extraordinaire quelques municipalités républicaines? Elles éprouvaient toutes sortes de tracasseries, par exemple à Saint-Paterne et à Lavardin (3). L'inertie et le désordre régnèrent dans la plupart des nouvelles municipalités : les réunions s'espaçaient, la présence des agents se raréfiait, l'activité s'interrompait.

Les quelques mesures prises étaient réactionnaires : le calendrier républicain était officiellement abandonné, il n'y avait plus aucune fête patriotique, les instituteurs primaires étaient délaissés au profit des instituteurs libres et l'Ecole centrale restait en projet, tandis que le collège municipal de La Flèche, d'allure traditionnelle et presque réactionnaire, prenait la première place

(1) Arch. dép. Sarthe, L 179.

(2) Arch. comm. Brûlon, 14 floréal; — Reg. délib. Grand-Lucé, germinal an V.

(3) Reg. délib. et Reg. corresp. Saint-Paterne, germinal à fructidor an V; — Arch. dép. Sarthe, L 161, f° 12.

dans le département (4). Enfin des présidents ou des agents antérieurement suspendus reprenaient leurs fonctions.

Parmi les mesures significatives, nous pouvons signaler les démarches de la nouvelle municipalité de Château-du-Loir. Elle devait répartir les indemnités entre les sinistrés du terrible incendie qui avait ravagé la ville quelques mois plus tôt. Les proportions étaient établies par la loi du 20 février 1793 : elle refusait toute indemnité aux victimes qui conservaient un revenu net dépassant deux mille livres, « à quelque somme que la perte puisse se monter ». Cette disposition fut attaquée comme révélant un « goût peut-être outré pour le nivellement des fortunes ». L'article 23 de la même loi n'accordait aux célibataires qu'une demi-indemnité. La municipalité demanda que cette règle ne fût appliquée ni aux prêtres, religieux et religieuses, ni aux pauvres, ni aux filles qui n'ont pas été sollicitées pour « ce qu'elles ne peuvent offrir sans honte ». Les représentants royalistes, Belin et Piet, s'engagèrent à soutenir ces revendications (5).

Les nouveaux juges et les nouveaux jurys firent preuve d'une indulgence partielle. Un tisserand de Parigné avait pénétré de force chez un cultivateur, la nuit, et s'était fait remettre de l'argent sous menace de mort; il fut acquitté parce qu'il n'était pas convaincu « de l'avoir fait méchamment et à dessein de voler », et s'il avait crié « Vive le Roy! » ce n'était pas à dessein de provoquer le rétablissement de la royauté (6)! Au même moment, le prêtre réfractaire Rousseau, ancien vicaire de Montbizot, était arrêté pour avoir célébré indûment la messe; conduit au Mans devant le juge de paix, il fut immédiatement relâché (7). L'affaire Guillemet eut plus de retentissement.

Guillemet était un bandit. Couvert d'abord par l'amnistie, il avait été décrété d'arrestation. Il s'échappa deux fois de prison, mais fut repris en janvier 1797. Destiné pour Ré, il fut incarcéré à Tours, où les nouvelles autorités entreprirent de le faire libérer.

(4) Voir chap. xix.

(5) Reg. délib. Château-du-Loir, prairial à thermidor an V.

(6) Arch. dép. Sarthe, L add. 271; — Reg. corresp. Ballon, f° 55.

(7) Arch. dép. Sarthe, L 161, f° 12.

Le général dut forcer la prison avec une compagnie de grenadiers; un juge de paix le condamna à 10.000 livres de dommages et intérêts pour ce fait. L'affaire prit des proportions considérables. Dumolard attaqua, au Conseil des Cinq-Cents, l'administration centrale de la Sarthe, et surtout son commissaire, pour avoir violé les promesses faites lors de la pacification (8).

C'est aussi à ce moment que se déroula l'affaire du *Conciliateur* et du libraire Bouquin, qui prouve le mauvais fonctionnement de la Justice et de la gendarmerie (9).

Cette paralysie des institutions correspondait à une évolution rapide de l'esprit public. On observait des symptômes alarmants : chansons royalistes à une noce, menaces aux républicains, déclarations monarchistes dans les auberges (10). Plus que jamais des jeunes gens se promenaient, armés de gros bâtons et « tenant des paroles de dissolution contre la République ». Ce n'était plus simplement dans les villes, mais dans les campagnes, à Parigné ou à Bouloire (11).

Les commissaires constataient avec désespoir que

... le gouvernement [était] détesté par la très grande majorité des campagnes, qui n'obéissent qu'aux lois pénales et, très souvent, trouvent encore le moyen de les éluder par les protecteurs qu'ils ont dans les administrations de toute espèce.

C'est ainsi que la rentrée des contributions fut interrompue. Les garnisaires n'osaient plus marcher et des municipalités refusèrent d'intervenir (12). On dénonçait aussi le « nombre infini de déserteurs » qui rentraient chez eux; mais le commissaire central dut se résigner à les tolérer « jusqu'à nouvel ordre (13) ».

(8) Arch. dép. Sarthe, L 80, 160, 166, 195, 207; — Résumé dans G. Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 124.

(9) Voir chap. VIII.

(10) Correspondance des commissaires (Arch. dép. Sarthe, L 209, 211, 212, 215, 216, 226, 229); — Reg. délib. Précigné, 19 pluviôse an VI.

(11) Lettre de l'agent de Surfonds, 28 germinal an V (Arch. comm. Parigné).

(12) Correspondance des commissaires (Arch. dép. Sarthe, L 213, 215, 216, 224, 231, 233, 241, 712); — Reg. délib. Rouez, 10 fructidor an V; Malicorne, 30 floréal; Brûlon, 14 messidor.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 196 et 235.

Fermer les yeux, telle fut désormais la consigne. Pendant ce temps les prêtres réfractaires agissaient.

II. ACTION CATHOLIQUE

LA RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE DU DIOCÈSE

Le nouvel administrateur du diocèse, Duperrier-Dumourier, arriva vers le début de mai 1797. Avant de rentrer en France, il était passé par Lucerne pour y rencontrer le nonce et lui faire confirmer ses pouvoirs d'administrateur apostolique (14).

Le grand vicaire revenait avec un plan de réorganisation du diocèse (15). A ses côtés devaient se trouver plusieurs prêtres : Le Conte, F.-P. Tessier et F. Chevalier, formant le Conseil d'administration. Le diocèse était divisé en vingt missions, dirigées chacune par un supérieur que nommait le Conseil, et desservies par des missionnaires répartis aussi également que possible, en maintenant de préférence les curés dans leur paroisse. Les supérieurs des missions accordaient les pouvoirs à leurs missionnaires et rendaient compte au Conseil.

Cette réorganisation fut âprement contestée. Elle bouleversait l'administration traditionnelle et attribuait une très grande autorité aux supérieurs dont le choix fut souvent malheureux. Au dire de Liger, on nomma « des chapelains de seigneurs », qui n'ont su faire autre chose que des méridiennes; des « jeunes gens qui sont étonnés eux-mêmes de se voir élever au-dessus de leurs confrères; des boute-feux,... des brouillons,... des ignorants ». Il en résulta des coteries entre supérieurs et administrateurs : « La faveur d'un côté, la reconnaissance de l'autre unirent intimement; ce fut une réciprocité continuelle de flatteries et de caresses, de confiance et de soumission (16)... »

Ces intrigues entamèrent le Conseil : Chevalier en fut exclu.

(14) D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 365; — Savarre, *Mémoires*, p. 305.

(15) *Administration spirituelle du diocèse du Mans*. 1797, in-8°, 99 p.

(16) Liger, *Coup d'œil...*, p. 113 et suivantes. Ce pamphlet est confirmé par *Extrait des Lettres saisies...*

Par contre, Hersant, qui n'avait aucune entrée à ce Conseil, devint l'éminence grise de l'administrateur. Caroline (Duperrier) et Carotte (Hersant), pour employer leur langage d'un mystère naïf et transparent, échangeaient un courrier volumineux; les conseillers en étaient dépités, ce qui n'était pas pour déplaire à Duperrier : « Quand ces messieurs auraient un peu de jalousie, il n'est pas mal qu'ils sachent que je n'ai pas besoin d'eux pour connaître l'état du diocèse. » Le curé de Jublains, Savarre, surnommé Julie, était également un confident intime : « Julie et moi sommes les seuls dans les secrets du maître-commis », écrivait-on à l'évêque émigré (17). Les administrateurs, jaloux de ces favoris, craignant « de perdre leur crédit », essayèrent de « se faire des partisans ». Ces difficultés apparaissaient aussi entre supérieurs de missions et Conseil : « Il est bon d'entretenir des relations avec Messieurs les chefs de mission, écrivait Duperrier à Hersant. On n'est que trop porté à l'indépendance. » Or l'administrateur était jaloux de son pouvoir : « Plus je vis, ajoutait-il, plus je deviens entêté (18). » Duperrier, débarrassé du Chapitre et des exemptions, dominant son Conseil, fut plus puissant qu'un évêque d'Ancien Régime.

Ces incidents étaient inévitables à une époque où les traditions et les règles étaient si profondément ébranlées. La réorganisation présenta plus d'avantages que d'inconvénients. Elle permit de répartir plus judicieusement des prêtres trop peu nombreux, de les employer plus efficacement, de les surveiller et de les guider plus facilement (19). En un mot, elle établit une armature, avec des cadres précis et connus, sous la direction d'un chef qui ne craignait pas les responsabilités. Comme écrivait l'évêque : « Mon principal but a été de concentrer mon autorité. »

Cette réforme fut complétée par une réglementation précise

(17) *Extrait des Lettres...*, p. 21, et Arch. dép. Sarthe, L 188, 23 messidor an VI.

(18) *Extrait des Lettres...*, p. 62.

(19) C'est ainsi que les prêtres qui avaient fait des écarts étaient rappelés à l'ordre, ceux qui avaient besoin de passeports, de secours ou de conseils étaient rapidement pourvus (*Extrait des Lettres saisies...*, pp. 17, 21, 38, 43; 25; 9, 12, 23 et 65; — Arch. dép. Sarthe, L 170).

et rigoureuse des rétractations (20) et par l'extinction de la querelle des soumissionnaires. Duperrier interdit la soumission. Tout l'y incitait : ses opinions politiques, la seconde formule de soumission, et l'inutilité, voire même le danger d'un pareil acte, au moment où la restauration de la monarchie semblait prochaine. Pour lui, n'était autorisé que l'acte de soumission « donné avec de bonnes restrictions », précisément ce que la loi interdisait. Les autres durent être rétractés (21). En septembre 1797, l'affaire de la soumission était « assoupie (22) », plus par l'effet du coup d'Etat et des préoccupations graves qu'il déterminait que par la politique de l'administrateur.

Dans le même temps le clergé s'était accru. L'administration centrale avait libéré les prêtres détenus, notamment les vieillards incarcérés en germinal an IV (23). D'autre part, des prêtres déportés ou émigrés étaient rentrés. A la veille des élections, on dénonçait déjà ce mouvement :

Il semble que l'enfer jette à gros bouillons l'écume vénéneuse des prêtres réfractaires dans nos campagnes. Elle est si volumineuse qu'elle submerge bientôt tout le terrain de ce canton et de deux ou trois autres qui l'avoisinent (24).

Ce mouvement se précipita après germinal; l'évêque du Mans avait d'ailleurs notifié aux prêtres déportés qu'ils eussent à regagner leur diocèse. J.-P. Fleury a décrit l'assemblée de deux cents prêtres, le 14 juillet 1797, à Londres, sous la présidence de l'évêque de Tréguier qui les exhorta longuement avant leur départ pour la France; puis leur arrivée quelques jours plus

(20) *Administration spirituelle*, p. 38; — *Extrait des Lettres...*, pp. 26 et 42.

(21) *Extrait des Lettres saisies...*, pp. 53 et 55.

(22) *Extrait des Lettres saisies...*, p. 55; — D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 238.

(23) Parmi les prêtres libérés en l'an V nous notons : Chaumont, Chesneau, Daunay, Deroy, Duclos, Dumoulinet, Giroust, Gournay, Huet, Jacquet, Judois du Taillis, Launay, Lemaître, Marchand, Marin, Renouard des Loriers, Riballier, Richard, Subrien, Trebon, Morane.

Ceux qui sont notés en italique étaient âgés ou infirmes.

(24) Arch. dép. Sarthe, L 224, 30 vendémiaire an V.

tard à Saint-Malo et à Saint-Brieuc (25). La *Chronique* notait le passage de véritables caravanes de déportés qui traversaient Le Mans (26). D'autres se fixaient dans la Sarthe. Le commissaire de Conlie les signalait en mai dans son canton (27). Au début de juin, le commissaire central estimait que la « presque totalité » était revenue. Les paroissiens organisaient des fêtes à cette occasion, et l'on prétendait que l'évêque allait rentrer sous peu (28).

INTENSITÉ DE LA VIE RELIGIEUSE

Au lendemain des élections, le culte des insermentés ne rencontra plus d'obstacles et fut parfois favorisé. A Marolles, par exemple, considérant que « depuis la nouvelle législature, les lois sur le libre exercice des cultes n'étaient plus de vains mots », la municipalité décidait de mettre l'église à la disposition du curé, Marquis-Ducastel, et de lui restituer la majeure partie du presbytère. A Fresnay, la municipalité inaugurait ses fonctions en écrivant officiellement à tous les prêtres du canton pour les charger de recevoir les secours en faveur des sinistrés de Château-du-Loir (29). Les municipalités s'autorisaient de la conduite de l'administration centrale qui laissait toute liberté aux réfractaires jusque dans la ville du Mans (30).

Un peu partout, on accorda de tels encouragements : à Conlie, Vallon, Saint-Calais, Chantenay, Bourg-la-Loi, Brûlon, Parcé, Lavardin (31)... On compterait plutôt les cantons dont les admi-

(25) J.-P. Fleury, ouvrage cité, pp. 245 et suivantes. Duperrier avait aussi transmis aux prêtres réfugiés en Espagne l'ordre de rentrer en France (Savarre, *Mémoires*, p. 306).

(26) *Ch. S.*, 28 prairial an V.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 209, prairial an V.

(28) Arch. dép. Sarthe, L 179, 23 prairial an V; — D. Piolin, ouvrage cité, t. III, p. 353. — La joie des populations est décrite dans une lettre de l'abbé Moussard (Arch. dép. Sarthe, L 304).

(29) Reg. délib. Marolles et Château-du-Loir, prairial à thermidor an V.

(30) Reg. délib. Marolles, 20 prairial an V; Fresnay, 20 germinal an V; — Arch. dép. Sarthe, L 207, 7 vendémiaire an VI; L 235, 20 prairial an V.

(31) Arch. dép. Sarthe, L 209, 10 fructidor; L 219, 21 pluviôse an VI; L 247, 1^{er} fructidor; L 244, L 235, 26 prairial; L 223, 7 floréal, 13 messidor; L 236, 1^{er} messidor; L 240, 25 prairial; L 212, 8 et 22 prairial.

nistrations firent quelques difficultés. A Mamers, la municipalité républicaine et même *exclusive* s'opposa au culte public. Les prêtres entreprirent de célébrer dans les maisons particulières, toutes portes et fenêtres ouvertes, de sorte que les fidèles se groupaient dans la rue (32). Il en fut de même dans le canton de Saint-Cosme. Parfois même les autorités étaient déconsidérées : ainsi à Fresnay. Le fameux réfractaire Chaumont recommanda aux prières Anne Hubert, de Rouessé-Fontaine, qu'il venait d'administrer et qui avait promis à Dieu et à lui-même de « quitter celui avec qui elle [habitait] depuis longtemps et de faire cesser le scandale ». Or cette femme vivait avec le commissaire cantonal, un ancien prêtre qui l'avait épousée (33).

On devine le retentissement de tels faits. Une véritable fermentation se produisit dans les populations. Elles ne cachaient pas leur volonté d'obtenir la pleine liberté pour tous les prêtres et toutes les cérémonies du culte. Au lendemain des élections on pétitionna pour obtenir le retour de prêtres réfractaires (34). Tout le monde suivait avec passion les débats des Cinq-Cents. L'abolition des peines frappant les prêtres reclus ou déportés fut accueillie par des transports de joie (35). Quand on sut que les prêtres devraient faire une déclaration, une pétition fut organisée pour s'y opposer : dès le 1^{er} août, elle circulait dans le canton de Fresnay (36). D'autres pétitions réclamèrent la libre disposition de quelques églises encore fermées, comme à Saint-Nicolas de Mamers, ou la restitution de vases et ornements liturgiques confisqués (37).

Le triomphe des catholiques était donc presque complet. Toute poursuite devenait impossible. Dès le 1^{er} juin, le commis-

(32) Arch. nat., F 7 7262, 15 prairial an V.

(33) Arch. dép. Sarthe, L 223, 30 vendémiaire an VI.

(34) Arch. dép. Sarthe, L 116, f^o 151, 22 floréal an V. De même L 80, f^o 31, 15 prairial; — *Espion*, 14 frimaire an V.

(35) Reg. corresp. Ballon, 2 thermidor an V.

(36) Arch. dép. Sarthe, L 227, 14 thermidor; L 207, 19 thermidor; — Ch. S., 18 thermidor an V. — L'exigence d'une déclaration bouleversa les intransigeants. Duperrier ordonna aux prêtres non encore rentrés de rester à l'étranger (Savarre, *Mémoires*, p. 312).

(37) Arch. dép. Sarthe, L 229, 14 thermidor an V; L 116, f^o 213.

saire central avait donné pour mot d'ordre de « fermer les yeux (38) ». La seule restriction que Maguin s'appliqua toujours à maintenir fut l'interdiction du culte public des insoumis dans les églises. Ses efforts furent vains (39). Le ministre de la Police avait d'ailleurs autorisé cette tolérance et n'exigeait rien de plus que le maintien du calme (40).

LES PRÊTRES ASSERMENTÉS

Pour contenir les prêtres réfractaires, on eut à nouveau la pensée d'appuyer les prêtres assermentés. Les républicains de Tennie, que l'on appelait Tennie-la-rouge, multiplièrent les instances pour décider Leproux, ex-curé du lieu, à reprendre ses fonctions. Lorsqu'il y consentit, le commissaire central lui envoya ses félicitations (41). Par contre, le commissaire de Saint-Cosme fut blâmé, qui avait cru devoir refuser à un assermenté le droit de célébrer son culte. Il en fut de même à Mamers et à Asnières, dans le canton de Sablé. Le commissaire central ne cachait pas sa tactique :

La plus grande partie des prêtres insoumis étant revenus, il est dans la nécessité d'opposer à leur influence dangereuse le plus de moyens possible.

Il s'enhardit même jusqu'à ordonner un recensement des vases et ornements d'église subsistant dans les municipalités :

... Pour en disposer en faveur des communes qui ont des prêtres soumis aux lois... et dévoués au gouvernement républicain. [Pour]... les

(38) Arch. dép. Sarthe, L 223, 13 prairial an V; — Gauguin, ouvrage cité, t. II, p. 414.

(39) Lettres des commissaires de Bourg-la-Loi (Arch. dép. Sarthe, L 223, 6 prairial); de Ballon (L 207, germinal); de Sillé (L 215, 24 prairial); de Chantenay (L 235, 26 prairial); de Saint-Cosme (L 224, 23 messidor); de Montfort (L 215, 6 messidor); de Fresnay (L 227, 14 thermidor); de Bessé, de Lucé, de Tresson (L 245, 5 fructidor); de Saint-Calais (L 247, 10 fructidor); de Château-du-Loir (L 250, 28 floréal); de Rouez (L 216, 18 prairial); de Vaas, L 244, brumaire, messidor).

(40) Arch. nat., F 7 7266 et B 3 9903; — Arch. dép. Sarthe, L 215, 6 messidor an V.

(41) Arch. dép. Sarthe, L 216, 7 messidor.

(42) G. Fleury, ouvrage cité, p. 104; — Arch. dép. Sarthe, L 242, 30 vendémiaire; L 224, 27 prairial et 12 messidor.

inviter à user de leur heureuse influence pour diriger l'opinion du peuple et détruire les effets pernicioeux des prêtres insoumis (43).

Bazin entra dans ces vues. Il imprima et recommanda une brochure du « citoyen Hamelin, ex-vicaire général du département de la Sarthe », qui justifiait les prêtres assermentés et offrait une réconciliation aux réfractaires de bonne foi (44). La *Chronique* signala très favorablement le concile, « formé, disait-elle, d'hommes du premier mérite (45) ».

La manœuvre n'eut guère de succès. Les assermentés, émus par les progrès des réfractaires, négociaient leur réintégration dans le clergé :

Cher confrère, nous avons tous souffert; donnons-nous la main et faisons la paix. C'est le but que je me suis proposé dans cet écrit (46).

Mais ils avaient trop de fierté pour rétracter leurs serments et n'acceptaient qu'un rapprochement sans démenti :

Il est démontré que la religion et la patrie ont un extrême besoin de notre réunion, écrivait l'un d'eux; cela doit nous suffire (47).

Le coup d'Etat fut seul capable d'enrayer le développement rapide de l'église réfractaire, mais il survint trop tard pour ramener les choses au point où elles étaient un an plus tôt. L'essor de 1797 avait préparé le Concordat.

III. LA DÉFENSE RÉPUBLICAINE

Le jour même où l'on connut les choix de l'assemblée électorale de la Sarthe, la *Chronique* posait ce dilemme : ou la représentation nationale sera constitutionnelle, ou il y aura insurrection (48). Ce fut le point de départ d'une campagne énergique, jalonnée de victoires et couronnée par le coup d'Etat du 18 fructidor.

(43) Arch. dép. Sarthe, L 242, 9 prairial an V.

(44) *L'Erreur reconnue*, par le citoyen Hamelin.

(45) Ch. S., 10 fructidor an V.

(46) Louis-François Lemoire, *Lettre à un confrère non assermenté*.

(47) R. Patry, ouvrage cité, p. 203. — Voir aussi R. Guyot, *le Directoire et la Paix de l'Europe*, p. 346.

(48) Ch. S., 24 germinal an V.

Le premier geste fut le banquet du 7 mai, donné au Mans en l'honneur de la paix. Les exclusifs s'y rencontrèrent aux côtés des officiers. Ils envoyèrent une adresse au Directoire (49).

Puis ce fut la suppression des journaux royalistes. Nous avons vu l'affaire du *Conciliateur* et celle de l'*Espion constitutionnel*; la maladresse des rédacteurs rendit vains les efforts des élus de l'an V : le *Conciliateur* s'en tint au premier numéro, l'*Espion constitutionnel* perdit son directeur et son imprimeur, le 12 mai 1797, et traîna une vie sans gloire jusqu'au 3 août (50). La *Chronique* restait donc le seul journal de la Sarthe.

Pour arriver à leurs fins, les démocrates réorganisèrent les clubs d'antan. Le signal partit de Paris, où l'on ouvrit le Cercle constitutionnel au début de juin. La province suivit. Chaque cercle nouveau était salué par la *Chronique de la Sarthe*. Cependant Bazin manœuvra prudemment : il était épié par les journaux royalistes (51). Il annonça d'abord un *salon de lecture*, le 26 juin, mais il reconnut bientôt qu'« il s'y [fourrait] beaucoup de jacobins (52) ». Les cantons agirent de même : ce fut la « petite convention » de Fresnay, le « poêle du directeur des postes de Château-du-Loir », le « comité de Mamers », la réunion « pour la lecture des lois et nouvelles » à La Ferté-Bernard, et celles de Bessé et de Saint-Calais (53).

La loi du 7 thermidor (25 juillet) ordonna la fermeture des sociétés politiques. Maguin déclara n'en pas connaître dans la Sarthe, et les démocrates restèrent groupés (54). Ils reçurent

(49) Ch. S., 20 floréal an V; — Arch. nat., A F III, 259.

(50) Arch. dép. Sarthe, L 179.

(51) *Espion*, floréal an VI, n^{os} 44 et 45; — le *Mémorial*, 6 thermidor an V; — la *Quotidienné*, 18 thermidor an V. — Un mouvement analogue eut lieu dans la Côte-d'Or au même moment (Brelot, ouvrage cité, p. 94).

(52) Ch. S., 2 thermidor an V.

(53) Ch. S., 43 et 57; — Rapport déc. du commissaire de Mamers, pluviôse an VI; — Arch. dép. Sarthe, L 229; — Reg. délib. La Ferté-Bernard, 25 messidor an V; — *Espion*, 16 thermidor an V.

(54) Arch. dép. Sarthe, L 179, 18 thermidor an V. La lettre de Sotin invitait implicitement à fermer les yeux; il est douteux qu'elle ait réellement abouti à la fermeture de la plupart des cercles. Il est prématuré d'affirmer que la résurrection des cercles ne fut qu'un feu de paille (Mathiez, *le Directoire*, p. 313). Seules les études locales peuvent le faire savoir.

alors un précieux renfort dans la personne du général Cambray. C'était le prélude de l'appel au soldat.

Le général Cambray accomplissait une carrière politique. Il était franc-maçon ; à Douai, sa patrie, il avait fondé un club, puis, patronné par les représentants de son département, surtout par Merlin, il avait bénéficié d'un avancement rapide. On l'envoya dans la Sarthe parce qu'il s'était rendu impossible dans la Manche (55). Son divisionnaire l'accueillit en lui recommandant de maintenir la « tranquillité » et de « contenir la troupe (56) ». Il se mit à la tâche aussitôt.

Coup sur coup Cambray fit des manifestes politiques à Mamers, le 1^{er} juillet, et au Mans le 14 (57). Il se présenta comme chef républicain chargé de combattre tous les réactionnaires (58). Son premier champ d'opérations fut le théâtre, d'où les exclusifs et la troupe chassèrent le répertoire antiterroriste (59). Puis il dirigea une grande campagne électorale.

IV. LE COUP D'ÉTAT

PROJETS RÉPUBLICAINS

L'idée d'un coup d'Etat était dans l'air. Au lendemain des élections — le 25 germinal (14 avril) — le commissaire de la Sarthe avait assuré le ministre de la Police que le gouvernement et la Constitution de l'an III pouvaient compter sur « un grand nombre d'amis, fiers, courageux et disposés à tout pour leur défense (60) ». Au même moment, le commissaire de Montfort

(55) G. Dubois, *le Général Cambray et les Administrations municipales dans la Manche en l'an V*. Révol. franç., 1905, t. XLVIII et XLIX, p. 512 et p. 24. — Il y a aux Archives de la Guerre un dossier sur le général Cambray (n° 318).

(56) Lettre du 29 prairial an V (Arch. Guerre).

(57) Reg. actes Mamers, 13 messidor an V.

(58) Le rôle des troupes a été considérable dans toute la France à cette époque. Il a été signalé notamment dans la Côte-d'Or, où elles firent campagne contre les muscadins (Brelot, ouvrage cité, p. 94).

(59) Ch. S., 30 messidor an V. — L'offensive jacobine au théâtre fut beaucoup plus grave à Dijon (Brelot, ouvrage cité, p. 87).

(60) Arch. dép. Sarthe, L 179, 25 germinal an V.

écrivait de son côté : « Il ne connaît pas sa force, ce gouvernement... » et il réclamait des « mesures vigoureuses (61) ». C'était au temps où Reubell proposait de casser les opérations électorales (62).

On sait comment le Directoire prit parti, le 14 juillet 1797, lors d'une véritable journée des dupes : les ministres étaient désormais hostiles aux royalistes et aux modérés. Les conséquences ne tardèrent pas à s'en faire sentir dans la Sarthe : le 5 thermidor (19 juillet), l'administration centrale était destituée. Maguin et Cambray triomphaient dans une lutte où ils avaient été menacés (63). Les remplaçants étaient des amis de Bazin :

Grâces te soient rendues, Directoire; la présence d'un général républicain dans notre département, le renouvellement de notre administration centrale, ont fait cesser nos angoisses (64).

Les manifestations se multiplièrent : au Mans le 10 août, à La Flèche le 17, les soldats et les exclusifs fraternisaient. On traquait les muscadins; et la troupe, associée à la vie politique, envoyait une adresse de fidélité au Directoire. Le Département faisait de même et brûlait d'agir :

Les républicains tiennent leurs yeux fixés sur vous, ils n'attendent que le signal du combat, comptez sur leurs bras dans le besoin (65).

Des démarches furent faites auprès du ministre de la Police (66). Elles aboutirent bientôt : le Département fut chargé de préparer un grand mouvement dans les diverses administrations, et il avait toute liberté d'agir contre les prêtres (67). On tint aussitôt la séance extraordinaire du 3 septembre 1797. Le commissaire central fit un long réquisitoire contre les prêtres réfrac-

(61) Arch. dép. Sarthe, L 215, 30 germinal an V.

(62) R. Guyot, *Documents biographiques sur Reubell*, n° 349.

(63) Ch. S., 12 thermidor an V. Un prétexte futile avait suffi pour renverser le Département.

(64) Ch. S., 30 thermidor an V.

(65) Arch. nat., A F III, 279; — Ch. S., 10 fructidor an V.

(66) Arch. dép. Sarthe, L 161, f° 54 à 58.

(67) Lettres du ministre de la Police, du 1^{er} et du 12 fructidor an V (Arch. dép. Sarthe, L 179).

taires et contre les signes du culte. L'administration centrale prit un arrêté pour requérir les municipalités d'empêcher, « par tous les moyens que l'autorité leur donne », les sonneries de cloches, l'exercice du culte par les prêtres non soumissionnaires, et de faire disparaître les signes du culte. Les commissaires étaient chargés, « sous leur responsabilité », d'exiger l'exécution de ces mesures. Tous étaient menacés de révocation si leur carence obligeait à recourir à la force armée (68).

On eût cru que le coup d'Etat était accompli ! La *Chronique* n'annonçait-elle pas que « bientôt l'opinion publique recevrait une nouvelle impulsion (69) » ?

LE COMLOT ROYALISTE

Pendant ce temps que faisaient les royalistes ? Ils gâchaient leur victoire par des querelles âpres et interminables. Rochecot était brouillé avec Puisaye ; il se rendait fréquemment à Paris au club de Clichy et y prônait l'action immédiate et violente. Il était en relations avec les généraux Willot et Pichegru, mais ses conseils étaient rejetés, et le temps passait sans résultat. Le chef des royalistes du Maine revenait dans le département de la Sarthe, aigri et déçu (70). Il transmet, à son grand regret, la consigne de l'inaction à ses officiers, et toutes les autorités du département se félicitèrent d'un calme et d'une tranquillité dont on n'avait pas joui depuis longtemps (71).

Rochecot, cependant, ne voulait pas renoncer à tout espoir. Il ordonna à son second, le général Tercier, de parcourir le pays et d'enquêter sur l'état des esprits afin de préparer une nouvelle insurrection. Tercier revit les anciens chouans, s'entretint avec

(68) Arch. dép. Sarthe, L 161, f° 84 ; L 77, f° 49. — Au même moment le ministre de la Justice donnait aussi la consigne de poursuivre les infractions aux lois sur les cultes (Arch. nat., B B 18 733).

(69) *Ch. S.*, 18 fructidor an V.

(70) Rochecot, ouvrage cité, p. 190 ; — Tercier, ouvrage cité, p. 270 ; — Chassin, ouvrage cité, t. III, pp. 44 et 215 ; — Caudrillier, *la Trahison de Pichegru*, p. 357.

(71) Arch. dép. Sarthe, L 80, L 160, L 242.

les différents chefs et les avertit de se tenir prêts (72). L'un d'eux, La Frégeolière, assure que Rochecot devait donner le signal du soulèvement, après en avoir conféré à Paris où la Chambre des Inspecteurs préparait l'enlèvement des Directeurs (73). Effectivement, Rochecot s'acharnait à décider les Clichyens au coup de force. Il ne put y parvenir; il revint au Mans après avoir déclaré aux royalistes parisiens « qu'avant huit jours, ils [seraient] tous arrêtés et chassés (74) ».

LE COUP D'ÉTAT, L'INERTIE DES POPULATIONS

La nouvelle des événements de Paris fut officiellement annoncée aux Sarthois par un arrêté de l'administration centrale du 6 septembre 1797. Les populations apprenaient que le Directoire venait de « prévenir un grand attentat qui allait éclater contre la Constitution et les membres du gouvernement ». La proclamation du Directoire les mettait au courant des menées royalistes. En même temps, le général Cambray rédigeait une adresse d'un républicanisme vibrant. Le tout fut envoyé aux municipalités cantonales pour être publié « avec toute la solennité convenable (75) ».

Le 9 septembre, l'acte essentiel, la loi du 19 fructidor était publiée. Les élections étaient annulées dans la Sarthe, ainsi que dans quarante-deux départements, trente-trois députés étaient déportés, plus douze individus, dont deux directeurs, Carnot et Barthélemy, et l'ancien ministre de la Police, Cochon. De plus, tous les fonctionnaires élus en germinal devaient cesser immédiatement leurs fonctions. La tolérance religieuse faisait place à des mesures de rigueur : suppression de la loi du 7 fructidor, application de celle du 4 vendémiaire an IV, aggravée d'un ser-

(72) Tercier, ouvrage cité, p. 271.

(73) La Frégeolière, ouvrage cité, p. 108. — La Commission des Inspecteurs de la salle « donnait des ordres pour la sûreté de la législature... La garde des conseils » en relevait particulièrement. Fabre la compare à ce moment à « une sorte de pouvoir exécutif » (Fabre, ouvrage cité, p. 208).

(74) Tercier, ouvrage cité, p. 270; — Caudrillier, ouvrage cité, p. 357.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 80, f° 61.

ment de haine à la royauté et à l'anarchie, rétablissement de la loi du 3 brumaire an IV contre les émigrés et les prêtres réfractaires et déportation éventuelle de tout prêtre par simple mesure administrative. Pour tout dire, c'était un bouleversement que diverses dispositions devaient rendre durable : notamment l'exclusion de tout parent d'émigré ou de chef rebelle des assemblées primaires et électorales, la mise des journaux sous l'inspection de la police, l'autorisation des sociétés politiques.

L'accueil fut enthousiaste de la part des exclusifs manceaux. Ils rédigèrent deux adresses de félicitations, l'une au Directoire, l'autre au Corps législatif, et les patriotes furent invités à les signer au bureau de la *Chronique*. En même temps on annonçait la réouverture des cercles constitutionnels (76).

Dans les principales villes où se trouvait un groupe d'exclusifs et souvent un cercle, l'accueil fut aussi chaleureux. A Mamers la municipalité publia les lois aux « acclamations réitérées de Vive la République! Haine aux royalistes (77)! ». La municipalité de La Flèche (*extra-muros*) envoya une adresse de félicitations aux représentants du peuple et au Directoire (78). A Saint-Calais, on tira le canon et on fit illuminer toutes les maisons; des pamphlets de circonstance furent rimés contre les élus de germinal (79).

Les municipalités rurales montrèrent moins d'empressement. La plupart n'agirent qu'à la requête de leur commissaire et avec un certain retard. Quelques commissaires crurent à propos d'affirmer que les populations se montraient enchantées. Les plus véridiques notèrent la joie des amis de la République et la consternation de tous les autres. Les plus intelligents observaient avec soin tous les indices possibles de soulèvement (80).

Le rapport établi par les administrateurs centraux sur « l'accueil qui a été fait à la proclamation du Directoire exécutif du

(76) Ch. S., 22 fructidor.

(77) Reg. actes Mamers, 21, 24 fructidor an V.

(78) Reg. délib. La Flèche (*extra-muros*), 30 fructidor an V.

(79) Reg. délib. Saint-Calais, 22 fructidor an V.

(80) Arch. dép. Sarthe, L 242, 22 fructidor an V.

18 fructidor par les diverses administrations municipales », paraît exact et fidèle. Il signalait huit cantons favorables et neuf hostiles, ceux-ci naturellement situés dans l'Ouest et dans la vallée du Loir; les autres restant calmes, voire apathiques. Le commissaire central observait que :

La majorité des cantons [était] tranquille; ceux situés au sud-ouest, tels que Sablé, Parcé, Précigné, Chantenay, Rouez, La Bazoge et Saint-Jean-de-la-Motte, pourraient donner des inquiétudes, étant le refuge et le rendez-vous des principaux agents du royalisme (81).

L'Ouest tout entier avait d'ailleurs observé le même calme, et l'on remarqua, dans les Côtes-du-Nord, la facilité avec laquelle le coup d'Etat était admis (82).

Il eût été imprudent de se fier à ces apparences et de croire que les prêtres, les chefs royalistes et les anciens chouans ne riposteraient pas, ou d'imaginer que les habitants, désormais malés, leur refuseraient cet appui clandestin et général qui leur était indispensable. Les vainqueurs du 18 fructidor ne commirent pas cette faute, et ils agirent avec rapidité et avec énergie pour déconcerter tout plan de rébellion. Mais ils ne purent empêcher que le coup d'Etat consommât la rupture entre les populations de l'Ouest et un régime qui violentait leurs convictions. Jamais les paysans ne retourneront aux assemblées aussi nombreux qu'ils y étaient venus en l'an V.

(81) Arch. dép. Sarthe, L 283; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 5.

(82) Pommeret, ouvrage cité, p. 409. — Ce fut d'ailleurs assez général, ainsi la Côte-d'Or demeura parfaitement calme (Brelot, ouvrage cité, p. 102).

CHAPITRE XI

Les Fructidoriens au pouvoir

- I. — **Renouvellement des municipalités** : Conséquences du coup d'état, destitutions et nominations par le Directoire.
 - II. — **Les menées royalistes** : Préparatifs de soulèvement, l'assassinat du Commissaire central.
 - III. — **Les mesures de sûreté** : Le nouveau Commissaire central ; la réorganisation des forces républicaines ; garde nationale et colonies mobiles ; les arrestations.
-

I. RENOUVELLEMENT DES MUNICIPALITÉS

Le coup d'Etat, préparé et réclamé par les républicains, leur livrait le pouvoir. Ils se hâtèrent d'occuper toutes les places.

Dans la Sarthe, ils disposaient déjà de l'administration centrale, renouvelée mais encore incomplète. Les quatre administrateurs désignèrent Jouennault, le commissaire révoqué, pour occuper la cinquième place. Cette proposition, quoique inutile par suite du refus de l'intéressé, indiquait nettement le but poursuivi (1). Puis on s'occupa des municipalités cantonales.

La loi du 19 fructidor, annulant les élections, avait destitué la plupart des agents et des adjoints : sur 807, qui formaient 50 municipalités, il n'en restait guère plus du quart : 223 (2). On décida qu'ils seraient remplacés par les soins des membres restants, en vertu de l'article 188 de la Constitution. Cette méthode

(1) Arch. dép. Sarthe, L 117, f° 73, vendémiaire an VI.

(2) Calcul fait d'après les registres des administrations centrale et cantonales. Le commissaire central fit destituer les agents nommés depuis germinal (Arch. dép. Sarthe, L 207).

donna des résultats paradoxaux, tant pour le choix que pour le civisme des nouveaux agents.

Les nouveaux membres des administrations cantonales furent désignés par une infime minorité : à Saint-Calais, par exemple, sur dix-neuf administrateurs il en restait cinq, mais les choix ne furent effectués que par deux d'entre eux. Il en fut de même dans une dizaine de cantons (3). Le cas fut plus curieux encore à Parcé et à Vaas, où il ne vint qu'un agent pour procéder aux nominations. Le commissaire cantonal se chargeait alors du choix, ainsi à Vaas, Saint-Calais et Saint-Maixent (4). Peut-on prétendre que ces municipalités représentaient les citoyens?

Certaines reconstitutions furent très pénibles : pendant plus d'un mois, il n'y eut pas d'administration à Courgain, La Fresnaye et Marolles (5).

Les remplaçants étaient souvent les anciens agents eux-mêmes. On vit des municipalités entières renaître de leurs cendres : celles de La Flèche, d'Assé-le-Boisne, de La Bazoge, de La Chartre ou de Saint-Cosme. Parfois, un scrupule incita les agents à choisir un ou deux membres nouveaux : dans le canton rural du Mans, on rétablit 17 *fructidorisés* sur 20. Au total, 275 agents ou adjoints sur 584 furent remis en fonctions, de sorte que l'effet du coup d'Etat fut très atténué : au lieu de 584 déchéances, il n'y en eut que 309. Près des deux tiers conservaient leur poste.

DESTITUTIONS ET NOMINATIONS PAR LE DIRECTOIRE

« Il faut que par un moyen ou par l'autre on parvienne à composer les administrations de patriotes purs et éclairés (6). » Ce mot du commissaire central fut le signal des destitutions. Lorsque le nouveau ministre de l'Intérieur, Letourneux, recom-

(3) Reg. délib. Saint-Calais, 28 fructidor an V. De même à Brûlon, La Fresnaye, La Suze, Loué, Malicorne, Mayet, Parcé, Sillé et Vibraye.

(4) Reg. délib. Saint-Calais, 28 fructidor an V; — Arch. dép. Sarthe, L 228, 3 complémentaire an V; L 205, fructidor an V.

(5) Arch. dép. Sarthe, L 229, 28 vendémiaire an VI.

(6) Arch. dép. Sarthe, L 215, 1^{er} vendémiaire an VI.

manda au commissaire de la Sarthe d'effectuer une épuration, c'est avec une véritable fierté qu'on lui prouva que le travail était déjà commencé (7).

Sans entrer dans les détails, il suffit, pour apprécier l'ampleur de l'opération, de constater les résultats d'ensemble. Il y eut au moins 290 destitutions entre le coup d'Etat et les élections de 1798. Si l'on y ajoute les 309 déchéances déterminées par la loi du 19 fructidor, on obtient un total de 599 mutations sur 902 administrateurs, soit presque exactement les deux tiers. On renouvela intégralement dix municipalités, les plus réactionnaires, comme l'indique l'énumération : Parigné, Bessé, La Fresnaye, Courgains, Sillé, La Ferté-Bernard, Parcé, Ecommoy, Marolles et Bourg-la-Loi (8). On révoqua la majorité des membres de six municipalités et on frappa individuellement quatre présidents (9).

Le rythme des arrêtés de suspension pris par l'administration centrale fut singulièrement rapide : les premiers sortirent le 20 fructidor (6 septembre), avant même que l'on connût le coup d'Etat; ils se succédèrent presque sans interruption en vendémiaire et en brumaire.

Les considérants étaient vagues, grandiloquents et peu variés : « agent avoué de la masse impure des plus déhontés ennemis du gouvernement », « négligence, incivisme, immoralité », « faveur pour les agents du royalisme et de la superstition », « asservis à tous les préjugés antisociaux du fanatisme (10) », etc... Qui songeait à la recommandation initiale du commissaire central : « Il nous faut des faits précis, avait-il déclaré, sans quoi [l']épuration ne présenterait que l'apparence d'un acte arbitraire et illégal (11) » ?

On ne voulut songer qu'au résultat, et, par ces moyens éner-

(7) Arch. dép. Sarthe, L 215, 1^{er} vendémiaire an VI.

(8) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2; — Arch. dép. Sarthe, L 205.

(9) On agit de même dans d'autres départements de l'Ouest : dans les Côtes-du-Nord, en trois mois, 44 municipalités sur 88 furent renouvelées (Pommeret, ouvrage cité, p. 414).

(10) Arch. dép. Sarthe, L 80.

(11) Arch. dép. Sarthe, L 161, f^o 92.

giques, il fut atteint. Les villes sarthoises furent dirigées par des municipalités républicaines : Le Mans, débarrassé de Savarre et d'Aubert du Pin, eut pour président Besnard, qui reçut là une première récompense de ses intrigues ; Mamers restait entre les mains des démocrates ; quant à La Flèche, sa municipalité allait s'appliquer à se hausser au niveau des événements, comme on disait alors.

Les municipalités rurales prouvèrent volontiers leur civisme en s'abonnant à la *Chronique de la Sarthe* et en s'associant aux manifestations des cercles constitutionnels (12). Cependant leur zèle fut inégal selon les régions et souvent inconstant. Par précaution, on avait remplacé les secrétaires et les employés dont on suspectait les opinions.

Le corps des commissaires fut aussi épuré. Bien peu manquaient de patriotisme, mais beaucoup avaient prouvé l'insuffisance de leurs connaissances et la faiblesse de leur caractère. Dès le lendemain du coup d'Etat, neuf révocations ou démissions furent provoquées : celles des commissaires d'Assé, de Ballon, de La Bazoge, de Courgains, de La Flèche (*extra-muros*), de Parcé, de Parigné, de Pontvallain et de Vallon. Dans la pensée de Maguin, ce n'était qu'un début (13). Son successeur, Houdebert, fit changer les commissaires de Bessé, Fresnay, Malicorne, Saint-Paterne et Vivoin. En outre, il proposait la révocation des commissaires de La Suze et de Montfort. On remplaçait donc 16 commissaires sur 56, soit 28 0/0. Cette proportion est légèrement supérieure à celle de l'ensemble du pays : d'après le ministre de l'Intérieur, il n'y eut que 20 0/0 de renouvellements pour la France entière (14).

(12) Les municipalités de Courgains, de Marolles, du Grand-Lucé, de Vaas, de Saint-Calais, de Ballon, de Brûlon, étaient abonnées à la *Chronique*. On remarque que le républicanisme de la plupart était de fraîche date. Nous supposons que les municipalités dont le civisme était plus ancien avaient depuis longtemps contracté leur abonnement. En ce qui concerne les cercles constitutionnels, voir le chapitre suivant.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 712, 29 frimaire an VI ; L 215, 2 vendémiaire ; 19 vendémiaire et 19 frimaire ; — Arch. nat., F I B II, Sarthe, 1 et 2.

(14) Sciout, *le Directoire*, t. III, p. 24.

II. LES MENÉES ROYALISTES

Considérant qu'il existe un grand nombre de cannibales incestueux, produit de la couvée pestilentielle des monstres couronnés, lesquels rampant dans les différentes communes y répandent un venin horrible (15)...

Voilà ce qu'écrivait le commissaire de Saint-Cosme, le 26 fructidor (12 septembre), pour recommander l'adoption de mesures de sûreté. Si le style ne manquait pas de pittoresque, la remarque n'en était pas moins exacte. Le coup d'Etat appelait une riposte de la part des royalistes, et il fallait la prévenir. Le gouvernement avait prescrit d'exercer la plus rigoureuse surveillance sur les conspirateurs éventuels, sur les étrangers qui pouvaient circuler clandestinement. On devait patrouiller et monter la garde, exiger et vérifier les passeports et n'en accorder qu'à bon escient. La France était comme une place assiégée. Nulle part peut-être la situation n'exigeait plus de précautions que dans l'Ouest. Comme l'avoue La Frégeolière, les préparatifs de soulèvement et les complots des royalistes justifiaient ces mesures exceptionnelles (16). Le Département prit donc des arrêtés en conséquence, et un grand nombre de municipalités firent de même.

Un zèle indiscret aurait pu précipiter les événements et déclencher l'insurrection au lieu de la déjouer. L'administration y veilla. Elle publia, le 29 septembre, une circulaire affirmant que les chouans rendus, même inscrits sur la liste des émigrés, ne seraient pas inquiétés; tandis que, le même jour, le commissaire central rassurait les réquisitionnaires en leur affirmant qu'ils resteraient exempts du service aux armées (17).

Ces précautions n'empêchèrent pas les royalistes de préparer un soulèvement et de recommencer leurs coups de main.

(15) Reg. délib. Saint-Cosme, 26 fructidor an V.

(16) La Frégeolière, ouvrage cité, p. 109.

(17) Arch. dép. Sarthe, L 255. Ch. S., 12 vendémiaire an VI; — Arch. dép. Sarthe. L 161, f° 106.

Rochecot lança un ordre, le 15 septembre 1797, pour alerter ses troupes. En voici la teneur :

ORDRE DU 10 SEPTEMBRE 1797

Quoique rien ne soit encore déterminé, le général en chef prévient les officiers de tout grade, dans son commandement, que les circonstances sont devenues telles qu'elles peuvent mener prochainement à la reprise des armes dans le parti royaliste. Il ordonne en conséquence :

1° Que tous les chefs, tant anciens que nouveaux, chacun en ce qui le concerne, parcourent la partie du territoire où ils commandaient et où ils commandent, pour préparer de fait et d'intention les braves royalistes bien connus d'eux;

2° Que cette mesure soit prise avec assez de discrétion pour échapper aux républicains afin de ne pas lui nuire [*sic*] par trop d'éclat;

3° Qu'un tableau soit dressé par chaque paroisse, où seront inscrits les royalistes en l'état de porter les armes; sur lequel tableau seront séparés en deux colonnes ceux qui sont disposés à entrer dans les compagnies les plus actives qui circuleraient d'un lieu à un autre, et ceux qui désirent être employés plus ordinairement dans le lieu où ils résident; une troisième colonne serait destinée à l'énumération des armes;

4° Que nulle action contre des postes ou des détachements ne s'engage sans autorisation, les royalistes doivent sentir par l'expérience des maux passés le danger des mouvements faits sans liaison et sans ordre supérieur;

5° Que conformément à la dernière instruction qu'il a fait connaître à l'occasion d'insultes faites par des *pataux* à des royalistes, ceux-ci ne se portent pas à provocation; mais aussi que vengeance soit tirée des outrages qu'on se permettrait à leur égard. Les chefs ci-devant de canton, et, en leur absence, le capitaine le plus ancien de ce canton, demeurent dès ce moment autorisés à régler ces actes de justice;

6° Les différents officiers ou agents à qui l'adjutant chargé de l'exécution de cet ordre le transmettra, lui rendront compte le plus tôt et le plus exactement possible du résultat de leur travail pour qu'il en informe aussitôt le général en chef.

Signé : le Comte DE ROCHECOT, général.

Signé : LEMÊTRE, adj. de l'armée royale (18).

(18) Pièce trouvée lors d'une perquisition chez la mère du chouan Risquatout, en brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 243); — Cet ordre circula dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 415; — Couffon et Pommeret, article cité).

Cette pièce indique exactement la situation. Elle montre que la rébellion ne sera pas spontanée; et le souci de méthode qui s'y fait jour révèle un état d'esprit complètement différent de la chouannerie. On n'imagine pas des chouans rédigeant des rapports et dressant des tableaux statistiques à trois colonnes!

Le soulèvement dut être ajourné, les royalistes n'étaient pas prêts. Bien des preuves en font foi : les voyages de Rochecot dans l'Ouest, à Paris et à Blankenbourg (19); le départ de son adjoint Tercier en Picardie, « ne prévoyant point la possibilité d'agir de quelque temps (20) ». D'ailleurs Frotté n'était pas en Normandie, et les Normands ne voulaient pas bouger; rien n'était organisé sur la rive gauche de la Loire, et, en Bretagne, seul Cadoudal acceptait d'agir.

La reprise de l'agitation royaliste fut marquée, dans la Sarthe, par un assassinat aussi sensationnel qu'inutile pour la cause et maladroit par ses suites : le 11 novembre 1797, à huit heures du soir, alors qu'il regagnait son domicile, le commissaire central Maguin fut assailli et frappé mortellement d'un coup de poignard au cœur. Les rares témoins déclarèrent avoir vu plusieurs ombres, dont l'une de grande taille qui s'enfuyait très vite. Ce meurtre produisit une forte impression de terreur et d'indignation. Les républicains et les *exclusifs* célébrèrent les louanges du défunt, qu'ils s'accordaient enfin à regretter. **On lui fit des funérailles grandioses** : le cadavre fut exposé sur une estrade, la poitrine nue, afin de montrer la plaie. L'enterrement eut lieu le soir, aux flambeaux, avec une pompe tragique. La musique précédait en jouant des airs funèbres; le corps, toujours à demi découvert, était porté sur un brancard; un grand déploiement de troupes donnait à ce cortège un caractère menaçant. Tous les fonctionnaires et une grande masse du peuple y participaient (21).

Un représentant de la Sarthe saisit le Conseil des Cinq-Cents

(19) Rochecot, ouvrage cité, p. 194 et suivantes.

(20) Tercier, ouvrage cité, p. 276.

(21) Arch. dép. Sarthe, L 117, f° 121; L 162, f° 9; — Ch. S., 24 brumaire an VI; — Reg. délib. Brûlon, 5 frimaire an VI.

et le Directoire (22). Ils décidèrent d'accorder une pension à la veuve et de faire poursuivre une enquête rigoureuse. L'instruction fut longue et difficile; on crut à la culpabilité de divers individus, sans pouvoir l'établir. Il était impossible de trouver des témoins, tant la terreur paralysait tout le monde. En vain l'affaire fut transférée à Tours, dans l'espoir que les témoins parleraient (23). S'il faut en croire le rapport d'un officier de l'armée de Bourmont, par ailleurs exactement renseigné, ce crime aurait été l'œuvre d'émigrés, chefs royalistes à l'armée de Rochecot. L'un, Lecointre de Guéfontaine, adjudant général, aurait immobilisé Maguin, tandis qu'un autre, le chevalier de La Volvenne, le poignardait. La cruauté de ces deux hommes s'étant manifestée dans d'autres rencontres rend l'accusation très vraisemblable. Il y avait un troisième complice, mais l'officier ne révéla pas son nom. Sans doute était-il encore vivant quand il fit son rapport, tandis que les deux autres avaient été tués durant la chouannerie (24).

III. LES MESURES DE SURETÉ

LE NOUVEAU COMMISSAIRE CENTRAL

Ce meurtre détermina un redoublement d'activité policière, auquel dut présider un nouveau commissaire central, nommé le plus tôt possible en raison des circonstances. La Députation, prise à l'improviste, hésita et proposa plusieurs noms, notamment ceux de l'ex-conventionnel Cornilleau et du président de la municipalité du Mans, Besnard. L'administration centrale indiqua Jouennault, l'ancien commissaire; mais, craignant un refus de l'intéressé, elle ajoutait le nom de Houdebert, chef du bureau de la police au département, homme d'un « civisme épuré », doué des « talents les plus distingués (25) ». Son passé

(22) *Moniteur*, t. XXIX, p. 67.

(23) Arch. nat., B B 18 734.

(24) Arch. nat., F 7 6229.

(25) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2, et F 7 3687, 6 et 7.

était quelconque, Houdebert oratorien avait appuyé la Révolution, ainsi que « tant de législateurs et de magistrats éclairés [sortis de cette] corporation d'hommes libres », comme le rappela opportunément la *Chronique de la Sarthe* (26). Il fut administrateur du district de La Flèche et manifesta constamment une activité laborieuse et un civisme irréprochable. Son amitié pour les exclusifs et ses fonctions au bureau de police le qualifiaient doublement pour prendre le poste de Maguin. Il fut nommé le 6 frimaire (26 novembre).

RÉORGANISATION DES FORCES RÉPUBLICAINES : GARDE NATIONALE
ET COLONNES MOBILES

Les mesures préparées par Maguin étant connues d'Houdebert, il les appliqua aussitôt. Il fit continuer la réorganisation de la garde nationale et des colonnes mobiles, qui devaient lui servir de moyens d'exécution.

La loi du 28 prairial an III (16 juin 1795) avait prescrit la réorganisation de la *garde nationale*. En fait, la mesure était restée sans effet dans le département de la Sarthe. Le général Watrin et le Département avaient pris un arrêté le 22 ventôse an IV (12 mars 1796). Les résultats s'étaient limités à quelques cantons, par exemple ceux de Montfort, du Grand-Lucé, de Saint-Calais et de La Flèche (27). Encore est-il difficile d'affirmer que l'organisation y était effective. Par contre, en certains cantons, tous les efforts étaient demeurés infructueux : ainsi ceux de Sablé, Château-du-Loir, Marolles et Conlie, et généralement dans l'Ouest du département; ailleurs ils n'avaient eu qu'un succès très partiel, comme à Courgains (28). C'est pourquoi les gardes nationaux n'avaient joué aucun rôle dans la pacification de l'an IV, et Watrin s'était refusé à les excepter du désarmement. Sur ces entrefaites la propagande royaliste de l'an V, le relâ-

(26) *Ch. S.*, 14 et 22 frimaire an VI.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 215, germinal an IV; L 247, 14 floréal an IV; — Reg. délib. Grand-Lucé, 5 floréal an IV; Saint-Calais, 5 floréal; La Flèche, 21 floréal.

(28) Reg. délib. Marolles, 25 messidor an IV; — Arch. dép. Sarthe, L 225, 17 vendémiaire an V; L 250, 3 brumaire an VI.

chement général des institutions républicaines, avaient encore aggravé leur désorganisation. En octobre 1796, le Département avait informé le ministre de la Police que le service de la garde nationale était « généralement nul; presque tous les citoyens se prétendaient exempts... et regardaient ce service... comme une corvée insupportable à laquelle on tâche de se soustraire pour de l'argent (29) ». Les élections d'officiers, qui eurent lieu en janvier 1797, confièrent les divers grades à des modérés ou à des royalistes, que l'on dut souvent destituer (30). On sait que la fameuse loi de réorganisation préparée par les clichyens et dite loi Pichegru ne fut pas appliquée.

C'est donc au lendemain du coup d'Etat que l'organisation fut réelle. L'administration centrale publia une circulaire le 12 brumaire (2 novembre 1797), ordonnant de renouveler les cadres de la garde nationale, selon le vœu du gouvernement. La *Chronique* sonnait le ralliement de tous les républicains, à la fois pour les compter et pour conquérir toutes les places (31). Pour être bien obéi, le Département fit savoir aux municipalités que le résultat témoignerait, aux yeux du gouvernement, « de l'esprit qui anime les différentes communes », et que tous les élus « douteux » seraient destitués (32).

Les opérations eurent lieu de façon satisfaisante dans plusieurs chefs-lieux : Saint-Calais, Bonnétable, Bouloire, Le Mans (33). Ailleurs, les municipalités furent rappelées à l'ordre par l'arrêté départemental du 20 frimaire (10 décembre). Selon les cantons, le fonctionnement de la garde commença plus ou moins vite. A coup d'amendes, la présence aux exercices et aux corps de garde fut rendue plus régulière. Elle resta longtemps insuffisante, et l'on désespérait, en l'an VI, de tirer parti des

(29) Arch. dép. Sarthe, L 159, f° 8.

(30) Arch. dép. Sarthe, L 231, 21 nivôse an V; — Reg. délib. Château-du-Loir, 9 nivôse an V; — Reg. délib. Saint-Paterne, germinal an V et 30 vendémiaire an VI.

(31) Circulaire du Département, 12 brumaire an VI; — Lettre du ministre, 29 vendémiaire an VI; — *Ch. S.*, 16 brumaire an VI.

(32) *Ch. S.*, 28 brumaire an VI.

(33) Reg. délib. Saint-Calais, 10 frimaire an VI; Bouloire, 18 frimaire an VI; — *Ch. S.*, 14 et 18 frimaire an VI.

gardes d'un certain nombre de cantons : celles de Château-du-Loir, La Fresnaye, Vallon, Brûlon, par exemple (34).

De nouveaux efforts furent faits ultérieurement. Des sanctions disciplinaires frappèrent les gardes nationaux négligents : ceux qui manquaient la garde devaient payer le tarif du remplacement, soit deux journées de travail; s'ils regimbaient, un garnisaire s'installait chez eux jusqu'au paiement de l'amende (35). Un conseil de discipline statuait sur les peines à infliger pour les diverses fautes : plusieurs gardes négligents durent faire de la prison. Ces sanctions devinrent de plus en plus rigoureuses à mesure que la sécurité diminuait et que les chouans multipliaient leurs ravages.

Ce n'est qu'en 1799 que la garde nationale fut assez bien organisée. Elle ne fit guère que les factions aux chefs-lieux de canton. Les habitants des bourgs effectuaient donc tout le service, tandis que ceux des campagnes n'intervenaient pas (36). D'autre part, les citoyens aisés s'exemptaient légalement en payant un remplaçant; cette coutume subsista malgré les réclamations maintes fois répétées de ceux qui trouvaient choquant de faire marcher les plus pauvres, et dangereux de confier des corps de garde à des remplaçants mercenaires.

Les *colonnes mobiles* ressemblèrent davantage à de véritables troupes et furent plus rapidement utilisables. Lors de la pacification de 1796, elles ne se composaient que de volontaires appartenant à la garde nationale : ils se groupaient en compagnies pour « faire, de concert avec la garnison, le service intérieur de chaque place et canton respectif ». Les jours de service, on accordait la subsistance aux volontaires indigents. Mais cette organisation ne fut d'abord réalisée que « là où il [était] jugé convenable par le général Watrin (37) ».

(34) Reg. délib. Château-du-Loir, 8 floréal an VI; Brûlon, 24 thermidor; — Arch. dép. Sarthe, L 227, 24 prairial; L 219, 11 thermidor.

(35) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 15 fructidor an VI; Château-du-Loir, 28 brumaire an VII; Marolles, 29 vendémiaire an VII, 9 brumaire an VII, 16 frimaire an VII; Conlie, an VII.

(36) Arch. dép. Sarthe, L 243, 24 prairial an VII; — Reg. délib. Mayet, 29 thermidor an VII.

(37) Arch. dép. Sarthe, L 115, f° 12. — Cette organisation fut réalisée à

Au mois de mai 1796, un arrêté directorial précisa la composition des *colonnes mobiles* : chacune d'entre elles devait comporter un effectif correspondant au 1/6^e de la garde nationale du canton ; ses membres seraient désormais nommés par les municipalités, aussi bien pour les hommes que pour les gradés. Elles devaient être renouvelées au moins tous les six mois, en frimaire et prairial de chaque année. La mise en service était fixée au 1^{er} messidor an IV (19 juin 1796) (38).

Les nécessités de la pacification, puis les élections de 1797 firent ajourner cette organisation (39). Mais, après le 18 fructidor, elle s'effectua rapidement. Le commissaire central provoqua la création de colonnes mobiles jusque dans les cantons les plus hostiles, ceux de l'Ouest et du Sud du département (40).

Ces unités effectuèrent les patrouilles et les battues, certaines se firent une sorte de réputation. Il n'est pas douteux que ces colonnes, formées de gens du pays, connaissant à fond la contrée et les gens, pouvaient agir avec beaucoup plus de sécurité et d'efficacité que les troupes. Celle de Sablé, bien dirigée et toujours en campagne, multiplia les captures importantes, elle conquit un véritable butin et finit par être plus redoutée que les soldats et les gendarmes (41).

LES ARRESTATIONS PAR MESURE DE SURETÉ

Colonnes mobiles, patrouilles militaires ou de gendarmerie étaient utiles sans doute, mais incapables de déceler les caches

Ballon, Brûlon, Chassillé, Domfront, La Ferté-Bernard, Le Lude, Mamers, Montreuil-le-Henri, Rouessé, Savigné, Soulligné-sous-Ballon, La Chapelle-Saint-Fray, Tennie et Tresson.

(38) Arrêté du Directoire, 17 floréal an IV ; — Debidour, *Actes...*, t. II, p. 313.

(39) Les colonnes furent créées, au moins sur le papier, à Mamers, Le Mans, Bonnetable, Rouez, Lucé, Saint-Calais, Montfort, Bouloire, Sablé, La Ferté-Bernard.

(40) Précigné (Arch. dép. Sarthe, L 241), pluviôse an VI ; Sablé (L 242), 13 vendémiaire an VI ; Parcé (L 240), 23 vendémiaire an VI ; La Chartre (L 249), an VI ; Epineu (L 169, f^o 26) ; Bessé, Vaas (L 245), prairial an VI ; Château-du-Loir (L 250), prairial an VI ; Brûlon, Vibraye (L 180, f^{os} 170-176) ; Saint-Cosme (Reg. délib.), 12 messidor an VI ; Asnières (L 242), 22 fructidor an VI.

(41) Arch. dép. Sarthe, L 242.

où se terraient les émigrés, les chefs royalistes et les prêtres réfractaires. Pour connaître les maisons qui les recevaient et abritaient leurs conciliabules, pour saisir surtout les plus influents, il fallait des espions et des fouilles. Enfin, à défaut de chefs d'accusation, il fallait pouvoir maintenir en arrestation les principaux meneurs. C'est pourquoi le gouvernement autorisa les perquisitions, l'espionnage et les arrestations par mesure de sûreté. Assurément toutes choses qui s'accordaient mal avec le régime constitutionnel. Mais, une fois de plus, la constatation s'impose que la Constitution ne pouvait encore être appliquée dans l'Ouest.

Les perquisitions, ou visites domiciliaires, étaient effectuées sur l'ordre du commissaire central par une « force armée suffisante », mise à la disposition d'un commissaire civil spécialement nommé. Elles avaient lieu « à la pointe du jour », mais la maison à visiter était bloquée pendant la nuit. Les Mémoires sont remplis de narrations de ces visites, des transes qu'elles déterminaient, des ruses qui les déjouaient, des violences qui les accompagnaient parfois.

Pour opérer avec quelque chance de succès, il fallait disposer de renseignements précis, agir vite et secrètement. Depuis longtemps des administrations et des commissaires avaient réclamé pour cela des fonds secrets et des espions (42). On avait employé quelques individus à diverses occasions, et le ministre de la Police avait accordé mille livres pour rétribuer deux agents secrets, dès novembre 1796 (43). Pendant l'an V, ils furent employés uniquement contre les brigands, sans but politique (44). A partir du coup d'Etat, les recherches portèrent surtout sur les conspirateurs, les chefs royalistes et les émigrés. Le ministre de la Police éleva les fonds secrets à mille deux cents livres, et, ultérieurement, plus de cinq mille livres furent envoyées (45). Les

(42) Arch. dép. Sarthe, L 158, f° 30.

(43) Arch. dép. Sarthe, L 159, f° 37; L 79, f° 123.

(44) Arch. dép. Sarthe, L 80, f° 80.

(45) Arch. dép. Sarthe, L 283, 8 frimaire an VI; L 181, 17 frimaire, 5 fructidor an VI.

commissaires de quelques cantons disposèrent aussi d'espions particuliers, tels ceux de Sillé, de Parcé, de Sablé, de Loué, d'Épineu et de Malicorne (46).

Le plus important de ces espions fut un certain Prévost Laurent, ancien ami des chouans, qui fournit une abondante documentation de décembre 1797 à avril 1798. Il se faisait passer pour chouan et parcourait ainsi tous les repaires et abris. On finit par trouver étrange que ses renseignements, si précis qu'ils fussent, ne permissent jamais aucune arrestation. Vers la mi-février on cessa de le subventionner, puis on se convainquit de sa duplicité et il fut arrêté par mesure de sûreté (47).

Un autre personnage, soldé par le Département, était spécialiste des visites domiciliaires en qualité de commissaire civil. Il procédait au désarmement, à la saisie des papiers suspects, et ne manquait pas de sermonner les gens qu'il visitait : il recommanda à une femme « de se servir des droits de l'amitié conjugale » pour prévenir son mari des dangers qu'il courait en conspirant; il exhorta un propriétaire à inspirer une terreur salutaire à ses fermiers qui s'étaient permis des propos anti-républicains (48).

Les arrestations par mesure de sûreté furent décidées le 24 brumaire an VI (14 novembre 1797). Le Directoire ordonnait de ne prendre que les chefs, mais il fallait les prendre tous (49). Pour mieux réussir, le ministre de la Police fit circuler deux agents secrets qui devaient aider les administrations. Ils arrivèrent dans la Sarthe en frimaire (50).

L'administration centrale dressa, le 24 novembre, la liste des individus à emprisonner. Il y en avait une trentaine, parmi les-

(46) Arch. dép. Sarthe, L 217, 28 floréal an VI; L 169, 5 messidor an VI, 7 prairial an VI; L 213, 29 prairial an VI; L 211, fructidor an VI; L 218, 4 vendémiaire an VII.

(47) Arch. dép. Sarthe, L 283; — Correspondance abondante, L 282, 17 pluviôse an VII; — Arch. nat., F 7 7511; — A. Belin, *Laurent-Prévost*, Révol. Maine, 1934.

(48) Arch. dép. Sarthe, L 207, nivôse à thermidor an VI; L 300, messidor an VI; L 301.

(49) Arch. dép. Sarthe, L 117, f° 136.

(50) Arch. dép. Sarthe, L 181, f° 27; L 283.

quels on notait Négrier La Ferrière, l'ancien accusateur public qui défendait si bien les inculpés royalistes; Savarre, naguère officier municipal du Mans et trésorier de Rochecot; Berriat, le meneur des troubles au théâtre; Treton et Charpentier, les journalistes royalistes; La Beaussonnière, Pict, Brion et Lambert, membres du comité royaliste (51).

Les arrestations furent effectuées le 25 novembre, pour un certain nombre, et les jours suivants pour les autres. Mais l'éveil avait été donné, et le succès fut partiel. Le ministre de la Police fit transférer plusieurs prisonniers à Paris, et ils furent incarcérés à la Force (52).

Des battues, dirigées par le général Cambray, permirent aussi de faire quelques captures intéressantes. D'abord celle de Launay, dit Fleur-de-Lys (53), puis celle d'un adjudant général de Rochecot, Martial Moirant, celui-là même qui avait tenté d'assassiner Hoche à Rennes. Du même coup, on découvrit un centre de correspondance royaliste au château de la Panne (54).

De l'aveu même des chefs royalistes, ces mesures de rigueur arrêterent le mouvement d'insurrection : « Les choses en vinrent à un tel point de surveillance qu'il n'y avait plus de sûreté nulle part », écrit Tercier (55). C'était là le couronnement de la campagne de défense inaugurée dès les élections de 1797. Elle fut suivie par une campagne d'action en vue des élections de 1798.

(51) Arch. dép. Sarthe, L 77, f° 57; L 300 et L 304, frimaire an VI.

(52) Arch. dép. Sarthe, L 300; L 77, f°s 57 et 62; — Arch. nat., F 7 3687, 7.

(53) Reg. délib. Sablé, 28 frimaire an VI.

(54) Arch. dép. Sarthe, L 242, 19 frimaire an VI; L 243, 11, 26 brumaire, 4 floréal an VII; L 167, f°s 11, 22 et 46; — Reg. délib. Sablé, 9 nivôse an VI; — Rochecot, ouvrage cité, p. 153; — La Frégeolière, ouvrage cité, pp. 100 et suivantes.

(55) Tercier, ouvrage cité, p. 272. — Bourmont décrit dans ses lettres le désarroi de l'organisation royaliste, en raison des trahisons (Arch. Bourmont, IV, 1).

Ces mêmes mesures avaient été prises dans les autres départements de l'Ouest (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 136; — Pommeret, ouvrage cité, p. 417 et suivantes).

CHAPITRE XII

Les élections de l'an VI. — La Campagne électorale

- I. — **Cartel des exclusifs et des directoriaux.** Les cercles constitutionnels, l'ambulance, l'action des cercles.
 - II. — **Propagande électorale :** la presse et le théâtre, les fêtes décadaires et nationales.
 - III. — **L'action officielle :** Lois, proclamations et mesures de police.
 - IV. — **Les listes de candidats et la réaction directoriale.**
 - V. — **L'esprit public à la veille des élections.**
-

Tous les résultats obtenus par le coup d'Etat pouvaient être compromis par les élections de 1798, d'autant plus gravement que les électeurs seraient appelés à procéder non seulement aux choix habituels, mais encore à pourvoir de titulaires tous les postes dont les occupants avaient été *fructidorisés*. Il y avait donc un intérêt majeur à préparer des élections ratifiant le coup d'Etat et toutes les mesures qui l'avaient suivi. A tous égards fructidor a commandé germinal.

La préparation des élections fut organisée dès le lendemain du coup d'Etat avec une énergie, une ténacité et une variété de moyens qui se révélèrent efficaces. Les procédés employés en 1797 par les royalistes furent retournés contre eux : campagne de presse, manifestations au théâtre, comités de propagande et d'action. L'appui gouvernemental permit de leur donner une ampleur et une portée exceptionnelles, et de bénéficier de dispositions législatives nouvelles. Cette campagne fut menée en collaboration par les directoriaux et par les exclusifs qui formèrent un véritable cartel.

I. CARTEL DES EXCLUSIFS ET DES DIRECTORIAUX.

LES CERCLES CONSTITUTIONNELS

La loi du 19 fructidor supprima l'interdiction des sociétés politiques. Aussitôt les cercles constitutionnels ressuscitèrent un peu partout. Les groupements sarthois eurent une existence officielle et une activité publique. Dès le 18 septembre, le cercle du Mans tenait sa première séance. Au même moment apparurent les cercles de Conlie, de Mamers, de Beaumont et du Grand-Lucé (1); un peu plus tard celui de Château-du-Loir (2). Tour à tour, les chefs-lieux de canton furent ouvertement pourvus de cercle : La Ferté-Bernard, Nogent-le-Bernard, La Flèche, Vallon, Ecommoy, Bourg-la-Loi, Précigné, Ballon, Bouloire et Le Lude (3). Ce développement ne fut pas très spontané. Assurément les petits groupes républicains qui pouvaient exister dans ces localités participèrent à ces créations, mais ils n'auraient pu aboutir sans aide. La multiplication des cercles s'effectua grâce à une méthode assez curieuse, que l'on appela *l'ambulance*.

L'AMBULANCE

Tous les décadis, au Mans, un cortège se formait. En tête chevauchait le général Cambray, à sa suite venaient des administrateurs du département, des commissaires du Directoire, des fonctionnaires de tous ordres, des délégués de cercles du voisinage, et surtout de celui du Mans. Chemin faisant, le cortège se grossissait de patriotes venus des cantons de toute la région. Quelques lieues avant d'atteindre la localité choisie pour la réunion, il

(1) *Ch. S.*, n^{os} 68 et 57; — *Arch. dép. Sarthe*, L 209 et L 229, vendémiaire an VI; — *Reg. délib. Grand-Lucé*, 28 fructidor an V; — Reinhard, *la Campagne électorale de l'an VI*, Bull. Soc. Ag. Sc. Arts, 1932.

(2) *Reg. délib. Château-du-Loir*, 28 frimaire an VI.

(3) Les pièces qui signalent pour la première fois ces divers cercles datent de : brumaire pour La Ferté-Bernard; nivôse pour Nogent-le-Bernard, La Flèche, Vallon; pluviôse pour Ecommoy, Bourg-la-Loi, Précigné; ventôse pour Ballon; messidor pour Bouloire et Le Lude. Pour le reste du territoire, voir Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 29 et suivantes, qui observe que les cercles de province sont mal connus.

rencontrait une troupe à cheval qui s'était portée au-devant des visiteurs pour les honorer et leur assurer une entrée plus brillante. Des commissaires spéciaux avaient tout organisé sur place : rues et monuments étaient pavés, et les corps officiels se tenaient alertés. Souvent l'accueil était fait par la municipalité en écharpe, entourée de la garde nationale et de la troupe du cantonnement. Le premier soin était de célébrer le décadi, tout le monde gagnait le temple décadaire, d'ordinaire l'église du lieu. Là commençaient les discours : le général Cambray, le commissaire du Directoire, les membres de la municipalité, et bien d'autres encore, s'appliquaient à vanter l'institution des cercles constitutionnels et à faire ressortir la multitude des bienfaits qu'une pareille organisation ne pouvait manquer de prodiguer. La République et ses armées étaient exaltées, tandis que les réacteurs de toutes sortes — aristocrates, prêtres réfractaires, chouans, clichyens — étaient voués aux gémonies ; quelques mots bien sentis célébraient le peuple souverain et lui désignaient les élus de demain (4).

Puis le cortège se reformait pour une soupe « civique ». Le banquet rassemblait parfois jusqu'à trois cents convives. Le lieu, moins imposant que le temple décadaire, permettait plus de licence ; on chantait d'abord des airs patriotiques puis, pour flatter la vanité locale, les productions de quelques poètes du cru, telles ces strophes de circonstance :

Que ce saint amour nous enflamme !
Cédons-lui tous nos intérêts.
Et de notre Cercle que l'âme
Soit la vertu, l'ordre et la paix.
Des ennemis des droits de l'homme,
Que ce Cercle soit affranchi.
Point d'agents des rois et de Rome,
Et surtout point d'amis de Clichy (5).

(4) *Ch. S.*, vendémiaire à germinal an VI ; — Arch. dép. Sarthe, L 130 et L 167, f° 44 et suivants ; L 219 et 220, 6 pluviôse an VI ; L 241, 22 pluviôse an VI ; Arch. nat., A F III, 259.

(5) Inauguration du Cercle de Sablé, 11 pluviôse an VI (*Ch. S.*, n° 68).

On portait ensuite des toasts nombreux et vibrants : à la République, au Directoire, au Dix-huit fructidor, à « Buonaparte l'italique ».

Vers deux ou trois heures de relevée, les « ambulants » rendaient visite à la municipalité, à l'instituteur qui faisait réciter quelques pages patriotiques à ses élèves. Ensuite, le « cortège civique » se reformait pour une promenade également civique. Il se rendait ainsi sur la place principale, devant l'autel de la Patrie, au pied de l'arbre de la Liberté. Là, les discours reprenaient. A l'occasion, on plantait un nouvel arbre de la Liberté, ou bien on passait en revue la garde nationale. Venait alors le moment solennel qui consacrait la réunion et souvent aussi la création d'un nouveau cercle; un délégué prêtait le *serment du Grand-Lucé* :

Nous jurons, disait-il, attachement inviolable à la Constitution de l'an III, union entre tous les républicains, haine à tous les tyrans, surveillance active, vengeance terrible, autorisée par les lois et notre énergie, vengeance prompt contre tous les assassins, mort au crime, indulgence à l'erreur, et nous vouons à l'animadversion du peuple français les prêtres insoumis, les nobles non convertis et les chouans, leurs criminels agents (6).

C'était un rite invariable, un serment d'affiliation qui unissait les initiés et agrégeait les nouveaux membres. Le cercle à peine fondé entraînait aussitôt en séance, tandis que les commissaires délégués par les divers cantons se retiraient « dans un local particulier » pour se communiquer leurs instructions. Quant à la masse des congressistes, elle s'amusait, soit au banquet, soit au bal public dans les rues illuminées.

C'est pourquoi le paysan, en proie à une douce « ivresse républicaine », s'écriait au soir d'une pareille journée : « Je veux entrer dans votre République. Inscrivez-moi, je suis d'avec vous. » Et son nom était porté au registre des membres du cercle local.

Certes, ce programme souffrait bien des variantes. Selon le temps dont on disposait, le principal pouvait tenir en quelques

(6) Ch. S., n° 32; — Arch. dép. Sarthe, L 241, 22 pluviôse an VI.

heures ou s'étendre sur deux jours. Il arrivait que la seconde journée fût spécialement réservée aux auditeurs venus de la campagne. Rien de rigide non plus dans l'ordre des cérémonies, cependant la plupart se répétaient identiques, d'autant qu'elles étaient préparées par les mêmes personnes. Elles tenaient de la réception d'un évêque en tournée de confirmation et d'une fête foraine.

S'il faut en croire la *Chronique*, les circonstances suffiraient à expliquer l'origine de cette organisation aussi habile qu'efficace. Les fonctions militaires de Cambray auraient eu un rôle décisif dans l'organisation sarthoise. Le général effectuait souvent des tournées dans les deux départements où il commandait : Sarthe et Loir-et-Cher. Il leur donna un caractère politique. Par exemple, au début de vendémiaire an VI, Cambray se rendait à Blois; la municipalité du Grand-Lucé profita de son passage, le 3 vendémiaire, pour célébrer la fête de la République sous sa présidence. Saint-Calais étant sur la route de Blois, le général y présida aussi la fête, reportée au 4 vendémiaire. Il en fut de même en Loir-et-Cher. Cambray visita tour à tour Montoire, puis Vendôme et enfin Blois, où il arriva le 14 vendémiaire (7).

Au retour, les manifestations reprirent avec plus de méthode et non moins d'enthousiasme. A l'approche du général et de sa « forte escorte », les cantons frémissaient. Il passa par Château-du-Loir et rétablit l'arbre de la Liberté d'Ecommoy. Mais c'est à Mayet qu'eut lieu la réunion décisive : les patriotes résolurent de se réunir le premier jour de chaque mois dans un des bourgs du département (8). Le cercle ambulante était né (9).

(7) *Ch. S.*, nos 7 et 10.

(8) *Ch. S.*, nos 19 et 84.

(9) L'idée des cercles ambulants n'était pas neuve. Les jacobins, constatant qu'ils ne se recrutaient guère que dans les villes, avaient organisé dans les campagnes des *missions* politiques, à la manière des nombreuses missions religieuses du xvii^e et du xviii^e siècle. Les jacobins de Paris recommandèrent cette méthode dès février 1792. La Revellière et ses amis du club d'Angers en organisèrent dans les Mauges, et ce fut à leur dire une sorte de « club ambulante ». Il y en eut en Loir-et-Cher en 1793; à Besançon « douze apôtres » furent délégués en 1794 pour aller porter la bonne parole dans les campagnes. Il en fut ainsi, au même moment, dans les régions de

Dès lors les *ambulants* se mirent en campagne. Durant quatre mois ils parcoururent le département. Tous les décadis un nouveau cercle jaillissait du sol sarthois : le 1^{er} frimaire au Grand-Lucé, le 10 à Saint-Calais, le 20 à La Ferté-Bernard, le 30 à Château-du-Loir, et cela dura jusqu'au 15 ventôse. Ainsi Deucalion jetait par-dessus son épaule, au long de son chemin, les pierres d'où naquirent les hommes.

L'itinéraire des cercles ambulants fut établi de façon à toucher successivement les centres importants de la périphérie du département. On choisit d'abord les localités offrant des points d'appui : opinion favorable, commissaire zélé, présence d'un groupe d'amis; puis on gagna les cantons plus rétifs. Au début de nivôse, on reconnut que le rythme décadaire serait insuffisant. Dès lors on visita deux cantons par décade, par exemple les cantons de Sillé-le-Guillaume et de Conlie, les 29 et 30 pluviôse. Mais c'était encore trop lent; alors on songea aux groupements cantonaux.

L'idée fut émise à Château-du-Loir. Les patriotes de cette ville fondèrent un cercle ambulant pour atteindre les populations de Vaas à Ecommoy, de La Chartre à Aubigné. La *Chronique* les en félicita et invita les patriotes des autres ci-devant chefs-lieux de district à les imiter. Il s'établirait ainsi un réseau secondaire de cercles ambulants qui parcourraient les chefs-lieux de canton. Ceux-ci, entraînés à leur tour dans ce mouvement d'ensemble, organiseraient chacun un cercle ambulant, centre d'un réseau tertiaire qui, visitant les campagnes, porterait la bonne parole

Bordeaux, de Vendôme, de Lamballe, et sans doute en beaucoup d'autres lieux. L'idée fut connue dans la Sarthe, le *Mémorial* de Boucher raconte que « Chaque décadi un frère recevait la mission pour aller prêcher dans une commune désignée. Le prédicant faisait avertir la municipalité, et celle-ci réunissait les frères et amis connus par leur attachement aux nouveaux principes. L'assemblée formée, le missionnaire lisait à haute voix quelques articles des journaux de Marat. »

Voir Mathiez, *Origine des cultes révolutionnaires*, p. 103; *l'Eglise et la Révolution* (Rev. cours et conférences 1932), p. 155; — Gallerand, *les Cultes sous la Terreur*, p. 642; — La Revellière, *Mémoires*, t. I, p. 93 et suivantes; — Meynier, *La Revellière*, p. 26; — *L'Ami du genre humain* (journal sarthois), n° 19, 11 mai 1794; — Pommeret, ouvrage cité, pp. 204, 272 et 289; — Giraud, *Essai...*, pp. 590 et 597; — Boucher, *Mémorial manuscrit*, p. 267.

« jusqu'au hameau le plus obscur ». A la vérité, le temps fit défaut pour réaliser ce programme grandiose; il reçut seulement un commencement d'exécution grâce aux cercles de Château-du-Loir, d'Ecommoy, de La Flèche, et peut-être de Saint-Calais (10).

Pour donner une parfaite cohésion à tous les cercles du département, on établit des réunions générales. La fête du 1^{er} vendémiaire avait été l'occasion du premier de ces rendez-vous. Bazin avait fait passer une note, dans la *Chronique*, conviant les patriotes des cantons à s'unir à ceux du chef-lieu. Son appel fut entendu, et la fête eut grand succès (11). Il organisa de même les réunions du 5 nivôse (25 décembre 1797), 5 pluviôse (24 janvier 1798) et du 15 ventôse (5 mars).

En ventôse, il y avait vingt-cinq cercles dans les cinquante-trois cantons de la Sarthe. Ils avaient une organisation à peu près identique : comité directeur, président, secrétaires et commissaires pour chaque question importante (12). On y trouvait surtout des fonctionnaires : commissaires cantonaux, agents municipaux (13). Pour respecter la Constitution, les cercles se déclaraient publics, en fait on exigeait habituellement des cartes d'entrée, et le ministre de la Police toléra cette illégalité (14).

Les cercles étaient des institutions officielles : l'administration centrale les patronnait, les agents cantonaux prirent l'habitude de s'y rencontrer, la correspondance administrative se confondit avec celle des cercles; les commissaires faisaient pas-

(10) Voir planche II.

(11) *Ch. S.*, fructidor an V et vendémiaire an VI.

(12) Correspondance des commissaires cantonaux et *Chronique*.

(13) Sur les vingt-cinq cercles de la Sarthe, deux seulement, ceux de Beaumont et de La Flèche, paraissent n'avoir pas été dirigés par le commissaire cantonal. Par contre les commissaires de Malicorne, de Courgains, de Fresnaye et de Lavardin adhèrent au mouvement sans réussir à fonder de cercle.

(14) A Ballon et à Château-du-Loir on affirmait que les séances étaient publiques (Arch. dép. Sarthe, L 207, 11 ventôse; *Ch. S.*, n° 47). Les femmes étaient admises à Mamers (Arch. dép. Sarthe, L 229). Sotin autorisa toutes les dérogations dans sa lettre à l'administration municipale de Vendôme (14 pluviôse, *Ch. S.*, n° 57).

(15) Lettres des commissaires de La Ferté-Bernard (Arch. dép. Sarthe, L 226), de Bouloire (L 246, 7 nivôse), de Nogent-le-Bernard (L 231, 29 ventôse), de Sablé (L 242, 14 pluviôse), de Vaas (L 244, nivôse) et d'Yvon (L 207, 2 pluviôse) au commissaire central. Des commissaires de cercles lançaient

ser leurs rapports à Houdebert, au général Cambray ou à Bazin, indifféremment par l'une ou l'autre voie (15). Le Directoire, au courant de cette situation, laissa toute liberté au commissaire central et encouragea les agents secrets du ministre de la Police à « presser de toutes parts » la multiplication des cercles (16).

On aurait pu s'inquiéter de voir cette organisation entre les mains des *exclusifs* : Bazin était redevenu l'influent personnage dont on se réclamait; Clairian était le chroniqueur attitré des réunions ambulantes; Rouvin, le doctrinaire, se montrait singulièrement audacieux et violent; Jouennault, le commissaire révoqué pour ses liaisons avec la *Chronique*, fournissait les fonds (17). Dans les cantons, il en était de même, du moins dans la mesure où il subsiste quelques indications (18). Il est vrai que la consigne était « l'union et la paix » avec les modérés. Les chefs du cercle de La Flèche furent blâmés par Bazin pour s'être montrés trop exclusifs, si bien que le commissaire central pouvait présenter au ministre de l'Intérieur le spectacle agréable « d'un rapprochement général entre tous les amis de la Liberté (19) ».

des invitations aux municipalités cantonales voisines pour les convier aux réunions ambulantes. Ainsi l'administration d'Assé arrêta qu'une partie de ses membres, accompagnés du commissaire cantonal, se rendraient à Beaumont le 19 nivôse (Reg. délib. Assé, 18 nivôse). Les municipalités de Brûlon et de Courgains furent de même officiellement avisées (Reg. délib., 7 nivôse et 30 frimaire an VI). Tous les membres de la municipalité du Grand-Lucé adhéraient au cercle de ce canton (Reg. délib. Grand-Lucé, 25 brumaire an VI).

(16) Compte rendu du commissaire central au ministre de l'Intérieur (Arch. dép. Sarthe, L 130, 10 nivôse); — Rapport n° 3 de La Roche et Foucault, agents du ministre de la Police (Arch. nat., F 7 3687, 6, 20 nivôse); — Dans la Vienne, l'administration centrale patronnait aussi les cercles (Doucet, ouvrage cité, p. 321).

(17) Lettre du commissaire de Vaas au commissaire central (Arch. dép. Sarthe, L. 244, nivôse); — Lettre de Besnard au Directoire (Arch. nat., A F III, 259, germinal an VII); — Rapport de la Députation au Directoire (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3, 6, germinal an VI).

(18) Le cercle de La Flèche avait été fondé par les terroristes de cette localité (Reg. arrêtés La Flèche, 7 nivôse an VI).

(19) *Ch. S.*, n° 68. — Déjà Bazin avait recommandé : « Gardez-vous qu'un esprit rigoureusement exclusif ne vienne engourdir les esprits, rétrécir les vues et surtout affaiblir vos forces » (*Ch. S.*, n° 120); — Compte rendu du 10 nivôse (Arch. dép. Sarthe, L 130). En certains endroits cet esprit de conciliation favorisa le développement du cercle. Sillé-le-Guillaume en fournit un exemple caractéristique : quarante républicains « très prononcés » y fon-

L'ACTION DES CERCLES CONSTITUTIONNELS

Ce n'est qu'accidentellement qu'on peut saisir l'action des cercles constitutionnels. Dès le 1^{er} frimaire, « il fut arrêté... que chaque membre était spécialement chargé de surveiller les ennemis de la République, et d'instruire sur leurs manœuvres l'autorité publique et les secrétaires du cercle placés auprès d'elles (20) ». La délation fut élevée au rang d'une doctrine :

La garantie de la liberté d'un peuple est moins dans sa force que dans l'activité de sa surveillance... Le gouvernement républicain est celui qui impose plus particulièrement ce devoir...

Rouvin reconnaissait que ce devoir ne pouvait être rempli que par « un petit nombre », et il ne cachait pas que ceux-ci s'exposaient « au ressentiment (21) ». C'était les inviter à se dissimuler.

La surveillance s'exerçait d'abord sur les prêtres insoumis, ainsi que le spécifiait le serment du Grand-Lucé. Entre fructidor an V et germinal an VI, un grand nombre d'entre eux furent arrêtés. Dans quelle mesure les cercles en étaient-ils responsables? Les prêtres réfractaires attribuèrent la découverte de leurs cachettes et l'incarcération de leurs confrères « à quelques assemblées de frères ou d'amis (22) ».

Puis il fallait surveiller et dénoncer « les nobles non convertis et les chouans ». Là encore, il est difficile de préciser jusqu'à quel point les arrestations de suspects, particulièrement nombreuses pendant les premiers mois de l'an VI, étaient imputables aux cercles. Nous remarquerons simplement qu'ils en félicitèrent l'administration centrale (23).

dèrent un cercle; celui-ci comprit bientôt soixante-sept « bons républicains », enfin il rassembla une « centaine de républicains » sans épithète (*Lettres du commissaire de Sillé*, 2 et 11 pluviôse, 5 ventôse. Arch. dép. Sarthe, L 207).

(20) Commissaire de La Chartre (Arch. dép. Sarthe, L 249, 21 nivôse an VI). Voir aussi le serment du Grand-Lucé.

(21) *Ch. S.*, n° 28. — La délation était aussi une attribution essentielle des cercles de la Vienne (Doucet, ouvrage cité, p. 348).

(22) Note de Rouvin, *Ch. S.*, n° 6; — Lettre de Savarre à Hersant (*Lettres saisies...*, p. 41).

(23) *Ch. S.*, n° 39. — Il est infiniment probable que les « républicains » qui lancèrent une souscription de cinquante louis pour qui prendrait Rochecot sont les membres de la réunion centrale tenue le 5 nivôse an VI (*Ch. S.*, n° 49).

Il y a peu d'exemples de l'intervention directe des cercles. Cependant, dans les cantons de Bouloire et de Nogent-le-Bernard, les cercles firent exécuter par leurs commissaires des visites domiciliaires chez des cultivateurs soupçonnés d'abriter des prêtres réfractaires. Au mépris de la loi, celles-ci eurent lieu la nuit (24). Cet abus obligea le ministre de la Police, pourtant très favorable, à rappeler aux cercles qu'« ils ne [pouvaient] donner à leurs membres aucune mission publique hors de leur enceinte (25) ». Ce rappel fut d'ailleurs inefficace.

Les autorités constituées n'étaient pas à l'abri de la suspicion et de la délation. Des commissaires cantonaux tremblèrent d'être dénoncés par le cercle de leur canton. L'un d'eux implora le commissaire central, tant il redoutait que sa destitution ne fût demandée par le cercle ambulant ; un juge de paix agit de même (26). Un autre commissaire s'affola à l'idée que déjà son successeur avait été désigné par la « Société populaire » [sic] du Mans (27). Or ils appartenaient eux-mêmes aux cercles constitutionnels !

Parfois des notes étaient insérées dans le journal : ainsi Clairian rappelait la nécessité « d'épurer » le commissaire près le Tribunal de La Flèche (28). De toute façon les rivalités personnelles trouvaient l'occasion de se satisfaire, et il paraît que le commissaire central sut en profiter. Il soutint le fondateur et président du cercle de Ballon, de ce canton où commissaire et juge de paix s'inquiétaient si fort, il lui confia des missions secrètes et des visites domiciliaires, il le chargea d'assurer le désarmement des châteaux, entretenit une correspondance active avec lui et le rencontra aux séances ambulantes. C'est sur ses indications qu'il songeait, dès pluviôse an VI, à révoquer le commissaire du canton de La Suze, ce qui fut fait un an plus tard

(24) Lettre du commissaire de Bouloire au commissaire central, 22 messidor (Arch. dép. Sarthe, L 246), et du commissaire de Nogent-le-Bernard, 19 ventôse (Arch. dép. Sarthe, L 231).

(25) Lettre à l'administration de Vendôme (*Ch. S.*, n° 67).

(26) Lettre du commissaire de Ballon au commissaire central, 11 et 14 ventôse, et du juge de paix, 15 ventôse (Arch. dép. Sarthe, L 207).

(27) Lettre du commissaire de Malicorne, 3 thermidor (Arch. dép. Sarthe, L 239).

(28) *Ch. S.*, n° 55.

au profit du dénonciateur, nommé commissaire aux lieu et place du révoqué (29).

Enfin, la tâche essentielle que les cercles s'étaient assignée lors de leur fondation consistait à prendre « des mesures pour faire triompher la République en germinal (30) ». Jamais ce but ne fut perdu de vue, de fructidor à germinal on ne cessa pas d'y faire allusion; mieux encore, les autorités les plus hautes prirent soin de le mentionner formellement (31).

Toute cette activité fut brusquement interrompue par l'intervention du gouvernement, quinze jours avant les élections, le 15 ventôse (5 mars 1798).

Dans quelle mesure cette campagne a-t-elle pu agir sur les paysans? On peut remarquer que dans certaines régions le résultat fut contraire au but poursuivi (32). Ailleurs, le pays était tellement « chouanné » qu'on ne pouvait rien espérer. Quelques commissaires signalèrent une légère amélioration, mais ils se prononcèrent si vite, une fois le cercle formé, qu'on peut difficilement les prendre au sérieux (33). Pour le reste, c'est-à-dire dans la plupart des cantons, il apparaît que les cercles ont surtout joué un rôle électoral. Il eût fallu plus de temps et de pru-

(29) Correspondance d'Yvon et du commissaire central (Arch. dép. Sarthe, L 300); Lettre d'Yvon, 2 pluviôse (Arch. dép. Sarthe, L 207); — Rapport du commissaire central au ministre de l'Intérieur (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2); — Révocation du commissaire, brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 130) et nomination d'Yvon (Arch. dép. Sarthe, L 218).

(30) Compte rendu de la première réunion ambulante à Mayet (*Ch. S.*, n° 19).

(31) D'après le ministre de la Police, les « Sociétés particulières s'occupant de politique » étaient chargées d'enseigner les moyens de discerner la qualité des candidats, de déjouer l'intrigue et d'éviter les erreurs de l'an V. Les « magistrats » devaient employer les cercles constitutionnels pour « corroborer l'action du gouvernement et préparer des élections dignes du peuple français (49) » (Lettre du 17 pluviôse an VI, publiée par le Département le 5 ventôse et par la *Chronique* le 16 ventôse). Des exemplaires de cette note furent adressés aux cercles sarthois, par l'intermédiaire des municipalités cantonales, pour faciliter leur action.

(32) Ce fut le cas à La Flèche (*Ch. S.*, n° 68), à Bessé (1^{er} ventôse, Arch. dép. Sarthe, L 245), à Bouloire (20 nivôse, Arch. dép. Sarthe, L 246).

(33) Lettres des commissaires de Mamers, 15 vendémiaire (Arch. dép. Sarthe, L 229); de Bourg-la-Loi, 20 pluviôse (L 223); de Bonnetable, 20 pluviôse (L 222); de Saint-Calais, 1^{er} ventôse (L 247).

dence pour modifier véritablement et de façon durable l'esprit public des gens de campagne. Bazin d'ailleurs ne l'oubliera pas, et sous la Restauration il s'y attachera.

II. LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

PROPAGANDE PAR LA PRESSE ET PAR LE THÉÂTRE

Les cercles constitutionnels fournirent l'instrument de propagande électorale le plus original et le plus efficace, mais ce ne fut pas le seul. Comme le ministre de la Police l'avait recommandé au lendemain du coup d'Etat, les républicains s'emparèrent des moyens utilisés par les royalistes, notamment de la presse et du théâtre (34).

La *Chronique de la Sarthe* demeurait le seul journal d'opinion du département, elle prit sans tarder l'allure d'un journal officiel. Des articles de polémique furent lus aux séances décadaires, dans certains cantons, comme celui du Grand-Lucé (35). Des lettres administratives, même confidentielles, furent insérées dans ce journal (36).

Le théâtre avait été mis au service de l'action royaliste, en l'an V. Le ministre de la Police ordonna aux fonctionnaires de le surveiller et de l'utiliser à leur tour (37). L'administration centrale de la Sarthe informa les directeurs du théâtre du Mans que tout devait « respirer le républicanisme dans leur école » [*sic*] et faire mépriser la tyrannie (38). Quelques incidents eurent lieu : lorsqu'on chanta la *Marseillaise*, des « vocifé-

(34) Circulaire de Sotin, 3 vendémiaire an VI (*Ch. S.*, 28 vendémiaire an VI).

(35) Reg. délib. Grand-Lucé, 20 vendémiaire an VI.

(36) Lettre de la municipalité de Précigné, sur Glattier, 19 frimaire an V (Arch. dép. Sarthe, L 241), publiée dans la *Ch. S.*, 26 frimaire an VI, ce qui inquiéta le président de la municipalité. Le commissaire du canton de Précigné, Cosnard-Desportes, transmettait à Bazin des renseignements officiels. Il n'était pas seul à le faire : Barret, par exemple, agissait de même.

(37) Circulaire du 3 vendémiaire an VI, publiée dans la *Ch. S.*, 28 vendémiaire an VI.

(38) Arch. dép. Sarthe, L 161, f° 123. Dans le même sens, lettre du commissaire central au commissaire du Mans, L 169, f° 33.

rations » éclatèrent pour exiger le couplet sur la paix; une autre fois, un spectateur du parterre resta couvert pendant le couplet « Amour sacré... », et il fut cause d'une scène « affligeante où se [provoquèrent] deux défenseurs de la patrie (39) ». Mais les temps héroïques étaient révolus : il n'y eut ni bagarre, ni discours subversifs; les *honnêtes gens* protestèrent par l'abstention, et le théâtre fut désert, ainsi qu'il en advint dans la plus grande partie de la France (40).

LES FÊTES RÉPUBLICAINES

Les *fêtes républicaines* devaient aussi contribuer à réchauffer le zèle et préparer l'esprit public à de bonnes élections. On les réorganisa. Par exemple, on multiplia les plantations d'arbres de la Liberté partout où les malveillants, ou plus simplement les intempéries, les avaient fait disparaître. Comme le remarque une municipalité naïve ou moqueuse :

Au moment où notre liberté et la République viennent d'être assurées d'une manière stable et durable, il était convenable de planter des arbres de la Liberté avec racines (41).

La célébration des fêtes nationales et décadaires fut remise à l'ordre du jour par le Directoire, au lendemain du coup d'Etat (42). Cela supposait l'usage du *calendrier républicain*, qui n'était encore suivi que par les fonctionnaires. L'administration centrale essaya de l'imposer, mais sans succès (43). Il eût fallu employer la force; quelques-uns y étaient disposés (44); d'autres, et c'était le cas du commissaire central, jugeaient cette violence

(39) *Ch. S.*, n^{os} 12 et 20, brumaire an VI.

(40) *Ch. S.*, 28 nivôse an VI. — Comparer avec les incidents qui éclatèrent alors à Bordeaux et qui aboutirent au même résultat (Courteault, ouvrage cité, chap. xvii).

(41) Reg. délib. Saint-Maixent, 10 nivôse an VI.

(42) Proclamation du 23 fructidor an V.

(43) Arch. dép. Sarthe, L 161, f^o 133; L 223, 6 pluviôse an VI.

(44) « Il faudrait la contrainte; on criera à la violation de la liberté, on argumentera des principes consacrés par la constitution, peu importe : on laissera crier. » Pluviôse an VI. Lettre du commissaire de Sablé (Arch. dép. Sarthe, L 242).

dangereuse (45). Au surplus, aucune loi ne permettait d'ordonner l'interruption du travail le décadi, et le ministre de l'Intérieur, Letourneux, interdit aux administrations de prendre des arrêtés illégaux (46). On recourut donc à des procédés obliques (47). Les administrations furent fermées le décadi, mais certaines municipalités en prirent prétexte pour supprimer leur séance décadaire (48). Puis on voulut fermer les écoles, mais de sérieuses difficultés se révélèrent : les instituteurs publics firent remarquer que les enfants n'étaient jamais présents le dimanche, et les instituteurs particuliers refusèrent en majorité de chômer le décadi. Ce ne fut, d'ailleurs, qu'un des aspects de la question scolaire qui se posa lors de l'application de l'arrêté directorial du 17 pluviôse an VI (49).

La résistance fut encore plus énergique pour empêcher la fixation des foires et marchés à de nouvelles dates définies par le calendrier républicain. Les municipalités firent la sourde oreille, et les mois passèrent sans aucun résultat (50).

La coutume du repos dominical était si profondément ancrée que les administrateurs signalent ce fait bien curieux : l'affluence aux fêtes décadaires augmentait considérablement lorsque le décadi coïncidait avec le dimanche (51).

La concurrence victorieuse du dimanche donna l'idée d'une autre mesure indirecte en faveur du décadi : le transfert des cérémonies religieuses. Le ministre de l'Intérieur, dans sa circulaire du 19 brumaire, en avait exprimé le « désir » ; diverses adminis-

(45) Lettre du commissaire central au commissaire de Château-du-Loir, (Arch. dép. Sarthe, L 169, f° 11).

(46) Circulaire du 19 brumaire an VI.

(47) Voir Mathiez, *la Théophilanthropie et le Culte décadaire*, p. 418.

(48) Reg. délib. Brûlon, 20 frimaire an VI; La Flèche (*extra-muros*), 30 floréal; Mayet, 15 vendémiaire an VI.

(49) Par exemple dans le canton de La Flèche (*extra-muros*) (Reg. délib. ventôse an VI). — Pour la question scolaire, voir plus loin, chap. XVIII.

(50) Arch. dép. Sarthe, L 36, 16 pluviôse an VI; — Ch. S., 18 pluviôse an VI.

(51) Arch. dép. Sarthe, L 222, 25 thermidor an V; L 209, pluviôse an VI; L 226, 25 frimaire an VI.

trations voulurent le satisfaire en le transformant en ordre impératif (52). Plusieurs commissaires cantonaux de la Sarthe souhaitèrent un arrêté départemental dans ce sens (53), mais les autorités ne s'y prêtèrent pas. Seule, la municipalité de Saint-Paterne fit donner lecture de la circulaire ministérielle, laissant entendre que si les ministres du culte ne se montraient pas conciliants, elle emploierait les moyens les plus propres à triompher de leur résistance (54).

En somme, toutes les tentatives pour imposer la pratique du repos décadaire échouèrent complètement. Il ne faut pas s'en étonner, car cette réforme attaquait les populations dans ce qui leur tenait le plus à cœur : leurs croyances, leurs habitudes et leurs intérêts. D'ailleurs, de l'aveu unanime, les cérémonies décadares étaient fastidieuses (55).

Les *fêtes nationales* obtinrent plus de succès. Elles étaient moins fréquentes, leur signification était plus précise, on pouvait les faire bénéficier d'un effort financier exceptionnel. Entre fructidor et germinal, on s'appliqua à leur donner quelque éclat, toujours dans le but d'obtenir des élections républicaines, et avec l'intention de poursuivre cet effort dans l'avenir pour consolider les institutions en formant l'esprit public.

L'idéal caressé par le Directoire était grandiose. La Revellière l'exposa dans toute son ampleur à l'Institut, le 22 vendémiaire (13 octobre). Il rêvait de théâtre antique et de jeux olympiques, renouvelés par une religion nouvelle, la théophilanthropie (56). Les républicains sarthois étaient plus utilitaires : ils se bornaient à demander la suppression de la promenade civique, trop semblable à une procession, et l'organisation de danses, courses à

(52) *Ch. S.*, 4 frimaire, 10 et 21 nivôse an VI.

(53) *Arch. dép. Sarthe*, L 244, pluviôse an VI; L 251, pluviôse an VI.

(54) *Reg. délib. Saint-Paterne*, 10 frimaire an VI. — Comparer avec Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 14.

(55) *Arch. dép. Sarthe*, L 213, pluviôse an VI; L 234, pluviôse an VI; — *Ch. S.*, 28 nivôse an VI; — *Arch. nat.*, F I C III, Sarthe, 5, ventôse et floréal an VI. — L'échec fut identique en beaucoup d'autres lieux : ainsi dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 423); dans la Mayenne (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 494); ou dans la Côte-d'Or (Brelot, ouvrage cité, p. 224).

(56) La Revellière, *Mémoires*, t. III, p. 28.

pied ou à cheval, exercices variés et banquets (57). Peu importait le caractère religieux, il fallait distraire les gens pour les faire venir, et profiter de leur présence pour les attacher au régime. La fête de la Paix fournit une occasion incomparable.

La paix de Campo-Formio fut un événement capital, elle souleva des transports de joie. Ce fait est bien connu, mais il n'est pas sans intérêt de l'observer dans un département aussi divisé que celui de la Sarthe. L'enthousiasme y fut général. Dès l'arrivée du courrier, la nouvelle était publiée dans les rues et accueillie par des acclamations. Les gens voulaient organiser des réjouissances avant même d'avoir reçu l'avis officiel. Il faut lire les comptes rendus inscrits sous le coup de l'émotion aux registres des municipalités.

A Saint-Calais, par exemple, la nouvelle s'étant ébruitée avant l'arrivée du courrier, les habitants se rassemblèrent pour attendre « la certitude de cette paix si glorieuse et si désirée, de cette paix chérie, source de la félicité et du bonheur communs ». Le courrier arrive, « la joie se manifeste de toutes parts, tous les citoyens se rendent à l'administration, entourent les autorités constituées qui se réunissent à l'instant ». Les cris éclatent, la population se répand dans les rues en chantant. « L'enthousiasme et la joie est à son comble, chacun illumine ses maisons [*sic*]. Le président, rappelant à tous les citoyens de ne faire qu'un seul peuple de frères et d'amis, engage à la concorde et à l'union. » On lit solennellement la nouvelle au son des cloches et des tambours, et les citoyens « prolongent très avant dans la nuit les danses et les jeux ».

Il en fut ainsi partout. A Fresnay, pays peu républicain, un feu de joie fut instantanément allumé sur la place, un poignon de vin fut mis en perce et abandonné « à la discrétion du peuple ». A Château-du-Loir, les habitants réclamèrent l'organisation d'une grande fête, sans se soucier de la date officiellement assignée. Au Mans, on décida de faire une représentation théâtrale en plus des cortèges, discours, illuminations et danses accoutumés. Les

(57) *L'Abeille*, 12 floréal an VI.

moindres bourgs firent de leur mieux : celui de Saint-Paterne organisa un banquet civique, y invita des citoyennes, et les danses se prolongèrent jusqu'à quatre heures du matin; à Tuffé, les illuminations et les feux de joie éclairèrent aussi des danses et des jeux; dans le bourg de Thorigné, les populations prirent l'initiative d'organiser une grande fête. Dans certains cantons, comme celui de Nogent-le-Bernard, ce fut la première fête nationale que l'on ait effectivement célébrée. Comme le remarquait joyeusement le commissaire de Vivoin : « La nouvelle de la paix a produit de nouveaux républicains (58). »

Tout exprès pour réchauffer le zèle des citoyens à la veille des élections, la loi du 13 pluviôse an VI (1^{er} février 1798) établit la fête de la *Souveraineté du peuple*, qui devait être célébrée le 30 ventôse. Un éclat exceptionnel lui fut donné en l'an VI (20 mars 1798). Au Mans et dans les grandes communes comme Mamers, il y eut salves d'artillerie, défilés et discours, bal et illuminations (59). Ailleurs, ce fut plus sommaire, mais non moins agréable, s'il faut en croire les bons citoyens de Saint-Célerin :

Nous avons passé, déclare le procès-verbal, le reste de la journée à boire à la santé de la République, de nos législateurs, du Directoire, des généraux et défenseurs de la Patrie, de nos administrateurs et de tous les francs et honnêtes républicains.

Après une telle préparation, la nuit fut consacrée à la danse (60).

(58) Reg. délib. Saint-Calais, 8 brumaire an VI; Fresnay, 10 brumaire; Château-du-Loir, brumaire; Saint-Paterne, 9 pluviôse an VI; Tuffé, 10 brumaire; Nogent-le-Bernard, 9 brumaire an V; Arch. dép. Sarthe, L 234, L 694, L 226; 9 brumaire, L 215. — Ce succès de la fête de la paix fut général : à Angers elle se déroula au milieu d'un « enthousiasme délirant » (Bois, ouvrage cité, p. 136); à Dijon « l'enthousiasme toucha au délire » (Brelot, ouvrage cité, p. 115).

Dans les Conseils, lors de la ratification du traité, « tous les chapeaux volaient en l'air, tous les citoyens étaient debout » (Guyot, *le Directoire et la Paix de l'Europe*, p. 545).

(59) Ch. S., 6 et 8 ventôse et 2 germinal an VI.

(60) Comptes rendus communaux de la fête de la souveraineté du peuple, an VI (Arch. comm. Montfort-le-Rotrou; Arch. comm. Parigné).

III. L'ACTION OFFICIELLE.

LOIS ET PROCLAMATIONS

Plusieurs mesures législatives furent prises en vue des élections pour retirer le droit de vote à diverses catégories d'ennemis du régime : parents ou alliés d'émigrés, « chefs des rebelles de la Vendée et des chouans », « ci-devant nobles et anoblis », et enfin « tous ceux qui ont rempli des fonctions civiles ou militaires parmi les rebelles (61) ». De plus, le serment de haine à la royauté et à l'anarchie fut exigé de tous les électeurs, même ceux des assemblées primaires (62).

Le Directoire se chargea de la propagande officielle. Il l'assura par des proclamations et par des actes énergiques mais plus discrets, dont furent chargés les commissaires centraux et cantonaux. Il y eut en somme une intervention très active du gouvernement, dont il ne semble pas y avoir eu d'exemple antérieurement.

La pression gouvernementale s'était déjà fait sentir lors du renouvellement des officiers de la garde nationale. L'administration centrale avait fait savoir aux administrations cantonales qu'elle attendait là « la preuve et le présage [*sic*] du triomphe parfait de l'esprit républicain ». Les commissaires avaient été informés que les résultats témoigneraient de leur « esprit » et des « progrès » qu'ils auraient obtenus de « l'opinion publique ». On leur avait suggéré d'employer l'intimidation :

Si les choix tombaient sur des ennemis de la République, ou même sur des hommes douteux,... nous ne balancerions point à les annuler et à mettre sous une surveillance particulière les communes (63).

La violence de ce langage s'expliquait par l'indignation que détermina l'assassinat du commissaire central, commis quelques jours auparavant.

(61) Loi du 19 fructidor an V, art. 10 et 12 (*Moniteur*, t. XXVIII, p. 809); — Loi du 9 frimaire an VI, art. 1 et 2 (*Moniteur*, t. XXIX, p. 81); — Loi du 5 ventôse an VI (*Moniteur*, t. XXIX, p. 164, art. 1, 2 et 3).

(62) Loi du 19 fructidor, art. 11 (*Moniteur*, t. XXVIII, p. 809).

(63) *Ch. S.*, n° 29, et Circulaire de l'administration centrale du 25 brumaire; — *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VI; — Voir chap. XI, § 3.

De vendémiaire à germinal, l'administration départementale publia trois actes touchant l'orientation électorale : le 15 nivôse (4 janvier 1798), les 19 et 20 ventôse (9 et 10 mars). Tandis que le Directoire lançait deux proclamations : le 28 pluviôse (16 février) et le 29 ventôse (19 mars). Si l'on néglige les banalités, il ne reste à signaler dans les actes départementaux que l'absence de toute mise en garde contre le péril de gauche : cette licence, « caricature de la liberté », sur laquelle le Directoire attira l'attention des électeurs comme sur une forme déguisée du royalisme. Une telle lacune est d'autant plus significative qu'on la retrouve dans l'organe officieux de la Sarthe, les *Affiches du Mans*, qui donne un extrait de la proclamation directoriale (64).

Les commissaires furent invités à relever l'esprit public. En termes quasi contradictoires, on leur interdisait la brigue, tout en les chargeant de chapitrer les électeurs. Plusieurs de ces recommandations s'adressaient, disait-on, plutôt « au zèle patriotique du républicain qu'aux soins officiels de l'homme public (65) ». Les commissaires entendirent ce langage et agirent en conséquence. Ils le firent parfois sans ménagement : l'un d'eux n'allait-il pas jusqu'à s'écrier publiquement — et le propos fut imprimé sans démenti :

Que les élections de l'an VI soient les mêmes que celles de l'an V. Eh bien! les nouveaux élus seront autant d'habitants pour l'île de Madagascar ou pour la Guyane (66).

D'autres, plus discrets, rendirent simplement compte qu'ils avaient tracé à leurs concitoyens la conduite à suivre lors des prochaines élections (67).

(64) Circulaire du commissaire central du 19 ventôse (Arch. dép. Sarthe, L 27); — *Ch. S.*, n° 90.

(65) Circulaire du commissaire central, 19 ventôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L 27), et Circulaire du substitut du commissaire central, 25 ventôse (Arch. dép. Sarthe, L 27).

(66) Discours du commissaire de Château-du-Loir, 24 nivôse (*Ch. S.*, n° 5).

(67) Lettres des commissaires cantonaux au commissaire central : commissaire de Saint-Maixent (Arch. dép. Sarthe, 24 ventôse, L 221); de Vallon (25 ventôse, L 219); de Bonnétable (2 germinal, L 222); de Ballon (4 germinal, L 207); de Château-du-Loir (12 germinal, L 250).

MESURES DE POLICE

Dans la multitude des procédés qui purent être mis en œuvre on ne peut établir, dans la Sarthe, que l'usage des trois suivants :

- 1° La distribution judicieuse du droit de vote;
- 2° L'arrestation des gens les plus gênants;
- 3° Le choix des localités où se tiendraient les assemblées primaires.

1° Les lois privant du droit de vote les chouans et les réquisitionnaires exemptés de service furent jugées trop timides par les *exclusifs* (68). Clairian proposa, dans la *Chronique*, d'exclure des assemblées tous les fonctionnaires *fructidorisés*, en tant que serviteurs d'un gouvernement étranger, ainsi que tous les prêtres amis de Jordan et de Paillé, parce qu'ils « ont travaillé pour le compte du pape, prince étrange autant qu'étranger (69) ». Ce sectarisme fit plus que révéler l'état d'esprit des principaux *exclusifs* : il inspira les actes de quelques municipalités; celle de Saint-Calais décida la radiation des fonctionnaires fructidorisés, sous couleur d'appliquer la loi du 5 ventôse an VI (70). Le Département fit rapporter cette mesure illégale, mais les citoyens visés n'osèrent plus paraître à l'assemblée primaire (71). La municipalité de Marolles agit de même : cinquante et un citoyens furent exclus (72). On prit des mesures analogues à Rouez et au Grand-Lucé (73).

Un grand nombre de citoyens furent aussi chassés sous prétexte de non inscription sur les listes de garde nationale. Ces

(68) Arch. dép. Sarthe, L 36; — Instruction du 15 nivôse an VI (L 27); — Circulaire du substitut du commissaire central, 25 ventôse an VI, se référant à la lettre ministérielle du 17 ventôse; — *Moniteur*, t. XXIX, pp. 141, 159 et 199. — La mesure frappant les réquisitionnaires fut prise à la demande d'un représentant de la Sarthe : Bardou-Boisquetin.

(69) *Ch. S.*, 18 et 20 ventôse an VI. — Mêmes effets à Blois, Vendôme et Château-Gontier (*Ch. S.*, 24 pluviôse et 10 ventôse an VI).

(70) Reg. délib. Saint-Calais, 20 ventôse an VI.

(71) Lettre du commissaire central au Directoire, 20 floréal an VI; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1; — Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 76.

(72) Reg. délib. Marolles, 15 ventôse an VII; — Arch. dép. Sarthe, L 150 et L 231.

(73) Arch. dép. Sarthe, L 200; — Reg. délib. Grand-Lucé, frimaire an VI.

listes étant toujours très incomplètes, on pouvait atteindre qui l'on voulait, selon que ce serait *avantageux* ou non, comme le spécifiait un commissaire cantonal. La méthode fut d'ailleurs employée dans d'autres départements (74).

2° Les arrestations arbitraires. — Les mesures de sûreté appliquées pendant le premier semestre de l'an VI offraient aux autorités sarthoises d'incomparables facilités d'action électorale. Plusieurs commissaires cantonaux prièrent le commissaire central de faire arrêter quelques meneurs de leurs cantons : par exemple ceux de Pontvallain et d'Ecommoy. Le commissaire central, ni l'administration départementale n'osèrent prendre pareille initiative; ils adressèrent une curieuse demande au ministre de la Police : ils craignaient, disaient-ils, à la fois l'illégalité de la mesure et les résultats électoraux s'ils ne la prenaient pas. Au fond, les élections leur apparaissaient comme une institution dangereuse, comportant des « chances incertaines (75) ». Le ministre de la Police, Dondeau, n'eut pas un instant d'hésitation; il répondit tout simplement :

Je ne vois pas de raison pour que [l'administration centrale] ne se croie pas autorisée..., si elle se trouve forcée de joindre aux moyens ordinaires d'exécution des mesures de circonstances... Le gouvernement appuiera toujours des actes de prévoyance et de rigueur (76)...

Quelques jours plus tard, le ministre insistait pour que toutes les mesures nécessaires « fussent prises, notamment contre les individus mis en surveillance, soit comme prévenus d'émigration, soit comme prêtres déportables (77) ».

Les documents font défaut pour préciser qui fut arrêté, mais ils suffisent à prouver que la mesure fut appliquée. Ce sont, par exemple, des pétitions pour obtenir la libération de trois prisonniers (78); ou encore cette remarque d'un juge de paix parisien chargé de rapporter sur le cas de détenus sarthois : « Les assem-

(74) Arch. dép. Sarthe, L 235, 19 nivôse an VI; — Pommeret, ouvrage cité, signale une falsification des listes électorales, p. 426.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 47, 14 ventôse an VI.

(76) Même lieu, 24 ventôse.

(77) Même lieu, 29 ventôse.

(78) Arch. dép. Sarthe, L 238, 12 floréal an VI.

blées étant terminées, elles ne pourront plus être influencées par eux (79). » Cette méthode énergique fut appliquée dans d'autres départements de l'Ouest, par exemple dans les Côtes-du-Nord (80). C'était plus efficace et moins coûteux que d'acheter les électeurs comme on le fit ailleurs (81).

3° Le déplacement des assemblées primaires. — La connaissance approfondie de la géographie politique sarthoise décida l'administration centrale à transférer le lieu de réunion des assemblées d'un bourg douteux ou hostile dans un autre nettement républicain : « Si le lieu où se tient l'assemblée est patriote, il est nommé des patriotes; s'il est chouanné, il ne peut être élu que des chouans. » C'est pourquoi le Département transféra onze assemblées primaires (82).

IV. LES LISTES DE CANDIDATS LA RÉACTION DIRECTORIALE

LES LISTES DE CANDIDATS

Toutes les précautions ayant été prises, les fonctionnaires et les exclusifs décidèrent de marquer ostensiblement leur accord et de préciser leur action dans la grande réunion du 15 ventôse (5 mars).

(79) Arch. nat., F 7 3687, 7 prairial an VI; — *Affiches du Mans*, 30 floréal. — D'autre part les détenus arrêtés dès frimaire comptaient nombre de royalistes très influents : Négrier La Crochardière, Savarre, Chapelle, Lambert, Berriat La Beaussounière, qui ne furent élargis qu'en floréal (Arch. nat., F 7 3687, 6). Certains détenus avaient été gardés en prison uniquement par précaution électorale (Arch. dép. Sarthe, L 222, 27 pluviôse an VI).

(80) Couffon et Pommeret, article cité; — Pommeret, ouvrage cité, p. 430.

(81) Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 43 et suivantes; — Barras, ouvrage cité, t. II, p. 195; — Talleyrand, *Mémoires*, t. I, p. 290.

(82) Lettres des commissaires cantonaux au commissaire central : commissaire de Rouez (22 pluviôse, L 216); de Saint-Jean-de-la-Motte (9 ventôse, L 237); de Bourg-la-Loi (29 ventôse, L 223); de Parcé, 29 ventôse, L 240). Arch. dép. Sarthe.

Ces demandes aboutirent au transfert de onze municipalités.

Cette journée avait été annoncée longtemps à l'avance : dès janvier, les cercles des cantons avaient été invités à déléguer des représentants (83). La *Chronique* attira l'attention, à plusieurs reprises, sur cette « réunion d'une importance majeure ».

Bien que les organisateurs l'aient contesté, cette séance eut pour principal objet la désignation des candidats aux divers postes à pourvoir. On forma une commission de seize membres à cette fin, et les *exclusifs* les plus en vue furent proposés pour les fonctions les plus importantes : Bazin, Rouvin et Clairian pour les Cinq-cents, Jouennault et Houdebert pour les Anciens (84). Une liste, portant à peu près les mêmes noms, fut officiellement dressée à Mamers par le commissaire cantonal, l'exclusif Guittier, et par Ignard, « commissaire du cercle de Mamers (85) ».

Le jour même de cette réunion décisive, un coup de théâtre éclatait.

LA RÉACTION DIRECTORIALE

Le 15 ventôse an VI, François de Neufchâteau, Merlin et La Revellière signaient un arrêté fermant les cercles de Blois, de Vendôme et du Mans (86). Les considérants étaient : la correspondance entre cercles, les manœuvres électorales pour capter les voix, enfin les principes contraires à la Constitution de l'an III.

(83) Lettre du commissaire de Précigné au commissaire central, 22 pluviôse (Arch. dép. Sarthe, L 241). — Cette invitation fut suivie d'effets. Par exemple le cercle de La Flèche délégua un commissaire (Lettre de l'administration de La Flèche à l'administration centrale. Arch. dép. Sarthe, L 164, 22 floréal). Celui de Nogent-le-Bernard en délégua deux (Dénonciation au Corps législatif. Arch. nat., A F III, 259, 6 germinal). A Courgains le commissaire cantonal fut choisi comme délégué.

(84) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3, 6 germinal an VI; — *Journal de Paris*, n° 182, 2 germinal. — Note fut également insérée dans *l'Ami des Lois* et dans *le Rédacteur*. — Rapport du commissaire du Mans au ministre de l'Intérieur (Arch. nat., A F III, 259). Ce commissaire était en mauvais termes avec Bazin à la suite des incidents qui s'étaient déroulés au théâtre.

(85) Arch. dép. Sarthe, L 200, 20 pluviôse; — *Ch. S.*, n° 46.

(86) Arch. nat., A F III, 507, arrêté 3206; — *Moniteur* du 22 ventôse; — Expédition Arch. dép. Sarthe, L 180, 19 ventôse; — *Affiches* du 22 ventôse an VI.

On chercherait en vain une explication dans la politique locale : c'est le Directoire qui a brusquement modifié ses plans. Dès la fin de pluviôse (février), il avait renvoyé le ministre de la Police Sotin, et le bruit avait couru que le renvoi était dû à la crainte de l'« influence anarchiste dans les élections (87) ». Le cercle constitutionnel du Mans fut victime, comme beaucoup d'autres, de cette nouvelle orientation (88). Quant à ceux qui survivaient, leur existence était subordonnée à leur inaction : il leur était interdit de faire « collectivement un acte quelconque », surtout une pétition ou une adresse (89).

L'intervention directoriale, si brutale qu'elle eût été, arrivait un peu tard. La propagande s'était poursuivie pendant longtemps, toutes les dispositions étaient arrêtées, des agents locaux devaient en assurer la mise en œuvre. Le Directoire accentua son intervention. La Sarthe fut comprise dans la huitième région des inspecteurs du droit de passe. On sait comment ceux-ci renseignaient le Directoire par leurs dépêches à double sens et, sous couleur de vérifier la perception et l'utilité du nouveau droit, se livraient à la propagande électorale officielle et à l'achat de gens influents. Le correspondant de la huitième région était Le Maire. Il affirmait, dans ses lettres, avoir obtenu plein succès. Mais le commissaire central de Loir-et-Cher signalait que les « routes étaient dans le plus mauvais état » entre Montoire et Vendôme, aux confins de la Sarthe, théâtre des exploits de Cambray, de Clairian et de leurs cercles ambulants. Ni l'un ni l'autre ne précisèrent davantage les positions électorales dans la Sarthe (90).

(87) *Ch. S.*, n° 75; — Barras, ouvrage cité, t. III, p. 156.

(88) Le 17, le gouvernement supprima les cercles de Carcassonne, Narbonne et Vesoul; le 19, celui de Strasbourg; le 22, ceux de Clermont-Ferrand, de Riom, d'Issoire, de Périgueux; le 28, celui d'Orléans; le 29, ceux de Marseille et de Versailles; puis ceux de Nevers, Clamercy, Brest, Cahors, Montauban, Moissac, Mont-de-Marsan, Metz et Moulins. Pour Poitiers, voir Doucet, ouvrage cité, p. 333.

(89) Arrêté du 24 ventôse et *Affiches du Mans*, 5 germinal an VI.

(90) Voir Lanzac de Laborie, *la Domination française en Belgique*, t. I, p. 155; — Sciout, *le Directoire*, t. III, p. 442; — Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 43. — Barras précise que les envoyés apportaient avec eux des listes de candidats (*Mémoires*, t. III, p. 157). Pour la région de la Sarthe, voir Arch. nat., A F III, 99.

Ce département ne fut pourtant pas privé de la manne des fonds secrets. Dès les premiers jours de germinal, la *Chronique* signalait la présence d'« agents préposés à la direction des élections suivant un plan généralement conçu. » Bazin accusait le président de l'administration municipale du Mans, Besnard, d'avoir reçu une somme pour acheter des voix. Ce qui était exact (91).

Besnard fit rédiger, comme président de la municipalité, une proclamation contre les entreprises de « quelques intrigants coalisés »; il dénonçait ces « ambitieux qui osaient commander à la liberté des suffrages et qui proclamaient d'avance, comme le choix du Peuple, celui qu'ils auraient arrêté dans leurs coteries (92)... »

Les exclusifs ne se laissèrent pas intimider. L'activité des cercles et de leurs dirigeants fut plus énergique que jamais. Elle prit un nouvel aspect : ce fut à la fois une riposte aux coups portés par le gouvernement, la Députation et Besnard; une campagne de presse conduite avec adresse et vigueur; une justification du passé par les principes de la Révolution; et enfin une propagande électorale intense qui maintint les positions prises et les défendit contre les royalistes et les républicains directoriaux.

Les exclusifs essayèrent d'éviter la fermeture du cercle du Mans. L'arrêté du Directoire était daté du 15, mais il ne fut transmis par le ministre de la Police à l'administration de la Sarthe que le 19 (93). En attendant la notification officielle, les chefs du cercle expédièrent une adresse de justification au Directoire, puis prononcèrent la dissolution de leur société (94). Quand la nouvelle officielle parvint au Mans, les organisateurs se félicitèrent d'avoir évité une fermeture publique : « Le cercle s'étant

(91) *Ch. S.*, n° 93; — *Mémoires de Barras*, t. III, p. 195.

(92) Proclamation de l'administration municipale du Mans, 26 ventôse an VI; — *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe an VI.

(93) Lettre du ministre de la Police (Arch. dép. Sarthe, L 180).

(94) *Ch. S.*, nos 85 et 86.

dissous d'avance, le commissaire du pouvoir exécutif n'a plus eu rien à faire (95). » C'était se réjouir prématurément. Besnard, président de la municipalité, fit décider l'affichage de l'arrêté, mesure qui n'avait pas été ordonnée, puis envoya deux membres : à l'instant même » au lieu des séances du « cercle soi-disant constitutionnel », pour s'en faire remettre les clefs (96).

Malgré cela, les exclusifs s'acharnèrent :

L'erreur [*sic*] du gouvernement ne doit point abattre votre courage, écrivait Rouvin... Elle n'a pu vous changer, ni les hommes *qui d'avance ont fixé votre choix* (97).

La *Chronique* continuait de passer le mot d'ordre et de préciser la tactique : elle recommandait la présence aux assemblées, l'union, l'intervention et la scission (98).

V. L'ESPRIT PUBLIC A LA VEILLE DES ÉLECTIONS

LES ROYALISTES ET LES PRÊTRES RÉFRACTAIRES

Si nous en croyons les proclamations directoriales du 28 pluviôse et surtout du 9 germinal, les royalistes auraient contracté une union scandaleuse avec les anarchistes contre l'ennemi commun, le patriote modéré et vertueux que protégeait le Directoire, et ces alliés d'occasion gardaient l'arrière-pensée de se déposséder mutuellement une fois ce premier adversaire renversé.

Ce qui est plus curieux encore, c'est que le Directoire en vint à prétendre que les anarchistes étaient des royalistes déguisés. Cette accusation puérile avait été portée naguère contre Bazin et Philippeaux. C'était un argument de polémique sans valeur aucune, et il n'y aurait pas à s'y attarder si le Directoire ne s'en était servi comme d'une machine de guerre contre les élections,

(95) *Ch. S.*, n° 86.

(96) *Ch. S.*, n° 87.

(97) *Ch. S.*, n° 86.

(98) *Ch. S.*, nos 79, 81 et 84.

et surtout s'il n'avait prétendu fournir une démonstration valable pour toute la France par l'exemple de la Sarthe (99).

Or, dans la Sarthe, royalistes et exclusifs se sont traités en ennemis mortels, comme en témoignent les arrestations de suspects qui disloquèrent les comités royalistes, et la suspension de tous les agents ou fonctionnaires qui paraissaient leur être favorables. Dans aucun cercle on ne discerne une influence royaliste, et tous les chefs sont des jacobins de vieille date.

Une supposition fut émise : les royalistes ont pu s'abstenir pour que le triomphe des terroristes, indignant la nation, permît une restauration prochaine. Un seul commissaire témoigne dans ce sens (100). Les autres, au contraire, montrent les royalistes « payant du vin » aux campagnards dans les cabarets (101), pour les attacher à leurs candidats dont ils signalent quelques listes (102).

Les chouans, d'autre part, tâchèrent de paralyser les cercles constitutionnels : un adjudant général de Rochecot menaça de mort un des « zélateurs apostoliques », Yvon, s'il reparaisait à Etival et s'il continuait « d'exaspérer les esprits » en admettant dans son cercle constitutionnel des « anthropophages (103) ».

(99) Barras, dans ses *Mémoires*, n'admet pas cette collusion; par contre La Revellière et Besnard, son ami, insistent sur ce point. Besnard suppose un accord entre Bazin et les chouans (Besnard, *Souvenirs*, pp. 100 et 162). Mais les dires de Besnard sont sujets à caution! Par exemple, Besnard appuya sa démonstration sur ce fait que les chouans, maîtres du Mans en 1799, n'inquiétèrent nullement Bazin, chef des exclusifs. Mais Bazin était alors à Paris! La chouannerie, par contre, n'épargnait pas les amis de Bazin (Voir plus haut l'assassinat d'un ami de Bazin). On sait aussi que Besnard rapporta une anecdote inexacte sur la valeur des louis (Voir chap. VII).

Dans son étude sur la Vienne, R. Doucet s'est élevé contre la théorie des royalistes à bonnet rouge (Doucet, ouvrage cité, p. 330).

(100) Commissaire d'Epineu, lettres au commissaire central, 12 et 13 ventôse (Arch. dép. Sarthe, L 211).

(101) Commissaire de Rouez, lettre au commissaire central, 25 pluviôse (Arch. dép. Sarthe, L 216).

(102) Commissaires de Mamers (Arch. dép. Sarthe, L 229), de Marolles (L 231), de Nogent-le-Bernard (L. 231).

(103) Lettre d'Escarbouville, du 28 février 1798 (Arch. dép. Sarthe, L 283), confirmée par une lettre d'Yvon au commissaire central, du 18 thermidor (L 207).

Par contre, l'abstention fut recommandée par le clergé réfractaire. L'administrateur du diocèse, Duperrier-Dumourier, déclarait que les catholiques se compromettaient fort inutilement en se présentant aux assemblées :

De deux choses l'une : ou ils ne prévaudront pas pour le choix, et alors autant valait-il qu'ils restassent chez eux; ou ils prévaudront, et alors leur choix, à coup sûr, ne sera pas confirmé.

Aussi bien Duperrier pratiquait-il la politique du pire : « Plus mal les choses iront, plus tôt on sentira la nécessité du remède. » Il fit donc savoir aux catholiques qu'il leur était interdit de prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie (104). Ce mot d'ordre fut transmis, *Julie* écrivait à *Carotte* : « Comme toi, je désire que les assemblées... ne soient composées que de gueux (105). » Mais les gueux ou *exclusifs* ne furent favorisés que par les abstentions et nullement par un appoint électoral des voix royalistes et catholiques.

L'ESPRIT PUBLIC

L'esprit public, à la veille des élections, n'était guère favorable au régime. Déjà des imprudences avaient montré à quels excès les *exclusifs* pourraient se laisser aller. Non seulement des cercles avaient osé faire des visites domiciliaires, mais quelques exclusifs avaient entrepris une campagne contre les anciens chouans, même amnistiés et soumis, « sous prétexte de faire restituer des sommes volées durant le temps de la chouannerie (106) ». Ailleurs, des passeports étaient refusés pour simple présomption d'opinion royaliste; une autorisation de vendre de la poudre ne fut pas accordée à un agent, parce qu'il s'absenterait et qu'il serait sans doute remplacé par sa femme « qui s'est constamment montrée l'ennemie de la Constitution (107) ».

(104) *Lettres saisies...*, p. 27.

(105) *Lettres saisies...*, p. 9. — *Julie* est le nom de guerre de l'abbé Savarre, conseiller de Rochecot; *Carotte*, celui de l'abbé Hersant.

(106) *Arch. dép. Sarthe*, L 234, 1^{er} pluviôse, 16 et 9 ventôse an VI.

(107) Reg. délib. Grand-Lucé, brumaire et frimaire an VI.

Ce sectarisme pouvait éloigner les électeurs des candidats exclusifs. Mais la politique directoriale n'était pas plus rassurante. La banqueroute des deux-tiers était un souvenir récent et pénible. Les plus fermes partisans du Directoire s'amusaient à leurs cercles et s'enrichissaient en spéculant, tandis que la misère pesait encore sur la majeure partie de la population. C'est pourquoi celle-ci demeurait indifférente ; l'enthousiasme soulevé par la paix était passé sans lendemain.

Cette apathie parut au grand jour lors de l'emprunt pour la descente en Angleterre. En dépit d'une propagande tapageuse et de mesures illégales, allant jusqu'à la convocation des fonctionnaires et des principaux citoyens chez les commissaires cantonaux, et de tous les citoyens actifs chez les agents (108), la population était restée insensible. Le registre ouvert à Mayet, canton très républicain, pour récapituler les offrandes des souscripteurs ne porte pas un seul nom (109). A Saint-Calais, que dominaient alors les *exclusifs*, douze commissaires désignés pour recueillir les fonds refusèrent leur nomination (110). Les commissaires cantonaux signalaient dans leurs rapports l'indifférence universelle. Deux choses seulement touchaient les paysans : l'argent et le culte ; or ils n'attendaient ni l'un ni l'autre du gouvernement (111).

De plus, l'attachement de l'armée au Directoire, si éclatant à la veille du coup d'Etat, avait parfois fait place à des sentiments douteux et inquiétants. Les hommes du 12^e régiment de chasseurs à cheval passaient pour réactionnaires. Deux d'entre eux malmenèrent, au Mans, un chef de bataillon de la garde nationale en service. Un autre cria « Vive le roi ! » à La Flèche, devant

(108) Reg. délib. La Chartre, 4 ventôse an VI.

(109) Arch. comm. Mayet.

(110) Reg. délib. Saint-Calais, 20 ventôse an VI.

(111) Lettre du commissaire de Vallon (6 pluviôse, Arch. dép. Sarthe, L 219) ; commissaire Vivoin (pluviôse, L 236) ; commissaire de Sablé (19 pluviôse, L 242) ; commissaire de Parigné (10 ventôse, L 215) ; commissaire La Ferté-Bernard (14 et 23 pluviôse, L 226) ; commissaire de Marolles (21 nivôse, L 231) ; commissaire de Sillé (2 et 11 pluviôse, L 217) ; commissaire de Nogent-le-Bernard (12 et 15 pluviôse, L 231).

les gardes nationaux qui le frappèrent et le firent rouler à terre. Un de leurs capitaines dit un jour qu'il voterait pour un roi. Bazin « déclara la guerre à cette poignée de royalistes (112) ».

Tous ces indices étaient alarmants, ils prouvaient que les populations étaient lasses. Deux minorités restaient en présence : les *directoriaux* et les *exclusifs*. Les élections devaient les départager. Ce n'était plus un grand combat pour le régime entre royalistes et républicains, mais un duel entre une sorte de parti de la résistance et de parti du mouvement que négligeait l'ensemble du pays.

(112) Ch. S., 16 nivôse, 30 pluviôse, 10 ventôse, 10 germinal an VI.

CHAPITRE XIII

Les élections de l'An VI et le coup d'Etat du 22 Floréal

- I. — Les Assemblées primaires et le triomphe des *exclusifs*.
- II. — L'intervention gouvernementale : Mesures de rigueur ; Résistance des exclusifs.
- III. — L'assemblée électorale : Succès des *exclusifs*. Les assemblées communales.
- IV. — Le coup d'Etat du 22 floréal dans la Sarthe : Destitutions et invalidations.
- V. — La dictature directoriale : Les représentants du régime autoritaire dans la Sarthe : Besnard et Baudet-Dubourg. La déroute des exclusifs *besnardisés*.
- VI. — Résultats : Anéantissement de l'esprit public.

I. LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES (1)

Les électeurs sont de vrais et purs républicains, affirmait le commissaire central au ministre de la Police, mais on a dû les dépeindre comme des anarchistes (2).

Convaincu de la bonté des choix, je m'étais d'abord imaginé, avait un commissaire cantonal, qu'on pouvait passer quelques irrégularités et que, pour peu que le tout tournât au profit de la chose publique, peu importait de quelle manière il s'était opéré (3).

(1) Les renseignements les plus abondants se trouvent dans les procès-verbaux des assemblées primaires. Parmi les 12 dossiers (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*) il se trouve, au milieu de pièces fastidieuses, quelques documents précis, vivants et suggestifs. Pour le reste, il faut consulter la correspondance administrative et les registres de délibérations des municipalités.

(2) Lettre du commissaire central au ministre de la Police, 13 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 157, f° 59).

(3) Lettre du commissaire de La Suze au commissaire central, 5 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 218).

Ces deux citations disent nettement le résultat des assemblées primaires et la façon dont il fut obtenu.

Les assemblées furent généralement moins fréquentées qu'en l'an V. Seuls, 15 cantons, sur 49 pour lesquels la comparaison est possible, font exception (4). Ils appartiennent, en partie, aux localités où la propagande des cercles constitutionnels se fit sentir : Bessé, Bouloire, Bourg-la-Loi, La Ferté-Bernard, La Flèche (*intra* et *extra-muros*) et Lavardin. Les assemblées où les votants vinrent en grand nombre se prononcèrent pour les *exclusifs*, à l'exception de celle de Parigné.

Quelques centres importants d'action républicaine donnèrent des résultats numériques décevants : Mamers, 146 électeurs pour la ville et 86 pour la campagne, contre 663 pour la ville en l'an V; Mayet, 147 votants au lieu de 208; Château-du-Loir, environ 300 au lieu de 400.

Ces proportions, vraiment très réduites, sont d'autant plus frappantes que le nombre des inscrits s'était accru d'une année à l'autre. Alors qu'en l'an V il n'y avait que 10 cantons susceptibles de former plusieurs assemblées, en l'an VI il y en eut 24 (5) ! On ne peut donc expliquer cette diminution par le nombre des exclusions.

Nul ne s'émut d'un tel état de choses. Seul le commissaire de Vallon osa se plaindre du « petit nombre » : dans son canton, il ne vint pas le dixième des inscrits (6).

Le fléchissement résulta surtout de l'abstention des royalistes, et souvent, de tous les ruraux. A Bonnétable, par exemple, où

(4) Il y eut 9.848 votants en l'an V et 8.222 seulement en l'an VI. Dans les Côtes-du-Nord, les assemblées primaires furent aussi nombreuses en l'an VI qu'en l'an V (Pommeret, ouvrage cité, p. 433). En Côte-d'Or, elles furent plus nombreuses (Brélot, ouvrage cité, p. 129). A remarquer que dans les Côtes-du-Nord les prêtres avaient recommandé aux fidèles d'aller voter (Pommeret, ouvrage cité, p. 431).

(5) Les modifications étaient d'ailleurs illégales. *L'Instruction sur la tenue des Assemblées primaires* spécifiait que le nombre d'assemblées et le lieu de leur réunion ne devaient pas être modifiés avant l'an VII (*Moniteur*, t. XXIX, p. 182).

(6) Lettre du commissaire de Vallon au commissaire central, 3 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 129). Le procès-verbal indique 85 votants sur 839 inscrits, contre 116 en l'an V.

ne vinrent que 258 votants au lieu de 630 en l'an V, on sait que « les royalistes se tinrent chez eux (7) ». Dans la plupart des cantons chouannés, les assemblées furent beaucoup moins nombreuses que l'année précédente. C'est ce qui explique la sérénité des commissaires cantonaux.

Les assemblées furent mouvementées, parfois même tumultueuses. Des exclusions illégales furent décidées en plusieurs assemblées.

Malgré l'avis contraire, formellement exprimé par le commissaire central, on se permit, comme en d'autres départements, d'exclure des parents de chouans (8). Les membres des cercles constitutionnels appliquèrent leurs instructions : Yvon fit renvoyer de l'assemblée de Ballon « les citoyens exclus de leurs fonctions par la loi du 19 fructidor et non réintégrés (9) ». Il en fut de même à La Fresnaye, Bourg-la-Loi, Fresnay et Mamers.

L'assemblée de Fresnay fut orageuse : à trois reprises, une partie de ses membres voulut chasser tous les citoyens de la commune de Saint-Aubin, parce qu'ils comptaient trop de chouans parmi eux. Il fallut toute l'énergie du président et l'intervention du commissaire cantonal pour les en empêcher. Les manifestants se dédommagèrent en atteignant individuellement ceux qu'ils n'avaient pu frapper en bloc. Les motifs étaient aussi imprévus qu'arbitraires : a distribué des bulletins de vote en l'an V, a fourni des pierres à fusil aux chouans, a fait danser les chouans, leur a donné à manger, a hébergé des prêtres insermentés, est fanatique prononcé en faveur des prêtres insermentés, sa femme [*sic*] a colporté des bulletins en l'an V.

A Mamers, on renvoya 42 citoyens parce qu'ils appartenaient

(7) Lettre du commissaire de Bonnétable au commissaire central, 2 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 222). Le commissaire de Saint-Calais écrit de même : « Les *Messieurs* se sont dispensés de s'y trouver » (4 germinal, L 247).

(8) Procès-verbaux des cantons de Beaumont et de Bourg-la-Loi (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*) ; Lettre du commissaire central (L 162, f° 104, v°, 24). Il en fut de même dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 428).

(9) Procès-verbal de Ballon (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*) ; Liste des électeurs (L 200). Il n'y eut que 158 votants contre 289 en l'an V (Lettre du commissaire de Ballon au commissaire central (Arch. dép. Sarthe, L 207). Mêmes faits dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 428).

« à la faction de l'an V ». Le commissaire rendit compte qu'on avait rejeté « tout ce qui n'était pas vraiment républicain et ami de la liberté (10) ».

La troupe intervint à Vallon et à Sillé-le-Guillaume. Une partie des citoyens du canton de Vallon furent jetés dehors, comme chouans (11). A l'assemblée de Sillé-le-Guillaume, un groupe appartenant au cercle constitutionnel prononça la déchéance des citoyens actifs de quatre communes — sur six que comptait le canton — parce qu'ils n'étaient pas inscrits au rôle de la garde nationale (12). On alla jusqu'à déchirer des bulletins de vote, lorsqu'ils étaient apportés au bureau. Ainsi à Bourg-la-Loi et à Rouez (13).

De tels procédés étaient sans réplique, du moins sur le moment. Mais ils étaient trop apparents pour être démentis avec quelque succès, et ils révélaient un manque de sang-froid aggravé d'un manque d'imagination. Ne valait-il pas mieux retarder les opérations, ou même les suspendre, pour impatienter les campagnards et laisser ainsi tous les choix à la disposition des gens de la ville, généralement plus « purs » ? Cette petite manœuvre fut effectuée en quelques cantons (14). On pouvait encore, au gré des

(10) Procès-verbaux de La Fresnaye, de Bourg-la-Loi, de Fresnay et de Mamers (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*) — Compte rendu décadaire du commissaire de Mamers, 2^e décade germinal (L 230); — Arch. comm. de Fresnay.

(11) Lettre du commissaire de Vallon au commissaire central, 3 germinal (Arch. dép. Sarthe L 219). Procès-verbal de Vallon. — Ce commissaire, nommé Compain, fut beaucoup moins ferme devant les vrais chouans (Arch. dép. Sarthe, L 296).

(12) Procès-verbal de Sillé-le-Guillaume (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*). Le commissaire écrivit simplement: « Les élections ont donné lieu à quelques discussions assez vives, mais qui n'ont pas eu de suites fâcheuses » (3 floréal, L 217). Le vote à main levée, pratiqué à Sillé, était interdit par l'Instruction du 19 ventôse.

(13) Procès-verbal du canton de Bourg-la-Loi (Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*); — Pétition au Corps législatif par 64 citoyens de Rouez (L 200). — De semblables violences furent commises dans la Côte-d'Or (J. Brelot, ouvrage cité, p. 134).

(14) Lettre du commissaire de Sablé au commissaire central, 4 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 242); — Pétitions des citoyens de Rouez (L 200); — Procès-verbal de Sillé-le-Guillaume (L 198 *bis*). — La diminution du nombre des votants d'un jour à l'autre est significative: à Lavardin, par exemple, de 227 à 58.

circonstances, diviser l'assemblée en bureaux ou la laisser entière, et accroître par là les chances de succès. Ainsi en jugea le commissaire de Bourg-la-Loi (15). La lecture de la liste des inscrits permettait aussi quelques omissions judicieuses, auxquelles on se prêta aussi bien à Rouez qu'à Sillé (16). Le secrétaire du bureau prenait les bulletins des mains des votants pour les mettre dans l'urne; leur nombre et la nature des votes parurent quelquefois inexplicables (17). Le président pouvait profiter de sa fonction pour laisser échapper des remarques sur les candidats méritoires et sur la vertu des coups d'Etat (18). A l'occasion, les renvois d'indésirables furent compensés par l'admission de partisans qui n'avaient d'autre titre que celui de républicains prononcés (19).

Toutes ces opérations réussirent généralement. Parfois la minorité manœuvra. Elle se retira, battit le rappel dans la campagne, exploita les vieilles rivalités de clochers et revint en forces. Elle remporta le rétablissement de son droit de vote et fit passer soit un juge de paix, soit un électeur de son parti. C'est ainsi que les choses se passèrent à Tennie et à Parcé (20).

En deux assemblées seulement, la minorité songea à faire scission. Dans l'une et l'autre, les commissaires semblent avoir péché par excès de zèle. A Marolles, le commissaire avait fait annoncer, au dernier moment, l'exclusion de 97 individus,

(15) « Si nous l'eussions fait [la division légale en plusieurs bureaux] le royalisme coalisé aurait repris le dessus. » — Lettre au commissaire central, 5 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 223).

(16) Réclamation au Corps législatif pour Rouez et Sillé-le-Guillaume; — Procès-verbal de Vallon (Arch. dép. Sarthe, L 198 bis).

(17) Ce fut le cas à plusieurs reprises à Sillé-le-Guillaume et à Bouloire (Procès-verbaux, Arch. dép. Sarthe, L 198 bis). — Des fraudes analogues furent commises dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 434).

(18) Procès-verbal de Vallon (Arch. dép. Sarthe, L 198 bis); — Lettre du commissaire de La Suze au commissaire central, 5 germinal (L 218).

(19) Lettre du commissaire de La Suze au commissaire central, 5 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 218); — Pétition de 64 citoyens de Rouez (Arch. dép. Sarthe, L 200).

(20) Procès-verbal de Rouez (Arch. dép. Sarthe, L 200); — Lettre du commissaire de Parcé au commissaire central, 4 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 240).

dont 76 chouans ou « chefs de rassemblements contraires aux lois (21) ». Cette formule vague s'appliquait facilement à qui avait assisté au culte de quelque prêtre réfractaire. Le jour de l'assemblée, le commissaire de Marolles fit appel à la troupe, d'accord avec les membres du cercle constitutionnel (22). La minorité se réunit alors en assemblée scissionnaire (23).

A Courgains, le commissaire et les *exclusifs* furent au contraire débordés. Ils voulaient faire voter d'après une liste épurée « d'environ cinq cents citoyens (24) ». Mais une masse d'adversaires, où se trouvaient, prétendirent-ils, « nombre d'individus atteints par les lois d'exclusion (25) » et nombre de réquisitionnaires, les submergea. Ils protestèrent vivement contre ce scandale et firent scission. Le commissaire du lieu, Leriche, était membre des cercles et avait déclaré, à son retour de la réunion du 15 ventôse, qu'il était autorisé aux épurations « parce qu'on ne voulait que des patriotes (26) ».

LE TRIOMPHE DES EXCLUSIFS

Si le commissaire central annonçait que les élus, dont il était, quoique « vrais et purs républicains » seraient dépeints comme des anarchistes, c'est qu'il prévoyait des difficultés et voulait défendre les résultats acquis. Les commissaires cantonaux, tenus à moins de réserve, laissèrent percer leur enthousiasme et donnèrent des précisions sur les opinions des électeurs, sur la proportion et la répartition des « purs ». Ils proclamaient que

(21) Lettre du commissaire de Marolles au commissaire central, 4 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 231).

(22) Lettre du commissaire de Marolles au commissaire central, 3 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 231).

(23) Arch. dép. Sarthe, L 81, f° 53; — Reg. délib. Marolles, ventôse an VII; — Dénonciation au Corps législatif des opérations de l'assemblée primaire du canton de Marolles, 1^{er} germinal (Arch. nat., A F III, 259).

(24) Adresse au Corps législatif par les membres de l'assemblée scissionnaire de Courgains, 7 germinal (Arch. nat., A F III, 259).

(25) Procès-verbal de l'assemblée électorale (Arch. dép. Sarthe, L 200).

(26) Leriche était, au dire de Houdbert, un chaud patriote. Il avait été nommé après le 18 fructidor, Tableau du 18 pluviôse (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2; — Reg. délib. Courgains, germinal an VI).

les nominations assureraient des fonctionnaires « bien prononcés (27) ». La *Chronique* confirma leurs dires (28). Sur les 56 cantons, il ne s'en trouvait que 13 pour avoir choisi des électeurs douteux ou inégalement purs; tous les autres étaient aux mains des *exclusifs*. C'était vraiment triomphal, et l'on pouvait négliger les détails des procédés employés. « *Salus populi suprema lex* (29). »

Dans le nombre de ces excellents électeurs on remarque une imposante proportion de fonctionnaires. Le commissaire central rapportait au ministre de la Police que, « sur 56 cantons, 35 ou 36 ont appelé aux fonctions d'électeurs les commissaires du Directoire... Il y en eût eu un plus grand nombre encore si, l'année dernière, plusieurs n'avaient été déjà revêtus de cette marque de confiance (30) ». Il aurait pu ajouter qu'on avait choisi également 20 fonctionnaires de divers ordres : *tous les membres* de l'administration centrale, des juges au Tribunal civil ou criminel, 9 juges de paix. Que ne peut-on marquer parmi les électeurs ceux qui appartenaient aux cercles? Quelques choix comme ceux de Bazin, Houdbert, Vérité, Barret, ou, parmi des chefs moins importants, de Gabeau et Ignard, donnent une indication.

La municipalité du Mans avait été remplacée dans les mêmes conditions. Les administrateurs en fonctions, Besnard en tête, avaient été rejetés au profit des exclusifs : Bazin, Rouvin, Bance et Thuillier, anciens membres du comité révolutionnaire, Leroux, marchand de sabots, et Angoulvant, colporteur (31).

Ces choix portaient le comble à la mesure. Ils faisaient prévoir que le Directoire combattrait l'assemblée électorale.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 198 *bis*, 207, 209, 211, 216, 218, 221, 222, 223, 230, 232, 233, 234, 235, 242, 244, 252.

(28) *Ch. S.*, n^{os} 91, 93, 94 et 95.

(29) Expression du commissaire de Bourg-la-Loi (Arch. dép. Sarthe, L 233).

(30) Il y eut exactement 29 commissaires cantonaux en fonctions (parmi les élus) et 6 anciens commissaires; 4 avaient été élus l'année précédente.

(31) Ces succès étaient communs à presque toute la France (Voir Sciout, ouvrage cité, t. III, p. 443; — Brelot, ouvrage cité, p. 134; — Pommeret, ouvrage cité, p. 436).

II. L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

LES RÉVOCATIONS

« Déjà sur les listes d'électeurs figurent des personnages hon-teusement fameux (32). » Le Directoire jetait ainsi l'alarme par sa proclamation du 9 germinal (29 mars). Il voulait intimider les *exclusifs*, en annonçant des mesures de rigueur.

Dans la Sarthe, nombre de mécontents avaient adressé des pétitions au gouvernement et à la Députation pour signaler toutes les illégalités. Les représentants remirent au Directoire un rapport accablant sur l'action électorale de Bazin et de ses amis (33). Ils demandèrent des mesures rigoureuses : mise de scellés sur les presses de la *Chronique*, destitution des administrateurs du département, révocation du commissaire central et arrestation de Bazin. Le Directoire leur donna satisfaction.

Coup sur coup, le commissaire central Houbert, les administrateurs du département Barret et Vérité, le commandant de la garde nationale du Mans, Rouvin, furent destitués (34). Bazin n'avait pu être atteint de la même façon, puisqu'il n'exerçait aucune fonction officielle. On lui dépêcha des gendarmes pour l'arrêter comme réquisitionnaire réfractaire, et il ne dut son salut qu'à l'authenticité de son congé de réforme (35). Mais son journal fut supprimé, le 7 germinal (27 mars), comme « rédigé dans des principes contraires à la Constitution de l'an III », et les scellés furent apposés, le 10, sur ses presses (36). Ces mesures appartenaient à une politique générale qui frappait les hommes et les journaux dans la République entière. Les militaires ne furent pas épargnés : le 10 germinal (30 mars), le général Cambray était relevé de ses fonctions (37).

(32) Proclamation du Directoire, 9 germinal an VI.

(33) Rapport de la Députation au ministre de l'Intérieur, 6 germinal (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3).

(34) Arrêtés du Directoire, 13 et 14 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 27 et 181; — Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3).

(35) *Ch. S.*, n° 95.

(36) Arrêté du Directoire, 7 germinal (Arch. dép. Sarthe, L 181).

(37) Arch. de la Guerre, dossier Cambray; — Roquet, *Révol. Sarthe*, octobre-décembre 1919. — Bazin avait annoncé ces mesures dès le 28 ventôse (*Ch. S.*, n° 89). — Pour le reste de la France, voir Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 60 et suivantes.

RÉSISTANCE DES EXCLUSIFS

Ces brutales interventions du gouvernement entraînèrent de violentes protestations de la part des fonctionnaires atteints (38). Mais ceux-ci s'appliquèrent surtout à maintenir leurs succès électoraux.

L'administration centrale garantissait qu'on avait vu « régner au plus haut degré l'ordre, la décence, la bonne police et la liberté des suffrages » dans la majorité des assemblées primaires (39). De plus, elle prit un arrêté punissant de prison quiconque tendrait « à provoquer la scission ou dissolution de l'assemblée électorale, ou des troubles dans cette assemblée ». Elle en rejetait par avance la responsabilité sur l'administration municipale (40). Or la scission était le meilleur moyen de lutte pour les directoriaux, et la municipalité du Mans était à leur service.

Les mêmes résistances furent présentées par les cercles locaux : par exemple à Château-du-Loir et à La Flèche; partout on adopta la tactique de tout nier (41).

A défaut de la *Chronique*, l'*Indicateur* continua de paraître sous la direction de Clairian, et, quand le ministre fit poser les scellés sur les presses, ce fut l'*Abeille* qui remplaça l'*Indicateur*, sous les noms d'un éditeur et d'un imprimeur moins connus. Bazin y poursuivit ses attaques contre Besnard, contre le Directoire et le Corps législatif (42).

Le gouvernement riposta sans tarder : il annula l'arrêté qui interdisait les scissions (43). La municipalité du Mans fit plaquer l'arrêté du Directoire et l'agrémenta d'une proclamation où elle promettait pleine liberté et indépendance à l'assemblée électorale (44).

(38) Lettres de Houdbert au ministre de la Police, 16 germinal (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3), et au Directoire (Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 65, et L 27).

(39) Arch. dép. Sarthe, L 180, f° 150.

(40) Arch. dép. Sarthe, L 80, f° 150.

(41) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 160; L 180, L 250, L 264.

(42) Arch. dép. Sarthe, L 164, f° 67; L 167, f° 84; L 180; — Arch. nat., A F III, 259.

(43) *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VI.

(44) *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VI.

La quinzaine de jours qui séparait les assemblées primaires de l'assemblée électorale avait donc été copieusement remplie. Les murs du Mans étaient couverts d'affiches, proclamations et arrêtés. Encore faudrait-il tenir compte des brochures qui furent distribuées aux électeurs.

L'attitude du gouvernement allait-elle influencer les décisions des électeurs, ou, plus attachés à leur parti qu'à leur place de commissaires, se risqueraient-ils à braver les menaces?

III. L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE

SUCCÈS DES EXCLUSIFS

Le 20 germinal, l'assemblée électorale procéda à la formation de son bureau. Il fut présidé par Boutroue, ex-conventionnel régicide, et il reçut pour secrétaire Houdbert, le commissaire central révoqué, et pour scrutateurs Ysambart, président du Tribunal criminel, Dufour, commissaire de Beaumont, et Lehault, ex-conventionnel et membre du Conseil des Anciens; tous gens approuvés et recommandés par la *Chronique*. Ces choix, effectués presque tous sans ballottage, et, pour les premiers, à une grosse majorité (de 184 à 196 sur 254 à 278), indiquèrent les résolutions des exclusifs qui dominaient l'assemblée (45). La vérification des pouvoirs confirma ces indications : toutes les irrégularités comises au cours des assemblées primaires furent autorisées, à peine concéda-t-on que les opérations effectuées à Bourg-la-Loi et à La Chartre présentaient quelques vices. Quant aux assemblées scissionnaires de Marolles et de Courgains, leurs élus furent traités suivant leur couleur politique : à Marolles on reconnut l'assemblée-mère, à Courgains on approuva les scissionnaires, car ils avaient fait « des choix dignes des vrais amis de la République et de son gouvernement (46) ».

Il semble qu'à ce moment Besnard ait essayé de fomenter une

(45) Sur 177 électeurs appréciés par Bazin, 161 avaient reçu son approbation. — Mêmes faits dans la Vienne (Doucet, ouvrage cité, p. 370).

(46) Arch. nat., A F III, 259. — Faits identiques dans les Côtes-du-Nord : les irrégularités qui ont profité à la majorité ne sont pas condamnées (Pommeret, ouvrage cité, p. 438).

scission : c'est du moins ce que Bazin prétendit (47). Les lettres de Baudet-Dubourg, et surtout le rôle que Besnard joua en l'an VII, rendent la chose assez vraisemblable. En ce cas, la manœuvre fit long feu, et les nominations s'effectuèrent rapidement.

Les élus au Corps législatif furent deux conventionnels, Boutroue et Lehault; un constituant, Ménard-Lagroie, ami de Bazin (48); le commissaire central Houdbert, qui fut également choisi presque à l'unanimité, ainsi que Hardouin-Révéry et Ysambart (49). L'administration centrale fut composée des trois anciens membres, à qui s'ajoutèrent Le Clerc et Goyet, « intime ami du rédacteur de la *Chronique* (50) ». On choisit pour président du Tribunal criminel l'administrateur révoqué Barret (51), et pour accusateur public Cornilleau, l'ancien conventionnel.

Bazin s'écria : « Nous avons choisi de braves gens, de bons citoyens (52). » Au contraire, Baudet-Dubourg voulut y voir un défi et demanda tout aussitôt la destitution et le remplacement des administrateurs et des nouveaux membres du Tribunal.

LES ASSEMBLÉES COMMUNALES

Dans les communes, le grand nombre d'abstentions et le dédain de la légalité furent aussi marqués que les années précédentes. Nombre de procès-verbaux manquent ou sont inutilisables. L'action des *exclusifs* y fut moindre. Même dans les cantons où les assemblées primaires avaient été très républicaines, comme ceux de Saint-Calais, de La Ferté-Bernard et de Mamers,

(47) *L'Abeille*, n° 5.

(48) *Ch. S.*, 22 vendémiaire an VI.

(49) Tous les membres du bureau furent donc élus à de hautes fonctions. C'est probablement en vertu d'un mot d'ordre (Voir Pommeret, ouvrage cité, p. 437).

(50) Baudet-Dubourg, Rapport au ministre (Arch. nat., A F III, 259). Effectivement Goyet dirigeait le club du Mans en 1793 et il fut arrêté avec Bazin.

(51) Ce choix était d'autant plus significatif qu'il avait été fait après le refus de l'autre administrateur destitué.

(52) *L'Abeille*, n° 4.

les modérés furent maîtres des assemblées communales. Ce n'est plus le « même esprit républicain », se lamentait un commissaire (53), ce sont des « amis des prêtres », voire même des fructidorisés, exclus comme tels de l'assemblée primaire (54). A ces dires, on devine ce qu'il en était dans les cantons chouannés. Les élus étaient alors des parents de chouans (55). Bien peu de commissaires se proclamèrent satisfaits (56).

En quelques endroits, les procédés violents, usités dans les assemblées primaires, furent employés. On opéra quelques exclusions (57), parfois à l'aide de baïonnettes, pour « écarter avec le plus grand soin les hommes d'un patriotisme douteux (58) ». Il y eut des scissions, précisément dans les deux cantons dont l'assemblée primaire s'était scindée. A Marolles, la tentative n'aboutit pas et les exclus se dispersèrent. C'étaient des patriotes (59). Dans le canton de Courgains, trois assemblées se divisèrent, mais il n'est resté de documents que sur celles de Thoigné. Ignard, « commissaire du cercle » de Mamers, ne laissa voter que les citoyens inscrits sur sa liste, un peu plus de la moitié des ayants droit. Les exclus se réunirent en assemblée protestataire (60).

L'administration centrale fut bien en peine lorsqu'elle dut se prononcer sur la validité des résultats. Les administrateurs choisis en floréal, donc gouvernementaux, décidèrent d'en référer au ministre de l'Intérieur : ils indiquèrent que nombre des irrégularités résultaient de l'ignorance et n'avaient déterminé aucune réclamation. Le ministre posa pour principe qu'en l'absence de protestation, il convenait « de s'assurer si les fonctionnaires

(53) Lettre du commissaire de Saint-Calais (Arch. dép. Sarthe, L 244).

(54) Lettres du commissaire de La Ferté-Bernard (Arch. dép. Sarthe, L 229) ; de Mamers (L 230).

(55) Arch. dép. Sarthe, L 240.

(56) Arch. dép. Sarthe, L 211.

(57) Précisément dans le canton d'Epineu (Arch. dép. Sarthe, L 198 bis, 1).

(58) Compte rendu du commissaire de Mamers (Arch. dép. Sarthe, L 230).

(59) Arch. dép. Sarthe, L 231. — Les élus étaient tous des fructidorisés (Reg. délib. Marolles).

(60) Arch. dép. Sarthe, L 200 et L 225. — Les deux autres scissions eurent lieu à Monhoudou et à Courgains.

nommés [étaient] républicains, et alors de laisser les choses dans l'état où elles se trouvaient (61) ».

Le représentant Ménard-Lagroie reçut la mission d'examiner les procès-verbaux des cas les plus délicats (62). En thermidor (juillet), il en était encore à réclamer des pièces essentielles, et il dut renouveler sa réclamation en fructidor (63). Les lois ne furent promulguées qu'en frimaire an VII (décembre) et annulèrent les opérations de six assemblées, sans compter les scissionnaires. Pour celles-ci on valida les choix de l'assemblée-mère de Courgains et ceux des scissionnaires de Thoigné (64).

IV. LE COUP D'ÉTAT DU 22 FLOREAL

DESTITUTIONS ET INVALIDATIONS

Le gouvernement se préoccupa plutôt des nominations effectuées dans les assemblées primaires et électorales. L'élection d'administrateurs révoqués le mettait dans l'obligation de renouveler ses actes d'énergie ou de capituler. La validation des élections législatives était soumise aux Conseils, mais les fonctions inférieures ne dépendaient que du Directoire. Il releva le défi.

Dès le 26 germinal (15 avril), avant que les opérations fussent achevées, deux commissaires cantonaux étaient révoqués : Guittier, commissaire de Mamers, et Leriche, son fidèle collaborateur de Courgains, tous deux mêlés aux troubles de l'assemblée primaire de ce canton (65). Puis ce fut le tour du commissaire de Vallon, sans doute parce qu'il regrettait les mesures prises contre les *exclusifs*. Le commissaire de Château-du-Loir, couvrant l'action du cercle de son canton, fut destitué en prairial

(61) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 3, et 24 messidor, L 190. — On vérifia la prestation du serment, l'existence d'un bureau définitif et l'emploi du scrutin de liste.

(62) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 48.

(63) Arch. dép. Sarthe, L 200.

(64) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1.

(65) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 69.

(juin) (66). Enfin le commissaire de Mayet, grand ami de Bazin et du général Cambray, fut révoqué en messidor (juillet) (67).

La composition de la municipalité du Mans, après les élections de l'an VI, était telle qu'Houdbert lui-même ne put l'approuver. Il reconnut que le patriotisme ne pouvait suppléer à l'insuffisance des talents (68). D'autres se chargèrent de préciser que c'était là le triomphe personnel des exclusifs, Bazin et Rouvin, assistés des membres des comités révolutionnaires (69).

L'administration centrale était acquise aux *exclusifs*. Le nouveau commissaire l'apprécia sans indulgence (70). Dès le 28 germinal (17 avril), il proposait des remplaçants. Naturellement, il indiquait en première ligne l'intrigant Besnard (71).

Le 17 floréal (6 mai), les arrêtés parurent : les administrateurs départementaux, à l'exception de Th. Le Clerc, étaient destitués pour avoir « prouvé par leur conduite et leurs opinions, par leurs liaisons intimes avec les chefs de la faction anarchique qui tourmente ce département, qu'ils [étaient] ennemis déclarés de la Constitution de l'an III (72) ». Les remplaçants proposés par Baudet-Dubourg étaient nommés à leur place. Quant aux membres de la municipalité du Mans, ils étaient destitués en raison de leurs « principes anarchiques, destructifs de la Constitution de l'an III ». Le 23 floréal (12 mai), les « magistrats appelés par le peuple » durent laisser place à ceux que le « pouvoir avait nommés (73) ».

A cette date, plusieurs des représentants élus par l'assemblée électorale avaient subi le même sort.

(66) Arch. dép. Sarthe, L 181 et L 250.

(67) Le général Cambray écrivait le 16 prairial : « J'aurais désiré me trouver à Paris pour recevoir et être utile à notre brave ami Raguideau. Je suis persuadé qu'il n'aurait pas été déplacé. (Roquet, article cité, p. 193.)

(68) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 59.

(69) Lettre de Baudet-Dubourg (Arch. nat., A F III, 259, et F I B II, Sarthe, 14).

(70) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1.

(71) Arch. nat., A F III, 259, et F I B III, Sarthe, 3.

(72) Arch. nat., F I B III, Sarthe, 3, et Arch. dép. Sarthe, L 283.

(73) *L'Abeille*, 24 floréal.

Entre toutes les opérations électorales de l'an VI celles de la Sarthe furent « particulièrement citées par le Directoire comme l'exemple le plus caractéristique » qui devait en déterminer l'annulation (74). Les méfaits des cercles constitutionnels s'y révélaient plus graves et plus apparents, les choix s'en avéraient notoirement scandaleux. Le message directorial du 13 floréal dépeignit les abominations de ce club, qui « se répand dans les campagnes », entraînant « l'épouvante, la terreur de la Constitution de 1793 » à sa suite, qui noue des relations avec les cercles de Blois, de Vendôme et du Mans, et qui est secondé dans son œuvre néfaste par des « journaux qui soufflent à l'envi l'esprit de désorganisation (75) ».

On sait comment s'effectuèrent les annulations : pour aller vite on se prononça d'un coup sur toutes les opérations électorales du pays. Mais, pour sauvegarder certains intérêts, on décida d'approuver une partie des résultats. C'est ainsi que le département de la Sarthe obtint deux sièges aux Anciens et un aux Cinq-Cents; les trois autres membres du Corps législatif, le haut-juré, ainsi que les président et accusateur public du Tribunal criminel, étaient invalidés. Or ils avaient été choisis dans la même assemblée, par des majorités très voisines; certains des exclus avaient même obtenu quelques voix de plus que les élus maintenus (76).

Qui avait été juge de la moralité des élus? La Commission ne comprenant pas de député de la Sarthe, on dut recourir aux rapports des commissaires (77). Baudet-Dubourg avait envoyé

(74) Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 70.

(75) Message du 13 floréal (*Moniteur*, éd. originale, 1798, p. 903).

(76) Bouthroue et Houdbert avaient été élus par 205 et 224 voix, tandis que Ménard-Lagroie n'en avait obtenu que 134. Il est impossible d'admettre, pour la Sarthe, la spécieuse distinction de Crassous entre les élus de la partie « saine de la majorité » et ceux qui profitèrent de ses défaillances. Crassous est plus véridique en affirmant qu'il y avait « un grand avantage » à « prononcer sur la moralité », et qu'au surplus il importait d'avoir terminé avant douze jours (*Moniteur*, éd. originale, 1798, p. 930).

(77) Bailleul prétendit que la Commission avait agi seule. Comment aurait-elle pu connaître la moralité de tous les élus? Barras explique mieux les choix par des « conférences... entre des membres du Directoire et les députés, au Corps législatif, pour discuter le moyen d'écarter plusieurs membres nouvellement élus et qu'on présente comme chefs des anarchistes... Rénier, des Anciens, Chénier, Hardy, Bailleul, Crassous, se rendent tous les

ses appréciations sur les résultats. Nouvellement nommé, incertain de l'issue de la lutte, il se montra assez circonspect. Il ne chargea qu'un des représentants élus, le moins influent, Hardouin-Révéry (78). Celui-ci fut destitué, ainsi qu'Houbert et Boudroue. Par contre, Lehault, Ménard-Lagroie et Ysambart, qui bénéficiaient de notes plus favorables, furent maintenus.

Pour apprécier les citoyens élus à des postes moins éminents, Baudet-Dubourg avait recouvré une complète indépendance de langage. Ainsi demanda-t-il fermement la destitution du haut-juré, du président et de l'accusateur public du Tribunal de la Sarthe.

Toutes ces notes furent cousues hâtivement par les secrétaires des ministères de l'Intérieur et de la Police; ils y intercalèrent des fragments du rapport de la Députation, et, dans leur hâte, ils déformèrent grossièrement les noms. Les motifs d'annulation étaient accumulés : accord du royalisme et de l'anarchie, orgies et festins nocturnes, calomnies, menaces, séduction, brigues et proscriptions en masse des électeurs qui refusent de plier sous le joug (79). La violence d'un pareil réquisitoire rendait encore plus absurde le maintien de plusieurs élus!

Il n'y eut qu'une protestation : celle de Bardou-Boisquetin aux Cinq-Cents. Il prit la parole en faveur de Cornilleau, mais un mot malheureux sur la « faiblesse » de l'assemblée fit échouer son intervention (80).

La bataille électorale se terminait donc par la défaite des

soirs chez le président du Directoire, pour arrêter ce qu'ils appellent une épuración ». Il va sans dire qu'on leur communiquait les notes des commissaires, en dépit du démenti infligé à Jourdan lorsqu'il porta ce fait à la connaissance de l'assemblée. La décision prise à l'égard des députés de la Sarthe coïncide exactement avec le rapport établi au ministère de l'Intérieur d'après les « pièces reçues ». (Voir les *Mémoires* de Barras, t. III, p. 217, et le *Moniteur* de 1798, éd. originale, pp. 932 et 933; — Voir Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 81 (Ne fait pas état du témoignage de Barras).

(78) Arch. nat., A F III, 259, et F I B II, Sarthe, 3.

(79) Correspondance du ministre de l'Intérieur (Arch. nat., A F III, 99). — Le rapport du Ministère utilisa aussi les pétitions des protestataires, notamment celle d'un cultivateur des environs de Fresnay, sans doute en raison de sa modeste origine (Arch. nat., A F III, 259).

(80) *Moniteur*, 1798, édition originale, p. 926.

exclusifs. Mais, parmi les nouveaux élus, aucun n'était hostile à leur parti, et les dispositions de la Députation de la Sarthe à l'égard des bazinistes se trouvèrent ainsi modifiées (81).

En somme, le département de la Sarthe s'était comporté pendant un an comme un centre de jacobinisme actif, très différent en cela de la plupart des autres départements de l'Ouest. Le coup d'Etat du 22 floréal frappa le département de la Sarthe, tandis que les élections de tous les autres départements de l'Ouest étaient validées, à l'exception de celle d'un représentant élu par la Mayenne. Cette différence peut s'expliquer par deux causes. D'une part la présence de quelques démocrates convaincus jeunes et ardents : Bazin et ses amis; d'autre part par la position du département de la Sarthe à la lisière de l'Ouest, de telle sorte que, suivant les circonstances, il subissait tantôt l'influence politique de l'Ouest, comme en 1795 et 1797, tantôt celle des pays situés à l'Est, comme en 1798. Le mouvement des cercles constitutionnels avait fortement rattaché le département de la Sarthe à celui de Loir-et-Cher. Or les élections de Loir-et-Cher furent annulées le 22 floréal.

V. LA DICTATURE DIRECTORIALE

BESNARD ET BAUDET-DUBOURG

Ni procession des autorités dans les rues, ni lecture solennelle de lois ou de décrets, ni pavois, ni chandelles, ni menaces, ne marquèrent le nouveau coup d'Etat. L'enthousiasme et la crainte qui avaient accompagné la journée du 18 fructidor étaient bien oubliés. Hors des sphères politiques, hors du monde des fonctionnaires et des chefs de parti, qui se préoccupa de la loi

(81) Après le coup d'Etat du 22 floréal la Députation de la Sarthe était ainsi composée :

Bardou-Boisquetin, *Mortier-Duparc* et *Delahaye*, élus en l'an IV comme membres du nouveau tiers, pour trois ans;

Lehault, conventionnel réélu en l'an IV, puis en l'an VI;

Ménard-Lagroie et *Ysambart*, nouveaux élus de l'an VI, seuls admis à siéger.

du 22 floréal? Pour le Français moyen, le Directoire continuait. Il apparaissait seulement que la souveraineté du peuple était une théorie peu appliquée. Cependant l'action républicaine inaugurée le 18 fructidor n'était nullement abandonnée. La lutte contre les royalistes et les catholiques ne fléchit pas un instant. S'il est vrai que nul ne parlait plus des cercles constitutionnels et que leurs grandes manifestations étaient supprimées, les cadres administratifs s'efforcèrent bien souvent de les remplacer. Mais, au lieu d'une propagande faite par des citoyens convaincus et démocrates, il s'agit désormais des tracasseries d'une administration autoritaire aux mains de petits bourgeois égoïstes qui voulaient se cramponner au pouvoir. Bref, ce fut la dictature directoriale exercée dans la Sarthe par le président de l'administration centrale, Besnard, et par le commissaire central, Baudet-Dubourg.

Besnard occupait enfin l'un de ces postes qu'il briguaît depuis longtemps. Son empressement à remplir une mission de confiance à Paris en 1796, ses stages à la municipalité du Mans, ses visites à La Revellière, indiquaient assez son ambition. Ce que les autres durent aux électeurs, Besnard l'obtint par le Directoire (82). Il était tout qualifié pour être, dans cette période de dictature, l'homme du gouvernement.

Intelligent et souple, préoccupé de son intérêt personnel autant que du bien de ses compatriotes, Besnard savait intriguer et dissimuler. La façon dont il contribua à la destitution de l'administration centrale, en thermidor an V, le prouve assez clairement. Il y trouvait double avantage : d'une part il espérait disposer des locaux de la Visitation pour son industrie, d'autre part il obtenait une place dans la nouvelle municipalité du Mans. Son rôle au jury de l'Ecole centrale précise ce trait de caractère (83). Par ailleurs, c'était un homme extraordinairement actif. Levé

(82) Besnard s'est flatté des facilités que lui assurait cette illustre amitié : « Je pouvais obtenir du Directoire tout ce que je pourrais demander » (*Souvenirs*, t. II, p. 147). La Revellière parle peu de Besnard dans ses *Mémoires*; il le cite cependant parmi ses amis (t. II, p. 436).

(83) Voir plus loin l'Ecole centrale, chap. xx.

chaque matin dès cinq heures, capable de passer de longues heures aux bureaux de l'administration, d'entretenir une correspondance considérable, il exerçait une grande influence par la finesse de son esprit et sa connaissance des hommes. Par contre, c'était un orgueilleux, avide d'exercer sa domination (84). C'est ce qui le brouilla de bonne heure avec Bazin et lui valut de solides inimitiés (85). Mais sa diplomatie, son intelligence et l'agrément de son commerce lui valurent quelques amis, par exemple Baudet-Dubourg. Il est vrai que celui-ci était une de ses créatures.

Baudet-Dubourg fut nommé commissaire central le 13 germinal an VI (2 avril 1798). Il était alors chef du bureau des travaux et secours publics de l'administration centrale. Comme Besnard — et comme Maguin, — c'était un ex-prêtre. La Révolution l'avait fait sortir de l'abbaye bénédictine mancelle de La Couture pour le conduire comme professeur à l'Ecole militaire de Pontlevoy, puis le ramener au Mans, vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel. Il avait ensuite abandonné les ordres pour entrer dans les bureaux (86). C'était un personnage cocasse qui alliait une grande naïveté à des ruses et des audaces romanesques. On s'amusa beaucoup de sa déconvenue lorsqu'il apprit que la pseudo-comtesse de Carignan, qui était venue solliciter son secours, n'était qu'une aventurière (87). La façon dont il publia les recommandations confidentielles sur les élections de l'an VII en est une autre preuve. Son action énergique et perfide contre les chouans le fit redouter et exécrer (88). De plus, il était capon et tremblait sans cesse pour sa vie. Pour remplir, au côté de Besnard, le rôle de préfet à poigne dans un département où abon-

(84) Besnard se laisse aller à écrire : « J'éprouvais souvent dans mes lectures des jouissances qui allaient jusqu'à l'extase, surtout lorsque je venais — ce qui m'arrivait assez souvent — à réfléchir qu'aucun individu, soit avant, soit pendant le temps présent, n'avait été en situation de s'entretenir dans un modeste presbytère, familièrement en quelque sorte, avec les plus beaux génies de la Grèce et de Rome » (*Souvenirs*, t. II, p. 35).

(85) Négrier de La Crochardière et Mortier-Duparc détestaient Besnard.

(86) Giraud, ouvrage cité, pp. 195 et 197.

(87) *L'Abeille*, 16 messidor an VI.

(88) Baudet-Dubourg, « prêtre, ex-moine bénédictin, est l'un de ceux dont les honnêtes gens ne peuvent prononcer le nom sans rougir » (Négrier de La Crochardière, *Mémoires*, t. III, p. 196).

daient exclusifs et chouans, il n'avait guère que les travers et aucune des qualités de l'homme qu'il eût fallu. Besnard le fit marcher et, avec lui, tous les membres de l'administration centrale (89).

LA DÉROUTE DES EXCLUSIFS BESNARDISÉS

Les exclusifs vaincus furent frappés par leurs alliés de la veille : *l'Abeille* fut englobée, le 17 messidor (5 juillet), dans une série de suppressions qui atteignirent un grand nombre de journaux de Paris ou de province. Il n'y eut plus de journal d'opinion dans la Sarthe jusqu'au 30 prairial an VII (18 juin 1799) (90).

Les hommes furent atteints comme les journaux, Besnard professait que

... le pire abus est de maintenir dans les fonctions publiques des hommes dont les principes et la moralité politique sont en opposition avec leurs devoirs (91).

Ce qui veut dire que ses amis seuls, et ceux du Directoire, devaient occuper toutes les places. C'est pourquoi destituer se traduisit par *besnardiser*. Il commença par l'administration centrale. Il s'est flatté d'avoir supprimé à peu près la moitié des employés, soit une trentaine (92). Il intimida les commissaires cantonaux ; *l'Abeille* annonçait la révocation d'environ 35 commissaires trop « énergiques (93) ». Il s'en prit surtout aux municipalités. A partir de fructidor, les arrêtés de suspensions se multiplièrent : le 9 (26 août), ils frappèrent 13 communes, suspendant 18 agents ou adjoints, ainsi que le président de la municipalité de Fresnay. Tous accusés d'incivisme ou de royalisme, sans qu'on leur reprochât des faits précis. Le 19 fructidor (5 sep-

(89) Mortier-Duparc, *Mortier-Duparc, représentant du peuple, député de la Sarthe, à ses collègues du même département, sur l'une des calamités qui affligent le département et le désir d'y voir apporter remède*. Cette calamité, c'est Besnard ; — Négrier de La Crochardière, même référence.

(90) Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 113. — Par erreur *l'Abeille* est classée dans les journaux de droite.

(91) Tel est le préambule de la plupart des arrêtés de suspension (Arch. dép. Sarthe, L 81, f^{os} 6, 9, 12, etc.).

(92) Besnard, *Souvenirs*, t. II, p. 125.

(93) *L'Abeille*, 4 prairial an VI.

tembre), on sacrifia une nouvelle fournée : 15 agents ou adjoints étaient suspendus pour royalisme, pour fanatisme et protection des prêtres réfractaires, ou pour « principes outrés ». Enfin, le 5 vendémiaire an VII (26 septembre), 3 présidents furent suspendus, ainsi que 21 agents ou adjoints. Parmi eux se trouvaient 3 exclusifs, quelques fanatiques et royalistes, et plusieurs agents incapables, négligents, brouillons, immoraux ou ivrognes (94). Tous ces arrêtés furent confirmés par des arrêtés directoriaux qui prononçaient la suspension définitive (95).

Ainsi appliquait-on, en province, la politique de bascule. Après cette série de destitutions, l'administration centrale ne procéda plus qu'à des mesures de détail (96). Les ennemis du président de l'administration centrale prétendirent qu'il peuplait les administrations de ses créatures. *L'Abeille* mit en garde ses amis contre les agents provocateurs envoyés dans les ateliers pour fomenter un mouvement ouvrier qui justifierait les mesures illégales prises en floréal (97).

IV. RÉSULTATS

ANÉANTISSEMENT DE L'ESPRIT PUBLIC

Tant de bouleversements assurèrent le pouvoir entre les mains des directoriaux, au prix de la haine des royalistes et des démocrates et de la désaffection du pays à l'égard du régime. Les commissaires cantonaux signalaient, de tous les points du département, une grande indifférence accompagnée de quelque lassitude. Celui de La Suze analysait cette disposition avec une certaine finesse :

L'esprit public est nul dans nos campagnes. Ne vous imaginez pas qu'il soit contre le gouvernement. Non. Il n'est ni pour, ni contre. L'insouciance la plus funeste, l'apathie la plus mortelle, le froid égoïsme, voilà ce qu'on trouve partout. Aujourd'hui on est pour le

(94) Arch. dép. Sarthe, L 81, f^{os} 9, 13, 14 et 15.

(95) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2. Arrêtés des 3 et 23 vendémiaire an VII.

(96) Arch. dép. Sarthe, L 163, f^{os} 86 et 92. I. 164, f^{os} 11, 34, 55 et 118.

(97) *L'Abeille*, 30 floréal.

régime républicain, parce qu'il triomphe; demain, si le royalisme ou la chouannerie paraissait prendre le dessus, on serait pour lui (98).

Quelques commissaires se permirent de signaler les causes du mal. Causes économiques : « Je vois plus que jamais que le pays est ruiné par la surcharge des impôts... et que le gouvernement ne trouve pas le moyen de relever le commerce. L'agriculture est à l'abandon (99). » Causes religieuses : « La grande majorité aime encore l'ancien gouvernement, rapport à l'ancien culte (100). » Les rigueurs de l'hiver, une épidémie de dysenterie, une augmentation du chômage, la reprise du brigandage, vinrent aggraver le mal (101).

Devant des causes si générales, une administration de département se trouvait à peu près impuissante.

Il eût fallu la paix, et la deuxième coalition s'était nouée. Les efforts en vue du relèvement économique étaient compromis du même coup. On établit de nouveaux impôts, notamment le droit de passe sur les routes; ils furent prodigieusement impopulaires.

Le plus facile, du moins on le crut, était d'agir directement sur l'opinion, à force de discours et de cérémonies. C'était un procédé bien usé. On espéra le rendre plus fécond par une action plus méthodique et plus autoritaire : on voulut inculquer le civisme de force. Il en résulta une crise scolaire et une crise religieuse qui aggravèrent la situation politique. Alors on renforça les moyens d'action sur les élections, et il en résulta un sursaut d'indignation qui retentit à l'assemblée des Cinq-Cents. La dictature directoriale fut malheureuse, elle se termina par l'échec de germinal an VII, dans la Sarthe, et de prairial dans toute la France.

• (98) Lettre du 12 brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 218).

(99) Lettre du commissaire de Brûlon, 2 vendémiaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 235). De même commissaire de La Ferté-Bernard (L 226).

(100) Lettre du commissaire d'Assé-le-Boisne, brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 220).

(101) Arch. dép. Sarthe, L 149, f° 80.

CHAPITRE XIV

Le civisme obligatoire Le décadi et les fêtes nationales

- I. — **Le calendrier républicain** : Arrêté directorial du 14 germinal, échec ; lois de thermidor et fructidor.
 - II. — **Le repos obligatoire** : Marchés, assemblées, écoles.
 - III. — **Culte décadaire et culte catholique** : Pression sur les prêtres soumis, hostilité du clergé réfractaire.
 - IV. — **Les fêtes décadaires** : Echec des efforts administratifs.
 - V. — **Les fêtes nationales** : Résultats plus favorables.
 - VI. — **Conclusion** : L'Esprit public reste mauvais.
-

I. LE CALENDRIER RÉPUBLICAIN

ARRÊTÉ DIRECTORIAL DU 14 GERMINAL AN VI

Pour consolider la République, le Directoire, sous l'impulsion de La Revellière, entreprit de détruire définitivement le catholicisme : « Lorsqu'on a abattu un culte, quelque déraisonnable et quelque antisocial qu'il fût, il a toujours fallu le remplacer par d'autres (1). »

En pleine période électorale, il prit un arrêté pour imposer l'usage du calendrier républicain. Non seulement les bureaux, les foires, les ateliers et chantiers de la République devraient chômer le décadi, mais les théâtres et les bals ne pourraient être ouverts aux dates correspondant au dimanche ou aux fêtes du calendrier

(1). La Revellière, *Mémoires*, t. III, Discours du 12 floréal.

grégorien. On allait même jusqu'à spécifier que la vente du poisson ne devrait avoir aucun rapport « avec les jours d'abstinence (2) ».

Les *exclusifs* accueillirent cette mesure avec un scepticisme presque insultant : « Croit-on pouvoir forcer le citoyen à mourir pitoyablement d'ennui tant que dure un jour de décade ? » déclarait *l'Abeille* (3).

Les municipalités prirent quelques mesures de circonstance (4) ; quand on voulut les appliquer, il y eut des troubles. A Sablé, il fallut poster des piquets de huit soldats sur chaque route, à un kilomètre de la ville, pour arrêter les paysans qui prétendaient tenir le marché au jour habituel. Une rixe se produisit entre les soldats et les paysans d'Auvers-le-Hamon (5).

L'administration centrale invita les municipalités à se concerter avec elle pour dresser un tableau général des foires et marchés du département. Elle n'obtint pas de réponse. Manifestement l'opinion était hostile à ce remaniement (6).

L'enquête de messidor (juin) précisa les résultats acquis à la suite de l'arrêté directorial : le succès était limité aux fonctionnaires ! Les commissaires des cantons républicains, comme ceux de Mayet et de Saint-Maixent, faisaient entendre un avis aussi pessimiste que ceux des cantons les plus mal famés, ceux de Fresnay ou de Vallon. Ils ne cachaient pas que la résistance était profonde, souvent d'origine religieuse, et qu'on ne pouvait espérer en venir à bout (7).

(2) Arrêté du 14 germinal an VI (3 avril 1798). — Voir Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 418.

(3) *L'Abeille*, 4 prairial an VI.

(4) Mamers, Reg. arrêtés, 20 floréal an VI ; — G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 272 ; — Arch. dép. Sarthe, L 215 et L 242 ; — Reg. délib. Conlie, La Ferté-Bernard, 5 floréal an VI. — Parfois la municipalité refusa d'agir, par exemple à Nogent-le-Bernard (Reg. délib., 9 prairial an VI).

(5) Arch. dép. Sarthe, L 142, 17 prairial an VI.

(6) Circulaires des 16 pluviôse, 5 et 28 prairial an VI (Arch. dép. Sarthe, L 36).

(7) Comptes rendus décadaires des commissaires cantonaux pour messidor an VI.

LOIS DE THERMIDOR ET DE FRUCTIDOR

L'échec étant à peu près général, le gouvernement fit prendre des mesures d'ensemble. Les lois du 17 thermidor et du 23 fructidor (4 août et 9 septembre) interdirent le travail le décadi, « en vue des lieux et voies publiques ». Les amendes ou la prison puniraient les contrevenants. Réciproquement, les mêmes peines seraient infligées aux marchands qui fermentaient boutique le dimanche. Cette obligation s'appliquait aux écoles publiques et privées, sous peine de fermeture. Nul ne dissimulait la volonté d'« extirper le reste des préjugés religieux ».

Les autorités départementales publièrent des circulaires en conséquence, le 28 fructidor et le 5 brumaire (14 septembre et 26 octobre).

Deux municipalités, au moins, avaient devancé la loi : celle du Mans, qui interdisait dès le 16 messidor (4 juillet) le travail du décadi ; et celle de Rouez, qui avait déjà donné l'ordre de fermer toutes les boutiques le décadi (8).

Le Département entreprit de faire respecter partout le repos décadaire.

II. LE REPOS OBLIGATOIRE

HOSTILITÉ DES POPULATIONS

Dans ce but, des patrouilles circulèrent. Elles eurent fort à faire, car la loi était mal accueillie : les agents de Malicorne n'avaient-ils pas déclaré à leur commissaire cantonal « que ceux qui faisaient ces choses-là [ces lois] avaient du temps à perdre, ainsi que ceux qui les faisaient exécuter », et qu'au surplus ils continueraient de travailler (9). Ils exprimaient l'opinion générale, surtout celle des campagnards.

On avait excepté les travaux urgents, « pendant le temps des semailles et de la récolte ». Cette distinction fut le point de départ d'une casuistique qui opposa la finasserie paysanne à la scholastique d'anciens curés.

(8) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 18 ; — Reg. délib. Rouez, 30 messidor an VI.

(9) Arch. dép. Sarthe, L 239, 2 messidor an VII.

Surprenait-on des cultivateurs en train d'épandre du fumier? Le commissaire voulait sévir, les bonnes gens ripostaient que c'était pour semer qu'ils fumaient leurs champs. Le commissaire en référerait à l'administration centrale et il obtenait cette réponse : « Les engrais ne sont pas travaux de semailles. » Mais un juge de paix, saisi du même cas, s'adressa au ministre de la Justice : les transports de fumier étaient autorisés (10).

Le cas de conscience du fumier n'est qu'un exemple. Il y eut la querelle de la vue et de l'ouïe. Puisque la loi n'interdisait que les travaux *en vue* de la voie publique, maréchaux ferrants, forgerons, serruriers et tisserands s'en donnèrent à cœur joie : ils firent un beau tapage décadaire, toutes portes fermées. Le commissaire central interrogea le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur répondit qu'il fallait s'en tenir aux textes et « exhorter » les artisans à cesser leur tapage. Mais le ministre de la Police condamna tous les travaux *perceptibles* de la voie publique (11).

L'affaire du repos décadaire aurait pu tourner mal. En quelques jours, les patrouilles du canton de Vallon avaient dressé des contraventions à plus de soixante cultivateurs. Dans le canton de Savigné, les soldats étaient entrés chez une veuve pour l'empêcher de faire sa lessive, et ils avaient arrêté des paysans récoltant leur chanvre. Au Mans, le Tribunal de police municipale infligea une amende d'une journée de travail à un menuisier et à deux tailleurs; l'un d'eux, qui s'était répandu en propos injurieux, dut faire trois jours de prison (12).

Mais il y eut des accommodements : la municipalité du Lude punit d'un ou deux francs d'amende quelques délinquants, afin de ne pas les poursuivre et de leur éviter les dépens (13). On renonça à tracasser les paysans : le commissaire central fit cesser

(10) Arch. dép. Sarthe, L 233, 23 vendémiaire an VII; — Arch. nat., BB 18 735, 19 vendémiaire an VII.

(11) Arch. dép. Sarthe, L 227, 22 brumaire an VII; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10.

(12) Arch. dép. Sarthe, L 233, 23 vendémiaire an VII; L 163, f° 54; — *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII.

(13) Reg. délib. Le Lude, 2 vendémiaire et 11 brumaire an VII.

les patrouilles dans les campagnes pour dresser des procès-verbaux (14).

La question des marchés fut tout aussi épineuse. Le Département avait fixé le tableau des marchés de la Sarthe par arrêté du 1^{er} thermidor an VI (19 juillet 1798). Les protestations furent nombreuses, énergiques et variées : les acheteurs devaient faire des provisions pour dix jours, délai trop long pour conserver les denrées périssables, dépense trop forte pour beaucoup de bourses (15). Des cantons n'avaient pas de marché : ils s'insurgèrent, à commencer par celui de Mayet qui s'attribua de sa propre autorité un marché chaque primidi (16). La Ferté-Bernard rompit, à ce propos, avec l'administration centrale (17).

Le Département refondit son premier tableau le 5 fructidor an VI (22 août 1798). Pour ne pas créer deux marchés décadaires au lieu d'un marché hebdomadaire, il adopta la distinction entre *gros* et *petits* marchés. Mais ce procédé (pourtant appliqué de nos jours) ne fut pas compris ; la confusion augmenta, et le Département dut établir un troisième tableau en floréal an VII (4 mai 1799) (18).

Cette multiplication de règlements eut des suites fâcheuses : les marchés furent d'abord moins fréquentés ; en quelques lieux, on revint aux anciennes dates ; ailleurs les paysans s'accoutumèrent : ils fixaient les dates nouvelles en établissant la concordance avec l'ancien calendrier, ils disaient : la décade sera jeudi ou dimanche (19)...

Les difficultés furent aussi grandes pour la fixation des fêtes communales ou *assemblées*. Plusieurs essais de transfert, tentés

(14) Arch. dép. Sarthe, L 251, 23 fructidor an VI. — Même échec dans le Nord (Lefebvre, ouvrage cité, p. 870).

(15) Arch. dép. Sarthe, L 267, thermidor an VI.

(16) Reg. délib. Mayet, 5 vendémiaire an VII.

(17) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 1^{er} et 15 thermidor, 15 fructidor an VI ; 9 et 30 brumaire, 4 frimaire an VII.

(18) *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII.

(19) Arch. dép. Sarthe, L 218, 213, 244, etc... — La question des marchés fut aussi critique dans le Nord et aboutit à un échec (Lefebvre, ouvrage cité, p. 869).

en messidor an VI, puis à diverses reprises au cours de l'an VII, ne donnèrent que des résultats tout à fait fragmentaires (20).

Nous verrons plus loin, en abordant la question scolaire, qu'il ne fut pas plus facile d'imposer le décadi aux instituteurs publics et privés, à cause de l'opposition des parents (21). En essayant d'améliorer de force l'esprit public, on l'avait donc rendu plus mauvais. Le mal fut aggravé par le problème religieux.

III. CULTE DÉCADAIRE ET CULTE CATHOLIQUE

Le chômage du décadi posait indirectement la question religieuse que le gouvernement n'avait pas voulu poser directement. Les boutiques et les écoles ne devaient pas fermer le dimanche. Obligerait-on les prêtres soumis à célébrer leurs offices le décadi? La question avait été soulevée à diverses reprises : le gouvernement n'osait imposer le transfert (22).

PRESSION SUR LES PRÊTRES SOUMIS

Le culte restait donc autorisé le dimanche, mais il était plus louable de le célébrer le décadi. C'était une invitation tacite aux prêtres soumis de prouver ainsi leur civisme. Quelques-uns le comprirent, d'autant mieux que certaines municipalités avaient fait des démarches dans ce sens. Dans les cantons de Montmirail, de Bonnétable et de Parcé, plusieurs prêtres adoptèrent le décadi (23). Ailleurs, les prêtres furent violentés : le 16 fructidor

(20) Réunion de délégués des cantons du Mans, le 27 messidor an VI; — Arrêté de l'administration centrale, le 25 vendémiaire et le 19 pluviôse an VII; — Commissaire Bourg-la-Loi, thermidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L 223).

(21) Voir chap. XVIII. — Par contre, l'usage du calendrier républicain fut imposé pour les actes et feuilles publics. Le Tribunal de La Flèche condamna le signataire d'une quittance datée d'après le calendrier grégorien (Arch. dép. Sarthe. L add. 274).

(22) La Revellière, *Mémoires*, t. III, p. 25. Voir séance du 17 thermidor aux Cinq-Cents (*Moniteur*, éd. originale, 28 messidor an VI). M. Mathiez signale que ce projet fut fait par un député inconnu, N..., le 29 messidor (Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 423), mais il a d'abord été proposé par Grandmaison, le 28. Voir aussi de La Gorce, ouvrage cité, t. IV, p. 315.

(23) Arch. dép. Sarthe, L 232, 12 vendémiaire an VII; L 240, 19 fructidor an VI; L 222, nivôse an VII.

(2 septembre), un détachement de troupes entra dans l'église du Bailleul...

... Il trouva M. le curé dans ses habits sacerdotaux et l'invita à se retirer et à vouloir bien n'officier publiquement que les décadis et jours de fêtes nationales. Le curé voulut représenter au caporal que les dimanches étaient consacrés par Dieu au repos... Voyant que son sermon était inutile et qu'il ne parviendrait pas à convertir son pèlerin, il sortit, mais suffoqué.

Le curé et ses fidèles firent une plainte; le commissaire cantonal, furieux, écrivit au commissaire central qu'on devait

... tolérer ces farces religieuses tant qu'elles n'[étaient] que ridicules, mais quand elles [étaient] contradictoires avec l'institution républicaine, on [devait] les surveiller avec activité et les traiter [les prêtres constitutionnels] comme les cadets des prêtres réfractaires.

Le curé, intimidé, cessa le culte (24).

Ces tentatives isolées prirent une valeur beaucoup plus grande lorsque l'administration centrale les couronna par une démarche auprès de l'évêque constitutionnel. L'administration centrale envoya une lettre officielle à « l'évêque catholique du Mans » pour lui demander de célébrer les décadis (25).

Cette proposition pouvait le tenter. Elle contenait non seulement une reconnaissance explicite de ses fonctions, mais une offre discrète de collaboration qui pouvait consolider la position précaire des prêtres constitutionnels sarthois. Il était bien agréable d'être traité officiellement en chef du diocèse après une lettre ministérielle qui prétendait, quelques mois plus tôt, que « la qualification d'évêque, publiquement prise, [était] une violation de la Déclaration des droits de l'homme (art. 19) », et que le prétendu évêque devait être dénoncé à l'accusateur public (26).

C'était la première fois, semble-t-il, qu'une administration centrale s'adressait directement à un évêque pour lui demander

(24) Arch. dép. Sarthe, L 240, 19 fructidor an VI : comptes rendus décadaires des mois suivants. Démarches analogues à Bonnétable (L 222, 22 fructidor), Vallon (L 219, 11 vendémiaire).

(25) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 83.

(26) Arch. dép. Sarthe, L 273, 8 germinal an VI.

cette collaboration. La réponse de Prudhomme présente donc un réel intérêt. La voici :

Le Mans. 13 vendémiaire de l'an VII de la République française.

Le citoyen Prudhomme, évêque du Mans [sic], à l'administration centrale de la Sarthe.

CITOYENS ADMINISTRATEURS,

J'ai reçu hier la lettre amicale que vous m'avez adressée en date du 12 vendémiaire, présent mois. Vous m'exposez les vues qui vous animent pour le bien du gouvernement, et qu'un des moyens que vous regardez comme le plus propre à améliorer l'esprit public et à affermir le régime républicain, serait de faire disparaître la ligne de séparation entre les jours destinés aux fêtes décadaires et les jours destinés au repos du culte catholique...

Si, par cette ligne de séparation dont vous parlez, citoyens administrateurs, vous entendiez (ce que je ne présume pas) de faire disparaître l'obligation de sanctifier le dimanche, jour du repos des catholiques, pour y substituer exclusivement le repos des fêtes décadaires et républicaines, vous me demanderiez une chose qui n'est pas dans mon pouvoir et à laquelle je ne pourrais me prêter sans manquer essentiellement à mon devoir.

Si, au contraire, par la proposition que vous me faites, vous m'exprimez le désir que vous auriez de voir concourir nos cérémonies religieuses avec les institutions républicaines pour les consolider et les affermir, sans que la religion catholique, bien entendu, porte le moindre préjudice aux fêtes républicaines, et *vice versa*, je suis parfaitement d'accord avec vous, et vous me trouverez toujours disposé à vous donner en cette occasion, ainsi que dans toutes les autres qui peuvent se rencontrer, toutes les marques de dévouement au bien public que ma qualité de citoyen et d'évêque exige et me permet.

J'ai déjà eu l'avantage de célébrer pontificalement les Saints Mystères sur l'autel de la Patrie, le 14 juillet, jour de la grande Fédération. Si vous croyez que la célébration solennelle des Saints Mystères au premier jour de la décade, qui se tiendra à Saint-Julien, pourra contribuer à la pompe de cette fête républicaine, je dirai volontiers la grande messe dans le lieu destiné au culte catholique, à l'heure convenue entre vous et moi. La présence des corps administratifs au Saint Sacrifice édifiera les peuples [sic] et fera tomber les malheureux préjugés accrédités par la malveillance *que la République est incompa-*

tible avec la religion catholique. Quel moment favorable pour moi, citoyens administrateurs, de nous voir réunis dans la même enceinte et de donner tous à Dieu des marques sincères de notre religion dans le temple auguste bâti par nos pères, et dont tous demandent la conservation.

Salut et fraternité.

J.-J.-R. PRUDHOMME,

Evêque du Mans, département de la Sarthe.

L'évêque commettait volontairement une méprise, qu'autorisaient d'ailleurs les termes de la lettre qu'on lui avait adressée. Espérait-il vraiment que son offre serait retenue? C'est peu probable, mais il trouvait avantage à en user ainsi, car on ne pourrait pas le taxer d'intransigeance. Il saisissait en même temps une occasion de plaider la cause de la cathédrale et de se poser comme « évêque du Mans (27) ».

L'administration centrale répondit qu'elle ne voulait « s'immiscer en rien de ce qui concerne les cérémonies particulières » à son culte, et qu'elle demandait simplement le déplacement des offices du dimanche au décadi, de telle façon cependant que les cérémonies religieuses fussent terminées à onze heures du matin (28). Les choses en restèrent là. C'était, en somme, un échec pour les représentants du gouvernement, d'autant que, dans un département voisin, les prêtres soumis avaient dû s'incliner (29).

HOSTILITÉ DES PRÊTRES RÉFRACTAIRES

Un accord avec les prêtres soumis n'aurait présenté que peu d'avantages, car leur influence était alors assez faible. Celle des prêtres réfractaires était beaucoup plus grande. Leur attitude à l'égard du calendrier républicain était intransigeante : il était non seulement interdit d'assister aux fêtes décadaires, mais encore de vendre ou d'acheter des marchandises les jours de fêtes catholique et les dimanches, « lors même qu'il en résultait des pertes graves (30) ».

(27) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 83. — La cathédrale était menacée en raison de son délabrement et de la cupidité de quelques démolisseurs éventuels. Voir A. Girault : *le Statut légal des églises*, pp. 40 et 48.

(28) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 90.

(29) Gauguain, ouvrage cité, t. II, pp. 466 et 531.

(30) Arch. nat., F 7 7528.

Il paraît bien que cette ligne de conduite, arrêtée par les autorités religieuses du Mans, ne fut pas générale, car les diocèses de l'Ouest marquèrent quelques hésitations. L'administration du diocèse de Saint-Bricuc demandait des instructions à ce sujet. C'était, en somme, l'ancienne querelle des *apériteurs* et *non-apériteurs* (31).

La sanctification du dimanche devait être assurée par des prières, la lecture des offices et des bonnes œuvres. Beaucoup de fidèles avaient pris l'habitude de se réunir à l'église pour y réciter les prières (32). Des municipalités s'en émurent et voulurent s'y opposer par la force; le Département les mit en garde contre les dangers possibles :

L'obstination de quelques personnes à vouloir ajouter au repos décadaire celui d'un autre jour quelconque (obstination qui dans le principe ne peut être que ridicule) finirait par prendre un caractère sérieux et compromettre la tranquillité si vous vouliez y donner toute l'attention et l'importance que cherchent à lui procurer le fanatisme et la malveillance (33).

Au surplus, la fermeture des églises n'eût fait que compliquer et déplacer le problème, puisque déjà des catholiques se réunissaient en grand nombre, le dimanche et les jours de fête, chez certains d'entre eux qui organisaient des sortes de chapelles. On alla les pourchasser jusque chez eux (34).

La célébration des mariages aux fêtes décadaires créait une autre difficulté, puisque, en principe, les fidèles ne devaient pas assister à ces fêtes. Les casuistes autorisèrent ces mariages, s'ils n'avaient pas lieu en présence d'une statue de la Liberté, et ce

(31) Couffon et Pommeret, article cité; — Gallerand, ouvrage cité, p. 266. — Les *apériteurs* étaient les prêtres qui autorisaient l'ouverture des boutiques le dimanche, mais « sans vente, ni travail »; les *non-apériteurs* étaient ceux qui s'y opposaient.

(32) *Supplément au catéchisme du diocèse du Mans*, 1799, p. 67. — Cette pratique eut lieu, par exemple, à Saint-Calais (Arch. dép. Sarthe, L 247); à La Bazoge (L 208); à Sablé (L 242); au Mans (*extra-muros*) (L 214).

(33) A Ecommoy, la municipalité fit fermer les églises et y plaça des soldats en faction. A La Ferté-Bernard, la même mesure avait été envisagée (Arch. dép. Sarthe, L 164, f° 1, 1^{er} vendémiaire an VII; — Reg délib. La Ferté-Bernard, 4 vendémiaire an VII).

(34) Arch. dép. Sarthe, L 237, 5 frimaire et 27 nivôse an VII.

« pour éviter tout risque d'idolâtrie ». Dans le cas contraire, les futurs époux échangeraient leur consentement devant trois ou quatre témoins catholiques, notamment devant leurs parents, si possible. Mais ces mariages devraient être régularisés par un prêtre réfractaire, et celui-ci exigerait la déclaration préalable à la municipalité. La situation restait donc sans issue, la solution n'était qu'apparente et dilatoire (35). Si le Consulat n'avait modifié toutes ces lois, les réfractaires eussent-ils créé une organisation analogue, par certains côtés, à celle des adeptes de la Petite Eglise, ou se seraient-ils inclinés?

Tant de travaux, de négociations et de violences ne déterminèrent pas une plus exacte observance du décadi. A peu près tous les documents signalent au contraire la persistance opiniâtre de l'ancien calendrier, pour le travail comme pour le culte, et le très faible nombre d'assistants aux fêtes décadaires (36).

IV. LES FÊTES DÉCADAIRES

ÉCHEC DES EFFORTS ADMINISTRATIFS

Le programme des fêtes décadaires avait été fixé par la loi du 13 fructidor (30 août) et par la circulaire d'application du 20 fructidor (6 septembre).

Les salles recevraient un aménagement spécial, destiné à embellir les cérémonies et à faire oublier l'ancienne destination des lieux. On ne se contenterait plus de la lecture des lois, mais on disposerait d'un journal officiel, créé tout exprès : le *Bulletin décadaire des affaires générales de la République*. Les questions locales ne seraient pas oubliées : on procéderait à la lecture de l'état civil et à la célébration des mariages. Tous les fonctionnaires étaient tenus d'assister à ces fêtes, ainsi que les enfants

(35) Lettre trouvée sur le prêtre Chappedelaine (Arch. nat., F 7 7528, 27 nivôse an VII); — *Mémorial manuscrit* de Boucher, p. 239; — *Supplément au catéchisme...*, p. 117.

(36) Correspondance des commissaires (Arch. dép. Sarthe, L 189, 220, 232, 237, 235, 239, 241, 244, etc.

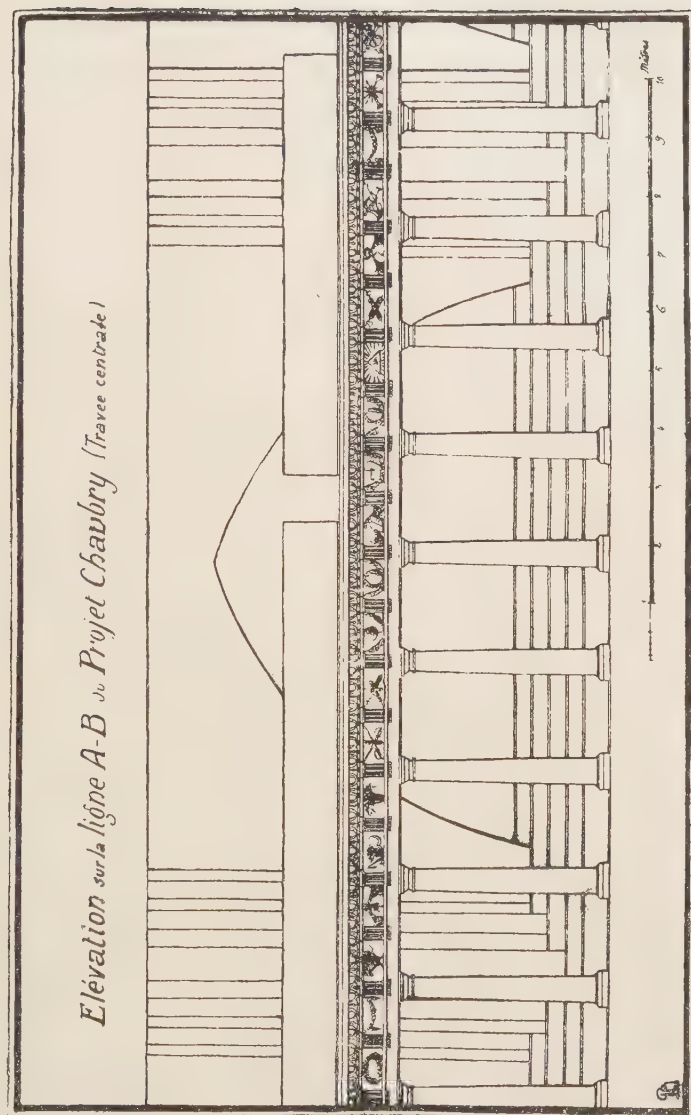


Planche D.

de toutes les écoles, conduits par les instituteurs publics ou particuliers (37).

L'administration centrale et les municipalités tentèrent d'assurer cette réorganisation. Elles n'obtinrent que de piètres résultats : les projets grandioses de transformation de l'église de la Couture, au Mans, restèrent dans les cartons (38). Le 17 ventôse an VII (7 mars 1799), le commissaire central déplorait l'échec de ces tentatives :

Il ne s'y observe [aux fêtes décadaires], vous le savez, ni ordre, ni décence; c'est une confusion, un vacarme qui en fait disparaître tout le charme, tout le respect qu'elles devraient naturellement inspirer (39).

Que l'on prenne un exemple dans les cantons, même dans celui de La Ferté-Bernard, dont le président ne ménagea ni son zèle, ni son argent, la même disproportion ridicule éclate entre les efforts et les résultats.

La municipalité avait arrêté un programme imposant :

Lectures :

Du premier et du second article de la Constitution et,

Au premier décadi : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen;

Au second décadi : Déclaration des devoirs de l'homme et du citoyen;

Au troisième décadi : Titre XIV de la Constitution;

Puis des lois et actes des autorités constituées, des actes civils.

Discours :

Discours ou morceau de littérature patriotique;

Ou discours sur les devoirs de l'homme envers l'Etre suprême (40);

Ou discours de morale pour faire connaître les devoirs de l'homme en société.

Après quoi, le président interrogerait les élèves présents à la

(37) Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 426.

(38) Girault, *le Statut légal des églises...*, p. 43. Voir planches C et D.

(39) Arch. soc. Ag. Sc. A., carton V B, et Reg. procès-verbaux, t. II.

(40) Cette persistance du caractère religieux est remarquable, car elle s'oppose à l'esprit de la loi tel que le révèlent les discussions (Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 426).

cérémonie. La fête se terminerait par une invocation à la Patrie et à la Liberté, des bans civiques, des vœux pour le maintien de la paix, du bonheur public et de la prospérité de la République. Le tout ne devait pas dépasser une heure. Pendant le reste de la journée, on se livrerait aux jeux, danses et autres amusements « innocents et champêtres (41) ».

Hélas! les populations ne furent pas séduites par de telles promesses. Le président constatait, avec mélancolie, la persistance des vieilles traditions :

Le 19 messidor, écrivait-il, fête patronale de Saint-Aubin-des-Coudrais, grande fête, grand concours de monde, grand étalage de marchands, deux réunions pour la danse... Le 20 messidor, ce n'est qu'un décadi! Quelle différence! Je vois travailler dans les rues et les grandes routes.

Le cas n'était pas singulier : à peine pourrait-on signaler quelques chefs-lieux où les fêtes furent un peu suivies (42).

Tout était donc resté vain, et les fêtes manquaient non seulement de prestige et de beauté, mais encore de correction et de décence. On y chantait des chansons souvent grossières, sinon « ordurières (43) ». Les gamins s'efforçaient de se distraire et causaient du désordre. Il fallut interdire l'accès des séances aux enfants de moins de six ans, qu'il était impossible de contraindre au silence (44). Les mariages attiraient des assistants parfois nombreux, mais volontiers gouailleurs, qui se répandaient en « propos indécents, huées scandaleuses », et qui arrivaient juste au moment de la célébration des mariages pour repartir aussitôt après (45). Aussi bien cette célébration des mariages aux séances décadaires du chef-lieu de canton eut une conséquence que ses

(41) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 9 vendémiaire an VII.

(42) Arch. dép. Sarthe, L 243, L 245, L 221.

(43) Reg. délib. Sablé, 19 pluviôse an VII; Mamers, 21 nivôse an VII; Bonnétable, 17 frimaire an VII (Arch. dép. Sarthe, 695).

(44) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 29 vendémiaire an VII.

(45) Reg. délib. Château-du-Loir, 3 floréal an VII; Le Mans, 3 frimaire (Arch. dép. Sarthe, L 164, f° 38); La Ferté-Bernard, brumaire an VII (Arch. dép. Sarthe, L 226).

auteurs ne désiraient certainement pas : elle contribua à l'échec des fêtes décadaires dans les communes.

Les autorités se résignèrent donc à ce qu'elles ne pouvaient empêcher, et, dans la mesure du possible, elles s'appliquèrent à sauvegarder les fêtes nationales. D'ailleurs, il en était de même dans l'ensemble du territoire.

En somme, le culte décadaire ne donna pas ce que s'en promettaient ses organisateurs. Ils avaient voulu républicaniser la France, la galvaniser. Mais la confiance ne se décrète pas, et la France restait hostile ou indifférente (46).

V. LES FÊTES NATIONALES

RÉSULTATS PLUS FAVORABLES

La moindre fréquence des fêtes nationales permit de leur consacrer plus de soin et quelque argent. On sait que François de Neufchâteau les dota de programmes grandioses, mais facultatifs.

Là où c'était possible, on adopta ses plans. Au Mans, par exemple, ou bien à Mamers, lors de la fête des Vieillards, de jeunes épouses vinrent présenter une corbeille de fleurs et une corbeille de fruits à quatre vieillards, au milieu d'une imposante mise en scène (47). A La Flèche, des bergers et bergères, portant des houlettes et « des cerceaux ornés de guirlandes, sous lesquelles étaient vingt-cinq cultivateurs », défilèrent, pour la fête de l'Agriculture, précédant un char où trônait l'Agriculture, entourée d'instruments aratoires (48).

S'il faut en croire les mauvaises langues, le ridicule n'était

(46) Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 532. — A Fresnay, la troupe fit rassembler la population : le 18 nivôse an VII l'ordre fut donné, le 20 tout le monde assistait à la fête décadaire; mais le 30, la troupe étant partie, la fête fut déserte (Arch. dép. Sarthe, L 241).

(47) Reg. délib. Mamers, 10 fructidor an V.

(48) Reg. délib. La Flèche (*extra-muros*), 10 messidor an VII.

pas absent de ces fêtes. Le prêtre réfractaire J.-P. Fleury décrit ainsi la fête de l'Agriculture à Mamers :

Je vis passer sous ma fenêtre tous ces sans-culottes écharpés, escortés d'un détachement de gardes nationaux, la tristesse peinte sur le visage. Un paysan en gros sabots, veste courte, la tête couverte d'un bonnet de la Liberté, piquait ses bœufs qui traînaient lentement une charrue, et criait : « Avance, *Bouchard*, et toi, *Châtain* ! » Il marchait au milieu, la musique en avant, les sans-culottes suivant le cortège. Le commissaire, qui n'était pas à jeun, faisait souvent des entrechats... Chacun prit la charrue à son tour. Quand vint celui du commissaire, qui ne se tenait pas bien sur sès jambes, la charrue chavira, le commissaire tomba à la renverse, au son de la musique et aux éclats de rire des assistants; les patriotes crièrent : « Vive la République ! » (49).

A La Flèche, la même année, l'acte essentiel de cette fête ne put être accompli : impossible de labourer, « le fermier de la Templerie n'ayant amené ni sa charrue, ni ses bœufs, quoiqu'il [eût] été invité à le faire (50) ». Ailleurs, des garnements, ou plutôt, comme écrit avec gravité le commissaire cantonal du Lude, de « jeunes citoyens » se permirent de faire un tel vacarme qu'il fallut les emprisonner pendant plusieurs heures (51).

Pour recueillir des suggestions, l'administration centrale fit une circulaire, le 5 brumaire an VII (26 octobre 1798), invitant les municipalités à signaler les distractions les plus goûtées. Quelques-unes répondirent avec soin; celle de Marolles résume bien l'opinion générale :

Nous vous dirons sur cela, citoyens, que rien n'est plus propre à attirer aux cérémonies nationales une affluence de citoyens des deux sexes, que l'assurance où chacun d'eux seront, les uns d'y voir, les autres d'y recevoir le plaisir qui fait ordinairement jouir les âmes gaies, mais il faudrait enfin que ces jeux ou exercices fussent principalement ceux déjà en usage dans chaque localité.

Dans l'étendue de ce canton, par exemple, c'est la cible, la boule à longue jetée, ou *jeux de prix*; la course, la lutte et la danse.

L'exercice de la cible est tellement récréatif dans le canton qu'on

(49) J.-P. Fleury, ouvrage cité, p. 338.

(50) Reg. délib. La Flèche (*extra-muros*), 10 messidor an VI.

(51) Arch. dép. Sarthe, ventôse an VII, L 238.

y a quelquefois vu cent, cent cinquante et deux cents tireurs, qui, moyennant une mise de vingt-cinq centimes chacun, formaient une bourse à laquelle chacun aspirait, et cela était bien propre à développer l'adresse du corps. Il serait à désirer que l'administration centrale en permit l'usage, notamment les jours de décadi.

Les jeux de boule, dits de *prix*, récréent aussi les habitants de ce canton, mais ils ne peuvent s'exercer que dans les beaux jours.

La course et la lutte seraient un objet intéressant pour développer la force, mais on ne devrait y admettre que les élèves qui fréquentent les écoles primaires.

La danse est à coup sûr l'exercice pour lequel il se trouve encore le plus d'amateurs, mais c'est dans le nombre de la jeunesse de trois à cinq lustres.

On pourrait encore adopter quelques autres jeux et exercices publics pour les citoyens âgés, tels que le palet, le quintal, etc...

Tous les jeux et exercices devraient être sous la surveillance et direction des administrations municipales et présidés par un de ses membres au moins.

La lutte et la course devraient s'exécuter avant les cérémonies, afin que les vainqueurs y fussent conduits en triomphe; les autres jeux et exercices s'exécuteraient vers le soir.

Mais, citoyens, nous osons le dire, tous les projets à cet égard n'auraient aucune réussite si on n'attachait à chaque jeu ou exercice un intérêt personnel, c'est-à-dire un prix pécuniaire ou un objet brut, tel que fusil, sabre, pistolet ou autres matières qui attirent l'attention et, plus que cela, l'intérêt des citoyens.

Nous avons une expérience assez fondée pour vous dire qu'il nous est arrivé un jour de donner un mauvais fusil de douze francs pour prix d'un jeu au chef-lieu de ce canton, que quatre à cinq cents individus accoururent pour gagner le prix.

Il est donc indispensable qu'il soit attaché à chaque jeu un prix pour le vainqueur, mais ces prix devraient être fournis *gratis*, et pour cela il ne nous faudrait que mille francs par an, c'est-à-dire de vingt-quatre à vingt-cinq francs par chaque jour de fête nationale et décadre, ... mais il est plus facile d'en parler que de réaliser cette somme...

En conclusion, la municipalité proposait qu'on demandât un crédit au Corps législatif (52). C'était alors le meilleur moyen d'éluider une loi. Les fêtes restèrent donc médiocres.

On peut cependant signaler quelques réussites, dues au tir à

(52) Reg. corresp. Marolles, 5 frimaire an VII.

la cible, agrémenté d'un prix modeste, ou ducs aux bals ou aux banquets (53). A La Chartre, pour la fête de la République, on organisa une petite guerre dans la plaine :

Comme c'était un spectacle nouveau, il y eut un grand concours de spectateurs (54).

Les fêtes les plus joyeuses furent sans doute celles du canton de Parigné. Il y régna, si l'on en juge d'après les productions poétiques, un entrain communicatif. Lors de la fête de la Jeunesse, une « foule immense, de tout âge et de tout sexe », fut animée de « sentiments de joie et de fraternité. On n'entendait que des ris et des acclamations de plaisir ». A la fête de l'Agriculture, « les couplets suivants, faits par chacun des agents municipaux, furent chantés par eux et les violons, et les spectateurs firent chorus » :

AIR DE LA FÊTE DES BONNES GENS

Couplet de l'agent de Challes

Salut à la nature,
Respect aux agriculteurs,
Gloire à l'agriculture,
Honneur aux cultivateurs.
Car l'art de soigner la terre,
Parmi les professions *bis*
Fut et sera la première
Chez toutes les nations.

Couplet de l'agent de Surfonds

A ce concours champêtre
Qu'offre la fraternité,
Il est bien de paraître
Ami de l'égalité,
Car si notre premier père
Était un cultivateur, *bis*
C'était bien une chimère
De se croire grand seigneur.

(53) Reg. délib. Courgain, 1^{er} prairial an VI; Marolles, 6 et 15 floréal an VI et an VII; La Ferté-Bernard, 29 messidor an VII; Mamers, 6 floréal an VI; Sablé, 12 pluviôse an VII; Parigné, 20 germinal an VI.

(54) Arch. dép. Sarthe, vendémiaire an VII, L 249.

Couplet de l'agent de Saint-Denis

Loin d'ici l'imbécile
Qui croit qu'un cultivateur
Est un être inutile
Pour opérer son bonheur.
Son erreur est bien grossière,
Car, sans nos soins, sans nos bras, *bis*
Il n'aurait jamais pu faire
En aucun temps mardi gras.

Couplet de l'agent d'Ardenay

Oublions nos *misères* (1)
Et chantons ces bons fermiers,
Qui parmi leurs confrères
Sont regardés les premiers.
Chantons ensuite à la ronde,
Sans faire d'exception, *bis*
Ces vrais bienfaiteurs du monde,
Tous les fermiers du canton.

(1) *Misères* doit s'entendre ici comme ravages de chouans, pertes sur le papier-monnaie, réquisitions, stérilité du sol, surcharges d'impositions directes, etc., etc., etc., etc., etc...

Couplet du Président

La paix est nécessaire
Pour la culture des champs;
Hâtez-vous de la faire,
Généreux représentants.
Donnez à l'agriculture
Un peu d'encouragement; *bis*
Ils vous béniront, je jure,
Vous et le Gouvernement.

Puis, l'après-midi, la cour de la maison commune fut remplie, non seulement par la jeunesse des deux sexes, mais même par les jeunes filles et les femmes enceintes qui, avec les petits garçons et les hommes mariés, n'ont cessé de former douze contredanses jusqu'à ce que la fatigue, la faim et la nuit soient venues mettre un terme à leurs plaisirs.

C'est ainsi que s'est passée cette fête, la première de ce genre qui se soit célébrée dans le canton (55).

(55) Procès-verbal de la fête de l'Agriculture, 20 messidor an VI (Arch. comm. Parigné).

Il arriva que la joie fut un peu trop vive et des censeurs intervinrent :

J'ai entendu chanter, déclarait le président de La Ferté-Bernard, des chansons moitié grivoises, moitié républicaines... Bravo! Bravo!... Vive la République! Et les polissons et les filles de joie d'y affluer et d'y faire tapage.

Il mit bon ordre à tout cela : désormais les enfants récitèrent de petites poésies, et le président fit des discours où il parlait de Dieu, car il avait « la bonhomie de croire qu'il faut porter dans l'esprit du public l'idée d'un Dieu qui punit ou qui récompense (56) ».

Ailleurs, les préoccupations politiques l'emportaient sur les thèmes moralisateurs. On faisait dire à une enfant de neuf ans :

Que la jeunesse doit s'estimer heureuse d'exister dans un siècle de raison et d'avoir l'âme et la mémoire dégagées de ce fatras de préjugés et de momeries!... Autrefois un apôtre de mensonge m'aurait fait réciter quelques passages respirant l'esclavage et le fanatisme (57)...

Par contre, les cantons de l'Ouest restaient hostiles; les fêtes étaient supprimées sous le moindre prétexte, pluie ou récolte, ou manque de fonds. Deux ou trois fêtes étaient commémorées en une seule journée.

VI. CONCLUSION

Les fêtes décadaires ou nationales ne pouvaient pas refléter la volonté des gouvernants, mais au contraire l'état d'esprit des administrés; leur rôle dans la propagande électorale ne fut pas ce qu'on attendait. La seule chance de succès eût été l'organisation de brillants programmes, mais il eût fallu des crédits... On sait ce qu'il en fut! Par ailleurs, les seuls Français capables d'enthousiasme et d'ardeur, animés par une mystique et disposés à l'apostolat par conviction, étaient les catholiques et les démo-

(56) Arch. dép. Sarthe, L 226, 27 pluviôse an VII.

(57) Reg. délib. Mamers, 10 germinal an VI.

crates. Or les premiers avaient été écrasés en 1797, les seconds en 1798. Si bien que les injonctions gouvernementales, surtout celles qui visaient à imposer le calendrier républicain et le chômage du décadi, firent plus de mécontents que de partisans du régime.

L'esprit public resta mauvais. De mois en mois les renseignements devenaient plus fâcheux : en nivôse an VII (janvier 1799), le commissaire de La Flèche (*extra-muros*) déclarait timidement que « l'esprit public n'était pas tout à fait anéanti » ; en ventôse (mars), ce pauvre esprit « n'osait presque plus se montrer (58) ». Les élections allaient donc s'effectuer dans des conditions peu favorables, mais le Directoire avait pris ses précautions.

(58) La Flèche, Arch. dép. Sarthe, L 237.

CHAPITRE XV

Les Elections de l'an VII

- I. — **La candidature officielle** : Excès de zèle du commissaire central, mesures de police.
- II. — **Les assemblées primaires et communales** : Lassitude croissante, succès des *exclusifs*.
- III. — **L'assemblée électorale** : L'affaire Baudet-Dubourg, la scission.
- IV. — **Victoire des exclusifs, le 30 prairial** : Validation des opérations, chute de Beaudet-Dubourg, Jouennault et le réveil des *exclusifs*.
- V. — **Conclusion** : Ruine de la confiance au régime.

I. LA CANDIDATURE OFFICIELLE

François de Neufchâteau appliqua aux questions électorales ces qualités d'organisateur et d'animateur dont il avait fait bénéficier déjà l'économie nationale et les fêtes officielles. Dès le début de l'an VII, les services du Ministère de l'Intérieur avaient dressé des tableaux où le nom de chaque département était affecté des lettres A ou R, F ou H. La première indiquait une prédominance de l'*anarchie*; la seconde décelait au contraire l'influence royaliste. Les deux dernières suggéraient discrètement les remèdes : fonds et hommes, argent et agents électoraux. Parmi les fonctionnaires départementaux, quelques-uns étaient honorés d'une étoile : c'étaient les hommes sûrs qui pourraient agir et renseigner.

Pourquoi la Sarthe est-elle dépourvue de toute lettre symbolique et ne comporte-t-elle que les noms de Besnard et de Baudet-

Dubourg? Sans doute parce que des hommes pareils garantissaient le triomphe du gouvernement.

Dans une note du 2 frimaire, on releva les noms de plusieurs départements qui n'avaient pas besoin d'agents électoraux, les Directeurs y disposant d'influence personnelle. La Sarthe figure dans ce nombre, aux côtés du Maine-et-Loire et de l'Orne. La Revellière devait y intervenir par ses amis (1).

Un tableau, modestement intitulé *Résultat projeté*, groupa les noms des députés à réélire, et ceux des candidats à soutenir. Dans la Sarthe, il fallait maintenir Mortier-Duparc et Delahaye. De mois en mois, ces tableaux furent complétés, les signes s'agrémentèrent de compléments décoratifs : le 7 brumaire (28 octobre), on inscrivit dans un cercle les étoiles des fonctionnaires devenus indignes, tandis que celles des autres étaient précédées d'un trait. Le 15 et le 19 brumaire, le 15 et le 19 pluviôse (5 et 9 novembre, 5 et 9 mars), la revision fut renouvelée. La lettre P distingua soudain les départements où il n'y avait pas d'anarchistes. Ce fut la seule rectification apportée pour la Sarthe; elle est attribuée à Baudet-Dubourg, ce qui ne fait point honneur à sa perspicacité (2).

François de Neufchâteau invita les commissaires du Directoire à l'action électorale. Dans sa circulaire du 14 ventôse (4 mars), il les admonestait vigoureusement :

C'est à vous, Citoyens, à vous qui êtes les sentinelles du Gouvernement, à mettre sous les yeux de vos concitoyens le tableau des malheurs auxquels ils s'exposent, s'ils se laissent influencer par les factions.

Le ministre se plaisait à préciser le thème des colloques à tenir avec les électeurs : on rappellerait aux marchands et manufacturiers les abus des « grands niveleurs de 1793 » — le pillage, le maximum, les cachots, l'échafaud enfin ; — aux artistes

(1) Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 198 ; — Arch. nat., A F III, 99. — Note de François de Neufchâteau à Lagarde.

(2) *Ibidem*. Liste des commissaires près des administrations centrales et près des tribunaux civils et criminels. On y trouve aussi une liste d'agents électoraux.

et aux savants, — la mort de Bailly et de Lavoisier; aux fonctionnaires, — « la pique sur laquelle on fit promener la tête de Féraud »; à tous, enfin, la misère, la queue « quinze heures par jour à la porte des boulangers ». « Employez tous vos moyens et votre influence », concluait-il énergiquement (3).

De plus, car il faut tout prévoir, le ministre envisageait l'éventualité de choix malheureux aux assemblées primaires et communales. Par lettre du 18 ventôse (8 mars), il ordonnait au commissaire de la Sarthe de faire connaître au plus tôt le nom et le civisme des élus. L'assemblée électorale serait orientée, le cas échéant, vers une scission; quant aux élus, leur suspension pourrait être décrétée aussitôt. Un imprimé modèle était joint à la lettre : *Etat nominatif des membres des administrations municipales, avec des renseignements sur leur patriotisme, leur moralité, leurs opinions et leur capacité*. Une colonne était réservée aux noms des remplaçants éventuels. Mieux encore, des types de motifs de destitution étaient proposés :

Partisan des prêtres, ennemi des institutions républicaines et d'une moralité suspecte;

Partisan de l'anarchie;

Très vacillant dans ses opinions;

Ne passe point pour un homme probe;

Ne sait pas écrire et est dominé par le fanatisme.

Cette minutie fait honneur à la prévoyance ministérielle, mais elle n'est flatteuse ni pour les commissaires, ni pour les électeurs (4).

Tout cela n'était pas à l'usage du grand public. Il était simplement informé des circulaires et des proclamations plus anodines que le Directoire rédigeait à son intention. Elles ont été analysées déjà par divers auteurs et sont beaucoup moins intéressantes (5). Elles décrivent encore le candidat modèle, « éclairé

(3) Réimpression au Mans, chez Pivron, 8 pages in-4°. *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII.

(4) Proclamations du 23 pluviôse, du 10 et du 17 ventôse.

(5) Meynier, ouvrage cité, t. II, p. 196; — Sciout, ouvrage cité, t. IV, p. 321.

et vertueux, qui s'est toujours tenu à l'écart des partis »... Chaque année, le Directoire voulait une fournée de ces hommes recommandables par leur virginité politique ! Les avis officieux, insérés dans le *Rédacteur*, les proclamations de l'administration centrale et les notes des *Affiches du Mans* répétaient les mêmes fautes (6).

EXCÈS DE ZÈLE DU COMMISSAIRE CENTRAL

Le commissaire central de la Sarthe, Baudet-Dubourg, fit preuve d'une étonnante activité pour satisfaire aux exigences de son ministre. Il commença par réimprimer la circulaire du 14 ventôse puis, au reçu de la lettre confidentielle du 18 ventôse, il donna les tableaux modèles à l'imprimeur, avec cette indication : « Bon à imprimer à 100 exemplaires, dont 70 avec le titre (7). » Arrangeant un peu les paroles ministérielles, il fit publier une « circulaire d'instruction » aux commissaires cantonaux. Ancien prêtre, il signalait aussi que le Corps législatif, contrairement à certains bruits, ne songeait nullement à exclure les anciens prêtres des fonctions publiques... Puis, et ce fut son idée géniale, il ordonna aux commissaires cantonaux de convoquer à une séance extraordinaire de leurs municipalités les « principaux propriétaires et fermiers de chaque commune », ceci avant les assemblées primaires. Aux assemblées, les commissaires seraient vigilants et actifs : « Ne quittons pas un instant, s'il est possible, les assemblées primaires; montrons-nous fermement déterminés à vaincre, à quelque prix que ce soit. » Enfin, à la veille de l'assemblée électorale, une « conférence amicale » réunirait les électeurs du canton au bureau de leur commissaire (8).

La plupart des municipalités et des commissaires acceptèrent

(6) Proclamation de l'administration centrale, 11 ventôse an VII; — *Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII; — « *Conseils d'un républicain à un ami* », *Affiches du Mans*, 5 ventôse an VII; — *Le Rédacteur*, 25 pluviôse an VII; — De même, mais avec une présentation plus originale, « *Avis au Public* », *Affiches du Mans*, 15 germinal an VII.

(7) Arch. dép. Sarthe, L 189.

(8) Arch. dép. Sarthe, L 27. — La note sur les prêtres était une riposte à Ysambart et Charles Latouche. Voir plus loin, chap. xix.

très simplement ces injonctions. N'était-ce pas le vœu du ministre? La convocation des principaux habitants était formellement illégale, mais le ministre de la Police ne l'avait-il pas approuvée pour la lutte contre les chouans, peu auparavant (9)? Baudet-Dubourg avait d'ailleurs chapitré personnellement quelques municipalités, comme celle de Saint-Calais (10).

Qu'en advint-il? La correspondance est discrète, peut-être à dessein. Seuls quatre commissaires firent savoir qu'ils avaient exécuté la mesure prescrite (11).

Le scandale qui éclata en raison de ces mesures est un peu factice. On avait vu tant d'autres abus! Il suffit de feuilleter la correspondance du commissaire de Loir-et-Cher pour constater qu'il en fit tout autant : il vit lui-même les « citoyens influents », il révéla les « candidats désignés », il fit de « l'inspecteur des contributions » son grand agent électoral, il utilisa « la tournée des inspecteurs des domaines » pour accroître son influence. Mais il eut la précaution de ne rien imprimer (12). Tout cela était bien anodin en comparaison des arrestations arbitraires de l'an VI, qui se renouvelèrent en l'an VII.



MESURES DE POLICE

Le président et le commissaire de Saint-Jean-de-la-Motte, la municipalité d'Ecommoy proposèrent l'emprisonnement des royalistes influents (13). Le commissaire central approuva, réunît l'administration centrale en « séance particulière » et fit dresser une liste des citoyens qui devraient se rendre le 30 ventôse au Mans. Parmi ces vingt personnes, on remarque sept électeurs de l'an V, deux ci-devant nobles, deux régisseurs de propriétés nobles,... pas un anarchiste ou exclusif! Quatorze, au moins, de ces suspects se rendirent à la convocation. Le 3 germi-

(9) Voir chap. xx.

(10) Reg. délib. Saint-Calais, 9 ventôse an VII.

(11) Commissaires de Beaumont (Arch. dép. Sarthe, L 221); Saint-Calais (L 247); Malicorne (L 239) et Bourg-la-Loi (L 223).

(12) Arch. nat., F I C III, Loir-et-Cher, 1. Correspondance du commissaire central Durand en ventôse an VII.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 237, L 210.

nal (23 mars), ils furent libérés, « le peuple ayant consommé librement et sans entraves les opérations qui lui sont attribuées (14) ».

Pour neutraliser l'influence de personnages moins importants, les commissaires cantonaux les avaient convoqués à leurs bureaux et les avaient sommés de ne pas « influencer les assemblées à l'avenir ». Sinon, gare aux « mesures rigoureuses méditées contre de mauvaises élections et leurs principaux auteurs (15) » ! Baudet-Dubourg n'avait-il pas remis aux commissaires des « mandats en blanc » pour y porter le « nom des individus dont... la gravité des circonstances rendrait l'arrestation nécessaire (16) ». Mais il avait conseillé de ménager ces lettres de cachet : « pas plus de quatre à cinq par canton », et il exigeait le secret : « Personne au monde, que vous et moi, n'en doit avoir connaissance (17). »

Baudet-Dubourg n'était pas Fouché. Toutes ses machinations échouèrent piteusement. D'abord et surtout parce que le Directoire était sur son déclin. Ensuite, parce que des attaques ébranlèrent la situation de Besnard : un député de la Sarthe, Mortier-Duparc, publia un violent pamphlet contre la dictature de Besnard et contre ses abus de pouvoir. Les critiques étaient précises et brutales ; la défense fut tardive, diffuse et embarrassée (18).

Un seul commissaire, mais le plus clairvoyant peut-être, celui de Sablé, avait signalé des cabales « bazinistes » et la confection de listes de candidats exclusifs (19). C'était là le vrai danger. Le commissaire central de Loir-et-Cher s'en alarmait de son côté et informait les ministres. Il dénonçait la propagande démocratique

(14) Arch. dép. Sarthe, L 78, f° 45 ; L 231, L 214. — Motif d'incarcération : « Intrigants, travaillent le peuple et ne négligent rien pour le déterminer à faire des choix contraires au gouvernement. »

(15) Arch. dép. Sarthe, L 247, L 239, L 217.

(16) Arch. dép. Sarthe, L 283.

(17) Arch. dép. Sarthe, L 239, 30 ventôse. — Sept commissaires seulement reçurent de tels mandats : ceux de Sablé, La Suze, Brûlon, Loué, Epineu, Précigné et Parcé.

(18) Mortier-Duparc, ouvrage cité. — Besnard annonça sa réponse dans les *Affiches du Mans* du 20 ventôse ; elle parut le 25.

(19) Lettre du 3 nivôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L 243).

auprès des ouvriers, et la circulation de rumeurs tendancieuses affirmant l'opposition de la population parisienne au Directoire (20).

Les assemblées primaires prouvèrent que l'action officielle avait porté à faux, et elles donnèrent la victoire aux démocrates, dans la Sarthe comme dans le plus grand nombre des départements.

II. LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES

LASSITUDE CROISSANTE; SUCCÈS DES EXCLUSIFS

L'aveuglement des autorités continua : les commissaires cantonaux exprimèrent leur satisfaction des résultats obtenus aux assemblées primaires. Seuls, ceux de Marolles et de Courgains manifestèrent quelque humeur. A Courgains, les républicains protestèrent contre les illégalités commises et demandèrent l'invalidation des électeurs. A Marolles, 70 habitants réclamèrent contre une assemblée qui avait réintégré les 40 exclus de l'année précédente et qui avait choisi les 4 électeurs invalidés de l'an VI (21).

Il semble bien que les grands moyens ne furent nécessaires qu'à Saint-Calais : le commissaire dépêcha un gendarme au Mans pour obtenir des mandats d'arrêt contre quatre individus qui le gênaient, suggérant que « si la délibération portait une date antérieure d'un ou deux jours, le tout vaudrait mieux ». Il reçut des ordres d'arrestation datés du 30 ventôse (20 mars), et les gêneurs furent incarcérés jusqu'au 10 germinal (30 mars). Pendant ce temps, le commissaire avait fait « languir les élections en attendant le courrier ». Il pressa ensuite les décisions et obtint pleine satisfaction (22).

Cependant y avait-il lieu d'être si satisfait ? L'apathie du corps électoral avait été plus grande que l'activité des agents du gouvernement. Dans tout l'Ouest du département, on avait péniblement réuni la moitié ou le tiers du nombre des votants de l'an VI.

(20) Arch. nat., F I C III, Loir-et-Cher, 1.

(21) Arch. dép. Sarthe, L 225 et 200.

(22) Arch. dép. Sarthe, L 243 et 247.

Cette indifférence se fit même sentir dans d'autres régions, au point que certains commissaires se demandèrent si l'on trouverait des électeurs (23). Seuls les citoyens de Mayet vinrent en nombre. A Mamers même, le déclin se précipitait : 663 votants en l'an V, 146 en l'an VI, 113 en l'an VII, sur plus de 900 inscrits ! Pour un total de 40 cantons, pour lesquels subsistent les chiffres de l'an VI et ceux de l'an VII, il y eut : la première année 9.730 votants, la seconde 4.012 !

Cette indifférence s'est largement manifestée dans l'Ouest. Le nombre des présences fut dérisoire ; le mot d'ordre royaliste était l'abstention. En certains cantons, « ni les habitants de la campagne, ni les artisans n'ont voulu y prendre part (24) ». Il semble bien que le reste de la France fit preuve de la même lassitude : dans la Côte-d'Or, par exemple, il n'y vint nulle part plus du quart des inscrits (25). C'était l'indice d'une situation vraiment inquiétante.

Dans ces assemblées, les exclusifs tinrent la première place. Ils dominèrent au Mans, surtout à la section de l'Egalité. L'un d'eux, Barret, administrateur départemental révoqué et représentant floréalisé, arracha du mur la proclamation du Directoire du 10 ventôse ainsi qu'un placard officieux (26). Parmi les électeurs choisis, on remarque des *exclusifs* authentiques et connus, tels que Jouennault et Paré ; les officiers municipaux étaient aussi des *exclusifs* : Paré, Fay, Portier, Bance. La municipalité en exercice ne s'y trompa point, elle écrivait : « Les assemblées ont été tranquilles, mais toujours dirigées par les meneurs de l'an dernier (27). » Ceux-ci avaient conquis deux villes : Le Mans et Mamers. Ils étaient en bonne posture pour l'assemblée électorale. Dans l'intervalle eurent lieu les assemblées communales.

L'administration centrale s'écriait le 4 messidor (22 juin) :

Voilà bientôt trois mois que vos assemblées communales ont pro-

(23) Arch. dép. Sarthe, L 237, 211, 234, 221, 230.

(24) Chassin, ouvrage cité, p. 235 ; — Pommeret, ouvrage cité, p. 472 ; — Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 502.

(25) Brelot, ouvrage cité, p. 167.

(26) *Affiches du Mans*, 15 germinal an VII.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 214.

cédé aux nominations... et nous n'avons pas encore reçu les procès-verbaux (28).

Les renseignements qui subsistent prouvent que les consultations communales demeuraient peu sensibles aux fluctuations politiques : à peu près le même nombre de votants se rencontrèrent en l'an VII et en l'an VI, c'est-à-dire un très petit nombre. Comme d'ordinaire, quelques communes ne tinrent pas d'assemblée : Montigny, par exemple, dans le canton de La Fresnaye. Le commissaire central adressa au ministre de l'Intérieur le tableau des résultats électoraux, comme il était convenu. Il ne l'envoya que le 29 prairial (17 juin), en raison du retard considérable des rapports cantonaux. Par une rencontre assez amusante, il se trouva que les appréciations avaient changé de sens, la journée du 23 prairial (11 juin) ayant modifié l'orientation politique.

Dans l'ensemble, le commissaire voulait montrer que son département était bon ; il approuvait à peu près tous les choix : les cantons de l'Est avaient bien voté, car les élus étaient républicains ; ceux de l'Ouest ne s'étaient pas trop mal comportés, relativement à ce qu'on pouvait craindre. A peine quelques réserves étaient-elles formulées concernant soit quelques municipalités royalistes et fanatiques, celles de Tuffé et de Courgains, soit quelques « républicains prononcés » élus à Mamers notamment (29). Mais chacun ne pensait plus, au lendemain des assemblées primaires, qu'à préparer l'assemblée électorale.

III. L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE

L'AFFAIRE BAUDET-DUBOURG

Dès le 2 germinal (22 mars) éclatait aux Cinq-Cents un scandale électoral dont Baudet-Dubourg était responsable. Un représentant de la Sarthe, Ménard-Lagroye, dénonçait la circulaire lancée le 22 ventôse (12 mars) ; il relevait les abus et les illéga-

(28) Arch. dép. Sarthe, L 164.

(29) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2.

tités des conseils et des ordres si imprudemment publiés par le commissaire. Il l'accusait de *despotisme*, de violation de la Constitution et d'insulte à la Souveraineté du peuple.

Querelle locale et conflit de personnes? Assurément, mais aussi première mesure annonçant la lutte entre le Corps législatif et le Directoire, car Ménard-Lagroye ne craignait pas de regretter les trois élus de l'an VI, exclus par le coup d'Etat de floréal; et son intervention était appuyée par un représentant du Doubs qui s'en prenait au ministre responsable : François de Neufchâteau. Le Conseil décida l'impression du discours de Ménard-Lagroye (30).

François de Neufchâteau avait été informé de l'incident par Baudet-Dubourg, et le Directoire avait déjà reçu une dénonciation lancée par Livré, ex-constituant; la réponse était donc prête (31). Il fit savoir au Conseil des Cinq-Cents, le 6 germinal (26 mars), qu'il avait « désapprouvé et censuré formellement le *ton impératif*, les *rassemblements* extraordinaires,... la *direction* que [Baudet-Dubourg recommandait] de donner aux choix du peuple, et les *menaces*... » Mais il rendait hommage à « la pureté des intentions » et osait affirmer que les seuls moyens préconisés par son commissaire étaient « la sagesse et la raison ». Il concluait en couvrant son subordonné : Eclairer ainsi les choix du peuple « n'est pas en gêner la liberté (32) ».

Le Conseil ne goûta pas cette réponse, il fut patent que l'accord entre le Directoire et le Corps législatif était compromis. Ce fait devait avoir de graves conséquences, puisque la validation des élus dépendait des représentants.

Pendant ce temps, les directoriaux de la Sarthe continuaient leur campagne. Baudet-Dubourg convoqua et endoctrina les commissaires cantonaux choisis comme électeurs, mais ils n'étaient que 26 sur 287 électeurs (33). Quelques autres électeurs vinrent

(30) *Motion d'ordre par Ménard-Lagroye*, Conseil des Cinq-Cents, séance du 2 germinal an VII. Imprimerie Nationale, in-8°, 20 p.

(31) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 1.

(32) Message extrait des registres des délibérations du Directoire exécutif, 6 germinal an VII. Arch. nat., A B XIX, 87.

(33) Arch. nat., A F III, 259.

aussi demander des indications (34). Le commissaire examina la composition de l'assemblée électorale : il n'y voyait qu'une « poignée de royalistes » et une « poignée d'exclusifs ». Il dressa une liste pour la composition du bureau et une autre pour la nomination des représentants. Mais il fut informé que les *anarchistes* avaient formé une commission pour diriger les choix et qu'environ 90 électeurs suivaient leur mot d'ordre. Du 10 au 20 germinal (30 mars au 9 avril), Barret, exclusif influent, grand ami de Jouennault, avait parcouru les cantons de la région méridionale du département, vers Château-du-Loir, La Flèche et Sablé, tandis qu'Houdbert faisait des tournées dans les auberges et cabarets (35). La lutte devenait donc plus difficile.

LA SCISSION

Les premiers choix furent lents : le représentant au Conseil des Anciens ne fut nommé qu'au quatrième tour, par 156 voix ; c'était le candidat du commissaire central. Les deux nominations qui suivirent demandèrent chacune deux tours de scrutin, elles se firent au profit des exclusifs : Houdbert, commissaire révoqué en l'an VI, et Hardouin-Révéry, élu de l'an VI floréalisé.

Besnard et Baudet-Dubourg avaient prévu cette éventualité, leurs amis devaient alors faire scission. La manœuvre fut exécutée aussitôt. Mais, lorsqu'ils se réunirent, les directoriaux constatèrent avec ennui que des royalistes les avaient accompagnés. Pour les intimider, ils firent savoir que si les choix ne portaient pas sur des « républicains sagement prononcés », ils procéderaient à une nouvelle scission ! Menace vaine, car l'assemblée scissionnaire ne comptait pas 80 membres ; sur les 26 commissaires cantonaux électeurs, 7 seulement avaient suivi leur chef !

L'assemblée-mère se garda d'élire des *exclusifs* trop connus ; elle leur préféra des républicains plus modérés. Cependant elle choisit, comme membres de l'administration centrale, Jouennault, l'ancien commissaire ami de Bazin, et Brillant, l'un des

(34) Arch. dép. Sarthe, L 223, 17 germinal an VII.

(35) Arch. nat., A F III, 259.

« besnardisés » les plus estimés. Les scissionnaires crurent de leur devoir d'envoyer Besnard siéger aux Cinq-Cents, mais, tenus au courant des choix de l'assemblée-mère, ils désignèrent aussi des républicains irréprochables, tels Le Maréchal, commissaire de Sablé, et Bardou-Boisquetin, député opportuniste, alors peu favorable à Besnard et choisi aussi par l'autre assemblée!

Il advint donc que deux assemblées ennemies s'accordèrent dans leurs opérations : non seulement Bardou-Boisquetin, mais Brillant, Mortier-Duparc et Juteau-Duhou furent nommés aux mêmes postes par l'une et par l'autre assemblée. La scission paraissait ridicule! Les directoriaux se consolèrent en répétant que leur manœuvre avait modéré l'assemblée-mère, mais ils durent, de leur côté, compter avec les royalistes. Il fallut que, dans la nuit du 26, Baudet-Dubourg morigénât ses amis. Cependant Savardan, Fléchois assez réactionnaire, fut élu le lendemain. De sorte que la fameuse conspiration, si souvent dénoncée entre blancs et rouges, se noua entre royalistes et directoriaux (36).

IV. — VICTOIRE DES EXCLUSIFS : LE 30 PRAIRIAL

VALIDATION DES OPÉRATIONS

Pour orienter la validation des choix, le commissaire et le président Besnard agirent auprès du Directoire. Ils tâchèrent de discréditer les élus de l'assemblée-mère : *floréalisés, exclusifs, anarchistes*. Seuls les choix communs aux deux assemblées étaient approuvés. Dans ces attaques, Besnard montra une finesse perfide : il glissa cette accusation capitale, que ces élus étaient les ennemis acharnés de ce qu'ils appelaient le « Directoire-tyran ». Mais il eut la maladresse, étant orgueilleux, de juger de haut ses amis : l'un manquait d'énergie, l'autre était trop vieux, plusieurs étaient fâcheusement modérés, voire peu patriotes. Bref, un seul était parfait, « sage, probe et énergique », c'était lui-même (37)!

(36) Longues lettres de Baudet-Dubourg au Directoire, 26 et 29 germinal (Arch. nat., A F III, 259); — Lettres de Besnard au même, 25 germinal et 1^{er} floréal (Même référence).

(37) Arch. nat., A F III, 259.

De leur côté, les membres de l'assemblée-mère ne restaient pas inactifs. Dans leur procès-verbal, ils condamnaient une scission qu'aucun désordre ne justifiait, et ils triomphaient du faible nombre de ses partisans. Ménard-Lagroye publia un pamphlet contre cette manœuvre tentée « pour favoriser quelques ambitions particulières (38) ».

Ce fut une règle invariable, en l'an VII, que les scissionnaires fussent invalidés. La règle fut appliquée à la Sarthe (39). D'ailleurs l'assemblée scissionnaire fut déconsidérée par le patronage que lui accordait Baudet-Dubourg. Les représentants continuaient de discuter le cas de ce commissaire indiscret et reprochaient au Directoire de ne l'avoir pas destitué. Les critiques étaient d'autant plus vives que cet exemple typique et officiel autorisait tous les soupçons à l'égard des autres commissaires centraux. Naturellement, les ennemis de Baudet-Dubourg fournissaient des documents : ils révélèrent les arrestations préventives, un représentant fit un éclat aux Cinq-Cents : « J'ai eu en mains quelques-uns de ces arrêtés ! » s'écriait-il, et il déplorait les conséquences tragiques de cette mesure : un otage, ramené chez lui par un caporal, avait été attaqué par les chouans ; son fils était grièvement blessé, tandis que le caporal était tué.

L'invalidation des scissionnaires sarthois eut donc une portée qui dépassait largement le cadre de la politique locale : c'était la condamnation du Directoire, la préface du coup d'Etat de prairial (40).

LE 30 PRAIRIAL * CHUTE DE BAUDET-DUBOURG
JOUENNAULT ET LE RÉVEIL DES EXCLUSIFS

L'invalidation des scissionnaires et la journée du 30 prairial condamnèrent irrévocablement Besnard et Baudet-Dubourg. Le

(38) *Opinion de Ménard-Lagroye sur les opérations des Assemblées électorales scissionnaires tenues en l'an VII dans le département de la Sarthe.* In-8°, 8 p.

(39) *Moniteur*, édition originale, 16 et 1^{er} floréal an VII, pp. 933 et 953 ; — Sciout, ouvrage cité, t. IV, p. 328.

(40) *Moniteur*, édition originale, p. 945.

premier n'avait plus aucune fonction, puisqu'il n'avait été élu que par l'assemblée scissionnaire. Il partit pour Paris, où il fut désagréablement surpris par les attaques du *Journal des Hommes libres*; c'était la revanche de Bazin (41). Le second fut dénoncé au Directoire : le 3 messidor (21 juin), les députés de la Sarthe demandaient sa révocation et son remplacement par Jouennault. Ces deux mesures furent réalisées dès le 8 messidor (26 juin) (42).

Le cycle était révolu ! Les *exclusifs*, qui avaient causé, bien involontairement, la perte de Jouennault en l'an IV, le rétablissaient au pouvoir en l'an VII. Bazin triomphait, les beaux jours de l'an VI allaient donc recommencer ! Journaux et cercles achèveraient la conquête de l'opinion publique, et la force écraserait les ennemis irréductibles.

Le 21 thermidor (8 août 1799), le *Courrier de la Sarthe* prenait la suite de la *Chronique de la Sarthe*. Le prospectus célébrait la journée du 30 prairial; il s'adressait plus spécialement aux fonctionnaires. On y trouvait une lettre de l'administration centrale qui constituait une véritable recommandation, beaucoup plus officielle que celles dont avait bénéficié jadis la *Chronique* :

Nous ne pouvons que désirer la propagation de votre journal, déclarait l'administration, pour lequel nous souscrivons..., avec le désir... d'entraîner par l'exemple un nombre de souscriptions qui puisse vous dédommager d'un si généreux dévouement (43).

Dès les premiers numéros, en fructidor, le *Courrier* attaqua l'ancien Directoire et ses commissaires qui s'étaient attachés « à la compression des républicains... *soi-disant* anarchistes ». Il publiait des nouvelles officielles et se montrait vraiment le *collaborateur* de l'administration centrale, selon le terme que celle-ci avait officiellement employé.

Mais Bazin était à Paris. Le rédacteur était un médiocre « défenseur officieux », Lamouque. Il publia des articles révélant

(41) Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 174.

(42) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2.

(43) Prospectus du *Courrier de la Sarthe*, contenant une lettre de l'administration centrale du 19 thermidor an VII.

des prétentions philosophiques, mais dont le style, jargon infenable, exprimait une pensée filandreuse et amie des vérités premières. Il décrivit ainsi les limites de la liberté :

Les chaînes sont des guirlandes élastiques qui, sans gêner les jeux, contiennent l'action à la naissance des excès.

Sans broncher, il écrivait que :

La Liberté dit au Peuple : « Je te fais colonne. » A l'instant s'opère en effet la transformation qui présente à la résistance cette formidable inscription : *Souveraineté*; mais à peine a-t-elle reçu le sceptre qu'elle doit se hâter de le remettre à une masse de nouvelles colonnes (44).

Le *Courrier de la Sarthe* fut bien loin d'exercer une influence comparable à celle de la *Chronique*.

Les cercles constitutionnels furent à nouveau officiellement encouragés :

Ralliez donc autour de vous tous les patriotes de vos cantons, écrivait Jouennault aux commissaires près les municipalités... Que des sociétés paisibles, établies sous la protection des lois et de la Constitution, rassemblent les parties éparses du faisceau républicain (45).

La municipalité du Mans, acquise aux *exclusifs*, s'exprimait plus violemment :

Patriotes, il en est temps, levez-vous!... C'est dans le sein des réunions politiques qu'il faut vous porter..., comme aux jours de 89... Aux armes, citoyens (46) !

Ces paroles furent entendues en quelques rares endroits. Le cercle du Mans fut rétabli, puis ceux de Sillé-le-Guillaume et de La Ferté-Bernard (47), mais rien ne prouve que le mouvement s'étendit plus loin. La conviction était l'apanage de quelques

(44) *Courrier de la Sarthe*, n^{os} des 20 et 26 fructidor et du 6 complémentaire an VII.

(45) Adresse du 24 messidor an VII (*Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII).

(46) Proclamation du 6 thermidor an VII (*Ibid.*).

(47) Reg. délib. Sillé-le-Guillaume et La Ferté-Bernard, 9 thermidor an VII; — Arch. dép. Sarthe, L 217, 8 thermidor an VII.

individus, le plus grand nombre étaient désabusés. De plus, le patronage officiel donnait un caractère factice et un peu guindé à cette résurrection. Dès le 24 fructidor (10 septembre), le *Courrier de la Sarthe* constatait avec mélancolie la désertion des séances du cercle, l'apathie générale, les incidents entre *exclusifs* et républicains plus modérés. Une note, publiée le 18 vendémiaire (9 octobre), annonça l'échec de cette tentative (48).

Il restait du moins les pouvoirs administratifs. Jouennault et ses amis en usèrent. Ils firent des épurations (49). Le représentant Ysambart avait encouragé ces mesures. Annonçant avec enthousiasme les noms des nouveaux ministres — Cambacérès, Réal, Reinhard, Robert Lindet, — il écrivait :

Cela ne ressemble guère à l'ancien état de choses... Il y a au Ministère de la Police 60 commis congédiés, il y a 28 autres remplacés... Bel exemple que l'on vous donne... J'estime que les administrations de département auront leur tour (50).

Effectivement, de nombreuses destitutions d'agents et d'ad-joints furent prononcées pendant la fin de l'année 1799. Quelques commissaires devaient être remplacés (51). Mais les événements prirent bientôt une telle tournure qu'il fallut employer toutes les forces républicaines à lutter contre la chouannerie renaissante.

V. CONCLUSION

Il semblait que toute l'œuvre accomplie en quatre ans fût anéantie. On en revenait à la situation de l'an IV, et Jouennault

(48) *Courrier de la Sarthe*, n^{os} du 20 fructidor an VII au 18 vendémiaire an VIII. On y trouve notamment une curieuse liste de sujets de discours et d'orateurs. En voici quelques extraits suggestifs :

« De l'instruction publique comme base sur laquelle la République doit être posée » ;

« Dangers que produit la patrie [l'apathie?] dans un département où les troubles civils menacent la liberté » ;

« De l'effet des méfiances et préventions entre républicains. »

(49) Circulaire de Baudet-Dubourg aux commissaires cantonaux, 25 germinal an VII (*Papiers Ledru*, Hist. Sarthe, an VII) ; — Réponses du commissaire de La Chartre (Arch. dép. Sarthe, L 249, 9 floréal an VII) ; de Cour-gains (L 225, 29 floréal).

(50) Lettre d'Ysambart à Jouennault, 4 thermidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L 193).

(51) Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2 ; — Arch. dép. Sarthe, L 81, f^{os} 94 à 102.

eût pu croire que rien n'était changé. Il y avait, cependant, une importante et fâcheuse modification : la confiance au régime était complètement ruinée.

L'ensemble de l'Ouest éprouvait la même lassitude : dans les Côtes-du-Nord, il n'y avait « plus qu'une infime minorité à porter intérêt aux affaires publiques, et encore cet intérêt se limitait... aux objets qui les touchaient immédiatement ». Les royalistes étaient parvenus à réorganiser la guerre (52). L'administration centrale d'Ille-et-Vilaine ne cachait pas son découragement : les campagnes étaient misérables et insurgées, les patriotes étaient désespérés, Rennes redoutait l'incursion des chouans (53).

Dans la Mayenne, la situation n'était pas meilleure : bien peu de citoyens avaient fréquenté les assemblées, les élections avaient passé presque inaperçues, toute l'armature administrative se désorganisait (54). En Vendée, les abstentions avaient été aussi nombreuses et l'insurrection se rallumait (55).

Au total, la situation était vraiment critique, tout l'Ouest frémissait. L'affaire de Châteauneuf-sur-Sarthe avait ému le Maine-et-Loire et la Sarthe; les Mauges s'agitaient. Un soulèvement général comme on n'en avait encore jamais vu devait éclater partout à la fois.

L'histoire politique du Directoire se terminait donc, dans la Sarthe et dans la majeure partie de l'Ouest, par une faillite : le nouveau régime n'avait pas su gagner les populations. Cependant il avait réalisé d'importantes réformes économiques et financières, dont certaines furent heureuses.

(52) Pommeret, ouvrage cité, pp. 478 et 489.

(53) Benaerts, ouvrage cité, chap. II.

(54) Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 502.

(55) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 236.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES - ECONOMIE
ET
INSTRUCTION

Fonctionnement des institutions et réformes

CHAPITRE XVI

La réorganisation financière de fructidor an V à brumaire an VIII

- I. — Les réformes de l'an V : Les agences des contributions directes.
 - II. — Les contributions en l'an VI et en l'an VII : Assiette et répartition.
 - III. — Le recouvrement des contributions foncières et mobilières en l'an VI et en l'an VII : Dégrèvements et garnisaires.
 - IV. — Patente ; Portes et fenêtres ; Rendement des contributions directes. Le droit de passe et les émeutes.
 - V. — Conclusion : Le Directoire a commencé l'œuvre financière du Consulat.
-

I. LES RÉFORMES DE L'AN V ; AGENCES DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

La politique d'affermissement et de défense du régime républicain, entreprise par les fructidoriens, comportait un programme financier. Il fallait faire face à des difficultés de trésorerie, immédiates et graves ; d'autre part, l'administration financière nécessitait des réformes : l'assiette, la répartition et le recouvrement des contributions restaient très défectueux, surtout en raison de la médiocrité du travail effectué par les municipalités.

La Trésorerie fut allégée par la banqueroute des deux-tiers (loi du 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1797)). Elle fut alimentée par la rentrée des impôts de l'an V et de tout l'arriéré, qui devaient être perçus en vendémiaire et brumaire (octobre et novembre).

L'importance relative des contributions fut modifiée : la fon-

cière et la mobilière diminuaient, tandis que l'enregistrement et le timbre étaient augmentés. Enfin de nouveaux droits apparaissaient : le plus important était le droit de passe sur les chemins (1).

Pour remédier aux défauts de l'administration financière, la loi du 22 brumaire an VI (12 novembre 1797) créa les *agences générales* et *particulières* des contributions directes. Les commissaires centraux et cantonaux étaient nommés agents généraux et particuliers, ils recevraient une indemnité supplémentaire à ce titre. L'agent général devait organiser des bureaux qui expédieraient les rôles de contributions du département. L'agent particulier devait assurer la confection des matrices de rôles par les agents municipaux. De plus, des *préposés aux recettes* recevraient les fonds des percepteurs pour les verser dans la caisse du receveur du département; ils devraient activer le recouvrement des contributions. Enfin, un *inspecteur* assurerait la liaison entre l'agent général, les préposés et les agents particuliers (2).

Cette réforme était nécessaire, et les maux qu'elle combattait n'étaient que trop réels. Mais elle demeura incomplète. Le travail le plus long et le plus difficile, la répartition, était laissé aux municipalités. C'est elles qui devaient établir les matrices. Or, il était prouvé qu'elles n'étaient guère capables de s'en acquitter équitablement, clairement et rapidement. Il arriva, bien souvent, que l'agent général dut retourner des matrices inutilisables, ou qu'il dut réclamer des envois indéfiniment ajournés. Les agents particuliers auraient dû y remédier, mais ils péchaient soit par incompétence, soit par indifférence. Aucun d'entre eux n'effectua dans les communes les tournées prescrites à cette fin. D'ailleurs, un grand nombre de commissaires assuraient qu'ils ne pourraient jamais s'acquitter de cette tâche supplémentaire. Dès le début, leur zèle fut médiocre : un mois après la circulaire fondamentale qui les instruisait de leurs devoirs et les pressait d'agir, six ou

(1) Camille Bloch, ouvrage cité, pp. 681 et 684; — Marion, ouvrage cité, t. IV, pp. 54 et suivantes.

(2) Bloch, ouvrage cité, p. 693; — Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 83 et suivantes.

sept d'entre eux, sur cinquante-six, avaient répondu à l'agent général (3). Quelques mois plus tard, celui-ci dut menacer de réduire leurs gratifications s'ils demeuraient inactifs (4). Il semble que plusieurs commissaires cantonaux aient vu là une attribution et surtout une ressource complémentaires, et non pas une fonction nouvelle et indépendante (5).

Rien ne permet d'apprécier, dans la Sarthe, le travail des préposés aux recettes. Quant à l'inspecteur, les documents signalent simplement la nomination de l'ancien conventionnel Froger, par arrêté du 12 nivôse an VI (1^{er} janvier 1798), et nullement son action (6). De sorte que la réforme se réduisit à l'établissement de bureaux, au Mans, où l'on fit les rôles des contributions. L'agent général entretenait une correspondance très active avec les agents particuliers pour obtenir la confection et l'envoi réguliers des matrices. C'était déjà un progrès, car il put constater et redresser de nombreuses erreurs (7).

La distribution du territoire sarthois en arrondissements fiscaux fut modifiée à deux reprises : le 17 frimaire (7 décembre) et le 25 fructidor (11 septembre). Le premier remaniement réduisait les neuf arrondissements à quatre : Le Mans, Mamers, Saint-Calais et La Flèche. Cette répartition était inconciliable avec la loi du 22 brumaire (12 novembre), qui prévoyait six préposés aux recettes pour le département de la Sarthe. On rétablit, un an après, les deux nouveaux arrondissements de Sillé et de Château-du-Loir (8).

(3) Arch. dép. Sarthe, L 151, 3 ventôse an VI.

(4) Arch. dép. Sarthe, L 151, 27 thermidor an VI.

(5) Reg. délib. Marolles, 25 nivôse an VI; — Reg. corresp. Château-du-Loir, 27 frimaire an VI; — Arch. dép. Sarthe, L 219, 23 nivôse; L 221, 23 nivôse; L 219, 15 frimaire; L 233, 26 frimaire; L 211, 1^{er} frimaire an VIII.

(6) Arch. dép. Sarthe, L 118, f^o 2. — On avait d'abord nommé Violas; il fut récusé par le Département comme républicain trop tiède, et détesté comme ancien receveur des aides (Arch. dép. Sarthe, L 230, frimaire an VI).

(7) Arch. dép. Sarthe, L 151. Reg. de corresp. de l'agence générale des contributions près l'administration centrale; 27 nivôse an VI au 13 floréal an VII.

(8) Arch. dép. Sarthe, L 87, 11 nivôse an VI; L 88, 19 vendémiaire an VII.

II. LES CONTRIBUTIONS EN L'AN VI ET EN L'AN VII

LA CONTRIBUTION FONCIÈRE

Le besoin urgent de ressources, qui détermina une si grande précipitation au début du régime, se faisait encore sentir en l'an VI. Comme l'organisation administrative était insuffisante et qu'elle fournissait tardivement les rôles de contributions, on avait eu l'idée de percevoir des acomptes. Cette façon d'obtenir de l'argent plus rapidement fut trouvée si commode qu'on l'employa régulièrement. Cependant elle présentait de sérieux inconvénients : les plus fâcheux étaient la complication de la comptabilité et la fréquence des trop-perçus. Ainsi, la contribution foncière de l'an V ayant été mise en recouvrement par cinquième, il fallait contrôler les versements sur quatre rôles provisoires et les faire correspondre au rôle définitif. De plus, le montant de la contribution foncière ayant été considérablement réduit, nombre de contribuables avaient versé une somme supérieure à leur cote. Rien ne fut remboursé, sinon sous forme de réduction des cotes de l'an VI. Il y eut même des décisions plus étranges. On s'aperçut, en nivôse an VI (janvier 1798), que les communes du canton de Saint-Paterne devaient encore 2.762 francs sur l'ensemble des 4/5^{es} de la contribution foncière de l'an V. Mais les cotes définitives étaient en recouvrement, et les mutations, sur les rôles, empêchaient les percepteurs de savoir comment récupérer ces 2.762 francs. La municipalité décida de les imputer à trente-huit contribuables riches, à qui elle remettrait des quittances à valoir sur l'an VI (9) !

L'assiette et la répartition présentèrent, en l'an VI et en l'an VII, les mêmes caractéristiques. L'exécution d'un cadastre, toujours réclamée, restait improbable. Quelques municipalités se firent autoriser à refaire les états de section (10), mais on doutait de la valeur de leurs travaux. Les commissaires pensaient que les états de section ne seraient équitables que s'ils étaient

(9) Reg. délib. Saint-Paterne, 19 nivôse an VI.

(10) Notamment celles de Montfort, Marolles, Conlie, Saint-Maixent, Saint-Cosme, Mayet, La Ferté-Bernard, Lavardin, Brûlon, Ballon, Chahaigne.

établis par des spécialistes qui n'auraient aucun intérêt à fausser les estimations. Des revisions effectuées l'année précédente étaient déjà contestées. Les compétitions, entretenues par le renouvellement annuel de la moitié des municipalités, pourraient durer sans fin. L'administration centrale reconnaissait que les estimations de l'an V étaient peu exactes, elle recommandait cependant d'y recourir, car elles étaient « les moins fautives (11) ». C'est ce qu'on fit ordinairement; il était d'ailleurs interdit de modifier les matrices de l'an V sans autorisation du Département (12).

Le gouvernement commençait à comprendre qu'il n'était pas prudent de s'en rapporter toujours aux intéressés. C'est pourquoi il désirait l'adjonction aux cinq répartiteurs communaux de deux répartiteurs choisis dans d'autres communes (13). Mais la loi n'en exprimait que le vœu, elle ne fut guère obéie (14). La répartition à l'intérieur des communes resta donc mystérieuse; on observe seulement, de temps à autre, que des répartiteurs refusent leurs fonctions qu'ils trouvent trop pénibles et désagréables, ou bien que les contribuables se plaignent parce que les répartiteurs se ménagent ainsi que leurs parents et amis, tandis qu'ils accablent leurs ennemis politiques. C'était en somme à peu près la même chose que sous l'Ancien Régime, au temps des collecteurs. Les haines et les jalousies éclataient entre répartiteurs et contribuables (15).

CONTRIBUTIONS PERSONNELLE, MOBILIÈRE ET SOMPTUAIRE

La loi du 14 thermidor an V (1^{er} août 1797) souleva de graves difficultés. Les populations restaient hostiles à une contribution

(11) *Compte rendu de gestion de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 54.

(12) Reg. délib. Mayet, 19 prairial an VII. Confirmé par l'art. 37 de la loi du 3 frimaire an VII.

(13) Loi du 3 frimaire an VII, art. 9; — Bloch, ouvrage cité, p. 810.

(14) Par exemple, à Assé-le-Boisne, il n'y eut que cinq répartiteurs, en l'an VII et en l'an VIII.

(15) Arch. dép. Sarthe, L 251, pluviôse an VI; L 234, pluviôse; L 210, messidor; L 226, pluviôse; L 207, pluviôse; L 245, pluviôse; L 235, messidor; — Reg. délib. La Suze, 9 germinal an VI.

qui leur semblait superfétatoire et injuste dans un pays rural. Les municipalités s'embrouillaient dans le calcul de la cote personnelle, qui devait correspondre au tiers du contingent; de la cote mobilière, qui devait atteindre au moins le double de la précédente et correspondre aux revenus non fonciers « combinés avec les charges » des contribuables. Seules, les taxes somptuaires étaient précises et exactes, puisqu'elles résultaient de l'application d'un barème. Les habitants tardaient à faire leur déclaration. De sorte qu'au début de l'an VI tout était encore à faire. Pour aller vite, on établit la contribution mobilière de l'an VI sur les rôles de l'an V.

Ceux-ci furent dressés avec une lenteur extrême : les premiers furent préparés en vendémiaire an VI (octobre 1797), les derniers le furent en brumaire an VII (novembre 1798). La plus grande partie avaient été terminée pour messidor an VI (juillet 1798) (16). Les répartiteurs n'avaient aucune base : un grand nombre de déclarations manquaient, d'autres étaient fausses, et la méthode à suivre leur semblait à la fois compliquée et peu logique. Certains eurent l'idée d'asseoir les cotes sur les biens meubles, même non productifs; d'autres prirent pour base l'impôt foncier; quelques-uns, au contraire, exemptèrent les cultivateurs faisant valoir eux-mêmes, car ils étaient assujettis à l'impôt foncier. Il arriva qu'on répartit la contribution personnelle au marc le franc de l'impôt mobilier de 1793, ou qu'on recourût aux matrices de la contribution personnelle et mobilière de 1791 et de l'an IV (17). Un grand nombre de municipalités ne distinguèrent pas les cotes personnelles des cotes mobilières, d'autres

(16) Arch. dép. Sarthe, L 151, 15 prairial, 14 et 24 messidor an VI, 16 vendémiaire an VII.

(17) Reg. corresp. Nogent-le-Bernard, 1^{er} fructidor an VI; — Reg. délib. Saint-Cosme, 5 brumaire an VI; Marolles, 27 vendémiaire; Saint-Calais, 25 vendémiaire; Ballon, 17 vendémiaire; Vallon, 3 prairial; La Ferté-Bernard, 5 brumaire; Arch. dép. Sarthe, L 255, messidor an VI; L 230, ventôse an VI; L 220, brumaire an VII; Reg. délib. Le Mans (*extra-muros*), 24 vendémiaire; Vaas, 25 vendémiaire.

L'agent général des contributions reprocha à la municipalité de Tresson d'avoir remis des états « informes » (Arch. dép. Sarthe, L 144). La même fantaisie sévit dans le département du Puy-de-Dôme (R. Schnerb, ouvrage cité, p. 486).

commirent quantité de doubles emplois et d'omissions. Ce fut absolument arbitraire et illégal.

Le mécontentement fut général : « Il y a autant de plaignants que de cotisés », écrivait le commissaire de Conlie. Il affirma, à diverses reprises, que le montant de cet impôt atteignait celui des tailles d'Ancien Régime (18). La plupart des commissaires transmettaient des protestations énergiques. Certains d'entre eux redoutaient même que le recouvrement ne fût « dangereux ou impossible (19) ». Ils reconnaissaient le bien-fondé de ces réclamations. « Que de fautes en ce genre qui paralysent tout ! » déclarait un des meilleurs commissaires, celui de Sablé (20).

Dans les villes, la situation n'était pas meilleure ; les commerçants s'étonnaient qu'on leur fît payer de pareilles sommes, puisqu'ils acquittaient la patente (21). Les artisans prétendaient que ces contributions étaient fort au-dessus de leurs moyens (22). En somme, nul ne voulait se résigner aux taux ni à la répartition de cet impôt.

Ces récriminations étaient assez justifiées, surtout en ce qui concernait les campagnes. Il est avéré que la répartition fut arbitraire. Sans doute était-ce un peu la faute de tant de contribuables qui avaient refusé de faire leur déclaration, et de tant de municipalités qui n'avaient pas voulu s'appliquer au travail. Mais cela venait aussi d'une loi qui limitait la contribution personnelle à 30 sous au minimum, et 120 livres au maximum, ce qui ne correspondait pas à l'écart entre les revenus des contribuables, et qui fixait la contribution mobilière obligatoirement

(18) Cette affirmation est difficile à contrôler. Cependant, dans un autre canton, celui d'Assé-le-Boisne, les proportions sont les suivantes :

Taille : 4.993 livres.

Contributions personnelles, mobilières et somptuaires en l'an V : 7.202 livres pour le canton.

Le commissaire de La Flèche (*extra-muros*) fit entendre la même protestation (Arch. dép. Sarthe, L 254, L 237).

(19) Arch. dép. Sarthe, L 219, 11 messidor an VI.

(20) Arch. dép. Sarthe, L 242, 2 brumaire an VI.

(21) Lettre du commissaire de Mamers, germinal an VI (Arch. dép. Sarthe, L 229).

(22) Lettre du commissaire du Mans, ventôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L 214).

au double de la contribution personnelle. Cela venait encore du contingent exagéré du département de la Sarthe : il s'élevait à 792.500 livres, alors que les ressources industrielles et commerciales étaient très réduites. Le canton de Courgains faisait remarquer qu'il ne payait, en l'an IV, que 2.000 francs de contribution mobilière, et qu'il était taxé à plus de 16.000 francs pour l'an V (23). Le nombre des cultivateurs touchés fut surprenant : à Ligron, Mézeray et Bousse, il y avait presque autant de cotes personnelles et mobilières que de cotes foncières. Les campagnes étaient beaucoup plus frappées proportionnellement que les villes : Le Mans était taxé à 80.205 francs, La Flèche à 21.871, Mamers à 19.907 francs; or ces chiffres étaient inférieurs à ceux des premières années de la Révolution, où La Flèche, par exemple, payait jusqu'à 34.000 francs de contribution mobilière. Au contraire, les communes rurales du canton de La Flèche payaient tantôt le double, tantôt 150 0/0 de leurs contributions mobilières de 1791. Dans ce même canton, un bourg comme Malicorne avait une contribution mobilière de 2.100 francs en 1791 et de 1.803 francs en l'an V; de même, Sablé payait 26.900 francs en 1791 et 9.335 francs en l'an V (24).

Il y eut des milliers de réclamations qui aboutirent à des milliers de dégrèvements; on avait envoyé 5.000 pétitions en prairial an VII (juin 1799) (25).

Pour l'an VI, le contingent fut réduit du 1/6^e, et les rôles furent corrigés dans un grand nombre de cantons. Mais le mécontentement ne fit que s'accroître, et le nombre des pétitions en dégrèvement fut à peu près doublé.

Les récriminations avaient été générales dans le pays, et la loi du 14 thermidor fut regardée comme « l'une des plus imparfaites qui aient jamais été rendues ». Le 3 nivôse an VII (23 décembre 1798), elle fut remplacée par des dispositions toutes différentes : la contribution personnelle était invariablement fixée

(23) Reg. délib. Courgains, 20 vendémiaire an VI.

(24) Mêmes faits dans le Puy-de-Dôme (Schnerb, ouvrage cité, p. 481).

(25) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 56.

à la valeur de trois journées de travail, une contribution mobilière reposait sur le prix du loyer, la taxe somptuaire subsistait, enfin les fonctionnaires subissaient une retenue du 1/20^e de leur traitement. L'assiette de la contribution était donc beaucoup plus claire sinon plus équitable (26).

Les populations apprécièrent surtout la réduction massive qui fit passer ce type de contributions de 60 millions pour l'an V à 30 millions pour l'an VII. Le département de la Sarthe fut même dégrevé dans de plus grandes proportions, son contingent tomba de 792.500 francs à 252.100 francs. De la sorte, les esprits se calmèrent. En outre, s'il est permis de critiquer les bases de l'imposition, il faut reconnaître que la répartition était remarquablement facilitée; elle s'effectua selon les règles (27).

III. LE RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS EN L'AN VI ET EN L'AN VII

Au lendemain du coup d'Etat de fructidor, on prétendit faire rentrer toutes les contributions arriérées dans un délai de deux mois. On dressa un état de l'arriéré et trois échéances d'un tiers furent fixées aux 10, 20 et 30 brumaire (31 octobre, 10 et 20 novembre). La première décade, les recouvrements furent satisfaisants et donnèrent même un excédent de 6.900 francs; cependant quatre arrondissements ne s'étaient pas entièrement acquittés. A la fin de la deuxième décade, six arrondissements étaient en retard, et il y avait un arriéré de 446.000 francs sur les recettes escomptées. Quatre receveurs reçurent des garnisaires. A la fin de la troisième décade, les neuf arrondissements étaient en retard et le troisième versement était incomplet de 527.310 francs (28). Comment avait-on pu espérer que tout l'arriéré rentrerait si vite?

(26) Bloch, ouvrage cité, p. 855.

(27) Voir planche III : Taux et répartition des contributions foncières et personnelles dans le canton de La Flèche de 1790 à l'an VIII.

(28) Cet arriéré se composait de contributions antérieures à l'an V, représentant 1.247.000 francs; des trois premiers cinquièmes de la contribution foncière de l'an V, valant 1.273.000 francs; et du 4^e cinquième, soit 1.024.000 francs (Arch. dép. Sarthe, L 86, 17 vendémiaire, 17 et 27 brumaire, 9 frimaire an VI).

Les voies de rigueur furent employées. Mais les poursuites étaient devenues inefficaces depuis que la loi du 22 brumaire an VI (12 novembre 1797) avait remplacé les garnisaires par les contraintes que portait l'huissier. Le ministre des Finances reconnut l'inconvénient de ce procédé trop lent et prescrivit d'employer à nouveau les garnisaires (29). L'arriéré rentra donc « à force de garnisaires », il vida toutes les bourses « et monta les esprits de ceux qui n'avaient plus à solder que des sommes extrêmement petites, et dont les frais surpassèrent ce qu'ils devaient (30) ». Le 20 floréal (9 mai), il ne restait plus que 36.563 francs d'arriéré concernant les contributions antérieures à l'an V, et 7.578 francs concernant la contribution foncière de l'an V (31).

Le recouvrement de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an V fut plus difficile : en floréal (mai), rien n'était encore versé. Les contribuables y mirent une mauvaise volonté opiniâtre, bien convaincus qu'ils obtiendraient des dégrèvements. L'agent général menaça les agents particuliers et les préposés aux recettes (32). Les garnisaires circulèrent par petites compagnies : le canton de Marolles n'en avait pas moins de trente-trois (33) ; des soldats aidaient les civils. Les percepteurs en demandaient d'autant plus pour les contribuables qu'ils devaient eux-mêmes en héberger quand ils étaient en retard. A peu près tous les cantons employèrent ce procédé. Malgré tout, les résultats furent lents et médiocres : pendant deux ans les garnisaires sévirent. La mauvaise volonté n'était pas seule en cause, il faut tenir compte du poids des impôts et du défaut de numéraire. Les commissaires observaient que l'argent manquait, les contribuables s'indignaient que l'on refusât le billon pour une valeur dépassant le 1/40^e des contributions (34).

(29) Arch. dép. Sarthe, L 151, 29 ventôse, 7 prairial; L 87, 7 prairial an VI.

(30) Arch. dép. Sarthe, L 235, 21 frimaire; L 234, 21 vendémiaire an VI.

(31) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 58.

(32) Arch. dép. Sarthe, L 169, f^o 6.

(33) Reg. délib. Marolles, 5 messidor an VI.

(34) Arch. dép. Sarthe, L 226, messidor an VI; L 227, messidor an VI. — M. Schmerb a fait remarquer que la raréfaction du numéraire détermina une véritable crise économique (Ouvrage cité, p. 426). Voir aussi Deville, ouvrage cité, p. 232.

Les mêmes difficultés réapparurent quand il s'agit de recouvrer la contribution mobilière de l'an VI : à la fin de l'année, vingt et un cantons n'avaient pas établi leurs rôles; un mois plus tard, douze cantons restaient encore dans ce cas (35).

Par contre, la contribution foncière de l'an VI rentra plus facilement : à la fin de l'année elle était presque réglée.

Le début de l'an VII fut donc marqué par l'obligation de payer à la fois beaucoup d'impôts : la contribution personnelle de l'an VI et les acomptes sur les contributions foncière et personnelle de l'an VII, selon la loi du 13 vendémiaire an VII (4 octobre 1798) (36). C'est ainsi que commençaient les années depuis l'an IV ! Les garnisaires continuèrent leur service, et, bon gré mal gré, l'argent rentra. Il faut reconnaître que les réductions considérables apportées en l'an VII facilitèrent les paiements. Au 1^{er} prairial (20 mai), les contributions de l'an V et de l'an VI étaient presque intégralement perçues; la contribution foncière de l'an VII avait fourni 1.627.552 francs, sur un total de 3.445.552 francs. Seule, la contribution mobilière était peu avancée : 82.892 francs perçus sur 288.406 francs (37).

En somme, à la fin du Directoire il y avait peu d'arriéré dans la rentrée des deux principales contributions, surtout si l'on tient compte des circonstances particulières, notamment de la reprise de la chouannerie. Patriotisme ou résignation avaient fini par triompher de l'impécuniosité, de l'apathie ou de l'hostilité. Mais il restait encore beaucoup à faire pour que les impôts fussent vraiment proportionnés aux ressources des contribuables. A cet égard l'absence de cadastre était la grosse lacune en ce qui concerne la contribution foncière, tandis que la mauvaise volonté des contribuables rendait peu opérantes les diverses contributions mobilières. C'est sans doute pourquoi le gouvernement

(35) Arch. dép. Sarthe, L 151, 27 fructidor an VI et 17 vendémiaire an VII.

(36) Bloch, ouvrage cité, p. 773; — Arrêté départemental du 25 brumaire (Arch. dép. Sarthe, L 88).

(37) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 58.

— Les chiffres fournis par ce document ne coïncident pas exactement avec les états dressés par les services compétents.

recourait de plus en plus à d'autres ressources : patentes, droit de passe, impôt sur les portes et fenêtres et contributions indirectes.

IV. PATENTE ; PORTES ET FENÊTRES ; DROIT DE PASSE

LA PATENTE

L'application de la patente fut laborieuse. Les commerçants s'appliquaient à ne rien payer. Il semble bien qu'ils n'aient rien versé en l'an IV. Pour l'an V, les opérations se firent lentement et mal. Elles étaient pourtant bien simples : la taxe comportait un droit fixe, déterminé par un tarif, et un droit proportionnel, correspondant au 1/10^e du loyer des locaux commerciaux et d'habitation (38). Les assujettis omettaient la déclaration de leur loyer, ou ne tenaient compte que du loyer correspondant à leurs locaux commerciaux. Les résultats étaient dérisoires : des meuniers et des notaires portaient leur loyer à 10 ou à 20 francs (39). Des contestations éclataient à propos du classement : les aubergistes ne voulaient pas être rangés uniformément dans la 3^e classe, les colporteurs faisaient beaucoup d'envieux en raison du privilège qui les exemptait du droit proportionnel, des industriels voulaient s'inscrire comme détaillants (40). Les tableaux furent dressés avec une extrême lenteur : en ventôse an VII (mars 1799), ils manquaient encore dans quatre cantons ; plusieurs tableaux étaient irréguliers et inutilisables.

Malgré tout, la patente fut appliquée ; elle toucha un peu plus de 15.000 contribuables en l'an V, près de 18.000 en l'an VI et plus de 17.000 en l'an VII. C'était un résultat très honorable, si

(38) Loi du 6 fructidor an IV ; — C. Bloch, ouvrage cité, p. 599.

(39) Arch. dép. Sarthe, L 151, nivôse an VII. Cantons de La Flèche, La Bazoge, La Fresnaye, Lucé, Marolles, Nogent-le-Bernard, Rouez, Sillé.

(40) Arch. dép. Sarthe, L 151 ; — Jugement du 26 germinal an IV (Arch. dép. Sarthe, L add. 74).

(41) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 56. — Dans le département de Puy-de-Dôme on comptait, en l'an VII, 12.673 patentes (R. Schnerb, ouvrage cité, p. 417). Or la population était très supérieure à celle de la Sarthe (505.000 habitants contre 381.000), et la contribution mobilière de l'an VII y était aussi supérieure à celle de la Sarthe (298.700 francs contre 252.000 francs).

l'on en juge par comparaison (41). Les recouvrements s'effectuèrent lentement et péniblement, plusieurs municipalités, et même quelques commissaires cantonaux, ne cachant pas leur mécontentement (42). Le rendement ne fut pas trop mauvais : la patente de l'an V rapporta 164.635 francs, celle de l'an VI 169.147 francs, et celle de l'an VII 181.619 francs (43).

LES PORTES ET FENÊTRES

La contribution des portes et fenêtres, établie le 4 frimaire an VII (24 novembre 1798) pour faire face aux dépenses de guerre, fut un nouveau procédé pour atteindre les revenus mobiliers. En fait, dans un département rural, elle toucha surtout des cultivateurs. Si pauvres que fussent leurs logements, ils comportaient au moins une porte et une fenêtre.

La loi exigeait l'établissement des matrices dans la décade. Une fois de plus, il fallut patienter : les cantons de Bonnétable et de Saint-Cosme ne choisirent leurs commissaires pour recenser portes et fenêtres que le 14 nivôse an VII (3 janvier 1799) (44). A Montmirail, les matrices n'étaient pas prêtes le 5 ventôse (23 février) : « il y a les plus noires entraves », écrivait le commissaire du canton (45). En germinal (mars), il manquait encore les matrices de treize cantons (46). Celles qui avaient été envoyées ne résistaient pas à l'examen. Dans les cantons de Fresnay et de Saint-Cosme, elles supposaient que les 4/5^{es} des contribuables n'avaient qu'une ouverture à leur maison ! A Malicorne, il n'y

(42) La municipalité de Marolles recommanda à ses administrés de demander des dégrèvements (Reg. corresp. Marolles, 25 frimaire an VII). C'est pourquoi ils furent nombreux. — De même Reg. délib. Lavardin, 26 nivôse an VI; — Reg. corresp. Marolles, 30 germinal an VII; — Reg. délib. Saint-Cosme, floréal an VI; — Reg. délib. Grand-Lucé, brumaire à prairial an VI.

(43) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 56; — *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 37. — Les patentes de l'an VII rapportèrent 120.000 francs dans le Puy-de-Dôme (Schnerb, ouvrage cité, p. 417).

(44) Reg. délib. Bonnétable et Saint-Cosme, dates indiquées.

(45) Arch. dép. Sarthe, L 232, 5 ventôse.

(46) Arch. dép. Sarthe, L 151, 11 germinal an VII.

avait que 118 articles, alors qu'on trouvait 265 contribuables assujettis à l'impôt personnel (47).

A force d'instances, les rôles furent préparés. Le montant global, pour l'an VII, s'éleva à 88.739 francs. Sur ce chiffre, Le Mans payait 6.839 francs, La Flèche 1.556 francs et Mamers 900 francs (48).

L'ensemble des contributions directes a donc fourni des contingents élevés dans le département de la Sarthe : presque 4.500.000 francs en l'an VII. A la même époque, les contributions indirectes de la Sarthe représentaient un peu plus de 900.000 francs. Les plus importantes étaient l'enregistrement et le droit de timbre, qui, réunies, fournissaient environ les 6/7^{es} (49). Les lois du 13 brumaire (3 novembre) et du 22 frimaire (12 décembre) avaient posé les principes fondamentaux de ces contributions, elles étaient si judicieuses que l'essentiel en subsiste encore aujourd'hui (50). Les principes fondamentaux de la fraude furent aussi découverts à la même époque, sinon plus tôt : « Si un objet est vendu 1.000 livres, on en porte à peine la moitié sur les contrats (51). » Malgré cela, le rendement était déjà considérable; il l'eût été davantage si la crise n'avait pas été si sévère. Le personnel avait assurément une valeur technique éprouvée, car il fut maintenu sous le Consulat et l'Empire : en 1812, on retrouve en fonctions le directeur de l'enregistrement, deux inspecteurs et onze receveurs sur dix-sept (52).

Le droit le plus impopulaire fut le droit de passe sur les chemins.

(47) Arch. dép. Sarthe, L 151, 29 nivôse et 3 pluviôse an VII.

(48) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 37; — Arch. dép. Sarthe, P 48. — Le nombre des cotisés atteignait au Mans 2.056, à La Flèche 737, à Mamers 619. Or ces localités comportaient respectivement 2.563, 843 et 800 feux sur les états de l'élection. La contribution des portes et fenêtres rapporta 67.220 francs en l'an VII dans le département du Puy-de-Dôme (R. Schnerb, ouvrage cité, p. 517).

(49) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 37.

(50) Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 119.

(51) Arch. dép. Sarthe, L 219, 11 messidor an VI.

(52) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VI, pour l'an VIII, pour 1812*.

LE DROIT DE PASSE

On a tout dit sur le mauvais état des routes françaises au temps du Directoire. C'est à bon escient, car des témoignages unanimes attestent la ruine des communications. Mais il est juste de remarquer que l'Ancien Régime avait légué un réseau défectueux : en dehors des routes royales, où les turgotines filaient à une vitesse qui effrayait les populations, les routes étaient mauvaises et les chemins impraticables. La Sarthe avait été dotée de routes neuves, créées après 1773, mais elles étaient inachevées. Les routes anciennes étaient si délabrées que les voitures passaient à travers champs pour éviter les *abîmes* et les *précipices* (53). Dans les régions argileuses, les chemins étaient impraticables l'hiver; on s'en consolait en disant : « A bonne terre, mauvais chemins (54). »

Cette situation s'aggrava au cours de la Révolution : non seulement l'entretien fut interrompu faute d'argent, mais, la police ayant d'autres préoccupations, des abus fâcheux s'implantèrent : les riverains employèrent la pierre des chemins à réparer leurs bâtiments, ils creusèrent des trous pour prendre de la terre quand ils en avaient besoin; certains empiétèrent peu à peu sur la chaussée, en déplaçant leurs clôtures. La guerre civile avait causé d'autres dégâts : les armées avaient coupé les routes et démoli des ponts. A la paix, on s'était contenté de réparations de fortune : l'arche démolie au pont des Carmes, à La Flèche, était remplacée par une arche de bois toute branlante. La circulation était devenue dangereuse, les rouliers formaient des convois pour se porter secours en cas de malheur; on ne s'étonnait pas d'apprendre qu'il fallait des attelages de six chevaux et que les accidents étaient fréquents : brancards rompus, roues cassées, voitures défoncées. La correspondance administrative est remplie de ces doléances.

Que faire sans argent? Le Département réclama des fonds. Il prescrivit, en l'an IV, quelques réparations urgentes, et il adju-

(53) *Cahiers de doléances.*

(54) Besnard, ouvrage cité, t. I, p. 304.

gea pour plus de 280.000 francs de travaux. Mais la Trésorerie n'ouvrit pas les crédits, et l'on ne réalisa que le 1/6^e des réparations prévues. En l'an VI, instruits par cette expérience, les administrateurs n'engagèrent que pour 17.000 francs de dépenses (55). On voulut recourir à une souscription patriotique, les administrateurs départementaux déclarèrent : « Le trésor public ne peut suffire à tout, c'est à nous à le suppléer (56). » Les municipalités appuyèrent de leur mieux cette sollicitation en nommant des commissaires pour demander les offrandes à domicile. Les résultats furent dérisoires (57). Sans doute la confiance manquait-elle autant que l'argent, car les citoyens les mieux disposés préféreraient boucher eux-mêmes les trous sur les routes (58). Dans ces conditions, le gouvernement décida la création d'une redevance spéciale.

Le principe d'une taxe sur les voitures et bêtes de somme fut adopté le 24 fructidor an V (10 septembre 1797). Les modalités de la perception : établissement de barrières et de bureaux sur les grandes routes, aux issues des principales villes, furent précisées le 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1797), et le tarif fut déterminé par la loi du 3 nivôse (23 décembre).

Dans la Sarthe, l'administration centrale prit trois arrêtés pour assurer l'exécution de la loi : le 17 floréal (6 mai), pour fixer le nombre des barrières; le 27 prairial (15 juin), pour déterminer le ressort de chaque inspecteur; le 17 messidor (5 juillet), pour nommer les receveurs. Il y avait douze percepteurs, selon les termes de la loi. Des barrières étaient placées au Mans, à La Flèche, Mamers, Beaumont, Bonnétable, La Chartre, Château-du-Loir, La Ferté-Bernard, Le Lude, Sablé, Saint-Calais et Sillé-le-Guillaume. Trois inspecteurs devaient vérifier le bon fonctionnement de cette organisation (59).

(55) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 16.

(56) *Ch. S.*, 6 pluviôse an VI.

(57) Arch. dép. Sarthe, L 230, ventôse an VI; L 217, pluviôse an VI; L 222, pluviôse an VI.

(58) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 20 brumaire an VI. — Il s'agit d'ailleurs d'un aubergiste, il songe à ses clients.

(59) Arch. dép. Sarthe, L 80 et L 118; — Arch. nat., A F III, 106; — Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 62.

Les nominations furent effectuées à la hâte : les receveurs et les inspecteurs, choisis parmi les soldats ou officiers réformés, furent proposés par le Département, sur l'indication des municipalités, et nommés par le Directoire. L'emplacement des barrières fut décidé trop vite, plusieurs d'entre elles furent mises en ville, de sorte que les charrois quotidiens des ateliers aux magasins de divers industriels étaient soumis à la taxe (60). Aucune exception n'était prévue, pas même en faveur des fonctionnaires et des médecins qui devaient franchir les barrières à tout instant par nécessité professionnelle. Les voitures réquisitionnées pour transporter des bois de marine n'étaient pas exonérées. Les paysans qui arrivaient aux barrières par des chemins vicinaux étaient traités comme ceux qui employaient les grandes routes. La taxe variait entre 0 fr. 10 et 1 franc, selon le type de voiture et le nombre de chevaux employés. Or, 1 franc était alors le salaire moyen d'un journalier, et le nombre des chevaux était d'autant plus élevé que les routes étaient plus mauvaises. Le logement des employés devait se faire dans les maisons les mieux placées, que l'on faisait évacuer par leurs occupants dans un délai de cinq jours. Toutes ces mesures provoquèrent une vive irritation.

LES ÉMEUTES

La résistance fut surtout énergique au Mans. Les troubles commencèrent le 18 messidor (6 juillet). Le peuple se porta en foule aux barrières, insulta les receveurs et empêcha la perception. La municipalité et le Département, informés, firent appel à la troupe; des hommes furent postés aux barrières, mais ils marchaient à contre-cœur, ne sévissaient pas et parfois même refusaient le service. Le lendemain, dix soldats gardaient chaque barrière; mais une foule, surtout composée de femmes, se rassembla sur la place de la Liberté et se porta aux barrières des ponts Perrin de la Grosse-Pierre et du pont Yssoir (61). Des percepteurs s'enfuirent, les soldats restèrent passifs, un sergent déclara

(60) *Commission des arts*, Reg. délib. 5^e complémentaire an VI (Arch. Soc. Ag. Sc. A.).

(61) Voir planche B : plan du Mans.

« qu'il ne voulait pas se tourner contre le peuple ». Les gendarmes et les chasseurs à cheval durent charger la foule, au petit trot. Les manifestants jetaient des pierres et criaient « que c'était bien malheureux de voir rétablir les barrières, tandis qu'on avait eu bien du mal à les détruire ».

Les arrestations ne permirent pas d'établir les responsabilités. Le jury d'accusation décréta un non-lieu. L'administration centrale et le général blâmèrent l'attitude des troupes (62). Les autorités attribuèrent ces désordres à la faction anarchique, Bazin étant hostile au Directoire et aux autorités depuis le coup d'Etat du 22 floréal. Cette hypothèse est confirmée par les dires de Rouvin, qui déclara « que c'était une tyrannie qui finirait bientôt (63) », et par l'attitude des troupes et la localisation des incidents. Car ces troubles ne furent pas réservés au Mans.

Des barrières furent incendiées à Château-du-Loir, ou arrachées à Saint-Calais. On vit des soldats s'emparer de la barrière de La Flèche et en chasser les employés. Les municipalités se montraient hostiles à cette institution et ne faisaient rien pour calmer les populations, notamment à Mamers. Un grand nombre d'employés, inquiets et apeurés, démissionnèrent. De toutes parts, on proclamait que « la liberté était perdue ». Les agents des contributions pensaient que le nouveau droit coûterait plus qu'il ne rapporterait. Les désordres se prolongèrent, à Mamers notamment, jusqu'au début de l'an VII (64).

Naturellement la fraude sévit : les conducteurs passaient la nuit, évitaient les barrières en prenant des chemins détournés, ou achetaient la complicité des receveurs; rien n'était plus facile, puisqu'il ne pouvait y avoir aucun contrôle. En somme, cette ins-

(62) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 106; — Arrêtés de l'administration centrale, 20 messidor, L 83, f° 87; — Pièces de procédures, L 274; — Lettre du général Vimeux, 20 thermidor, L 196; L 83, f° 87; L 250, 4 thermidor an VI;

(63) Reg. corresp. du président de la municipalité de Château-du-Loir, 21 messidor an VI; — Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 127. — Cependant l'administration n'accusa publiquement que les royalistes (*Affiches du Mans*, 25 messidor an VI).

(64) Reg. délib. Mamers, brumaire, frimaire an VII; — Reg. délib. Saint-Calais, prairial à messidor an VI; — Arch. dép. Sarthe, L 235, 21 messidor an VI; L 247, 27 messidor; L 249, thermidor, fructidor; L 236, 28 thermidor; L 226, thermidor; L 221, 22 fructidor; L 242, 22 fructidor.

titution était prodigieusement impopulaire, comme dans le reste du pays (65), et semblait vouée à un échec complet.

On parvint cependant à l'améliorer et à la faire accepter. Quelques exemptions furent accordées; la perception fut mise en adjudication, et le produit fut assez considérable : 27.863 francs pendant les six premiers mois de l'an VII (66). Le Conseil général attaqua en l'an VIII cette taxe, affirmant qu'il en coûtait 300.000 francs aux usagers pour un rapport de 72.000 francs. Mais il ne fournit aucune preuve à l'appui. On peut seulement supposer que les adjudicataires détournaient une partie des fonds (67). Cette contribution prépara les populations à l'octroi, qui fut rétabli par la loi du 11 frimaire an VII (1^{er} décembre 1798), mais facultativement. Aucune ville de la Sarthe ne recourut d'ailleurs à cette ressource nouvelle (68).

V. CONCLUSION

En conclusion, on peut remarquer une amélioration dans l'organisation financière. Le taux de l'impôt diminua : les contributions directes et indirectes dépassaient 7.500.000 francs en 1790, soit 21 fr. 75 par tête; elles étaient réduites à 5.500.000 francs en l'an VII, soit environ 14 fr. 50 par tête. Elles restèrent à ce taux en l'an VIII et en l'an IX. Il est vrai que l'augmentation du pouvoir d'achat et la raréfaction du numéraire atténuèrent cet allègement. La répartition ne fit que de modestes progrès, le mot d'ordre étant d'agir au plus vite. En ce qui concerne la contribu-

(65) Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 62.

(66) Les recettes brutes s'élevèrent à 45.486 francs. Les dépenses se répartirent ainsi :

Appointements aux préposés.....	8.302 francs
Remises aux préposés	2.569 —
Frais de bureau.....	3.570 —
Loyer des bureaux.....	1.693 —
Loyer du logement des percepteurs.....	148 —
Frais d'établissement.....	1.230 —

(Compte rendu de l'administration centrale, 1^{er} prairial an VII.)

(67) Arch. nat., F I C V, Sarthe, 1. — Le préfet Auvray estimait à 73.112 francs le rapport de la taxe, mais il ne parlait pas des frais de perception (*Statistique...*, p. 71).

(68) Auvray, ouvrage cité, p. 78.

tion foncière, nul ne se dissimulait que la répartition entre les cantons était assez arbitraire, mais comment agir mieux, faute de cadastre? Entre les communes d'un même canton, un effort d'ajustement fut effectué en l'an V et en l'an VI, il améliora un peu la répartition qui se rapprocha de celle que le cadastre devait déterminer. Par contre, la répartition dans la commune resta vicieuse, faute de bases certaines. La création de jurys de répartiteurs, loin de faire disparaître les inégalités, réveilla les jalousies, les passe-droits et les inimitiés que suscitaient jadis les collecteurs. Tout le monde savait que le cadastre était indispensable, mais la réalisation n'en fut pas assurée par le gouvernement directorial.

Le travail administratif fut également amélioré. On en revenait aux méthodes d'Ancien Régime, c'est-à-dire à l'emploi d'un personnel spécialisé et indépendant. Les rôles furent mieux établis, grâce à l'agence des contributions. Si l'on avait reculé devant la création d'une administration financière, l'agence n'en était pas moins une première étape; les résultats furent encourageants et peuvent expliquer les mesures prises sous le Consulat.

La base des impositions devenait plus précise : la contribution mobilière s'était transformée et comportait une contribution sur le loyer, donc sur les signes extérieurs de la richesse. La contribution sur les portes et fenêtres s'appuyait sur les mêmes signes. La patente reposait en partie sur le loyer. On avait ainsi remplacé les déclarations des contribuables, toujours tardives, peu nombreuses et inexactes. Les populations s'étaient résignées. Le Consulat hérita donc d'une organisation qui fonctionnait, et dont il garda l'essentiel. Il ne modifia profondément ni la contribution personnelle et mobilière, ni les patentes, ni les portes et fenêtres. Il se contenta de les augmenter considérablement. Par contre, la suppression de la mise en adjudication de la perception fut un grand progrès, car on n'avait pas cessé de se plaindre, jusqu'à la fin du Directoire, des fraudes et malversations des percepteurs.

Les contributions indirectes s'étaient multipliées en l'an VII. D'ailleurs leur délimitation était imprécise : la patente fut clas-

sée parmi ces contributions jusqu'en l'an X. Le Consulat conserva les droits de passe, les droits sur les messageries, sur les tabacs, le timbre et l'enregistrement. Là encore le Directoire avait préparé les ressources du Consulat, mais aux dépens des doctrines financières de la Révolution (69).

Enfin, cette étude effectuée dans un département profondément divisé par les luttes politiques et religieuses prouve que, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les désordres politiques et même la chouannerie ne lèsèrent pas le Trésor. Sans doute les rentrées furent-elles inégalement promptes : dans les périodes les plus critiques, les percepteurs n'osaient plus se montrer et il n'y avait plus d'envoi de garnisaires; mais ce n'était qu'un ajournement. Les troubles économiques étaient plus graves que les luttes civiles, et les rentrées s'effectuèrent plus péniblement en l'an VI qu'en l'an IV, car il fallait payer en numéraire, qui était rare, au lieu de payer en papier dévalorisé.

De sorte que, même dans ces régions ravagées par la guerre, l'administration financière du Directoire fut très supérieure à cette réputation légendaire qui ne voit partout, à cette époque, qu'agiotage et anarchie.

Malheureusement, le gouvernement dépensait plus qu'il ne recevait, et la pénurie se fit toujours sentir : paiements arriérés, gêne des fonctionnaires, misère des rentiers et des institutions d'assistance, méfiance des fournisseurs, aboutissant aux marchés onéreux, aux fournitures déloyales et aux brusques cessations des livraisons. Ces maux très réels durèrent autant que le régime. Qu'y pouvaient les administrateurs départementaux? Ils protestèrent énergiquement, mais tâchèrent souvent d'en profiter sous main.

Le plus grave, peut-être, au point de vue politique, c'est que les fonctionnaires étaient réduits à la misère : « Les commis-

(69) Marion, ouvrage cité, t. IV, chap. VII; — Durand, ouvrage cité, t. II, p. 269 et suivantes. — Les archives anciennes des contributions indirectes ont disparu dans le département de la Sarthe comme dans celui des Côtes-du-Nord.

saires ne sont donc plus payés? s'écriait celui de Montmirail en septembre 1799. A la fin du mois, il me sera dû six trimestres (70). » Tous en étaient là! Que des commissaires ne fussent plus payés, eux qui étaient le soutien principal du régime, quelle imprudence inouïe!

(70) Arch. dép. Sarthe, L 232. — On oubliait même de payer le bourreau, en Maine-et-Loire (Arch. dép. Maine-et-Loire, L 945).

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES — LA FLÈCHE (INTRA ET EXTRA MUROS) DE 1790 A L'AN VIII

COMMUNES	Impôt principal et accessoire et capitation de 1790	CONTRIBUTION FONCIÈRE				Revenus d'après les matrices de l'an VII
		1791	1792	1793	an V	an VII
La Flèche.....	7.362	32.750	36.698	36.898	29.000	23.714
Bazouges.....	7.806	14.720	16.509	18.539	15.720	13.670
Clermont.....	6.174	8.178	9.189	10.189	8.635	7.500
Cré.....	4.276	5.233	5.880	6.380	5.390	4.700
Créans.....	1.425	2.126	2.389	2.789	2.365	2.050
Crosnière.....	6.422	9.813	11.027	12.527	10.625	9.240
Sainte-Colombe..	4.740	15.536	15.536	15.536	13.175	11.450
Saint-Germain...	4.635	7.033	7.902	8.252	7.000	6.090
Verron.....	2.863	5.070	5.696	5.996	5.090	4.423

		CONTRIBUTION MOBILIÈRE ET PERSONNELLE				
	Population an VII	Superficie	1791	1792	1793	an V
			1791	1792	1793	an VII
La Flèche.....	5 214	1.167 ^{ha}	22.000	34.222	3.645	17.497
Bazouges.....	1.518	2.989	2.400	3.733	546	4.375
Clermont.....	1.249	1.524	1.800	2.800	779	2.900
Cré.....	881	1.718	600	933	352	1.093
Créans.....	215	245	300	466	78	525
Crosnière.....	906	2.045	1.500	2.333	375	2.975
Sainte-Colombe..	1.956	4.721	2.400	3.733	710	4.075
Saint-Germain ..	839	1.138	1.000	1.555	552	1.825
Verron.....	643	864	600	933	330	1.090

CHAPITRE XVII

La politique économique et sociale du Directoire

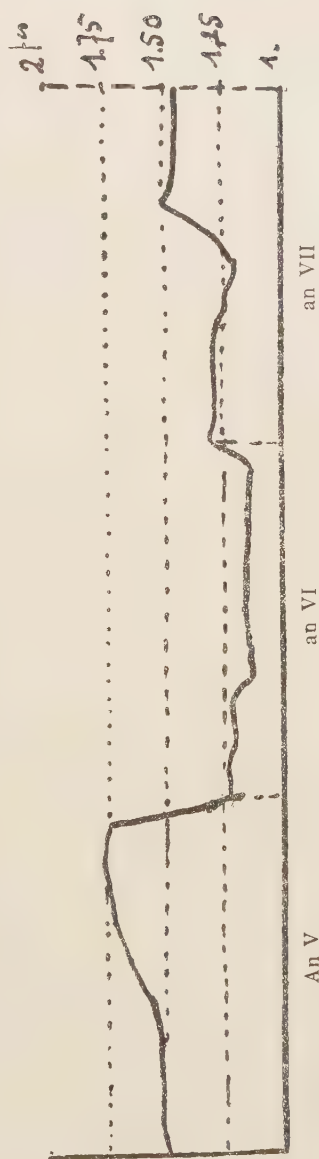
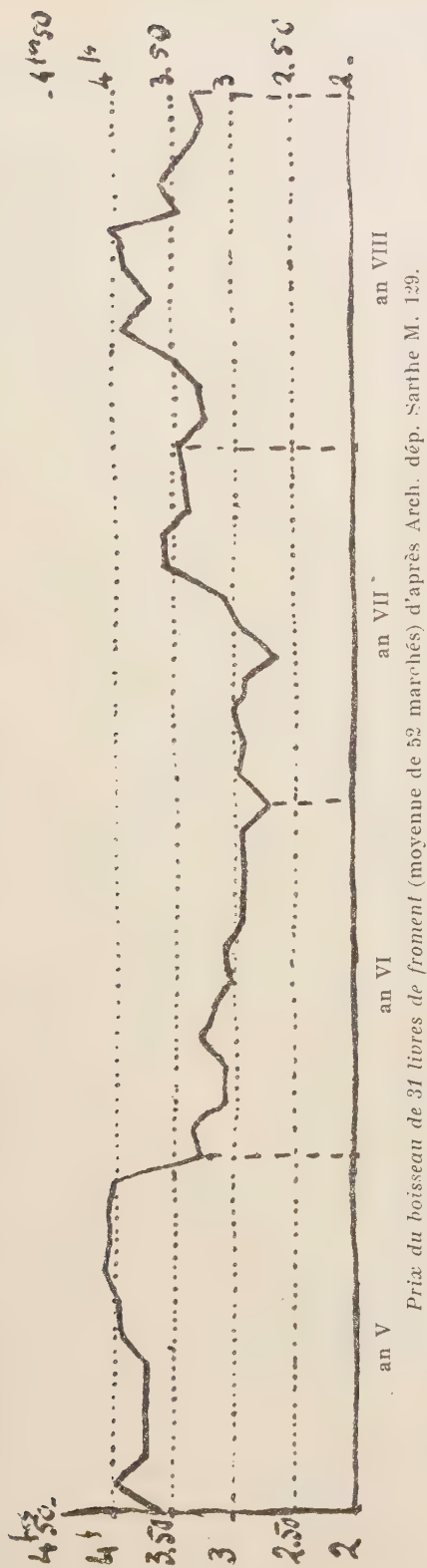
- I. — **L'agriculture** : Les récoltes et les prix de 1796 à 1799.
 - II. — **La politique agricole du Directoire** : Programme, la Société d'Agriculture de la Sarthe, améliorations agricoles.
 - III. — **Communications, industrie et commerce.**
 - IV. — **La Société** : Nouveaux riches et nouveaux pauvres.
 - V. — **L'assistance** : Les hôpitaux sans ressources ; réorganisation fictive de l'an V ; l'assistance en dehors des hôpitaux.
-

I. L'AGRICULTURE : LES RÉCOLTES ET LES PRIX DE 1796 à 1799

« Le peuple est fort attaché à la matière; l'égoïsme, en bien des circonstances, est sa boussole. Rendez ce peuple heureux (1)... » Ce n'était pas une révélation, chacun savait cette vérité, mais le commissaire de Nogent-le-Bernard jugeait à propos de la rappeler au commissaire central parce que les circonstances lui donnaient une force nouvelle. C'est pourquoi beaucoup de ses collègues lui faisaient écho. A peine la crise due à l'inflation et aux mauvaises récoltes était surmontée, qu'une crise nouvelle fondait sur les populations. La situation économique fut vraiment mauvaise en 1798 et 1799.

Il faut reprendre l'examen des faits économiques au lendemain de la crise de 1796, étudiée dans le chapitre V. La disette

(1) Arch. dép. Sarthe, L 231.



était conjurée, la récolte s'annonçait excellente, le paiement aux marchés s'effectuait en numéraire, un nouvel équilibre s'établissait au moment même où la pacification facilitait les échanges et rassurait les populations. Il y eut une brève période d'euphorie. En novembre 1796, le commissaire de Sablé constatait avec joie que le commerce avait repris « comme sous l'Ancien Régime » et que l'argent circulait à la foire « comme il y a vingt ans ». Il prophétisait la fin de toutes les misères : « Tout prend un air de prospérité... Si la paix générale était faite, les maux de la guerre civile seraient effacés en quinze jours (2). » Mais cette éventualité ne se réalisa pas.

La récolte de 1796 fut satisfaisante, il en résulta une baisse marquée des cours du blé : au marché de Mamers, le prix du quintal passa de 14 livres, en juin, à 11 livres en septembre, et 9 livres en décembre (3). Les cours restèrent bas pendant tout l'hiver 1797-1798 : à Mamers, le quintal se vendit de 9 à 11 livres jusqu'au mois de mai ; au Mans, les cours du boisseau de 31 livres se tinrent entre 3 et 4 livres pendant la même période (4). La *soudure* se fit sentir : à Mamers, en juillet, les cours dépassèrent 14 livres le quintal ; au Mans, à la même époque, le boisseau se vendait en moyenne 4 livres 5 deniers. Mais cette augmentation fut sans lendemain, car la récolte de 1797 causa une grave perturbation.

Tous les administrateurs signalèrent l'abondance exceptionnelle de la récolte de 1797 : en certains cantons, elle excédait « de moitié la consommation des citoyens (5) ». Du coup, les cours subirent un véritable effondrement : à Mamers, le quintal de blé tomba à 8 livres en octobre et novembre ; au Mans, le boisseau se vendit, à la même époque, 3 livres et quelques deniers, et il

(2) Arch. dép. Sarthe, L 242, 20 brumaire an V.

(3) Arch. dép. Sarthe, M 129 et 129/3. — A la même époque, le quintal de blé tombait de 12 francs à 9 francs sur le marché de Thiers (R. Schnerb, article cité, p. 34). A Angers, il passait de 17 à 11 francs (Arch. dép. Maine-et-Loire, L 437). Voir planche IV, page 415.

(4) Arch. dép. Sarthe, M 129 et 129/3.

(5) Reg. délib. Château-du-Loir, 25 brumaire an VI ; — Compte rendu de Précigné (Arch. dép. Sarthe, L 241, pluviôse an VI) ; — Lettre du commissaire de Vivoin, pluviôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L 234).

descendit jusqu'à 2 livres 16 sols en juillet, au plein de la soudure, alors que l'année précédente, à la même époque, il avait valu 4 livres 5 sols (6).

Cette abondance fut néfaste aux cultivateurs; ils se désolaient d'autant plus que le prix du bétail diminuait au même moment de façon très marquée : « Les bestiaux sont à vil prix », écrivait le commissaire de Sablé (7). Le fait était général et partout regretté. La gêne des fermiers était d'autant plus grande qu'ils avaient contracté des baux impliquant le paiement de la contribution foncière, qui dut être acquittée en numéraire, et qu'ils n'avaient pas prévu la contribution mobilière (8).

La situation des exploitants était aggravée par le prix de la main-d'œuvre : celui-ci avait progressivement augmenté lors de la baisse des assignats, depuis il se maintenait à un taux élevé (9). Dès juillet 1797, Bastard de Fontenay écrivait à son régisseur qu'il était « étonnant que les salaires aient monté d'une manière aussi exorbitante (10) ». En février 1798, le prix de la journée de travail d'un maçon était de 1 livre 10 sols; pour un couvreur ou un charpentier, il atteignait 2 livres et n'était que de 1 livre 2 sols pour un bêcheur (11). Le commissaire de Sablé estimait que les salaires avaient augmenté au moins du quart par rapport à ceux de 1790, et que les ouvriers étaient plus à leur aise que sous l'Ancien Régime (12). Celui de Vallon prétendait même que les salaires avaient doublé depuis 1790 (13).

La baisse des denrées profitait aussi aux ouvriers. Le prix du pain avait diminué : en mai 1796, les boulangers le vendaient

(6) Arch. dép. Sarthe, M 129, 129/3. — Sur le marché de Thiers, le cours était de 9 francs en décembre 1797, la soudure détermina une légère reprise de mars à août : un peu plus de 10 francs le quintal (Schnerb, article cité). A Angers, le quintal valait 8 livres 6 sols en octobre et 9 livres en juillet (Arch. dép. Maine-et-Loire, L 437).

(7) Arch. dép. Sarthe, L 242, 19 pluviôse an VI.

(8) Arch. dép. Sarthe, L 242.

(9) Marion, ouvrage cité, t. IV, p. 88.

(10) Arch. dép. Sarthe, L 304.

(11) Arch. dép. Sarthe, L 239, pluviôse an VI.

(12) Arch. dép. Sarthe, L 242, pluviôse an VI.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 219.

4 sous la livre à Angers (14); en septembre suivant, le pain de 12 livres, dit *pain michard*, valait 30 sous (15); en mai 1797, ce même pain était vendu 1 livre 13 sols au Mans, et il tombait à 1 livre 9 sols en septembre 1797 (16). Dans les bourgs, la baisse avait été encore plus accentuée : on eut des *tourtes* de 12 livres pour 1 livre 6 sols 6 deniers à Marolles en février 1797 (17), et 1 livre 5 deniers à Mamers en janvier (18). La bonne récolte accentua la diminution : 1 livre 3 sols en mars 1798 à Mamers (19), 1 livre 2 sols à Brûlon en décembre 1797 (20), 1 livre 3 sols à Saint-Cosme en juin (21).

Le prix de la viande fléchit aussi : la livre de bœuf, qui valait de 7 à 8 sols en novembre 1796, à Angers, fut vendue 5 sols en septembre 1797, au Mans, et même 4 sols dans les bourgs comme Bonnétable (22). Mais le cours se stabilisa malgré la baisse du bétail.

La récolte de 1798 fut mauvaise à cause de la longue sécheresse qui la précéda (23). Contrairement à toute attente, les cours demeurèrent très bas, peut-être parce que la récolte était excellente dans d'autres régions (24). Le boisseau de blé restait à 2 fr. 70 en septembre 1798, au Mans, et, jusqu'au mois d'avril 1799, il se tint entre 2 fr. 70 et 3 fr. Au marché de Vibraye, le cours passa de 4 fr. 10 le boisseau, en mai 1798, à 3 fr. 10 en septembre ; il se tint entre 3 fr. 50 et 4 francs jusqu'en avril.

La situation des paysans fut rendue plus mauvaise encore par la mévente du bétail : la sécheresse appauvrit les pâturages, il

(14) Reg. délib. Angers, 14 floréal an IV.

(15) Arch. dép. Sarthe, M 129/3, L 694. Reg. délib. Saint-Cosme.

(16) Ch. S., floréal à fructidor an V. Voir planche IV, page 415.

(17) Reg. délib. Marolles, 20 pluviôse an V.

(18) Arch. dép. Sarthe, M 129/3.

(19) Arch. dép. Sarthe, M 129/3.

(20) Reg. délib. Brûlon, 4 nivôse an VI.

(21) Reg. délib. Saint-Cosme, 2 messidor an VI.

(22) Reg. délib. Angers, 13 frimaire an IV; — Arch. dép. Sarthe, L 694; — Ch. S., vendémiaire an V.

(23) Correspondance des commissaires cantonaux.

(24) Schnerb, article cité, p. 40. — Les cours du blé furent très bas à Thiers : 7 à 8 francs le quintal.

fallut vendre les animaux à « vil prix ». Durant l'hiver 1798-1799, « les bestiaux sont tombés à presque rien », écrivaient les commissaires cantonaux; on s'en plaignit surtout dans les régions d'élevage : vallée de l'Huisne et pays de Marolles (25). Des fermiers abandonnaient leurs exploitations : n'écrivait-on pas que, « sur vingt fermiers, seize quittent leur ferme (26) » ?

Le prix de la vie baissa encore un peu, moins cependant que le cours du blé et du bétail : le pain michard se tint en moyenne au taux de 1 fr. 25, 1 fr. 30 au marché du Mans. Par contre, la viande se vendit invariablement 0 fr. 25 la livre.

L'hiver fut extraordinairement rigoureux et la neige couvrit le sol pendant tout le mois de janvier (27). Dès le printemps, le quart des blés était gelés (28). La soudure fut marquée par une hausse brusque et forte des cours. Le blé monta de 9 francs à 11 fr. 40 le quintal, au marché du Mans. Le pain michard se vendit 1 fr. 50 au Mans; à Marolles, il passa de 1 fr. 10 à 1 fr. 45 (29). Les consommateurs s'agitèrent, et l'on vit poindre l'inquiétude : « La vente des grains se faisait avec un tel empressement que le consommateur pouvait à peine s'en procurer (30) », des voitures de blé furent pillées (31), les meuniers étaient accusés de spéculation. L'administration centrale manifesta quelque nervosité (32). On dénonçait « les manœuvres perfides des Anglais (33). On craignait la reprise des troubles de l'an III et de l'an IV : « la classe la moins aisée du peuple... semble n'être pas éloignée de se porter à des excès (34) ».

La récolte de 1799 fut médiocre, car la sécheresse persistait. L'inquiétude continua de se manifester : « Les subsistances sont

(25) Arch. dép. Sarthe, L 213, 219, 226, 234, 237, 238, 243.

(26) Arch. dép. Sarthe, L 235, pluviôse an VII.

(27) Reg. délib. Montfort et La Suze; — *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 48.

(28) Arch. dép. Sarthe, L 221, germinal an VII.

(29) Reg. délib. Marolles, messidor an VII.

(30) Arch. dép. Sarthe, L 221.

(31) Arch. dép. Sarthe, L 244 et L 246, floréal an VII.

(32) Arch. dép. Sarthe, L 249, prairial an VII.

(33) Reg. délib. Conlie, 9 prairial an VII.

(34) Arch. dép. Sarthe, L 165, f^{os} 32, 35, 40, 48. Dans le même sens, L 207, 222, 243, 257.

rare et chère, trop chère pour les malheureux. » Effectivement, la moisson ne fit pas baisser le prix du blé : le cours fléchit un instant en septembre, mais pour remonter aussitôt et de plus en plus (35). Au Mans, le quintal passa de 11 fr. 40 à 11 fr. 10, pour atteindre ensuite 11 fr. 90 (36). Le pain de 12 livres, au Mans, descendit de 1 fr. 50 à 1 fr. 48, pour remonter ensuite à 1 fr. 58.

INCIDENCES POLITIQUES

L'influence des récoltes fut donc capitale. Elle explique les différences très marquées que l'on observe dans les variations des cours entre la Sarthe et le Puy-de-Dôme. Comme d'ordinaire, elles déterminèrent les récriminations contradictoires des producteurs et des consommateurs. Dans l'ensemble, les paysans souffrirent de l'insuffisance des cours, de 1797 à 1799, tandis que les gens des villes furent touchés par la disette en 1795 et 1796, et craignirent de l'être à nouveau en 1799. Cette dernière crise fut cependant moins vive.

Comme on l'a remarqué ailleurs (37), la rareté du numéraire aggrava la crise agricole et commerciale. Les plaintes, à ce propos, furent générales et ne cessèrent pas; les commissaires reconnaissaient qu'elles étaient fondées : les cultivateurs n'avaient pas d'argent (38).

Le gouvernement fut tenu pour entièrement responsable de la misère, à tel point que le commissaire de Sablé osait écrire, en pleine période de soulèvement :

Le bestial et les toiles sont à rien, or c'est là tout le commerce... Ces sortes d'ennemis sont pour le moins aussi redoutables que les chouans, car ce sont eux qui nous en feront de nouveaux, faute de travail (39).

(35) Arch. dép. Sarthe, L 223, 237, messidor et thermidor an VII; — Reg. délib. Château-du-Loir, 3 nivôse an IV. Voir planche IV, page 415.

(36) Arch. dép. Sarthe, M 129/4.

(37) Schnerb, article cité.

(38) Arch. dép. Sarthe, L 219, L 226, L 235.

(39) Arch. dép. Sarthe, L 242, 28 thermidor an VII.

II. LA POLITIQUE AGRICOLE DU DIRECTOIRE

PROGRAMME

Le gouvernement n'ignorait pas ces dispositions de la population, il avait le souci d'améliorer tout à la fois le sort des cultivateurs et celui des ouvriers. François de Neufchâteau s'est particulièrement préoccupé de ces questions : le recueil de ses circulaires donne la mesure de son activité et précise la variété et la minutie de ses enquêtes et de ses recommandations (40).

Il voulut d'abord dresser une sorte d'inventaire de l'activité économique, sous forme de statistiques : chaque département dresserait sa statistique, et le gouvernement ferait établir un annuaire général, « à peu près dans le goût de l'*Annual Register*, qui a tant de vogue en Angleterre (41) ». Ce serait le guide des réformes à effectuer.

François de Neufchâteau et les autres ministres de l'Intérieur s'attachèrent au progrès de l'agriculture. Ils préconisèrent les plantations nouvelles, l'accroissement des étendues cultivées, l'usage des prairies artificielles, la multiplication des vergers d'arbres fruitiers, le défrichement des landes, etc... Ils recherchèrent l'amélioration des façons culturales et des instruments agricoles, des types de charrue par exemple. L'élevage fut aussi encouragé, à la fois pour l'amélioration des terres par les engrais, pour les travaux ruraux et pour les produits : laine et viande (42). On voulait renouer la tradition des grands ministres de l'économie française; François de Neufchâteau l'indique expressément :

C'est ainsi que le ministre commençait à réaliser le plan dont Sully avait donné l'idée à Henri IV et qui consistait à réunir dans un cabi-

(40) *Lettres, circulaires, instructions... de François de Neufchâteau.*

(41) Circulaires des 22 frimaire, 26 germinal et 20 floréal an VII. Note manuscrite jointe à la circulaire du 20 floréal dans le même recueil, exemplaire de la Bibliothèque Nationale.

(42) Même recueil. — Parmi les circulaires les plus importantes de François de Neufchâteau plusieurs furent conservées bien après la chute du Directoire; elles figurent dans le recueil des lois établi sous la Restauration. Telles les circulaires sur les pépinières, sur la navigation intérieure, sur l'exposition des produits industriels, sur l'échenillage et les inondations, sur les laines, etc. *Recueil des lettres, circulaires, instructions, programmes, discours et autres actes publics émanés du Ministère de l'Intérieur.* Paris, an VII, 1821, 20 volumes in-4°.

net d'Etat tous les renseignements propres à faire bien connaître les productions, l'industrie et les ressources de la France (43).

Dans cette entreprise, le ministre s'appuya, comme ses prédécesseurs du XVIII^e siècle, sur les *Sociétés d'Agriculture*.

LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE LA SARTHE

Il y avait au Mans, depuis le 24 février 1761, l'un des trois bureaux de la Société d'Agriculture de la Généralité de Tours, les deux autres étant à Tours et à Angers (44). Il disparut en 1793, ainsi que toutes les sociétés similaires; mais, dès le 25 mai 1794, le Conseil général de la commune du Mans avait fait appel à quelques-uns des membres de l'ancien Bureau pour former une *Commission des Arts*, chargée de « proposer les plans des divers établissements, tant utiles qu'agréables, devant avoir lieu dans la commune ». Au mois d'août 1794, le Directoire du District avait aussi groupé quelques anciens membres de la Société d'Agriculture dans la *Commission bibliographique et du Musée*. Enfin, en avril 1795, il établit un *Bureau consultatif de Commerce et d'Agriculture*. La résurrection devint évidente, en octobre 1795, lorsque les administrateurs du département réunirent ces trois organismes dans un *Bureau central de correspondance des Arts*. La nouvelle société obtint toutes les archives du ci-devant Bureau d'Agriculture : registres, mémoires et papiers.

A vrai dire, la composition de la Société était neuve : sur vingt-deux membres, six seulement appartenaient à l'ancien Bureau. Elle s'accrut bientôt de correspondants dans les diverses parties du département : Musset, Perrochel, Menjot d'Elbenne, Marchant de Burbure, etc... Le recrutement fut éclectique : à côté de nobles se trouvaient des notables manceaux, comme Négrier

(43) Même recueil, à propos de la circulaire du 7 prairial an VII, sur les plans topographiques pour la navigation intérieure.

(44) Reg. des délibérations de la Société d'Agriculture (Arch. Soc. Ag. Sc. A.). Bon résumé dans Bull. Soc. Ag. Sc. A., 2^e série, t. XXXVI : Gentil, *Notes sur les origines de la Société des Arts du Mans*, pp. 397 à 425

de La Crochardière; des industriels comme Leprince; des robins comme Le Pelletier de Feumisson; des techniciens comme Chaubry et Deshourmeaux, ingénieurs du Département; des professeurs de l'Ecole centrale comme Ledru et Renouard; des fonctionnaires ou hommes politiques comme Bordier et Mortier-Duparc; des médecins ou pharmaciens : Liberge et Livré. Besnard s'y trouvait, naturellement, et aussi son rival Rojou. Véron de Forbonnais était le membre le plus illustre. Une telle société réalisait par avance la fusion consulaire. C'est pourquoi il était interdit de s'y livrer à des discussions politiques et religieuses. L'esprit était large : Menjot d'Elbenne, ou Tascher, restèrent membres du Bureau des Arts lorsqu'ils furent compris au nombre des otages. Musset y collaborait toujours, bien que compromis depuis l'an V par son action royaliste. Sans doute Mortier-Duparc écrivait, en février 1799, que la Société ne devait s'associer que des « propriétaires cultivateurs et instruits, non pères d'émigrés... », mais rien ne fut changé.

Cette organisation devançait les désirs du gouvernement : en février 1799, Mortier-Duparc assurait qu'il entraînait « dans le grand plan d'instruction publique... qu'il soit établi des Sociétés d'Agriculture et des Arts dans quarante départements ou environ (45) ». Peu après, en mai, la Société s'intitula « Société libre des Arts du département de la Sarthe » et refondit son règlement pour répondre mieux aux intentions du gouvernement et recevoir ses encouragements. Ceux-ci furent discrets, les crédits promis ne vinrent pas; le ministre de l'Intérieur envoya simplement à la Société un exemplaire de tous les ouvrages qui pouvaient l'intéresser et lui assura le service de la *Feuille du Cultivateur* et du *Journal des Arts et Manufactures*.

La Société s'efforça de donner satisfaction aux désirs du ministre. Elle entreprit, d'accord avec les professeurs de l'Ecole Centrale, la rédaction de l'*Annuaire du Département de la Sarthe pour l'an VIII*. C'était un petit volume, d'environ 200 pages, du

(45) François de Neufchâteau fit établir une Société d'Agriculture dans le département de la Meurthe (Poulet, *l'Administration centrale de la Meurthe*, Révol. franç., 1907, p. 160; — Deville, ouvrage cité, p. 277).

format des almanachs, in-12. Il était intelligemment composé : le calendrier républicain était accompagné d'explications techniques ; on trouvait une série d'articles sur les antiquités locales et une description du département assez détaillée. Les divisions principales concernaient l'histoire naturelle, l'agriculture, le commerce et les manufactures, la navigation, les routes. On y avait joint un répertoire des administrations départementales et des services publics. Ledru avait pris une grande part à ce travail, et la *Statistique*, publiée par le préfet en l'an X, utilisa largement ce modèle, au point de le copier en de nombreux endroits (46).

Les membres de la Société s'intéressèrent à divers problèmes agricoles et publièrent des mémoires sur la culture du chanvre et celle du sarrasin, sur l'ergot du seigle, le résinage des pins, ou sur les bêtes à laine, les vers du mouton, les épizooties, les qualités du fumier. Ils communiquaient des notes aux journaux locaux, des observations au Département et aux ministres (47). Ils correspondaient avec la Députation pour discuter les projets de loi sur les matières économiques.

Assurément, les sociétaires n'étaient pas tous cultivateurs, et certain projet pour obtenir deux récoltes par an révèle quelque naïveté. Mais ce ne fut pas une société de pensée, il y eut des réalisations. Forbonnais s'occupa de l'élevage du mouton, quelques membres firent des essais de résinage, Le Pelletier de Feu-musson entreprit de mettre en valeur des terres « vaines et vagues » près d'Yvré (48). Cet exemple porta ses fruits, et de nombreuses expériences furent tentées.

(46) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*. Au Mans, chez Monnoyer ; — Reg. délib. Soc. libre des Arts, 29 prairial et 13 thermidor an VII. — François de Neufchâteau reçut aussi les statistiques des départements du Bas-Rhin et de Vaucluse (*Recueil...*, note du ministre relative à la circulaire du 20 floréal an VII). Faits analogues dans la Meurthe (Poulet, article cité), et dans la Creuse (J. Levron, *Le premier annuaire départemental de la Creuse*, Courrier du Centre, 1931).

(47) « Notre bureau ne manquait pas de sujets pour attirer la correspondance avec le ministre, qui y mettait, de son côté, tout le zèle et l'exactitude qu'on pouvait en attendre. » (Leprince, *Mémoires*, p. 264.)

(48) Reg. délib. Le Mans (rural), 2 floréal an VII.

AMÉLIORATIONS AGRICOLES

Le défrichement des landes fut entrepris dans les cantons de Ballon, Epineu, Saint-Calais, Saint-Maixent, Tuffé et Vibraye (49), et aussi dans la région de Thorée, entre Le Lude et La Flèche (50). L'exonération des trois quarts des contributions foncières sur les terres défrichées favorisa ce mouvement (51). L'emploi de la *marne* fut généralisé dans les cantons de Bouloire, Ballon, Conlie et Sillé (52). Les façons culturales devinrent plus soignées. Les plantations d'arbres fruitiers, recommandées par le Gouvernement et le Département, se multiplièrent rapidement. Elles ont été signalées dans un grand nombre de cantons, notamment dans tout l'Est du département (53). C'étaient particulièrement des vergers de pommiers que l'on réalisait ainsi. Les prairies artificielles se développèrent quelque peu et réduisirent d'autant les jachères, tout en favorisant l'élevage (54). Malheureusement, la production de graines de trèfle fut compromise par la disparition des débouchés à l'étranger.

On essaya aussi d'améliorer les races bovines : « Quelques curieux ont des taureaux et des vaches étrangers qui ont produit de belles races croisées », mais ce ne furent que des tentatives isolées. Il en fut de même des essais sur l'élevage du mouton : Perrochel fit emplette d'un bélier espagnol et de brebis cauchoises qui donnèrent de belles toisons; Turin acheta des brebis et des

(49) Arch. dép. Sarthe, L 252, 233, 228, 211, 207; — Reg. délib. Saint-Calais, 5 prairial an V.

(50) Reg. délib. Le Lude, fructidor an V, frimaire à thermidor an VII; — Arch. dép. Sarthe, L 237.

(51) Loi du 3 frimaire an VII.

(52) Arch. dép. Sarthe, L 246, 217, 209.

(53) Cantons de Vibraye, Bonnétable, Marolles, Bouloire, Saint-Calais, Tuffé, La Fresnaye, La Ferté-Bernard, Fresnay, Sillé, Saint-Maixent et Ballon. Arch. dép. Sarthe, L 252, 222, 231, 246, 247, 227, 226, 217, 228, 207. Arrêté de l'administration centrale sur les plantations, 5 floréal an VI. — De nombreuses circulaires concernant les pépinières avaient été publiées par le ministre de l'Intérieur : 22 fructidor an V, 9 fructidor an VI, 25 vendémiaire, 23 frimaire an VII.

(54) Arch. dép. Sarthe, L 235, L 209. — Tout ceci gagnerait à être précisé, malheureusement les données statistiques sont incomplètes et vicieuses. Les commissaires renonçaient à les utiliser, tant elles étaient « informes ». On trouve quelques renseignements statistiques dans l'*Annuaire pour l'an VIII*, p. 49 et suivantes, et dans Auvray, *Statistique...*, p. 148 et suivantes.

béliers de Rambouillet et obtint également des résultats satisfaisants. Des échantillons de ces laines furent déposés à la Société des Arts (55). Ces initiatives privées ne sont point négligeables; c'est ainsi que la technique agricole se transformera au cours du xix^e siècle (56). L'administration départementale voulut favoriser l'élevage des chevaux, elle regrettait les haras. Elle demanda au ministre des subventions pour encourager les propriétaires d'établissements, mais les fonds ne furent pas ordonnancés et les propriétaires vendirent leurs chevaux (57).

En somme, le grand mouvement de perfectionnement des méthodes agricoles, inauguré au milieu du xviii^e siècle, reprenait avec une vigueur nouvelle (58). Mais il ne convient pas d'en exagérer les conséquences immédiates : la routine subsistait en de nombreux points (59) et la transformation se poursuivra lentement pendant la première moitié du xix^e siècle. A certains égards, il y eut même un recul, ainsi en ce qui concerne les forêts.

La Révolution en général, et le Directoire en particulier, furent des périodes de dévastations pour les propriétés insuffisamment gardées, spécialement les forêts. Les correspondances sont remplies de doléances de propriétaires et de commissaires qui gémissent sur le sort des forêts nationales et particulières.

(55) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 57; — Reg. délib. Soc. des Arts, 29 germinal an VII; — Voir Deville, ouvrage cité, p. 279.

(56) Les pays essentiellement ruraux en fournissent de beaux exemples, notamment le Berry. Les progrès dans le Maine eurent lieu aussi de cette façon. Les propriétaires obligeaient les fermiers à faire des plantations nouvelles (Arch. dép. Sarthe, L 226). On remarqua plus tard l'influence des villes sur le perfectionnement agricole (R. Musset, ouvrage cité, p. 300, d'après un rapport de 1809).

(57) *Annuaire du département de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 56. Pour le reste du pays, Deville, ouvrage cité, p. 280.

(58) Sur ce mouvement, voir R. Musset, ouvrage cité, liv. II, chap. iv et suivants. L'auteur fait remarquer que la Révolution favorisa la mise en valeur des landes en ruinant l'industrie linière, ressource essentielle des paysans du Bas-Maine, et en abolissant les droits féodaux et les entraves légales. Cependant il ne fait remonter la transformation qu'à 1830 ou 1840. Les documents cantonaux indiquent des essais intéressants sous le Directoire. Il est vrai que l'auteur étudie le Bas-Maine et que ces documents cantonaux s'appliquent au Haut-Maine.

(59) Plaintes des commissaires d'Assé-le-Boisne (Arch. dép. Sarthe, L 220); Bourg-la-Loi (L 223); La Flèche, *extra-muros* (L 237); La Ferté-Bernard (L 226); Mamers (L 229); Mamers, *extra-muros* (L 230); Vallon (L 219).

Les tribunaux jugèrent une multitude de délits forestiers : abattage de baliveaux, vol de bois, pacage de bestiaux et de chevaux (60). La police était très insuffisante, et les miséreux trop nombreux et trop tentés. Le préfet Auvray, que ce désordre indigne, reconnaît cependant que le Consulat n'y put remédier (61).

L'administration domaniale était bien organisée. Elle comportait trois arrondissements : Le Mans, Château-du-Loir et Perseigne, pourvus chacun d'un maître particulier, d'un garde-marteau, d'un agent national et d'un greffier (62). Il y avait en outre un garde général et des gardes particuliers. Cette division correspondait aux principales forêts : Sillé (Le Mans), Jupilles (Château-du-Loir) et Perseigne. Les coupes furent discrètes, du moins en l'an VII, puisqu'elles touchèrent à peine 200 hectares et 410 baliveaux, tandis qu'en l'an VIII elles s'étendirent sur 233 hectares, et en l'an IX sur 636 hectares (63).

Ces deux aspects de la vie rurale : crise de mévente et améliorations techniques, ne sont pas contradictoires. D'une part, les perfectionnements étaient dus aux propriétaires qui ne subissaient guère la crise, les baux étant élevés. D'autre part, les ressources nouvelles étaient appelées à prendre la place de l'industrie textile rurale qui ne se relevait pas. Mais les progrès réalisés n'eurent que peu d'effets immédiats. Le Directoire n'avait pas de chance ! Les réelles améliorations qu'il désira au profit des cultivateurs ne purent lui attacher les classes rurales, et la guerre civile de 1799 fut, selon le mot du général Hédouville, la guerre des campagnes contre les villes, celles-ci représentant la République.

(60) Tribunal civil (Arch. dép. Sarthe, L add. 76 et 77); Tribunal correctionnel de La Flèche (L add. 274); Tribunal correctionnel de Mamers, Reg. des jugements ruraux et forestiers (L add. 291-294); Tribunal correctionnel du Mans, délits forestiers (2 L 115).

(61) Auvray, *Statistique...*, p. 167. — En l'an X, 266 jugements furent rendus pour répression des délits commis sur les forêts et bois nationaux.

(62) *Almanach pour 1796*, p. 78; — *Annuaire pour l'an VIII*, p. 158.

(63) Auvray, *Statistique...*, tableau n° 1.

III. COMMUNICATIONS, INDUSTRIE ET COMMERCE

LES COMMUNICATIONS

L'état déplorable des ponts, routes et chemins gênait considérablement les communications. Le gouvernement s'en rendait compte, mais sa gestion financière ne lui permettait pas d'allouer les crédits indispensables. Une fois de plus, la pénurie paralysait les meilleures institutions, car il existait une administration des Ponts et Chaussées et Navigation. Elle comportait un ingénieur en chef, Chaubry, deux ingénieurs, Deshourmeaux au Mans et Cherrier à La Flèche; un chef de bureau, Jollivet; quatre conducteurs principaux, deux piqueurs auxiliaires, un dessinateur et un commis aux écritures. Telle on l'observe sous le Directoire, telle on la retrouve sous le Consulat et l'Empire : le personnel est demeuré presque en entier aux mêmes postes (64). Chaubry eut même une carrière brillante et devint le chef de la 14^e division des Ponts et Chaussées, séant à Rennes (65).

Un service de la *Poste aux lettres* était assuré par les soins d'un directeur et d'un contrôleur, installés au Mans. Les deux préposés étaient à leur poste au moins depuis 1793, ils y demeurèrent au moins jusqu'en 1812. Le service des courriers ne subit que bien peu de changements (66). Il s'ajoutait à ce service des messageries nationales, dont les directeurs, contrôleurs et inspecteurs étaient en fonctions au moins depuis 1792 (67).

On aurait voulu compléter ces communications par la navigation sur la Sarthe, le Loir et l'Huisne. Mais leur état était encore moins satisfaisant que celui des routes : la Sarthe était utilisable jusqu'à Malicorne en amont, à la grande rigueur jusqu'à Arnage, mais il eût fallu réparer le bief d'Arnage au Mans. Depuis le milieu du xiv^e siècle des projets avaient été faits dans ce sens, et

(64) *Annuaire pour l'an VIII*, p. 159; *pour l'an XI*, p. 139; *pour 1812*, p. 184.

(65) R. Durand, ouvrage cité, t. II, p. 128.

(66) *Almanachs du département de la Sarthe* de 1794, 1795, 1796, pp. 73, 71, 91; — *Annuaire pour l'an VIII*, p. 183; *pour l'an XI*, p. 187; *pour 1812*, p. 235.

(67) Mêmes références.

l'on continuait d'en faire! Le bief navigable de l'Huisne était devenu impraticable depuis 1767. Quant au Loir, il pouvait être remonté jusqu'à Troo, mais les biefs en service étaient obstrués par les atterrissements et les débris dus aux dégradations et au manque d'entretien. A La Flèche, l'écluse était très endommagée, et le port, jadis important pour le commerce des ardoises, du taffeau et des bois, était presque inabordable (68). On établit de nombreux projets pour réorganiser toutes ces communications, mais les ressources firent défaut.

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

La situation, mauvaise au début du Directoire, ne s'améliora pas. La production métallurgique restait faible : la forge de l'Aune traitait 350.000 livres de fer en 1799 au lieu de 450.000 en 1767; celle de Vibraye fournissait 300.000 livres, au lieu de 550.000. L'activité de celles de La Gaudinière, d'Antoigné et de Chemiré n'avait pas fléchi, mais les forges de la Bataille et d'Etival avaient disparu. Au lieu d'une production totale de 5 millions de livres, il ne s'agissait plus que de 1.800.000 (69). Les tuileries et faïenceries végétaient. Le textile, privé des marchés extérieurs, restait atone, une quarantaine de métiers seulement battaient l'étamine; les teintureries partageaient le même sort. La fabrique de toile était dans le marasme; les toiles peintes ne réussissaient guère mieux; la principale entreprise, la manufacture d'indienne Desportes frères, avait dû déposer son bilan en 1799 (70). Les deux cents métiers des fabriques de mouchoirs de Cholet étaient abandonnés pour plus de moitié. L'industrie des cires et bougies restait très médiocre, faute de débouchés étrangers (71). Toutes les branches étaient donc durement éprou-

(68) *Annuaire pour l'an VIII*, p. 76 et suivantes; — Auvray, *Statistique...*, p. 116 et suivantes.

(69) *Annuaire pour l'an VIII*, p. 72; — Hédin, *les Vieilles Forges de la Sarthe*, Bull. Soc. Ag. Sc. A., 2^e série, t. XXXVI, p. 281 à 328.

(70) Arch. dép. Sarthe, Tribunal de commerce, faillites.

(71) Auvray, *Statistique...*, p. 219; — *Annuaire pour l'an VIII*, p. 70.

vées, sauf les tanneries, qui n'avaient pas souffert de la Révolution (72).

La rareté du numéraire, la substitution de l'usure au prêt et l'agiotage contribuaient à ruiner le commerce, déjà bien entamé par le déclin des industries, la difficulté des communications et la fermeture des marchés étrangers. On vivait dans l'espérance d'une amélioration future et aléatoire, subordonnée à la paix générale.

Il ne faudrait pas charger le régime directorial de tous les crimes et de tous les maux. Il ne pouvait empêcher l'irrégularité si fâcheuse des récoltes. La dépression économique due à la rareté du numéraire provient d'une réforme dont bénéficia le régime consulaire : le retour au numéraire et l'abandon des papiers instables et propres à toutes les spéculations. La reprise était préparée par des améliorations dans la technique agricole et l'organisation de services techniques pour la réfection des voies et l'exploitation judicieuse des forêts. Si la paix générale avait été signée, l'essor économique aurait pu se produire.

Mais en attendant la situation économique laissait beaucoup à désirer, et l'on comprend le détachement d'une grande partie de la population à l'égard d'un régime sous lequel le travail était mal assuré et peu rémunérateur, alors que la spéculation et le trafic d'influence enrichissaient les agioteurs et les fournisseurs du gouvernement.

IV. LA SOCIÉTÉ : NOUVEAUX RICHES ET NOUVEAUX PAUVRES

Le contraste entre le train de vie fastueux des nouveaux riches et la misère des nouveaux pauvres fut surtout accusé à Paris et dans les grandes villes. Il apparaît moins dans les régions rurales. Cependant la presse et le théâtre, dans la Sarthe, en firent un tableau assez expressif.

(72) Arch. dép. Sarthe, L 244; — Auvray, *Statistique...*, p. 225.

Les journalistes, jacobins aussi bien que royalistes, stigmatisèrent l'enrichissement rapide et souvent malhonnête des four-nisseurs :

Votre portier s'est glissé dans les vivres, votre laquais dans une direction d'hôpital, votre palefrenier dans les charrois, le courtaut de votre marchand de drap dans un magasin d'habillement... Eh bien! ils nagent aujourd'hui dans l'opulence (73).

Le *gros acquéreur de biens nationaux* fut présenté comme un type caractéristique. Il réside sur ses terres, entouré de gardes, mène un train de grand seigneur, accapare les fonctions publiques et prétend exercer une influence morale. L'enrichissement a modifié ses opinions : « le respect des propriétés est son principe sacré », il fait partie des « honnêtes gens », n'aime pas la révolution, mais redoute la restauration. Il tient à cette « petite ligne distinctive qui met la fortune et l'éducation à leur place ». Il « accepterait un roi, si on lui laissait la jouissance exclusive » de ses richesses. Ces « gueux enrichis » forment l'aristocratie « la plus insolente, la plus odieuse et la plus absolue ». L'aristocratie des richesses a succédé à celle du sang (74).

L'*agioteur*, le spéculateur sur les valeurs et sur les biens, est un autre type détesté. On parle fréquemment des ravages causés par « cette honteuse association connue au Mans sous le nom de *Forêt-Noire* (75) ». Besnard, qui savait à quoi s'en tenir, explique que cette société « avait pour objet d'acheter en masse des propriétés considérables, soit nationales, soit particulières, pour les revendre en détail, après avoir démoli les édifices et abattu les arbres de futaie ». Elle réunissait divers notables manceaux, fonctionnaires du nouveau régime, membres de l'administration centrale ou de l'administration des finances (76). Besnard a dési-

(73) *Ch. S.*, 18 nivôse an V.

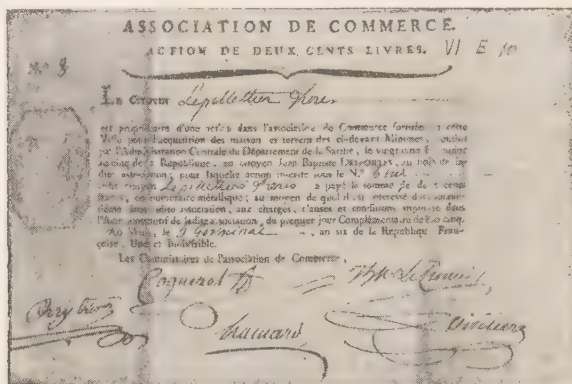
(74) *Ch. S.*, 20 brumaire, 8 frimaire an V, 14 vendémiaire an VI.

(75) *Ch. S.*, 20 vendémiaire an VI.

(76) Ainsi le receveur et le payeur général (*Ch. S.*, 25 nivôse an VI, et Girault, *la Vente des Biens du chapitre cathédral*).

gné quelques-uns d'entre eux (77). Il raconte qu'on lui offrit d'entrer dans cette société pour soumissionner des fournitures aux armées; il n'apporterait aucun capital, mais ses relations politiques. Il refusa, dit-il, et resta pauvre. Mais les actes de ventes de biens nationaux prouvent qu'il ne fut pas toujours aussi détaché et qu'il participa à des achats collectifs (78).

Il subsiste encore quelques actions de l'*Association de commerce* organisée pour « l'acquisition des maisons et terrains des ci-devant Minimes ». Chaque associé avait versé 200 livres en numéraire et était intéressé pour 1/60^e dans l'entreprise. Parmi



les actionnaires figuraient notamment Hamard, qui fut secrétaire de l'administration centrale, et le payeur général Loisilière (79).

Les ventes de biens nationaux, opérées sous le régime de la loi du 6 floréal an IV (25 avril 1796), favorisèrent ces opérations.

(77) Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 153. — Ces dires sont confirmés par Bazin, par Négrier de La Crochardière (ouvrage cité, t. III, pp. 195, 223, 225) et par les actes de vente.

(78) Girault, *la Vente des Biens du chapitre cathédral*...

(79) Arch. Soc. Ag. Sc. A. Dossier *Histoire du Mans*, carton VI.

Cette organisation n'était pas spéciale à la Sarthe, le terme de Forêt-Noire était d'usage courant pour désigner une association dangereuse; on avait brocardé les spéculateurs malhonnêtes qui la formaient (Fabre de l'Aude, ouvrage cité, t. II, p. 42; — *La Forêt-Noire*, grande pantomime en 3 actes, an V; — *La Forêt-Noire*, chanson de l'an III sur les spéculateurs. Ann. Révol. franç., mars-avril 1929, pp. 193 et 194).

Les acheteurs manifestaient un empressement significatif : l'administration centrale devait prolonger ses séances pendant la nuit pour entériner les soumissions (80). Les municipalités cantonales dénonçaient avec inquiétude cette « activité incroyable » et ses conséquences : « La nation retire trop peu d'avantages des ventes qui se font aujourd'hui, l'intérêt particulier se manifeste avec trop d'empressement (81). » La municipalité de Marolles s'adressait en ces termes au Département, au Conseil des Cinq-Cents et au Directoire :

Il est de notre devoir de vous avertir que, suivant le nouveau mode de vente des biens nationaux, ceux de notre canton sont estimés par les experts à vil prix, qu'une seule année de fermage ou de loyer procurera aux acquéreurs le moyen de se libérer du capital. Il paraît que les soumissionnaires forment une société secrète. Les experts, bien payés, bien régelés par les prétendants à l'acquêt, leur sont très favorables (82).

Une grande partie des biens fut ainsi liquidée : « Ces objets n'ont pas été vendus pour la ferrure qui tenait les portes et les fenêtres (83). »

Tous ces nouveaux riches menaient large vie. « Dans la très agréable maison de Videbourse ou de Monplaisir », ils se rencontraient pour se distraire : « On se réunissait souvent pour la table et le jeu, deux genres de plaisirs pour lesquels on semblait éprouver un goût prononcé dans la ville du Mans (84). » Bazin condamnait ces habitudes de jouissance et de gaspillage d'une société trop bourgeoise : le club du Bourg d'Anguy, écrivait-il, est une « société de Messieurs (85) ». Besnard, ancien prêtre, garde sur

(80) Arch. dép. Sarthe, L 142, 28 messidor an IV.

(81) Reg. délib. Ecommoy, 20 messidor an IV; Fresnay, 30 prairial; Mayet, 10 prairial.

(82) Reg. correspondance Marolles, 20 messidor an IV.

(83) Même registre, 28 ventôse an V. — Le fait est général (Arch. Maine-et-Loire, L 156, 15 prairial an IV; — Marion, ouvrage cité, t. II, p. 496). Le rôle des spéculateurs et des compagnies apparaît nettement dans les études publiées pour divers départements, ainsi dans celle de L. Dubreuil sur les Côtes-du-Nord, p. 381 et suivantes.

(84) Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 104 et suivantes.

(85) Ch. S., 24 et 26 ventôse an VI.

les bals une discrétion pudique, mais d'autres documents témoignent que c'était alors une distraction très recherchée. La *Chronique* a esquissé le tableau de ces réunions dansantes qui rassemblaient une société singulièrement mêlée :

Voyez « cette brune piquante, aux traits mâles, au maintien hardi... Cette autre qui succombe sous le poids de la mollesse et soupire sans cesse après les plaisirs,... elle n'est point *de condition*;... cette femme nue;... cette dame couverte d'or, de brillants, c'est l'épouse d'un bras-seur d'affaires;... cette petite femme que le faste enlaidit (86)... »

Les fêtes furent surtout nombreuses en l'an V, elles s'interrompirent presque complètement l'année suivante (87). Elles réunissaient volontiers des royalistes, de l'aveu même de l'*Espion constitutionnel* :

Voyez cette jolie femme, cette petite maîtresse dont l'oreille est agréablement chatouillée par l'épaulette de cet Adonis militaire. L'entendez-vous, cette femme d'émigré?... Le rideau est tiré,... la pudeur s'effarouche.

Entrez dans ce bal. — Qui le donne? — Un des expéditionnaires des malheureux débris de l'armée dite catholique. — Qui danse? — Des êtres criminels... qui n'entendent pas les ombres plaintives de leurs parents (88).

« Le dérèglement des mœurs », au dire de Bazin, était effrayant. Des femmes ne conservaient aucune retenue et presque aucun vêtement, si ce n'est le « tissu transparent et léger, plutôt fait pour orner leurs attraits que pour les dérober aux regards (89) ». Sans doute la plume du journaliste vise à l'effet plus qu'à l'exactitude, mais on retrouve les mêmes critiques dans les mémoires du chirurgien Boucher, dans les pièces statistiques de l'abbé Marchand et dans certains registres de délibérations (90). Les dossiers judiciaires ne contiennent guère de documents sur

(86) Ch. S., 24 pluviôse an V, 16 nivôse an VI.

(87) Ch. S., 28 nivôse an VI.

(88) *Espion constitutionnel*, 14 pluviôse an V.

(89) Ch. S., 16 thermidor an V; — *L'Abeille*, 4 et 8 prairial an VI.

(90) Boucher, ouvrage cité; — L'Hermitte, *Statistique de Rahay*, Révol. Sarthe, 1908; — Reg. délib. Ecommoy, 5 floréal an VI.

les affaires de mœurs, mais les hôpitaux recueillaient un grand nombre d'enfants abandonnés; le nombre des filles-mères augmentait: il y avait dans la Sarthe, à la fin du Directoire, 500 filles-mères nourrices (91). Les naissances hors mariage étaient de plus en plus fréquentes: 108 sur 706 en l'an IV, 181 sur 758 en l'an V, 270 sur 845 en l'an VI. Soit d'abord à peu près le septième, puis le quart, puis près du tiers du nombre total des naissances (92). Ces désordres étaient attribués par les contemporains à la misère, au goût de jouissance, au manque d'éducation religieuse de la jeunesse et au séjour des troupes.

En face des nouveaux riches se trouvaient les *nouveaux pauvres*: les rentiers surtout, les fonctionnaires, tous ceux qui n'avaient qu'un revenu fixe et servi par le Trésor. Après la banqueroute des deux-tiers, Le Maréchal, serviteur dévoué du régime, écrivait au commissaire central ces lignes amères:

Les nouvelles d'hier m'ont annoncé ma ruine complète, et comme pensionnaire et comme rentier de l'Etat. Trente ans d'économies, de travail et de privations viennent de m'être enlevés à l'âge de cinquante-huit ans, où les infirmités et la fatigue ont augmenté mes besoins (93).

Cet homme était commissaire cantonal, et son traitement ne lui était versé qu'après d'invraisemblables délais, comme celui de tous les fonctionnaires.

Les rentiers étaient officiellement considérés comme des indigents, qu'il s'agit d'établir les rôles d'emprunt forcé ou de faire des poursuites pour obtenir le paiement des contributions (94).

Enfin, il y avait toujours le très grand nombre de pauvres anciens, pauvres de tous les temps: chômeurs, malades, vieillards, infirmes et enfants. Il y avait de nombreux chômeurs, « les malheureux ne trouvent pas de journées », écrivait un commis-

(91) Auvray, *Statistique...*, p. 34.

(92) *Annuaire pour l'an VIII*, p. 140; — *Affiches du Mans*, 5 nivôse an VI.

(93) Arch. dép. Sarthe, L 242.

(94) Reg. correspondance du président de la municipalité de Château-du-Loir, 4 pluviôse an VII. Loi du 28 pluviôse an IV.

saire, en août 1799 (95). Le déclin des industries rurales entretenait le chômage. De sorte que les bandes de mendiants, honte et terreur du XVIII^e siècle, continuèrent d'errer dans les campagnes jusqu'aux premiers temps du Consulat : à Marolles, il passait jusqu'à 200 mendiants par jour pendant l'été 1799 (96) ; à Mamers il y avait 300 pauvres réduits à la mendicité (97) ; à Valennes, en l'an IX, on comptait 320 mendiants sur 1.040 habitants (98).

V. L'ASSISTANCE

La Révolution avait substitué « la bienfaisance publique » à l'ancienne charité : « L'assistance est un service national (99). » Mais ce service fonctionna lamentablement ! Les lois organisant l'assistance demeurèrent sans effet, tandis que celles qui ordonnèrent l'aliénation des biens des hôpitaux et autres établissements charitables, de messidor an II à fructidor an III (juin 1794 à juillet 1795) furent appliquées (100).

Au début du Directoire, la contradiction la plus fâcheuse apparut entre les principes et leur application. D'une part, il fallut suspendre les effets désastreux de la vente des biens appartenant aux hôpitaux : décrets du 9 fructidor an III (26 août 1795), du 2 brumaire (23 octobre 1795) et du 28 germinal an IV (17 mai 1796) (101). C'était revenir à l'ancienne organisation. D'autre part, les anciennes ressources n'étaient ni rétablies, ni remplacées. Le résultat fut la misère la plus effrayante (102).

Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de traiter intégralement la question de l'assistance pendant la période directoriale.

(95) Arch. dép. Sarthe, L 223, thermidor an VII.

(96) Reg. délib. Marolles, 25 thermidor an VII.

(97) Reg. correspondance Mamers, 27 brumaire an VII.

(98) L'Hermitte, article cité, p. 194.

(99) C. Bloch, *l'Assistance et l'Etat...*, p. 431.

(100) Le répertoire indispensable des documents relatifs à l'assistance publique est celui de C. Bloch : *Recueil des principaux textes législatifs et administratifs concernant l'assistance de 1789 à l'an VIII*.

(101) C. Bloch, *Recueil...*, pp. 421, 423 et 436.

(102) Mathiez, *le Directoire*, p. 88.

Cette étude mériterait une monographie distincte, qui devrait s'étendre sur toute la période révolutionnaire, car le régime directorial ne constitue pas une période particulière pour ces institutions : les divisions qui s'imposent vont de 1789 à 1793, de 1793 à vendémiaire an V (octobre 1796), et de cette date à l'an VIII (103). De plus, les archives hospitalières de la Sarthe ne sont pas toutes inventoriées, à beaucoup près (104). Il suffira donc de marquer les faits essentiels.

LES HOPITAUX SANS RESSOURCES

Les hospices et hôpitaux étaient nombreux dans la Sarthe. Il subsiste des documents concernant ceux de Ballon, Beaumont, Bessé, Château-du-Loir, Fresnay, La Chartre, La Ferté-Bernard, La Flèche, La Fresnaye, Le Lude, Le Mans, Mamers, Marolles, Pont-de-Gennes (ou Montfort), Précigné, Sablé, Saint-Calais, Sillé-le-Guillaume et Yvré (105). Tous n'avaient pas une égale importance : Bessé ne possédait qu'un « hospice à domicile », pourvu de quelque mobilier qu'on prêtait aux infirmes et malades (106). Il en était de même à Précigné (107) et à Beaumont (108). L'hôpital de Marolles ne comportait que deux chambres de malades : l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes; en septembre 1798, il n'y restait que « 6 lits, dont 3 en bon état ». Ce petit hôpital ne recevait pas les incurables, mais les assistait à domicile « en remèdes, pain, vin, viandes et autres secours (109) ». Par contre, l'hôpital de La Flèche comptait

(103) C. Bloch, *Recueil...*, p. 226.

(104) L'inventaire des archives hospitalières de Sablé fut publié en 1877; celui des archives hospitalières de Sillé-le-Guillaume, dressé par M. L'Hermitte, est sous presse; celui du Mans est actuellement préparé par M. de Berrenger.

(105) La *Statistique* d'Auvray indique en outre un hospice à Vibraye. Par contre, elle omet ceux de Beaumont, de Bessé, de La Fresnaye et de Précigné, c'est-à-dire ceux qui distribuaient seulement des secours à domicile. Cela fait donc 16 hospices. Elle signale, de plus, 28 établissements de charité, « soit pour l'instruction des pauvres, soit pour secours à domicile » (Auvray, *Statistique...*, pp. 75 et 76).

(106) Arch. dép. Sarthe, L 245, messidor an VI.

(107) Arch. dép. Sarthe, L 241, 1^{er} pluviôse an VI.

(108) Arch. dép. Sarthe, L 221, 30 ventôse an VI.

(109) Reg. correspondance Marolles, 5 fructidor an VI.

35 lits sous l'Ancien Régime; on y trouvait 44 malades en 1799. L'hospice civil du Mans groupait à la même époque 286 hommes, 184 femmes, vieillards ou infirmes, 137 malades, dont 64 hommes et 55 femmes, 24 épileptiques (110).

Les biens avaient été vendus en partie : à Marolles, on avait ainsi aliéné pour plus de 1.223 francs de revenu annuel et l'on ne disposait plus que de 879 francs fournis par des biens non aliénés (111). Au Mans, il ne restait que 65.000 francs de revenus, alors qu'on dépensait au moins 95.000 francs par an (112).

Le tableau suivant donne une idée des pertes subies (113) :

HOSPICES	REVENUS ANNUELS SUBSISTANT EN L'AN X	REVENUS PERDUS à cause des aliénations de biens
Le Mans.....	63.400 francs	6.502 francs
Mamers.....	647 —	7.500 —
La Flèche.....	2.225 —	7.120 —
Le Lude.....	1.590 —	3.488 —
Sablé.....	3.414 —	4.638 —
Saint-Calais.....	5.723 —	3.000 —
Montfort.....	2.340 —	1.883 —
Yvré.....	317 —	584 —

Les ressources avaient d'ailleurs été entamées par d'autres mesures. Au temps de l'effondrement des assignats, les débiteurs s'étaient empressés de rembourser le capital correspondant aux rentes qu'ils devaient servir (114). Certains hôpitaux avaient subi de ce fait des pertes très élevées : au Mans le revenu annuel avait diminué de 43.947 francs, à La Flèche de 6.824 francs, à Mamers de 3.544 francs, etc... (115). D'autres percevaient jadis des dîmes, comme celui de La Ferté-Bernard, ou recevaient le produit des

(110) Arch. dép. Sarthe, L 273, état du 23 nivôse an VI.

(111) Reg. corresp. Marolles, 5 fructidor an VI.

(112) Arch. dép. Sarthe, L 273, 23 nivôse an VI.

(113) Auvray, *Statistique...*, p. 75.

(114) Arch. dép. Sarthe, L 117, 21 brumaire an VI.

(115) Auvray, *Statistique...*, p. 75.

quêtes aux offices paroissiaux chaque dimanche, comme l'hospice de La Fresnaye. Tout cela avait disparu (116).

Ce fut donc la détresse : dès prairial an III (mai 1795), les administrateurs de l'hôpital de Sablé écrivaient que la « situation [était] désespérée (117) ». Le 18 pluviôse an IV (7 février 1796), ils décidaient de ne plus admettre « aucun nouveau malade ». La vie des hospitalisés reposait désormais « sur la bienfaisance et le crédit des approvisionneurs ». L'hospice de La Ferté-Bernard avait contracté pour plus de 83.000 francs de dettes en trois mois, pendant l'automne 1795. Il avait même emprunté 12.000 francs au receveur du district.

La nécessité était si grande que les remèdes faisaient défaut, aussi bien que la nourriture et les vêtements (118). Les administrateurs étaient désespérés, leurs appels se multipliaient en vain. Les uns démissionnèrent (119), les autres menacèrent de renvoyer une partie des malades ou des vieillards. Le 15 vendémiaire an IV (6 octobre 1795), les administrateurs de l'hôpital civil du Mans envisageaient le renvoi de « plus de 800 vieillards, femmes et enfants (120) ». Des secours en assignats furent parcimonieusement et tardivement accordés par le gouvernement. On vécut à la petite semaine.

Lorsque les ressources devenaient par trop insuffisantes, une partie des hospitalisés était évacuée : au Mans et à La Flèche, on renvoya les vieillards « les moins infirmes » et, des enfants, ceux qui avaient une famille. Ils vécurent, comme ils purent, des dons de personnes charitables (121).

(116) Liasse de correspondance. Lettre du 23 brumaire an IV (Arch. comm. La Ferté-Bernard).

(117) Chevrier, *les Archives de l'Hospice de Sablé*, p. 237.

(118) Reg. délib. Saint-Calais, 30 messidor an IV.

(119) A La Ferté-Bernard, reg. délib., 23 brumaire an IV; à Saint-Calais, reg. délib., messidor an IV; à Sablé, etc.

(120) Arch. dép. Sarthe, L 55.

(121) Arch. dép. Sarthe, L 283, vendémiaire an V. — Ces faits se vérifient dans toute la France (L. Lallemand, *la Révolution et les Pauvres*, notamment p. 171 et suivantes).

RÉORGANISATION FICTIVE EN L'AN V

Dès le début du Directoire, le gouvernement avait annoncé son intention de refondre les institutions d'assistance. Seuls, les hôpitaux des grandes communes, rassemblant habituellement au moins cinquante malades, seraient maintenus. Les vieillards seraient tous rassemblés dans un hospice départemental, les enfants abandonnés recevraient les soins de nourrices; les autres indigents seraient pourvus de travail où secourus à domicile (122). Ces projets furent lentement et imparfaitement réalisés. De plus le principe de l'assistance devoir national fut abandonné; l'ancien patrimoine des hôpitaux fut rétabli, en principe, par la loi du 16 vendémiaire an V (septembre 1796) (123).

Les clauses non pécuniaires purent être appliquées, mais l'impuissance du gouvernement se manifesta, une fois de plus, dès qu'il s'agit d'assurer des ressources. Les biens aliénés devaient être remplacés par d'autres de valeur équivalente, sur la proposition des administrations centrales. Celle de la Sarthe dressa un projet de répartition et le communiqua aux cantons aussi bien qu'au gouvernement (124). Plusieurs mois passèrent sans résultat. Le 6 germinal (26 mars 1797), puis le 3 messidor (21 juin), l'administration centrale prit sur elle de donner jouissance provisoire de quelques-uns de ces biens aux hôpitaux qui devaient les recevoir (125). Le gouvernement n'ayant rien fait pour réprouver cette initiative, et les mesures annoncées tardant toujours, le Département s'enhardit et prit des mesures d'ensemble pour attribuer des biens aux hôpitaux de Ballon, du Lude, de Mamers, du Mans, de Sablé et de Saint-Calais. Cette fois le gouvernement réagit : il révoqua les arrêtés départementaux (126) ! Les années passèrent; le 1^{er} prairial an VII (20 mai 1799), l'administration centrale déplorait l'inexécution des lois reconsti-

(122) Circulaire du 25 pluviôse an IV; — C. Bloch, *Recueil...*, p. 431.

(123) C. Bloch, *Recueil...*, p. 442.

(124) Arrêté du 9 floréal an V; — Reg. délib. Lude, 18 prairial an V.

(125) Arch. dép. Sarthe, L 116, f^o 186, Q 21/26; — Arrêté du 6 germinal an V.

(126) Arch. dép. Sarthe, L 117, f^{os} 123, 147, 160, 163, etc.

tuant les biens-fonds (127). Le Directoire tomba sans que rien eût été fait, et le préfet Auvray, en l'an X, renouvelait les mêmes plaintes et les mêmes regrets que l'administration centrale (128).

Comme bien on pense, la misère se fit sentir de plus en plus rudement dans les hôpitaux : « La maison est pour ainsi dire sans linge et sans provisions, l'apothicairerie sans remèdes et les bâtiments sans réparations », écrivait-on de Fresnay (129). Tout le monde se privait, les malades et leurs infirmières ne buvaient que de l'eau; certains jours, il fallait se passer de pain, et les administrateurs donnaient « de leur poche (130) ». Au moment où tout paraissait irrémédiablement perdu, un petit crédit était ouvert par le gouvernement, et les hospices avec leurs miséreux poursuivaient une existence incertaine et toujours menacée. Les doléances et les cris d'alarme n'ont pas cessé pendant tout le Directoire (131).

Quelques innovations heureuses se révélèrent, sur le moment, aussi inefficaces. Telle la création de la *taxe sur les spectacles*, décidée pour six mois par le décret du 7 frimaire an V (27 novembre 1796), et prolongée jusqu'à nos jours (132). Mais la Sarthe n'avait d'autre spectacle régulier que le théâtre du Mans, le rapport fut médiocre : 1.500 francs en l'an IX. Une autre loi fut prise, le 26 fructidor an VI (12 septembre 1798). Elle affectait aux hospices et aux enfants assistés « la moitié des sommes qui seront recouvrées, en principal seulement, sur la contribution personnelle, mobilière et somptuaire des années V et VI (133) ». Mais le ministre de l'Intérieur reconnut le 29 vendémiaire an VIII (21 octobre 1799) que « des circonstances impérieuses... [avaient] empêché l'exécution de cette loi (134) ».

Au début de l'an VII, on en revint à l'attribution des charges

(127) *Compte rendu de l'Administration centrale...*, p. 25.

(128) Auvray, *Statistique...*, p. 77.

(129) Correspondance, 23 messidor an V (Arch. comm. Fresnay).

(130) Arch. dép. Sarthe, L 242, 19 pluviôse an VI; — G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 350.

(131) Arch. dép. Sarthe, L 149 et L 150, *passim*.

(132) C. Bloch, *Recueil...*, p. 446.

(133) C. Bloch, *Recueil...*, p. 484.

(134) Circulaire du 29 vendémiaire an VIII (Arch. dép. Sarthe, L 55).

de l'assistance, sinon aux communes comme jadis, du moins aux cantons (135). On sait tous les inconvénients de ce système, le moins grave n'était pas le manque de ressources des municipalités. Le gouvernement n'en ignorait rien et il promettait que le Trésor public fournirait les fonds nécessaires pour l'an VII. Ainsi rien n'était changé.

PERSONNEL ET ADMINISTRATION DES HOPITAUX

Les hôpitaux étaient desservis par des religieuses. Mais les décrets du 25 messidor an III (13 juillet 1795) et du 14 fructidor an IV (31 août 1796) avaient préparé la laïcisation du personnel (136). Dans la plupart des hôpitaux de la Sarthe cette réforme ne fut pas appliquée, ou n'eut qu'une existence éphémère. Il était difficile de trouver des laïques expertes, disposées à fournir leur travail sans espoir de rémunération, sans être même nourries. Quelques essais furent tentés, ils donnèrent de mauvais résultats. Par exemple au Mans, où « la sortie de la plupart des ci-devant Sœurs a donné lieu à l'introduction d'abus et d'insubordination (137) ». Si les républicains se plaignaient du *fanatisme* des religieuses, ils étaient d'accord pour reconnaître leur dévouement et leur économie extrêmes. Ainsi Guittier décernait des louanges aux religieuses de Mamers : l'hôpital est « régi et gouverné par des femmes peu communes, très économes et d'une grande douceur et charité pour les pauvres (138) ».

Pendant la réaction thermidorienne, ou au début du Directoire, nombre de religieuses insermentées étaient revenues occuper leur poste, par exemple à l'hospice d'Yvré. Elles demeurèrent pendant l'an IV et l'an V, à titre individuel, comme spécifiait le ministre de l'Intérieur. Après le 18 fructidor, la tolérance continua : Guittier écrivait au commissaire central : « Les hospitalières sont fanatiques à l'extrême, peut-on les obliger à prêter le serment de haine ? » Le commissaire répondit qu'on ne le pouvait

(135) Loi du 11 frimaire an VIII; — C Bloch, *Recueil...*, pp. 418 et 442.

(136) C. Bloch, *Recueil...*, p. 442.

(137) Arch. dép. Sarthe, L 273. Etat du 23 nivôse an VI.

(138) Arch. dép. Sarthe, L 229, messidor an VI. De même à Marolles (Reg. corresp. 5 fructidor an VI).

pas, et les religieuses restèrent en place (139). Au Mans, l'un des plus « grands malheurs » pour l'hospice était « le trop petit nombre des citoyennes Sœurs », au dire de l'administration centrale (140).

La loi du 16 vendémiaire an V (7 octobre 1796) prescrivait l'institution, dans chaque canton, d'une commission de cinq membres, nommés par les administrations cantonales, pour administrer les hospices de la circonscription et remplacer les anciens bureaux d'administration de chaque hôpital (141). La mesure fut appliquée — elle ne déterminait aucune dépense — mais, comme il était difficile de trouver des gens capables de se dévouer dans une situation presque inextricable, le changement ne fut que formel : les anciens membres des bureaux devinrent membres de commission. Ils n'étaient pas toujours très patriotes, mais ils s'acquittaient bien de leur tâche.

L'ASSISTANCE EN DEHORS DES HOPITAUX

L'assistance devait encore s'exercer en faveur de catégories que n'intéressaient pas les hôpitaux : les indigents valides et les chômeurs, les victimes ou les héros de la Révolution et de la guerre. Une série de lois allouaient des secours aux familles de soldats, à leurs veuves et leurs orphelins, aux victimes de la guerre civile, aux réfugiés, aux invalides, etc..., aussi bien qu'aux familles nombreuses et aux enfants abandonnés. En fait, la plupart de ces bénéficiaires ne touchèrent pas les allocations promises, ou après des délais extraordinaires. Les plaintes affluaient, et l'administration centrale ne pouvait que déplorer le manque de crédits. Les ouvriers sans travail ne furent pas aidés. En somme, l'assistance ne fonctionna pas.

Le principal organisme prévu pour remplir ce rôle fut le *bureau de bienfaisance*, créé dans les municipalités urbaines ou cantonales par la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) (142).

(139) Arch. dép. Sarthe, L 229, 29 vendémiaire an VI.

(140) Arch. dép. Sarthe, L 149, f° 43.

(141) C. Bloch, *Recueil...*, p. 442.

(142) C. Bloch, *Recueil...*, p. 446.

Comme cette loi établissait en même temps la taxe sur les spectacles, on crut assez généralement que les communes pourvues d'un spectacle régulier devaient seules organiser un bureau de bienfaisance. C'était assez logique, puisque ces bureaux n'avaient pas d'autres ressources. Aussi bien cette institution ne joua presque aucun rôle dans la Sarthe sous le Directoire, la charité privée continua de tenir la première place (143).

La situation des *enfants abandonnés* ou des orphelins fut lamentable. En principe ces enfants étaient confiés à des nourrices, puis mis en pension chez des particuliers (144). Les frais incombait aux hospices du lieu. Or les hospices n'avaient pas d'argent, les nourrices ne furent pas payées.

L'hospice du Mans devait assurer la subsistance de 184 enfants abandonnés (145). C'était fort au-dessus de ses moyens; les nourrices, non rétribuées, rendirent les enfants, il fallut les confier à des personnes charitables. Le mal fut si général que le gouvernement intervint par la loi du 5 messidor an IV (23 juin 1796), qui fixait en grains l'indemnité allouée aux nourrices (146). Mais les grains ne furent pas mieux fournis que les assignats, et les nourrices continuèrent de refuser les enfants. A Château-du-Loir, on renvoyait ainsi des enfants dans leur famille, même si elle était incapable de les nourrir (147). De nouvelles mesures furent prises en l'an V pour y remédier, mais sans plus de succès (148). A La Flèche, les orphelins furent placés « chez les citoyens généreux de la commune et des environs (149) ». A Mamers, la municipalité se désolait :

Les enfants de la Patrie sont tout nus. Les nourrices n'en veulent plus, car elles ne sont pas payées. On n'a pas de quoi les vêtir, ni les nourrir quand ils grandissent (150).

(143) Lallemand, ouvrage cité, p. 245.

(144) C. Bloch, *Recueil...*, pp. 324 et 452.

(145) Arch. dép. Sarthe, L 273, 23 nivôse an VI.

(146) C. Bloch, *Recueil...*, pp. 438 et 439.

(147) Reg. délib. Château-du-Loir, 10 vendémiaire an V.

(148) Lois du 27 frimaire et arrêté du Directoire du 30 vendémiaire (C. Bloch, *Recueil...*, pp. 447 et 451).

(149) Arch. dép. Sarthe, L 264, germinal an VI.

(150) Reg. corresp. Mamers, 22 ventôse an VII.

En l'an VIII, la municipalité de La Ferté-Bernard décidait de ne plus admettre d'enfants naturels à l'hospice, faute de ressources (151). Comme on pouvait le craindre, nombre de ces petits malheureux moururent faute de soins (152).

LUXE ET MISÈRE

Cette juxtaposition du luxe et de la misère, de nouveaux riches et de nouveaux pauvres, d'enrichis au détriment de l'Etat et d'appauvris à cause de la ruine de l'Etat, caractérise cette époque. C'est l'un des aspects les plus connus et les plus pénibles du régime directorial. Il est aggravé encore par cette impuissance totale à remédier aux misères et par ce grand écart, à la fois ridicule et ironique, entre les projets et les réalisations. Sans doute, les causes de la misère et de la spéculation dépassaient largement les pouvoirs et la responsabilité des chefs du gouvernement; sans doute, les suites de la Révolution et de la guerre étaient inévitables; sans doute, les intentions que révèlent les textes étaient généralement excellentes. Il n'en reste pas moins que le gouvernement laissa les uns s'enrichir malhonnêtement à ses dépens, et abandonna les autres à leur sort. La législation elle-même marque un recul, une sorte de lassitude et d'égoïsme : la mission d'assistance est abandonnée par l'Etat qui la rend aux municipalités. Quant à l'action, elle fut nettement déficiente. Ce gouvernement qui sut recourir aux mesures d'exception pour trancher des difficultés politiques n'y recourut jamais pour venir en aide aux miséreux et aux déshérités. Lui qui se plaignait de l'apathie et de la lenteur des administrations locales, il les découragea, au contraire, et les désavoua, alors qu'elles agissaient pour assurer l'assistance. Le régime directorial fut favorable aux jouisseurs indéliçats et dur aux malheureux.

(151) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 29 pluviôse an VIII. De même à Ballon, dès l'an V (Arch. dép. Sarthe, L 96, f° 93).

(152) Arch. dép. Sarthe, L 264, germinal an VI. De même dans le reste du territoire (Lallemand, ouvrage cité, p. 245).

CHAPITRE XVIII

Les Etablissements d'Instruction L'Instruction primaire

- I. — **Les Ecoles primaires** : Les institutions ; l'enseignement ; la fréquentation scolaire.
- II. — **Les Ecoles Particulières** : Nombre ; personnel ; enseignement ; fréquentation ; instituteurs ambulants.
- III. — **La lutte contre les écoles particulières** : principes, fermeture des écoles.

Le régime directorial fut, au moins en ce qui concerne l'instruction publique, le régime des réalisations. Tour à tour la Constituante, la Législative et la Convention avaient abordé la question scolaire, entendu des rapports, approuvé successivement les projets de Talleyrand, de Condorcet et de Lakanal. Les principes avaient varié selon les circonstances, mais les réalisations demeuraient très imparfaites et très fragmentaires. Les anciens établissements avaient évolué ou même avaient disparu. Rien ne les remplaçait. Seule la loi du 29 frimaire an II (19 décembre 1793) avait ébauché une organisation nouvelle, mais elle ne concernait que les écoles primaires. Les lois fondamentales furent votées en l'an III, et leur existence fut sanctionnée par la Constitution, en même temps que la liberté de l'enseignement.

Tour à tour, le 27 brumaire (17 novembre 1794) et le 7 ventôse (25 février 1795), les deux degrés essentiels de l'enseignement étaient dotés de leur charte.

Ces deux lois fondaient les *écoles primaires* et les *écoles centrales*. Sans doute ces textes n'étaient ni définitifs, ni coor-

donnés. C'est ce qui explique la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795). Cette fois, il s'agissait d'un ensemble : écoles primaires, écoles centrales, écoles spéciales, Institut national, tout était codifié. Le recrutement, les ressources, les programmes, en somme la vie scolaire tout entière, recevaient une impulsion décisive.

On peut reprocher à cette législation de manquer de générosité à l'égard des écoles et des élèves. On peut encore noter le trop grand écart entre le niveau des études primaires et celui des écoles centrales. On peut regretter aussi que le principe de l'obligation scolaire n'ait pas été posé... Du moins doit-on reconnaître qu'elle détermina la première création d'ensemble, ce qui est capital.

Il se trouve que le département de la Sarthe, en dépit de circonstances politiques vraiment défavorables, offre un exemple remarquable de ces réalisations : nombreuses écoles primaires, école centrale assez complète et pourvue de quelques professeurs remarquables. D'autre part, les écoles particulières y furent nombreuses et très fréquentées : écoles primaires dans tous les cantons, collège à La Flèche. De sorte que le département de la Sarthe présente une image des divers établissements d'instruction et montre à la fois leur succès inégal et leur concurrence.

I. LES ECOLES PRIMAIRES

Les Sarthois avaient manifesté, dès les premiers projets de réforme, le vœu d'une amélioration de l'enseignement primaire. Les cahiers des paroisses et ceux du clergé avaient exprimé le désir de posséder des écoles plus nombreuses et mieux organisées. Assurément, le département n'en était pas dépourvu, mais, « faute de plan d'ensemble, peut-être aussi de principes directeurs assez nets, les tentatives généreuses n'avaient donné que des résultats médiocres, en tout cas sans cohésion (1) ».

(1) M. Giraud, ouvrage cité, p. 155. — Les écoles d'Ancien Régime ont été signalées par Bellée : *Recherches sur l'Instruction publique dans la Sarthe, avant et pendant la Révolution*. Mais cette publication est très insuf-

Pendant plusieurs années, l'insuffisance de ces institutions n'avait fait que s'aggraver en raison de la crise révolutionnaire. Il fallut attendre jusqu'au 19 décembre 1793 la création d'un système organique et général. A cette date, le principe fut posé d'un enseignement primaire national, obligatoire et civique. Les instituteurs, payés par l'Etat, étaient nommés et surveillés par les municipalités. Les écoles libres étaient intégrées dans cet organisme (2).

Contrairement à ce que l'on a cru parfois, cette loi fut appliquée dans une large mesure, par exemple dans le département de Maine-et-Loire (3). Nous n'avons pu dresser le tableau des écoles créées dans la Sarthe à cette époque, mais il est certain que plusieurs furent ouvertes : à Verron, par exemple, un instituteur fut installé le 10 prairial an II (4).

En novembre 1794, Lakanal fit adopter un nouveau système d'écoles primaires : ce fut la loi du 27 brumaire an III. Les programmes étaient élargis, les instituteurs, recrutés par un jury, devaient subir un examen. Mais l'obligation scolaire était abrogée et les écoles particulières recouvraient leur liberté (5).

Cette loi reçut aussi un commencement d'application. Dans le district de La Flèche, un jury fut constitué : il nomma divers instituteurs et institutrices. Mais la suppression du principe d'une école par commune aboutit à de singuliers résultats : Verron et Saint-Germain-du-Val furent pourvus solidairement d'un instituteur et d'une institutrice, qui devaient résider tour à tour pendant six mois dans chacune de ces communes (6). Dès cette

fisante, et on en a signalé les lacunes : Robert, *l'Instruction au XVIII^e siècle dans les anciennes paroisses de la circonscription d'instruction primaire de Sillé-le-Guillaume*.

(2) Guillaume, ouvrage cité, t. II, p. 150 et suivantes; Sagnac, la *Législation civile de la Révolution française*, p. 307.

(3) Bois, ouvrage cité, 2^e partie, chap. 1.

(4) Arch. comm. Verron, Reg. délib.

(5) Guillaume, ouvrage cité, t. V, pp. 126, 143 à 178, 224 à 237.

(6) Arch. comm. Verron, Reg. délib., 25 ventôse an III. — Le jury fléchois nomma plusieurs instituteurs et quatre institutrices pour la ville (Reg. arrêtés, Arch. comm. La Flèche, 8 germinal an III, 14 vendémiaire et 15 prairial an IV). Il y eut aussi des nominations à Château-du-Loir (Reg. délib. brumaire an IV); à Bonnétable (Reg. délib., 5 prairial an IV); au Lude : deux instituteurs et deux institutrices (Reg. délib., germinal à fructidor an III).

époque, les instituteurs privés reprirent une grande importance (7). Cette loi fut trop rapidement remplacée pour avoir eu beaucoup d'effets. Le fait capital fut le vote de la loi du 3 brumaire an IV.

Dans le nouveau système, l'Etat ne joue qu'un rôle réduit. Il ne paie plus les instituteurs, il ne les nomme pas non plus, il n'exerce qu'un contrôle éloigné. Les écoles primaires sont cantonales, de même que les écoles centrales sont départementales. Il doit y avoir une ou plusieurs écoles primaires par canton, prétention vague et modeste. Les municipalités présentent les candidats, surveillent les instituteurs et inspectent les écoles. L'administration centrale organise les jurys, nomme et destitue les maîtres, fixe l'indemnité de logement et la rétribution scolaire que doivent les familles. Le programme d'enseignement était réduit : lecture, écriture et calcul. C'était creuser, du même coup, un abîme entre écoles primaires et centrales. Seul subsistait le caractère républicain, marqué à la fois par l'obligation d'employer les livres officiels et d'enseigner les « éléments de la morale républicaine (8) ». Les écoles particulières s'organisaient librement, à la condition de se soumettre aux lois, d'utiliser les livres officiels et de rester sous la surveillance des municipalités.

LES INSTITUTEURS : RECRUTEMENT

Pour « former la génération naissante à la pratique des vertus sociales et républicaines », les autorités constituées recherchèrent des instituteurs qui sussent « bien lire, passablement écrire, et au moins les quatre premières règles d'arithmétique », mais surtout qui fussent moralement irréprochables : « Des mœurs et encore des mœurs... Si l'instituteur est moral, eût-il moins de talents, il fera le bien (9). » On cherchait, en somme, de braves gens, point

(7) Reg. délib. Mayet, 13 nivôse an IV.

(8) Constitution, titre X, *Instruction publique*; — Guillaume, ouvrage cité, t. VI, p. 369.

(9) Adresse de l'administration centrale, *Affiches du Mans*, 20 germinal an IV.

trop ignorants et bien disposés pour le nouveau régime. On en trouva, non sans peine.

Le Département avait établi quatre arrondissements scolaires : ceux du Mans, de Saint-Calais, de La Flèche et de Mamers ; chacun d'eux était dirigé par un jury composé de trois membres, bourgeois cultivés ou petits fonctionnaires. Ils furent invités à commencer leurs travaux aux premiers jours de germinal (fin mars 1796) (10).

Les jurys demandèrent aux municipalités de leur indiquer le nombre d'écoles qu'elles désiraient ouvrir, et les candidats instituteurs qu'elles proposaient. Les municipalités réclamèrent beaucoup d'écoles : à Marolles, par exemple, canton réactionnaire, on demandait cinq instituteurs et cinq institutrices pour six communes (11). Mais le nombre des candidats était souvent inférieur à celui des écoles (12). Les examens éliminèrent cependant quelques postulants vraiment trop faibles. Les autres furent nommés, par fournées, dans le second semestre de l'an IV.

L'arrondissement du Mans fut pourvu de quinze instituteurs et de quatorze institutrices, le 7 messidor (25 juin 1796). Celui de La Flèche reçut trente-quatre instituteurs en trois promotions : floréal, messidor et fructidor (mai, juillet et septembre), mais il n'eut que deux institutrices. A Saint-Calais, on nomma, en fructidor (septembre), vingt instituteurs et huit institutrices. Enfin, à Mamers, les nominations furent plus tardives mais plus nombreuses : trente-trois instituteurs et huit institutrices désignés au début de l'an V (octobre 1796) (13).

Ce premier ensemble fut complété au gré des circonstances. Il y eut environ trente-quatre nominations, surtout d'instituteurs, au cours de l'an V ; à la fin de l'année scolaire de 1797, il y avait au moins cent quarante instituteurs et quarante institutrices pri-

(10) Arch. dép. Sarthe, L 95, f° 45.

(11) Reg. délib. Marolles, 6 prairial an IV. — A Bessé, on prévît 6 instituteurs et 6 institutrices pour 8 communes (Reg. délib., 10 prairial). A Saint-Calais, 5 écoles pour 10 communes (Reg. délib., 5 fructidor).

(12) Reg. corresp. du président de la municipalité de Château-du-Loir, 26 thermidor.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 95 et L 96.

maires dans le département, soit une moyenne de trois à quatre instituteurs ou institutrices par canton.

Les nominations se poursuivirent lentement pendant l'an VI et l'an VII; elles s'élevèrent à une quarantaine d'instituteurs et une dizaine d'institutrices, ce qui forma un corps d'environ deux cent trente maîtres pour quatre cent vingt-quatre communes. Ce résultat est remarquable si l'on tient compte des circonstances politiques et si l'on note que dans le département de Maine-et-Loire, beaucoup plus grand, il n'y eut que quatre-vingt-une nominations, dont treize seulement pour les institutrices (14).

La répartition des écoles primaires correspond à peu près à la carte politique : peu d'écoles dans le Sud-Ouest, les cantons très peuplés de la Champagne du Maine en avaient un très petit nombre, il n'y en avait aucune, en l'an VI, dans les cantons de La Suze et de Fresnay, une seule dans celui de La Bazoge (15). Par contre, l'Est du département, surtout l'arrondissement de Mamers, était abondamment pourvu. Dans l'arrondissement de Saint-Calais, pour huit communes, il y avait huit écoles en l'an VII (16). Cependant, à la même époque, il n'y avait pas une école primaire dans le canton de La Ferté-Bernard (17).

VALEUR DES INSTITUTEURS

On comptait probablement renouveler l'enseignement grâce à des cadres nouveaux. Rien ne fut moins près de la réalité : sur trente-deux nominations prononcées par le jury de La Flèche, seize concernaient d'anciens instituteurs, les seize autres dési-

(14) Bois, ouvrage cité, p. 300. — On objectera qu'il y eut des démissions. Mais plusieurs nominations indiquées seulement par les archives cantonales ne sont pas comptées dans le total ci-dessus. Dans le Jura, pour 14 cantons, il n'y avait que 41 instituteurs (Libois, *Instruction primaire...*, p. 65). Dans l'Aude, pour 406 communes, il y eut de 104 à 173 écoles (an IV, puis an VI) (C. Bloch, *l'Instruction publique dans l'Aude pendant la Révolution*).

(15) Reg. délib. La Suze, 1^{er} pluviôse an VI; La Bazoge, 23 brumaire an VI; — Arch. dép. Sarthe, L 227, 1^{er} pluviôse an VI.

(16) Reg. délib., 29 floréal an VII.

(17) Reg. délib., 19 brumaire et 20 thermidor an VII.

gnaient des prêtres constitutionnels ou laïcisés (18). Dans tous les cantons, on prit aussi un grand nombre de prêtres. C'étaient souvent les meilleurs instituteurs. Tant d'autres savaient à peine lire et écrire! Ils étaient comme Simon Monthulé qui, mis en demeure de lire une lettre, répondit aux membres de la municipalité « qu'il saurait bien lire la lettre, s'il l'avait étudiée (19) ». Combien avaient de bons principes républicains pour tout bagage! Les plaintes des commissaires cantonaux, voire des plus patriotes, même *exclusifs*, sont presque unanimes. Cela donne du poids aux critiques acerbes du Conseil général proclamant, en l'an VIII, que les instituteurs étaient incapables et ignorants; et aux dires du préfet écrivant que les instituteurs n'ont « aucune espèce de talent (20) ». Un nouvel examen fut imposé aux instituteurs en l'an IX : il eût fallu en remplacer plus qu'on n'aurait pu en conserver (21). Comme il n'y avait pas beaucoup de candidats, on dut se montrer indulgent (22).

L'ignorance n'était pas leur seul, ni même leur plus grave défaut. Certains étaient peu exacts et ne s'occupaient guère de leurs fonctions; ils exerçaient d'autres professions, tel celui de Chenu, qui était sacristain à Saint-Germain où il habitait (23). Quelques-uns même avaient une conduite relâchée ou dissolue; le préfet et le Conseil général ont condamné l'« immoralité » de

(18) Mêmes faits dans l'Aude (C. Bloch, article cité, p. 49) et dans le Puy-de-Dôme (M. Schnerb, *l'Enseignement primaire dans le Puy-de-Dôme pendant la Révolution*. Ann. Révol., 1935, p. 109).

(19) Reg. délib. La Fresnaye, 20 germinal an VI. — Mêmes faits dans le Jura, l'Aude, le Puy-de-Dôme (Libois, p. 44; C. Bloch, p. 57; M. Schnerb, p. 110).

(20) *Observations du Conseil général* (Arch. nat., F I C V, Sarthe, 1); — Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur (Arch. nat., F I C III, Sarthe, 6). — Parmi les plaintes des commissaires cantonaux on peut remarquer principalement celles du commissaire du Lude (Arch. dép. Sarthe, L 238, 29 pluviôse an VI), de Château-du-Loir (L 250, thermidor an VI), de Tuffé (L 233, fructidor an VI), de Chahaigne (L 248, brumaire an VII), du Mans *extra-muros* (L 214, messidor an VI), de Loué (L 213, messidor an VI), de Sillé (L 217, 2 pluviôse an VI), etc. Il n'y a que le commissaire de La Flèche (*extra-muros*) qui ait rencontré de bons instituteurs (Reg. délib., ventôse et floréal an VI).

(21) Arch. dép. Sarthe, T 49-1.

(22) Lettres des sous-préfets de La Flèche et de Saint-Calais, nivôse an X (Arch. dép. Sarthe, T 40-1).

(23) Reg. délib. Vaas, 10 prairial an VI.

maîtres indignes de la confiance. Ce n'était pas là clause de style, car le jury primaire du Mans crut devoir se justifier (24).

Du moins la plupart étaient républicains. D'ailleurs, ils devaient s'engager à « n'inspirer à leurs élèves que des sentiments républicains... et de la reconnaissance pour les fondateurs de la République (25) ». Ils devaient aussi prêter, en tant que fonctionnaires publics, le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. Enfin, ils furent étroitement surveillés, surtout après le 18 fructidor. L'administration centrale, selon les ordres émanés du gouvernement, enjoignit à diverses reprises, notamment le 7 vendémiaire an VI (28 septembre 1797), d'inspecter les écoles (26). Des sermons furent faites à des instituteurs tièdes, d'autres furent révoqués pour incivisme, tous enfin durent se résoudre à fixer les vacances selon le calendrier républicain et à employer les livres officiels. Bon gré mal gré, au cours de la dictature directoriale, les écoles durent devenir des foyers de propagande républicaine. Les instituteurs inexacts aux fêtes nationales furent dénoncés au ministre (27).

RESSOURCES DES INSTITUTEURS

Le peu d'empressement à remplir ces fonctions et la médiocrité de ceux qui en furent chargés s'expliquent aisément par la condition misérable qui leur était réservée. Le plus clair de leurs ressources était le logement assuré par la loi : les instituteurs devaient occuper les presbytères. Si du moins cet avantage leur avait été réellement concédé, beaucoup se seraient estimés heureux ! Mais les correspondances et les registres des cantons sont remplis de chicanes à ce propos : les municipalités mirent une

(24) Rapport du préfet (Arch. nat., F I C III, Sarthe, 6); — *Observations du Conseil général* (Arch. nat., F I C V Sarthe, 1); — *Justification du jury primaire* (Arch. dép. Sarthe, T 40-1); — *Plaintes des commissaires de Mayet, Sablé, Précigné et Pontvallain* (Arch. dép. Sarthe, L 242, L 244, L 243; Reg. délib. Mayet, 17 thermidor an VI).

(25) Formule du serment prononcé par les instituteurs à la fête du 10 août.

(26) Circulaire du 7 vendémiaire an VI.

(27) Des révocations ou des démissions furent provoquées dans les cantons de Brûlon (Arch. dép. Sarthe, L 235, 3 germinal an VI), de Mayet (Reg. délib., 17 thermidor an VI).

évidente mauvaise volonté à donner le presbytère, où elles s'étaient généralement installées. A force d'inertie, beaucoup d'entre elles n'en avaient pas encore accordé la jouissance lorsque le 18 brumaire arriva. A défaut du presbytère, les cantons auraient dû allouer une indemnité, mais ils firent toutes sortes de difficultés et fixèrent les indemnités à un taux dérisoire. L'administration centrale, au début, ne remplit pas son devoir : les municipalités ont le droit de disposer des presbytères, écrivait-elle, « en réservant, *s'il est possible*, un logement pour l'instituteur », ou, mieux encore, « en réservant une petite place pour l'instituteur (28) ».

Ainsi s'implantèrent divers abus que l'on réprima difficilement plus tard. On constatait, en floréal an VII (avril 1799), que depuis le début du nouveau régime « très peu d'instituteurs avaient reçu les indemnités auxquelles ils avaient droit (29) ».

Si maigre que fût l'indemnité, si mal entretenu que fût le presbytère, de pauvres gens s'efforçaient de se faire nommer instituteurs pour être logés. On vit des prêtres constitutionnels postuler ces emplois pour occuper le presbytère. Parfois ils n'eurent pas même un élève, tel celui de Sainte-Colombe, près La Flèche. Ils étaient instituteurs « pour la forme (30) ».

La loi avait prévu une « rétribution scolaire », dont le montant était fixé par la municipalité. Il ne fallait pas compter sur elle pour nourrir une famille : les municipalités étaient chiches, de plus le quart des élèves pouvaient être exonérés. Dans les cantons ruraux, on allouait soixante-quinze centimes par mois « pour apprendre à lire », et un franc « pour apprendre à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale », alors que le secrétaire de la municipalité touchait mille francs par an (31).

(28) Arch. dép. Sarthe, L 157, f^{os} 1 et 8. — Mêmes faits dans le Jura (Libois, article cité, p. 41) ; le Puy-de-Dôme (M. Schnerb, article cité, pp. 117 et 126) ; la Haute-Garonne (Lamouzèze, *Révol. franç.*, t. XLVI, p. 168).

(29) Arch. dép. Sarthe, L 149, 6 floréal an VII.

(30) Arch. dép. Sarthe, Reg. délib. La Flèche et T 40/1 ; — Lettre du sous-préfet de La Flèche, 12 nivôse an X. — Mêmes faits dans l'Aude (C. Bloch, article cité, p. 55).

(31) Reg. délib. Marolles. — A Malicorne, les tarifs étaient encore plus faibles : 10 et 15 sous (Arch. dép. Sarthe, L 239, pluviôse an VI).

Ces taux ridicules subsistèrent en dépit de l'arrêt³² départemental qui établit un minimum d'une livre pour les instituteurs de campagne et de trente sols pour ceux des villes et gros bourgs (32). Le paiement était assez aléatoire. Il fallait que les instituteurs fussent en bons termes avec les parents de leurs élèves, ils avaient intérêt à se rendre populaires. Aussi quelques-uns se montrèrent-ils attachés aux usages catholiques pour avoir plus d'élèves (33). L'administration ne s'y prêta pas, et les instituteurs furent misérables. Toutes les autorités reconnurent que les maîtres d'école ne pouvaient pas vivre de leur métier.

Ils se débrouillèrent de leur mieux, faisant divers petits travaux, briguant les fonctions de secrétaire des municipalités cantonales, recherchant les plus modestes emplois régulièrement payés.

L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement que donnaient ces pauvres gens était généralement très faible : « Le maître suit ordinairement son ancienne routine (34). » Comme le remarquaient plusieurs commissaires, il eût fallu des instituteurs mieux préparés, mieux payés et mieux inspectés. Cependant, il y avait un certain nombre d'excellents maîtres d'école, appréciés, assez attachés à leurs fonctions pour refuser de les abandonner et groupant un assez grand nombre d'élèves : Rocher à La Bazoge, Chéramy à Saint-Maixent, Bourgoïn à Saint-Germain, entre autres.

L'usage des livres officiels était obligatoire. En fait, la plupart des instituteurs ne s'y plièrent pas. Les parents refusaient de les acheter, plus encore par défiance que par avarice. Au surplus, le fait éte compréhensible, beaucoup de parents étaient choqués par la désinvolture du *Catéchisme* de La Chabeaussière, qui déclarait :

(32) Arrêté du 28 frimaire an V (Arch. dép. Sarthe, L 96, p. 57).

(33) Par exemple à Loué (Arch. dép. Sarthe, L 213, thermidor an VI). Le fait est général d'après le Département (Arch. dép. Sarthe, L 99, f° 187). Il fut aussi signalé à maintes reprises par le commissaire central de Blois (Arch. nat., F I C III, Loir-et-Cher, 8).

(34) Arch. dép. Sarthe, L 234, pluviôse an VI. — Mêmes faits dans divers cantons : Bourg-la-Loi, Loué, Vivoin, Beaumont, Le Lude, par exemple.

Qu'est-ce que l'âme?

— Je n'en sais rien.

Qu'est-ce que Dieu?

— Je ne sais ce qu'il est (35).

Qu'aurait-on dit si l'ouvrage avait affirmé, comme le *Traité élémentaire de morale* qu'on envoya dans les écoles centrales : « Il est vraisemblable que l'âme n'est autre chose que la réunion des cinq sens », et qu'« on peut être vertueux sans croire à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme (36) »?

Cette question de la *doctrine* qui devait inspirer l'enseignement public était la plus difficile à résoudre. Leclerc s'y essaya sans succès et dut constater qu'« il y avait une sorte d'antagonisme entre les doctrines enseignées par les religions révélées, et celle qui devait constituer la moelle de l'instruction républicaine, sous peine de lui ôter toute raison d'être (37) ». La plupart des instituteurs n'enseignèrent que très discrètement cette doctrine, mais cela suffit pour leur aliéner les parents et faire le vide dans les écoles.

LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

L'obligation scolaire n'existait pas, les écoles libres subsistaient, les instituteurs publics n'avaient ni valeur, ni prestige, et étaient souvent considérés comme trop républicains. On ne doit donc pas s'étonner du faible nombre des élèves dans les écoles primaires. Au Mans, les écoles de garçons et de filles groupaient quatre-vingt-sept enfants (38). Dans un grand nombre de cantons les écoles furent à peu près désertes : certains instituteurs n'avaient pas un élève, d'autres faisaient la classe à leur famille, comme celui de La Fresnaye qui, sur huit élèves, avait ses sept enfants. Naturellement, ce discrédit fut plus ou moins marqué,

(35) La Chabeaussière, *Catéchisme français*, articles 3 et 6.

(36) *Traité élémentaire de morale*, par Gérusez, employé au Ministère de l'Intérieur, pp. 12 et 108. — L'absence des livres officiels a été constatée dans le Puy-de-Dôme (M. Schnerb, article cité, p. 120) et dans le Jura (Libois, article cité, p. 49).

(37) Mathiez, *la Théophilanthropie...*, p. 163.

(38) Arch. dép. Sarthe, I. 273, 23 nivôse an VI.

selon les tendances politiques des cantons : il était très accentué dans l'Ouest du département, vers Conlie, Bourg-la-Loi, Loué, Parcé, Chahaigne, Précigné. Dans les autres cantons, les écoles réunissaient de quinze à trente élèves, suivant la population, surtout dans les chefs-lieux (39).

Le nombre des enfants baissa brusquement quand la propagande civique fut intensifiée, en l'an VI. Les commissaires avaient imposé la présence aux fêtes décadaires et l'usage des livres républicains; aussitôt « les écoles sont devenues désertes, les pères et mères ne veulent pas que leurs enfants les fréquentent davantage (40) ».

De toutes parts, on signalait l'importance de la question religieuse : il fallait choisir entre n'avoir pas d'élèves ou renoncer à l'enseignement civique. « Tant que les campagnes seront aussi étroitement religieuses qu'elles le paraissent, les instituteurs actuels y resteront les bras croisés (41). » C'est ce qui arriva : le commissaire central constatait, en l'an VII, que « l'instruction est toujours dans un état de nullité effrayant ». Son collègue de Blois faisait la même remarque; les professeurs de l'Ecole centrale déclaraient, en l'an VIII, que « l'instruction primaire [était] absolument nulle depuis plusieurs années dans la majeure partie des campagnes »; et la Commission des Arts du Mans estimait que deux dixièmes des paysans savaient lire, et deux cinquièmes seulement savaient écrire (42).

L'enseignement primaire, si demandé, si rapidement organisé dans le département, avait fait faillite. Les causes de cet échec étaient nombreuses, mais elles eussent été surmontées si la politique directoriale ne s'était montrée aussi intransigeante et aussi faible. Intransigeante dans l'usage obligatoire d'un calendrier et

(39) Le petit nombre des élèves a été observé dans le Jura (Libois, article cité, p. 49) et le Puy-de-Dôme (M. Schnerb, article cité, p. 121).

(40) Arch. dép. Sarthe, L 215, 10 ventôse an VI.

(41) Arch. dép. Sarthe, L 213, messidor an VI.

(42) Lettre du commissaire central (Arch. dép. Sarthe, L 383); — Lettre du commissaire de Loir-et-Cher (Arch. nat., FIC III, Loir-et-Cher, 8); — *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 160; — Procès-verbaux de la Commission des Arts du Mans, p. 213 (Arch. Soc. Ag. Sc. A.).

de livres qui étaient des instruments de lutte contre le catholicisme, dans l'assistance à des fêtes qui étaient des réunions politiques et antireligieuses. Faible en créant un enseignement à qui elle ne sut fournir ni maîtres, ni ressources, ni élèves. Comme on l'a noté à propos d'un département voisin, la cause essentielle de l'insuccès fut la question religieuse, Fourcroy le proclama en l'an IX (43). Cette faillite fut d'autant plus grave que les écoles particulières furent également emportées dans la débâcle : le gouvernement, incapable de faire venir les enfants dans ses écoles, décida de fermer celles qui lui faisaient concurrence. C'est ce qui advint en l'an VI et surtout en l'an VII; il y eut une violente crise de l'école libre.

II. LES ÉCOLES PARTICULIÈRES

Plus d'un instituteur d'Ancien Régime continua pendant toute la Révolution, de façon plus ou moins clandestine, plus ou moins tolérée, de dispenser l'enseignement traditionnel. L'étude déjà citée sur l'arrondissement scolaire de Sillé-le-Guillaume en signale plusieurs : à Beaumont et à Fresnay par exemple, où les religieuses sont sécularisées, à Coulans, à Longnes, à Sillé, à Vallon, à Fyé, à Courceboeufs. Les administrateurs se plaignirent à maintes reprises du grand nombre des écoles particulières. Pas un canton qui en fût absolument dépourvu; par contre, plusieurs en avaient dans toutes leurs communes, ou presque : ceux d'Assé-le-Boisne, de La Bazoge, de Fresnay, de Loué, de Marolles et de Vivoin par exemple, c'est-à-dire l'Ouest du département. Dans ce cas, il n'y avait pas d'école publique. Les écoles de filles étaient les plus nombreuses : il y en eut jusqu'à sept dans une localité comme Bonnétable. Il reste les traces de cent soixante-cinq instituteurs ou institutrices particulières pour quarante-trois cantons. A coup sûr, il y en avait davantage, car les commissaires se plai-

(43) Bois, ouvrage cité, p. 313; — Fourcroy, rapport du 5 nivôse an IX, publié par Rocquain, *l'Etat de la France au 18 brumaire*, p. 153.

gnirent souvent que les écoles libres fussent plus nombreuses que les écoles publiques (44).

Les instituteurs étaient, ou bien des maîtres d'école d'Ancien Régime, ou des prêtres, tantôt réfractaires, tantôt constitutionnels, ou des instituteurs improvisés. A Sablé par exemple les instituteurs étaient respectivement ex-feudiste, ex-gabelou, ex-commis aux aides, et enfin secrétaire de la municipalité. Les institutrices étaient, en majorité, des religieuses laïcisées, mais il s'y joignit de pauvres femmes ne sachant comment gagner leur vie. Leur valeur pédagogique était très inégale : la signature de quelques-uns de ces instituteurs est absolument informe, et il s'en trouva même qui ne surent pas signer, au moins deux à Bonnétable (45). Mais les commissaires reconnurent que beaucoup d'autres avaient « beaucoup de talents et enseignaient parfaitement (46) ». Le cas le plus fréquent semble avoir été celui d'un maître habitué à faire apprendre le catéchisme, l'alphabet et les rudiments de la lecture et de l'écriture.

La grande majorité devaient particulièrement dispenser l'instruction religieuse : ils furent traités de fanatiques par la plupart des commissaires. Certains furent taxés de royalisme, mais il suffisait pour cela qu'ils eussent refusé d'assister aux fêtes décadaires. Cependant, il y eut des instituteurs libres vraiment patriotes : à Nogent-le-Bernard, à Mamers, à Brûlon, à Epineu, au Mans, à Château-du-Loir, à Chantenay, à La Fresnaye, à Saint-Calais, à Saint-Paterne, à Sablé et Saint-Cosme, notamment plusieurs officiers réformés. Un certain nombre furent ensuite nommés instituteurs primaires, ainsi à Rouez ou au Grand-Lucé. Cela donne l'impression qu'il y avait à peu près un instituteur patriote par chef-lieu de canton, pour recueillir la clientèle des

(44) Dans l'Aude, il y avait 172 écoles privées et 171 écoles publiques (C. Bloch, article cité, p. 60).

(45) Reg. délib. Bonnétable, 10 vendémiaire an VI. — Les instituteurs sont médiocres ou incapables à Fresnay (Arch. dép. Sarthe, L 227), à La Suze (L 218), au Mans *extra-muros* (L 214), à Vallon (L 219), à Précigné (L 247).

(46) Par exemple à Conlie (Arch. dép. Sarthe, L 209), à La Flèche (L 237), à Saint-Calais.

républicains du lieu lorsque l'instituteur public ne leur donnait pas satisfaction (47).

Ces écoles étaient très fréquentées, au dire des commissaires, surtout à partir de l'an VI, quand les écoles publiques furent astreintes à l'usage des livres officiels et du calendrier décadaire. A Sillé, par exemple, trois instituteurs libres groupaient cinquante-sept garçons, l'instituteur public en avait onze; et deux institutrices libres rassemblaient trente-six élèves, l'institutrice primaire en avait quatre. Parfois la valeur des maîtres attirait tous les enfants : à Sainte-Colombe, par exemple, et à Saint-Calais les écoles libres étaient fréquentées par les enfants des patriotes aussi bien que par les autres.

Enfin certaines familles avaient non pas des précepteurs, mais des *instituteurs ambulants*. C'était un de ces métiers pittoresques qui existaient sous l'Ancien Régime. Ainsi Jacques Douet vint déclarer à la municipalité de Soulligné-sous-Ballon qu'il était « maître d'école volontaire, se transportant dans l'intérieur des maisons afin d'instruire les enfants une partie de l'année (48) ». A Mamers, sur cinq instituteurs particuliers, en l'an VI, trois étaient ambulants. On en signala dans une quinzaine de cantons (49).

III. LA LUTTE CONTRE LES ÉCOLES PARTICULIÈRES

PRINCIPES

La lutte contre les écoles privées fut annoncée au lendemain du coup d'Etat. La proclamation du Directoire faisait savoir, dès le 23 fructidor (9 septembre), que, dans une République, « l'enseignement particulier s'accorde toujours avec l'enseignement pu-

(47) Reg. délib. et corresp. des cantons, surtout ans VI et VII; — Exemple d'instituteur particulier patriote (C. Bloch, article cité, p. 57).

(48) Robert, ouvrage cité, p. 94. L'auteur cite plusieurs exemples.

(49) Mamers (Arch. dép. Sarthe, L 229, pluviose an VI). — Nous avons trouvé trace d'instituteurs ambulants dans les cantons de Ballon, La Bazoge, Bonnétable, Bourg-la-Loi, Conlie, La Chartre, La Ferté-Bernard, Fresnay, Loué, Précigné, Sablé, Saint-Cosme, Tuffé et Vivoin. Les études locales précédemment citées ignorent ce type d'instituteurs.

blic... L'un et l'autre sont surveillés par l'œil des magistrats ». A plusieurs reprises, les représentants dénoncèrent les instituteurs réactionnaires et demandèrent des poursuites contre eux. Tour à tour Chazal, Garnier de Saintes et Luminais firent adopter des mesures de surveillance (50). Les principes jacobins furent rappelés. Déjà une circulaire départementale avait déclaré, en l'an V, que « l'éducation ne peut être abandonnée aux caprices et aux préjugés des parents » ; le commissaire central ajouta, le 27 vendémiaire an VI (18 octobre 1797), que « tous les enfants appartiennent à la patrie, à la République » ; le Département insista encore, le 2 germinal suivant (22 mars 1798), dans une nouvelle circulaire :

En vain les parents se persuaderaient-ils que l'éducation de leurs enfants doit être laissée en proie à leurs opinions et à leurs caprices : qu'ils sachent que ces enfants appartiennent à la patrie encore plus qu'à leurs parents (51).

FERMETURE DES ÉCOLES

Des mesures administratives furent prises en conséquence. La circulaire de l'administration centrale du 7 vendémiaire (28 septembre) prescrivait la surveillance des écoles particulières comme des écoles publiques. Elle ordonnait l'enquête qui fut alors effectuée dans toute la France. Puis, la surveillance ayant été à nouveau recommandée par le gouvernement le 17 pluviôse an VI (5 février 1798), de nouvelles circulaires départementales presèrent le travail de surveillance et d'épuration (52). Enfin, les familles furent informées que nul ne pourrait obtenir une place de fonctionnaire s'il n'avait envoyé, conformément à l'arrêté

(50) *Moniteur*, 28 fructidor an V, 8 brumaire ans V et VI, ventôse an VI.

(51) Circulaires des 27 pluviôse an V et 27 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L 36) ; — Circulaire du 2 germinal (*Ch. S.*, V, n° 91).

(52) Arrêtés du Directoire, 17 pluviôse an VI (*Moniteur*, t. XXIX, p. 151) ; — Circulaires du 17 ventôse an VI (*Ch. S.*, n° 91 ; Arch. dép. Sarthe, L 27) et du 7 messidor. — « Pour savoir jusqu'à quel point cet arrêté fut appliqué, il faudrait dépouiller tous les registres et papiers des administrations municipales de canton. Or ce dépouillement n'est pas fait, ni à ce point de vue, ni à d'autres, même pour un département » (Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, p. 6). C'est le résultat d'un tel dépouillement que nous apportons ici.

directorial du 27 brumaire (17 novembre), ses enfants à l'école primaire.

Les enquêtes furent effectuées et précisèrent une situation que tout le monde connaissait. D'ailleurs, nul n'attendait de révélation, il s'agissait simplement de motiver des arrêtés de fermeture des écoles particulières, si les maîtres refusaient d'adopter les livres officiels, le calendrier républicain et les fêtes décadaires. Il y eut ensuite d'autres moyens d'atteindre les écoles privées : la déclaration et le serment.

FÊTES RÉPUBLICAINES : DÉCLARATION ET SERMENT

La convocation des enfants des écoles aux fêtes républicaines souleva de graves difficultés.

L'arrêté du Directoire du 17 pluviôse an VI (5 février 1798) astreignait les municipalités à la visite des écoles afin de s'assurer, entre autres choses, qu'on y célébrait le décadi et les fêtes nationales (53). Il fut repris et précisé pour exécution, le 17 ventôse (7 mars), par l'administration centrale de la Sarthe (54). Les visites furent effectuées, au moins dans quelques cantons. Voici, par exemple, ce qu'on observa dans celui de La Flèche (*extra-muros*). L'instituteur libre de Crosmière déclara qu'il ne connaissait pas le calendrier républicain, qu'il donnait régulièrement congé le mercredi et le dimanche, et qu'il ne pourrait faire autrement en raison de la volonté des parents; l'institutrice libre de Cré répondit, plus catégoriquement, qu'elle préférerait fermer l'école que de se plier au calendrier républicain. Les citoyennes Aubert, maîtresses de pension à La Flèche, cherchèrent un faux-fuyant et prétendirent « que les jours de congé n'étaient pas déterminés, qu'elles les donnaient suivant les circonstances, que les exercices étaient tellement variés que leurs pensionnaires n'avaient pas besoin de beaucoup de congé,... mais que, désirant se soumettre à tout ce qui ne contrariera pas leurs opinions reli-

(53) *Moniteur*, t. XXIX, p. 151.

(54) Arch. dép. Sarthe, L 27.

gieuses », elles feraient observer décades et fêtes nationales (55). Telle était la pratique courante (56).

L'obligation de conduire les enfants aux fêtes décadaires permit aux municipalités d'exercer un contrôle facile et régulier. Les tolérances devinrent plus rares et des conflits éclatèrent. L'administration centrale de la Sarthe avait devancé la loi du 13 fructidor an VI (30 août 1798) en prenant l'initiative, le 8 messidor (26 juin), d'obliger les instituteurs libres, aussi bien que les instituteurs primaires, à conduire leurs élèves aux fêtes décadaires et nationales (57). A peine la loi fut-elle publiée que l'administration départementale confirma sa précédente circulaire, le 5 brumaire an VII (26 octobre 1798) (58). Les instituteurs particuliers s'abstinrent le plus souvent : ainsi à Sablé, à Rouessé, au Mans et à Fresnay (59). L'administration centrale prit des mesures de rigueur et ferma de nombreuses écoles : deux à Saint-Cosme, une à Courgains, une à Epineu, une à Sillé. Dans la série des motifs expliquant la suppression de treize écoles, le 27 ventôse (17 mars), figure le refus de participer aux fêtes nationales et décadaires (60). Quelques directeurs d'écoles prirent les devants et fermèrent leurs établissements, ainsi celui de Sablé (61). Les instituteurs étaient parfois encouragés à la résistance par les municipalités, le plus souvent par les parents qui refusaient aussi bien d'envoyer leurs enfants aux fêtes décadaires que d'y aller eux-mêmes (62).

Une déclaration à la municipalité était prescrite par la loi du 29 frimaire an II, pour quiconque voudrait enseigner. En l'an VI,

(55) Reg. délib. La Flèche (*extra-muros*), 15 ventôse an VI, 5 floréal.

(56) Arch. dép. Sarthe, L 149, f^o 94.

(57) Arch. dép. Sarthe, L 149, f^o 13, et L 223, ventôse an VII.

(58) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an VII.

(59) Arch. dép. Sarthe, Sablé, L 243, 1^{er} pluviôse an VII; Rouessé, L 223, ventôse; Le Mans, L 149, f^o 13; Fresnay, L 227, messidor an VI et 22 brumaire an VII.

(60) Reg. délib. Saint-Cosme, 12 vendémiaire et 22 brumaire an VII; — Reg. délib. Courgains, 5 frimaire; — Arch. dép. Sarthe, Epineu (L 211), messidor an VII; Sillé-le-Guillaume (L 217), thermidor an VII; — Arrêté fermant 13 écoles (L 98, f^o 110). — Mesures analogues dans le Calvados (Patry, ouvrage cité, p. 153).

(61) Arch. dép. Sarthe, L 243, 1^{er} pluviôse an VII.

(62) Arch. dép. Sarthe, L 238, germinal an VII.

on l'exigea de beaucoup d'instituteurs qui ne l'avaient pas encore effectuée; plusieurs d'entre eux préférèrent abandonner leurs fonctions plutôt que de s'incliner devant l'administration, et d'entendre une semonce leur enjoignant de ne rien enseigner contre les lois et la morale républicaines (63).

Le serment avait été imposé aux instituteurs en vertu du décret du 15 avril 1791 ; il fut expressément requis après le 3 juillet 1792. A la suite de cette décision, nombre de maîtres avaient abandonné leurs fonctions (64). La réaction thermidorienne fit renoncer à cette prétention. Quelques tentatives pour exiger le serment de haine à la royauté et à l'anarchie n'aboutirent pas : en l'an IV et en l'an V, les instituteurs libres n'étaient pas considérés comme fonctionnaires (65). Après le 18 fructidor, les *exclusifs* et plusieurs commissaires voulurent leur faire prêter ce serment; le commissaire central observa que c'était illégal, mais il espérait qu'une loi le rendrait obligatoire (66). La loi ne fut pas votée. Cependant on fit prêter le serment, au moins pendant quelques mois (67). Dès lors, un procédé nouveau et commode permettait de fermer les écoles.

(63) Par exemple à Mamers (Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 312).

(64) Blin, *Ephémérides*, t. I, p. 106; — M. Giraud, *Essai...*, pp. 200, 437 et 537.

(65) Reg. délib. Ballon, 7 pluviôse an IV.

(66) Arch. dép. Sarthe, L 229, 28 vendémiaire an VI. — Le projet fut déposé par Baraillon, le 8 brumaire an VI; il n'aboutit pas (*Moniteur*). Divers commissaires demandèrent que le serment fût exigé : Fresnay (Arch. dép. Sarthe, L 227, pluviôse an VI), Sablé (L 242). Même demande de la part du commissaire du département de La Lys (cité par Poulet, *Institutions...*, p. 293).

(67) Cette question du serment reçut des solutions diverses selon les départements. Dans celui de Maine-et-Loire, le Département exigea le serment; il fut approuvé par le ministre de l'Intérieur Letourneux, le 19 pluviôse an VI (Bois, ouvrage cité, p. 330). Dans celui de la Mayenne, le même Letourneux précisa, le 6 floréal an VI, que les instituteurs particuliers n'étaient pas soumis au serment (Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 417). Dans le département de la Seine, le serment fut prescrit à partir du 22 nivôse an VI. (Grente, *Le culte à Paris...* page 97) En fait, le serment de haine à la royauté et à l'anarchie fut exigé dans la Sarthe dès pluviôse an VI (Arch. dép. Sarthe, L 247, L 221, L 209; L 169, f° 41, etc.). Mais, en frimaire an VII, on cessa de l'exiger (Lettre de l'administration centrale, L 149, f°s 55 et 115). Ce fut le règne de l'arbitraire. On

Quelques instituteurs préférèrent ne pas attendre qu'il leur fût interdit d'enseigner : des écoles furent fermées spontanément dans sept cantons, en 1798 (68). Les autres furent atteintes par une série d'arrêtés : en l'an VI, ils frappèrent plus de sept institutrices et au moins trois instituteurs; en l'an VII, ils atteignirent au moins dix-huit institutrices et vingt instituteurs (69). Dans plusieurs cantons, il ne resta plus aucune école particulière; ainsi dans ceux de Chahaigne, La Chartre, Ecommoy, Sillé, Tuffé, Vibraye, Vivoin, et dans la plus grande partie de celui de Saint-Cosme. Les municipalités avaient retardé le plus possible ces exécutions, surtout dans les cantons de l'Ouest, mais les épurations firent cesser une tolérance tacite.

Seuls les instituteurs ambulants demeuraient invulnérables. Ils furent renforcés par un certain nombre de maîtres dont les écoles avaient été fermées. Quelques municipalités très énergiques les pourchassèrent : « Nous avons pris, écrivait le commissaire de La Chartre, un parti tel qu'il a été obligé de sortir de la commune. » « Cet être malfaisant, écrivait la municipalité de Ballon à propos d'une religieuse institutrice, a été chassé dans son pays d'origine, avec défense d'enseigner (70). » Mais ce sont là des exceptions : l'école clandestine s'ajouta au culte clandestin et renforça le parti d'opposition au régime. Souvent, l'une et l'autre avaient partie liée, les prêtres réfractaires soutenaient les instituteurs libres et leur interdisaient de prêter serment ou de conduire les enfants aux fêtes décadares (71).

ferma même une école au Lude, parce que l'institutrice s'engageait à instruire les enfants selon les lois de la République, « en tout ce qui ne blessera point les principes religieux » (Reg. délib. du Lude, 26 ventôse et 16 prairial an V, 15 frimaire an VI).

(68) Il s'agit des cantons de La Bazoge, Conlie, Marolles, Sablé, Sillé, Saint-Calais et Saint-Cosme.

(69) Les arrêtés furent pris aux dépens des cantons de Ballon, La Bazoge, Beaumont, Chahaigne, Courgains, Epineu, La Flèche, Loué, Le Grand-Lucé, La Ferté-Bernard, Mamers, Marolles, Parcé, Précigné, Sillé, Tuffé, Vivoin.

(70) La Chartre (Arch. dép. Sarthe, L 249, pluviôse an VII); Ballon (L 80, f° 180).

(71) *Lettres saisies...*, p. 66; — *Notes du Clergé*, pp. 15, 21, 22; — Diverses dénonciations de commissaires cantonaux; — Lavaquery, ouvrage cité, t. II, p. 189; — J. Lemaître, ouvrage cité, p. 64.

Cette situation n'était pas particulière au département de la Sarthe : on l'a observée dans ceux de Mayenne et de Maine-et-Loire, pour ne prendre des exemples que dans l'Ouest (72).

Les attaques semblent avoir épargné les écoles secondaires que divers particuliers avaient établies pour remplacer les anciens collèges et faciliter le passage des écoles primaires aux écoles centrales. Plusieurs avaient été établies au Mans; le canton de Bonnétable en réclamait une. Roger-Martin, à la tribune des Cinq-Cents, s'inquiétait de ces établissements privés et demandait la création d'écoles secondaires publiques. Le ministre recevait des rapports sur ce sujet (73). Rien ne fut décidé. Le gouvernement estimait que les écoles centrales devaient suffire; en quoi il se trompait, comme le prouve, dans la Sarthe, la concurrence victorieuse du collège de La Flèche au détriment de l'Ecole centrale.

(72) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 417; — Bois, ouvrage cité, p. 326 et suivantes.

(73) Création de divers collèges et pensionnats au Mans, fréquentés par la classe aisée (*Affiches du Mans*, 10 ventôse et 5 germinal an VI, 15 vendémiaire an VII); — Réclamation du commissaire de Beaumont (Arch. dép. Sarthe, L 221, messidor an VI); — Rapport de Roger Martin (*Moniteur*, 27 brumaire an VI); — Rapport de Sanchaman, ex-professeur au collège de La Flèche (Arch. nat., F 17, 1320); — *Observations du Conseil général de la Sarthe* (Arch. nat., F I C V Sarthe, 1).

CHAPITRE XIX

Les établissements secondaires : Collèges de La Flèche et du Mans

- I. — **Le Collège de la Flèche** : le passé scolaire ; les bâtiments ; le Collège municipal ; l'école central complémentaire : professeurs et enseignement ; Les élèves ; le Prytanée militaire.
- II. — **Le Collège du Mans** : les Oratoriens ; les nouveaux professeurs, le nouvel enseignement. Le Collège du Mans prototype de l'Ecole centrale.
-

Tous les départements présentent, en ce qui concerne l'enseignement secondaire pendant la période directoriale, une école centrale. C'est une des créations les plus originales du nouveau régime. Le département de la Sarthe ne fait pas exception, mais le retard même que subit la mise en service de l'Ecole centrale permit de maintenir un collège national, création de la municipalité du Mans, de quelques professeurs de carrière et de quelques jeunes révolutionnaires. Ce collège est tout à fait représentatif des idées en matière d'instruction : il remplaça un collège d'Oratoriens, déjà assez favorable aux réformes scolaires, et, par retouches successives, il réalisa une sorte de prototype d'école centrale.

Le département de la Sarthe empiétait sur l'Anjou et comprenait aussi La Flèche. Cette remarque a de grosses conséquences au point de vue scolaire. La petite ville de La Flèche était, pour ainsi dire, un centre universitaire depuis la fondation du Collège royal par Henri IV. De nombreuses expériences s'y étaient succédé après la fermeture du grand collège tenu par les

Jésuites. Tour à tour collège municipal, école militaire préparatoire, puis école non militaire, quoique assimilée, le Collège avait essayé divers types d'éducation qui n'étaient pas oubliés quand la Révolution éclata. Dès la seconde année du régime directorial, le Collège fut rétabli comme *Ecole centrale supplémentaire*. L'enseignement était un compromis entre celui des écoles centrales et celui des anciennes écoles militaires préparatoires. Il obtint une faveur si grande auprès des familles que son rôle fut régional et sa réussite éclipsa l'Ecole centrale de la Sarthe.

Ces divers établissements eurent une durée inégale. Le Collège national du Mans fonctionna de 1792 à 1798, l'Ecole centrale de la Sarthe de 1798 à 1804, et l'Ecole centrale supplémentaire de La Flèche, intitulée ensuite Ecole secondaire, de 1797 à 1806. On ne pourrait les comprendre en se confinant dans les limites rigides de la période directoriale, et il faut agrandir le champ d'étude de 1792 à 1806.

I. LE COLLÈGE DE LA FLÈCHE

LE PASSÉ SCOLAIRE

Le legs de l'Ancien Régime en matière d'enseignement est assez bien résumé par le passé scolaire de La Flèche. Depuis bientôt deux siècles, La Flèche était un centre d'études de grande renommée. A la façon d'Oxford, ou plus modestement de Sorèze, tout gravitait autour du Collège. L'opinion s'était accréditée que les lieux étaient singulièrement propices à cette activité; non seulement « l'étendue et la beauté des bâtiments », mais le « site » de la ville, et même « le caractère des habitants ». Il régnait en effet une atmosphère calme et propre au recueillement au long des rives du Loir et des clôtures d'innombrables couvents, et l'on comprend que Hume ait séjourné longuement dans un château voisin pour y poursuivre ses méditations. Comme on l'écrivit en l'an VII, « l'industrie y était pour ainsi dire uniquement tournée vers l'instruction publique (1) ».

(1) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 28.

Le Collège royal, fondé par les Jésuites dans les bâtiments du Château-Neuf d'Henri IV, en 1603, s'était remarquablement développé, grâce au caractère national qui lui fut imprimé dès le premier jour (2). On y compta jusqu'à quinze cents élèves. Même après la suppression des Jésuites, la réputation des bâtiments et la dotation du Collège de La Flèche avaient subsisté (3). Grâce à quoi les officiers de la sénéchaussée obtinrent de Louis XV qu'il établît à La Flèche une Ecole militaire préparatoire, où se réuniraient deux cent cinquante fils de gentilshommes.

Cette institution réalisa dès réformes d'une audace étonnante, dépassant parfois celles de la Révolution (4). On y devait enseigner le français et la littérature française, la plupart des langues vivantes, avec d'ailleurs un système d'option. On y professait aussi des cours d'histoire, de cosmographie, de géographie et de navigation. On cultivait, parmi les branches scientifiques, la physique expérimentale, l'histoire naturelle et même la statistique. On y apprenait le dessin, l'architecture et la musique. Le caractère militaire s'affirmait par l'éducation physique : équitation, natation (5), escrime et exercice militaire (6).

Louis XVI, en 1776, confia ce Collège aux Pères de la Doctrine

(2) Pour le Collège des Jésuites, se reporter à l'ouvrage du R. P. de Roche-monteix, *Un collège de Jésuites*.

(3) Après la suppression des Jésuites, voir, pour l'histoire du Collège de La Flèche : J. Clère, *Histoire de l'Ecole de La Flèche*, La Flèche, 1853, 382 p., in-8° ; — et de Montzey, *La Flèche et ses seigneurs*, t. II, p. 157 à 184.

(4) D. Mornet, *les Origines intellectuelles...*, p. 176. — Pour les écoles militaires, voir Brunot, ouvrage cité, t. VII, pp. 115 et 99, et Sicard, *l'Educaton morale et civique avant et pendant la Révolution*, et *les Etudes classiques avant la Révolution*.

(5) La correspondance du préfet Auvray indique la présence au Collège de La Flèche d'un jeu de paume, d'un manège et d'un bassin pour apprendre à nager (Arch. dép. Sarthe, T 54-1). Voir planche E (V et Q).

(6) On a raconté, d'après Vaublanc, la scène du bannissement du latin :

Vous êtes perdus ! Vous allez croupir dans l'ignorance ! Vous ne serez bons à rien. On chasse de l'école Virgile, Horace et Cicéron ; je les emporte avec moi s'écriait le professeur ; l'Antiquité vous abandonne. Oui, pleurez, infortunés ; vous êtes perdus ! (Mornet, ouvrage cité, p. 176).

Mais ceci s'applique à l'Ecole militaire de Paris et non au Collège de La Flèche. (Vaublanc, *Mémoires*, t. I. p. 3).

chrétienne (7), avec mission d'y éduquer une centaine de boursiers du roi, destinés à l'Eglise ou à la magistrature. Ces boursiers étaient les enfants de gentilshommes qui avaient servi dans diverses carrières. L'enseignement devait être « du même genre » que celui des écoles militaires, mais, pour convenir aussi aux clercs désireux de « prendre les degrés de docteurs et de licenciés », il comporta des cours de théologie. Ce qui achevait de conférer une physionomie originale à ce Collège, c'était l'obligation imposée aux Pères de « faire tous les ans un cours de physique expérimentale », ainsi que d'organiser « des leçons de droit public ».

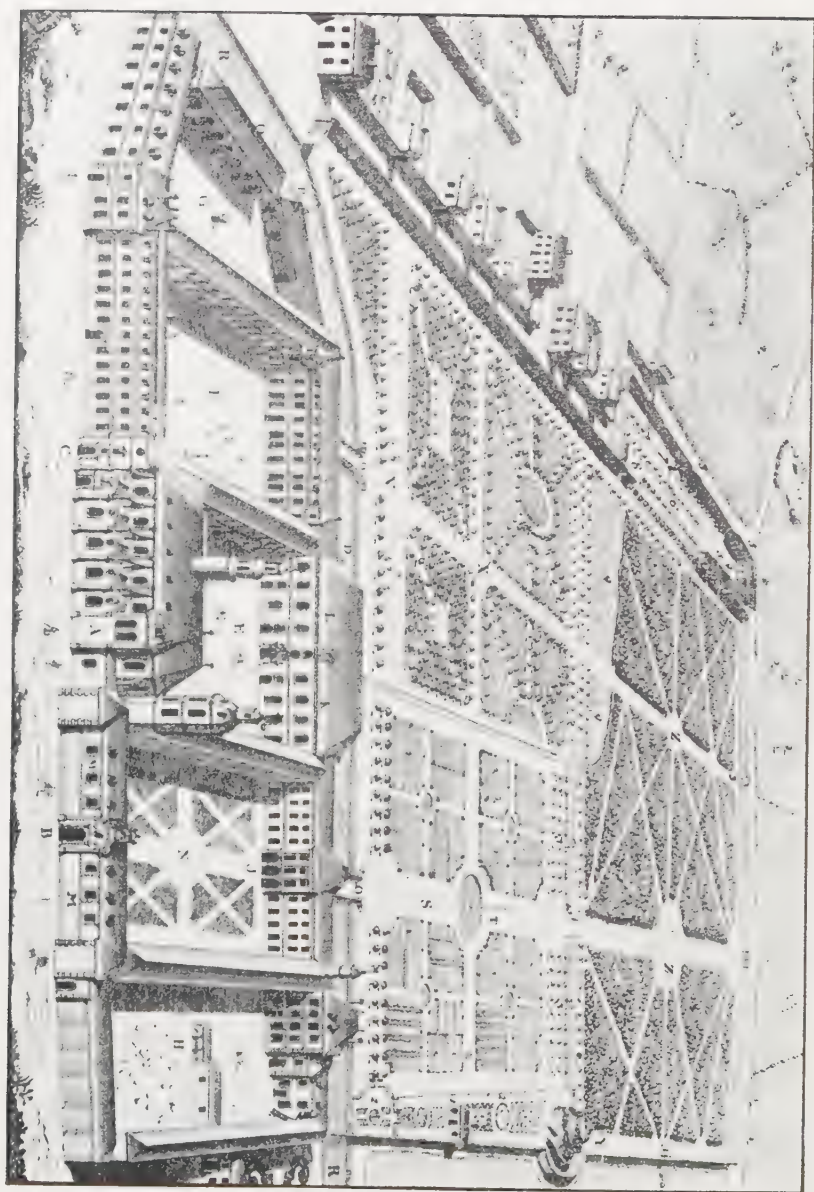
En fait, les innovations furent discrètes (8). Au témoignage d'un ancien élève, « l'étude du latin occupait tout le temps des humanités ». Il est vrai que l'enseignement du français était spécialement bien organisé (9).

Le Collège de La Flèche groupait, en 1789, des professeurs nombreux, remarquables par leur valeur et par leur caractère, aussi bien que par leurs dispositions favorables à l'égard des

(7) Les Doctrinaires étaient une congrégation enseignante fondée en 1592 à Avignon, par César de Bus, pour l'instruction des enfants du peuple dans les campagnes. Ils dirigeaient cependant quelques collèges, par exemple celui de Draguignan.

(8) Il semble bien qu'il y ait eu, dans certaines écoles militaires, un écart sensible entre le programme annoncé et l'enseignement effectivement dispensé. Les renseignements les plus flatteurs émanent du Collège de Sorèze. Or voici ce qu'en dit le rapport du chevalier de Raynaud, sous-inspecteur en 1787 : « Sorèze (Bénédictins) ; cette école est si éloignée et on y a tellement l'art magique d'endoctriner, de ne faire voir que ce qu'on veut aux étrangers qui y font des apparitions, qu'elle est devenue célèbre. Toute pareille aux autres, excepté un cours d'équitation. Maison au reste négligée, élèves du roi mal instruits. » (De Montzey, *Institutions d'éducation militaire*, t. I, p. 244, d'après le rapport des Archives de la Guerre.) D'ailleurs les *Souvenirs* de Vaublanc confirment la conviction que les innovations ne furent que très imparfaitement appliquées.

(9) Ce développement de l'enseignement du français avait des racines profondes à La Flèche. Dès 1763 on appliquait au Collège « les principes de M. Rollin » (Clère, ouvrage cité, p. 180), et les officiers municipaux désiraient qu'on enseignât à leurs enfants « leur langue naturelle en même temps que la langue latine ». — Président Rolland, *Plan d'éducation...*, p. 543, cité par Brunot, ouvrage cité, t. VII, p. 92 ; — Bigault d'Harcourt, *De la manière d'enseigner les Humanités*, pp. 209 et 257.



Le Collège de La Flèche en 1784.

idées nouvelles (10). Cependant ils durent abandonner, au printemps de 1793, le Collège supprimé, et qui comptait encore une centaine d'élèves. Il ne restait plus que les bâtiments nationalisés, mais non encore attribués, et la réputation flatteuse des établissements qui s'y étaient succédé depuis le début du xvii^e siècle. Les Fléchois, désireux de maintenir le plus bel ornement et la plus grosse source de revenus de leur ville, agirent pour obtenir en leur faveur une nouvelle fondation, en faisant valoir l'importance du Collège et sa flatteuse renommée.

LES BATIMENTS (11)

Au seul aspect de ces lieux, on respire je ne sais quel air de grandeur et de noblesse... Ce n'est point ici une maison d'études ordinaire; plusieurs collèges ont la magnificence des palais, celui-ci fut un palais dès sa naissance.

Ainsi Guérin, ancien recteur de l'Université de Paris, saluait-il, en 1768, le Collège qu'il venait inspecter (12). En effet, le Collège de La Flèche était considéré comme l'un des plus spacieux et des plus beaux établissements d'enseignement de toute la France. Il était formé de trois groupes de bâtiments se distribuant autour d'un nombre égal de cours, allongés de l'est à l'ouest, entre la ville, au sud, et le parc qui s'ouvrait, au nord, sur la campagne. On y accédait par une porte d'honneur, construite en 1653, abondamment ornée et d'un effet assez théâtral (B). Un long péristyle, surmonté d'une galerie de quarante-six mètres de

(10) Il y avait alors 55 doctrinaires et 486 élèves (De Montzey, ouvrage cité, t. II, p. 181) (Voir l'appendice, p. 488).

(11) Parmi les nombreuses descriptions du Collège, celle de Marchant de Burbure, écrite en 1802 par un habitant de La Flèche bien informé, est celle que nous avons suivie (Burbure, ouvrage cité, pp. 257 sq.). Il est curieux de noter, à ce propos, comment l'auteur cède au goût du jour et décrit le jardin comme un jardin à l'anglaise, « ses allées multipliées et croisées en tous sens, ses bosquets semés de plantes odoriférantes, ses tapis de verdure, l'ombrage de ses marronniers et de ses tilleuls ». En fait, il s'agit d'un jardin à la française, comme l'indiquent tous les plans (Voir planche hors-texte).

(12) Guérin, Discours prononcé le 17 juin 1786, p. 4

Les lettres, dans le texte, renvoient à la planche E.

longueur, ouvrait ses arcades sur la cour royale (M). La façade principale, au fond de cette cour, venait d'être reconstruite en 1784, pour remplacer le Château-Neuf, devenu trop exigü. Un pavillon surmonté d'un dôme (J) donnait à cette façade le rythme et la noblesse classiques. De part et d'autre s'étendaient les locaux scolaires, dominés par une belle tour de pierre également toute récente. Au delà de la cour royale (N), vers l'ouest, une deuxième cour, celle des classes (E), était bordée au nord par un bâtiment à vaste charpente, datant de 1606, où se trouvait la salle des Actes (L). Au sud se dressait la chapelle Saint-Louis (A), harmonieuse et claire construction de style jésuite, plus sobre que beaucoup d'autres, voûtée d'ogives par suite d'une curieuse persistance des traditions architecturales, et pourvue d'un maître-autel majestueux et de grandes orgues très belles à tous égards. Au-delà de cette cour il y en avait une troisième, celle du pensionnat (F), entourée de bâtiments de style plus modeste, datant de 1606, et cantonnée, aux quatre coins, de curieux petits escaliers d'angle enfermés dans des tourelles. Aux deux extrémités étaient les communs : à l'est la cour des offices (H), à l'ouest la basse-cour (G). Le Collège possédait une galerie de tableaux et une bibliothèque d'environ 25.000 volumes (K).

LE COLLÈGE MUNICIPAL

Les Fléchois s'efforcèrent d'obtenir la création d'un établissement d'instruction dans ces locaux. D'abord, ils maintinrent quelques classes, sous le nom de « Collège national de La Flèche ». Puis, en l'an II (mai 1794), la Société populaire de La Flèche et le Conseil général de la commune effectuèrent des démarches (13). Dès qu'il fut question d'écoles centrales, une pétition fut présentée au Comité d'Instruction publique (14). Quand l'emplacement de l'Ecole centrale de la Sarthe eut été irrévocablement fixé au Mans, les Fléchois demandèrent une école centrale supplémen-

(13) Arch. nat. D XXXVIII, 1.

(14) Reg. délib., 8 germinal an III (28 mars 1795), Arch. comm. La Flèche. Guillaume, ouvrage cité, t. V, p. 601, t. VI, pp. 195 et 224.

taire et une école spéciale d'économie rurale (15). Cette demande fut appuyée par le Département (16).

L'argument capital, et presque unique, mis en avant pour obtenir ces fondations était la grandeur et la beauté des bâtiments. Mais ils furent bientôt gravement menacés, et la municipalité dut les défendre avec la plus grande énergie.

Les locaux vacants avaient été utilisés au gré des circonstances. Ils abritèrent d'abord un hôpital militaire. Des cadavres de chevaux gisaient sur la litière étalée dans les salles de classes (17). Puis une maison de convalescents s'établit entre la cour d'honneur et la première cour, tandis qu'une fabrique de salpêtre s'emparait des communs. Les diverses administrations locales s'étaient aussi réservé une place (18), et quelques professeurs avaient provisoirement conservé leurs appartements. Les locaux les plus spacieux eurent un usage public : la salle des Actes abritait les fêtes civiques (19), la chapelle avait pris le titre de temple décadaire et servait aux séances de l'un des clubs fléchois (20). Enfin, la grande galerie de peinture avait été transformée en atelier national de cordonniers travaillant pour l'armée (21).

Le Collège eut à souffrir de la part d'occupants si disparates. Les réparations et l'entretien furent suspendus, des dévastations furent commises, et la municipalité dut se brouiller avec le Département pour conserver le matériel scolaire convoité par l'Ecole centrale.

L'ÉCOLE CENTRALE COMPLÉMENTAIRE

La Constitution autorisait les communes où il y avait eu des collèges à en utiliser les locaux pour organiser, à leurs

(15) Reg. délib., 8 messidor an IV (26 juin 1796), Arch. comm. La Flèche.

(16) Arrêté du Département, 13 thermidor an IV (31 juillet 1796), Arch. dép. Sarthe, L 95, f^o 94.

(17) J. Clère, ouvrage cité, p. 245; — De Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 95.

(18) Arrêté de la municipalité, 26 ventôse an VI (16 mars 1798).

(19) J. Clère, ouvrage cité, p. 248.

(20) Reg. arrêtés de la municipalité, 28 nivôse an V (17 janvier 1797) et 4 brumaire an IX (5 novembre 1800).

(21) Boucher, ouvrage cité, et de Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 49.

frais, des écoles centrales complémentaires. Le 13 ventôse an V (3 mars 1797), la municipalité de La Flèche sollicita du Département le bénéfice de cette disposition (22). Déjà, le 4 messidor an III (22 juin 1795), quatre doctrinaires, dont Maurin, avaient été autorisés à reprendre leurs fonctions jusqu'à l'organisation des écoles centrales. Il s'agissait donc de donner un caractère officiel à cette survivance provisoire, mais qui semblait devoir se prolonger. Le Département, par arrêté du 27 ventôse an V (17 mars 1797), accorda l'autorisation demandée. Toutefois le local devrait être évacué sans délai, au cas où l'école spéciale réclamée serait enfin créée (23). La municipalité fit aussitôt un règlement sommaire : elle confiait l'école à Maurin et à Meyer, qui s'engageaient à entretenir le matériel, à observer les lois concernant les établissements d'enseignement, et à recevoir les externes gratuitement (24).

Les deux anciens doctrinaires nommés directeurs étaient connus depuis longtemps (25). Ils s'acquittèrent fort bien de leurs fonctions, et le Collège se développa rapidement sous leur direction. Ils avaient toute initiative, sous la surveillance de la municipalité (26). En somme, cette « Ecole centrale complémentaire » était administrée comme un collège municipal.

Cette organisation fut refondue en l'an VII. Un nouveau règlement la rapprocha des écoles centrales (27), notamment par la

(22) Reg. des arrêtés de la municipalité, 1^{er} fructidor an V (Arch. comm. La Flèche).

(23) Arrêtés du Département (Arch. dép. Sarthe, L 96, p. 131). L'existence d'un collège national à La Flèche est attestée, en 1793, par les dons patriotiques des élèves et les félicitations que reçurent les professeurs (Blin, *Ephémérides*, t. II, pp. 21, 75, 84 et 91).

(24) Règlement du 8 floréal an V (25 avril 1797), Arch. nat., F 17 A; 1344/26. La partie concédée était le pensionnat (C et F de la planche E).

(25) L'administration centrale, sous Besnard, déclarait que Maurin et Meyer étaient des « citoyens avantageusement connus par leurs principes et par leurs lumières » (*Compte rendu du 1^{er} prairial an VII*, p. 28. Arch. dép. Sarthe, T 54-1).

(26) Observations sur le règlement du 21 floréal an VII (10 mai 1799), Arch. dép. Sarthe, T 54-1; — Reg. des arrêtés de la municipalité, règlement du 1^{er} fructidor an V (18 août 1797), Arch. comm. La Flèche.

(27) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, p. 28; — Règlement du Collège de La Flèche (Arch. dép. Sarthe, T 54-1).

formation d'un jury d'instruction, nommé par la municipalité, et qui surveillerait et départagerait directeurs et professeurs et prononcerait l'admission ou le renvoi des élèves. Ce règlement fut soumis au Département et au commissaire central : ceux-ci, prévenus par des dénonciations et désireux de ne pas faire dépendre le Collège de la personne des directeurs, s'appliquèrent à réduire les prérogatives de Maurin et de Meyer (28). Le Département était poussé, comme François de Neufchâteau, par les préventions qui régnaient alors contre les institutions particulières et notamment contre celle-ci qui datait de l'an V et qui avait rencontré plus de faveur que l'Ecole centrale du Mans (29). Mais ces innovations n'eurent pas grande portée.

PROFESSEURS ET ENSEIGNEMENT

Le personnel du Collège s'accrut lentement selon les besoins. Maurin et Meyer commencèrent seuls, puis recrutèrent peu à peu des professeurs; il y en avait six en l'an VI (30). On ne connaît pas même leur nom, sauf pour quelques-uns d'entre eux (31). En l'an X, ils étaient seize, sans compter les dix professeurs d'arts d'agrèments, ni les huit maîtres d'études (32).

Ces professeurs avaient certainement une situation matérielle et morale très modeste; ils se plaignirent d'être traités comme des « gagistes » et certains d'entre eux démissionnèrent pour

(28) Le règlement est accompagné de notes marginales et d'une feuille d'observations qui semblent émaner des bureaux du Département, tandis qu'une autre feuille d'observations, plus méthodique, émanerait du commissaire central.

(29) Lettre du ministre au Département, 25 vendémiaire an VII (16 octobre 1798), Arch. dép. Sarthe, T 49.

(30) Règlement du 1^{er} fructidor an V (18 août 1797), article 4; — Compte rendu du commissaire cantonal pour thermidor an VI (6 août 1798), Arch. dép. Sarthe, L 237.

(31) Par exemple celui de Courandin, cité au registre des arrêtés de la municipalité le 30 ventôse an VI (20 mars 1798); celui de Bonin, professeur de mathématiques, cité le 5 prairial an VIII (25 mai 1800); ceux de Mal-mouche, Bardet, Burget et Delaroche (Clère, ouvrage cité, p. 256).

(32) Arch. nat., F 17 A 1344/26 et F 17 9106 — L. Calendini, *le Collège royal de La Flèche au lendemain de la Révolution*. La Flèche, 1935.

cette raison (33). De l'aveu de Maurin, leur traitement n'était pas fixe, mais « proportionné au talent, au zèle, au genre d'enseignement et à la longueur du temps donné ». Il était d'ailleurs complété par une « espèce de gratification... pour que les instituteurs cherchent tous les moyens de hâter les progrès des enfants (34) ». La personnalité de ces professeurs ne peut se comparer à celle de leurs collègues de l'Ecole centrale.

Il est intéressant de connaître la nature de l'enseignement qui fut dispensé dans ce collège, d'autant plus qu'il obtint la faveur de la population et réunit beaucoup plus d'élèves que l'Ecole centrale.

Le Département considérait, en l'an VII, que l'éducation fléchoise avait un caractère trop monacal (35). Les documents montrent qu'il s'agissait essentiellement d'une prolongation du collège des Doctrinaires, qui lui-même avait conservé une grande partie des programmes de l'Ecole militaire.

Le plan d'Instruction embrasse les Langues Française, Latine, Anglaise, Allemande et Italienne, l'Histoire naturelle, l'Histoire des Peuples, la Géographie, la Morale, l'Ecriture, la Tenue des livres et tout ce qui a rapport au Commerce, l'Art de raisonner, la Physique et la Chimie expérimentales, la Littérature, les Mathématiques et les connaissances nécessaires pour l'Artillerie, la Marine et le Génie. On enseigne aussi le Dessin, la Musique, l'Escrime et la Danse.

Les directeurs terminaient cette énumération imposante par cette remarque, vraiment nécessaire et savoureuse : « On évite de trop embrasser pour que les Elèves profitent mieux des leçons combinées et gratuites, d'après leur capacité (36). » Si l'on

(33) Reg. des arrêtés de la municipalité, 13 germinal an VII (2 avril 1799), et approbation du ministre de l'Intérieur aux mesures prises par la municipalité, 30 floréal an VII (19 mai 1799), Arch. nat., F 17 A 1344-26.

(34) Lettre de Maurin au commissaire central, 22 floréal an VII (11 mai 1799), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(35) Cette opinion émise par les administrateurs dans leurs observations sur le règlement a dû être influencée par une dénonciation de Mousset, commissaire cantonal de La Flèche (*extra-muros*). Elle s'oppose à celle de leurs prédécesseurs immédiats qui jugeaient que le Collège de La Flèche donnait une « éducation nationale et républicaine » (*Compte rendu...*, 1^{er} prairial an VII, p. 28).

(36) Prospectus du Collège de La Flèche, p. 1, 30 messidor an VIII (19 juillet 1800).

excepte l'écriture, la tenue des livres et l'enseignement commercial, qui n'apparaissent sans doute ici que pour allécher quelques parents aux vues pratiques, tout le reste figurait au programme des études militaires préparatoires.

Dans quelle mesure ce plan fut-il appliqué? En ce qui concerne les langues vivantes, il ne reste de trace que de l'enseignement de l'anglais et de l'allemand; tandis qu'à l'Ecole centrale il n'y eut aucune chaire de langue vivante. L'histoire naturelle, celle des « Peuples » et la géographie occupaient une place modeste, et les méthodes employées étaient retardataires. Les élèves de quatrième étudiaient les oiseaux d'après les fabulistes! Ceux de seconde paraissent avoir appris surtout les mœurs des animaux à fourrure. L'histoire de France était répartie par « races royales »; la géographie ne comportait qu'une longue nomenclature, l'étude des villes, ou bien encore l'étude des mœurs des habitants. C'était pourtant un progrès, car l'enseignement de ces trois branches n'existait pas au Collège royal des Doctrinaires (37). Par contre, ces cours étaient inférieurs à ceux de l'Ecole centrale de la Sarthe, qui comportait des chaires spécialisées d'histoire et d'histoire naturelle.

En ce qui concerne la physique expérimentale, elle était déjà enseignée par les Doctrinaires; la municipalité de La Flèche avait conservé, péniblement, leur matériel. Ce devait être un enseignement de second ordre, car il n'a pas laissé de trace, aucun prix ne lui était réservé. Cependant, il fut encouragé par des mécènes fléchois, qui firent don de divers instruments (38). Les mathématiques tenaient plus de place : dès l'an VI elles étaient enseignées dans deux classes, et c'est un professeur de mathématiques qui fut chargé, en l'an VIII, de répondre au discours du sous-préfet.

L'enseignement du français était certainement le plus important et le mieux organisé. Les Doctrinaires étaient réputés à cet égard, et un de leurs anciens élèves, devenu plus tard inspecteur des études au Prytanée, de Bigault d'Harcourt, rappela tout le

(37) Bigault d'Harcourt, ouvrage cité, p. 257.

(38) Reg. des arrêtés, 9 floréal an VIII (29 avril 1800), Arch. comm. La Flèche.

plaisir qu'il avait eu à suivre, pour l'étude de la littérature française, le « magnifique plan du cours d'études de l'abbé Batteux; cette partie de l'instruction était soignée en rhétorique avec autant de zèle que de goût (39) ».

Maurin et Meyer, forts de cette supériorité, et influencés sans doute par le discrédit qui frappait le latin, du moins dans nombre d'esprits, eurent même l'audace d'établir une section où l'on n'étudiait pas le latin. Dans cette section, l'étude du français, de l'histoire et de la géographie était particulièrement développée (40). Le latin subsistait cependant dans tout le cycle d'études normal. On ne sait comment il était enseigné; probablement comme chez les Doctrinaires, « à coups de rudiment et de dictionnaire (41) », méthode qui paraissait alors très inférieure à l'étude directe des textes, qu'avaient proposée l'abbé Pluche et l'abbé Batteux et que pratiquaient les écoles centrales, en se réclamant de Du Marsais (42).

L'Ecole militaire préparatoire avait aussi laissé, entre autres survivances, les exercices militaires. Ils contribuèrent particulièrement au succès de l'institution (43).

Le dessin était également très apprécié. Il tenait déjà une grande place chez les Doctrinaires; il occupa bientôt trois classes, sans compter celles d'architecture et de paysage. Des prix étaient réservés à ces cours, et les plus beaux dessins étaient exposés lors de la distribution des prix.

L'héritage de l'Ecole militaire comportait aussi la danse, la musique vocale et instrumentale, l'escrime. C'était assurément très goûté, car il n'y avait pas moins de trois divisions pour la danse et pour l'étude du violon. Ces arts d'agrément étaient dotés de prix et donnaient lieu à divers exercices publics de fin d'année (44).

(39) Bigault d'Harcourt, ouvrage cité, p. 257.

(40) Palmarès de l'an VII. — Voir plus haut les *Souvenirs* de Vaublanc.

(41) Bigault d'Harcourt, ouvrage cité, p. 258.

(42) Voir plus loin *Ecole centrale de la Sarthe*.

(43) Lettre de Maurin au commissaire central, 22 floréal an VII (11 mai 1799), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(44) Exercices des élèves... qui terminent les cours de l'an VII.

Cet enseignement, très composite, se défendait contre la dispersion par la forte armature qu'il avait conservée et qui le distinguait essentiellement des écoles centrales. On retrouvait l'horaire de l'ancien collège, les surveillants et les classes successives. C'est assurément l'un des facteurs les plus efficaces du succès qu'il obtint. Les études étaient réparties en six années, que couronnait l'enseignement des mathématiques.

La discipline excluait sans doute les châtiments corporels, et à coup sûr la privation des aliments (45); elle comportait surtout les arrêts. Suivant un procédé qui paraissait alors à la mode les élèves contribuaient eux-mêmes au maintien de l'ordre, « à table, dans les salles d'étude et de récréation », par le moyen de « chefs » ou moniteurs, qu'ils choisissaient eux-mêmes et qui étaient chargés de diriger aussi les évolutions militaires (46). Ces moniteurs avaient « des décorations analogues à leurs grades (47) ». La politesse et la douceur étaient recommandées à tous les professeurs (art. 6 du règlement).

Les préoccupations morales se manifestaient à la fois par le souci d'enseigner aux élèves à « éviter les fautes, à chérir la vertu et à respecter la justice », mais aussi par la surveillance continue. « Depuis le lever jusqu'au coucher », les élèves étaient sous les yeux de « maîtres attentifs » et, la nuit, il y avait des surveillants de dortoir; les lettres étaient décachetées (art. 7).

Des leçons de morale étaient données dans toutes les classes : les devoirs envers Dieu, envers les maîtres, envers les parents et envers soi-même en formaient les principales subdivisions. Les professeurs se livraient à une étude « du cœur, considéré comme principe de nos affections », de la *sensibilité*, « qui nous fait nous oublier nous-mêmes pour nous occuper des besoins de nos semblables », de la conscience, de la vertu, du vice et des passions.

(45) Observation sur le règlement du Collège de La Flèche (Arch. dép. Sarthe, T. 54-1).

(46) Voir plus loin la discipline au pensionnat de l'Ecole centrale.

(47) Lettre de Maurin au commissaire central, 22 floréal an VII (11 mai 1799), Arch. dép. Sarthe, T 54-1. — Ce procédé avait été utilisé dans les écoles militaires, mais il ne réussissait pas toujours bien (Montzey, *les Institutions militaires*, t. I, p. 205).

Le tout était couronné par l'étude des Droits et Devoirs du Citoyen. A partir de l'an VIII, il s'y ajouta la « Religion..., véritable base de l'Instruction ».

Des exercices publics, à la mode des collèges de Jésuites, avaient lieu tous les trimestres et occupaient plusieurs jours à la fin de l'année scolaire. La distribution des prix était aussi solennelle que possible et, en l'an VIII comme en l'an IX, le préfet la présida. Son neveu était d'ailleurs élève au Collège (48).

LES ÉLÈVES

Le souci le plus urgent des deux directeurs était le recrutement des élèves. A peine le règlement provisoire avait-il été approuvé par le Département, au début de floréal an V (avril 1797), que les *Affiches du Mans* annonçaient l'ouverture du nouvel établissement (49). Puis un prospectus fut répandu pour attirer les enfants.

Ceux-ci étaient acceptés de sept à treize ans. Ils étaient soumis, dès leur arrivée, à un examen médical et à un examen scolaire. Suivant le résultat, ils étaient répartis dans les diverses classes. Les externes étaient admis gratuitement, suivant la tradition solidement implantée à La Flèche par les Jésuites.

La pension coûtait cinq cents francs par an, pour « vie et instruction », et sept cents francs pour « vie, entretien et arts d'agrément (50) ». Elle fut élevée à sept cent cinquante francs, uniformément, en l'an VIII. Dans ce prix étaient compris une partie des

(48) Discours du Préfet de la Sarthe en l'an VIII (*Affiches du Mans*, 10 vendémiaire an IX). — En l'an IX trois préfets et le général commandant la 22^e division assistèrent aux prix du Collège (Burbure, ouvrage cité, p. 333). De La Rue parle du neveu du Préfet de la Sarthe dans une lettre du 1^{er} prairial an VIII (Arch. dép. Sarthe, T 54-1). Les exercices publics sont décrits dans Burbure, p. 258. Il subsiste le *Programme des exercices de l'an VII*. La Flèche, in-8°. Ils occupèrent cinq jours et se composèrent d'exercices scolaires et de parties récréatives musicales et théâtrales.

(49) Règlement du 1^{er} fructidor an V, article 4.

(50) *Affiches du Mans* (25 floréal an V). — Les élèves de l'Ecole militaire préparatoire de La Flèche étaient aussi admis de sept ans à treize ans (Montzey, *Institutions militaires*, t. I, p. 203). Les pensionnaires des Doctrinaires payaient sept cents francs de pension (Burbure, ouvrage cité, p. 321).

livres de classe et les soins en cas de maladie. Les élèves devaient apporter leur trousseau.

Les pensionnaires portaient un uniforme de drap bleu; ils couchaient dans « chambres fermées, distribuées dans de vastes salles ». Des « officiers de santé » étaient attachés au service de l'école, et les malades étaient « gouvernés » par des femmes « d'une prudence consommée et très attentives ». Environ un an après l'ouverture du Collège, il y avait trente-cinq pensionnaires (51); quelques mois plus tard, il y en avait plus de cinquante (52); au bout de deux ans, ils étaient au nombre de cent trente (53); en l'an VIII, ils atteignaient cent soixante (54), et, en l'an X, ils dépassaient deux cents. A la même époque, il y avait plus de trois cents externes (55). On arrive donc à un total de cinq cents élèves, alors que les Ecoles centrales du Mans, d'Angers ou de Laval n'en groupaient pas la moitié.

Ces élèves étaient d'origines très diverses, autant qu'on peut s'en rendre compte. Comme le remarquèrent les membres du Conseil général de la Sarthe, en l'an X, « les habitants des départements voisins, et notamment ceux des départements de l'Ouest », envoyaient leurs enfants à La Flèche. Ils écrivirent même que le collège de cette ville attirait des « élèves de tous les points de la République ». Il est possible de vérifier dans une large mesure cette assertion quelque peu surprenante. D'après une liste de l'an VII, et qui porte cent vingt et un noms, on rencontre au Collège : des Fléchois, au nombre de seize, dont deux externes; onze Sarthois, dont cinq Manceaux. Mais les départements voisins étaient abondamment représentés : quarante-cinq élèves venaient de Maine-et-Loire, dont dix-neuf de Saumur et

(51) Compte rendu de la municipalité de La Flèche, germinal an VI (Arch. dép. Sarthe, L 264).

(52) Compte rendu du commissaire de La Flèche, thermidor an VI (août 1798), Arch. dép. Sarthe, L 237.

(53) Observations sur le règlement, 22 floréal an VII (12 mai 1799), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(54) Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 4 prairial an VIII (24 mai 1800), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(55) Conseil général de la Sarthe, session de l'an X (Arch. nat., FICV Sarthe, 1).

onze d'Angers. Les attaches angevines de La Flèche étaient donc encore solides. Nantes avait fourni dix-neuf pensionnaires, auxquels s'ajoutaient quatre autres élèves originaires de la Loire-Inférieure. On notait encore quelques apports de la Mayenne, d'Ille-et-Vilaine, de l'Orne, d'Eure-et-Loir, de la Vienne, voire même de Tours, de Brest, de Lille, de Bayonne et de Saint-Domingue. Cette diversité du recrutement est un fait assez exceptionnel, il souligne l'importance du Collège et le rattache aux anciens établissements fléchois qui eurent tous un recrutement national.

LE PRYTANÉE MILITAIRE

Si brillant que fût ce collège, il avait des bases un peu précaires et un peu étroites. Les Fléchois désiraient un établissement national, assez important pour occuper et entretenir tous les bâtiments (56). Lorsqu'on connut l'arrêté du 1^{er} germinal an VIII (22 mars 1800), qui répartissait le Prytanée français en quatre collèges, on reprit les démarches auprès du gouvernement avec plus d'insistance que jamais. Le 25 prairial (14 juin), un arrêté des consuls décidait la réunion au Prytanée français des biens du Collège de La Flèche. Peu de temps après, un administrateur commissaire venait en prendre possession (57). Les Fléchois croyaient avoir touché au but. Le seul résultat immédiat fut qu'ils n'étaient plus maîtres des lieux : les administrations durent s'installer ailleurs, et le Collège fut menacé d'un loyer de six mille francs (58). Les années passèrent sans que rien fût établi. D'ailleurs, parmi les quatre établissements consacrés au

(56) La dégradation des bâtiments se poursuivait en effet, surtout dans la partie non occupée par le Collège. Un état de l'an VI expose que l'aile gauche de la cour est « hors de tout service », que « la galerie, l'église et la bibliothèque souffrent beaucoup du mauvais état de la toiture » (Arch. dép. Sarthe, L 264). En 1801, on estime à quatre mille francs la somme nécessaire à la réparation de la toiture et des vitraux de l'église (Froger, *les Eglises et les Presbytères en 1801 dans l'arrondissement de La Flèche*, Prov. Maine, t. XIII, p. 312).

(57) Lettre du maire de La Flèche, 9 fructidor an VIII (27 août 1800), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(58) Lettre du maire de La Flèche au préfet, 5 fructidor an VIII (23 août 1800), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

Prytanée français par le premier décret, celui de Saint-Germain n'était toujours pas organisé; il ne le fut jamais. Comme consolation, le titre d'« école secondaire » fut accordé au Collège de La Flèche, par arrêté des consuls du 20 ventôse an XI (11 mars 1803) (59). C'était un maigre avantage.

Les Fléchois essayèrent alors d'obtenir un lycée (60). Le préfet donnait les promesses les plus encourageantes, mais on n'ignorait pas qu'il agissait surtout en faveur du Mans. Rien n'aboutit de ce côté, ni à La Flèche, ni au Mans; le lycée fut installé à Angers, et l'école de La Flèche était simplement autorisée à lui envoyer des élèves (61). La municipalité cependant s'empressait : « La France, l'Europe et les autres parties du globe verront avec étonnement disparaître une maison où leurs enfants venaient puiser les principes des sciences si utiles à la Société (62). » Le sous-préfet, bien informé, suggérait, sans oser la demander, la translation à La Flèche de l'Ecole spéciale militaire qui devait alors quitter Fontainebleau (63). En juillet 1807, une nouvelle demande fut adressée; le 16 mars 1808, une notice historique et descriptive du Collège de La Flèche, terminée par une supplique du conseil municipal, était présentée à l'Empereur. Le 24 mars, le transfert de l'Ecole militaire était décidé en faveur de Saint-Cyr, et, le 15 juin, l'Ecole militaire préparatoire de Saint-Cyr était elle-même transférée à La Flèche (64) !

Ainsi disparut le pensionnat dirigé par Maurin et Meyer, qui durent chercher leur vie ailleurs. Ce collège n'en avait pas moins joué un rôle important pendant dix ans : il avait assuré la continuité de la fonction scolaire de La Flèche, au détriment de l'Ecole centrale de la Sarthe. Il avait même, au dire de la municipalité fléchoise, sauvé les bâtiments d'une ruine totale. Au point de vue qui nous occupe, il avait surtout maintenu un type d'enseigne-

(59) Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 299.

(60) Lettres du préfet, de Mauboussin et de Maurin, messidor-thermidor an X (juin-juillet 1802), Arch. dép. Sarthe, T 54-1.

(61) Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 243.

(62) Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 248.

(63) Montzey, ouvrage cité, pp. 297 et suivantes.

(64) Reg. délib., 7 mai 1808 (Arch. comm. La Flèche).

ment fort intéressant, compromis entre celui des collèges d'Ancien Régime et des écoles centrales, plus proche d'ailleurs des collèges anciens. Tandis que le Collège du Mans s'appliqua, dès le début de la Révolution, à se transformer suivant le goût nouveau.

II. LE COLLÈGE DU MANS

LES ORATORIENS

Avant la Révolution, les Oratoriens tenaient un collège au Mans. Il fut fermé à la fin de l'année scolaire 1791-1792. L'Ecole centrale qui devait le remplacer ne fut ouverte que le 1^{er} ventôse an VI (1^{er} février 1798). Dans l'intervalle, il y eut un collège municipal qui constitue la transition entre le collège de l'Oratoire et l'Ecole centrale, non pas simplement au point de vue chronologique, mais bien au double point de vue des professeurs et de l'enseignement. Plusieurs professeurs du Collège municipal furent nommés à l'Ecole centrale, et, surtout, il y eut au Collège de véritables anticipations sur l'enseignement de la future Ecole. On peut en tirer cette conclusion que l'organisation scolaire, telle que l'a réalisée la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), est moins une révolution dans l'enseignement que l'aboutissement d'un mouvement antérieur, influencé d'ailleurs par les projets discutés aux assemblées.

Le Collège du Mans (65) était beaucoup moins important que celui de La Flèche, à la fois par le nombre de ses élèves, qui atteignit neuf cents au maximum, mais qui n'était plus que de deux cent quatre-vingt-un en 1783; par le nombre des pensionnaires, qui n'était guère que d'une trentaine; et par le type d'enseignement, qui était loin d'être aussi original que celui des écoles militaires préparatoires. Pourtant les Oratoriens étaient assez favorables aux innovations, mais le Collège était en pleine décadence morale et financière en 1789. Cette crise fut aggravée

(65) Le Collège de l'Oratoire, au Mans, a été étudié surtout par Reeb, *Rev. hist. Maine*, 1914, pp. 5 et 127 (Voir le plan du Collège en 1756, d'après Triger, planche F).

Le Collège de l'Oratoire
en 1756

Bâtimens dont le tracé est certain.

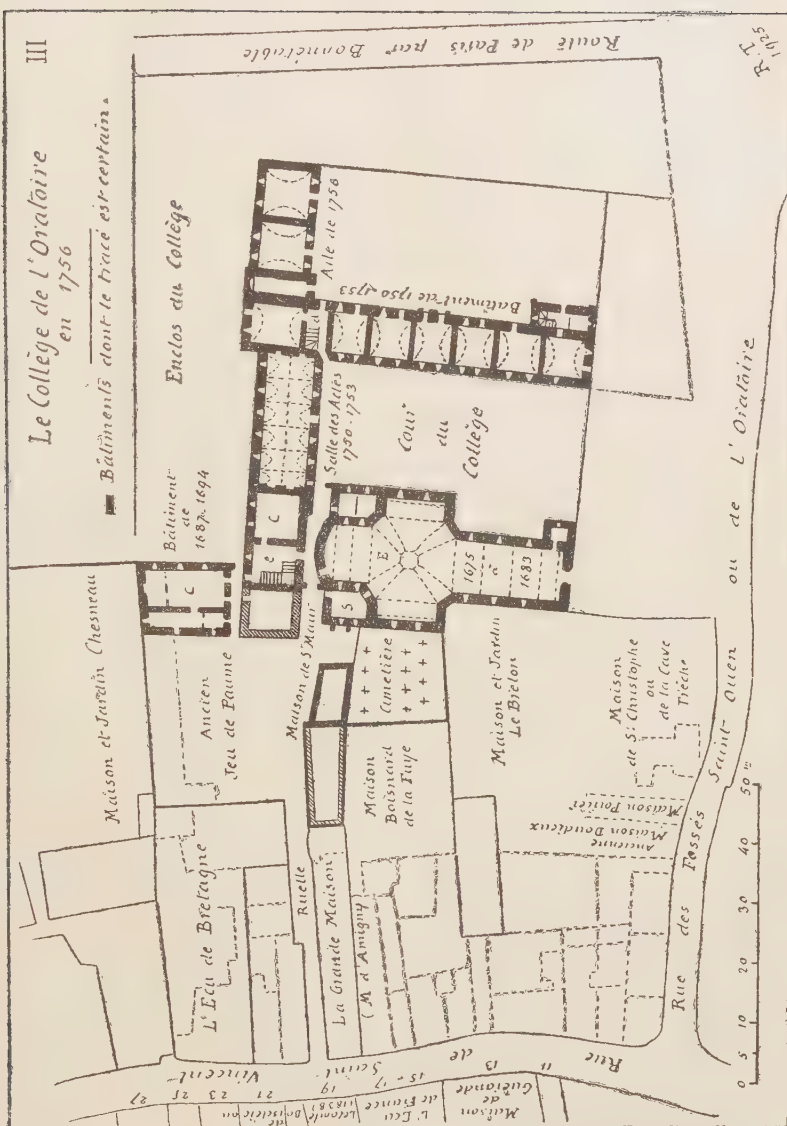


Planche F

par la Révolution, elle gagna toute l'institution : crise de culture, crise d'effectifs à la fois chez les professeurs et chez les élèves. Les remèdes furent cherchés dans des réformes qui montrent l'influence profonde et immédiate des événements politiques.

LES NOUVEAUX PROFESSEURS

L'histoire du Collège du Mans de 1791 à 1798 est assez compliquée et nous ne nous proposons pas d'en relater tous les détails. Il suffira de noter quelques transformations, les plus remarquables au point de vue des idées (66).

Le premier fait important fut le renouvellement du corps professoral, et le recours soudain à des éléments disparates. Lorsque les Oratoriens insermentés durent cesser d'enseigner, à la fin de l'année scolaire 1790-1791, il ne restait au Mans, pour dix chaires, que quatre professeurs : trois prêtres oratoriens assermentés, Thomas Cauvin et les deux frères Dufour, et un jeune laïque, aussi oratorien, Michel Boyer. Parmi les prêtres, Cauvin seul devait tenir une grande place. Né à Caen en 1762, il avait enseigné aux collèges de Juilly, de Rouen et de Nantes. Il était arrivé au Mans en 1783, comme régent de cinquième; il s'intéressait surtout aux sciences et particulièrement à la botanique. Il se fit une réputation régionale dans cette branche et entra à l'Ecole centrale. Chaud partisan de la Révolution en 1789, il s'était ensuite renfermé dans ses recherches (67).

Boyer fut le type des jeunes gens séduits par la Révolution : « Les premiers événements qui l'ont annoncée m'ont enflammé de joie, écrivait-il. Depuis son origine je n'ai cessé de travailler

(66) L'histoire du Collège pendant cette période n'a pas été faite. M. Bouchy, proviseur, qui a rédigé une petite notice historique sur l'établissement qu'il dirigeait, fait remarquer qu'une partie des documents a été volontairement détruite (Bouchy, *le Lycée du Mans*. Le Mans, 1932, in-8°, 63 pages, p. 21). On peut cependant citer les articles de MM. Pavet et Dejault-Martinière, publiés dans les palmarès du lycée du Mans, 1895, 56 pages, grand in-8°. Pour le serment, voir M. Giraud, ouvrage cité, p. 262. Sur la querelle du vieil et du jeune Oratoire, voir L. Madelin, *Fouché*, t. I, p. 20.

(67) Sur Cauvin, voir la note écrite par Trébutien, la notice recueillie par Legeay, le *Dictionnaire biographique* de Desportes, et le *Catalogue de la section d'Histoire naturelle du Musée du Mans*, par le Dr Delaunay.

pour elle. » Il entra dans le sillage de Bazin, entraînant à sa suite les deux nouveaux professeurs, Louis de Sallet et Simier, qui n'avaient, comme lui, qu'une vingtaine d'années, aucune expérience pédagogique, quelques principes et beaucoup d'illusions (68).

Ainsi trouvait-on, sur six professeurs, trois jeunes révolutionnaires. On devine que l'enseignement et les méthodes furent assez vite bouleversés. Ces professeurs furent aidés par un avocat manceau, Mortier-Duparc (69), et par deux maîtres de classes élémentaires, Ducy et Langlois (70). Du coup, les laïques étaient en majorité. Les circonstances politiques amenèrent la démission de l'inspecteur des études, Mortier-Duparc (71), le départ et l'emprisonnement de Sallet et Boyer (72). Il fallut les remplacer tant bien que mal, à la rentrée de l'an III, par une seule recrue : Bardou, ancien procureur général syndic (73). Après le 9 thermidor, on effectua la réorganisation qui s'imposait. Mortier-Duparc, à la demande générale, fut rétabli dans ses fonctions d'inspecteur et de professeur (74) (d'ailleurs pour bien peu de temps, car il était élu membre des Cinq-Cents dès brumaire an IV). Jollivet et Daguin, anciens élèves de l'Ecole normale, Pôté, ancien professeur du Collège de La Flèche, furent nommés par le Département au début de brumaire an IV (75). Daguin n'accepta pas sa nomination, car il fut élu membre de l'administration centrale de la Sarthe. En définitive, le corps professoral fut constitué par Cau-

(68) D. Piolin, *la Conspiration des Bazinistes*. Le Mans, 1870, 102, p. in-16; p. 36. Sur Michel Boyer, voir la notice recueillie par Legeay, la notice du *Journal du Maine-et-Loire* du 6 octobre 1858, le *Dictionnaire biographique* de Desportes, et Mautouchet, ouvrage cité, p. 270.

(69) Sur Mortier-Duparc, voir La Manouillère, ouvrage cité, t. II, p. 83, et Desportes, *Dictionnaire biographique*. Il fut élu au Conseil des Cinq-Cents en l'an IV et en l'an VII.

(70) François Ducy avait été maître de pension et de latin. (Pavet, ouvrage cité, t. II, p. 8).

(71) Lettre de Mortier-Duparc, 17 thermidor an III (4 août 1795), Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(72) Mautouchet, ouvrage cité, pp. 271 et 298.

(73) Voir plus loin *Ecole centrale*.

(74) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(75) Arrêtés du département (Arch. dép. Sarthe, L 94, f° 129; T 47-1). Pôté avait été nommé au Collège du Mans dès 1792, mais il n'avait pas occupé son poste.

vin, Dufour, Simier, Ducy, Bardou, Jollivet et Pôté. Soit, sur sept professeurs, quatre laïques, deux anciens oratoriens et un ancien doctrinaire. Tous restèrent en fonctions jusqu'à l'ouverture de l'Ecole centrale, et quatre d'entre eux obtinrent un poste à cette école : Cauvin, Dufour, Simier et Pôté, soit trois ecclésiastiques contre un laïque. Il faut remarquer qu'après le départ de Mortier-Duparc, aucun des professeurs n'eut titre ni charge de directeur; le Collège devait donc être administré par les professeurs réunis dans une sorte de Conseil, c'est ce qu'indique le programme de l'an III (76). Ceci constitue une anticipation sur l'Ecole centrale.

LE NOUVEL ENSEIGNEMENT

Depuis longtemps la vieille routine universitaire était condamnée et, lorsque survint la Révolution, les réformes amorcées par les Oratoriens parurent insuffisantes. On réclama un enseignement en accord avec les idées nouvelles, à la fois civique et pratique. Les Manceaux agirent en conséquence, mais sans beaucoup de méthode, car ils étaient pressés par les circonstances.

Dès l'année scolaire 1791-1792 les classes de sixième et de cinquième furent fondues en une classe de débutants (77). Celle-ci, à son tour, évolua rapidement dans un sens nouveau. En 1793, elle formait une *école civique*, dans laquelle les élèves qui ne sont pas destinés « à de longues études apprennent dans le cours d'une année ce qu'il importe le plus de savoir pour remplir les devoirs de citoyens (78) ». On y enseignait donc la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le français et la morale. Cette innovation fut développée durant l'année scolaire 1793-1794; l'école civique comprit alors trois classes : mineure, médiane et majeure. Le programme, beaucoup plus précis, fut réparti suivant une « progression calculée avec soin sur l'âge et le développement des facultés de

(76) *Affiches du Mans*, 25 vendémiaire an III.

(77) Lettres des professeurs au district, 30 septembre 1792 (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(78) *Almanach de la Sarthe*, 1793, p. 69.

l'enfant ». Aux matières indiquées plus haut s'ajoutèrent des éléments d'histoire et de géographie concernant surtout la France; quelques notions de sciences naturelles, physique, histoire naturelle, hygiène; quelques aperçus sur l'agriculture, les métiers et le commerce; des « idées élémentaires » sur le gouvernement de la France; et enfin des principes de morale, illustrés d'exemples et appuyés sur la religion (79). C'était à peu près l'enseignement prévu par Condorcet pour les écoles du 1^{er} degré (80).

A partir de l'an III, il n'y eut plus qu'une seule classe. Il ne fut plus question d'écoles civiques, mais simplement de cours de grammaire française et de géographie, accompagnés de notions sur la morale et sur l'histoire naturelle (81). Le programme suivait les fluctuations de la politique.

L'enseignement des humanités ne fut pas moins éprouvé. Depuis de longues années, il n'était question que de réformes des collèges. On voulait développer l'importance du français et des sciences aux dépens du latin, et réduire le rôle de la mémoire dans le travail scolaire; le maître dont on se réclamait était Condillac. Ainsi, dans la Sarthe, les idées que défendaient, à Paris, Talleyrand sous la Constituante et Condorcet sous la Législative, furent tour à tour appliquées.

La première réforme fut la réduction des cours de latin à trois années, à partir de 1793. Les méthodes prétendirent se dégager « des entraves de l'ancienne routine (82) ». Le thème fut abandonné, car le latin n'était plus considéré comme une langue vivante (83). Cette innovation avait été amorcée par les Oratoriens : ils enseignaient la grammaire latine en français et donnaient une place beaucoup plus large à la version qu'au thème (84). On ne sait rien des résultats obtenus.

La place perdue par le latin était gagnée par l'enseignement

(79) Rebut, ouvrage cité, p. 36.

(80) L. Cahen, *Condorcet et la Révolution*, p. 36.

(81) *Affiches du Mans*, 25 vendémiaire an III, 20 thermidor an III, 20 brumaire an V.

(82) *Almanach de la Sarthe*, 1793, p. 69.

(83) Rebut, ouvrage cité, p. 37.

(84) Reeb, article cité, p. 157.

du français : il y eut des leçons de composition française, et même de versification. A cet égard, les Oratoriens s'étaient montrés assez timides : s'ils donnaient des cours de français et faisaient rédiger des narrations et compositions françaises, ces études n'avaient été sanctionnées par des prix que tardivement : en 1788 pour la rhétorique, en 1789 pour la classe de seconde. Par contre, ils accueillaient volontiers les auteurs les plus modernes, ou les plus suspects, ainsi le Pascal des *Provinciales* (85), la *Profession de foi du Vicaire savoyard*, le siège de Paris tiré de la *Henriade*, ce qui incitait les élèves à se procurer, par l'entremise des externes, *Zadig*, *Candide*, *Emile* et la *Nouvelle Héloïse* (86).

Pendant ces trois années d'études françaises et latines, les élèves apprenaient aussi l'histoire et la géographie, plus particulièrement celles des républiques de la Grèce et de Rome. Là encore, on développait des réformes déjà commencées, puisque l'étude de l'histoire était abordée, au temps des Oratoriens, dans la classe de quatrième par l'histoire romaine, et se terminait en rhétorique par l'histoire contemporaine; tandis que la géographie était professée dans les plus hautes classes.

Les cours du Collège national comportaient, après les trois années de latinité, une année de rhétorique. Contrairement à ce qu'on aurait pu supposer, la rhétorique telle que la comprenaient les Oratoriens, avec son choix très éclectique d'auteurs, fut profondément remaniée. Michel Boyer fut le promoteur d'une première transformation : il se flatta, à la barre de la Convention, d'avoir « interprété le vœu national pour opérer les réformes les plus salutaires dans l'établissement confié à ses soins (87) ». D'une part, il donna ses cours en français; d'autre part, il promit de ne présenter « que des principes conformes au bon goût et à la saine éloquence (88) ». Ce dernier point n'avait rien de révolutionnaire. En fait, il s'agissait de tout autre chose, le professeur analysait les principaux types de discours publics et le style qui

(85) Coquet, *l'Ancien Collège de l'Oratoire*, palmarès du Lycée du Mans, 1897.

(86) Bazin, *le Lynx*, p. 322; — Madelin, *Fouché*, t. I, p. 20.

(87) *Bulletin de la Convention*, 1^{er} supplément, 28 août 1793.

(88) *Almanach de la Sarthe*, 1793, p. 69.

leur convenait : harangues populaires, discours des autorités publiques, discours pour fêtes publiques, etc... Il étudiait les préambules des lois et décrets et les discours prononcés à la tribune des assemblées (89). Cette préoccupation civique de la formation des orateurs politiques répondait exactement aux désirs de tous les partisans de la Révolution : Condorcet l'avait préconisée pour les écoles du 2^e degré (90) ; elle subsista dans l'Ecole centrale et fut la principale raison d'être du cours de belles-lettres. Le titulaire de cette chaire à l'Ecole centrale fut Simier, qui remplaça Boyer dans la classe de rhétorique dès 1794 (91). Boyer payait d'exemple et prenait la parole dans les fêtes civiques où l'on appréciait son éloquence ardente et imagée. La vie scolaire et la vie politique étaient intimement unies et se réclamaient des mêmes principes.

La classe de philosophie fut transformée d'une façon encore plus profonde. Son titulaire pour l'année 1791-1792 était Sallet. Lui aussi décida de faire son cours en français, et cette rupture des traditions fut soulignée dans les programmes. Quelle philosophie venait-il enseigner ? Essentiellement la logique ; c'est le nom que prit la chaire qu'il occupa. Cette logique était celle de Condillac. Le rôle de ce philosophe mérite d'être souligné : c'est le maître qui domine toute une génération. Tour à tour, Sallet, Simier, Bardou et même Ledru, pour ne prendre que des exemples sarthois, se réclameront de lui. Les sous-titres de son *Traité de logique* : « art de penser », « art de raisonner », apparaissent dans le libellé même des programmes, et son esprit imprègne l'enseignement (92). Les projets de L. de Sallet étaient vastes. Il se proposait encore de faire un cours de morale et même d'économie politique. On trouve explicitement, dans son plan d'enseignement, la matière du cours de législation qui n'apparaîtra qu'à l'Ecole centrale (93).

(89) Pavet, *Palmarès du Lycée du Mans*, 1899.

(90) L. Cahen, *Condorcet et la Révolution*, p. 352.

(91) *Almanach de la Sarthe*, an III, p. 61. — Boyer spécifiait dans le programme de l'Ecole centrale qu'il enseignerait l'art de parler adapté « aux différents usages auxquels il est destiné dans une république ».

(92) Voir chap. xx, § 2, et C. Bloch, *l'Instruction publique dans l'Aude...*, pp. 200 et 201.

(93) Rebut, ouvrage cité, p. 38.

Ce cours de philosophie fut éphémère : le professeur se consacra aux luttes politiques, les élèves semblent avoir déserté les classes pour « voler à la défense de la patrie (94) ». Une partie du programme subsista cependant ; dès 1793, *l'art de raisonner* figurait dans la classe qui avait perdu le nom de rhétorique et il se confondait avec la grammaire, selon la théorie de Condillac. L'année suivante, la chaire de philosophie ayant été supprimée, la logique tout entière fut enseignée dans cette classe (95). Il eût suffi d'y ajouter un peu de grammaire comparée pour réaliser ce qui fut considéré comme une grande innovation des écoles centrales : la grammaire générale. Or, nous remarquons qu'à partir de l'an IV la classe de lettres françaises comporta des « principes de grammaire générale (96) ». Il est vrai qu'à cette date les écoles centrales étaient créées. Lakanal avait présenté son premier grand rapport le 26 frimaire an III ; deux lois avaient été votées le 7 ventôse an III (25 février 1795) et le 3 brumaire an IV (25 octobre 1795). Le Collège du Mans se conformait donc au nouveau type d'établissements d'instruction (97).

Quelle place pouvait revenir, dans un collège si préoccupé du civisme et de la formation des tribuns, à l'enseignement des sciences ? Il n'y eut d'abord qu'une classe de mathématiques et de physique, ouverte aux élèves les plus âgés et couronnant l'enseignement, comme c'était la tradition chez les Oratoriens. En septembre 1792, les professeurs jugèrent bon de la supprimer, « à cause du grand nombre de jeunes gens » qui partaient aux frontières. Les leçons de mathématiques furent données à une heure différente de celles de latin et d'écriture, « afin que tous les élèves puissent suivre » tous les cours (98). Cette réforme

(94) Lettres des professeurs, 30 septembre an I (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(95) *Affiches du Mans*, 25 vendémiaire an III.

(96) *Affiches du Mans*, 20 thermidor an III. — A propos de la *grammaire générale*, voir Brunot, ouvrage cité, t. IX, p. 327 et suivantes. L'auteur marque l'influence de Condillac, mais aussi les réserves que certains apportent à ses doctrines (Voir plus loin *Ecole centrale de la Sarthe*).

(97) Guillaume, ouvrage cité, t. V, pp. 229, 527 et 542.

(98) *Almanach de la Sarthe*, an II, p. 62.

survécut aux circonstances qui l'avaient déterminée (99). Ainsi les sciences cessèrent d'occuper une place éminente, mais assez isolée et qui ne permettait qu'à un nombre restreint d'élèves de s'y intéresser. Du même coup, le Collège comporta deux branches parallèles d'études brouillant la succession normale des classes. Ainsi s'introduisit dans les études le plan des écoles facultatives et juxtaposées, c'est-à-dire le plan des écoles centrales, au lieu des cours successifs et obligatoires.

Le programme scientifique eut quelque peine à se fixer. Il comporta d'abord un groupement assez arbitraire de mathématiques, de physique et de sciences naturelles. D'une part l'algèbre et la géométrie de Bezout (100) (pourquoi pas l'arithmétique ?), d'autre part un ensemble mal défini : « Cours élémentaire et raisonné de physique générale et particulière, de chimie et de physique expérimentales, de mécanique, d'optique, astronomie et autres mathématiques mixtes; preuves physiques de l'existence d'un Etre suprême (101). » Cet ensemble, à la fois disparate et surabondant, s'explique sans doute par le fait que Cauvin, ex-oratorien, avait tout simplement adopté le programme de la classe de physique et mathématiques du collège de l'Oratoire (102). Il prouve aussi que la physique et la chimie expérimentales avaient une petite place dans l'enseignement. On leur accorda tardivement une complète autonomie, comme dans les écoles centrales (103). Cauvin, qui était naturaliste, n'avait pas manqué de joindre à la physique et aux mathématiques un cours abrégé d'histoire naturelle (botanique et géologie), ce qui ne paraît pas avoir existé au Collège de l'Oratoire. C'est là le point de départ des cours de sciences naturelles que Cauvin professera à l'Ecole centrale.

Enfin, il existait au Collège une *école de dessin*. A vrai dire

(99) *Affiches du Mans*, 25 vendémiaire an III.

(100) Ce cours de Bezout servit aussi à Sorèze (Sicard, ouvrage cité, p. 465).

(101) Rebut, ouvrage cité, p. 38.

(102) On faisait même des expériences de physique dans les exercices publics du Collège de l'Oratoire du Mans (Reeb, article cité).

(103) *Affiches du Mans*, 20 brumaire an V.

il s'agit là d'une assez vieille fondation. En 1759, Picard Duveau, ancien capitoul de Toulouse natif du Maine, avait créé au Mans une école gratuite de dessin. Les cours étaient donnés, depuis vingt ans, par Lorcé, qui enseignait le dessin d'ornement (figures, fleurs et animaux), la perspective et le paysage, le dessin géométrique et d'architecture (104). Le Département autorisa le transfert de cette école de l'Hôtel de Ville au Collège. Ce changement de local permit aux élèves du Collège d'assister aux cours de dessin, et, lorsqu'on fonda l'Ecole centrale, l'école gratuite de dessin y fut annexée (105). En outre, ce rapprochement accentua la tendance aux enseignements juxtaposés qui caractérise les écoles centrales, car l'école de dessin ne fut plus considérée comme indépendante; elle figura dans le plan d'enseignement depuis l'année scolaire 1793-1794 jusqu'à la fermeture du Collège (106). Le plan vertical l'emportait sur le plan horizontal.

Le Collège renforça son caractère civique par des exercices militaires, du moins pendant les premières années, sans doute pour rendre les élèves aptes à faire de bons gardes nationaux à l'âge de seize ans; et par des réunions, deux fois par décade, pour entendre la lecture du *Bulletin des lois*, et, une fois par mois, pour une conférence civique (107).

• On aimerait savoir si les élèves étaient nombreux, quel était leur âge et quels cours ils préféraient; malheureusement les documents sont insuffisants. On peut simplement supposer que les élèves étaient rares, d'après les plaintes des professeurs et de la Commission bibliographique. La dernière année, il n'y avait plus que quarante-cinq élèves (108). Les frais de scolarité étaient sans doute peu élevés. Les pensionnaires devaient payer quatre cent cinquante livres par an. Quant aux externes, certains d'entre eux ne payaient rien, comme l'indique une note des

(104) *Almanach du Maine* pour 1785, p. 111.

(105) Voir chap. xx, § 2.

(106) Rebut, ouvrage cité, p. 39.

(107) *Affiches du Mans*, 20 brumaire an V.

(108) Pavet, ouvrage cité; — *Palmarès du Lycée du Mans*, 1900, pp. 6 et 7.

professeurs au début de l'an II (109). Le pensionnat avait été supprimé en 1792 et rétabli en 1793 (110).

Ainsi, par retouches successives, le Collège s'était profondément transformé. On y avait appliqué les idées nouvelles en matière d'enseignement, et toute l'œuvre était dominée par la double préoccupation de l'utilité et de la formation civique. C'était bien le collège amendé selon les désirs de Locke et de Condillac, et selon les projets de Condorcet, Lakanal et Daunou.

La réorganisation effectuée, en vendémiaire an III (16 octobre 1794) les professeurs du Collège du Mans appréciaient ainsi leur tâche :

Depuis plusieurs années nous avons progressivement amélioré l'enseignement, [il ne reste plus] aucune trace de fanatisme, nos leçons ne roulent que sur des objets d'une utilité fortement sentie, et nous avons réduit l'instruction à ce qu'elle doit être, à l'apprentissage des devoirs de citoyen (111).

L'Ecole centrale était presque réalisée par avance.

De telles réorganisations eurent lieu, plus ou moins, dans la plupart des régions. Tantôt elles furent timides, et le collège se prolongea presque sans changements : ce fut le cas à Laval et dans le Nord de la France; tantôt elles furent un peu extravagantes et firent peur aux parents : ce fut le cas à Besançon; tantôt elles furent plus modestes, mais nettement inspirées par les idées nouvelles : ce fut le cas à Tours et à Nantes (112).

Au début de l'an VI, deux collèges coexistaient donc dans la Sarthe et se faisaient en quelque sorte concurrence : l'un, celui de La Flèche, était plus traditionnel; l'autre, celui du Mans, était

(109) Minutes des arrêtés du Directoire, vendémiaire, pluviôse an II (Arch. dép. Sarthe, L 42).

(110) *Chronique de la Sarthe*, 28 germinal an V.

(111) *Affiches du Mans*, 25 vendémiaire an III.

(112) E. Sinoir, *Histoire du Lycée de Laval*, Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 1931; — Sagnac, *l'Enseignement secondaire avant et pendant la Révolution, d'après des travaux récents*, Rev. hist. mod., 1913, p. 437; — Troux, *l'Ecole centrale du Doubs*, p. 4; — R. Guyot, *le Collège de Tours et l'Ecole centrale d'Indre-et-Loire*, 1906; — Ch. Morel, *l'Ecole centrale de Nantes*, Soc. acad. Nantes. 1882, p. 130.

plus imprégné de l'esprit révolutionnaire. Or les populations préféreraient le Collège de La Flèche. C'était de mauvais augure pour l'Ecole centrale de la Sarthe.

APPENDICE

LES DOCTRINAIRES DE LA FLÈCHE

Plusieurs professeurs, parmi les Doctrinaires de La Flèche, eurent une certaine célébrité et une carrière singulière. Le P. Corbin, supérieur et principal, a laissé un *Traité d'éducation civile, morale et religieuse pour l'homme, à l'usage des élèves du Collège royal de La Flèche*. Il devint précepteur du premier dauphin. Son traité renseigne sur les opinions des Pères Doctrinaires et sur leur enseignement, car l'auteur en avait professé les leçons aux élèves de La Flèche, avant que de rédiger son ouvrage. On y remarque entre autres choses l'étude des divers types de gouvernement, d'après Montesquieu; la démocratie est vantée pour l'amour de la patrie qui la caractérise ainsi que le règne de la vertu, mais ses défauts sont observés dans la démocratie athénienne et dans la République romaine (pp. 250 et 254). La théorie physiocratique de la richesse est intégralement adoptée : l'Etat n'est riche que par « la bonne culture du sol et des moissons, dont le sol paye le travail assidu »; il n'est pas riche « lorsqu'il ne fonde sa richesse que sur le commerce des denrées étrangères;... quand il n'a que des manufactures dont il ne recueille pas la matière première » (p. 295). Enfin, la paix est considérée comme un bien éminent qu'il faudrait maintenir à l'aide d'« un tribunal où puissent se porter les querelles des peuples et des rois et un code de jurisprudence qui réglât leurs droits respectifs » (p. 298). L'influence de Condillac apparaît dans la psychologie. Le successeur du P. Corbin, Noël-Gabriel Villar, fut, plus tard, évêque constitutionnel de Laval, puis membre de l'Institut et inspecteur général des études (J. Clère, ouvrage cité, p. 230). Le principal qui le remplaça, Laban, était assurément un administrateur de qualité, car il dirigea heureusement le Collège et l'Ecole centrale de Laval, ce qui lui permit de devenir vicaire général de Villar. Il fut, en 1806, précepteur des enfants du général Clarke, l'un de ses anciens élèves. Ces qualités d'administrateurs étaient également dévolues aux Pères Maurin et Meyer, qui surent rétablir le Collège de La Flèche, et aux Pères Pôté et Patry, qui dirigèrent tour à tour le pensionnat de l'Ecole centrale de la Sarthe. D'autres jouèrent un rôle modeste, comme Sartre, Séguélas et Pessau, qui devinrent professeurs à l'Ecole centrale de la Mayenne; comme Derennes, qui enseigna les mathématiques et la philosophie au Collège de Moulins, puis servit dans l'armée et fut élève à l'Ecole des Ponts et Chaussées; comme Beruët, professeur de physique expérimentale, qui devint recteur du Collège de Moulins. Un autre, Fanneau-Lahorie, fut élu aux Cinq-Cents, après avoir enseigné à l'Ecole centrale de la Mayenne. Quant à Rabard, il eut une fin tragique : marié et nommé principal du Collège de Château-Gontier, il partit volontairement combattre en Vendée et y fut tué (Sinoir, ouvrage cité, pp. 131, 214, 216 et 221). Quelques Doctrinaires devinrent commissaires cantonaux dans la Sarthe, comme Pôté à Fresnay et Courteille à La Suze. D'autres furent tout simplement instituteurs, tel Rave à Pontvallain.

CHAPITRE XX

L'École centrale de la Sarthe

- I. — **Organisation de l'Ecole centrale** : le jury ; recrutement et situation des professeurs ; administration de l'école ; inauguration.
 - II. — **L'enseignement** : méthodes et programmes.
 - III. — **Les élèves** : recrutement ; répartition ; le pensionnat et les boursiers.
 - IV. — **Services annexes** : jardin botanique ; musée et bibliothèque ; laboratoire de physique et cabinet de sciences naturelles.
 - V. — **La fin de l'Ecole centrale**. Conclusion.
-

I. ORGANISATION DE L'ECOLE CENTRALE

Les attaques multipliées contre les anciens collèges et les humanités, les réformes apportées dans les établissements, les projets présentés pour réaliser une réorganisation générale, tout faisait prévoir que l'enseignement secondaire serait transformé par la Convention. N'était-il pas indispensable de refondre cet enseignement et de le mettre en accord avec les idées nouvelles? — Cependant les lois se firent attendre. Ce n'est qu'en 1795 que furent votées les deux lois organiques, celles du 7 ventôse an III (25 février) et du 3 brumaire an IV (25 octobre). Le Comité d'Instruction publique ne s'était décidé que tardivement, après avoir longtemps hésité.

La loi du 7 ventôse était l'œuvre de Lakanal. Cet ancien Frère des Ecoles chrétiennes voulut réaliser un enseignement civique et pratique. Il crut y parvenir en recommandant l'étude des

langues anciennes, car les auteurs anciens « respirent l'amour sacré de la patrie, l'enthousiasme de la liberté, et cette haine vertueuse que l'être sensible doit aux oppresseurs de l'humanité ». Voilà pour le civisme. Quant aux connaissances pratiques, des cours de langues vivantes, de mathématiques, de dessin, d'arts et métiers, etc..., les dispenseraient aux élèves suivant leurs préférences.

La loi du 3 brumaire an IV, œuvre de deux anciens oratoriens, Ysabeau et Daunou, posa des principes généraux. Elle envisageait surtout la formation morale, l'éducation de la raison et celle de la volonté; elle affirmait que l'instruction est, dans la République, un « pouvoir moral ». Aussi renforça-t-elle le caractère civique des écoles, tandis qu'elle éliminait de nombreux cours pratiques, tels ceux de commerce, d'arts et métiers ou d'agriculture. Le résultat fut la création des écoles centrales.

L'organisation en était profondément différente de celle des anciens collèges. L'enseignement était divisé en trois sections successives. Chaque section ne correspondait pas à une année, mais à un âge déterminé. Ainsi, la première section recevait les enfants ayant au moins douze ans. Elle comportait les enseignements du dessin, de l'histoire naturelle, des langues anciennes et, éventuellement, des langues vivantes.

La deuxième section s'ouvrait aux élèves de plus de quatorze ans. Elle comprenait un cours d'éléments de mathématiques et un cours de physique et chimie expérimentales.

Enfin, la troisième et dernière section ne recevait que les jeunes gens de plus de seize ans. Elle était constituée par quatre enseignements : grammaire générale, belles-lettres, histoire et législation.

L'école centrale devait être complétée par une bibliothèque publique, un jardin et un cabinet d'histoire naturelle, et enfin un cabinet de physique et de chimie expérimentales. Toute cette organisation, aussi bien que le choix des programmes et des professeurs, dépendait des administrateurs du département.

La première conséquence de cette décentralisation fut la réussite très inégale des diverses écoles centrales. Selon les départe-

ments, elles attirèrent de nombreux élèves, comme celle du Doubs, ou furent délaissées, comme celle de la Sarthe. Beaucoup d'entre elles ont été étudiées, notamment pour l'Ouest, celles d'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire, de la Loire-Inférieure et de la Mayenne. Chacune a son intérêt particulier, celle de la Sarthe ne fait pas exception.

Les administrateurs de la Sarthe désiraient si vivement la création d'une école centrale au Mans qu'ils avaient fait des démarches dès le 26 ventôse an III (16 mars 1795) (1). Dans ces conditions, il semble que la fondation de l'Ecole centrale de la Sarthe aurait dû s'effectuer rapidement. Il n'en fut rien. L'inauguration n'eut lieu que le 1^{er} ventôse an VI (19 février 1798), alors que les départements voisins avaient ouvert leurs écoles centrales depuis assez longtemps déjà : celui de Maine-et-Loire le 1^{er} germinal an IV (21 mars 1796), et celui de la Mayenne au début de frimaire an V (novembre 1797). Ce retard est imputable aux rivalités personnelles qui éclatèrent dès les premiers travaux.

LE PREMIER JURY

Le 27 germinal an IV (16 avril 1796), le Département désigna les membres du Jury central (2). Il choisit des notables, bourgeois cultivés, ayant rempli diverses fonctions administratives et donné des gages non équivoques d'attachement à la République. On n'y nomma guère que des gens de robe : des magistrats, anciens conseillers ou avocats au Tribunal du Mans, Ménard de La Groye et Ysambart; ancien conseiller à l'élection du Mans, Chénon de Beaumont; juge au Tribunal civil, Bordier; des gens d'église laïcisés : Maguin et Besnard.

Les six jurés demandèrent qu'on leur adjoignît un septième collaborateur, particulièrement pour départager les voix en cas de contestation; ils suggérèrent le nom de Maulny, esprit cultivé, membre de la Commission des Arts, ancien membre de l'Acadé-

(1) Arch. dép. Sarthe, L 156, f° 65.

(2) Arch. dép. Sarthe, L 95, f° 54; L 115, f° 34, v°; L 96, p. 88.

mie d'Orléans et de la Société d'Agriculture du Mans (comme d'ailleurs Ménard de La Groye et Chénon de Beaumont), ce qui fut accordé.

L'arrêté du 27 germinal attribuait à l'Ecole centrale les bâtiments de l'ancien Collège du Mans, auxquels on adjoignait la « maison dite de Tessé » pour la bibliothèque, les cabinets d'histoire naturelle, de physique et de chimie expérimentales, et le jardin botanique. Il chargeait enfin le Jury de procéder, par voie de concours, à la nomination des professeurs, à la distribution des locaux et à la rédaction du règlement intérieur de l'Ecole centrale.

Ce jury portait en lui la cause de toutes les difficultés : il était trop nombreux. Sur le moment, nul ne s'en avisa; d'autant que le texte de la loi n'était pas explicite. Mais le ministre fit observer, dès le 26 floréal (15 mai), qu'il n'aurait dû compter que trois membres (3). A vrai dire, la chose pouvait se discuter, et cette loi fut transgressée impunément ailleurs (4). L'administration départementale s'obstina, elle maintint son arrêté et laissa le jury effectuer ses opérations. Cette belle assurance se justifie en partie par les ignorances étranges du ministre, Bénézech (ou de son secrétaire), qui, dans la même lettre, affirmait au Département qu'aucune loi ne prévoyait la fondation de bourses. Le ministre finit par exiger que le Jury fût ramené à trois membres (5). Il paraît bien que l'administration, d'abord fâchée de ce démenti, fut heureuse ensuite de trouver là une occasion de modifier le jury aussi bien que les choix qu'il avait faits.

Le 3 thermidor (21 juillet 1796), le Département remania le Jury; il ne maintenait que Ménard de La Groye, Besnard et Maguin (6). Pourquoi ceux-là? On ne manqua pas de remarquer qu'ils occupaient dans la première liste les rangs un, quatre et

(3) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(4) Le Jury central de la Creuse, formé de quatre membres, fut accepté sans observation (G. Duthcil, *Histoire de l'Ecole centrale de la Creuse*, p. 17). Celui de la Mayenne comptait à l'origine cinq membres (Sinoir, *Histoire du Lycée de Laval et de l'Ecole centrale*, p. 207). Celui de la Loire-Inférieure en comptait dix (Morel, *l'Ecole centrale de la Loire-Inférieure*, p. 133).

(5) Lettre du 18 prairial an IV (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(6) Arrêté du 3 thermidor an IV (Arch. dép. Sarthe, L 96, p. 88).

trois. Ce procédé, particulièrement désobligeant pour Ysambart, s'expliquait par le souci de conserver Besnard. Les membres exclus, auxquels se joignit Ménard-Lagroie, envoyèrent une protestation au Corps législatif et au Directoire, le 10 thermidor (28 juillet 1796) (7). Outre les griefs déjà notés, ils révélaient les contestations qui s'étaient produites lors du choix des professeurs : quatre membres du Jury s'étaient alors élevés contre les actes du Département ; précisément les quatre membres que l'on venait d'éliminer.

Le Département décida de mettre en demeure les trois membres restants, Ménard de La Groie, Besnard et Maguin, de se réunir le 18 thermidor (5 août 1796) et de faire savoir s'ils acceptaient leurs fonctions (8). De plus, il adressa au Directoire des *Observations... sur le mémoire... souscrit des citoyens Maulny, Chénon-Beaumont, Ysambart et Ménard-Lagroie* (9). Il justifiait sa conduite, mais attendait une approbation avant d'agir.

L'attente se prolongea et rien ne vint. Le Directoire ne répondit ni aux jurés révoqués, ni à l'administration centrale. Les trois jurés restants ne donnèrent pas signe de vie. Les élections modifièrent la composition de l'administration de la Sarthe, et les élus de l'an V ne manifestèrent nul désir de fonder une école républicaine. Bref, plus d'un an s'écoula, non seulement sans que l'école fût fondée, mais sans qu'on pût dire s'il existait ou non un Jury central d'instruction.

LE SECOND JURY

Après le 18 fructidor, le commissaire central Maguin, membre du Jury, voulut reprendre le travail. Il fit appel à Besnard (10). L'administration centrale nomma ensuite, le 1^{er} brumaire (22 octobre), deux autres membres : Bordier, juge, et Choplain, ancien

(7) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an IV.

(8) Arch. dép. Sarthe, L 95, f^o 94, 15 thermidor an IV.

(9) Arch. dép. Sarthe, T 47-1, 27 thermidor an IV.

(10) Arch. dép. Sarthe, T 47-1, 27 thermidor an IV.

notaire public (11). Bordier ayant refusé, elle le remplaça, le 17 brumaire (7 novembre), par Baudet-Dubourg, alors chef de bureau à l'administration centrale (12).

Le Jury central devait encore subir des modifications accompagnées d'incidents assez vifs. Besnard, plus influent que jamais, avait pris le titre de président du Jury, or il devint président de l'administration centrale en floréal an VI (mai 1798), ce qui était incompatible avec sa fonction de juré. Il conserva cependant les deux postes jusqu'en ventôse an VII (mai 1799). Sans doute l'aurait-il fait plus longtemps encore si Mortier-Duparc ne l'avait vivement attaqué (13). Besnard tenta de résister, il fit demander au ministre de l'Intérieur s'il pourrait cumuler, en s'engageant à quitter la salle de l'administration centrale quand celle-ci jugerait les opérations du Jury d'instruction (14). Cette proposition n'eut aucun succès, et Besnard se résigna à démissionner le 24 ventôse an VII (14 mars 1799) (15). Dans l'intervalle, Baudet-Dubourg avait été nommé commissaire central et avait dû quitter aussi le Jury, le 11 ventôse an VII (31 décembre 1798). Il avait été remplacé par Goupil, receveur général des contributions. Besnard eut lui-même pour successeur un juge de paix, Morillon, nommé par le Département, le jour même de la démission de Besnard (16). De telle sorte qu'à la fin du Directoire il ne restait plus dans le Jury aucun des sept membres du début. A partir de l'an IX, sans doute à la suite du décès de Morillon, le Jury ne fut plus composé que de Choplain et Goupil. Il resta incomplet malgré les observations du ministre (17).

(11) Arch. dép. Sarthe, T 47-1 et L 96, p. 403.

(12) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(13) *Affiches du Mans*, 20 ventôse an VII.

(14) Arch. nat., F 17, A 1344-26.

(15) Le jour même où l'on annonçait le concours pour compléter le corps enseignant de l'Ecole centrale.

(16) Arch. dép. Sarthe, L 98, f° 57, et T 47-1.

(17) Lettre du ministre de l'Intérieur du 29 ventôse an X (18 mars 1802), et réponse du préfet du 14 floréal an X (4 mars 1802) (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

RÔLE DU JURY

Le choix des professeurs n'était pas la seule raison d'être du Jury. Il devait aussi établir le règlement de l'Ecole centrale ; il le soumit au ministre de l'Intérieur le 13 ventôse an VI.

Celui-ci en ordonna l'application provisoire, en attendant « le travail général qui [devait] avoir lieu sur cet objet (18) ». Mais ce travail d'ensemble ne fut jamais réalisé et le règlement fut appliqué jusqu'à la fermeture de l'Ecole. Nous en signalerons les principales dispositions en étudiant les divers organes et le fonctionnement de l'institution. Il y a lieu de remarquer ici le rôle important que le Jury central s'était réservé, conformément à la loi, mais peut-être plus généreusement qu'ailleurs. Il s'était attribué le contrôle de l'enseignement, aussi bien en ce qui concernait le travail des professeurs que celui des élèves. Il examinait et transmettait au Département le programme des cours proposé par les professeurs au début de chaque année (art. 1). Il contrôlait l'exactitude et la moralité des professeurs, autorisait leurs absences, surveillait l'enseignement en faisant des inspections inopinées et des visites régulières dans les classes (art. 23, 41, 44 et 45). Il transmettait au Département les décisions du Conseil général des professeurs (art 39). Il recevait les notes des professeurs concernant les progrès et l'assiduité des élèves (art. 13) et devait être consulté pour l'attribution des prix annuels (art. 29). Enfin, il donnait son avis pour l'exclusion des élèves (art. 19). C'est donc à juste titre que le Jury occupait une place d'honneur lors des séances publiques (art. 25) (19).

En somme, le Jury d'instruction devait assurer le bon fonctionnement de l'école qu'il avait fondée et réglementée. Il ressemblait aux « bureaux d'administration » établis en février

(19) Règlement de l'Ecole centrale (Arch. dép. Sarthe, L 97, f^{os} 13 à 17).

(18) La minute du règlement est datée du 27 pluviôse an VI (15 février 1798). Le règlement fut arrêté par le Département dans la séance du 3 ventôse an VI (21 février 1798). Il figure au Registre des arrêtés (Arch. dép. Sarthe, L 97, f^{os} 13 à 17), ainsi qu'au dossier T 47-1. La lettre du ministre, datée du 13 ventôse an VI, se trouve dans le même dossier.

1763 pour diriger les collèges que les Jésuites avaient dû abandonner, et qui étaient présidés par les autorités locales, ecclésiastiques, parlementaires et notables (20). On a voulu leur comparer le Bureau formé par les professeurs des écoles centrales (21) ; il nous semble que, par leur composition et leurs attributions, ils se rapprochaient davantage des jurys d'instruction (22). Comme on l'a écrit, le Jury était « un des services du Département, qui l'utilisait pour éclairer son propre bureau d'instruction publique (23) ». C'était l'« intermédiaire nécessaire entre l'école et l'autorité locale toujours surchargée de besogne et souvent incompétente ». Mais le désaccord était presque inévitable entre le Département, annuellement modifié par les élections ou par les révocations, et ce jury, dont les membres étaient nommés pour un temps indéterminé. C'est ce qui se produisit dans la Sarthe, comme dans la Mayenne ou le Doubs (24).

LE CHOIX DES PROFESSEURS

C'était une tâche toute nouvelle et d'une ampleur imposante que le recrutement du personnel enseignant des écoles centrales.

Il fallait pourvoir de titulaires environ neuf cents chaires, sans compter les postes de bibliothécaires. Le problème posé par la suppression des Jésuites en 1762 peut seul lui être comparé, mais on n'avait pas alors le désir de laïciser les professeurs, et c'est généralement le clergé séculier qui prit la succession des

(20) Le Bureau d'administration fonctionna au Collège de Laval jusqu'à l'ouverture de l'Ecole centrale en l'an VI. Il joua donc un rôle pendant la Révolution (Sinoir, ouvrage cité, p. 115).

(21) Troux, ouvrage cité, pp. 11 et 31; — Sinoir, ouvrage cité, p. 218.

(22) Les jurys subsistèrent en quelque façon dans les « bureaux administratifs » rattachés aux collèges sous l'Empire et la Restauration, et qui comprenaient l'inspecteur d'académie, le maire, le président du Tribunal civil, le procureur impérial et le curé de la cathédrale (Rebut, *Histoire du Lycée du Mans*, pp. 50 et 53).

(23) Gain, *l'Ecole centrale de la Meurthe*, p. 73.

(24) Troux, *l'Ecole centrale du Doubs à Besançon*, p. 36.

Jésuites. En 1795, au contraire, l'enseignement était laïque, dans son esprit comme dans ses membres, bien qu'on n'écartât pas explicitement les prêtres assermentés.

Il pouvait paraître téméraire de tenter une pareille refonte sans avoir établi le moindre organisme de formation des professeurs. Aussi n'exigeait-on aucun diplôme, aucune garantie de compétence : les administrations départementales avaient toute liberté pour arrêter leurs choix. Dans ces conditions, on ne pouvait guère trouver un corps enseignant nouveau. Cependant Lakanal comptait sur « les gens de lettres qui, cachés au fond de leur cabinet, y nourrissent solitairement le feu du génie ». Ce sont eux que durent trouver les jurys départementaux.

Le Jury de la Sarthe décida de provoquer les candidatures par la presse et les affiches. Il composa une note qui résumait les charges et les émoluments des professeurs et qui fut affichée dans le département et publiée dans les *Affiches du Mans* le 20 floréal an IV (9 mai 1796). Les candidats devaient se munir d'un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Ils seraient astreints à un concours qui aurait lieu du 1^{er} au 10 messidor. Il est fâcheux que rien n'en ait été conservé. Le nombre des concurrents n'est pas même connu ; on peut seulement remarquer qu'il y eut deux candidats aux chaires d'histoire, de physique et d'histoire naturelle (25). Cela provenait en partie des efforts de Besnard.

Pour divers motifs, Besnard s'était rendu à Paris en prairial an IV (juin 1796). Il avait rencontré les députés de la Sarthe, particulièrement Delahaye, et leur avait exprimé le désir de trouver des professeurs pour l'Ecole centrale de la Sarthe.

Nombre d'écoles centrales cherchaient alors des professeurs à Paris, et Besnard eut quelque peine à en trouver :

(25) Ledru avait posé sa candidature, mais sans qu'on puisse préciser à quelle chaire ; peut-être était-ce à celle d'histoire naturelle ? (Rebut, *A.-P. Ledru*, 1905, p. 3.) — Dans les départements voisins, il n'y eut pas de concours (Bois, ouvrage cité, p. 343 ; — Sinoir, ouvrage cité, p. 207 ; — Benaërts, ouvrage cité, p. 193.

Mes recherches ont été infructueuses, écrit-il le 24 prairial (12 juin 1796); vous savez combien nous avons besoin de réunir les connaissances avec les principes et même la pratique de la morale (26).

Il rencontra cependant Hamard, un Manceau qui lui fut chaudement recommandé par Darcet, ancien professeur au Collège de France (27). Puis on lui présenta Thiébaut, qui était un personnage. « Auteur d'ouvrages estimés, membre de l'Académie de Berlin », il avait professé pendant vingt ans à l'Ecole des Cadets, et le roi de Prusse l'avait honoré de diverses conversations (28). Besnard l'avait vu sur la recommandation de Delahaye, avec qui Thiébaut avait été longtemps en relations à Berlin. Il avait été séduit :

L'analyse de sa méthode d'enseigner, son plan sur un pensionnat, m'ont paru, écrivit-il, des plus justes et des plus intéressants. La bonté de ses mœurs est empreinte sur son visage.

Besnard fournissait tous ces renseignements dans une lettre du 30 prairial (18 juin) (29). C'est dire que ses protégés ne pourraient se trouver au concours qui commençait dès le lendemain, mais le cas avait été prévu : les jurys pouvaient nommer, « malgré leur absence, les sujets que, sur la notoriété publique et les preuves antérieurement faites, ils jugeraient en leur âme et conscience être les plus propres à remplir les places de professeurs (30) ». Besnard insista vivement pour que le Jury ratifiât ses propositions. Il appuyait surtout Thiébaut et le fit soutenir par Delahaye (31).

Cependant le concours avait eu lieu et, le 11 messidor, len-

(26) Arch. dép. Sarthe, T 49.

(27) Arch. dép. Sarthe, T 49.

(28) Thiébaut était un érudit et un grammairien de valeur. Il est l'auteur de tous les articles raisonnés du *Dictionnaire de l'Elocution française* et du *Dictionnaire grammatical de la Langue française* (Brunot, ouvrage cité, t. IX, p. 332). Il rédigea plus tard ses *Souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*. Paris, 1804 (Debidour, *Actes...*, t. II, p. 649).

(29) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(30) Loi du 1^{er} germinal an IV (24 mars 1796).

(31) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

demain du jour de clôture (32), le Jury soumettait ses décisions à l'administration centrale. Thiébaut était nommé professeur d'histoire (33). Le Jury ne tenait pourtant pas à choisir des gens du dehors, mais Thiébaut avait un autre appui que les lettres de Besnard et de Delahaye : c'était la personne de son concurrent, Bazin, le journaliste et clubiste détesté comme terroriste à cette époque (34). Les autres nominations portaient pour la plupart sur des professeurs du Collège du Mans : Cauvin, Pôfé, Simier, Bardou, Lorcet et Jollivet. Ils étaient chargés, respectivement, de l'histoire naturelle, des mathématiques, des belles-lettres, de la grammaire générale, du dessin et enfin de la gestion de la bibliothèque. Le professeur de législation, Houdebert, chef de bureau du Département, était ex-oratorien et ancien professeur de belles-lettres à Troyes. La physique était attribuée à Maurin, ancien doctrinaire et professeur à l'Ecole militaire de La Flèche. Quant aux langues anciennes, elles devaient être enseignées par Rivière, ex-oratorien, ancien professeur au Collège de Juilly, retiré à Montfort-le-Rotrou.

Ce résultat était modeste; au lieu d'une rénovation on assistait plutôt au prolongement du Collège, ainsi qu'il était advenu en beaucoup de départements, comme ceux de la Mayenne ou d'Ille-et-Vilaine (35). Il ne fut que très incomplètement ratifié par le Département : Cauvin, Rivière, Pôté, Maurin, Thiébaut et Houdebert furent nommés, tandis que Lorcet était refusé (bien qu'il dirigeât depuis vingt ans l'Ecole gratuite de dessin), et que Bardou, Simier et Jollivet étaient provisoirement suspendus (36). Cette dernière décision était étrange; elle devait se reproduire en des circonstances analogues où nous verrons apparaître l'arrière-

(32) Arch. dép. Sarthe, L 95, f° 142.

(33) Dans ses *Souvenirs*, Besnard se plaint du refus essuyé par Thiébaut de la part d'un jury qui ne voulait nommer que des Manceaux. Il a encore été trahi par sa mémoire (Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 102).

(34) J.-R. Bazin, *le Lynx, Séide*, p. 4.

(35) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 430; — Benaërts, ouvrage cité, p. 192.

(36) Arch. dép. Sarthe, L 95, f° 42.

pensée de réserver des chaires à des amis momentanément indisponibles.

Le Jury, invité à reviser son travail au sujet de ces trois professeurs (37), s'étonna d'une mesure que rien n'expliquait (38). Après un entretien confidentiel avec les membres du Département, il persista dans sa première décision (39). Cette attitude détermina le remaniement du Jury, le conflit entre le Jury et le Département, le recours au gouvernement, et, comme résultat immédiat, l'ajournement pendant un an de l'ouverture de l'Ecole centrale. Il suffit de remarquer que les six nominations de professeurs ratifiées par le Département subsistaient et que, pour les choix ajournés, le Département était assurément dans son tort, car, ainsi que le ministre le rappellera ultérieurement, le Département ne pouvait que ratifier ou improuver les choix du Jury, selon qu'il les trouvait bons ou mauvais, mais il ne lui appartenait pas de prendre des mesures provisoires.

Le second Jury, en l'an VI, entreprit de constituer le corps professoral en recommençant toutes les opérations. D'ailleurs, parmi les professeurs désignés en l'an IV, plusieurs n'étaient plus disponibles. Il lança donc, le 20 brumaire (10 novembre 1797), un appel aux candidats (40). Il les invitait à lui remettre, au plus tôt, « leur programme raisonné sur la manière de traiter la partie à laquelle ils se [destinaient] (41) ». Le 17 nivôse (6 janvier 1798), les choix étaient arrêtés pour sept chaires et pour la bibliothèque (42). Dans cette nouvelle liste, on ne retrouve que trois des professeurs choisis en l'an IV : Cauvin, Pôté et Simier, tous trois professeurs au Collège du Mans. Parmi les nouveaux venus, on compte trois anciens professeurs : l'un, Louis Dufour, ex-oratorien, enseignait encore au Collège du Mans; le second, Patry, avait enseigné à l'Ecole militaire de La Flèche; le troisième, Mou-

(37) Arrêté du Département (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(38) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(39) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an IV.

(40) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, 20 brumaire an VI.

(41) Le même procédé avait été employé en Ile-et-Vilaine (Benaërts, ouvrage cité, p. 198).

(42) Arch. dép. Sarthe, L 97, f° 5.

linneuf, ancien professeur de dessin à Paris, présidait la municipalité cantonale de La Ferté-Bernard. Seul, le titulaire de la chaire de physique et de chimie expérimentales était absolument étranger à l'enseignement : c'était le pharmacien en chef de l'hôpital militaire du Mans, Guillemain. On avait placé à la tête de la bibliothèque un ecclésiastique, comme dans la plupart des départements, l'ancien curé d'Izé, Renouard, qui depuis longtemps déjà était chargé du triage des livres et manuscrits et de l'organisation de la bibliothèque du département (43). Pourquoi les chaires de grammaire et de législation demeuraient-elles disponibles? Peut-être faute de candidats, car ces enseignements étaient ignorés des anciens collèges. Peut-être pour laisser des postes à des gens momentanément occupés ailleurs, comme Houdebert, commissaire central, ou Bardou, titulaire de « l'école » de grammaire générale en l'an IV et qui le sera de nouveau en l'an VII?

La décision du Jury comportait une mesure plus extraordinaire que la vacance de deux chaires. C'était la nomination, provisoirement et comme à l'essai, de trois professeurs : Dufour, Patry et Simier (44). Ce dernier avait déjà été suspendu provisoirement en l'an IV. Besnard a révélé, dans ses *Souvenirs*, le motif de cette décision : il s'agissait de réserver la chaire de belles-lettres à Mortier-Duparc, qui l'avait déjà occupée au Collège du Mans et qui était alors membre du Conseil des Cinq-Cents (45). Le ministre de l'Intérieur dérangerait ces petites combinaisons en refusant les nominations provisoires (46). Le

(43) Son titre officiel est ainsi conçu : « Conservateur provisoire des dépôts de livres qui se trouvent au Mans (*Affiches du Mans*, 15 pluviôse an VI (3 février 1798)).

(44) Lettre du Jury, 19 nivôse an VI (Arch. dép. Sarthe, T 47-1); — Arrêté du Département (L 97, f° 5).

(45) Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 164; — Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(46) Le procédé des nominations provisoires fut cependant appliqué ailleurs. Dans la Creuse, le professeur d'hygiène choisi, Baraillon, étant représentant du peuple, fut remplacé par un intérimaire (Dutheil, ouvrage cité, p. 18). Dans la Mayenne, le professeur d'histoire naturelle étant élu aux Cinq-Cents, on nomma un remplaçant à titre provisoire (Sinoir, ouvrage cité, p. 234). On peut croire que la mesure proposée par Besnard aurait été acceptée s'il en avait révélé le motif (Arch. nat., Lettre du 26 pluviôse an VI (14 février 1798), F 17 A 1344-26).

Département dut se résoudre à nommer définitivement les trois intéressés, ce qu'il fit le 25 ventôse an IV (15 mars 1798) (47).

Le corps professoral fut complété l'année suivante, après la démission de Besnard (48). Deux chaires restaient alors vacantes : celles de législation et de grammaire générale ; celle de langues anciennes devint également disponible par la mort de son titulaire. Le Jury annonça le concours à toutes les administrations centrales de la République pour le 10 germinal an VII (31 mai 1799) (49). Il y eut trois candidats aux chaires de langues anciennes et de grammaire générale, quatre pour celle de législation (50).

Les nominations furent arrêtées par le Jury central, le 14 germinal (3 avril 1799), et ratifiées par le Département, le 17. Elles concernaient Rivière et Bardou, chargés respectivement de l'enseignement des langues anciennes et de la grammaire générale, tous deux anciens professeurs au Collège du Mans, tous deux nommés à ces mêmes postes par le premier jury en l'an IV. Le professeur de législation était une personnalité sarthoise : André-Pierre Ledru, ancien prêtre, surtout connu par sa mission officielle aux îles Ténériffe et Antilles. Esprit curieux et pénétrant, il s'intéressait autant à l'histoire qu'aux sciences naturelles, voire à la législation. Il avait même posé sa candidature à la chaire de grammaire générale (51). Au dire de Besnard il aurait eu un concurrent dans la personne de Ménard-Lagroye jeune, appuyé par Bazin (52).

La seule modification ultérieure survint au début de l'an X (octobre 1801). Le professeur de physique et chimie reçut l'ordre de rejoindre les armées, comme pharmacien attaché aux hôpi-

(47) Arch. dép. Sarthe, T 47-1 et L 97, f° 33.

(48) Besnard démissionna du Jury le 24 ventôse an VII (14 mars 1799).

(49) Arch. dép. Sarthe, L 98, f° 58.

(50) Arch. dép. Sarthe, T 47-1 et T 40-1.

(51) Rebut, *A.-P. Ledru*, p. 3.

(52) Besnard, ouvrage cité, t. II, p. 102. — Il faut remarquer la confusion faite par l'auteur entre les nominations de l'an IV et celles de l'an VII.

taux. La chaire resta sans titulaire pendant deux ans (53). Ledru, en l'an XII, n'ayant plus d'élèves à son cours de législation, se proposa au préfet pour l'enseignement de la physique et de la chimie (54). Il fut d'autant plus facilement agréé qu'il avait déjà donné quelques séances d'expériences de physique (55). En définitive, l'Ecole centrale comprenait surtout d'anciens professeurs de collège. Avait-on déjà oublié les brutales invectives de Lakanal contre ces « inutiles professeurs, étonnés de se trouver encore au poste des abus, rassemblant sur des ruines quelques élèves mendiables » ?

SITUATION MATÉRIELLE ET MORALE DES PROFESSEURS

Le traitement des professeurs, fixé par la loi au même taux que celui d'un administrateur, était de deux mille francs par an. Cette ressource devait être complétée par une rétribution scolaire, fixée par le Département, et dont le maximum pouvait atteindre vingt-cinq livres par élève. Cette rétribution fut-elle exigée ? Il n'y en a aucune trace, et, au début du Consulat, les professeurs y renoncèrent explicitement (56). En outre, le logement était assuré aux professeurs dans les bâtiments mêmes de l'Ecole centrale. Ce n'était d'ailleurs que la continuation d'une vieille tradition : les professeurs du Collège des Oratoriens, devenu Collège national, avaient conservé leur logement (57).

La première pensée de l'administration centrale et du Jury, sous la présidence de Besnard, fut de se subordonner complètement les professeurs. Il ne leur suffisait pas de pouvoir les nommer et les révoquer, sous réserve de l'approbation du Directoire : ils désiraient les diriger. La minute du règlement est instructive

(53) Cette longue interruption s'explique d'autant mieux que ces cours n'étaient suivis que par des « amateurs ».

(54) Lettre du préfet à Ledru, 27 frimaire an XII (14 décembre 1803) (Papiers Ledru, *Dossier personnel*).

(55) Lettre du préfet à Ledru, 15 pluviôse an IX (Papiers Ledru, *Dossier personnel*).

(56) Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(57) Cette disposition était stipulée dans la loi du 25 messidor an IV. « Au Mans, tous les professeurs vivent ensemble dans la maison affectée à cet établissement », 25 fructidor an VI (Arch. dép. Sarthe, L 149, f° 23).

à cet égard. Elle confiait au Département et au Jury la surveillance de la moralité des professeurs et comportait des recommandations inattendues et peu flatteuses. L'article 23 enjoignait aux professeurs d'employer « tous leurs efforts pour faire disparaître de leur instruction et de leur langage la pédanterie et la dureté », ainsi que d'éviter, « avec beaucoup d'attention, les paroles insignifiantes, grossières et rebutantes, les mouvements de colère et d'emportement (58). Les administrateurs avaient-ils conservé un souvenir amer des régents de collège? Cette note est d'autant plus singulière que les Oratoriens étaient réputés pour leur douceur et leur discipline paternelle, au point même d'avoir plutôt péché par faiblesse que par dureté. On eut le tact, sans doute après réclamation des intéressés, de ne pas insérer cet article dans la rédaction définitive. En fait, les professeurs purent jouir d'une grande liberté. Besnard lui-même n'intervint que rarement, il prétendit pourtant interdire à Ledru, professeur de législation, de s'occuper de botanique (59).

Les autorités attribuèrent toujours une place d'honneur aux professeurs de l'Ecole centrale. Ils figuraient aux fêtes nationales, ils y étaient souvent invités à prononcer des discours ou à préparer des chants ou des poèmes. Ainsi furent rédigées les *Imprécations* que l'on devait lire à la fête de la Juste Punition du dernier Roi des Français. Les professeurs furent priés de rédiger aussi l'annuaire du département (60). Ils étaient souvent consultés sur les réponses aux enquêtes statistiques. Mais il faut reconnaître que ce rôle s'explique autant par la personnalité de certains d'entre eux que par leur fonction. C'était le cas pour Ledru et Cauvin, par exemple.

A l'intérieur de l'Ecole, les professeurs pouvaient prendre de larges initiatives. Ils répartissaient les programmes à leur gré, ainsi que les heures de cours; même sous le Consulat, si le préfet

(58) Minute du règlement, 27 pluviôse an VI (15 février 1798) (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(59) Voir le conflit à propos de la maison de Tessé.

(60) Arch. dép. Sarthe, L 149, f° 81. Voir aussi chap. XVII, p 423

se permit quelques remarques, il laissa les professeurs libres de maintenir leurs décisions. Il n'y a nulle trace d'inspection des classes par le Bureau, ni par le Jury central, nulle marque d'intervention ou d'observation de l'administration départementale, ni conflit pédagogique, ni procès de tendance politique. Les professeurs étaient vraiment les maîtres de leur enseignement.

Abusèrent-ils de cette grande liberté? Le Conseil général l'a insinué en censurant la « conduite peu réglée de certains professeurs ». Mais il faut remarquer que la majorité de ce premier Conseil général est nettement réactionnaire. Aucun reproche précis ne fut formulé.

Il semble que le Conseil général se plaignait surtout de l'indépendance professionnelle qui menaçait l'unité de l'institution. Il voulait restaurer l'autorité dans l'Ecole, comme dans l'Etat : il faut « un chef, écrivaient les conseillers généraux, qui puisse indiquer et même réparer les défauts qu'il remarquera dans l'enseignement,... régler l'ordre et la durée des études, rappeler à leur devoir les professeurs négligents ». Ils proposaient même de lui attribuer le choix des professeurs et le droit de les congédier (61).

On y serait parvenu, comme l'indiquent les remaniements annuels dans l'enseignement et la distribution des cours, si la suppression des écoles centrales n'avait rendu cette transformation inutile. Les professeurs restèrent donc indépendants, et ils restèrent les seuls administrateurs de l'Ecole.

ADMINISTRATION DE L'ÉCOLE CENTRALE

Les fonctions administratives étaient réduites au minimum indispensable, et elles furent remplies par les professeurs eux-mêmes. Chaque Ecole comprenait une *Assemblée*, ou *Conseil général des professeurs*, et un *Bureau*, ou *Conseil d'administration*,

(61) *Observations du Conseil général* (Arch. nat., F I C V Sarthe, 1).

de trois professeurs élus par leurs collègues. Il n'y avait ni principal, ni préfet de discipline (62).

Le *Conseil général* comprenait tous les professeurs, ainsi que le bibliothécaire (art. 36 du règlement) (63). Il devait se réunir une fois par mois en séance ordinaire (art. 38) et pouvait être convoqué en séance extraordinaire, en cas de nécessité (art. 19). Ce Conseil choisissait les trois professeurs qui composaient le *Bureau* et il le renouvelait par tiers tous les trois mois (art. 36) (64). Il élisait son *Président*, qui présidait aussi le *Bureau*, et qui pouvait rester un an en fonctions (art. 37). Il devait tenir un registre de ses décisions (art. 37).

Plusieurs de ces dispositions sont assez originales : la réunion mensuelle et le choix d'un président, qui étaient ignorés en d'autres départements, Doubs et Maine-et-Loire par exemple.

Le *Bureau* était essentiellement chargé de la discipline (art. 21) et des fonctions administratives. Il assumait en quelque sorte la direction de l'Ecole, sous la surveillance du Jury d'instruction et de l'administration centrale. Il tenait le registre des élèves (art. 9) et assurait l'exécution des décisions prises par le Conseil général (art. 40). Il pouvait convoquer ce Conseil en réunion extraordinaire (art. 42). Le Bureau pouvait prendre l'initiative de mesures provisoires de discipline, dans les cas urgents, mais à la condition d'en rendre compte à la prochaine réunion du Conseil général (art. 40). Il se réunissait au moins une fois chaque décade et choisissait ceux des professeurs qui devaient assurer la discipline intérieure de l'Ecole (art. 24). L'article 42 stipulait enfin que les professeurs étaient « sous la surveillance immédiate du Bureau qui rendra compte au Jury tant de leur

(62) Les grandes lignes des règlements avaient été posées dans l'arrêté du Comité d'Instruction publique du 18 ventôse an III. Mais celui-ci avait été modifié par la loi du 3 brumaire an IV. Il prévoyait un conseil général des professeurs et un directoire de trois membres élu par eux.

(63) Règlement de l'Ecole centrale de la Sarthe (Arch. dép. Sarthe, L 97, f^{os} 13 à 17).

(64) On avait d'abord songé à un renouvellement mensuel (Minute du 27 pluviôse an VI (15 février 1798), Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

moralité que de leur exactitude à remplir leurs fonctions (65) ». En raison des protestations des professeurs, cet article fut modifié : le Bureau ne conservait que la surveillance de l'exactitude (art. 41), tandis que le contrôle de la moralité incombait au Jury d'instruction, comme nous l'avons constaté.

La gestion financière appartenait exclusivement à l'administration centrale. Les documents ne signalant que les dépenses, il est assez probable que les recettes furent négligeables. Le premier exercice ne s'étendit que sur sept mois, il atteignit cependant la somme de 29.600 francs, dont 6.000 francs pour premier établissement et 1.300 francs de « menues dépenses ». L'exercice de l'an VII s'éleva à 42.000 francs, somme étonnante si l'on songe que l'Ecole centrale du Doubs, beaucoup plus importante, n'occasionnait en moyenne que 25.000 francs de frais. Il est vrai que 10.000 francs étaient alloués pour « établissement, premiers travaux, achat de plantes pour le jardin botanique ». Ce jardin n'ayant pas été établi, on peut soupçonner quelque virement... D'autre part 6.000 francs correspondaient à des frais de « premier établissement ». Les dépenses normales n'étaient donc que de 26.500 francs (66).

Parmi les frais de premier établissement, les plus urgents concernèrent l'aménagement des locaux. Comme il advint dans beaucoup de départements d'Ecole centrale prit la suite du Collège, et les bâtiments qu'elle occupa furent plus tard attribués à une école secondaire et enfin au lycée (67). La difficulté était

(65) Minute d'un projet de règlement, 27 pluviôse an VI (15 février 1798) (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(66) *Compte rendu de l'administration centrale*, 1^{er} prairial an VII, pp. 72 et 76. — Le détail des 26.500 francs de dépenses pour l'an VII se répartit ainsi : 20.000 francs de traitement aux professeurs et au bibliothécaire, 2.400 francs de traitement aux concierges et garçons de salle, 2.000 francs d'achat et entretien des instruments de physique, des matières nécessaires aux expériences et des livres élémentaires, 2.100 francs divers.

(67) La loi du 25 messidor an IV (13 juillet 1796) avait affecté aux écoles centrales tous les bâtiments des anciens collèges.

toujours de loger les organes nouveaux : bibliothèque, jardin botanique, collections de physique, de chimie et d'histoire naturelle, matériel de dessin. Dès le 3 thermidor an IV (21 juillet 1796), le Département avait chargé le Bureau des Arts de dresser un devis d'aménagement (68). Un relevé des travaux fut établi par les trois commissaires du Bureau des Arts : Chesneau, Chaubry, Deshourmeaux, architectes habituellement chargés des entreprises départementales (69). Il fallait effectuer divers travaux d'entretien concernant le pavage, les vitres, les enduits des cloisons, les portes et fenêtres ; les plus importants concernaient les toitures (70). Le devis atteignait 3.669 livres. Vu l'état des finances on se contenta de ces réfections sommaires. Comme il était impossible de loger à l'Oratoire les services annexes, le Département avait décidé, dès 1796, de les installer dans un domaine national, la maison de Tessé, qui se trouvait à proximité immédiate. Mais ce domaine était loué, et le locataire fit de telles difficultés que ces services ne purent jamais être établis. En attendant, les dernières décorations ayant été faites dans la salle des Actes (71), l'administration départementale put procéder à l'inauguration de l'Ecole.

INAUGURATION DE L'ÉCOLE

Le Département tint à donner le plus d'éclat possible à cette cérémonie, afin d'attirer l'attention et de recruter des élèves. Il prit un arrêté en conséquence, le 21 pluviôse (9 février 1798) (72). L'inauguration serait présidée par les administrateurs du département, accompagnés des autorités civiles et militaires ainsi que

(68) Lettre du Département au Bureau central (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(69) Procès-verbaux de la Commission des Arts, p. 170 (Arch. Soc. Ag. Sc. A.).

(70) Mémoire du 18 fructidor an V et Lettre du Bureau central au Département, 2 brumaire an VI (22 novembre 1797) (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(71) Le 11 thermidor an VI (29 juillet 1798), le Département avait ouvert un crédit de 430 francs pour quelques réparations à la salle des Actes et pour l'achat de chaises et de prix (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(72) Arch. dép. Sarthe, L 97, f^o 11.

du *Bureau central des Arts*. La troupe et la garde nationale fourniraient des détachements pour rehausser le cortège officiel qui traverserait la ville, musique et tambours en tête. La cérémonie serait annoncée par trois coups de canon (73).

Le programme se déroula comme il avait été prévu, le 1^{er} ventôse (19 février), en présence d'un grand nombre d'« amis des sciences et des arts ». Houdebert, commissaire central, présenta l'institution nouvelle (74). Il n'oublia pas, lui, premier fonctionnaire politique, d'accentuer le caractère civique de la nouvelle école : « Il est temps, déclara-t-il, de donner aux jeunes Français cette éducation républicaine qui fait l'objet de nos vœux. » Il montra le rôle fondamental des jeunes générations, les premières qui n'eussent pas connu la monarchie et dont la formation eût échappé à toute influence royaliste : « C'est sur cette génération qui monte que doivent se fixer nos regards et nos espérances... Là doit se perdre dans le mépris la mémoire des rois. » Il adjura les professeurs de travailler activement à cette tâche : « Citoyens, leur dit-il, que vos leçons portent toujours l'empreinte des principes de la Liberté, que chacune d'elles ait toujours pour but une conséquence morale en faveur de notre République. » Il précisait même les moyens à employer :

Voulez-vous que votre élève foule un jour aux pieds les préjugés qui luttent contre sa raison, qu'il perde jusqu'à l'idée de ces fantômes ridicules qu'il encensait comme des dieux? N'allez pas heurter brusquement son caractère... La sagesse ne s'insinue dans l'esprit de l'homme, ainsi que le lait de la nourrice dans la bouche du nouveau-né, que goutte à goutte.

Quelques autres traits accentuaient le caractère laïque du nouvel enseignement, par exemple cette invective contre les anciens collègues d'où ne sortaient que des « suppôts de chicane ou des acteurs d'église (75) ».

(73) *Ch. S.*, n° 73, p. 289.

(74) Inauguration de l'Ecole centrale (*Arch. dép. Sarthe*, T 47-1, L 97, f° 22).

(75) Le caractère laïque de l'Ecole centrale avait été annoncé dès les premiers jours. Ainsi le Département avait proclamé le 27 germinal an IV,

Ce grand discours fut suivi de la prestation du serment de haine à la royauté et à l'anarchie par les professeurs et le bibliothécaire, « avec cet accent énergique qui caractérise les vrais républicains ».

Enfin Simier, professeur de belles-lettres, prononça un dernier discours. Il prétendit justifier par une analyse psychologique l'ordre des études dans les écoles centrales. D'abord, il fit observer que les connaissances ont, selon Locke et Condillac, leur point de départ dans les sensations. Il était donc naturel que l'enseignement commençât par le dessin et l'histoire naturelle ; puis venait l'étude des mathématiques et de la physique. Après quoi, déclarait l'orateur prêchant abusivement pour son saint, « les élèves sont parvenus à un âge qui les rend capables de s'adonner à des études sérieuses » [sic], et il citait... les belles-lettres et l'histoire. Sa conclusion était péremptoire : « On n'apprenait presque rien dans les anciens établissements ; on pourra acquérir, dans les nouveaux, les connaissances les plus utiles (76). »

II. L'ENSEIGNEMENT

MÉTHODES ET PROGRAMMES

Si l'on fait abstraction des déclarations vagues et prétentieuses, il reste qu'on voulut appliquer la « méthode analytique » et amener les élèves à observer et à réfléchir :

La mémoire n'est plus la seule faculté qu'on exerce ; on s'adresse au jugement, et c'est à lui à recueillir tout ce qui peut orner la mémoire. Ainsi l'on a soin de faire recomposer et analyser des leçons par

(16 avril 1796) que la nouvelle école serait « dégagée des entraves du despotisme et de la superstition » (Arch. dép. Sarthe, L 59). La création des écoles centrales fut une « œuvre anticléricale » (Aulard, *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, p. 19).

(76) Inauguration de l'Ecole centrale (Arch. dép. Sarthe, T 47-1). — Il y eut d'autres cérémonies officielles, comme la rentrée des classes, chaque année, ou les exercices publics que l'on célébrait le premier décadi de chaque mois (art. 25 du règlement) et qui avaient lieu avec beaucoup plus d'éclat à la fin de l'année scolaire (art. 26). Ces fêtes officielles n'avaient pas grand intérêt, et les comptes rendus qui les relatent n'indiquent rien qu'on n'ait pu observer ailleurs.

les élèves dans les classes où l'on peut faire usage de cette excellente pratique (77).

Le règlement recommandait de commencer chaque classe par un examen de la leçon précédente et des travaux des élèves (art. 11). La dernière leçon de chaque décade devait être consacrée à une récapitulation que les élèves effectuaient sous forme d'analyse par écrit (art. 13). On ne peut malheureusement préciser dans quelle mesure ces sages conseils furent appliqués (78). Mais les programmes des différents cours permettent d'apprécier les méthodes dont chaque professeur voulait faire usage, ainsi que la nature et le niveau de son enseignement.

Bien que le *dessin* ait tenu la première place à tous égards, le professeur n'a jamais fourni aucune indication sur ses méthodes. Il annonçait seulement qu'il étudierait tour à tour « les figures, les têtes, les académies, la bosse, le paysage, les animaux, les fleurs et l'ornement (79) ».

Le cours d'*histoire naturelle* répartissait en deux années l'étude de la minéralogie, de la géologie et de la botanique. Celle-ci comportait surtout des séances d'herborisation, c'est pourquoi on l'abordait en floréal, après l'étude de la minéralogie, pour la première année, et de la géologie, pour la seconde.

Les applications étaient spécialement envisagées : utilisation agricole et industrielle des minéraux, emploi des plantes dans les arts et manufactures et en pharmacie, élevage et médecine vétérinaire des animaux domestiques. Ce cours, professé par Thomas Cauvin, naturaliste de valeur, constituait une innovation heureuse et un progrès indéniable. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler ce qui était appris sous le nom d'histoire naturelle, au Collège de La Flèche, à cette même époque.

(77) *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 163.

(78) La réaction contre la grande place attribuée au travail de mémoire ne fut peut-être pas très forte, car on reprocha aux élèves interrogés publiquement à la distribution des prix de l'an VI « de donner trop à la mémoire » (*Affiches du Mans*, 5 fructidor an VI (22 août 1798)).

(79) Programme d'études pour l'an VI (*Ch. S.*, nos 76 et 77).

Les *langues anciennes* étaient enseignées suivant la méthode du « célèbre Du Marsais », c'est-à-dire en commençant par des traductions mot à mot, d'après des livres élémentaires où les phrases étaient construites selon la syntaxe française et où aucun mot n'était sous-entendu. On passait ensuite à la traduction juxta-linéaire, et l'on aboutissait à l'explication de « textes purs » et leur traduction « dans un français plus élégant ». Ultérieurement, le professeur abordait l'étude de la grammaire et de la syntaxe, « en faisant pour ainsi dire l'anatomie de toutes les phrases ». Le professeur considérait cette discipline comme un moyen de former le jugement de ses élèves, de les accoutumer à mettre de l'ordre dans leurs pensées, à sentir les rapports naturels des idées, à tout ramener à de véritables principes (80).

Ainsi réalisait-on des réformes préconisées depuis longtemps et préparées dans divers collèges, comme ceux de La Flèche et du Mans.

L'enseignement des *mathématiques* était réparti en deux années. La première était consacrée aux cours d'arithmétique, d'algèbre (jusqu'aux équations du second degré), de géométrie, de trigonométrie, avec application pratique au nivellement et lever de plans. Là encore on se proposait surtout de travailler à la formation intellectuelle. Le professeur voulait montrer, dans « la méthode exacte et rigoureuse des anciens géomètres... les modèles les plus parfaits de l'art de raisonner ». Au programme de la deuxième année figuraient les équations du troisième et du quatrième degré, étudiées « d'après le journal de l'Ecole normale », les sections coniques, les lieux géométriques, la construction des équations, les principes du calcul différentiel selon la méthode de Lagrange, du calcul intégral, et leurs applications. Ce cours préparait à l'Ecole Polytechnique, et l'admission à cette école de l'un des élèves du Mans fut célébrée dans les journaux locaux comme un grand événement (81).

(80) Il semble qu'il en ait été de même dans la plupart des écoles centrales.

(81) *Affiches du Mans*, 20 nivôse an VII (9 janvier 1799).

La *physique* et la *chimie* devaient avoir un caractère essentiellement expérimental. Ce fut la raison de l'échec. Il n'y avait pas de matériel ni de machines pour composer un cabinet de physique ou un laboratoire de chimie. Lorsqu'on eût enfin comblé cette lacune, le professeur fut rappelé et la chaire resta vacante pendant trois ans. Le programme ne permet donc que de juger les intentions du professeur, en réservant les réalisations effectives. Il annonçait l'étude des propriétés générales des corps, celle du mouvement et de ses lois, des leviers et de leur emploi, enfin de l'attraction, c'est-à-dire la mécanique. D'autre part, il énumérait ainsi les principaux chapitres de la physique : la lumière, le règne végétal et animal, la chaleur, l'électricité, l'air, l'eau. Le souci constant des applications pratiques se manifestait cette fois par l'étude de quelques arts et métiers comme ceux de tourneur, blanchisseur de toile, teinturier, faïencier, etc... « Les sciences physiques, déclarait le professeur, tendent sans cesse à un but d'utilité (82). »

L'école de *belles-lettres* n'était guère qu'une classe de rhétorique. Le professeur avait établi un plan en trois parties : les règles générales, figures et style; l'art d'écrire, les divers genres de compositions littéraires, la versification; l'art de parler, et notamment en fonction des « différents usages auxquels il est destiné dans une République ». L'étude des règles générales ne devait pas durer très longtemps. L'art d'écrire et l'art de parler alternaient chaque année. La préoccupation fondamentale était de préparer les futurs citoyens à prononcer des discours publics ou à rédiger des motions, souci qui s'était affirmé déjà au Collège national du Mans.

L'*histoire* se dégageait de la chronique et de l'énumération,

(82) En plus du cours de physique expérimentale, il existait un cours gratuit organisé par le professeur de mathématiques (*Affiches du Mans*, 5 fructidor an VI (22 août 1798)). Le professeur de législation faisait des séances de physique expérimentale (Papiers Ledru, *Dossier personnel*, 15 pluviôse an IX (4 février 1801)).

mais non des préoccupations moralisatrices et politiques (83). On traitera l'histoire, déclarait le professeur, « comme il convient dans les écoles de républicains ». Les élèves étaient d'abord initiés à la géographie, à la chronologie et à la critique (84). Puis, comme le professeur ne disposait que de deux années, le cours était limité à certaines périodes et aux faits « dont les conséquences pourront servir à la morale publique et privée ». On distinguait dans l'Antiquité : « les beaux temps de la Grèce et de Rome », la biographie « des grands hommes » Thémistocle, Timoléon, Aristide, modèles chers à toute la génération de 1789. Bref, cette étude était ramenée à « l'histoire des Républiques » et devait servir à « allumer dans les cœurs l'amour sacré de la Patrie ». L'histoire moderne, surtout celle de la France, flétrissait la tyrannie des rois. Les élèves « [seraient] indignés de voir le peuple le plus généreux de la terre courbé pendant une longue suite de siècles sous des chaînes ». Le cours se terminait en apothéose, grâce à la Révolution, et les élèves « devaient reposer « délicieusement leurs regards sur les événements mémorables qui les [avaient] affranchis ».

La méthode suivie prouve que la leçon de Voltaire n'était pas perdue. Le professeur abandonnait délibérément le répertoire de la suite des rois et des batailles, pour se consacrer à l'étude des « peuples ». Il étudiait « les lois, les mœurs, les usages des peuples les plus célèbres ». Il s'attachait à marquer « les progrès de la civilisation », et, s'il ne retenait que les « grands événements », c'était pour les expliquer par leurs causes.

La *grammaire générale* ressemblait à un cours de philosophie. Le professeur entendait traiter la « métaphysique des langues »,

(83) Outre le programme d'études de l'an VI, qui contient les renseignements les plus importants, la méthode et le programme des cours d'histoire sont exposés dans le compte rendu de l'inauguration de l'Ecole (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 2).

(84) Roger-Martin proposa de remplacer le professeur d'histoire par un professeur de géographie et de chronologie, « qui en sont les vrais fondateurs » (27 brumaire an VI (17 novembre 1797), Rapport aux Cinq-Cents; *Moniteur*, 1797, p. 248).

il écrivait avec enthousiasme que « quelques philosophes de notre siècle, ayant formé et exécuté le grand projet de renouveler l'entendement humain », étaient parvenus à retrouver la « vraie métaphysique » ! Il s'agit indubitablement des théories de Locke et de Condillac, car c'est d'après leurs ouvrages que l'on exposait « l'art de penser », le mécanisme de la volonté, et même « la distinction de l'âme et du corps ». Plus simplement, on essayait d'habituer les élèves à « l'esprit d'observation qui mène du connu à l'inconnu, et des idées particulières aux idées générales ».

Il est assez intéressant de rapprocher de ce programme celui qu'avait proposé Ledru, qui n'obtint pas cette chaire mais celle de législation. Son exposé a un caractère plus précis et plus catégorique, il fait plus large place à la grammaire comparée, mais l'inspiration est la même. Comme dans la plupart des écoles centrales, il s'agit de vulgariser Bacon et Condillac, et d'utiliser la méthode de Du Marsais. Ledru définit la grammaire générale « l'art de réduire aux règles les principes communs à toutes les langues (85) », et il identifie l'étude de cette science à celle de « la marche que les hommes ont suivie dans la communication de leur pensée ». C'est là une « science neuve » et dont l'intérêt n'est pas douteux, puisque « la parole est pour les peuples ce qu'est l'algèbre pour les géomètres, une méthode analytique ». A la différence de Bardou, Ledru examine ensuite les trois langues dont il doit réaliser l'étude comparative. Il ne craint pas de vanter les langues anciennes et de réclamer « une place distinguée » pour la langue grecque : « Ce fut l'idiome d'un peuple libre (86). » En ce qui concerne le latin, il rappelle le rôle de langue savante qui lui est dévolu, et il insiste sur les écrivains anciens, dont les œuvres traduites en français sont défigurées, car « la meilleure version est toujours au-dessous de l'original ». Il ne s'attarde pas à démontrer l'utilité d'étudier la langue française, puisque c'est

(85) Rebut, *André-Pierre Ledru*.

(86) L'idée du « républicanisme » des langues anciennes était commune aux hommes de cette époque. Roger-Martin la porta à la tribune des Cinq-Cents : il faut, dit-il, étudier « celles des langues anciennes qui ont le plus de rapports avec les institutions républicaines » (*Moniteur*, 1797, p. 247).

« d'une nécessité absolue pour tous », mais il note la valeur de cette langue qui a « conquis l'estime de l'Europe » où elle est « classique » depuis un siècle.

Le *cours de législation* fut divisé en quatre branches : la législation naturelle, la législation politique — dont les principales subdivisions étaient l'étude du droit des gens, de l'économie politique et de la liberté politique, — la législation civile et la législation sociale.

En fait, Ledru enseigna d'abord un *Traité élémentaire de morale* en l'an VII. L'année suivante fut réservée à la législation politique. Après une théorie des gouvernements en général, le professeur exposa surtout le droit public français, intérieur et extérieur. En l'an IX, il reprit l'étude du droit des gens et donna également un cours de droit civil. Enfin, en l'an X, il fit un cours de droit civil et criminel (87). A partir de l'an XII, faute d'élèves, les cours de législation furent supprimés, mais le cours de morale subsista.

III. LES ÉLÈVES

RECRUTEMENT

Les moyens officiels furent mis en œuvre pour garnir les classes des écoles centrales. On fit savoir que tous les fonctionnaires devaient y envoyer leurs enfants et que, sous peu, les fonctions publiques ne seraient accordées qu'aux anciens élèves des écoles publiques, conformément à l'arrêté directorial du 27 brumaire an VI (17 novembre 1797) (88).

L'administration centrale fit placarder un long panégyrique des écoles centrales. A coup sûr informée des reproches d'incohérence adressés en maints endroits à cet enseignement, l'administration déclarait au contraire que, « suivant pas à pas la nature, les parties de l'enseignement sont liées, coordonnées, formant un

(87) Papiers Ledru, *Ecole centrale*.

(88) Arrêté du Directoire du 27 brumaire an VI (*Ch. S.*, 2 ventôse an VI).

tout parfait ». D'autre part, une note officieuse annonçait que les professeurs seraient « tolérants par principe et par caractère ». Ils se borneront à enseigner les principes de la morale universelle et à recommander la pratique des vertus sociales. « Eh! cette morale ne cadre-t-elle pas avec toutes les croyances (89)? »

Combien d'élèves répondirent à ces appels? Il est impossible de le dire avec précision, mais leur nombre fut modeste. Comme le constatait avec mélancolie, quelques années plus tard, le professeur Simier, bien revenu de ses premiers enthousiasmes :

Quand l'enseignement public eut enfin été réorganisé, l'état des études ne devint guère plus florissant. Les partis étaient sans cesse aux prises, et chacun d'eux espérait toujours de triompher et de mettre ses systèmes à la place des systèmes reçus. Les parents devaient-ils se soucier beaucoup d'envoyer leurs fils à des écoles sans cesse menacées d'une prochaine destruction (90)?

L'*Annuaire de l'an VIII* fit savoir que l'Ecole centrale avait été fréquentée, l'année précédente, par cent cinquante élèves (91). Le seul état des élèves qui subsiste concerne l'an XI (21 novembre 1802) ; il compte cent dix-neuf noms (92). C'était peu en comparaison des cinq cents élèves de l'école du Doubs ; c'était à peu près le même nombre que dans les écoles d'Ille-et-Vilaine, sensiblement moins que dans celles de la Mayenne et de Maine-et-Loire, dont l'effectif oscilla entre deux cent trente et deux cent cinquante. La population scolaire de l'école centrale de la Sarthe n'atteignait pas le tiers de celle du Collège de La Flèche !

(89) Proclamation des administrateurs de la Sarthe, 28 nivôse an VI (Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an VI). — Le même souci de ne pas écarter les enfants des familles catholiques se fait jour dans une note de Mortier-Duparc, député de la Sarthe et membre de la commission d'instruction publique. Il recommande de placer dans les classes cette inscription : « Que Dieu maintienne la République française », comme avaient fait les professeurs d'une école centrale du Midi où les parents n'envoyaient pas leurs enfants parce que l'on disait les professeurs athées (*Affiches du Mans*, 10 brumaire an VII).

(90) Discours de Simier à la distribution des prix de l'Ecole centrale, le 11 germinal an X (Pavet, ouvrage cité).

(91) *Annuaire de l'an VIII*, p. 164.

(92) Etat des élèves de l'Ecole centrale, 30 brumaire an XI (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

RÉPARTITION DES ÉLÈVES

Avant leur admission, les élèves subissaient un examen général devant les professeurs de l'Ecole, d'après lequel ils étaient répartis dans les diverses subdivisions des classes (art. 5).

La première rédaction du règlement rappelait les conditions légales d'âge minimum pour l'accès aux diverses sections (93); cette clause fut abandonnée dans le règlement définitif, sans doute pour faciliter le recrutement.

Les élèves étaient surtout Sarthois et même Manceaux (94). Leur situation sociale était très variée : on trouvait des enfants de magistrats, juge suppléant au Tribunal civil, ancien procureur au Parlement; d'autres appartenaient aux classes libérales : notaire, avoués, huissier, sculpteur; plusieurs étaient fils de fonctionnaires : instituteurs, receveur des contributions, commissaire ordonnateur, garde-magasin du timbre, directeur de la poste aux lettres; certains étaient fils de commerçants : aubergiste, tailleur, perruquier, pharmacien, chapelier, orfèvre; il y avait peu d'enfants de propriétaires. Leur situation de fortune était tantôt assez brillante (douze familles sur trente-deux sont déclarées aisées ou très aisées en l'an X), tantôt modeste, quelquefois pénible (onze familles sont notées mal aisées ou peu aisées), ce sont notamment des familles dont le chef est mort, quelquefois en service commandé (95). La riche bourgeoisie sarthoise semble cependant avoir boudé cette école pendant les premières années.

Les élèves devaient être répartis d'après leur âge. En fait, on remarque la présence d'enfants et de jeunes gens dans les mêmes cours. Ainsi, dans la troisième section, dont l'âge normal était compris entre seize et dix-huit ans, on trouve un élève de quatorze ans et des élèves de vingt et un et vingt-deux ans.

(93) Minute du règlement (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(94) Etat des élèves de l'Ecole centrale de la Sarthe, 30 brumaire an XI (Arch. dép. Sarthe, T 47-1). — En 1802, sur 119 élèves, il y avait 28 Sarthois et 74 Manceaux.

(95) Distribution des prix du 30 thermidor an X (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

On admettait aussi des étudiants plus âgés qui suivaient les cours comme « amateurs » (art. 10 du règlement). Les papiers de Ledru indiquent l'âge de tous ses élèves (96). Sauf deux, âgés de seize ans et demi et de dix-huit ans et demi, tous avaient pour le moins vingt ans, et même l'un d'eux avait vingt-sept ans. Il en fut ainsi jusqu'à la fermeture du cours de législation. Les conditions d'âge paraissent avoir été les mêmes au cours de physique et de chimie expérimentales. Il en résulta des difficultés d'ordre pratique : Ledru se fit autoriser à donner son enseignement le soir après cinq heures, parce que ses étudiants avaient tous des emplois « dans les bureaux ou chez des hommes de loi (97) ». Cela indique assez le caractère mixte des écoles centrales qui s'apparentaient autant à nos facultés d'enseignement supérieur qu'aux collèges et lycées. Aussi bien, Ledru, professeur de législation, parle-t-il de ses *étudiants* (98) et non pas de ses élèves.

La fréquentation des divers enseignements était fort inégale. Dès le début, la faveur des mathématiques et du dessin fut officiellement signalée (99). A défaut de listes d'élèves, les palmarès sont assez significatifs. Tant que dura l'Ecole centrale, il y eut beaucoup plus de nominations en dessin et en mathématiques que dans les autres *écoles*. Par exemple en l'an VII : vingt-cinq prix et deux mentions pour le dessin (100); en l'an VIII, vingt et une mentions pour le dessin, quinze pour les mathématiques (101). Pendant la dernière année de l'Ecole centrale, on comptait quatre-vingts élèves dans les classes de dessin, et qua-

(96) Papiers Ledru, *Ecole centrale* (Arch. dép. Sarthe, 1^{er} thermidor an VI, T 47-1).

(97) Lettre de Ledru au préfet, 23 brumaire an X (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(98) Dans une lettre, Ledru avait écrit le mot « élève », il l'a barré pour écrire « étudiant » (1^{er} thermidor an VI, Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(99) *Annuaire de l'an VIII*, p. 164.

(100) *Annuaire de l'an VIII*. — On a beaucoup remarqué la faveur qui accueillit les cours de dessin. Ce n'est pas un fait nouveau. Un grand nombre de villes avaient des cours de dessin municipaux qui étaient très suivis. C'était le cas au Mans. Il y eut plutôt recul avec l'Ecole centrale (*Observations du Conseil général*, Arch. nat., F I C V Sarthe, 1).

(101) « La première section de mathématiques compte 70 élèves » (Lettre de Ledru au préfet, 15 brumaire an X, Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

rante-sept élèves en classe de mathématiques, tandis que la classe la plus fréquentée, en lettres, n'en comptait que trente-deux. Par contre, certains cours étaient délaissés : l'histoire naturelle, la physique et la chimie. Aux derniers jours, il n'y avait que six élèves dans le premier cours, et quinze dans le second (102). La grammaire générale subit des fluctuations d'effectif étonnantes : huit nominations aux prix de l'an VII, dix-sept en l'an IX, deux en l'an X. En l'an XI, la classe ne comptait que quatre élèves. La législation n'eut jamais qu'un auditoire extrêmement restreint (103). Les papiers de Ledru indiquent neuf élèves pendant la première année (art. 7), six élèves pour l'an VIII, dont quatre redoublants qui restèrent en l'an IX, et à qui s'unirent cinq nouveaux, au cours de droit civil (104). En l'an X Ledru crut n'avoir personne, et il songeait à enseigner la physique, lorsque quelques auditeurs vinrent s'inscrire. Enfin, au début de l'an XI, il n'avait plus que deux étudiants.

Ces inégalités sont d'autant plus remarquables qu'elles se vérifient dans la plupart des écoles centrales étudiées jusqu'à présent. On a cru pouvoir en tirer des conclusions concernant les goûts de la jeunesse, ce serait le signe d'une préférence pour les sciences exactes aux dépens des études littéraires (105). La génération qui parvint à l'âge d'homme sous l'Empire fut tournée vers les Sciences, elle subit le prestige des mathématiques et l'ambition des jeunes gens était d'entrer à l'Ecole Polytechnique. C'est même pourquoi on eût l'idée de fonder une école spéciale pour les élèves qui se seraient « distingués dans l'étude des belles-lettres et des sciences morales », et d'où l'Etat tirerait « ses

(102) Chiffres cités par Pavet, *l'Ecole centrale du Mans*, Palmarès du Lycée du Mans, 1906, 10 p. in-8°.

(103) Papiers Ledru, *Ecole centrale*.

(104) Lettre de Ledru au préfet, 23 brumaire an X (24 novembre 1801), Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(105) Troux, ouvrage cité, p. 91. — Cependant l'auteur indique de multiples fluctuations : les mathématiques ne groupent que de 12 à 17 0/0 des inscriptions à partir de l'an VI, la physique de 5 à 11 0/0. Même l'enthousiasme pour la classe de dessin fléchit en l'an IX et en l'an X.

agents et ses principaux employés », une sorte d'école des services civils (106).

Les élèves furent-ils particulièrement frondeurs? On le croirait à lire des règlements qui interdisent, dans la Sarthe ainsi que dans la plupart des écoles, d'apporter des armes et des bâtons, de tenir des discours ou de jouer en classe, de répondre indécemment; mais ce furent plutôt des mesures préventives, car rien ne semble avoir troublé le calme.

LE PENSIONNAT

Il est assez curieux que la loi du 7 ventôse an III (25 février 1795) eût supprimé les pensionnats. On aurait dû prévoir qu'il y avait là une nécessité matérielle, si l'on voulait que les écoles fussent vraiment centrales, c'est-à-dire d'usage départemental, et non municipales. La plupart des départements firent cette constatation et s'appliquèrent, avec un succès inégal, à organiser leur pensionnat.

Quatre mois après l'ouverture de l'école, l'un des professeurs du Mans voulut rouvrir l'ancien pensionnat du Collège (107). Il désirait fonder une entreprise personnelle : il aurait loué les locaux, « pour trois ou six années », et aurait soumissionné, comme cela se passa dans le Doubs (108). Ce professeur était Pôté, qui avait enseigné à l'Ecole militaire de La Flèche (109) et qui connaissait assurément le pensionnat si brillamment organisé par ses anciens confrères, Maurin et Meyer. Il était appuyé par le Conseil général des professeurs et le Jury de l'Ecole centrale. Le Département retint aussitôt la proposition et accorda un crédit pour des réparations, qu'il aurait d'ailleurs fallu faire pour sau-

(106) *Annuaire de la Sarthe pour l'an VIII*, p. 164. — Remarque analogue en Indre-et-Loire (R. Guyot, ouvrage cité).

(107) Lettre de Pôté, 5 thermidor an VI (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(108) Troux, ouvrage cité, p. 97.

(109) Pôté s'est prévalu de son titre d'ex-professeur à La Flèche, dans le prospectus qu'il publia en l'an VI.

ver les bâtiments. Mais il ne prit aucun engagement à l'égard du « citoyen » Pôté. Le pensionnat fut placé sous la « surveillance » des professeurs et de la municipalité du Mans (110). Cette création fut de moins en moins la chose de son promoteur. Dès l'an VII, l'administration en était assurée, tour à tour, par « les professeurs et le bibliothécaire »; sous le Consulat, la gestion était confiée à Patry (111).

Ce pensionnat comportait naturellement un internat à l'usage des élèves de l'Ecole centrale. Ils y trouvaient leur chambre particulière, « dans un local spacieux et commode qui jouit d'un aspect charmant et de l'air le plus pur (112) ». Mais on y donnait aussi un enseignement pour « faciliter les progrès » des élèves par des « répétitions journalières » de leurs cours, particulièrement en vue du concours de l'Ecole Polytechnique. Ainsi s'introduisaient les répétitions qui semblent avoir existé, sous une forme ou sous une autre, dans beaucoup d'écoles centrales, et qui étaient d'ailleurs nécessaires en raison même de l'organisation (ou de l'inorganisation) de l'enseignement.

Le pensionnat assumait aussi l'éducation des élèves, qui ne pouvait guère être obtenue par les cours trop spécialisés : « L'objet de cette institution, précisait la première note publique sur le pensionnat, n'est pas moins de former le cœur que d'éclairer l'esprit de la jeunesse (113). » « Tous les jours, matin et soir », les élèves devaient faire la lecture dans un « livre de morale (114) ». Le pensionnat avait enfin le caractère d'école préparatoire : on y accueillait les enfants qui voulaient entrer à l'Ecole centrale. Pour être reçus, ils devaient « lire bien et écrire passablement ». Ils recevaient là des leçons de lecture, de grammaire française, d'orthographe, de calcul, de « sphère », de géographie, et aussi de

(110) Arrêtés du Département (Arch. dép. Sarthe, L 98, f° 60; L 97, f° 124) et Lettre du Département au Conseil général, 11 thermidor an VI (29 juillet 1798) (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(111) Comptes du 28 fructidor an XII (Arch. comm. Mans, n° 1440).

(112) *Prospectus du Pensionnat* (Papiers Ledru, Ecole centrale).

(113) *Affiches du Mans*, 5 fructidor an VI.

(114) *Affiches du Mans*, 25 floréal an VII.

langue vivante et de musique si les parents le désiraient. Ainsi les professeurs comblaient le hiatus qui séparait les études primaires des cours de l'Ecole centrale. Ils avaient en somme réalisé, comme leurs collègues de Tours, la synthèse des deux types de pensionnats : tantôt simples internats, comme dans le Doubs, tantôt exclusivement écoles préparatoires, comme en Meurthe-et-Moselle (115).

Les conditions matérielles étaient très normales et se rapprochaient beaucoup de l'ancien pensionnat du Collège du Mans et du pensionnat du Collège de La Flèche : le prix de la pension, d'abord fixé à cinq cents francs, fut ramené à quatre cent cinquante (116).

Les organisateurs avaient escompté que les boursiers nationaux composeraient le premier contingent de pensionnaires, mais ils ne furent nommés que tardivement. En attendant, combien y eut-il de pensionnaires ? Rien ne nous renseigne avant le tableau de l'an XI ; encore n'y trouve-t-on mention que des élèves de l'Ecole centrale, et non pas des plus jeunes pensionnaires qui se destinaient à cette école. Sur cent dix-neuf élèves il n'y eut que sept pensionnaires (117) ! Peut-être qu'à cette époque où la fermeture de l'école avait été annoncée le pensionnat déclinait ?

LES BOURSIERS NATIONAUX

La loi du 3 brumaire an IV avait prévu l'octroi de bourses de pension de trois cents francs en faveur de vingt élèves pour chaque école centrale (118). L'attribution n'en put être faite qu'après l'organisation de l'école et du pensionnat. Le 15 ventôse

(115) Troux, ouvrage cité, p. 98.

(116) *Prospectus du Pensionnat* (Papiers Ledru, *Ecole centrale*) ; — Note sur le Pensionnat (*Affiches du Mans*, 25 floréal an VII (14 mai 1799)).

(117) Etat des élèves de l'Ecole centrale, 30 brumaire an XI (21 novembre 1802), Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

(118) Dès les premières tentatives d'organisation de l'Ecole centrale, le Département avait annoncé les vingt places de boursiers. Cela lui valut une lettre un peu vive du ministre de l'Intérieur Bénézech qui affirmait l'illégalité de cette mesure : « Il n'existe aucune loi qui ait pu donner lieu à une pareille assertion. Je vous invite donc à la réformer sur-le-champ, comme absolument

an VII (5 mai 1799), le Département invita les professeurs de l'Ecole centrale à lui proposer des élèves (119). Un peu plus tard, il demanda aux administrations cantonales de lui désigner aussi quelques jeunes gens, car il avait résolu d'attribuer une partie de ces bourses en dehors de l'Ecole centrale (120). Le 4 floréal suivant (3 mai 1799), la liste était établie et expédiée au ministre de l'Intérieur. Elle portait les noms des enfants, des notes sur leur intelligence et leur application, et aussi des renseignements concernant la situation de fortune et le civisme de leurs parents (121).

Le dossier sommeilla dans les cartons du ministère, et les mois s'écoulèrent sans que les boursiers obtinssent satisfaction. Le coup d'Etat de brumaire passa, et, au bout d'un an, en floréal an VIII (mai 1800), le préfet constatait que les crédits nécessaires n'avaient toujours pas été ordonnancés. C'est seulement en l'an IX qu'ils furent enfin accordés, mais le ministre de l'Intérieur faisait savoir, en même temps, qu'il ne les renouvellerait pas (122).

Le préfet fit établir, sans doute par mégarde, une liste pour l'année suivante. Les compétitions furent très vives. Mais quand on eut décidé l'admission de vingt candidats, le préfet reçut un sévère rappel à l'ordre et dut renvoyer les enfants (123) !

IV. LES SERVICES ANNEXES

L'un des caractères les plus originaux des écoles centrales était la création des services qui les accompagnaient : biblio-

gratuite et dénuée de fondement » (Lettre du 26 floréal an IV (15 mai 1796). Dans sa réponse, le Département renvoya Bénézech à l'article 8 du titre V de la loi du 3 brumaire an IV (Lettre du 3 prairial an IV (22 mai 1796), Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(119) Arch. dép. Sarthe, L 149, f° 106.

(120) Circulaire du Département, 24 ventôse an VII (Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an VII).

(121) Les notes se trouvent aux Arch. nat., F 17 A 1344/26.

(122) Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, 28 germinal an VIII (Arch. nat., F I C V Sarthe, et Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(123) Arch. dép. Sarthe, T 48-1. — Cependant il y avait encore un boursier en l'an X (Palmarès, 18 août 1802, Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

thèque, jardin botanique, laboratoires de physique et de chimie, cabinet d'histoire naturelle. Il y avait là de quoi tenter les esprits aimant l'initiative et l'organisation. Mais l'esprit d'agiotage et de spéculation qui régnait alors y chercha l'occasion de nouveaux profits.

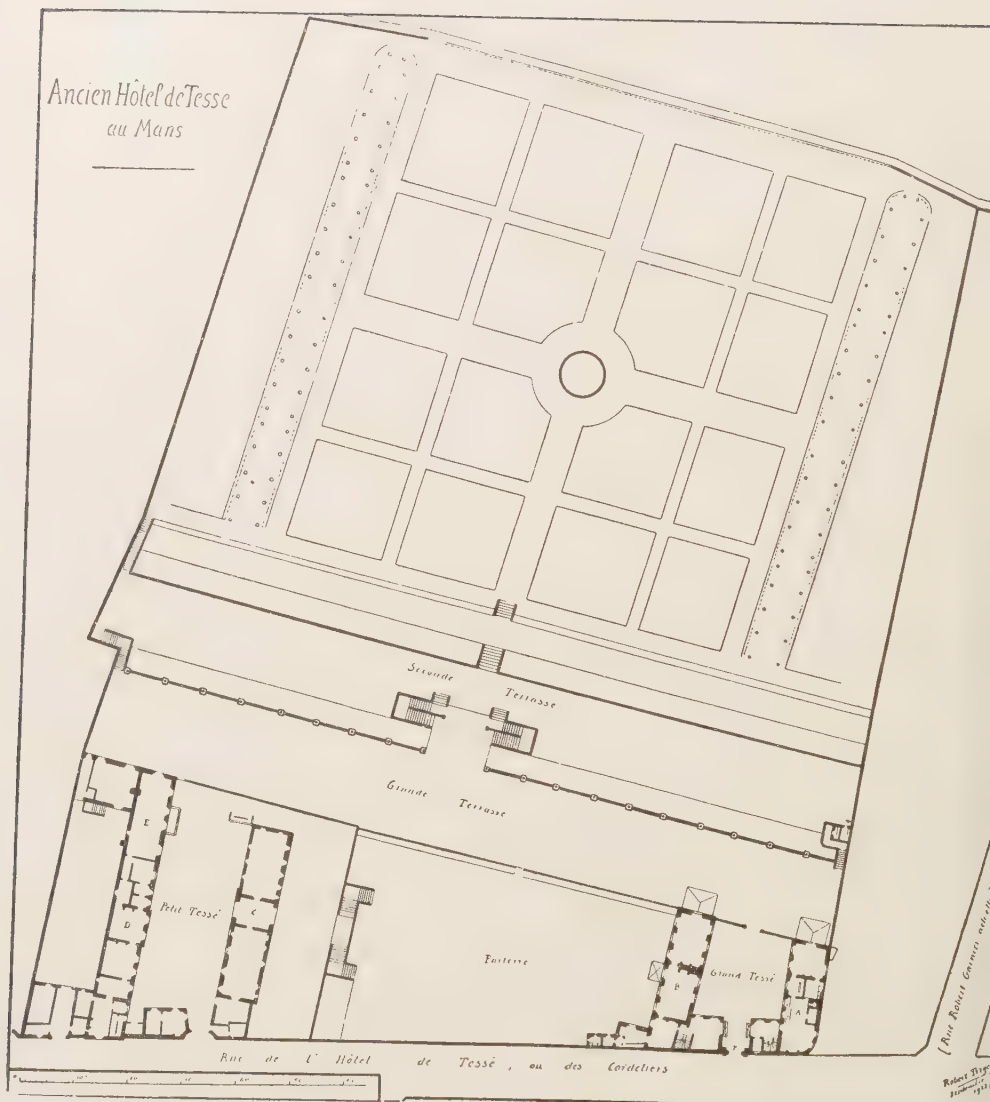
LE JARDIN BOTANIQUE

Les services devaient être installés dans l'hôtel de Tessé, très proche de l'Oratoire. Les bâtiments étaient spacieux; le jardin, facile à aménager, comportait des serres. Tout aurait donc été pour le mieux, si l'hôtel n'avait été loué depuis le 14 prairial an II (2 juin 1794) à un industriel qui y établit une manufacture de toiles peintes. Il payait un loyer infime et ne voulut pas renoncer à une installation si avantageuse. Les administrations s'acharnèrent à le déloger, sous la pression de Besnard, qui avait installé une manufacture de mouchoirs de Cholet dans les locaux nationaux de la Visitation et s'en trouvait évincé. Il voulait donc poursuivre un concurrent heureux. Ce fut le point de départ d'une querelle où chacun s'abrita derrière l'intérêt public : Besnard parlait au nom de la municipalité du Mans ou de l'administration centrale; Rojou, son concurrent, se faisait défendre par le Bureau des Arts où il était entré. Les experts firent des rapports si contradictoires que le gouvernement directorial fut renversé avant que les ministres eussent pris une décision. Le comte de Tessé rentra, son hôtel lui fut rendu, il le mit en vente. Le Département décida enfin de l'acheter, mais l'Ecole centrale fut alors supprimée. En attendant, le musée et la bibliothèque avaient été installés temporairement à la Couture : le premier y est resté jusqu'en 1927, et la bibliothèque jusqu'en 1931 (124) !

En conséquence, le jardin botanique ne fut jamais organisé, et le professeur dut se contenter d'herboriser.

(124) Pour cette question, voir : R. Triger, *l'Ancien Hôtel de Tessé. Le Mans*, 1922; — D^r Delaunay, *Catalogue de la section d'Histoire naturelle du Musée du Mans. Le Mans*, 1932; — C. Girault, *le Choix d'un local pour la Bibliothèque et le Musée du Mans. Prov. Maine*, janvier-février 1928; — Lettres et documents adressés au ministre de 1796 à 1800 (Arch. nat., F 17

Ancien Hôtel de Tesse
au Mans



LE MUSÉE ET LA BIBLIOTHÈQUE

Le musée et la bibliothèque subirent le même sort. Ou plutôt une organisation fut effectuée, en grande partie par Besnard, avec méthode et habileté, mais au profit du département et même finalement de la ville du Mans, tandis que l'Ecole centrale restait à peu près dépourvue, bien que le bibliothécaire fût, en principe, membre du Conseil des professeurs et appointé sur le budget de l'Ecole. Il est vrai que le premier fonds, constitué par la confiscation des bibliothèques monastiques, n'aurait guère pu être utilisé par les élèves. De son côté, le professeur de dessin, qui s'était rendu à Paris pour obtenir des moulages, dut les abandonner au musée du Mans et se contenter de menus achats à l'aide d'un crédit de douze cents francs (125).

LE LABORATOIRE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE

Le musée et la bibliothèque avaient été constitués à peu près sans bourse délier : confiscations, échanges, dons du gouvernement, voilà les éléments qui constituèrent les collections. Le

A 1344/26). — Ce qui prouve jusqu'à l'évidence la mauvaise foi des polémistes, ce sont les variations des avis concernant la valeur du jardin de la Couture : le Département, désireux d'installer le Jardin botanique à la Couture, avec les divers services de l'Ecole centrale, avait vanté la fertilité du terrain. Or, comme la décision n'arrivait pas, et que Ledru tenait à installer l'herbier qu'il avait rapporté de sa mission aux Antilles, une démarche fut faite par Jussieu, du Muséum, et Ledru pour la cession d'une partie du jardin de la Couture, que la veuve Ledru, mère du botaniste, avait soumise. Le Département n'hésita point à s'infliger à lui-même un démenti formel, en déclarant cette fois le terrain de la Couture absolument brûlant et inutilisable. Au surplus, Besnard ajoutait que Ledru, professeur de législation, ne devait pas s'occuper de botanique.

Mortier-Duparc et Ménard-Lagroye donnèrent à l'administration de la Sarthe et aux professeurs de l'Ecole centrale des conseils subtils. Il fallait réunir des experts et former une commission pour comparer la valeur des terrains. Ce n'était qu'une formalité : « On peut s'assurer d'avance de l'opinion des cinq individus. » Une autre commission devait ramener aux environs de seize mille francs la valeur du domaine de Tessé, au lieu de trente-huit mille deux cents francs, qui était l'évaluation antérieure. (Voir planche G.)

(125) L'organisation de la Bibliothèque et du Musée du Mans a été étudiée par C. Girault dans la *Province du Maine*, 1928. L'auteur montre le rôle joué par Besnard.

Département aurait bien voulu former le cabinet de physique et le laboratoire de chimie dans les mêmes conditions. Il aimait bien l'instruction, mais non pas les dépenses. Aussi essaya-t-il de se faire donner un matériel complet par le gouvernement. Cette fois les efforts de Besnard n'obtinrent aucun succès (126). Comme il n'était vraiment pas possible de faire un enseignement expérimental sans matériel, le Département dut se résoudre à ouvrir un crédit : il accorda 504 francs ! A la vérité, les administrations espéraient encore se servir à bon compte, aux dépens cette fois du Collège de La Flèche, mais l'entreprise échoua. On ne put saisir qu'une machine pneumatique et une machine électrique qui ne fonctionnaient plus. Le professeur réclama de nouveau et dressa un tableau de soixante-neuf articles qui représentaient un crédit de 5.444 francs (127). Le crédit fut accordé aussitôt (128). Mais cette générosité fut éphémère, l'arrêté créateur fut annulé. Cette fois, le Conseil général des professeurs intervint tout entier et se plaignit au Département, non sans quelque vivacité. Il dépeignait le dénuement du cabinet de physique, « sans machine..., seulement quelques vases en verre apportés de La Flèche », l'inexistence du laboratoire de chimie. Il demandait des mesures efficaces et promptes : « Nous vous prions, citoyens administrateurs, de vouloir bien prendre toutes les mesures convenables pour que la jeunesse de la Sarthe jouisse, comme celle des autres départements, des avantages généraux accordés par le gouvernement (129). » Il précisait que le ministre avait prévu des crédits de 6.000 francs pour achat de machines, de 1.200 francs pour l'entretien et les réparations, de 400 francs pour achat de matières premières. Enfin, il exposait la situation désagréable du professeur de physique qui avait envoyé une commande lorsque le crédit lui fut accordé et qui dut en déboursier le montant lorsque la machine fut livrée, le crédit ayant été supprimé dans l'intervalle. Cette réclamation fut entendue, l'avance faite par

(126) Arch. dép. Sarthe, T 47-1, T 49, T 49-1.

(127) Lettre du 28 germinal an VII (Arch. dép. Sarthe, T 49).

(128) Arch. dép. Sarthe, L 99, f^{os} 123 et 166.

(129) Lettre du 8 messidor an VII (Arch. dép. Sarthe, T 49).

Guillemin lui fut remboursée (il ne s'agissait d'ailleurs que de 300 francs), le Département ouvrit un crédit de 2.114 francs (130) et autorisa l'achat d'une machine électrique d'occasion, pour 300 francs (131). Il attribuait aussi à l'Ecole centrale « une superbe lunette achromatique bien montée », confisquée au vicomte de Valence, ainsi qu'une boussole d'argent saisie chez le comte de Tessé (132). Enfin, aux premiers jours du Consulat, la persévérance de Guillemin eut sa récompense : il obtint un crédit de 4.279 fr. 50 pour l'établissement du cabinet de physique et du laboratoire de chimie (133). Il semble que ce matériel arriva au Mans au début de messidor an VIII, c'est-à-dire peu avant les vacances scolaires. Un état, dressé par Guillemin et Cauvin le 19 messidor an VIII (8 juillet 1800), indique un assortiment assez complet (134). Mais, par une ironie du sort, à peine le cours de physique et de chimie put-il devenir vraiment expérimental que le professeur était rappelé aux armées, et sa chaire demeurerait trois ans sans titulaire (135).

LE CABINET D'HISTOIRE NATURELLE

L'organisation du cabinet d'histoire naturelle subit les mêmes lenteurs et les mêmes vicissitudes que les autres services qui devaient être dotés de matériel d'enseignement. Ce furent d'abord les mêmes tentatives infructueuses à Paris pour obtenir le matériel gratuitement. On faisait cependant remarquer la présence au Mans d'une « société de citoyens très particulièrement et assidûment appliqués à l'histoire naturelle, notamment à la botanique (136) ». Cette assertion rigoureusement exacte — les noms

(130) Arch. dép. Sarthe, L 99 et T 47-1.

(131) Arch. dép. Sarthe, T 49 et L 99, f° 154.

(132) A. Gentil, *Note sur une lunette de Dollon* (Bull. Soc. Ag. Sc. A., 1927, 1^{er} fasc.).

(133) Arch. dép. Sarthe, L 99, f° 41, et T 49.

(134) Papiers Ledru, *Ecole centrale*.

(135) Voir aux annexes, à la fin du chapitre, l'inventaire du cabinet de physique, d'après les Papiers Ledru sur l'*Ecole centrale*.

(136) Arch. dép. Sarthe, T 49.

de Ledru, de Cauvin et de Maulny suffisaient à la justifier — laissa le ministre complètement indifférent. Puis ce fut le voyage à Paris de Besnard, qui appela auprès de lui Cauvin et Ledru (137). Ce dernier avait des amis au Muséum, et il put ainsi obtenir l'essentiel. Cauvin apporta bien quelques réserves au sujet de la qualité de quelques pièces, notamment de l'herbier dont les échantillons étaient « petits et mal conservés (138) », du moins était-ce un précieux apport. L'Ecole centrale n'était d'ailleurs pas totalement démunie. On note, sur l'inventaire de l'an X, que deux cent treize articles furent tirés du dépôt de Saint-Vincent : ils se composaient pour le plus grand nombre de fossiles d'animaux. Les nationalisations avaient aussi fourni des objets un peu inattendus : une « améthyste montée en or pour bague épiscopale », deux saphirs d'eau montés en vermeil et diverses pierres précieuses, dont quelques-unes gravées (139).

IV. LA FIN DE L'ÉCOLE CENTRALE

LES RÉFORMES SOUS LE CONSULAT

La réaction politique qui caractérise le Consulat eut ses conséquences dans le domaine de l'enseignement, d'autant plus que l'Ecole centrale dépendait directement de l'administration départementale, c'est-à-dire, désormais, du préfet et du Conseil général.

Le préfet n'était pas hostile, en principe, à l'Ecole centrale. Il le prouva en assistant aux prix dès l'an VIII et en créant successivement un prix d'éloquence et un prix de sagesse; mais il était favorable à des réformes que le Conseil général réclamait avec énergie. Non seulement les professeurs étaient attaqués par

(137) Besnard, *Observations sur un écrit ayant pour titre : Rapport du citoyen Mortier-Duparc*, note 5, p. 15.

(138) L'état de ces collections, aux Arch. dép. Sarthe, comporte la prise en charge des échantillons par Cauvin, le 19 floréal an VII (8 mai 1799). Il est reproduit dans l'inventaire dressé le 20 prairial an X (9 juin 1802), qui figure dans T 47-1, et se trouve aussi dans les Papiers de Ledru, *Ecole centrale*. Ces collections furent versées au Musée du Mans (D^r Delaunay, *Catalogue de la section d'Histoire naturelle du Musée du Mans*, p. 38).

(139) Voir aux annexes, à la fin du chapitre, l'inventaire du cabinet d'histoire naturelle, d'après les Arch. dép. Sarthe, T 47-1.

cette assemblée, mais l'organisation elle-même était âprement critiquée. Le Conseil s'élevait surtout contre le « défaut d'ensemble » et « l'indépendance » des professeurs, il n'admettait pas cette liberté accordée à chacun « d'enseigner ce qui lui plaît et comme il lui plaît », il considérait que c'était la cause du peu de succès de l'Ecole de la Sarthe (140).

Cependant, à la différence d'autres départements, l'administration ne fut pas modifiée (141), mais l'enseignement fut rapproché, par réformes successives, de celui des anciens collèges, notamment par l'élargissement de la place accordée aux langues anciennes, et aux lettres d'une manière générale. La création par le préfet du prix d'éloquence souligne assez cette nouvelle orientation.

Les changements les plus considérables furent introduits en l'an X (141). Cette année-là, les professeurs élaborèrent un nouveau plan d'études. Renonçant au caractère fondamental des écoles centrales, qui était la juxtaposition des *écoles*, ils condamnaient formellement l'ancien « isolement des cours » et annonçaient l'intention d'assurer la « liaison » entre les diverses branches en adoptant « la gradation que l'on observait dans les anciens collèges ».

Les langues anciennes, partiellement rétablies dans leur antique prépondérance, occupaient, outre le titulaire de la chaire, trois professeurs qui devaient assurer, malgré cela, leurs cours habituels (142). Il s'en fallait de bien peu que l'on ne retrouvât les sept années traditionnelles de l'enseignement classique.

Ce plan fut soumis au préfet, qui approuva vivement les intentions des professeurs, mais discuta les mesures adoptées

(140) *Observations du Conseil général* (Arch. nat., FICV Sarthe, 1). — Ainsi dans la Creuse on créa un « directeur des études » (Dutheil, ouvrage cité, p. 34), et, dans la Mayenne, Laban semble avoir effectivement rempli ce rôle (Sinoir, ouvrage cité). Dans la Sarthe, Auvray eût souhaité un « régulateur-préfet ».

(141) *Projet de plan d'études pour l'an X*, 17 vendémiaire an X (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

(142) *Affiches du Mans*, 30 vendémiaire an X. — Ainsi dans la Creuse (Dutheil, ouvrage cité, p. 34).

pour leur réalisation (143). Il observait que le cours de mathématiques aurait dû être divisé en trois sections, à la façon des cours de latin, parce que, les mathématiques étant composées de « trois parties très distinctes », cela « commande presque nécessairement trois degrés d'enseignement ». Il faisait des remarques analogues à propos des autres branches et proposait que chaque professeur scindât son cours en deux séances d'une heure et demie, au lieu des cours de deux heures qui avaient été prévus, l'un le matin pour le cours élémentaire, l'autre le soir pour le cours supérieur. Cependant, comme les cours devaient commencer quelques jours plus tard, il autorisait les professeurs à appliquer « le projet tel qu'il est ». La classe de mathématiques fut effectivement subdivisée en trois sections, mais l'horaire resta le même.

Le nouveau programme fut suivi pendant les trois dernières années de l'Ecole centrale, ans X, XI et XII, car l'ouverture de l'Ecole secondaire, prévue pour l'an XI, ne put avoir lieu que le 11 brumaire an XII (2 novembre 1804).

CONCLUSION

L'Ecole centrale de la Sarthe eut un destin modeste. Née tardivement, en raison des querelles qui avaient éclaté à propos de son organisation, elle souffrit des conséquences du coup d'état du 18 fructidor et de la dictature directoriale. Elle devint un centre de propagande politique, et ce fut l'une des causes de la modicité de ses effectifs scolaires. Les familles des élèves possibles s'inquiétèrent et boudèrent le nouvel établissement. L'esprit même de l'enseignement en fut affecté; comme on a écrit à propos de l'Ecole d'Indre-et-Loire :

L'esprit de recherche impartiale et scientifique, tel qu'avait voulu l'établir la Convention, fit place à d'autres préoccupations moins respectables. Elèves et professeurs parurent dans les fêtes politiques pour y chanter l'éloge d'un gouvernement que les coups d'Etat modifiaient

(143) Lettre du préfet, 27 ventôse an X (Arch. dép. Sarthe, T 47-1).

tous les dix mois. Quand survint le 18 brumaire, le pli de servitude était déjà repris (144).

Une autre cause de difficultés fut la pénurie financière : elle retarda l'achat du matériel, elle empêcha d'octroyer régulièrement les bourses prévues en faveur des pensionnaires.

Enfin, il faut tenir compte de la rude concurrence menée par l'Ecole de La Flèche, dont l'organisation et l'esprit convenaient mieux aux populations.

Cependant, cette école fut pourvue d'un corps enseignant d'un mérite incontestable et souvent d'un grand dévouement. Quelques professeurs ont laissé une œuvre honorable et une réputation d'érudits, Cauvin et Ledru par exemple. Mais plusieurs étaient d'anciens prêtres, ce qui détournait de leurs classes certaines catégories de familles.

L'Ecole centrale de la Sarthe bénéficia de remarquables efforts d'organisation. Malgré les petites questions de personnes, qui en retardèrent le fonctionnement, la plupart des services purent être créés; quand on ferma l'Ecole, l'équipement matériel était vraiment remarquable.

Sans doute pouvait-on critiquer l'utilitarisme de l'enseignement, le manque d'unité des cours, l'absence de liens avec les écoles primaires. Mais ces défauts s'atténuaient peu à peu. C'est en somme au moment où l'équilibre était laborieusement établi que la suppression des écoles vint ruiner ces résultats.

La création des lycées ne fut pas en tous points un progrès sur les écoles centrales : plusieurs résultats auraient mérité d'être durables, par exemple le développement de l'enseignement historique et scientifique, le recours aux méthodes expérimentales, la plus grande place occupée par le français au détriment du latin et surtout du grec, le rôle attribué à l'enseignement du dessin (145).

(144) R. Guyot, *le Collège de Tours et l'Ecole centrale d'Indre-et-Loire, de 1789 à l'an XII*. Tours, 1906, in-8°, 35 p.

(145) Lorsque le règlement du Collège du Mans fut établi en 1810, il ne comportait pas de cours de dessin. Une réclamation fut aussitôt adressée au grand maître de l'Université, et le cours de dessin fut rétabli (Rebut, ouvrage cité, p. 50).

Enfin, il faut remarquer que les lycées furent beaucoup moins nombreux que les écoles centrales : la Sarthe dut se contenter de collèges municipaux. Avec le Consulat, les établissements d'enseignement sarthois eussent marqué un recul très net, si le Prytanée militaire de La Flèche ne s'était brillamment développé.

ANNEXES

I. — Etat des ustensiles, machines et instruments dépendant du cabinet de physique et du laboratoire de chimie de l'Ecole centrale.

1. Une machine électrique montée sur une table, garnie de son plateau, tableau magique, bouteille de Leyde, carillon, pistolet de Volta, excitateur, chaînes électromètres, etc...

2. Deux autres machines électriques hors d'état de servir.

3. Trois isoloirs montés sur des pieds de verre; un gâteau de résine.

4. Un électrophore, hors d'état de servir.

5. Une machine pneumatique neuve et en bon état, avec ses accessoires, savoir : hémisphères de Magdebourg, double plateau en ivoire, deux tubes en cuivre garnis de leur vis pour faire passer les gaz.

6. Une autre machine pneumatique à deux corps de pompe, hors service.

7. Deux autres machines pneumatiques, l'une à étrier, l'autre à cric, hors de service.

8. Une lunette achromatique, garnie de cinq verres, avec son pied en cuivre; deux autres verres montés pour l'astronomie; deux autres pièces en cuivre; le tout enfermé dans une boîte.

9. Quatre machines servant à l'hydrostatique, en mauvais état.

10. Une machine composée, garnie en cuivre, pour la chute des corps dans le vide; un tube servant au même usage.

11. Une pompe en bois, deux fontaines intermittentes, en mauvais état.

12. Un alambic en cuivre, avec son bain-marie en bon état; un autre en fer blanc, hors d'état de servir.

13. Une pompe de fusil à vent et sa crosse.

14. Six grands conducteurs d'électricité (en fer-blanc).

15. Un tambour garni d'un tamis de soie et d'un de cuir.

16. Deux tubes en verre de six pieds de hauteur, montés sur leurs planches.

17. Des tubes de verre de différentes grandeurs et grosseurs, droits, doublement courbes, en siphon; machine pour préparer le gaz hydrogène phosphoré; une boîte remplie de tubes; un niveau; deux machines à mercure, servant à démontrer la pesanteur de l'air; un tube en siphon monté sur une planche.

18. Une machine propre à démontrer l'élasticité des corps tombant sur un plan solide.

19. Un double moulin à ressorts en mauvais état; des plans de Magdebourg.

20. Deux fourneaux à réverbère en bon état, un autre en mauvais; un support en fonte pour lesdits fourneaux; deux bains de sable, l'un en tôle, l'autre en fonte.

21. Une aiguille aimantée, montée sur un demi-cercle en cuivre; une boîte contenant dix-sept barreaux aimantés; une autre contenant des tubes capillaires; une autre contenant des pompes et des chalumeaux en verre.

22. Un graphomètre en cuivre avec son pied, plus neuf autres pièces en cuivre servant à l'arpentage; un astrolabe dans son étui.

23. Une boussole en argent.

24. Une petite fraise en bois; un soufflet d'orgue, un à main; deux seaux en bois.

25. Une balance à peser huit onces avec un marc; deux billes en bois; deux canons de bois; un carret; une grue en mauvais état; un tableau de toile cirée; une aiguille de fer, montée sur une boîte à vis; un vase d'étain avec une anse; un tube de cuivre et un morceau de même métal.

26. Vingt-deux vases de verre de différentes formes et grandeurs; un matras servant à démontrer comment se comporte l'électricité dans le vide.

27. Quarante et une cloches de verre, les unes ouvertes, les autres fermées, le dessus des unes garni de cuivre, des autres non.

28. Trente-deux cornues en verre de diverses grandeurs.

29. Un ballon en verre pour peser l'air, garni de cuivre.

30. Cinquante-trois ballons ou matras en verre assortis.

31. Deux petits chapiteaux en verre.

32. Dix flacons à trois tubulures.

33. Douze goulots renversés de quatre pintes chacun; quarante et un plus petits assortis.

34. Trente-trois flacons de cristal bouchés de même matière.

35. Douze verres opale; neuf entonnoirs; dix jarres, dont quatre à pied, le tout en verre.

36. Vingt-deux petits bocaux.

37. Sept cornues de diverses grandeurs; dix pelles creuset assorties avec leurs couvercles et supports.

38. Huit terrines de diverses grandeurs; deux casseroles; cinq bocaux en grès.

39. Deux aëromètres pour les sels, un pour l'alcool; un thermo-

mètre à anciennes divisions, un à anciennes et nouvelles divisions, avec leurs étuis; un graphomètre de Nicolson avec son vase.

40. Des limes, ferrailles, marteaux, ciseaux; un tube d'étain avec son piston; un sac de charbon.

41. Deux baquets de bois avec leurs couvercles; un panier à claire-voie.

42. Les matières restantes sont : tournesol, sulfate de fer, bismuth, nitrate de mercure, oxyde de mercure, par l'acide nitrique, sulfure d'antimoine, sulfate acide d'alumine, zinc, sulfate de zinc, mercure coulant, muriate suroxygéné de potasse, phosphore, huile volatile de térébenthine, huile d'olive, potasse, dissolution de potasse pure, carbonate de potasse, dissolution de carbonate de potasse, soude, dissolution de soude, carbonate de soude.

Teinture de tournesol, acide nitrique, sulfurique, muriatique, éther sulfurique ou mustif, sulfate de baryte, carbonate de baryte, dissolution de sulfure de baryte, fluat de chaux, acide de plomb demi-vitreux, magnésie, muriate ammoniacal, oxyde de manganèse, borate de soude, oxyde de plomb blanc, acétate de plomb, alumine, muriate d'argent, sulfate acide de potasse, nitrate de potasse, noix de gale, sulfate de strontiane, acide borique, galipot, térébenthine.

Nous soussignés, Professeurs à l'Ecole centrale de la Sarthe, certifions que le présent état est sincère et véritable.

Au Mans, le 19 messidor an VIII de la République française.

Signé : GUILLEMIN, CAUVIN.

II. — Collection de Dessin et Cabinet d'Histoire naturelle

Collection de Dessin

- 50 têtes;
- 60 feuilles d'ornement d'architecture;
- 24 académies, y compris une étude de pieds;
- 2 feuilles d'animaux;
- 40 bosses, tant têtes que pieds et mains.



Minéralogie

- 293 échantillons tous détaillés : quartz, cristal, grès, etc. Fer, plomb;
- 27 autres échantillons;
- 53 autres échantillons, surtout des fossiles.

Collection végétale

- 64 échantillons;
- 33 — racines;
- 22 — bois et écorces;
- 27 — gomme, résine, etc.;
- 6 — travaux de sauvages [*sic*] : casse-tête, panier, flèche, bateau, etc...;
- 213 — tirés du dépôt de Saint-Vincent, surtout fossiles et animaux.

Objets précieux

Améthyste, montée en or, pour bague épiscopale;
2 saphirs d'eau montés en vermeil;
Diverses pierres précieuses, dont quelques-unes gravées;
273 coquilles, classées.
30 groupes d'échantillons;
20 animaux;
Un herbier de 91 plantes.

QUATRIÈME PARTIE

LA FIN DU RÉGIME DIRECTORIAL

CHAPITRE XXI

La question religieuse après le 18 fructidor

- I. — La politique anticatholique après le coup d'Etat : le serment de haine à la royauté et à l'anarchie.
 - II. — Prestation du serment de haine par les prêtres.
 - III. — Les poursuites contre les prêtres réfractaires.
 - IV. — Surveillance des prêtres soumis.
 - V. — Attitude des populations.
-

I. LA POLITIQUE ANTICATHOLIQUE APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Délivrés du péril clichyen par le coup d'Etat du 18 fructidor, les républicains voulaient profiter de leur victoire pour écarter à jamais la menace d'une restauration monarchique en extirpant le catholicisme des consciences (1).

La loi du 19 fructidor fut le code de l'action anticatholique après le coup d'Etat. Ses dispositions étaient si rigoureuses que le ministre de la Police hésita quelque peu à la faire appliquer dans l'Ouest :

Des considérations importantes, écrivait-il le 26 vendémiaire (17 octobre), ont déterminé le gouvernement à vous prescrire de n'apporter aucun obstacle au libre exercice du culte des prêtres de vos contrées qui y étaient domiciliés pendant la guerre et à l'instant de la pacification (2).

Tolérance inespérée et inouïe ! Le ministre invitait le com-

(1) Mathiez, *Contributions...*, p. 179.

(2) Lettre de Sotin au commissaire central (Arch. dép. Sarthe, L 180).

missaire central à réserver toute sa sévérité aux prêtres rentrés : ceux-là devaient se munir d'un passeport et quitter la France. S'ils étaient repris, Rochefort les attendait pour la déportation. On craignait donc des troubles.

Tout fut calme, et le ministre devint plus exigeant. Il adressa une circulaire qui ajoutait, aux prêtres rentrés, quatre autres catégories de prêtres à poursuivre :

1° Les prêtres *reclus*, libérés « sur le fondement de l'abrogation des lois contre les ecclésiastiques » ;

2° Les prêtres portés sur les listes d'émigrés et non rayés définitivement ;

3° Les assermentés qui avaient rétracté leur serment ;

4° Les prêtres qui exerceraient le culte sans prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie (3).

La *Chronique* ajouta que le ministre ordonnait de châtier tous les prêtres qui seraient un « sujet de trouble ou de désordre (4) ». Le commissaire central surenchérit à son tour : ne pourrait-on assimiler aux émigrés les prêtres astreints au départ à l'étranger et qui ne repartaient pas ; c'est-à-dire substituer la peine de mort à celle de la déportation (5) ? Des temps rigoureux se préparaient donc pour les prêtres, notamment pour ceux de la Sarthe. La pierre de touche, pour classer les prêtres non réfractaires, fut le nouveau serment.

LE SERMENT DE HAINE A LA ROYAUTÉ ET A L'ANARCHIE

Il fallait prêter le *serment de haine à la royauté et à l'anarchie* pour être autorisé à célébrer le culte. Mais tous les prêtres n'étaient pas admis à le faire, par exemple ceux qui avaient modifié ou rétracté la promesse de soumission exigée par la loi du 7 vendémiaire an IV, non plus que les réfractaires ou rétractés

(3) Arch. dép. Sarthe, L 188, 3 brumaire an VI. — Cette proposition fut soumise aux Cinq-Cents en l'an VII (Sciout, *Histoire de la Constitution civile du Clergé*, t. IV, p. 142).

(4) Ch. S., 4 brumaire an VI. — C'était l'application de l'article 24 de la loi du 19 fructidor.

(5) Arch. dép. Sarthe, L 167, 15 germinal an VI.

(motion Chollet, 22 nivôse (11 janvier 1798). Dès le premier jour le commissaire central de la Sarthe les avait écartés, même s'ils étaient soumissionnaires. Par contre, ce serment ne pouvait être exigé de qui n'exerçait pas le culte. Là encore, le commissaire central se montra plus rigoureux que le ministre : les prêtres qui cessaient le culte pour ne pas prêter le serment se mettaient « en révolte contre la loi » et méritaient une surveillance spéciale (6).

Un serment de haine à la royauté et à l'anarchie était déjà requis des fonctionnaires publics. A ce titre, il avait été jugé acceptable par les prêtres constitutionnels; certains avaient cru devoir le prêter en l'an IV. Mais les réfractaires de la Sarthe l'avaient condamné, même pour les laïques. On se souvient que ç'avait été l'occasion d'un conflit entre l'abbé Savarre et Rochecot, lors des élections de l'an V. D'ailleurs, ceux qui avaient condamné la soumission, et qui avaient même combattu la simple déclaration établie par la Résolution du 28 messidor an V (16 juillet 1797), ne pouvaient admettre un serment de haine à la royauté. Il semble donc que l'attitude du clergé était dictée d'avance. Rien n'est moins exact. Une fois de plus, on s'aperçut que les questions religieuses étaient étrangement complexes, et que la coupure entre réfractaires et assermentés était imprécise et variable.

Assurément, il y eut deux groupes antagonistes : les jureurs et les réfractaires irréductibles. Les premiers prêtèrent le serment de haine. Ils étaient réunis en concile national quand éclata le coup d'Etat; aussitôt ils approuvèrent le nouveau serment et le justifièrent par des textes sacrés (7). Dès le 28 fructidor (14 septembre), les prêtres constitutionnels se précipitaient aux municipalités. Les réfractaires condamnèrent un serment qui les scandalisait trois fois : par la soumission qu'il exigeait, par la

(6) Arch. dép. Sarthe, L 230, 5 vendémiaire an VI; L 242. — Dans le département de Maine-et-Loire on fut un peu plus large et on autorisa à rester en France tous les prêtres qui avaient « participé aux bienfaits de la pacification de La Mabilais » (Arch. dép. Maine-et-Loire, L 227).

(7) De La Gorce, ouvrage cité, t. IV, p. 301. Instruction du concile.

condamnation de la royauté, et par le terme de haine. Les évêques émigrés firent une déclaration pour le rejeter (8).

Entre ces deux groupes, il y avait des libéraux, des indécis et des prêtres qui avaient tour à tour fait et rétracté les serments successifs : ceux qui furent semi-constitutionnels, puis qui se *rempaillèrent*.

Or c'était le groupe le plus intéressant, en ce sens du moins qu'il allait décider de la majorité. On y trouvait, inégalement représentées, ces deux catégories de prêtres qui avaient, jusqu'alors, échappé aux poursuites : les rétractés dont on n'arrivait pas à prouver la rétractation; les nouveaux prêtres, qui n'avaient pu être astreints aux premiers serments. Le serment de haine à la royauté et à l'anarchie pouvait être un meilleur discriminant que ces promesses de soumission qui avaient tant divisé le clergé qu'elles ne prouvaient plus rien.

Les hésitants réfléchirent et furent sollicités par des arguments contradictoires et pressants. « Un prêtre ne peut jurer la haine », disaient les réfractaires. « Il ne s'agit pas de haine à la personne des rois, ni même à la royauté en général, mais seulement à la royauté que l'on tenterait de rétablir en France », ripostait le rapporteur Chollet à la tribune des Cinq-Cents. Les libéraux du parti de l'abbé Emery toléraient la prestation du serment ainsi entendu, le curé de Saint-Sulpice et l'archevêque de Paris l'autorisèrent, l'administrateur du diocèse d'Angers les suivit, et Liger, le prêtre réfractaire manceau si hostile à Duperrier-Dumourier, se fit le défenseur de cette thèse dans la Sarthe (9).

Les réfractaires sarthois condamnèrent ces distinctions :

Un prêtre, écrivait Dumourier, prétend s'être marié avec dame République, et qu'une femme sage et fidèle peut en toute conscience jurer haine aux autres hommes, non en tant qu'hommes mais sous le

(8) Lavaquery, ouvrage cité, t. II, p. 233; — Mathiez, *Contributions...*, p. 250.

(9) Roussel, ouvrage cité, p. 265. — Liger fit paraître une brochure : *Avis important aux Fidèles, ou les Etrences pour 1798*. Fougères, in-8, 16 p. Voir notamment p. 7; — Mathiez, *Contributions...*, p. 249; — Pisani, *l'Eglise de Paris et la Révolution*, t. III, p. 260; — Sol, ouvrage cité, t. IV, p. 245.

rapport de maris!... Je lui fais compliment sur cette tendresse conjugale, mais je crains bien qu'il ne soit forcé de reconnaître la loi du divorce (10).

Ce fut la résurrection de la querelle des soumissionnaires. L'autorité du pape fut à nouveau sollicitée en sens contraires : les réfractaires se réjouirent d'une interdiction rapidement et sûrement connue, « malgré Sotin et sa cohorte infernale ». Il faut que « le Saint-Père soit bien hardi, écrivait l'abbé Savarre, pour oser prononcer si nettement le *non licet*... Comment trouvez-vous ce morceau? V'là déjà les nez qui s'allongent... Voilà tous les mémoires au diable (11) ». Mais les partisans du serment observaient que l'interdiction n'était ni officiellement, ni régulièrement publiée, et qu'en beaucoup de diocèses — ceux de Séez, de Tours, de Blois et de Chartres, par exemple, — on ne condamnait pas les *haineux*. Une fois de plus, la question restait disputée : Rome n'avait pas assuré une conduite unanime.

D'ailleurs la situation était plus compliquée encore qu'au temps de la soumission. L'invasion des Etats pontificaux avait ajourné la réponse du pape. Seuls les cardinaux avaient décidé le *non licet*. Le pape approuva cette décision avant son départ pour la Toscane, et son avis fut communiqué le 24 septembre 1798. Mais aucune condamnation dogmatique ne fut publiée (12).

(10) *Lettres saisies*..., p. 29. — La distinction fut ailleurs plus subtile encore : « Il suffit, disait le clergé d'Auch, qu'on se conduise *extérieurement* comme si l'on désirait le maintien de la République à l'exclusion de la Monarchie,... parce que l'extérieur seul est du ressort des législateurs humains. » (Arch. nat., F.7 4269.)

(11) *Lettres saisies*..., p. 40.

(12) Aux Archives vaticanes, les *Epistolae ad principes* et les *Archives des Brefs de Pie VI* ne contiennent aucun document concernant le serment de haine. Dom R. Weber a bien voulu s'en assurer, et nous tenons à l'en remercier ici.

La congrégation cardinalice, dite des *Affaires de France*, avait décidé à l'unanimité la condamnation du serment quand Berthier prit Rome. Le secrétaire de cette congrégation, Michel di Pietro, évêque d'Isaurie, entretint le pape de ce sujet et le pria de définir la question *vivae vocis oraculo*. Le pape déclara le serment absolument illicite *al tutto illecito*. Mgr di Pietro fit connaître cette interdiction à l'évêque de Grasse, au nom du pape, le 24 septembre 1798. Le nonce de Basse-Germanie, le futur pape Léon XII, le fit

Mieux que les lettres pastorales, les menaces des chouans pouvaient faire hésiter les prêtres favorables au serment, car les chouans, dedaigneux de toute subtilité, traitèrent en ennemis les prêtres qui firent le serment de haine à la royauté (13). Aussi le problème fut-il longuement examiné et les prestations de serment s'échelonnèrent pendant toute une année, jusqu'à ce que les chouans fussent maîtres de la situation.

La casuistique fleurit à nouveau : les uns assurèrent qu'un serment imposé par la force n'engageait pas en conscience; d'autres prétendirent qu'ils juraient haine au despotisme, c'est-à-dire au gouvernement *directorial*, bien qu'ils fussent obligés de prononcer le mot « royauté » (14). Il y en eut qui firent le serment comme instituteurs ou employés, mais qui le refusèrent comme ministre du culte (15). Enfin certains se décidèrent pour maintenir le culte qui, sans cela, fût passé exclusivement aux mains du clergé constitutionnel (16).

Les hostilités éclatèrent à nouveau entre prêtres refusant et effectuant le serment. Ces derniers furent flétris du nom de *haineux*. « Haïr la royauté, écrivait un réfractaire..., n'est-ce pas haïr Dieu même (17)? » Les *haineux* étaient déconsidérés : « Le clergé de Paris, autrefois la lumière de la France, en est devenu l'opprobre; il a fait ce serment (18). »

Le vicaire général Duperrier-Dumourier se mit en devoir d'arrêter les prestations de serment, mais en évitant une condamnation brutale qui eût aggravé la scission et appauvri le diocèse, déjà insuffisamment pourvu de prêtres :

connaître à l'évêque de Lisieux le 21 avril 1799 (Baldassari, *Relazione delle avversità e patimenti del glorioso Papa Pio VI negli ultimi tre anni del suo pontificato*, Roma, 1840, note 34, p. 193, partie II, livre III, vol. III, 2^e édition italienne).

(13) Bernard de La Frégeolière, ouvrage cité, p. 109.

(14) Savarre, lettre de Duperrier dans *Mémoires inédits*, p. 320.

(15) Ainsi Loris (Reg. délib. Sablé, 27 brumaire an VI) et Guitton (Arch. dép. Sarthe, L 207, 17 vendémiaire an VI).

(16) Savarre, *Mémoires...*, p. 332. — C'était l'argument de l'abbé Emery, des évêques de Marseille et de Langres (Méric, *l'Abbé Emery*, p. 465).

(17) Savarre, *Mémoires...*, p. 332.

(18) Même lieu, p. 337.

Nous regardons, écrivait-il à l'évêque, les *haineux* comme pécheurs notoires scandaleux, mais tolérés. En conséquence nous ne faisons pas un crime aux fidèles d'assister à leurs messes (19).

Cependant, il dispensait alors les fidèles de l'obligation de la messe. Les *haineux* n'eurent le droit d'intervenir qu'en cas de nécessité urgente : baptêmes, mariages, sacrements à la mort. Plus rigoureux que les chefs des diocèses voisins, Duperrier les considérait comme *relaps* et les frappait de *suspense*. Cette attitude avait une cause administrative : elle renforçait l'autorité sur les rétractés : « En les liant de nouveau, nous redeviendrons maîtres de fixer leur sort. » Elle se justifiait aussi par la politique prévoyante de l'administrateur : « Heureusement nous avons un peu prévu l'orage, écrivait-il au chanoine Savarre, et nous avons eu l'attention de demander aux soumissionnaires une petite déclaration qui nous les attachait sans les humilier (20). » Effectivement, plusieurs libellés de rétractation portent la preuve de cette précaution :

Je soussigné..., m'oblige et m'engage à ne jamais exercer les fonctions de mon ministère ou accepter aucun bénéfice, soit simple, soit à charge d'âmes, par présentation, résignation ou autrement, au cas qu'à l'avenir je fasse serment ou promesse quelconque contre la religion, la discipline ou le jugement de mes supérieurs légitimes (21).

L'évêque ratifia les décisions de son représentant et les publia dans une ordonnance datée du 16 février 1798, donc avant la décision pontificale.

II. LA PRESTATION DU SERMENT DE HAINE

La prestation du serment de haine se fit devant les municipalités cantonales. C'est là qu'on trouve les éléments d'un tableau des prêtres « haineux » du diocèse, mais la documentation est

(19) *Lettres saisies...*, p. 70. — Décisions analogues dans le Calvados (R. Patry, ouvrage cité, p. 198).

(20) Savarre, *Mémoires...*, p. 320.

(21) Reg. rétractations, II, n° 36. Mêmes formules pour les n°s 31 et 44.

fort incomplète : treize cantons sur cinquante-six échappent aux recherches par suite de la disparition des registres. Parmi eux se trouve le canton du Mans, qui était le plus important. Cependant il reste la trace de deux cent vingt-trois prestations de serment. En appliquant la simple proportion, cela suppose environ deux cent quatre-vingt-dix serments prêtés dans tout le département.

Ce nombre est imposant, mais très difficile à interpréter : le serment fut prêté par toutes sortes d'ecclésiastiques, voire même par des frères laïcs et par des domestiques au service d'établissements religieux. Il faudrait connaître le passé de chacun des sermentés et ses fonctions au moment où il prête le serment. Nous n'avons pu y parvenir que pour cent soixante d'entre eux, et seulement en ce qui concerne quelques points particulièrement importants, mais non pas tous les actes de ces prêtres au cours de la Révolution.

Le fait le plus curieux concerne quelques prêtres qui n'avaient pas prêté le serment de fidélité, n'y étant pas astreints, et d'ailleurs le réprouvant, et qui prêtèrent le serment de haine. Le plus célèbre fut Liger, qui appartenait au département de la Mayenne.

Tous les autres étaient des jureurs. Sur cent soixante prêtres, il s'en trouvait d'une part cinquante et un qui avaient rétracté leur serment et dépendaient du vicaire général Duperrier ; d'autre part, un nombre indéterminé, restés sous l'obédience de l'évêque constitutionnel. Quelques-uns suivaient une ligne de conduite plus équivoque encore que celle des semi-constitutionnels : jureurs, ils célébraient publiquement et étaient en règle aux yeux des autorités civiles ; rétractés, ils étaient réconciliés avec les autorités ecclésiastiques. C'est eux que le commissaire central, et aussi Duperrier, tenaient à mettre en demeure de choisir (22). Proportionnellement, le nombre des rétractés ayant fait le serment de haine est de soixante-dix sur les deux cent vingt-trois jureurs dont on trouve trace, soit quatre-vingt-dix pour l'en-

(22) *Lettres saisies...*, p. 72. — Plusieurs de ces prêtres affirmaient aux commissaires du Directoire qu'ils n'avaient jamais rétracté leur serment. Sur ces 160 prêtres, 53 avaient abdiqué leurs fonctions en 1794.

semble du département. Ces calculs sont fâcheusement hypothétiques, mais ils sont confirmés par les quatre-vingt-six rétractations du serment de haine qui se trouvent sur les registres consacrés aux rétractations ou aux notes du clergé.

En somme, le nouveau serment porta un rude coup à l'unité du clergé romain et diminua ses effectifs, sans aboutir cependant à un schisme, comme avait fait la constitution civile. Le vicaire général évaluait à cinq cents l'effectif des prêtres pour les deux départements de Sarthe et de Mayenne (23). Or ce dernier département était mieux pourvu. Si l'on suppose qu'il y avait environ deux cents prêtres romains, réfractaires et rétractés, dans la Sarthe, comme quatre-vingt-dix d'entre eux prêtèrent le serment de haine, l'effectif fut réduit de près de moitié. Duperrier et ses amis s'étaient flattés que seuls les « mauvais sujets » accepteraient ce nouveau serment; ils durent reconnaître qu'ils s'étaient trompés (24). Ils s'abusèrent encore en supposant que les rétractations se réaliseraient dans un délai de quinze jours, et qu'il ne resterait pas « plus de trente obstinés (25) ». De la fin du mois de fructidor an V jusqu'à messidor an VI (septembre 1797 à juillet 1798), il n'y eut que treize rétractations. Et de cette époque jusqu'au 18 brumaire (9 novembre 1799), le mouvement se ralentit encore : trois rétractations de messidor an VI à nivôse an VII (juillet 1798 à janvier 1799)! La chouannerie pressa les hésitants : neuf se décidèrent avant brumaire; mais il en restait encore une cinquantaine, donc la majorité, qui attendirent les suites du 18 brumaire et la restauration religieuse.

Dans les départements voisins, il semble que le serment de haine fut prêté par un nombre moindre de prêtres. Dans la Mayenne, le dossier qui les concerne n'en signale que dix, mais ils furent au moins vingt, d'après les registres de rétractations (26). Dans le département de Maine-et-Loire, la plupart

(23) *Lettres saisies...*, p. 72. — Cet effectif s'accorde avec les registres du clergé, qui indiquent les prêtres en fonctions de 1797 à 1800.

(24) Savarre, *Mémoires...*, p. 337.

(25) *Lettres saisies...*, p. 72.

(26) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 462.

des prêtres cessèrent le culte après le 18 fructidor; les uns se cachèrent, les autres vécurent paisiblement (27). Dans les Côtes-du-Nord, seuls les constitutionnels devinrent *haineux* et disposèrent des églises (28). Enfin dans le Calvados un certain nombre de rétractés firent le nouveau serment (29).

Inévitablement, la vie secrète et dangereuse des prêtres *bussonniers* recommença du même coup. Les prêtres qui refusèrent le serment jugèrent prudent de se cacher : en quelques semaines, les commissaires signalaient la disparition d'une vingtaine d'entre eux et la cessation du ministère d'un nombre à peu près égal. Ce mouvement s'étendit très vite, car il répondait au mot d'ordre du vicaire général : « Chacun se tient clos et couvert. J'engage tous les bons ouvriers à se réserver pour les secours essentiels, à ne point se compromettre. » Parmi les prêtres rentrés, bien peu repartirent, peut-être cinq ou six; tous les autres se cachèrent (30).

La vie religieuse fut réduite, les cérémonies disparurent, mais le cadre adopté l'année précédente fut très utile aux réfractaires : les missions permettaient une action plus souple. Elles furent aménagées au mieux, pour mettre « de l'ordre dans le travail et la distribution des ouvriers (31) ».

Les registres paroissiaux permettent de constater l'efficacité de cette méthode. Dans nombre de paroisses, les baptêmes furent aussi souvent administrés qu'au cours des années les plus favorables : 1795 et 1797. Certains prêtres se dépensèrent énormément. Vannier, par exemple, jeune prêtre ordonné en 1796, fit un

(27) Arch. dép. Maine-et-Loire, L 156, 18 vendémiaire an VI.

(28) Pommeret, ouvrage cité, p. 414.

(29) Patry, ouvrage cité, p. 140 et suivantes. — Dans le Doubs, il y eut très peu de prestations du serment de haine par les prêtres romains; il y en eut assez pour qu'ils se fussent appliqués à maintenir la séparation avec les constitutionnels (Sauzay, ouvrage cité, t. IX, p. 128 et suivantes). Aucune étude locale, à notre connaissance, ne précise le nombre et la répartition des *haineux*.

(30) Grippon, Reg. délib. Sablé, 30 fructidor an V; — Fillion, *Notes du Clergé*, p. 116; — T. Deschamps; — Bougars, Arch. dép. Sarthe, L 163; Trotté, L 215; — Savarre, *Mémoires...*

(31) Savarre, *Mémoires...*, p. 320.

véritable apostolat dans la région de Vallon : il exerça le ministère dans près de trente paroisses, il y faisait baptêmes et mariages (32). Pierre Rousseau fit de même dans la région de Marolles, Monhoudou et Thorigné, du moins jusqu'à son emprisonnement. L'exercice du culte fut beaucoup plus régulier dans les paroisses dont le prêtre avait prêté le serment : à Sougé, par exemple, et à Verneil. Ces paroisses avaient aussi l'avantage de la célébration régulière de la messe. Mais, d'une façon ou de l'autre, la vie religieuse continuait. La prudence, recommandée par Duperrier, ne fut pas toujours observée : il y avait des têtes brûlées comme d'Herbelin, des imprudents comme Vannier, qui se montra parmi les chouans; des indiscrets comme Savarre, qui compromit gravement son frère Gervais, le trésorier de Rochecot. Leurs maladresses facilitèrent les poursuites et la répression administratives.

III. LES POURSUITES CONTRE LES PRÊTRES RÉFRACTAIRES

En exécution de la loi du 19 fructidor an V et de l'ordre du Département du 24 fructidor, il est ordonné aux chefs de la gendarmerie et de la troupe stationnée d'arrêter sur-le-champ les nommés (33)...

Ainsi procédait-on dès le 25 fructidor an V. Cette rapidité ne surprend pas, si l'on se rappelle que les poursuites avaient été décidées, dans la Sarthe, dès le 17 fructidor (3 septembre) (34). Tous les commissaires cantonaux n'agissaient pas avec la même énergie, mais le commissaire central les excita : « Le moment des faiblesses est passé (35). »

Des battues furent organisées dans les cantons : « Il n'est mal-

(32) On trouve des traces de son ministère dans les paroisses de : Athénay, Auvers-sous-Montfaucon, Avesé, Chantenay, Chemiré-le-Gaudin, Chevillé, Crannes, Etival, Fillé, Flacé, La Suze, Louplande, Maigné, Mézerai, Noyen, Pirmil, Roizé, Saint-Benoît-sur-Sarthe, Saint-Calès-en-Saosnois, Saint-Jean - du - Bois, Saint-Ouen-en-Champagne, Saint-Pierre-des-Bois, Soulligné-sous-Vallon, Tassé, Tassillé, Vallon, Voivres (Reg. paroissiaux).

(33) Arch. dép. Sarthe, L 221, 25 fructidor an V.

(34) Voir chap. x, § 2.

(35) Arch. dép. Sarthe, L 227. — Voir, au sujet de ces poursuites, abbé Girault, *la Persécution du Clergé*, p. 65 à 100.

heureusement que trop constaté que la commune de Chemiré recèle encore un de ces êtres perfides... Concertez vos moyens avec les chefs du cantonnement militaire (36). » Les colonnes mobiles sillonnèrent le pays. Mais elles l'avaient déjà fait à maintes reprises sans grand succès. Le recours, plus efficace, aux espions fut de règle contre les prêtres comme contre les royalistes : Cottereau, « un homme sûr », obtenait des pouvoirs et de l'argent pour ses « renseignements les plus précieux (37) ». Les prêtres étaient surpris dans leur chambre ou dans leur cache, si bien dissimulée qu'elle fût. Parfois ils étaient malmenés, comme Bougon qui reçut un coup de feu (38). L'un d'eux, Bigot, fut même tué dans des conditions obscures lors de son transfert (39).

Suivant les instructions ministérielles, les captifs étaient incarcérés au Mans, envoyés à Rochefort pour la déportation, ou déférés à la Commission militaire de Tours qui les condamnait à mort s'ils étaient émigrés. Les poursuites furent activées par la loi du 18 messidor (6 juillet 1798), qui prescrivait les perquisitions et accordait une prime de cent francs aux délateurs.

Du 18 fructidor an VI à la fin du Directoire, quarante-cinq prêtres furent arrêtés dans la Sarthe, dix-neuf d'entre eux furent déportés, un fut condamné à mort et exécuté (40). C'était encore un coup sérieux porté aux effectifs des prêtres romains, moins rude cependant que dans la Mayenne, où l'on captura plus de quatre-vingts prêtres, dont vingt et un furent déportés et trois mis à mort (41). Il faut d'ailleurs remarquer que ces arrestations s'effectuèrent jusqu'à thermidor an VII (juillet 1799), après quoi la reprise de la chouannerie rendit les poursuites inopérantes, sinon impossibles.

Les prises n'avaient pas toujours l'importance que les admi-

(36) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 13.

(37) Arch. dép. Sarthe, L 230.

(38) Arch. dép. Sarthe, L 80, f° 139.

(39) Arch. dép. Sarthe, L 197, Lettres non concordantes des généraux Simon et Vimeux, et L 149, f° 31.

(40) D'après les documents des Archives de la Sarthe et les listes des déportés de La Rochelle, Rochefort, Ré et Oléron. — Voir Girault, *la Persécution...*, p. 106 et suivantes; — D. Piolin, ouvrage cité, t. IV, p. 541 et suivantes.

(41) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 485 et suivantes.

nistrateurs, désireux de se faire valoir, leur attribuaient. Comme auparavant, les vieillards furent victimes de ces mesures : il y en eut une dizaine qui regagnèrent les prisons, pour un temps plus ou moins long. Il y eut aussi quelques hésitants, jureurs, abdicataires, rétractés, parfois même ayant prêté le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. On les emprisonnait, on les déportait même, sans qu'on eût prouvé leur rétractation, uniquement pour l'influence qu'ils pouvaient exercer, ou qu'ils avaient mise au service des *bons* électeurs de l'an V. Sur dix-huit prêtres emprisonnés, six étaient rétractés, trois avaient prêté le serment de haine. Parmi les dix-neuf déportés, on comptait huit rétractés dont deux avaient prêté le serment de haine. Les autres étaient des réfractaires, l'un d'entre eux était rentré en France au cours de l'an V. Pourquoi fut-il déporté, alors que deux autres prêtres rentrés étaient simplement incarcérés?

Il n'y a guère que la moitié de ces déportés qui eussent exercé une action considérable, comme celle de Linguet, l'ancien président cantonal de la Ferté-Bernard; de J.-P. Fleury, réfractaire intransigeant, futur membre de la Petite Eglise; de Chappedelaine, véritable colosse qui en imposait par sa prestance et se dépensait sans compter; de Glattier, qui fut exécuté pour émigration.

Il est assez curieux d'observer l'influence de la confraternité entre prêtres. Baudet-Dubourg, le commissaire central, ex-bénédictin, fut sollicité par un grand nombre des prêtres emprisonnés, à titre d'ancien confrère : « Je vous crois le cœur trop bon pour que les circonstances aient altéré les sentiments qui nous ont unis », écrivait l'un. Un autre signait : « Votre compatriote et ancien camarade. » Mais Baudet-Dubourg pressait généralement les poursuites, tout comme Besnard, à qui son passé ecclésiastique valait aussi quelques suppliques. Ils furent d'ailleurs attaqués tous deux par des adversaires politiques qui leur reprochaient trop de solidarité sacerdotale (42).

(42) Par exemple Ysambart (Arch. nat., F 6208) et Charles Latouche (Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3). Mais le même Ysambart ne négligeait pas de soutenir un de ses parents, prêtre emprisonné (Girault, *la Persécution...*, p. 69).

Les poursuites amenèrent la saisie d'une très abondante correspondance. Le 18 août 1798, on trouva, chez le nommé Gaignot, des lettres du vicaire général Duperrier-Dumourier et de ses principaux collaborateurs : plus de cent quatre-vingt-dix documents, sans compter des registres de baptêmes, missels et brochures de piété (43). La prise était bonne, elle donna de multiples indications sur l'organisation diocésaine et sur les principaux administrateurs, elle guida les recherches, elle déconcerta les signataires des lettres et fut même en partie publiée pour les ridiculiser et les paralyser.

Cette fois, les mesures étaient efficaces, et le clergé, traqué, réduit à ne pas sortir de ses caches, diminuait sous les coups. On pouvait, plus que jamais, parler de la « disette d'ouvriers ». Il semble bien qu'il n'y avait plus guère, dans la Sarthe, que soixante-quinze prêtres romains, à qui s'ajoutaient ceux qui avaient prêté le serment de haine, mais qui n'étaient autorisés à exercer leur ministère que dans les cas urgents. Au total, à peine cent cinquante prêtres !

La situation était des plus critiques. Duperrier-Dumourier se félicitait d'avoir conseillé aux prêtres manceaux fixés à l'étranger de ne pas se presser de revenir, en 1797. Mais la violence même de la crise lui faisait croire qu'elle ne durerait pas (44). D'ailleurs, il pratiquait la politique du pire, fournissait des aumôniers à l'armée royaliste, et il espérait en Bonaparte pour réaliser la restauration (45).

Pour multiplier les dénonciations et faire abandonner les prêtres, l'administration centrale rappela que les recéleurs étaient responsables. Elle les fit arrêter et poursuivre. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque le ministre de la Justice lui affirma que la loi

(43) Arch. dép. Sarthe, L 302, L 77 ; — Girault, *Autour d'une maison mancelle*, p. 64 et suivantes.

(44) Savarre, *Mémoires...*, p. 320.

(45) Chaumont fut nommé aumônier de la 13^e division de l'armée du Maine (Belin, *Rev. dans le Maine*, 1930, p. 169). — Dès le début de l'an VI, Duperrier écrivait : « Il n'y a que Buonaparte qui peut nous en délivrer : mais sa politique est encore un grand mystère ; il ne tient qu'à lui d'être un très grand homme : mais le voudra-t-il ? » (*Lettres saisies...*, pp. 14 et 31).

du 22 germinal an II (11 avril 1794) n'était plus applicable (46). On ne pouvait poursuivre que s'il s'agissait d'un déporté rentré ou de l'exercice illégal du culte. Mais il fallait alors un flagrant délit. D'ailleurs le jury était indulgent : il décida le non-lieu pour la femme chez qui on avait pris l'abbé Gourdet (47).

IV. SURVEILLANCE DES PRÊTRES SOUMIS

Pour avoir exactement prêté tous les serments, sans aucune restriction ni rétractation, les prêtres soumis (ceux qu'on appelait naguère prêtres constitutionnels) n'en étaient pas moins étroitement surveillés. Le temps n'était plus où le Directoire et les ministres jugeaient opportun de les soutenir pour ruiner l'influence des réfractaires. Loin de les autoriser à prendre quelque liberté avec les lois sur le culte, on les leur appliqua avec une rigueur désobligeante. Il était bien entendu que la déportation pourrait frapper « les prêtres qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique (48) ». Leur sort ne fut donc pas enviable. Comme le remarquaient malignement les réfractaires : « Les jureurs sont dans la consternation et disent qu'on n'épargnera que les prêtres mariés (49). »

D'après Baudet-Dubourg, le clergé constitutionnel sarthois se composait de « cinquante ou soixante ministres qui [exerçaient] publiquement le culte (50) ». Cette estimation paraît modeste : il reste les preuves de l'exercice du culte par soixante-dix-sept prêtres, dans trente et un cantons (51). On ne sait combien il pouvait y en avoir dans les vingt-cinq autres, mais on peut sup-

(46) Lettre du ministre de la Justice, 17 brumaire an VII (Arch. nat., BB 18 735), transmise à l'accusateur public (Arch. dép. Sarthe, L 175). — Cette question avait été l'objet d'un débat en nivôse an VI (Sciout, *Histoire de la Constitution civile du Clergé*, t. IV, p. 748).

(47) Arch. dép. Sarthe, Reg. procès-verbaux du tribunal criminel, p. 142. De même pour Gaignot (Girault, *Autour d'une maison mancelle*, p. 68 et suivantes).

(48) Loi du 19 fructidor, art. 24.

(49) *Lettres saisies...*, p. 11.

(50) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 5.

(51) Correspondance des commissaires cantonaux.

pléer à ce silence par les rétractations du serment de haine qui permettent d'ajouter treize noms (52). Enfin, le synode qui fut tenu au Mans le 23 septembre 1800 fournit soixante et onze noms, dont trente-deux ne figurent pas sur les listes précédentes (53). On arrive ainsi à un total de cent vingt-deux prêtres soumis. Le clergé constitutionnel était donc plus nombreux que le clergé réfractaire (54). Mais il y avait toujours ce groupe indécis, celui des haineux anciens, rétractés, qui pouvaient valablement exercer le culte aux yeux des constitutionnels comme aux yeux des réfractaires. Il est vrai que ceux-ci mirent en suspens les haineux qui exerçaient publiquement. De telle sorte qu'une nouvelle répartition, défavorable aux réfractaires, se dessinait vers la fin du Directoire. Du moins jusqu'au nouveau soulèvement, car la chouannerie de 1799 paralysa les prêtres assermentés (55).

Sauf de rares exceptions, les autorités administratives étaient hostiles aux prêtres soumis. Les quelques commissaires favorables étaient souvent des prêtres ! Ainsi Baudet-Dubourg, ou Mousset, qui vantaient leur zèle républicain et les représentaient comme des instruments de paix et d'ordre (56). Les autres écrivaient avec humeur que la présence de ces prêtres mettait « un obstacle insurmontable » au succès des fêtes décadaires (57) ». Ils s'indignaient que ces prêtres se permissent d'enseigner le catéchisme et de préparer à la première communion, « tandis qu'ils ne faisaient rien pour disposer les jeunes cœurs à chérir la Constitution de l'an III et le gouvernement (58)... »

L'exercice du culte fut restreint au minimum. Toutes les manifestations extérieures furent supprimées : un enterrement

(52) Rétractation du serment de haine (Arch. de M. le vicaire général Lefebvre).

(53) *Actes du Synode tenu au Mans le 23 septembre 1800*. Le Mans, 88 p. in-8.

(54) Il est donc très exagéré d'affirmer que le schisme ne put prendre racine dans le Maine (De La Gorce, ouvrage cité, t. IV, p. 311).

(55) Voir ci-dessus, note 12, et G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 140.

(56) Arch. dép. Sarthe, L 383, L 237; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 5.

(57) Par exemple à Ballon et au Lude (Arch. dép. Sarthe, L 207 et L 238).

(58) Arch. dép. Sarthe, L 226.

religieux, à La Flèche, donna lieu à une réprimande (59). La convocation des fidèles à son de cloche, ou même à son de cornemuse, comme fit un prêtre ingénieux, fut l'occasion de poursuites (60). La tenue de registres de baptêmes et de mariages fut prohibée (61). Il était interdit de prescrire aux fidèles de faire publier les bans de mariage et de demander des dispenses (62); à plus forte raison de réciter des prières pour le pape (63). A peine tolérait-on qu'un prêtre n'ait pas voulu dire les prières des morts au chevet d'un protestant, mais à la condition toutefois qu'il refusât discrètement : « Je crois bien, écrivit le commissaire de Montmirail, qu'on ne pouvait pas le contraindre [le prêtre] à faire des prières et à dire des messes. » Le commissaire central lui répondit que « le prêtre qui proscriit les hommes étrangers à son culte, qui les signale comme des hérétiques, ne tend qu'à les faire immoler par le fanatisme ». Il recommanda à son collègue de rappeler au délinquant l'article 23 de la loi du 4 vendémiaire qui condamne à la « gêne à perpétuité » les ministres qui, par leurs discours, provoqueraient au meurtre (64). Il arriva même qu'on prétendit contraindre un prêtre à faire un mariage sans confesser les futurs époux. L'agent de Vallon écrivait au commissaire central que « ledit curé ne remplit point le serment qu'il a fait de soumission aux lois, puisqu'il exige qu'on obéisse encore aux abus qui ont trop longtemps fanatisé les Français (65) ».

Il va sans dire que les prêtres devaient subir la célébration des cérémonies décadaires dans leurs églises, avec toutes les conséquences qui en résultaient, notamment la présence de l'autel de la Patrie au milieu du chœur et de la statue de la Liberté. Un prêtre de La Ferté-Bernard, qui avait réclamé avec insistance,

(59) Arch. dép. Sarthe, L 236.

(60) Arch. dép. Sarthe, L 215.

(61) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 25 frimaire an VI; — Arch. comm Fresnay.

(62) Arch. dép. Sarthe, L 238.

(63) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 25 ventôse an VI.

(64) Arch. dép. Sarthe, L 232.

(65) Arch. dép. Sarthe, L 219, 20 ventôse an VI.

apprit, pour toute réponse, qu'il faisait « perdre aux autorités un temps qu'elles devaient employer plus utilement (66) ».

L'évêque de la Sarthe n'était pas mieux traité. Il publia une lettre pastorale pour le carême de 1798. Il y recommandait la modestie du costume ecclésiastique. Il osait rappeler non seulement la nécessité des bans pour le mariage, mais l'indissolubilité de ce sacrement. Cela fit un beau tapage : les commissaires écrivaient que cette lettre était un brandon de « guerre civile », un abus du « soi-disant évêque ». Le commissaire central et le Département adressèrent leurs plaintes au ministre de la Police; ils découvraient dans la lettre des « maximes pieusement réfractaires » et une menace d'empiétement de la « prétendue puissance spirituelle (67) ». Le ministre répondit que le texte comportait au moins trois chefs d'accusation : 1° la publicité donnée à la lettre; 2° la qualification d'évêque publiquement prise, qui était une usurpation d'autorité; 3° l'existence d'une corporation contraire à l'ordre public. En conséquence, il conseillait de dénoncer le coupable à l'accusateur public (68).

Ainsi le gouvernement ne consentait à reconnaître les prêtres soumis qu'individuellement, et il condamnait tout ce qui pouvait constituer un corps; il se refusait non seulement à reconnaître l'autorité des évêques jureurs, mais leur seule existence. Ce n'était pas là un acte de rigueur isolé, mais bien l'application d'une doctrine constante, comme le prouvent des interventions analogues en Indre-et-Loire, dans l'Eure, dans l'Aube, dans la Gironde... Toujours le ministre prescrivait de dénoncer l'évêque à l'accusateur public pour exercice illégal d'autorité et pour délit de corporation (69). Les menaces furent sans résultat, aucune condamnation ne fut prononcée.

Le Département de la Sarthe changea même brusquement et complètement de méthode en priant officiellement l'évêque d'officier au décadi. Nous avons signalé l'insuccès de cette dé-

(66) Reg. délib. La Ferté-Bernard, 30 floréal an VI.

(67) Arch. dép. Sarthe, L 242, 263, 162, f° 106; 167, f° 54.

(68) Arch. dép. Sarthe, L 162, L 167.

(69) Sciout, *Histoire de la Constitution civile du Clergé*, t. IV, p. 723.

marche (70). Les diverses administrations départementales de l'Ouest inclinaient à la protection de prêtres qui leur semblaient toujours utiles pour ruiner complètement les réfractaires, par exemple dans les Côtes-du-Nord (71) et dans la Mayenne (72). Dans la Sarthe, on hésitait. Dans le Calvados les autorités étaient hostiles aux constitutionnels (73). Il semble que l'indulgence ait été en raison directe du nombre et de l'influence des réfractaires. En dernière analyse, les constitutionnels de la Sarthe n'eurent guère à subir que des vexations et non des persécutions. Tout au plus ferma-t-on trois églises à la suite de désordres (74). Le Directoire commit dans ce domaine la même faute qu'ailleurs : il tracassa suffisamment pour se faire haïr, il ne persécuta pas au point de faire disparaître ses adversaires. D'ailleurs était-ce possible? Les questions religieuses ne touchaient pas le seul clergé, mais bien les populations entières.

V. ATTITUDE DES POPULATIONS

Le préjugé est si fort, chez nos imbéciles ruraux, de la bonne cause de leurs saints prêtres nocturnes que, depuis une décade, deux de mes voisins, du républicanisme desquels je croyais être sûr, ont porté leurs enfants à baptiser à un prêtre caché (74).

On ne peut exprimer plus élégamment l'attachement du peuple au culte, et c'est la constatation d'un fait assez général. On s'en aperçut quand il s'agit de faire disparaître les *signes du culte*, qui avaient été partout rétablis.

Dès les premiers jours de septembre 1797, au lendemain du coup d'Etat, les ordres les plus sévères furent multipliés pour que l'on détruisît immédiatement les calvaires, pour que l'on fit taire les cloches, pour que l'on abattît les croix des cimetières et des clochers. La résistance fut opiniâtre, les commissaires aver-

(70) Voir chap. xiv, § 2.

(71) Pommeret, ouvrage cité, p. 448; — Durand, ouvrage cité, t. I, p. 367 et suivantes.

(72) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 507.

(73) R. Patry, ouvrage cité, p. 161.

(74) Arch. dép. Sarthe, L 224, 3 nivôse an VII.

tirent leur chef que « ces opérations [étaient] dangereuses ». Les agents faisaient la sourde oreille ou répliquaient brutalement : « Je travaille comme je suis payé (75). » Ils faisaient même des pétitions pour la non-application de la loi (76). Le commissaire central fut parfois obligé d'admettre l'ajournement de ces exécutions (77). Il répugnait à l'emploi de la force armée : c'était plutôt une menace comminatoire pour parvenir à ses fins qu'une méthode à généraliser : « Cette voie pourrait être dangereuse (78). »

Dans la mesure du possible, les commissaires cantonaux décidèrent les municipalités à payer des ouvriers pour la démolition des croix. Cette méthode fut appliquée avec succès dans plusieurs cantons : Bouloire, Le Grand-Lucé, Ecommoy, Conlie, Brûlon, Beaumont, Courgains, La Fresnaye, Mamers, Le Mans (*extramuros*), Sablé (79). On crut même opportun de détruire les enseignes d'aubergistes qui comportaient des croix (80). Mais, dans de nombreux cantons, la résistance était tenace et s'appuyait sur les municipalités, bien que celles-ci eussent été épurées. Parfois la loi fut curieusement tournée : on se contentait d'enlever le Christ et les bras de la croix (81). Il fallut en venir aux exécutions militaires, par exemple à La Fresnaye, La Suze et Château-du-Loir. Encore le succès fut-il mitigé : les croix du cimetière de La Fresnaye furent rétablies dès le départ des troupes ! Des faits analogues eurent lieu à propos de cloches, qu'il fallut priver de leur battant ou transporter au chef-lieu pour les faire taire. Une fois de plus, le gouvernement alliait l'odieux au ridicule. Il exigeait, au nom de la « volonté générale », l'exécution de mesures qui « arrachaient le cœur aux gens de campagne (82) » et qui contribuèrent à les opposer au régime.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 219, L 213.

(76) Arch. dép. Sarthe, L 238.

(77) Arch. dép. Sarthe, L 219.

(78) Arch. dép. Sarthe, L 235 ; — G. Fleury, ouvrage cité, t. III, p. 117 et suivantes. — C'était l'opinion de Maguin aussi bien que d'Houdebert (Arch. dép. Sarthe, L 227).

(79) Reg. délib., brumaire à floréal an VI ; Arch. dép. Sarthe, L 242.

(80) Arch. dép. Sarthe, L 221.

(81) Arch. dép. Sarthe, L 215, L 230, L 169, f° 13.

(82) Arch. dép. Sarthe, L 213.

On eût voulu détruire aussi les sanctuaires de pèlerinage, où le peuple s'obstinait à se rendre, de jour ou de nuit, bien qu'ils fussent désaffectés (83). Les gens se réunissaient dans les églises, chantaient les offices, bien qu'il n'y eût pas de prêtre, et sanctifiaient ainsi dimanches et fêtes, en dépit du calendrier républicain (84). Les femmes étaient les plus nombreuses et les plus empressées à ces exercices. On exigea le serment de haine de quelques chantres, comme « ministres de culte (85) ». Un grand nombre de commissaires jugeaient que seuls les jeunes pourraient être détournés de la religion; quant aux autres, il fallait renoncer à les transformer : « La génération actuelle s'est naturalisée [*sic*] avec les principes de religion qu'elle a reçus de ses pères (86). » Ceux mêmes qui avaient cru au détachement religieux des hommes, au lendemain du coup d'Etat, durent constater leur erreur par la suite (87). Quand on voulut interdire les réunions du dimanche à l'église, il y eut des troubles : à Ecom-moy, le dimanche 2 septembre 1798, une patrouille voulut disperser les gens, aussitôt une rixe éclata. Il y avait huit cents personnes, on fit battre la générale sans le moindre résultat; le commissaire cantonal apaisa les esprits en faisant libérer des manifestants arrêtés. Mais il fallut laisser les réunions se poursuivre (88).

D'ordinaire, les prêtres constitutionnels avaient peu de fidèles; il arriva même qu'on leur fit des affronts: à Cogners, par exemple, où un chien fut enfermé dans l'église en même temps que des ordures y étaient déposées (89). Les commissaires qui signalaient l'activité religieuse spécifiaient qu'elle s'effectuait en accord avec les réfractaires, tandis que les prêtres soumis étaient délaissés. Le commissaire du Mans écrivait des constitutionnels de chef-

(83) Arch. dép. Sarthe, L 207, 237.

(84) Arch. dép. Sarthe, L 213.

(85) Reg. délib. Château-du-Loir, 5 vendémiaire an VI (Arch. dép. Sarthe, L 197).

(86) Arch. dép. Sarthe, L 234, 240, 221, 217, 246, 231, 226, 229, 213, 231.

(87) Arch. dép. Sarthe, L 221, 22 vendémiaire an VI, pluviôse an VII.

(88) Arch. dép. Sarthe, L 210.

(89) Arch. dép. Sarthe, L 245.

lieu : leur « influence est peu sensible, à peine s'aperçoit-on qu'ils existent (90) ». Il n'y a guère que dans quelques communes où les prêtres soumis eurent des fidèles nombreux (91).

En conclusion, il est clair que les populations de la Sarthe, comme celles de tout l'Ouest, étaient profondément attachées au culte et aux pratiques religieuses. On a constaté les mêmes faits dans les Côtes-du-Nord (92), en Ille-et-Vilaine (93), dans la Mayenne (94), le Maine-et-Loire et le Calvados (95). Les poursuites contre les réfractaires causèrent un profond mécontentement, exaspéré par la lutte contre le dimanche et contre tous les signes du culte. La politique de déchristianisation allait directement à l'encontre des vœux des populations. Elle était dangereuse. Elle contribua à faciliter la tâche des royalistes, qui purent tirer parti de toutes ces fautes pour organiser un vaste soulèvement. Comme écrivait un commissaire : « Quant à ceux qui ne sont pas républicains, je crois avoir remarqué que leur opinion vient moins de l'amour de la royauté que du fanatisme sacerdotal (96). » Les hommes les plus opposés par leurs opinions : commissaires du Directoire, chefs royalistes et administrateurs du diocèse, étaient d'accord pour reconnaître que la politique religieuse du gouvernement était un puissant motif d'impopularité du régime.

(90) Arch. dép. Sarthe, L 214, ventôse et messidor an VI.

(91) Arch. dép. Sarthe, L 244. Canton de Vaas, Reg. délib. La Fresnaye, 4 brumaire an IV.

(92) Pommeret, ouvrage cité, p. 497 notamment.

(93) Benaërts, ouvrage cité, p. 180.

(94) Gaugain, ouvrage cité.

(95) R. Patry, ouvrage cité, p. 93.

(96) Arch. dép. Sarthe, L 246.

CHAPITRE XXII

La crise de 1799 Préparatifs de soulèvement royaliste et premières précautions

- I. — Préparation du soulèvement royaliste : Bourmont.
 - II. — La conscription dans la Sarthe : les colonnes mobiles, la garde territoriale, les légions françaises, la résistance à la conscription.
 - III. — Les mesures de police : battues et patrouilles, arrestations par mesure de sûreté, espions et faux-chouans.
 - IV. — La loi des otages : origine, application, conséquences.
-

I. PRÉPARATION DU SOULÈVEMENT ROYALISTE : BOURMONT

L'échec de la tentative de restauration monarchique à l'aide des élections avait déterminé les royalistes à recourir aux méthodes guerrières. De septembre 1797 à septembre 1799 s'écoulèrent deux années d'intrigues incessantes et multiples, de projets variés échangés entre le Prétendant, Monsieur et les agents royalistes des provinces. Dans la Sarthe, Rochecot, puis Tercier, avaient tenu leurs hommes en haleine, ils brûlaient de reprendre la lutte. Mais la rigueur des mesures de police les avait gênés, même découragés, aussi bien que l'indécision des émigrés, de Monsieur et du Prétendant. Rochecot était mort trahi. Après son exécution, les royalistes du Maine cherchèrent un nouveau chef : ils s'adressèrent au jeune comte de Bourmont ; c'est lui qui les mènera à la prise du Mans, en septembre 1799. Il est intéressant

de suivre, à l'aide des papiers laissés par Bourmont, les préparatifs de cette campagne (1). Un des amis d'enfance de Rochecot écrivit à Bourmont pour lui apprendre que les royalistes manceaux le priaient de prendre la suite de Rochecot, le jugeant seul qualifié. Il lui signalait l'excellente ligne de communications établie par le chef d'hier entre Le Mans et Chartres et il s'offrait pour les remettre en service en les perfectionnant (2). La situation était alors peu encourageante. Bourmont, séjournant à Londres, recevait des lettres de divers chefs manceaux dépeignant leur découragement et leur dégoût. La trahison les menaçait de toutes parts, la désorganisation disloquait les comités, si bien formés naguère. « On se croit reporté aux temps de Robespierre », déclaraient-ils; une « apathie étonnante » paralysait les chefs les plus appréciés, et certains se laissaient aller à prédire que, dans trois mois, il n'y aurait plus « ni royalistes, ni jacobins : tous, sentant l'impuissance de leurs moyens, se rallieront au gouvernement (3) ».

Bourmont se consacra entièrement à la réorganisation. Il désirait surtout faire cesser la mésentente entre les divers groupes monarchiques, et entre eux et les Anglais (4). Il échafaudait aussi un plan d'opérations militaires, conçu sur l'analyse des motifs des échecs antérieurs.

Bourmont fondait ses espérances sur l'esprit public : « J'ai parcouru la Normandie, après le 4 septembre (18 fructidor). J'ai envoyé en Anjou, en Bretagne, en Poitou ». Partout, écrivait-il, la majorité de la population était hostile au Directoire, même les républicains modérés, même nombre de généraux. Il décida de s'appuyer sur ces mécontents et, pour se servir aussi des républicains modérés, il convint de masquer le but final, la Restauration, pour ne révéler que le but immédiat, le renversement du

(1) Ces papiers sont conservés au château de Bourmont. M. le comte de Bourmont a bien voulu nous autoriser à les y consulter, et les recherches nous ont été singulièrement facilitées par l'inventaire qu'en a dressé M. G. Gautherot.

(2) Lettre du 27 septembre 1798 (Arch. Bourmont, liasse X).

(3) Lettres de mars à septembre 1798 (Même lieu).

(4) Lettres de Bourmont, mars 1798 (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

Directoire. Une campagne de propagande préparerait la campagne militaire. Bourmont se proposait de travailler l'opinion à l'aide d'émissaires et d'écrits; il allait faire preuve, en tout, de la plus grande modération : les royalistes se montreraient comme « libérateurs et non comme vengeurs d'aucuns crimes », ils assureraient même des dédommagements aux acquéreurs de biens nationaux. D'ailleurs, la propagande, dans chaque région, s'orienterait « dans le sens qui convient à l'esprit de ses habitants (5) ».

La connaissance qu'il avait acquise de l'état d'esprit des populations de l'Ouest, et particulièrement des chouans, inclinait Bourmont à insister vivement sur le danger que présenterait un recours trop fréquent à l'esprit d'autorité : le nom seul du roi ne suffirait pas à lever les populations, l'influence des nobles avait bien diminué depuis 1787, les hommes les plus attachés au roi ne marcheraient que sous des chefs en qui ils eussent pleine confiance pour les avoir déjà éprouvés (6).

Ces principes posés, Bourmont passait aux opérations militaires dans l'Ouest. Il prétendait organiser « en corps réguliers et disponibles » les bandes de chouans; l'expérience amorcée en 1796 le persuadait que la chose était possible, et elle lui paraissait indispensable pour réaliser une véritable campagne militaire. Bourmont manifestait déjà cette compréhension des dispositions d'ensemble et ce souci de la préparation minutieuse qui devaient caractériser le conquérant d'Alger. « Tous les habitants de campagnes », entre Loire, Sarthe et Vilaine, seraient formés en divisions de 1.671 hommes, comprenant trois bataillons de 600 hommes, trois pièces de 4, une pièce de 8 et un escadron de cavalerie. A la tête de chaque division se trouveraient un chef, un commandant en second, un major, trois aides-majors, trois sous-aides-majors, un aumônier et un chirurgien. Chaque bataillon comporterait une compagnie de grenadiers, une de chasseurs et trois de fusiliers. Les compagnies compteraient 100 hommes, dont 82 fusiliers. Bourmont spécifiait la quantité de fusils, de

(5) *Mémoire secret pour M. W...* (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

(6) Lettre de Bourmont au prince de la Trémouille (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

munitions, de chevaux, d'uniformes (5.000), d'outils, etc..., jusqu'au nombre de guêtres.

Les opérations prévues constituaient le fameux plan d'attaque des villes qui fut essayé en septembre 1799 : grâce à la faiblesse des effectifs républicains, il serait facile de prendre Nantes, Angers, Laval, Sablé, Château-Gontier, Châteaubriant, Ancenis, Blais, Savenay, Le Croisic et Guérande.

Aucune de ces places ne peut tenir trois jours et les grandes villes doivent être surprises à l'aide des intelligences qu'on y a déjà et qu'on peut améliorer et augmenter. La possession d'une seule procurera le canon et assurera la prise des autres.

C'était en somme une grande reconquête du royaume, à la façon d'Henri de Navarre, le héros et le modèle si en faveur à cette époque. Pour la commencer, il fallait quinze mille louis et trois mois de travail (7).

Tous ces projets furent compromis par la personne du chef des troupes royalistes, Béhague, dont on déplora l'incapacité, la décrépitude, la suffisance et l'incompréhension absolue du genre de troupes qu'il devait commander et du genre d'opérations qu'il devrait réaliser. De plus, Béhague n'avait pas l'appui de l'Angleterre. « Il n'y a plus d'espérance de succès, écrivait Bourmont, le 4 décembre 1798; il faut attendre des temps meilleurs (8). »

En 1799, l'action parut proche. Bourmont reprit ses projets et compléta ses plans.

D'abord, il convenait de s'appuyer sur le clergé. Pour y parvenir plus aisément, Monsieur était prié de demander aux évêques émigrés à Londres une « invitation à tous leurs ecclésiastiques de conseiller d'abord et de prêcher ensuite l'obéissance au souverain légitime et aux officiers établis par ses ordres (9) ». Ensuite, il fallait préparer des proclamations. La première serait

(7) *Note des moyens, des obstacles et des besoins des parties de la Haute-Bretagne, de l'Anjou et du Bas-Maine...* Londres, 3 décembre 1798 (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

(8) Diverses lettres expriment les mêmes sentiments, en particulier une lettre à Suzannet (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

(9) Note de Bourmont pour Monsieur, 1799 (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

affichée dès l'entrée en campagne. Elle s'adresserait à tous les Français et serait « flatteuse et engageante » pour les troupes républicaines. La deuxième, posée plus tard, annoncerait qu'« on a fait passer au fil de l'épée ceux qui, ne faisant pas partie de l'armée de ligne », auraient été pris les armes à la main. Enfin, une troisième proclamation anathémiserait les Jacobins et leurs échafauds, exalterait le « Dieu de miséricorde » et promettait l'oubli du passé (10).

La conduite à l'égard des populations était bien précisée : ni contributions, ni pillage, ni désordre. Le pays serait administré par les municipalités cantonales et les administrations de département, les tribunaux resteraient en fonction, on se contenterait d'épurer leurs membres. Les habitants de la province qui s'enfuiraient subiraient la confiscation de leurs biens jusqu'à leur retour. Seuls, les fonctionnaires de la République (sans doute les commissaires) devraient se résigner au séquestre définitif de leurs propriétés, à moins qu'ils ne prissent du service dans les armées royales.

Les ressources financières devraient être assurées par l'Angleterre. Elles seraient complétées par les opérations spéciales précédant la campagne : enlèvement des caisses républicaines et des fourgons transportant les fonds du Trésor; enlèvement des « hommes riches qui sont ennemis du parti du roi », jusqu'au paiement d'une rançon. Après quoi, les contributions arriérées seraient perçues et complétées, s'il le fallait, par des billets d'anticipation des impositions (11).

Les royalistes du Maine, l'abbé d'Esgrigny et Guéfontaine, firent une nouvelle démarche pour être placés sous les ordres de Bourmont (12). La nomination fut définitivement reçue en juillet. Bourmont voulut passer à l'exécution de ses projets. Il chercha des fonds pour se procurer tout ce « qui est d'absolue nécessité pour faire la guerre pendant un mois (13) ». Le reste

(10) Même lieu.

(11) Même lieu.

(12) Lettre de Bourmont, 15 mai 1799 (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

(13) Lettre au duc d'Harcourt, Londres, 23 avril 1799 (Arch. Bourmont, liasse IV, 1).

arriverait ultérieurement — grâce aux Anglais — par le Morbihan, en utilisant la Loire et la Mayenne (14). Il n'hésita pas à vanter « la formation des armées républicaines, [qui présentait] de grands avantages », ainsi que « l'ordonnance pour les manœuvres », suivie par ces troupes. Il demanda à les adopter (15). Il proposait de prendre la solde républicaine comme base de la solde royaliste. Il comptait alors arriver « chez Georges le 15 ou le 16 d'août » et y rencontrer Suzannet et Charles (16).

Quelques difficultés déterminèrent des retards inquiétants : la zizanie subsistait entre chefs, Béhague, Puisaye, de Scépeaux et autres. L'Angleterre avait enfin réglé l'arriéré des frais de campagne de 1796, mais ne voulait accorder désormais que « mille livres d'entretien par mois, ce qui ferait cent livres pour chacun de nous ». Bourmont ajourna son arrivée au 25 août. Il recommanda à ses officiers du Perche et du Maine, notamment à Tercier, de tout préparer, de rassembler de l'argent et des conscrits (17). Le 26 août, il était à Londres, sans doute sur le point de s'embarquer (18). Il ne s'agissait plus que de réaliser. Bourmont n'avait-il pas écrit à Monsieur :

Nous pouvons,... avec les ordres de S. A. R. et les fonds nécessaires, chasser entièrement de nos provinces tous les républicains échappés à nos coups et y réussir en un mois (19).

Mais le Directoire et ses agents, qui prévoyaient la menace, avaient pris toutes les mesures de précaution et de défense qu'ils croyaient efficaces.

II. LA CONSCRIPTION DANS LA SARTHE

Pour faire face aux ennemis du dehors et du dedans, il fallait des effectifs. Le Directoire organisa le service militaire, préparant ainsi une force précieuse pour ses successeurs.

(14) Note remise à M. le prince de Gloucester, 26 mai 1799 (Même lieu).

(15) Note de Bourmont pour Monsieur, 1799 (Même lieu).

(16) Lettre à Suzannet, Edimbourg, 17 juillet 1799 (Même lieu).

(17) Lettre à Margadel, Edimbourg, 17 juillet 1799 (Même lieu).

(18) Lettre à Margadel, Londres, 26 août 1799 (Même lieu).

(19) Note de Bourmont pour Monsieur, 1799 (Même lieu).

Une « secousse » se fit sentir dans le département de la Sarthe quand on connut la loi de la *conscription* votée le 19 fructidor an VI (5 septembre 1798) (20). Les dispositions de la population n'avaient jamais varié sur ce point, et les plus graves inquiétudes étaient autorisées en pareille occurrence. Le gouvernement, instruit par les troubles antérieurs, procéda avec précaution : il opéra par étapes et retouches successives. Cela put donner une impression d'incohérence et de maladresse, mais comment connaître exactement les réactions de la population, sinon en lançant des ballons d'essai ? La loi du 23 fructidor, qui précisait le mode de conscription, spécifiait que l'exemption dont jouissaient les jeunes gens de l'Ouest pourrait être étendue aux conscrits, « si les circonstances l'exigent ». Une circulaire fut donc publiée le 29 fructidor (15 septembre 1798) pour confirmer l'exemption, mais en laissant poindre l'« espérance » de servir sur place ou sur les côtes voisines (21).

Cette perspective ne fut pas goûtée ; le Département insista pour obtenir au moins un « délai de deux ans », sinon une utilisation sur place : « Il est essentiel que les irrésolutions sur ce point soient promptement fixées (22). » « L'alarme » des autorités décida le gouvernement aux mesures de clémence : le ministre de la Guerre fit savoir, le 4 vendémiaire an VII (25 septembre 1798), que la conscription ne serait pas appliquée, « vu l'état de la dépopulation (23) ». A l'instant même, les administrateurs publièrent une joyeuse *adresse* pour inviter les conscrits à rétablir « la population, l'agriculture et les arts (24) ».

La joie fut brève, car les ministres de la Guerre et de l'Intérieur prétendirent faire dresser les tableaux de conscription (25). L'inquiétude réapparut ; les autorités sarthoises en informèrent le gouvernement, mais le ministre de la Guerre persista dans sa

(20) Arch. dép. Sarthe, L 221.

(21) Arch. dép. Sarthe, L 36, loi du 23 fructidor an VI, article 11.

(22) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 77.

(23) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, 7 vendémiaire. — Le prétexte était irrécusable, d'après la statistique des naissances.

(24) Affiches publiées le 9 et le 22 vendémiaire an VII.

(25) Archives dép. Sarthe, L 163, f° 84, v° ; L 191 ; L 164, f° 12.

décision, recommandant simplement à l'administration centrale d'accompagner ses exigences d'une proclamation rassurante (26). Les résultats furent généralement médiocres : les jeunes gens faisaient remarquer la contradiction apparente de l'exemption et de l'inscription (27), la plupart d'entre eux ne se firent pas inscrire. Ils craignaient l'enrôlement, et l'agitation renaissait. Dans ces conditions, le ministre décida, le 19 brumaire (9 novembre), de « défendre [sic] aux municipalités de la Sarthe de s'occuper de la confection des tableaux des conscrits (28) ». Tout se terminait donc pour le mieux, la tentative concluait à l'exemption. Pourquoi fallut-il compromettre l'apaisement par des retours offensifs vraiment intempestifs ?

LES COLONNES MOBILES

Les colonnes mobiles devaient assurer le maintien de l'ordre dans l'Ouest et permettre de diminuer les effectifs militaires. Le principe fut remis en honneur et l'on voulut, le 1^{er} nivôse (21 décembre 1798), réorganiser les colonnes mobiles en utilisant les conscrits (29).

Quelques agents crurent à propos de dresser la liste communale des jeunes gens (30). D'autres firent une réunion, aussi extraordinaire qu'illégale, des principaux fermiers et propriétaires du canton (31). Les listes furent établies tant bien que mal, mais il restait à mettre les corps en service. Un arrêté directorial du 28 ventôse (18 mars 1799) décida que les colonnes se tiendraient à la disposition du commandant de l'armée d'Angleterre, qui pourrait les faire passer « d'un département dans un autre (32) ». Elles ne se composeraient que de citoyens d'un *répu-*

(26) Arch. dép. Sarthe, L 164, f° 15.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 207, L 221.

(28) Arch. dép. Sarthe, L 191.

(29) Arch. dép. Sarthe, L 81, f° 40.

(30) A Ecommoy par exemple (Reg. délib., 13 nivôse). — La confection de cette liste n'était pas demandée par le Département.

(31) Ainsi à Bonnétable (Reg. délib., 17 nivôse).

(32) Arch. dép. Sarthe, L 191.

blicanisme éprouvé. Les administrateurs départementaux devaient y pourvoir (33).

Le 17 germinal (6 mai) le général Moulin demandait au département de la Sarthe trois cents hommes, républicains et aisés. Le commissaire central ne s'adressa qu'aux douze cantons les plus patriotes; c'était une « opération extraordinairement délicate ». De plus, il conjurait le général de ne pas les employer hors du département, car « cette tentative produirait l'effet le plus désastreux, et tout porte à croire que la majeure partie déserterait pour rentrer dans ses foyers (34) ». L'entreprise réussit.

LA GARDE TERRITORIALE

Peu après, le 28 germinal (17 avril), le gouvernement leva deux cent mille hommes parmi les conscrits. Evidemment l'exemption subsistait (35), mais on ne renonçait pas à l'emploi régional des jeunes gens. Le 9 floréal (28 avril), un arrêté départemental précisa que les colonnes mobiles seraient décomposées en *gardes territoriales* (nom rassurant) qui effectueraient le service pendant un mois dans les cantons agités du département. Pendant ce temps, elles recevraient solde et fourniture comme les troupes (36).

A cette fin, le Département prescrivit la formation de quatre compagnies de soixante-dix-neuf hommes, formées par des contingents communaux de seize hommes.

La levée ne se fit pas sans peine: comment choisir les hommes qui devaient partir, traités comme des soldats et emmenés hors de leur canton? La logique aurait voulu que le choix fût effectué avec soin, pour ne porter que sur des patriotes. Ainsi fit-on en

(33) Arch. dép. Sarthe, L 191. Arrêtés du 28 ventôse et du 5 germinal an VII.

(34) Arch. Guerre, B 5/53. Lettre du 24 germinal an VII.

(35) Arch. dép. Sarthe, L 191.

(36) Arch. dép. Sarthe, L 83, f° 128. — Les cantons visés étaient ceux de Brûlon, Chantenay, Epineu, Loué, Malicorne, Parcé, Précigné, Sablé et Sillé.

divers lieux. Mais les hommes choisis récriminaient (37), et les agents craignaient des représailles (38). On essaya parfois, mais en vain, d'inviter les réquisitionnaires à choisir eux-mêmes ceux qui devaient partir (39). Le mode qui avait la plus grande faveur était le tirage au sort; il était entré dans les habitudes, il excluait les calculs perfides. Beaucoup de cantons recoururent à ce procédé (40). Mais le résultat fut regrettable : le sort désignait les hommes les plus douteux, ou les plus pauvres, aussi bien que les autres (41). Les jeunes gens exigeaient même parfois que les membres des municipalités, ou les acquéreurs de biens nationaux, fussent compris dans le tirage, voire même qu'ils fussent désignés d'office; ainsi renaissaient les vieilles querelles de 1793 (42). Enfin, certaines communes se montrèrent irréductibles, et l'on crut plus prudent de ne pas insister. Inévitablement, quelques-uns des jeunes gens désignés se cachèrent ou passèrent aux chouans (43). Malgré cela les gardes territoriales fonctionnèrent assez régulièrement dans l'ensemble, et le commissaire de la Sarthe l'annonçait, avec une certaine fierté, à son collègue des Côtes-du-Nord (44).

Peut-être ce résultat donna-t-il de l'audace aux autorités? Peut-être les besoins étaient-ils impérieux? Quoi qu'il en soit, le gouvernement donna l'ordre d'incorporer une partie des conscrits pour les utiliser dans la région. C'était le projet de l'emploi hors du département qui renaissait avec tous ses dangers.

(37) Par exemple, les récriminations s'élevèrent dans les cantons de Saint-Calais, de Sablé et de Précigné, parce qu'on levait toujours les mêmes hommes, les patriotes étant peu nombreux (Reg. délib., floréal à messidor an VII).

(38) Reg. délib. Rouez, 16 messidor.

(39) Reg. délib. La Fresnaye, 21 thermidor an VII.

(40) Par exemple ceux de Marolles, Château-du-Loir, Grand-Lucé, Malicorne, La Ferté-Bernard, Bouloire, Fresnay, Vibraye (Reg. délib., floréal à messidor an VII).

(41) Arch. dép. Sarthe, L 218.

(42) Par exemple à La Ferté-Bernard, Bouloire, Fresnay et Vibraye (Reg. délib., messidor à thermidor). Voir M. Giraud, *Levées d'hommes...*

(43) Arch. dép. Sarthe, L 209, 244, 251, 239, 243. Reg. corresp., messidor à thermidor an VII.

(44) Arch. dép. Sarthe, L 177, 12 messidor an VII.

LES LÉGIONS FRANÇAISES

L'organisation des corps de troupe, définie par la loi du 14 messidor an VII (2 juillet 1799), comportait l'organisation de *compagnies franches* dans l'Ouest, pour « garder les côtes » et « maintenir la tranquillité intérieure ». Ces compagnies constituaient de véritables bataillons, portant uniforme et circulant dans tout l'Ouest (45). L'arrêté directorial du 22 messidor et l'instruction ministérielle du 29 précisèrent la marche à suivre pour opérer ces levées (46).

L'administration centrale ordonna donc de dresser les tableaux de conscrits (47). Elle ne put les obtenir : les municipalités signalaient la résistance ou même s'abstenaient de toute réponse (48). Bernadotte, ministre de la Guerre, harcelait les administrations (49), mais les commissaires des cantons restés paisibles signalaient que cette mesure allait déclencher un soulèvement (50). Le commissaire central dut recommander « circonspection, prudence et secret » : les commissaires agiraient seuls, sans s'adresser aux agents ni aux jeunes gens (51).

L'effervescence qui se manifesta contraignit à temporiser : au lieu de lever tout de suite les conscrits des campagnes, on se contenta de ceux des huit principales villes (52).

Mais le gouvernement insistait : la loi du 3 complémentaire (19 septembre) exigeait que les compagnies franches fussent constituées en *légions françaises* dans sept départements de l'Ouest (Vendée exceptée). On précisait, pour rassurer, que ces légions ne pourraient, « sous aucun prétexte, être portées aux

(45) Loi du 14 messidor, art. 13 (*Moniteur*, éd. orig., p. 1170).

(46) Arch. dép. Sarthe, L 191.

(47) Arrêté du 4 fructidor an VII (Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an VII).

(48) Reg. délib. Assé-le-Boisne, Bouloire, Chahaigne, Le Grand-Lucé, La Bazoge, La Ferté-Bernard, La Fresnaye, Mamers, Montfort, Saint-Cosme, Saint-Maixent, Saint-Paterne, Sillé, fructidor an VII et vendémiaire an VIII. Ces cantons n'étaient pas aux mains des chouans.

(49) Lettre du 8 fructidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L 191).

(50) Lettre du commissaire de Mamers, *extra-muros* (Arch. dép. Sarthe, L 230).

(51) Arch. dép. Sarthe, L 217, 248.

(52) Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 28.

frontières (53) ». Dubois-Crancé enjoignit aux administrations centrales d'agir d'urgence, d'accord avec le commandant de l'armée d'Angleterre (54). Ainsi continuait-on à vouloir lever des hommes en pleine période de guerre civile et pour les faire marcher précisément contre les chouans ! On groupa des effectifs sur le papier, de sorte que le 25 brumaire an VIII (16 novembre 1799) la Députation se félicitait d'avoir remis au ministre de la Guerre « le tableau de la formation de la Légion de la Sarthe (55) ». Mais, dans la réalité, il en allait tout autrement.

Suivant une méthode usuelle, on avait eu l'idée de nommer un commissaire pour presser l'organisation. On choisit le chef de brigade Pioger. Mais cet officier supérieur était Manceau, on l'avait connu marmiteux à l'auberge du Dauphin, décrotteur sous la halle, et passablement débauché. Son prestige en était sensiblement amoindri. Il fallut le rappeler ; ce fait compromit encore les levées (56).

L'administration centrale avait ordonné la formation des compagnies : il s'agissait de trouver 1.415 hommes, au lieu de 316 que comptaient les gardes territoriales. Mais, en attendant la mise en service de ces légions, les gardes territoriales devaient se renouveler, le mois étant écoulé. Ainsi, deux arrêtés se succédèrent, à quatre jours d'intervalle, pour exiger les 316 hommes immédiatement et les 1.415 au plus tôt (57). C'était une gageure !

L'inévitable se produisit : les jeunes gens les plus hardis passèrent aux chouans (58), les autres disparurent, car ils ne voulaient se battre ni pour les bleus, ni pour les blancs. Les agents furent injuriés et menacés, certains démissionnèrent, d'autres

(53) Loi du 3 complémentaire an VII (*Moniteur*, éd. orig., p. 1440 et 1481).

(54) Lettre du 24 vendémiaire an VIII (Arch. dép. Sarthe, L 191).

(55) Arch. dép. Sarthe, L 193.

(56) Arch. dép. Sarthe, L 165, f° 141 ; L 166, f° 9.

(57) Arrêtés du 1^{er} complémentaire an VII (Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, an VII) ; — Arrêté du 5 complémentaire (Arch. dép. Sarthe, L 81, f° 114).

(58) Arch. dép. Sarthe, L 207, L 211, L 166, f°s 139, 144 ; L 216 ; — Reg. délib. Château-du-Loir, Sablé, vendémiaire et brumaire an VIII. — Les troubles furent moins grands, mais les résultats aussi décevants en Ille-et-Vilaine (Benaërts, ouvrage cité, p. 70) et dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, ouvrage cité, p. 485).

restèrent passifs. Les essais de tirage au sort donnèrent lieu à des rixes ou à des brimades aux dépens des républicains (59). Tout au plus parvint-on à un résultat satisfaisant dans quelques cantons (60). Or, dans le même temps, les chouans avaient aussi levé leurs hommes, et ils parcouraient maintenant tout le département : le 15 octobre 1799 ils s'emparèrent du Mans, et tout resta en suspens.

Une fois de plus, une malencontreuse politique de concessions et de rigueur, maladroitement dosées, avait tout gâté. L'apaisement obtenu par l'exemption de la conscription ne servait plus de rien dès lors qu'on prétendait embrigader les jeunes gens. Il eût été sage de s'en tenir aux gardes territoriales, surtout en pleine insurrection.

III. LES MESURES DE POLICE

La crainte des royalistes était devenue une telle obsession pour les autorités que le moindre indice de complot les faisait frémir. Ils en parlèrent si souvent et avec tant de conviction qu'on ne sait plus si le danger était réel ou imaginaire. A vrai dire, il n'était pas immédiat.

Au lendemain du 18 fructidor, les royalistes de la Sarthe avaient été réduits à l'impuissance. Depuis, deux faits importants étaient survenus : la mort de Rochecot, dénoncé par un de ses amis, arrêté à Paris le 21 juin 1798, exécuté le 7 août (61) ; puis le temps perdu par son successeur. Tercier, nommé pour le remplacer, tenta vainement de gagner l'Angleterre afin d'obtenir des moyens d'action, car le parti royaliste était en désaccord. Il ne

(59) Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 77; L 222, L 213; — Reg. délib. Saint-Cosme, Loué, Fresnay, vendémiaire et brumaire an VIII.

(60) Les documents n'indiquent l'établissement des tableaux nominatifs que dans quatre cantons : Bonnétable, La Ferté-Bernard, Le Grand-Lucé, Vivoin (Arch. dép. Sarthe, L 695 et L 234; — Reg. délib. Grand-Lucé, La Ferté-Bernard, vendémiaire an VIII). Les résultats furent aussi mauvais en Ille-et-Vilaine (Benaërts, ouvrage cité, p. 71).

(61) Rochecot, ouvrage cité, p. 221; — V. Pierre, *Le dix-huit Fructidor*, p. 243.

put effectuer la traversée et fut emprisonné à Paris, fin décembre 1798 (62). Par bonheur, il ne fut pas reconnu, mais il ne regagna le Maine que tardivement. Il est vrai que, pendant son absence, le chevalier de La Volvenne s'était appliqué à renouer les relations entre anciens chefs chouans, « il avait préparé partout de petits noyaux d'insurrection (63) ». Mais « les lettres écrites de Londres prescrivaient positivement de ne rien hâter », ce dont Tercier se désolait, car ses amis et lui « étaient l'objet des poursuites continuelles des commissaires du Directoire (64) ».

BATTUES ET PATROUILLES

Les mesures exceptionnelles prises au lendemain du coup d'Etat, les battues et les fouilles multipliées avec rage après l'assassinat du commissaire central, se poursuivirent et se multiplièrent après les élections de l'an VI. Le ministre de la Guerre en vantait l'efficacité au Directoire qui approuvait (65). Troupes, colonnes mobiles et espions devaient purger le pays de tous les indésirables et paralyser l'action des malveillants. Dans le département de la Sarthe, ce fut la mission particulière du commissaire Baudet-Dubourg. Il y apporta une méthode et un acharnement remarquables, qui ne furent pas toujours servis par une clairvoyance égale. Comme écrivait la *Chronique*, ce n'est pas dans un monastère bénédictin qu'on peut se préparer à la fonction de commissaire central.

On s'était rendu compte que l'insuccès fréquent des battues avait deux causes : leur caractère trop limité et les indiscretions. Le commissaire prescrivit, outre les patrouilles habituelles, des battues générales faites le même jour dans tout le département. Ainsi fit-on, une fois le mois, à partir du 10 juin 1798. Le commissaire de la Sarthe s'accorda avec ses collègues des départements voisins (66). Cette entente fut d'abord très fragile, et il

(62) Tercier, ouvrage cité, p. 285.

(63) *Id.*, *ibid.*, p. 291.

(64) *Id.*, *ibid.*, p. 292.

(65) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 160.

(66) Arch. dép. Sarthe, L 169, f° 27.

fallut bien des mois pour la rendre efficace. Le gouvernement s'en chargea et décida des battues dans plusieurs départements à la fois (67). La discrétion fut cherchée par la transmission des ordres au dernier moment et par le recours aux seuls patriotes, parmi les membres des municipalités. Baudet-Dubourg, puis Jouennault, en vinrent à établir une « correspondance secrète », par des hommes sûrs des différents cantons. Mais leur pensée ne fut guère comprise, car les agents leur proposaient de vingt à soixante hommes par commune (68).

La fréquence de ces battues entretenait les craintes. Le commissaire redouta même que le résultat ne fût opposé au but poursuivi : d'anciens chouans jusqu'alors paisibles s'impatientsaient et pouvaient devenir redoutables (69). Le gouvernement, consulté, répondit en prescrivant de multiplier les visites domiciliaires. On en vint à faire circuler des patrouilles toutes les nuits. Le général Vimeux créa une caisse pour récompenser les captures (70). Enfin les espions furent employés plus régulièrement que jamais.

En dépit de cette activité, les arrestations furent peu nombreuses et de médiocre intérêt. Il y en eut trois en prairial an VI ; l'une était assez importante : celle de Le Métayer, dit *Rochambeau*, qui eut lieu dans la Mayenne et aboutit à une condamnation à mort (71). On ne savait pas toujours quoi faire des prisonniers. Suivant les cas, on devait les traduire devant les Commissions militaires, s'ils étaient inscrits sur les listes d'émigrés, ou les déférer aux tribunaux ordinaires. Mais certains n'avaient pas commis de délit caractérisé. Le ministre de la Justice décida de les considérer comme étrangers et de les expulser (72). En cas d'incertitude, on informait les autorités judiciaires qu'elles ne devaient pas libérer les prévenus : « Si les faits qui sont à leur charge ne suffisaient pas pour motiver leur détention..., l'admi-

(67) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 173, juin 1798, et Arch. Guerre, B 5/51, 30 pluviôse an VII.

(68) Reg. correspondance Nogent-le-Bernard, fructidor an VII.

(69) Arch. dép. Sarthe, L 167, f° 88.

(70) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 4.

(71) Arch. dép. Sarthe, L 196.

(72) Arch. dép. Sarthe, L 282.

nistration les retiendra par mesure de sûreté (73). » Mieux encore, on ordonnait de « suspendre la poursuite judiciaire », de peur que les prisonniers « ne fussent acquittés et mis en liberté (74) ». Les arrestations arbitraires constituèrent une pratique courante.

Combien de temps garderait-on les prisonniers? Les dix-huit prisonniers envoyés à Paris, en frimaire, après l'assassinat de Maguin, y étaient toujours. On reconnaissait qu'il était impossible de les juger « selon les formes ordinaires ». Ils furent relâchés en germinal et repris en prairial (75). Ceci rappelle exactement les déboires de ces prêtres âgés que l'on arrêta à chaque période critique, pour les relâcher quelques mois plus tard.

ARRESTATIONS PAR MESURE DE SURETÉ

Le ministre de la Police prescrivit, le 7 prairial an VI (26 mai 1798), l'arrestation des « hommes véhémentement soupçonnés d'être suspects », c'est-à-dire des anciens chouans (76). Baudet-Dubourg y mit un entrain admirable, une sorte d'enthousiasme :

Je vous invite à faire arrêter tous ceux de votre canton contre lesquels vous aurez des soupçons véhéments d'être des artisans de troubles et de désordres, hommes ou femmes, quels qu'ils soient, n'hésitez plus, que nulle considération ne vous arrête, ne craignez pas la responsabilité : je me charge de tout (77).

Municipalités et commissaires n'apportaient pas tant d'empressement, et les arrestations furent peu nombreuses. Le commissaire central répéta ses invitations : il fit placarder sa circulaire du 7 fructidor an VI (24 août 1798), qui prescrivait de

(73) Lettre du commissaire central au commissaire près le Tribunal correctionnel (Arch. dép. Sarthe, L 176).

(74) Arch. dép. Sarthe, L 169, f° 26.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 130, L 304; — Arch. nat., F 7 3687, 6; B B 18 734; — *L'Abeille*, 18 prairial.

(76) Arch. dép. Sarthe, L 169, f° 33; L 77, f° 70.

(77) L 169, f° 36.

lui « adresser dans dix jours la liste exacte de tous les individus que... la notoriété publique accuse d'être les principaux agents ou suppôts de la contre-révolution ». La recommandation officielle de donner à cet ordre « toute la publicité possible » indique assez l'effet de terreur qui était recherché (78). De vigoureuses protestations se firent entendre, plusieurs commissaires se refusèrent à jouer un pareil rôle : « Sera-ce dans l'an VII que je ferai une liste de suspects? Parce qu'il me plaira de soupçonner, j'irai porter le trouble dans une famille?... » s'écriait le commissaire de La Suze (79). Celui de Mamers (*extra-muros*) ne voulait ni proscrire ni « renouveler les listes horribles de suspects (80) ». La plupart ne répondirent pas. Baudet s'en plaignit et se fit appuyer par une lettre du ministre de la Police, le 17 brumaire an VII (7 novembre 1798). Il publia une nouvelle circulaire le 2 frimaire (22 novembre) (81).

Cette fois, les réponses affluèrent : le secrétaire de Ballon envoyait une longue liste qui portait, pêle-mêle, les noms des châtelains, de l'ancien commissaire cantonal, des institutrices, des Sœurs de l'hospice et de journaliers du canton (82). Des listes furent établies dans les conditions les plus curieuses : les commissaires sommaient les agents de fournir des noms dans un délai de vingt-quatre heures (83). Parfois, ils fixaient à l'avance le nombre des suspects à désigner : cinq, par exemple, pour le canton de Brûlon (84). Quelques agents refusèrent de répondre : à supposer même qu'ils fussent patriotes, ils ne voulaient pas se faire d'ennemis (85). Mais, pour l'ensemble du département, le

(78) Papiers Ledru, *Guerre civile*, 1.

(79) Arch. dép. Sarthe, L 218. — Evidemment ce commissaire fut révoqué (L 131).

(80) Arch. dép. Sarthe, L 230. — Mais il fournissait cependant une vingtaine de noms.

(81) Papiers Ledru, *Histoire Sarthe*, an VII.

(82) Arch. dép. Sarthe, L 207; — Réponses des commissaires du Mans (*extra-muros*) (L 214), d'Epineu (L 211), de Courgains (L 225), d'Assé-le-Boisne (L 220), de Vivoin (L 234), de Fresnay (L 227), de Tresson (L 246), de Mayet (L 238), de Brûlon (L 303).

(83) Reg. délib. La Fresnaye, 3 fructidor an VII.

(84) Arch. dép. Sarthe, L 303.

(85) Arch. dép. Sarthe, L 246.

travail fut achevé : le 13 nivôse (2 janvier 1799), Baudet-Dubourg envoyait au ministre la liste des « individus en opposition habituelle au gouvernement républicain (86) ».

Dès lors, les arrestations furent opérées par véritables fournées : de messidor an VI à ventôse an VII (juillet 1798 à mars 1799), on emprisonna plus de cent personnes, hommes ou femmes, de toute condition, pour des motifs aussi variés que peu précis. La plupart étaient d'anciens chouans, ou des parents de chouans, ou des chouans possibles, ou des ivrognes qui s'étaient livrés à des manifestations inciviques. On emprisonnait aussi des religieuses, des individus trouvés sans passeport et des gens arrêtés par erreur (87).

Le ministre de la Police fut avisé, le 15 pluviôse (3 février), de ces arrestations, il y « applaudit » et accepta même de « transférer à Rochefort une douzaine des individus arrêtés, à l'effet d'intimider de plus en plus les royalistes (88) ».

Ces mesures déterminèrent une certaine effervescence, Baudet-Dubourg résolut d'en profiter pour exploiter l'inquiétude et la crainte. Il prescrivit aux commissaires cantonaux, le 4 nivôse (24 décembre 1798), de réunir en séance extraordinaire les municipalités ainsi que les principaux propriétaires et fermiers de leur canton. Ils devraient leur lire les lois concernant les recéleurs d'émigrés ou de prêtres, ainsi que la responsabilité des communes en cas d'assassinat commis sur leur territoire (89). Cette mesure, d'ailleurs illégale, fut renouvelée le 9 pluviôse (28 janvier), par arrêté de l'administration centrale (90). Le ministre de la Police, informé de ces méthodes extraordinaires, les approuva (91).

(86) Arch. nat., F 7 7511. — Mêmes faits dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, *la Troisième chouannerie dans les Côtes-du-Nord*, Saint-Brieuc, 1935, in 8°, 88 p., p. 3).

(87) Arch. dép. Sarthe, L 301, 302, 303.

(88) Arch. dép. Sarthe, L 282.

(89) Circulaire du 4 nivôse an VII (24 décembre 1798); — Arch. dép. Sarthe, L 248, 211, 243, 216; — Reg. délib. Brûlon, 20 nivôse; Loué, 24 nivôse an VII.

(90) Arch. dép. Sarthe, L 243, 211; — Reg. délib. Brûlon, 20 pluviôse; Loué, 22 pluviôse an VII.

(91) Arch. nat., F 7 7528.

Le gouvernement continuait pourtant de se débattre au milieu de difficultés contradictoires. Il voulait maintenir le régime constitutionnel et n'osait pas garder en prison les suspects. En germinal (mars 1799), Baudet-Dubourg fut blâmé pour avoir multiplié les arrestations (92). Tous les prisonniers furent relâchés, après une détention plus ou moins longue. Une vingtaine furent libérés de frimaire à ventôse an VII (décembre 1798 à mars 1799). Les autres furent relâchés, tour à tour, au cours du printemps ou de l'été. Au mois de juillet, il n'en restait plus qu'un nombre infime (93). Or c'est exactement le moment où le soulèvement éclata. Une fois de plus le gouvernement avait agi assez pour se faire détester, mais insuffisamment pour atteindre son but.

ESPIONS ET FAUX-CHOUANS

Le brigandage se développait : vols multiples, assassinats de soldats, de patriotes, de propriétaires de biens nationaux. Tous ces désordres trop connus sévissaient dans la Sarthe : en mai 1798, des assassinats d'acquéreurs de biens nationaux étaient commis à Brûlon, Epineu, Parcé et Sablé (94) ; en août, un soldat était assassiné à Longnes ; en septembre, la diligence de Paris à Nantes était arrêtée près de La Flèche, et ses occupants dévalisés. En décembre et janvier, les troubles continuèrent : quatre républicains furent assassinés à Précigné. Un peu plus tard, ce fut le tour de Bergue, commissaire de police au Mans, haï pour ses innombrables perquisitions et arrestations (95).

Les mesures de rigueur usitées en 1796 furent employées à nouveau. Les communes durent payer des amendes lorsque des vols ou assassinats étaient commis sur leur territoire ; mais les brigands se faisaient une joie d'abandonner le cadavre de leur victime sur le sol d'une commune républicaine (96). De vendé-

(92) Arch. dép. Sarthe, L 131.

(93) Arch. dép. Sarthe, L 164, 165, 78. — Les frais d'entretien des prisonniers furent aussi un motif d'élargissement, faute de ressources.

(94) Arch. dép. Sarthe, L 135, L 130.

(95) Arcn. dép. Sarthe, L 131, 197.

(96) Ainsi, un homme de Saint-Jean-sur-Erve fut assassiné à Saint-Denis-d'Orques (Arch. dép. Sarthe, L 164, f^o 90). Le général Moulin signala cette

miaire à ventôse (octobre à février), huit communes furent condamnées à des amendes (97), plusieurs autres furent épargnées par le Tribunal civil, pour ne pas frapper des républicains (98). Quelques-unes furent mises en état de siège : Auvers-le-Hamon, Saint-Jean-de-la-Motte, Précigné (99). On renforça aussi la surveillance des passeports. Mais comment éviter des faux, quand on trouvait des cachets d'administrations cantonales entre les mains des chouans arrêtés (100)? On fit amarrer les bateaux à l'abri, pour empêcher les brigands de franchir la Sarthe. On entreprit des tournées de désarmement. Chez les anciens chouans, il y avait souvent des armes, mais, « quelques fouilles qu'on fasse », on ne les trouvait pas (101). Seuls, les patriotes ne cachaient pas leurs armes et, compris dans des mesures générales, c'étaient eux souvent qui étaient désarmés (102). On attendit donc au 1^{er} thermidor (19 juillet) pour prescrire le désarmement de tous les citoyens n'habitant pas dans une commune protégée par un cantonnement (103). Sur la proposition du commissaire de Sablé, on décida l'inscription sur les listes d'émigrés des chouans qui disparaîtraient. Le ministre de la Police autorisa cette mesure, et, le 29 frimaire (19 décembre 1798), vingt-trois chouans ou prêtres furent portés sur les listes (104).

L'emploi des espions fut restreint : il devenait onéreux, en raison de leurs lourdes exigences pécuniaires; difficile, à cause

façon de retourner la loi contre les patriotes (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 296).

(97) Saint-Christophe, Neuvillalais et Segré, le 3 ventôse; Fayet et Lôngnes, le 12 frimaire; Crannes et Alonnes, le 1^{er} pluviôse; Souigné-sous-Vallon, le 7 pluviôse an VII (Arch. dép. Sarthe, L 164).

(98) Arch. nat., BB 18 734; — Lettre de Baudet-Dubourg sur le même sujet (Arch. Guerre, B 5/53); — Mêmes faits en Morbihan (Arch. Guerre, B 5/56).

(99) Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, 25 frimaire an VII; — Reg. délib. Précigné, 18 nivôse an VII. Mesure autorisée par l'arrêté directorial du 27 thermidor an VI.

(100) Arch. dép. Sarthe, L 196.

(101) Arch. dép. Sarthe, L 239.

(102) Arch. dép. Sarthe, L 219. — Cette objection empêcha les Cinq-Cents de prescrire le désarmement en fructidor an VII.

(103) Arch. dép. Sarthe, L 197.

(104) Arch. dép. Sarthe, L 243. — Cette mesure ne fut légalisée que par la loi des otages.

de leur sincérité très douteuse; inefficace, par suite des assassinats — en trois mois, quatre espions avaient été tués (105).

On rétablit l'organisation des faux chouans, dès l'an VI (106). Baudet-Dubourg en organisa « trois compagnies (107) ». Les résultats furent mauvais. Les faux chouans étaient-ils reconnus? Les populations s'indignaient s'ils pillaient ou les ridiculisaient s'ils ne faisaient rien; les vrais chouans se mettaient à leurs trousses, les assassinaient et plaçaient des inscriptions comminatoires sur leurs cadavres :

Tous les soldats sont nos amis,
Les espions sont nos ennemis.
Voyez quelle est leur récompense (108).

S'ils n'étaient pas reconnus, les colonnes et les troupes tiraient sur eux. Il devint impossible de trouver des soldats pour faire ce métier : « Nous nous battons, disaient-ils, tant qu'on voudra, mais nous ne voulons pas nous faire assassiner (109). » Baudet renonça donc à ce procédé; mais il trouva mieux : il inventa la loi des otages.

IV. LA LOI DES OTAGES

ORIGINE

Le Vengeur de la République,

aux royalistes de la Sarthe et des autres départements de l'Ouest :

L'heure des vengeance est sonnée!

Les royalistes ont commis le crime, le crime retombera sur leur tête. Les royalistes chouans ont promené le malheur, la dévastation et

(105) Arch. nat., F 7 7567. — Un espion, Clottereau, avait dû être remercié parce qu'il demandait trop cher (Arch. dép. Sarthe, L 132); un autre, Prévost-Laurent, était au nombre des suspects (Arch. dép. Sarthe, L 303). — L'emploi des espions et des faux-chouans fut également pratiqué dans les Côtes-du-Nord (Pommeret, *la Troisième chouannerie*, pp. 3 et 6).

(106) Arch. dép. Sarthe, L 242 et 196.

(107) Arch. nat., F 7 7511. — La mesure fut généralisée, le commandant de l'armée d'Angleterre y recourut (Arch. Guerre, B 5/52; B 5/54).

(108) Arch. dép. Sarthe, L 262, 244, 218, 219. — Même fait à Lamballe, (Pommeret, même article, p. 12).

(109) Arch. nat., F 7 7567; — Arch. dép. Sarthe, L 131. — La méthode ne réussit pas mieux ailleurs (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 297). Voir aussi la monographie des compagnies de faux chouans de Saint-Roch, Fabien et Saint-Aignan (Roquet, *Révol. Sarthe*, 1924, p. 50 à 68).

la mort à travers nos belles contrées. Le malheur, la dévastation et la mort vont refluer vers leur source.

Le *Vengeur en chef* arrête et déclare ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les royalistes sont *personnellement* responsables de la vie, de la liberté et de la propriété des républicains.

ART. 2. — Quand un patriote sera enlevé dans un canton, deux royalistes, pères de famille du même canton, seront enlevés *sur-le-champ* et conduits en lieu de sûreté.

ART. 3. — Quand un patriote sera assassiné par les chouans, deux royalistes, pères de famille du canton, seront fusillés, et leur famille sera mise en lieu de sûreté.

ART. 4. — Quand un patriote sera dépouillé de sa propriété, deux royalistes, pères de famille, seront enlevés dans l'arrondissement pour garantie de restitution.

ART. 5. — Le *Vengeur* sera terrible contre tous les pervers, clément pour les faibles, généreux et discret pour les amis de l'humanité et de la justice.

ART. 6. — Le *Vengeur* sera clairvoyant et bien instruit, il connaîtra les recéleurs de chouans dans les campagnes et dans les villages. Ceux qui leur font accueil, ceux qui les protègent et les cachent, ceux qui favorisent leurs desseins, il se rappellera leurs noms en temps et lieu.

ART. 7. — Le *Vengeur* a dit : « Malheur aux femmes qui colportent la contre-Révolution. La femme intrigante n'a plus de sexe : c'est un chouan fardé, parfumé, embéguiné, dont la langue est un poignard, dont le cœur est un cloaque. »

ART. 8. — Les parents d'un royaliste détenu qui feront prendre un chouan, les armes à la main, obtiendront la liberté de celui qui leur est cher.

ART. 9. — Que les amis de l'ordre se rassurent, que les patrons de l'innocence soient sans alarmes : l'application des mesures commandées par le salut public seront [*sic*] l'œuvre de la prudence, de l'équité, de la sagesse, des plus sages conseils, avant d'être l'œuvre de la force et de la vengeance.

ART. 10. — Le *Vengeur* ne jure point, mais il tient ses promesses. Qu'il protège ou qu'il punisse, sa parole sera sacrée. Courage, patriotes ! Surveillance, activité, énergie. Le *Vengeur* vous porte dans son cœur, il vous sauvera, à quelque prix que ce soit, de la rage forcenée des brigands.

LE VENGEUR DE LA RÉPUBLIQUE (110).

Il eût été regrettable de ne pas publier cette pièce sensationnelle : aucune n'est plus révélatrice des tendances de Baudet-Dubourg. Ce commissaire avait l'âme d'un justicier de roman populaire !

Le commissaire proposa au ministre de la Police d'appliquer « *le talion*, enlèvement pour enlèvement, vol pour vol ». Ce faisant, il plaça le ministre, Duval, dans un cruel embarras, car il l'avertissait en même temps de l'application heureuse de la méthode.

En effet, deux jeunes filles avaient été enlevées par des brigands qui exigeaient une rançon. Aussitôt, Baudet avait fait arrêter deux royalistes et avait annoncé qu'il les enverrait à Rochefort si les jeunes filles n'étaient pas libérées dans trois jours. Or, le 17 germinal (6 avril), le commissaire écrivait : « Je ne me sens pas d'aise », les jeunes filles ont été libérées (111) !

Les bureaux ministériels condamnèrent formellement cette illégalité, mais le ministre, satisfait du résultat, décida de « s'en rapporter sur le tout à la sagesse du commissaire », et il lui envoya une lettre de félicitations. Le ministre de la Justice avait été informé des mêmes faits, il s'était contenté de transmettre l'avis à son collègue de la Police (112). Ainsi la loi des otages était appliquée avant d'être proposée. Il y avait d'ailleurs des antécédents.

Dès 1796, Hoche avait fait saisir comme otages les hommes des familles dont un membre ou un domestique entraît parmi les chouans (113). En novembre 1798, le général Michaud avait demandé l'autorisation de prendre des otages dans les communes les plus suspectes (114). Lorsque les suspects avaient été arrêtés, en janvier 1799, « les malveillants se [persuadèrent] que les détenus [répondraient] sur leur tête et sur leur fortune du sort

(111) Arch. dép. Sarthe, L 273. — Pour une fois Baudet-Dubourg avait eu la main heureuse : il avait pris en otage la famille d'un fameux chef de bande, Plessis, dit Potiron.

(112) Arch. nat., F 7 7567.

(113) Voir chap. III, § 2.

(114) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 247.

des républicains (115) ». En février, le commissaire de Sablé, puis le commissaire central, décidèrent d'arrêter les parents de chouans, même les mères, les femmes ou les employeuses, voire même les principaux locataires, qui n'auraient pas signalé le départ de leur parent ou employé (116). Le commissaire central en référa au ministre de la Police, qui réserva la question, mais l'application en fut ordonnée par le Département, le 3 ventôse (117). La responsabilité frappait tous les susnommés, à l'exception des femmes de chouans, mais on y avait ajouté les tuteurs. La même mesure fut adoptée dans les départements de Vendée et de Mayenne (118). L'application dépendait des forces à la disposition des municipalités; elle ne commença qu'en avril 1799. Dans le canton de Sablé, la mesure fut efficace et contribua à faire rentrer une vingtaine de chouans (119). Le commissaire de Sablé avait eu l'idée de répondre aux enlèvements par l'arrestation de parents de chouans pris comme otages (120).

APPLICATION

La légalisation de cette mesure draconienne se fit attendre. Cependant, le Directoire autorisa l'emprisonnement des royalistes ou ex-chouans, dans les cantons troublés, à « chaque fois qu'il serait commis... un acte hostile de chouannerie, de rébellion, d'assassinat, d'enlèvement de personnes, d'incendie, de pillage, etc... (121) ». Le ministre de la Guerre s'appuya sur l'exemple de la Sarthe pour recommander au Directoire la constitution d'otages (122). Le Directoire fut timide et renvoya la proposition et la responsabilité au Corps législatif.

(115) Arch. dép. Sarthe, L 235.

(116) Arch. nat., F 7 7528; — Reg. délib. Sablé, 28 pluviôse an VII.

(117) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10; — Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, 3 ventôse an VII. — Le général Vimeux recommandait cette méthode au ministre de la Guerre (Arch. Guerre, B 5/51).

(118) Arch. dép. Sarthe, L 282; — Arch. nat., F 7 7603; — Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 241; — Gaugain, t. III, p. 488.

(119) Arch. dép. Sarthe, L 243, prairial an VII.

(120) Arch. dép. Sarthe, L 243, 13 germinal an VII.

(121) Arch. dép. Sarthe, L 283, 19 floréal an VII.

(122) Arch. Guerre, B 5/55, 29 prairial an VII.

Depuis plusieurs mois, on avait demandé l'amendement de la loi du 10 vendémiaire an IV sur la responsabilité des communes, et le vote de mesures énergiques pour réprimer le vagabondage. Bardou-Boisquetin, représentant de la Sarthe, avait déposé une motion dans ce sens, le 7 nivôse (27 décembre 1798), d'accord avec des députés de la Mayenne, de la Gironde et d'Indre-et-Loire. Le 22 messidor (10 juillet 1799), donc après la tentative heureuse de Baudet-Dubourg, Bricbet, député de Maine-et-Loire, rapporta le projet d'une loi prenant pour otages les parents d'émigrés et les ex-nobles, déjà privés des droits politiques, ainsi que les ascendants des « individus notoirement connus » pour faire du brigandage. Le projet fut combattu au nom de la Constitution, de la justice et de l'efficacité. Il parut surtout inadmissible de rendre responsables des parents d'émigrés ou d'anciens nobles sans relations avec le brigandage et la chouannerie. On remarqua que les brigands de droit commun se soucieraient peu de ces mesures. On s'étonna aussi que les repréailles ne fussent exercées qu'en cas d'assassinat de soldat, de fonctionnaire ou d'acquéreurs de biens nationaux. Cependant le projet fut voté : les départements, une fois déclarés en état de troubles, devaient dresser une liste d'otages ; à chaque assassinat quatre otages seraient déportés, leurs biens séquestrés jusqu'à paiement d'une lourde amende. Les citoyens blessés auraient droit à une indemnité (123). Sur la demande de Bardou-Boisquetin, les enlèvements donnèrent lieu aux mêmes sanctions que les assassinats. C'est à un enlèvement que la mesure prise par Baudet-Dubourg reposait. Ainsi pouvait-on dire, avec Négrier de La Crochardière, que l'« infernale loi des otages » avait été inventée par Baudet-Dubourg (124).

Une fois de plus, le gouvernement prit l'odieux d'une terrible mesure sans en retirer tous les avantages. La loi fut promulguée, on ne l'appliqua pas. Le commissaire de la Sarthe l'avait mise en pratique avant la lettre, il fut gêné ensuite pour continuer,

(123) *Moniteur*, édition originale, p. 1196 et suivantes ; p. 1221 et suivantes.

(124) Négrier de La Crochardière, *Mémoires manuscrits*, t. III, p. 196.

parce que son département n'était pas déclaré en état de troubles. Les représentants négocièrent avec le Directoire et le ministre de la Police pendant tout le mois de thermidor. Le ministre ne put se décider à préparer le message destiné au Directoire, il préféra autoriser « les mesures les plus fortes (125) ». Pendant ce temps, l'insurrection s'était développée et le brigandage continuait, ainsi que les enlèvements.

Il est vrai que l'administration centrale n'avait pas attendu pour faire dresser des listes de responsables par les municipalités. On avait désigné des nobles et des parents de chouans, beaucoup de femmes : cinq sur six dans le canton de Fresnay (126). La plupart étaient tisserands, cultivateurs ou artisans (127). Le Département avait fait arrêter quelques-uns d'entre eux à chaque enlèvement : le 27 messidor (15 juillet), le 9 et le 19 thermidor (27 et 28 juillet). Ce furent surtout des membres de familles notables : un avocat, Delaunay; des nobles, de Tascher, Menjot d'Elbenne; souvent des femmes, les deux sœurs de Rouillon, M^{me} de Colbert, âgée de soixante-douze ans, les deux sœurs de Guibert, etc... En tout, vingt-deux otages (128). Ceci à propos de plusieurs enlèvements dont le plus tapageur fut celui de Trillon, ancien commissaire du Directoire auprès des tribunaux du département.

Les amendes furent infligées par l'administration centrale. Mais le Tribunal civil refusa d'autoriser leur perception, puisque le département de la Sarthe n'était pas déclaré en état de troubles. Un débat s'engagea entre l'administration et les ministres de la Police et de la Justice. Ce dernier fit approuver par le Directoire la décision du Tribunal civil de la Sarthe : il admit l'incarcération des otages, mais non les amendes (129). La Députation se saisit de l'affaire, et Bardou-Boisquetin lut une violente motion aux Cinq-Cents, le 24 fructidor (10 septembre).

(125) Arch. dép. Sarthe, L 193. — Dans le Sud-Ouest, la loi déclencha des tempêtes avant d'être appliquée, mais son application à Toulouse fut efficace (Lacouture, ouvrage cité, p. 158).

(126) Reg. délib. secrètes, Fresnay, 7 fructidor an VII.

(127) Papiers Ledru, *Guerre civile*.

(128) Arch. dép. Sarthe, L 283.

(129) Arch. nat., B B 18 734.

A ce moment, aucun département n'avait encore été désigné pour l'application de la loi ! Ce n'est que le 28 fructidor (14 septembre 1799) que le département de la Sarthe fut déclaré, dans son entier, en état de troubles (130). Les enlèvements n'avaient pas cessé ; il est vrai que les victimes avaient été relâchées, mais après qu'on eut versé leur rançon. Les auteurs des enlèvements étaient généralement des brigands que les royalistes eux-mêmes dénonçaient et qu'ils essayèrent parfois de châtier : Potiron, notamment, et Branche-d'Or, le pseudo-marquis de La Géli-nière (131).

CONSÉQUENCES

En somme, la loi des otages, telle qu'on l'établît et qu'on l'appliqua, fut une faute : elle ne donna pas de bons résultats et elle accrut l'impopularité du Directoire, notamment par la mort de Delaunay qui survint pendant qu'il était otage (132). Ce qui ne veut pas dire que la méthode des repréailles était mauvaise : les otages enlevés en vertu de l'arrêté qui frappait les parents de chouans amenèrent la rentrée de beaucoup d'entre eux, du moins

(130) L'application de la loi des otages fut décidée par étapes :

En premier lieu dans le département de la Haute-Garonne et dans divers cantons des départements de : Calvados, Côtes-du-Nord, Eure, Deux-Sèvres, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Manche, Mayenne, Maine-et-Loire, Morbihan, Orne, Sarthe (Message directorial du 1^{er} messidor). Une commission des Cinq-Cents releva des lacunes et des erreurs et retourna le texte au Directoire (*Moniteur*, éd. orig., pp. 1361, 1365).

Le message ne revint qu'après l'intervention de Bardou-Boisquetin, il était daté du 21 fructidor et ne concernait que quelques cantons de la Sarthe, de la Mayenne, de l'Orne, de la Manche, du Morbihan et du Calvados.

Cela fut encore considéré insuffisant, et un troisième message, le 26 fructidor, proposa l'application aux départements des Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Orne et Sarthe en entier, ainsi qu'à divers cantons des départements de Calvados, Eure, Finistère, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Seine-Inférieure et Vendée (*Moniteur*, éd. orig., pp. 1454, 1466, 1476, 1480, 1481).

(131) Arch. dép. Sarthe, L 165, f^{os} 98 et 115 ; L 166, f^o 133 ; L 167, f^o 13 ; L 238. — Branche-d'Or fut exécuté par les troupes royalistes (Tercier, ouvrage cité, p. 306 ; — Billard de Veaux, ouvrage cité, t. I, p. 206).

(132) *L'Ami des Lois* publia un article où il déplorait la mort de ce « respectable jurisconsulte, par suite des mauvais traitements qu'il avait reçus ». Ce qui était inexact (Arch. dép. Sarthe, L 66, f^o 35 ; L 81, f^o 102). Les résultats ne furent pas meilleurs en Ille-et-Vilaine (Benaërts, ouvrage cité, p. 72).

jusqu'au moment où le soulèvement se généralisa (133). Mais, dans ce cas, il y avait moins d'arbitraire, et c'était la loi de la guerre. Dès avant le Consulat, des administrateurs républicains de pays insurgés avaient condamné la loi des otages, par exemple le commissaire de Maine-et-Loire (134). D'ailleurs, l'invasion du Mans par les chouans laissa l'administration centrale assez déssemparée : l'étendue des dégâts dépassait infiniment les ressources des otages, d'autre part ceux-ci avaient protégé des républicains : Menjot d'Elbenne avait sauvé Levasseur ! Fouché, consulté, conseilla de laisser la loi dans l'oubli, et elle fut abrogée peu après. Aucun des otages n'avait eu à payer d'amende (135).

On ne saurait dire que les autorités sarthoises aient péché par négligence et apathie. Sans aucune interruption, à partir du 13 fructidor an VI (30 août 1798), elles mirent tout en œuvre pour traquer les royalistes, les chouans et les brigands. Les arrestations, les mises en surveillance spéciale frappèrent près de cent cinquante individus, sans parler des prêtres qui furent emprisonnés ou déportés. Tous les moyens de police furent employés. Les résultats étaient décevants : les principaux chefs échappèrent, l'esprit public devint de plus en plus mauvais, le soulèvement éclata. Quelles furent les causes de l'insuccès des mesures préventives ?

La première réside dans l'instabilité gouvernementale : les ministres de la Guerre, de l'Intérieur et de la Police changeaient trop souvent. Tour à tour, ils faisaient relâcher et reprendre les suspects. La seconde est la maladresse des exécutants, Baudet-Dubourg et les autres. Ils ne surent pas choisir leurs hommes et se fièrent trop aux municipalités, aux commissaires et aux espions, si bien que l'action préventive irrita plus qu'elle ne protégea. Ils commirent aussi la lourde faute de confondre chouans

(133) Arch. dép. Sarthe, L 177, L 243 ; — Arch. Guerre, B 5/55.

(134) Arch. dép. Sarthe, L 283. — Un autre patriote, Clemanceau, affirma que la loi des otages, sans être appliquée, se retourna contre ses auteurs (J. Clemanceau, *Hist. de la Guerre de Vendée*, p. 35, éd. Uzureau).

(135) Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 89 ; L 184, L 81, f° 121.

(136) Arch. dép. Sarthe, L 131. « Il paraît constant que les neuf et dix brigands qui nous inquiètent sont des brigands au pied de la lettre et non pas des chouans organisés. »

et brigands. Assurément il n'était pas facile de les distinguer, mais Baudet-Dubourg lui-même dut reconnaître enfin qu'il y avait surtout des brigands de droit commun (136). A part les méfaits de ces brigands, la situation n'était pas mauvaise jusqu'à l'été de 1799 (137).

Ceci admis, l'application indistincte de la méthode était radicalement vicieuse : comment espérer prendre ces bandits en traçant les pauvres gens des campagnes, en leur infligeant des amendes collectives, en perquisitionnant, détachant des faux chouans qui rendaient la vie impossible, et surtout en prenant des otages. Comme il devait paraître plaisant à un Cartouche sarthois d'apprendre que ses forfaits déterminaient l'arrestation et la condamnation à une amende d'un notable de la ville ! Car c'est à quoi l'on aboutissait.

Enfin, le plus grave fut l'antagonisme contre la politique et l'esprit public. On voulait éviter l'explosion du mécontentement après en avoir multiplié les causes ! Il eût fallu au moins céder sur un point et faire disparaître les « moyens de séduction » des chouans, comme disait Fouché (138) : crise commerciale, manque de numéraire, poids de l'impôt, appel des conscrits, et aussi disparition de la liberté religieuse. Hoche, Watrin et Bonaparte surent le comprendre. En s'obstinant, le Directoire favorisa le soulèvement royaliste.

(137) Arch. dép. Sarthe, L 132.

(138) Aulard, *Etat de la France en l'an VIII et l'an IX*, rapport du 4 octobre 1799.

CHAPITRE XXIII

Le soulèvement royaliste de 1799

- I. — **Les Mécontents** : reprise de la guerre, le recrutement des forces royalistes, l'organisation.
 - II. — **Les premières opérations** : escarmouches, les forces républicains, tactique des royalistes.
 - III. — **La prise du Mans** : prise de la ville ; la désorganisation administrative ; la Sarthe au 18 brumaire.
-

I. LES MÉCONTENTS

REPRISE DE LA GUERRE

Les brigands ne veulent pas que les titres de rebelles, brigands, chouans leur soient donnés. Ils ne veulent plus que celui de *mécontents* (1).

Ainsi, les troubles qui éclatèrent au printemps 1799 se couvraient du prétexte classique du bien public. Il s'agissait, selon le plan de Bourmont, de grouper les malheureux et les aigris, tous ceux qui avaient quelque raison de se plaindre. Qui donc à cette époque n'était mécontent ?

La distinction entre les intentions et les faits a ici une impor-

(1) Arch. dép. Sarthe, L 216. — Chassin a noté ce terme pour la première fois dans une lettre du 15 août 1799 ; il est employé ici dès le 27 mars. D'autres documents le comportent en mai et juin (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 336). L'armée s'appela *Armée des Mécontents* (Proclamation du 20 août 1799). Voir aussi Gauguin, ouvrage cité, t. III, p. 340. Le terme de « mécontent » est employé par l'abbé Lacouture dans son ouvrage sur *le Mouvement royaliste dans le Sud-Ouest*, p. 131, mais sans qu'on sache s'il était usuel. Même remarque pour Pommeret, *la Troisième chouannerie*, p. 33.

tance capitale. Le brigandage n'avait pas cessé depuis le 18 fructidor, mais le soulèvement réprimé par Hoche, en 1796, n'en était pas moins terminé. Sur ce point, les généraux royalistes et républicains étaient d'accord : le chef royaliste Tercier déclarait qu'il ne faisait pas la guerre, mais qu'il devait se contenter de préparer un nouveau soulèvement (2). Le général de division Vimeux remarquait, en mai 1798, l'apaisement de la Sarthe (3). Pendant tout l'été et l'automne de la même année, si l'on déplora de nombreux vols, arrestations de diligences, assassinats d'acquéreurs de biens nationaux, c'était brigandage et non pas soulèvement; la masse de la population restait paisible. A la fin de l'année, l'administration centrale se félicitait de « l'amélioration sensible de l'esprit public (4) ». Quelques mois plus tard, au printemps 1799, une notable partie des anciens chouans et quelques nouvelles recrues avaient repris les armes. C'était là un nouveau soulèvement, préparé de longue date.

A vrai dire, l'accord entre le Comité royaliste de Paris, les émigrés de Londres et les chefs locaux était très imparfait.

Ceux-ci, las d'une attente pleine de risques, déclenchèrent prématurément le mouvement : Gaullier s'empara de Château-Gontier, le 9 mars 1799 (5); Billard de Veaux battit le pays situé aux confins de la Mayenne et de la Sarthe, en mai (6); Tercier rejeta une colonne républicaine à Châteauneuf-sur-Sarthe, le 24 juin suivant. La guerre civile avait recommencé dans la Sarthe au printemps 1799. On ne peut donc en attribuer la reprise aux ordres venus d'Edimbourg, puisque le comte d'Artois ne se décida qu'au mois d'août (7). Tercier exprime un état d'esprit assez

(2) Tercier, ouvrage cité, p. 275.

(3) Rapport du 12 mai 1798 (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 145).

(4) Arch. dép. Sarthe, L 163, f° 78 et suivants. — Le commissaire de Conlie écrivait dans le même sens : « La chouannerie est éteinte... Les brigandages actuels ne sont l'ouvrage que d'une poignée de scélérats » (26 messidor an VI, Arch. dép. Sarthe, L 209). De même, commissaire de La Flèche (*extra-muros*) (19 thermidor an VI, Arch. dép. Sarthe, L 237).

(5) Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 487.

(6) Billard de Veaux, *Mémoires...*, t. I, p. 296.

(7) Gabory fait partir la 3^e guerre de la décision du comte d'Artois, ouvrage cité, pp. 205 et 211. Ce n'est pas exact pour la Sarthe, ni pour la Mayenne (Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 319 et suivantes). Les royalistes du

répandu, quand il donne la raison de son initiative : « Mourir pour mourir, mieux valait mourir en se défendant que d'être fait prisonnier et de périr dans un cachot (8). » Ainsi, la rigueur même des mesures destinées à paralyser les royalistes détermina la reprise de la guerre, car il est assuré que les chefs étaient traqués et menacés dans leurs ressources et dans leur vie. Quelques chefs reprirent donc la campagne, entraînant les fidèles partisans qu'ils tenaient en haleine depuis plus d'un an et qui brûlaient d'agir.

Faut-il en conclure que le mouvement fut spontané? Nullement : ceux qui recommencèrent la guerre furent des combattants de 1795 et 1796 que les lois, les espions et les mesures de police menaçaient. Mais il fallait d'autres partisans pour grossir leurs effectifs; ceux-là furent levés par contrainte.

LE RECRUTEMENT DES FORCES ROYALISTES

Depuis l'été 1797, les cadres et les liaisons avaient été fortement assurés par Rochecot (9), puis Tercier. La Volvenne et Guéfontaine s'étaient tour à tour attachés à nouer des intelligences dans le département. Tout au long de l'année 1798, aussi bien que dans le premier semestre de 1799, les administrations de la Sarthe et de la Mayenne signalaient le passage de nombreux émissaires royalistes qui colportaient les bruits les plus alarmants et préparaient un soulèvement (10). C'étaient des émigrés

Sud-Ouest déclenchèrent aussi une action prématurée. Leurs chefs étaient d'ailleurs aussi divisés que ceux de l'Ouest (Lacouture, ouvrage cité, p. 137 et suivantes).

(8) Tercier, ouvrage cité, p. 308.

(9) Il est injuste de prétendre que son activité « de 1795 à 1798 n'avait jamais été que médiocre » (Dubreuil, ouvrage cité, t. II, p. 254). Rochecot avait préparé les cadres de l'insurrection et organisé une chaîne de correspondance que l'on considérerait comme un modèle, il avait compris le danger du coup d'Etat de fructidor (Crétineau-Joly, *Vendée militaire*, t. III, p. 511); enfin il avait joué un rôle essentiel dans la campagne électorale de l'an V (Voir plus haut, chap. III, ix et x).

(10) Arch. dép. Sarthe, L 27, 217, 162, 211, 236, 229, 218, 228, 216, 239, 283, 210, 238, 283, 217, 243, 164. Un rapport de Vimeux signale la chaîne de correspondance du Mans jusqu'à Blois et Orléans (L 197); — Arch. Guerre,

et des « Croix de Saint-Louis ». Ils tenaient le langage que préconisait Bourmont et que reprirent les diverses proclamations : de Louis XVIII, du Conseil de l'armée royale, de l'armée royale aux soldats républicains. L'argument capital était que seule une restauration royaliste assurerait la paix et l'ordre. Elle ne tolérerait ni vengeances, ni représailles (on en prenait Henri IV à témoin), et la devise adoptée était rassurante : « Paix et Union ». Pourtant certains républicains étaient spécialement visés : les acquéreurs de biens nationaux, qui devraient fournir l'argent nécessaire; les prêtres soumis, qui seraient fusillés s'ils ne cessaient pas le culte et ne rétractaient leurs serments (11).

Cependant, le recrutement des troupes royalistes fut presque aussi malaisé que celui des conscrits. Les recruteurs furent « accueillis froidement » par la population (12). Les jeunes gens ne marchaient que contraints, ils rentraient dès qu'ils le pouvaient, et ils revenaient en grand nombre. D'anciens chouans refusèrent formellement de partir, même devant la violence. L'un d'eux fut tué dans ces circonstances (13). Ces difficultés n'étaient pas spéciales à la Sarthe : le racolage s'opérait de force en Vendée, un ancien chef ne pouvait pas même entraîner les hommes de son canton. Le commissaire de Maine-et-Loire écrivait que « les populations harassées ne suivraient pas, il n'y aura que les grands agitateurs et les vagabonds et scélérats (14) ». Seuls, quelques jeunes gens de bonne famille avaient quitté leurs pa-

B 5/57. — Pour la Mayenne, voir Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 309; — Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 134. — Mêmes faits dans le Sud-Ouest (Lacouture, ouvrage cité, p. 130).

(11) Arch. dép. Sarthe, L 245; — Arch. comm. Fresnay, *Pièces secrètes*, Proclamation du 22 juin 1799, signée de *Auguste, sir Kambere*; — Papiers Ledru, *Hist. Sarthe*, 29 prairial an VII; — Reg. corresp. Nogent-le-Bernard, 10 prairial an VII. — L'emploi des proclamations fut également important dans le Sud-Ouest (Lacouture, ouvrage cité, p. 122).

(12) Arch. dép. Sarthe, L 213, 23 ventôse an VII.

(13) Arch. dép. Sarthe, L 235, L 300, L 219, L 213, L 217, L 240; — Reg. corresp. Sillé, 26 fructidor an VII. D'après le général Simon, cent jeunes gens de la région de Sablé, entraînés de force, seraient rentrés chez eux fin prairial (Arch. Guerre, B 5/55).

(14) Arch. dép. Sarthe, L 283; — Clemanceau, *Guerre de Vendée*, pp. 356 et 360; — Gabory, *Napoléon et la Vendée*, pp. 39 et 40; — Mêmes faits dans les Côtes-du-Nord où les jeunes gens sont « inscrits d'office » (Pommeret, *la Troisième chouannerie*, p. 28).

rents et leur collège pour aller renverser le Directoire; par exemple à La Flèche, Tours et Blois (15).

Les royalistes en vinrent à des mesures draconiennes :

AU NOM DU ROI,

1° Tous mariages de jeunes gens au-dessous de quarante ans sont défendus sous peine de mort;

2° Tout volontaire qui aura fait partie d'un rassemblement et qui se retirera sans permission sera fusillé;

3° Tout jeune homme requis de marcher et qui s'y refusera sera mis à mort, ainsi que les anciens chouans, même mariés;

4° Tous parents de ceux qui servent dans les colonnes mobiles seront fusillés ou condamnés à une amende.

Signé : GEORGES,

Chef de la 7^e légion (16).

Dans la Mayenne et dans la Sarthe, les levées d'hommes se poursuivirent avec la même énergie : « Plus de neutres, il faut être d'un parti ou de l'autre », déclarait Gaullier. Les jeunes gens devaient choisir entre la prime d'engagement de quarante francs, et la menace de mort (17).

Les résultats sont difficiles à préciser numériquement : lors de la prise du Mans les troupes royalistes de la Sarthe s'élevaient à environ trois mille deux cents hommes (18). Le nombre des soumissions de chouans, de brumaire à ventôse an VIII, fut de plus de mille six cents pour trente-deux cantons (19). Quelques

(15) Boucher, *Mémorial*, p. 182; — Arch. nat., F 7 6229.

(16) Arch. Guerre, B 5/61. — Le Maréchal écrit de même : « Les chouans menacent de mort ceux qui les quitteraient, ainsi que leurs pères et mères » (Arch. dép. Sarthe, L 243, 26 fructidor et 18 ventôse).

(17) Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 500; de même p. 497; — Arch. dép. Sarthe, L 243, 1^{er} fructidor an VII.

(18) Triger, *la Prise du Mans...*, p. 330.

(19) Arch. dép. Sarthe, L 298. — Parmi les vingt-quatre cantons dont le nombre de chouans n'est pas connu, il s'en trouve d'importants : La Suze, Vallon, Ecommoy, Malicorne, Saint-Jean-de-la-Motte, Parcé, Rouez, Fresnay.

D'autres, bien connus pour avoir fourni un grand nombre de chouans, ne sont représentés que par quelques hommes (ainsi Lavardin, 14 hommes); c'est que les soumissions n'étaient pas achevées. Tandis que les cantons de Sablé, de La Flèche, de Précigné, de Brûlon ou de Pontvallain avaient reçu respectivement 229, 110, 116, 93 et 87 soumissions.

comparaisons indiquent l'équivalence des effectifs royalistes de l'an IV et de l'an VII : dans les cantons de Sablé, de Conlie, de Brûlon et du Mans (*extra-muros*), on compte à peu près le même nombre de soumissions en l'an IV et en l'an VIII (20). Il y avait donc un contingent d'au moins trois mille hommes entre les mains des royalistes. On y trouvait beaucoup de journaliers, de petits artisans, des « gens pauvres dont les pères et mères n'ont presque rien... [C'était] une vraie sans-culotterie chouannique (21) ».

L'ORGANISATION

Le fait nouveau fut *l'organisation*, dont les rapports royalistes parlent avec emphase, et les comptes rendus républicains avec crainte.

Jamais conspiration ne fut plus grande, les projets mieux concertés et mieux ramifiés. Chaque division royale est marquée par un uniforme, les avant-postes marchent par bandes de cinquante à soixante, sous le nom de partisans des soi-disant *mécontents* qui circulent sur différents points et se rallient au besoin (22)...

Ce témoignage d'un républicain bien renseigné confirme les dires des royalistes : Bourmont avait dressé le tableau d'une force

(20) Cantons :	Brûlon	Conlie	Le Mans	Sablé
Soumissions en l'an IV.....	93	22	36	229
— en l'an VIII.....	97	24	38	300

Il est remarquable que les chouans ne furent pas les mêmes en l'an IV et en l'an VII.

Le Maréchal parle de 3.500 hommes (Arch. dép. Sarthe, L 243, 18 ventôse an VIII). Cet effectif n'était pas très élevé : les Mauges et la Gâtine donnèrent 6.000 à 8.000 hommes (Gaborry, *Napoléon et la Vendée*, p. 42). La division de Château-Gontier fournit à elle seule 3.000 hommes (Gaugain, ouvrage cité, t. III).

La question des effectifs est difficile à résoudre : les chiffres les plus variés circulèrent à l'époque. Tercier prétend avoir remis à Bourmont 12.000 hommes (Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 340) ; Dubois-Crancé estimait à 7.000 hommes l'effectif de l'armée du Maine et craignait qu'il n'atteignît 15.000 hommes (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 435). Le Maréchal, commissaire de Sablé, déclarait en frimaire que Sablé était entouré de 9.000 à 10.000 ennemis (Arch. dép. Sarthe, L 243).

(21) Lettre de Le Maréchal, 16 fructidor an VII (Arch. dép. Sarthe, L 243). Confirmé par la nomenclature de profession des chouans rendus.

(22) Lettre de l'inspecteur-chef de la 3^e division (Orne, Eure-et-Loir, Mayenne, Sarthe), 30 thermidor an VII (Arch. Guerre, B 5/57).

régulière de cent vingt-huit mille hommes, composée d'armées groupant divisions et *légions* (23).

Il y eut quatre légions dans la Sarthe, réparties aux environs de Sablé, de La Flèche, de Château-du-Loir et du Mans. D'autres légions circulaient dans les parages : soit aux environs de Baugé, dans le département de Maine-et-Loire, à quelques kilomètres au sud de La Flèche, soit près de Vendôme; mais la paix survint avant qu'elles fussent complètement organisées (24). Il y avait, en tout, une quinzaine de légions dans l'armée de Bourmont pour le Maine, le Perche et le Pays chartrain (25).

(23) Une légion comportait, en principe, trois ou quatre bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie, de sapeurs, de hussards, et quelques guides à cheval (Gautherot, ouvrage cité, p. 88).

(24) Le dessein de Bourmont, déjà formé par Rochecot, d'une organisation dans le pays chartrain est donc resté à l'état de projet. (Voir en sens contraire Dubreuil, ouvrage cité, t. II, p. 254. Cet auteur ne donne pas de référence sur ce point.)

(25) Il est inexact de placer d'Andigné à la tête du Maine (Dubreuil, ouvrage cité, t. II, p. 254). Il était le chef des forces du département de Maine-et-Loire (Tercier, ouvrage cité, p. 316). Tercier ne parle que de neuf légions et non de treize comme le fait Bourmont (Gautherot, ouvrage cité, p. 9). D'ailleurs l'organisation était moins rigoureuse dans la réalité que sur le papier : il y avait une certaine légion n° 14, celle du Perche, qui appartenait aussi bien à Frotté qu'à Bourmont; cette légion paraît bien avoir été assez squelettique (De La Sicotière, ouvrage cité, t. II, p. 575).

On peut estimer que l'armée de Bourmont comportait une quinzaine de légions :

1. Bucher, dit *Lowensky*, à Sablé;
2. Châtelain, dit *Tranquille*, à La Flèche;
3. Guillot de La Poterie, dit *Arthur*, à Château-du-Loir;
4. Gondé de La Chapelle, dit *Charles*, vers Mamers;
5. Lépine, dit *Auguste*, vers Bonnétable;
6. De La Frégeolière, dit *Henry*, vers Baugé;
7. Gaullier, dit *Grand-Pierre*, vers Château-Gontier;
8. Du Kéron, dit *Saint-Robert*, vers Craon;
9. De Joybert, dit *Lheureux*, vers Vaiges;
10. Mérille, dit *Beauregard*, vers Evron;
11. Châteauneuf, dit *Achille Leblond*, vers Mayenne;
12. Ménard, vers Saint-Ouen du Maine;
13. De Baye, vers Saint-Denis du Maine;
14. Chandelier, dans le Perche;
15. Dusaussay, vers Vendôme.

D'après Tercier, *Mémoires*; Gaugain, Gautherot, Paulouin, Triger, ouvrages cités; — Arch. nat., F 7 6229. — Arch. dép. Corresp. des commiss. cantonnaux.

Il semble que le soulèvement du Sud-Ouest essaya d'adopter la même organisation régulière (Lacouture, ouvrage cité. L'auteur signale l'envoi d'uniformes (chap. iv), il déclare que les royalistes « sont formés en bataillon » (pp. 126 et 150).

Le général en chef avait ramené d'Angleterre nombre d'émigrés : vicomte de Matartic, Ch. de Pardieu, baron de Vezins, des Francs, de Trélan, Mac-Curtain, de Kainlis, de La Rochejaquelein, de Gardet, de La Richerie, Mattis (26).

Son état-major fut composé de Tercier, commandant en second, Malartic chef d'état-major, de La Volvenne, Châteauneuf, La Moite-Mervé et de Guéfontaine, adjudants généraux. Les populations décrivaient avec admiration leur uniforme prestigieux : habit vert à revers et parements rouges, culotte de drap rouge garnie de peau (27). Les officiers de l'état-major portaient une « petite veste à la hussarde bordée en poil, ayant une ganse en petit galon d'argent sur toutes les coutures, un panache blanc, une ceinture de soie pour la plupart blanche (28) ». Mais cette façade brillante cachait de profonds dissentiments. L'opposition habituelle entre les gens de campagne et les émigrés s'aggravait d'une hostilité entre les nobles déjà pourvus d'un commandement dans le pays et les nouveaux arrivants. Tercier, depuis longtemps à la tête des troupes du Haut-Maine, ne put souffrir Malartic. Il essaya de le perdre dans l'esprit de Bourmont, et c'est lui-même qui fut déconsidéré. Il s'en fallut de peu que cette dualité ne causât une scission dans l'armée (29) : La Volvenne et Guéfontaine soutenaient Tercier, d'autres chefs de division les suivaient; ils jugeaient que Bourmont n'avait pas l'expérience requise pour diriger les opérations.

Plusieurs chefs de légion, vieux routiers de la guerre civile, jouissaient d'une autorité personnelle qui leur assurait une large indépendance : tels Gaullier, dit *Grand-Pierre*, à la tête des forces entre Mayenne et Sarthe; Châtelain, dit *Tranquille*, qui commandait aux environs de La Flèche. Ils acceptèrent difficilement la nouvelle méthode. Tranquille « fut très mécontent de voir la discipline et la comptabilité qu'on établissait dans un pays dont il

(26) Gautherot, ouvrage cité, p. 91.

(27) Arch. dép. Sarthe, L 226.

(28) Négrier de La Crochardière, *Mémoires manuscrits*, t. III, p. 213; — Gautherot, ouvrage cité, p. 87.

(29) Tercier, ouvrage cité, p. 321; — Arch. nat., F 7 6229. — La Frégeo-lière était violemment hostile à Bourmont (ouvrage cité, p. 299).

avait été le maître jusque-là... Sous prétexte de mauvaise santé, [il] ne parut presque plus à la tête de sa légion (30) ». Ces vieux chouans avaient leurs fidèles qui ne marchaient qu'avec eux. Comment ces hommes pouvaient-ils se plier aux ordres de Malar-tic dont ils détestaient « l'avarice sordide », la dureté et le ton tranchant?

Quelques-uns des nouveaux chefs de légion laissaient à désirer et manquaient de certaines qualités nécessaires à la régularité que Bourmont voulait assurer : Châteauneuf, dit *Achille Leblond*, avait quelque goût pour le butin et la dépense, ce qui le conduisit à la guillotine; Du Kéron, dit *Saint-Robert*, fut destitué par Bourmont; Gondé de La Chapelle, dit *Charles*, avait dû quitter Frotté pour son inconduite; il ne s'amenda pas, Bourmont s'en plaignit, et ils eurent tous deux une violente altercation. Certains étaient nettement au-dessous de leur tâche, comme Bucher, dit *Lowensky*. Deux seulement comprirent exactement les désirs de Bourmont et réalisèrent une organisation régulière : Bernard de La Frégeolière, dit *Henry*, et Guillot de La Poterie, dit *Arthur*. Le premier forma dix compagnies d'hommes vêtus d'uniformes gris et astreints à une sérieuse discipline (31). Guillot de La Poterie, de son côté, réalisa une division modèle, dont la discipline étonna les généraux républicains, et dont l'élégance séduisit les dames de la région : elles admiraient ces officiers « bien montés, [vêtus] d'un drap gris de muraille, galonnés », et ces hussards à l'uniforme « écarlate, bordé de poil blanc (32) ». En somme, les émigrés récemment rentrés s'étaient emparés des principaux commandements mais, pendant les premiers temps, ils furent difficilement obéis et il y eut même des faits de rébellion.

Les grades inférieurs étaient partagés entre les chouans et quelques jeunes gens des villes. Tous les lieutenants et sous-lieutenants de la légion de *Tranquille*, ainsi que le sous-aide-

(30) Boucher, *Mémorial*, p. 196.

(31) Bernard de La Frégeolière, ouvrage cité, pp. 129 et suivantes. — Le commissaire de la Sarthe avait signalé l'achat par les chouans de trois mille aunes de drap gris (Arch. dép. Sarthe, L 193; — De même Reg. délib. Précigné, 11 messidor an VII).

(32) Arch. nat., F 7 6229.

major, étaient de jeunes Fléchois, la plupart réquisitionnaires, quelques-uns déserteurs, trois étaient même élèves au Collège. Une cinquantaine d'entre eux avaient rejoint La Motte-Mervé ; ils comptaient dans leurs rangs plusieurs enfants de notables. On trouvait aussi des jeunes gens de Blois et de Tours, tous poussés « par la haine qu'on portait alors au Directoire (33) ».

Il fallut que la discipline régnât. Si elle ne s'imposa pas complètement et d'emblée, elle ne manqua pas de frapper les populations : le président de la municipalité de La Ferté-Bernard décrivait au ministre de la Guerre ces nouveaux insurgés, « aguerri et disciplinés comme n'étaient pas les premiers (34) » ; le chirurgien Boucher notait que les chouans étaient astreints à « une discipline que *Tranquille* n'était pas en état de leur faire observer (35) ». Les peines étaient sévères : les hommes surpris à piller étaient exécutés, de même que les brigands professionnels (36). Nous avons signalé la rigueur apportée dans les levées d'hommes ; le commissaire de Conlie précisait que les jeunes gens étaient convoqués, « sous peine de mort », aux divers coups de main, qu'un de ceux qui s'étaient échappés s'était suicidé (37).

Cette armée comportait au moins trois aumôniers : un aumônier général, l'abbé Pilard, Vendéen resté dans le pays et nommé à son poste par Bourmont (38), et deux autres prêtres : l'abbé Chaumont, nommé par l'administrateur diocésain, et l'abbé Vannier (39).

(33) Arch. nat., F 7 6229 ; — Boucher, *Mémorial*, p. 182.

(34) Arch. Guerre, lettre du 1^{er} brumaire an VIII, B 5/60.

(35) Boucher, *Mémorial*, p. 182.

(36) Arch. nat., F 7 6229 ; — Gaugain, ouvrage cité, t. III, pp. 488 et 496 ; — Chassin, ouvrage cité, t. III, pp. 279 et 286. — Le fameux brigand Branche-d'Or fut exécuté dans ces conditions (Arch. nat., F 7 6229).

(37) Arch. dép. Sarthe, L 209, 25 fructidor an VII.

(38) Arch. nat., F 7 6229 ; — *Notes du Clergé*, p. 12.

(39) Voir plus haut chap xix, § 3 ; — *Notes du Clergé*, p. 1, sur Vannier ; — Paulouin, ouvrage cité, t. III, p. 204 ; — Arch. dép. Sarthe, L 219, 170. — D'autres prêtres furent signalés parmi les royalistes, comme l'abbé Rioussé, mais ils ne semblent pas avoir été aumôniers. Les prêtres ont joué aussi un rôle dans l'insurrection du Sud-Ouest (Lacouture, ouvrage cité, p. 130).

II. LES PREMIÈRES OPÉRATIONS

ESCARMOUCHES

L'étude détaillée des opérations militaires n'entre pas dans le plan de ce travail. La guerre civile y est envisagée surtout comme expression et facteur de l'esprit public, et comme cause de la chute du régime directorial. Nous signalons donc simplement que la période des préliminaires fut marquée par de nombreux assassinats, enlèvements, vols; coupée par quelques rencontres avec les troupes républicaines. Par exemple aux environs de Précigné où, le 25 mars 1799, une trentaine de « brigands » firent reculer les militaires qui eurent deux morts et un blessé (40). Comme d'ordinaire, les troubles apparurent d'abord dans l'Ouest du département : le 1^{er} juin, le cantonnement de Souvigné fut attaqué par deux cents ennemis (41).

Les premières rencontres importantes eurent lieu en Mayenne et Maine-et-Loire : à Vaiges, où les républicains essuyèrent un échec dans la nuit du 4 juin (42) ; à Châteauneuf-sur-Sarthe où, le 24 juin, les républicains durent se barricader dans le château, mais ils prirent leur revanche au départ des royalistes (43). Le mouvement se développa progressivement : le 13 juillet, les royalistes entraient à Noyen (44) ; le 30, Chantenay était entourée de toutes parts (45) ; cependant, la vallée du Loir était atteinte aux environs de La Flèche, le désarmement était opéré par les chouans à Crosnière et à Bazouge, les arbres de la Liberté étaient coupés à Clermont et à Cré, la ville craignait d'être envahie (46). Ce n'étaient encore que des apparitions fugitives, pendant la nuit le plus souvent, mais elles indiquaient un mouvement général et de plus en plus puissant.

Au cours du mois d'août, l'Est du département fut atteint à

(40) Arch. dép. Sarthe, L 241.

(41) Reg. délib. Sablé, 17 prairial an VII.

(42) Arch. dép. Sarthe, L 264, 235 et 217 ; — Reg. délib. Sablé et Précigné, 17 et 18 prairial ; — Gaugain, ouvrage cité, t. IV, p. 201.

(43) Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 492.

(44) Arch. dép. Sarthe, L 240.

(45) Arch. dép. Sarthe, L 240.

(46) Arch. dép. Sarthe, L 236, 237 et 261.

son tour : dès le premier, les royalistes passaient par Luché (47). Puis un centre d'opérations s'étendit au nord-est du Mans : dans l'Orne, autour de la forêt de Bellême, et dans la Sarthe, vers Marolles. Au milieu du mois d'août, on signalait le soulèvement des cantons de Bellême (48), de Bonnétable et de Tuffé (49). Quelques jours plus tard, les chouans circulaient dans les cantons de Mamers, de La Fresnaye et de Bourg-la-Loi (50). Ils occupèrent le château d'Aillières, d'où les républicains de Mamers tentèrent en vain de les déloger (51).

Tout cela était encore assez incohérent. Tercier s'appliqua à imposer une certaine unité d'action en visitant tout le Maine : Mayenne et Sarthe, voire même Maine-et-Loire (52). Il fixa le soulèvement général au 25 août, jour de la fête de saint Louis. Le bruit en courut à travers le pays et les villes tremblèrent (53).

Dès le 26, Tercier passait à Bouère, dans la Mayenne, et bloquait le général d'Halancourt dans Ballée. Il se fit même un malin plaisir de dénoncer au ministre de la Guerre l'incapacité de ce général (54). La traversée des petits bourgs, avec désarmement des habitants, destruction des arbres de la Liberté, confiscation des fonds publics, amende aux acheteurs de biens nationaux et intimidation des fonctionnaires, se poursuivit vers l'est, au long de la vallée du Loir. Le 26 août, les troupes passaient à Coulongé (55); le 27, il y avait une escarmouche à Roézé (56); le 2 septembre, une petite bataille avait lieu à Clermont (57), aux

(47) Arch. dép. Sarthe, L 244, le 1^{er} août.

(48) Reg. délib. Nogent-le-Bernard, 29 thermidor an VII; — De La Sicoitière, ouvrage cité, t. II, p. 286.

(49) Arch. dép. Sarthe, L 233.

(50) Arch. dép. Sarthe, L 233; — Reg. délib. La Fresnaye, Mamers, 6 fructidor an VII; — G. Fleury, ouvrage cité, t. II, pp. 146, 155, 167.

(51) Reg. délib. Mamers; — Reg. corresp. Nogent-le-Bernard, 6 fructidor; — Arch. dép. Sarthe, L 695.

(52) Gaugain, ouvrage cité, t. III.

(53) Tercier, ouvrage cité, p. 309.

(54) Tercier, *Mémoires*, p. 311. — La réponse du ministre se trouve aux Arch. Guerre, B 5/58, 22 fructidor an VII; — Voir aussi Arch. dép. Sarthe, L 166, f^o 15; L 143, 17 fructidor an VII.

(55) Reg. délib. Mayet, 10 fructidor an VII.

(56) Arch. Guerre, B 5/57; — G. Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 151.

(57) Reg. arrêtés La Flèche, 10 fructidor an VII; — Arch. dép. Sarthe, L 197; — Arch. Guerre, B 5/57.

portes de La Flèche; le 4, les forces campaient près de Château-du-Loir (58); le 5, elles pénétraient en Indre-et-Loire (59), puis revenaient battre les environs de La Chartre (60). La région de Mamers n'était pas plus tranquille : le 28 août, les *mécontents*, sous la direction de Gondé, dit *Charles*, campaient entre Marolles et Courgains (61); le 2 septembre, ils entraient à René, puis à Marolles, et prenaient des otages, dont le commissaire du canton; ils traversaient ensuite Rouessé-Fontaine, au grand émoi des républicains de la région qui multipliaient les dépêches (62).

Le général Simon était assez malchanceux : il se portait au plus vite là où étaient passés les chouans, mais ne les atteignait jamais. Il parvint ainsi à La Flèche au lendemain de l'escarmouche de Clermont (63). Le général Vincent avait été un peu plus heureux dans le Nord, mais les forces royalistes augmentaient sans cesse.

LES FORCES RÉPUBLICAINES

Les opérations royalistes démoralisaient les républicains, d'autant plus qu'elles se déroulaient sans encombre, en raison du manque de troupes régulières : les cinq départements de la 22^e division disposaient de cinq mille hommes et de cinq cents chasseurs (64). Au mois de mai, il n'y avait dans la Sarthe que deux bataillons d'infanterie et un escadron de chasseurs (65). Ces effectifs furent encore réduits : au mois d'août il ne restait plus que cinq cents hommes dans le département (66).

(58) Reg. délib. Château-du-Loir, 18 et 19 fructidor an VII.

(59) Reg. délib. Château-du-Loir, 20-25 fructidor an VII; — Arch. Guerre, B 5/58.

(60) Reg. délib. Grand-Lucé, 10 et 20 fructidor an VII.

(61) G. Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 167; — Arch. dép. Sarthe, L 226, 232, 217, 209, 234.

(62) Reg. corresp. Nogent-le-Bernard, 16 fructidor; — Reg. délib. Mamers, 16, 17 et 18 fructidor; — *Papiers secrets* (Arch. comm. Fresnay), 16 fructidor; — Reg. délib. Sillé, 17 et 18 fructidor an VII; — G. Fleury, ouvrage cité, t. II, pp. 173 et suivantes.

(63) Arch. dép. Sarthe, L 197.

(64) Arch. Guerre, B 5/54. En septembre, il y avait en tout 2.000 hommes (B 5/69).

(65) Arch. Guerre, B 5/53.

(66) Arch. Guerre, B 5/57; — Arch. dép. Sarthe, L 208 et 238.

Pour comble de malheur, les autorités civiles et militaires s'entendaient mal : le général d'Halancourt avait dû être muté parce qu'il était en conflit avec l'administration centrale (67). Une affaire lamentable eut lieu, aux portes du Mans, entre les soldats et les gardes nationaux : le 16 septembre, le commandant de la garde nationale de Pontlieue fut cambriolé, puis assassiné par les conscrits de Belgique, « fort peu disciplinés et mal disposés (68) ».

Les autorités réclamaient des renforts, mais il était impossible de leur en accorder à cause des nécessités de la guerre étrangère; d'ailleurs il aurait fallu en envoyer dans tous les départements de l'Ouest. Le ministre de la Guerre prescrivit d'utiliser les conscrits (69).

Si du moins le peu de troupes avait été bien employé, la résistance eût été plus efficace! Mais on avait éparpillé les cantonnements : en mai il y en avait trente-trois dans la Sarthe (70). Les gens clairvoyants se rendaient compte de l'impuissance et de la vulnérabilité de si petits postes. Le Maréchal écrivit au ministre de la Guerre pour obtenir le groupement des détachements en corps de cent à deux cents hommes qui marcheraient sans relâche (71). Bernadotte recommanda au général commandant l'armée d'Angleterre de rassembler ses forces (72). Le général Simon, commandant les troupes de la Sarthe, essaya d'y parvenir, mais les administrations s'y refusèrent obstinément, et le général manqua de fermeté (73).

De nombreuses démarches amenèrent une légère améliora-

(67) Tercier, ouvrage cité, p. 312; — Arch. dép. Sarthe, L 273; — Arch. comm. Précigné, 16 ventôse an VII.

(68) Reg. corresp. Le Mans (*extra-muros*), 1^{er} vendémiaire an VIII; — Arch. Guerre B 5/57. — Ce crime eut lieu tandis que la femme du commandant accouchait.

(69) Arch. dép. Sarthe, L 81, f^o 92; L 191; — Arch. Guerre, B 5/55 et B 5/58; — Gaugain, ouvrage cité, t. III.

(70) Arch. dép. Sarthe, L 197, 29 floréal an VII. — Même situation en nivôse (L 176).

(71) Arch. Guerre, 18 prairial an VII.

(72) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 337.

(73) Arch. Guerre, B 5/56, et Arch. dép. Sarthe, L 197, du 24 messidor au 25 fructidor an VII; — Arch. Guerre, B 5/60; — Arch. nat., F I B II, Sarthe, 3.

tion. Peu à peu, quelques renforts furent accordés : au milieu de septembre il y eut mille trois cents hommes dans le département (74) ; les cantonnements furent un peu regroupés (75). Le général Simon se mit à la tête des colonnes, qui battirent le département. Il publia, le 12 fructidor (29 août), une instruction détaillée, indiquant aux officiers la façon d'escorter les convois avec efficacité et de patrouiller avec succès (76). Il eût été plus écouté s'il avait remporté quelques avantages sur l'ennemi ; malheureusement ce ne fut pas le cas. Les commissaires cantonaux notaient avec humeur que les gros bourgs étaient attaqués et que la colonne du général Simon, patrouillant au même moment, ne rencontrait personne (77). Ils en vinrent à suspecter le républicanisme du général et à lui donner des leçons de tactique (78). Les députés de la Sarthe demandèrent le changement de ce chef (79). En somme, les troupes républicaines étaient plutôt hésitantes, sûrement trop peu nombreuses, passablement indisciplinées et mal ravitaillées. Or, au même moment, l'organisation royaliste s'améliorait.

TACTIQUE DES ROYALISTES

A peine arrivé, Bourmont prit part à une réunion de tous les généraux royalistes des deux rives de la Loire, au château de la Jonchère, le 16 septembre 1799 (80). La moisson étant faite, le moment était propre à l'action. Pour frapper un grand coup, il fut décidé qu'on réaliserait le plan d'attaque des grandes villes de l'Ouest. Cela permettrait de désorganiser les administrations républicaines et de développer le recrutement royaliste. L'assaut devait être donné partout simultanément le 15 octobre. Dès le

(74) Arch. dép. Sarthe, L 197 et 211.

(75) Arch. dép. Sarthe, L 233, 221, 166, f^{os} 36, 45, 46, 56.

(76) *Instruction pour les troupes de la 1^{re} subdivision de la 22^e division militaire*. Le Mans, 24 pages.

(77) Arch. dép. Sarthe, L 166, f^o 36.

(78) Arch. dép. Sarthe, L 243, 235 et 248.

(79) Triger, *la Prise du Mans...*, p. 18.

(80) Dubreuil, ouvrage cité, t. II, p. 260.

succès obtenu, on contrôlerait les communications, les fonctionnaires seraient subjugués, les caisses républicaines seraient confisquées et les acquéreurs de biens nationaux seraient mis à contribution (81). Mais il importait que les populations n'eussent point à souffrir : les relations commerciales seraient maintenues dans la mesure du possible et tout pillage serait sévèrement réprimé (82).

Effectivement, les acquéreurs de biens nationaux, les percepteurs, les fonctionnaires, furent seuls molestés. Les premiers étaient sommés de fournir des fonds : ainsi Scépeaux de Moulin-Vieux dut payer successivement trois mille francs le 8 août, trois mille cent quarante francs le 15 octobre, sept cent soixante-dix francs le 12 novembre, trois cents francs le 24, vingt-cinq francs le 16 janvier 1800 et trois mille huit cent soixante-quinze francs le 15 février (83). Ceux qui regimbaient étaient enlevés et gardés prisonniers jusqu'au paiement d'une rançon. Les percepteurs étaient dépouillés de leurs fonds (84). Les fonctionnaires devaient cesser leur travail. Au contraire, les soldats républicains étaient ménagés, une proclamation les invitait à se rallier aux royalistes (85), et ceux-ci manifestaient parfois une étonnante

(81) Gaugain, t. III, p. 341. — C'était sans doute un plan d'ensemble, puisque la tactique fut la même dans le Sud-Ouest et que les royalistes assiégèrent Toulouse (Lacouture, ouvrage cité, pp. 131 et 163).

(82) Rapport du général Hédouville (Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 436); — Proclamations d'Achille Lebrun (*Ibid.*, pp. 336, 352 et suivantes); — Gautherot, ouvrage cité, p. 88; — Arch. dép. Sarthe, L 209, 213. — Cette ligne de conduite est résumée dans le billet suivant :

« Passez tous, Bleus et Blancs,
Bourgeois et marchands,
Et si peu qu'il est de bonnes gens,
Sans oublier les *Mécontents*.
Mais, pour les acquéreurs des biens de la nation,
Malheur! là où nous les attraperons! »

(Arch. dép. Sarthe, L 257.)

(83) Arch. dép. Sarthe, L 253.

(84) Reg. délib. Château-du-Loir, 19 vendémiaire an VIII. — Cette méthode favorisait les opérations des brigands professionnels (Pommeret, *la Troisième chouannerie*, p. 33).

(85) *L'armée royale aux colonnes mobiles et aux soldats républicains* (Arch. dép. Sarthe, L 245).

générosité : par exemple, le jour où ils renvoyèrent indemnes quinze soldats prisonniers, après leur avoir fait promettre de ne plus combattre les habitants des campagnes (86).

Le 29 septembre, Bourmont installa son état-major à Malicorne. Trois cents hommes furent logés chez les habitants, et les plans d'opération furent arrêtés : l'armée avait reçu pour mission de s'emparer de Laval, du Mans, de Mayenne et de Château-Gontier (87). L'absence de troupes suffisantes, on décida de n'assaillir que Le Mans. En attendant la date fixée, le 15 octobre, une expédition fut tentée vers Laval, un succès fut remporté à Louverné, le 1^{er} octobre (88). Les Lavallois s'en émurent vivement et craignirent pour leur sûreté. Pendant ce temps, les incursions continuaient dans la région de Marolles, où les royalistes repassèrent le 11 octobre, prenant de nouveaux otages (89).

Jusqu'alors, les différentes légions avaient agi séparément, chacune dans sa région. Pour l'attaque du Mans, les opérations furent concertées et commencèrent par une feinte, dans la vallée du Loir, qui troubla fort les Fléchois et les habitants de Château-du-Loir, et donna le change aux Manceaux, d'autant mieux qu'un espion avait trompé l'administration centrale et le général Simon (90).

Le bruit d'une attaque du Mans avait cependant circulé : deux commissaires cantonaux l'avaient transmis au commissaire central, au début de septembre (91). La présence de troupes roya-

(86) Arch. Guerre, B 5/56, 24 thermidor an VII.

(87) Legeay, *Recherches sur Malicorne*; — Bull. Soc. Ag. Sc. A., t. XXX, p. 334; — Tercier, ouvrage cité, p. 319.

(88) Tercier, ouvrage cité, p. 320; — Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 348; — Arch. dép. Sarthe, L 243, 12 vendémiaire an VIII.

(89) *Papiers secrets*, 20 vendémiaire an VIII (Arch. comm. Fresnay); — G. Fleury, ouvrage cité, t. II, p. 187.

(90) Tercier, ouvrage cité, p. 320; — Arch. dép. Sarthe, L 218, 198, 260, 193, 264, 237, 210, 250; — Reg. délib. La Suze, 9 vendémiaire; Château-du-Loir, 22 vendémiaire an VIII; — De Montzey, ouvrage cité, t. III, p. 220 et suivantes. — D'après une tradition locale, consignée par Boucher, ce ne fut pas une feinte, mais un projet de Bourmont auquel s'opposa La Motte-Mervé.

La prise du Mans a été étudiée et décrite par R. Triger. Les documents complémentaires qui existent en grand nombre aux archives cantonales, nationales et de la guerre ne modifient pas les traits principaux; dans ces conditions, nous renvoyons à cette étude.

(91) Arch. dép. Sarthe, L 211 et 215.

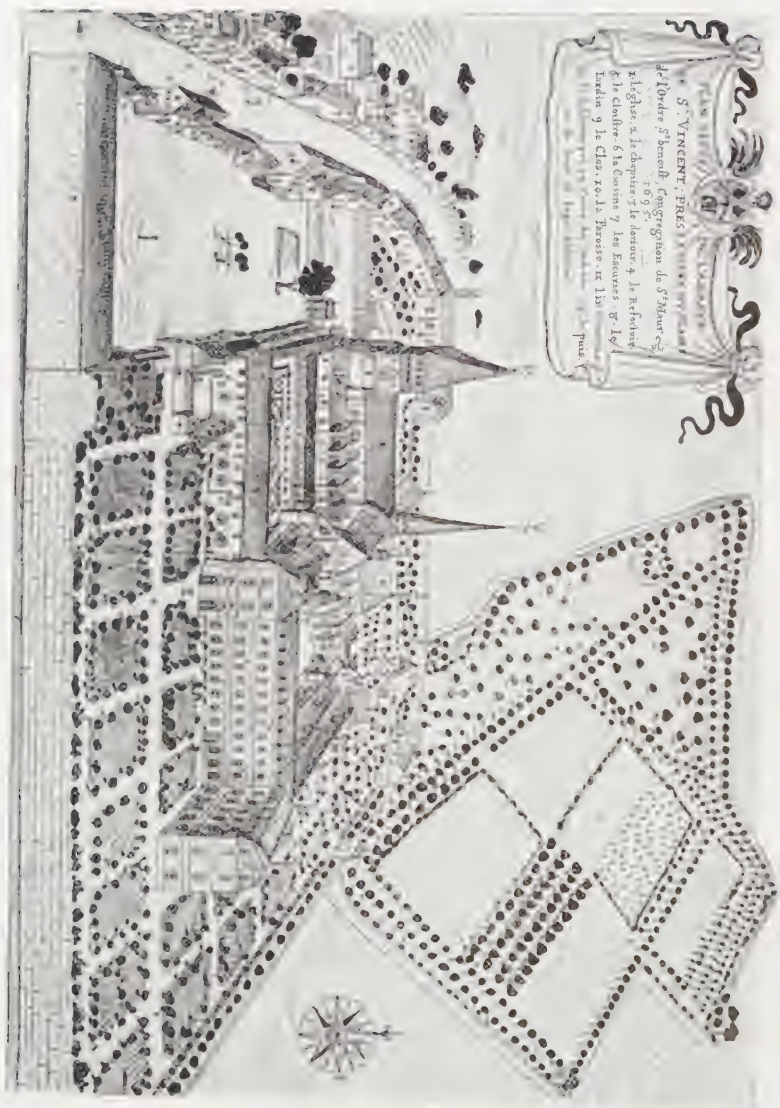


Planche H

listes à Foulletourte, le 13 octobre, sur la route de La Flèche au Mans, inquiéta beaucoup les Manceaux, mais une reconnaissance les rassura. C'était pourtant La Motte-Mervé qui marchait sur la ville (92) ! Le jour même, l'administration centrale écrivit à Paris que ses communications étaient coupées aussi bien avec La Flèche qu'avec Laval et Alençon (93). Les forces royalistes convergeaient vers la ville ; Gondé venait de Vivoin (94), La Volvenne arrivait par Joué, Loué, Vallon (95) et St-Georges-du-Bois (96), les troupes de Beauregard passaient par les environs de Sillé-le-Guillaume (97). La colonne principale vint donc de l'Ouest, groupant les divisions de Beauregard, La Volvenne et Gaullier (98).

III. LA PRISE DU MANS

Le Mans « était une ville ouverte de toutes parts (99) ». Il ne s'y trouvait guère que cinq cents hommes de troupes. Les royalistes arrivèrent le 14 octobre, à quatre heures du matin. La surprise fut absolue, et les graves blessures qui mirent le général Simon hors de combat, dès les premiers instants, déconcertèrent la résistance. Le chef de brigade Auvray, futur préfet, sauva l'honneur par son action énergique, mais inefficace. Il tint assez longtemps dans l'ancienne abbaye de Saint-Vincent (100). Les royalistes restèrent trois jours dans la ville, prenant de l'argent dans les caisses publiques, des armes et des équipements dans les dépôts militaires. Ils mirent à mal les archives, mais respectèrent personnes et biens. Seuls quelques chefs de bande son-

(92) Arch. dép. Sarthe, L 228, 250, 236 et 237.

(93) Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 88; — Arch. nat., F 7 3687, 7.

(94) Arch. dép. Sarthe, L 219.

(95) Arch. dép. Sarthe, L 221, 234, 208.

(96) Arch. dép. Sarthe, L 267, 211 et 265.

(97) Arch. dép. Sarthe, L 217; — *Papiers secrets* (Arch. comm. Fresnay).

(98) Arch. dép. Sarthe, L 243, 18 vendémiaire an VIII; — Tercier, ouvrage cité, p. 326.

(99) Arch. Guerre, B 5/55, Lettre du commissaire central.

(100) Voir planches B et H. — La discipline des *Mécontents* fut également remarquée lors de la prise de Saint-Brieuc (Pommeret, *la Troisième chouannerie*, p. 57).

gèrent à leurs bénéfices personnels. La modération des royalistes fut généralement remarquée avec étonnement.

D'un bout à l'autre de la France, les royalistes courent aux armes; l'élite de ceux des provinces de l'Ouest attaque aujourd'hui les villes de Nantes, Vannes, Lorient, Saint-Brieuc, Rennes, Fougères, Caen, Cholet, Montaigu, Laval et Le Mans.

Bourmont annonçait en ces termes l'offensive générale afin d'accroître l'effet produit par la prise du Mans. Quoique les royalistes ne fussent restés que trois jours dans la ville, l'émotion fut intense et détermina, en divers lieux, une vraie panique. Les administrateurs manceaux s'étaient enfuis de tous côtés, sous divers déguisements. Ils adressèrent aux ministres et aux représentants des lettres désespérées, dont Bardou-Boisquetin traduisit les accents aux Cinq-Cents, et Ysambart aux Anciens. Les villes et les bourgs se barricadaient en toute hâte; les archives des municipalités étaient ramassées dans des caisses; les fonds publics étaient dissimulés; on vivait dans les transes. Dans la plupart des localités où les royalistes étaient passés, l'administration n'osait plus agir : onze municipalités avaient quitté le chef-lieu de leur canton et s'étaient réfugiées dans les villes voisines. Le commissaire central écrivait au ministre de l'Intérieur que, « sur cinquante-six cantons, vingt-quatre au moins [étaient] sans administration », et que les commissaires des administrations désorganisées étaient en fuite, sans qu'on pût communiquer avec eux (101). Effectivement, les registres de délibérations de trente-six cantons, concernant cette époque, font connaître que dix-sept municipalités fonctionnaient encore normalement, tandis que quatorze étaient dissoutes et que cinq ne tenaient plus de réunions (102). En pareil cas, le système cantonal était plus vulnérable que tout autre, car les agents n'osaient plus voyager. La

(101) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10.

(102) Reg. délib. des cantons de : Assé-le-Boisne, Ballon, La Bazoge, Bonnétable, Bouloire, **Brûlon**, *Saint-Calais*, **Chahaigne**, **Conlie**, **Saint-Cosme**, Courgain, *Ecommoy*, La Ferté-Bernard, La Flèche (*extra-muros*), Fresnay, **La Fresnaye**, Loué, *Le Grand-Lucé*, Le Lude, Saint-Maixent, *Mamers* (*extra-muros*), Le Mans (*extra-muros*), *Marolles*, *Mayet*, *Montfort*, *Nogent-le-Ber-*

rentrée des impôts était suspendue, le déplacement des témoins et le transfert des détenus vers les prisons et les tribunaux étaient impossibles. L'action des royalistes aggrava cette désorganisation : les troupes de Bourmont entrèrent tour à tour au Lude, à Sillé-le-Guillaume, à Pontvallain, à Ecommoy, puis à Château-du-Loir (103).

Bientôt, les troupes républicaines affluèrent de toutes parts : dix-huit cents hommes de l'armée d'Italie arrivèrent de Tours, les troupes de l'Orne vinrent d'Alençon, les troupes de Chartres se mirent en mouvement. Bourmont se retira vers l'ouest, cachant son butin qui l'encombrait fort, dispersant une partie de ses hommes pour mieux se dérober. D'ailleurs, ses « troupes, fatiguées, retournaient volontairement dans leur commune, sans qu'il fût possible de les retenir plus longtemps (104) ». Quelques jours plus tard, Bourmont compromit maladroitement son prestige en s'attaquant à une bourgade de la Mayenne, Ballée, fortement défendue, et devant laquelle il échoua, en perdant quelques-uns de ses meilleurs officiers (105).

A ce moment, la situation des royalistes n'était pas brillante : les troupes de Frotté se désagrégeaient tout comme celles de Bourmont; dans les Côtes-du-Nord, il ne restait que quatre cents hommes sous les armes; en Vendée, les compagnies se débandaient (106). Les chefs étaient en désaccord, l'état-major de Bourmont était plus divisé que jamais (107). Le grand projet militaire avait échoué.

Il est vrai que leur dispersion rendait les royalistes insaisis-

nard, *Parcé, Saint-Paterne, Précigné, Rouez, Sablé, Sillé, La Suze, Tresson, Vaas, Vallon.* (Voir planche V).

(Dans les cantons en italiques, les municipalités cessèrent de fonctionner; dans les cantons en caractères gras, les municipalités furent transférées.)

(103) Reg. délib. du Lude, de Sillé-le-Guillaume et de Château-du-Loir, vendémiaire, frimaire et nivôse an VIII; — Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 108; L 210; — Arch. Guerre, B 5/60; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10.

(104) Tercier, ouvrage cité, p. 337.

(105) *Id.*, *Ibid.*, p. 338; — Gaugain, ouvrage cité, t. III, p. 355; — Arch. nat., F 7 6229; — Arch. Guerre, B 5/60.

(106) Gabory, *la Révolution et la Vendée*, t. III, p. 219; — De La Sicotière, *les Conférences de Pouancé, Candé, Montfaucon*, p. 25; — Tercier, ouvrage cité, p. 350.

(107) Arch. nat., F 7 6229; — Tercier, ouvrage cité, pp. 338 et 350.

sables. Hédouville, nommé général en chef de l'armée d'Angleterre, préféra chercher la paix par les négociations. Mais la suspension des hostilités présentait l'inconvénient d'améliorer la situation des royalistes, en leur accordant le répit dont ils avaient besoin et en leur permettant d'agir sur les populations à la façon d'autorités légitimes.

LA SARTHE AU 18 BRUMAIRE

Aux derniers jours du régime directorial, quand les négociations furent entamées par Hédouville, la moitié du département de la Sarthe échappait à l'administration républicaine :

La situation politique... est plus fâcheuse que lorsque nous avions cent vingt mille hommes, total des trois armées réunies sous le commandement de Hoche, écrivait Hédouville. L'organisation des chouans est plus régulière. Ils ont des administrations civiles et judiciaires. Ils ont laissé les municipalités qui n'ont pas fui les communes rurales en fonctions, excepté les commissaires du Directoire; ils affectent de ménager les patriotes qui sont restés sur leurs propriétés; ils font payer la dîme et le produit des domaines nationaux; ils défendent à tous les propriétaires réfugiés dans les grandes communes de faire enlever leurs grains et leurs vins, et les somment de leur fournir des uniformes, sous peine de livrer leurs maisons et leurs propriétés au pillage; aucun fonctionnaire public n'est épargné... Ils affectent de ne point gêner les relations commerciales et ne font aucun mal aux voyageurs (108).

Cette lettre, adressée d'Angers le 10 novembre 1799, au lendemain du coup d'Etat de Bonaparte, est assez concluante. Elle précise la conduite des royalistes et montre tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la trêve. Le double but des royalistes était de paralyser les institutions républicaines et de passer, aux yeux des populations, pour des administrateurs capables d'assurer l'ordre et une meilleure marche des affaires. Ainsi des pillards furent-ils exécutés. Sans doute, ces jugements sommaires expliquent-ils l'expression du général Hédouville, car nous n'avons trouvé, dans

(108) Lettre du 10 novembre 1799 (Arch. Guerre, B 5/59), publiée intégralement par Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 436.

la Sarthe, aucune institution judiciaire royaliste. Il n'y eut non plus ni véritable administration civile, ni prélèvement de la dîme. Par contre, la régularité des procédés apparut, aussi bien dans le maintien de l'ordre que dans la façon d'assurer le ravitaillement des royalistes et des républicains. Comme écrivait le commissaire de Malicorne :

Ces Messieurs sont fixés chez nous... Il y a un commissaire civil, nommé entre eux, qui est toujours en route pour faire payer, soit aux propriétaires, soit aux fermiers des biens nationaux (109).

Au Lude, la municipalité fut invitée à signer un constat reconnaissant qu'il n'y avait eu ni pillage ni meurtre; les agents municipaux restèrent en fonctions sous la direction du commandement militaire (110). A Sablé, des affiches ordonnèrent aux gens réfugiés dans les villes de regagner leurs fermes ou leurs propriétés, leur assurant paix et sécurité; mais, s'ils ne revenaient pas dans un délai de huit jours, leurs biens seraient confisqués, leurs femmes et domestiques seraient chassés (111). Sablé n'était pas occupée par les chouans, mais la municipalité dut leur demander la permission de se ravitailler en grains, car ils tenaient les campagnes :

N'a-t-on pas lieu de s'indigner de voir ainsi l'autorité légale avilie et obligée de soumettre en partie ses opérations à la sanction d'un misérable rebelle (112) ?

Enfin, les chouans rétablissaient le culte au profit des prêtres réfractaires, partout où ils passaient. Dans une partie du département, les royalistes étaient comme chez eux, et l'on voyait, par exemple, La Motte-Mervé traverser « le bourg de Mansigné, sans escorte, en bas de soye, la canne à la main, décoré d'un uniforme de général (113) ».

(109) Arch. dép. Sarthe, L 239, 21 frimaire an VIII.

(110) Reg. délib. Le Lude, 17 brumaire an VIII.

(111) Arch. dép. Sarthe, L 243, 21 brumaire an VIII.

(112) Lettre du commissaire central (Arch. nat., F I C III, Sarthe, 6); — Lettre du commissaire de Sablé, 22 et 24 frimaire an VIII (Arch. dép. Sarthe, L 243).

(113) Arch. dép. Sarthe, L 243. — Faits analogues dans la Mayenne (Gauguin, ouvrage cité, t. IV, p. 204).

Plus de la moitié du département était ainsi tenue par les royalistes : tous les cantons de la rive droite de la Sarthe, une partie des cantons de la vallée du Loir, le canton de Marolles et celui de Tuffé, dans le Nord-Est. Seule, la région située à l'est du Mans, vers Tresson, Bouloire et Vibraye, et plus au sud, vers Mayet et Le Grand-Lucé, se montrait hostile aux royalistes (114).

Cette situation était assez générale dans l'Ouest. Les administrations étaient absolument désorganisées dans la Mayenne (115) ; en Ile-et-Vilaine « l'anarchie était complète », les administrateurs municipaux les plus dévoués à la République hésitaient à continuer leurs fonctions ; Rennes craignait de subir le sort du Mans ; Redon fut envahie. Le découragement était total (116). Dans les Côtes-du-Nord, la prise de Saint-Brieuc avait également accru la démoralisation des républicains ; les administrations s'étaient réfugiées dans les villes (117). En Loire-Inférieure, Nantes avait été surprise et occupée (118). La Vendée tout entière avait frémie, et le commissaire central des Deux-Sèvres annonçait une « explosion générale (119) ». Dans le Sud-Ouest, il en était de même. C'était en somme une véritable panique ; l'application de la Constitution et le jeu normal des institutions étaient devenus rigoureusement impossibles.

Dans ces circonstances, le coup d'Etat du 18 brumaire passa presque inaperçu. Les populations se préoccupaient surtout de la trêve et ne manifestèrent point leurs sentiments. Les administrations ne firent aucune démonstration. Les événements principaux furent la mise en état de siège du département de la Sarthe, décidée le 15 novembre (120), puis la suspension d'armes arrêtée entre Hédouville, Châtillon, Bourmont et d'Autichamp, le 24 no-

(114) Arch. dép. Sarthe, L 283, tableau non daté, mais qui doit remonter au 20 ou au 21 nivôse an VIII. Il a été publié *in extenso* par M. l'abbé Belin dans *Révol. Maine*, janv. 1925, p. 20 à 29. Un autre tableau de nivôse an VII indique la même répartition de l'esprit public (Arch. dép. Sarthe, L 176). (Voir planche V).

(115) Gaugain, ouvrage cité, t. II, p. 500 et suivantes.

(116) Benaërts, ouvrage cité, p. 73 et suivantes.

(117) Pommeret, ouvrage cité, pp. 488 et suivantes et *la Troisième chouannerie*, p. 58.

(118) Gabory, *Napoléon et la Vendée*, p. 44 et suivantes.

(119) Chassin, ouvrage cité, t. III, p. 437.

(120) Arch. dép. Sarthe, L 198.

vembre suivant (121). Les royalistes étaient traités comme des adversaires et non comme des rebelles : le général Delarue adressait une circulaire à « Messieurs les commandants des divisions, capitaines des compagnies et chefs quelconques des troupes dites de l'armée royale et catholique ». Il reconnaissait que les lois contre lesquelles ils s'étaient soulevés étaient « iniques », et qu'ils avaient à se plaindre des « exclusifs ». Le commentaire du chef de brigade Auvray, commandant la place du Mans, insistait sur cet argument :

Protégez le libre exercice de tous les cultes, ordonnait-il à ses subordonnés; les maux qui ont accablé nos contrées n'ont été produits que par la persécution (122).

On était loin des invectives adressées quelques semaines plus tôt aux Anglais, aux émigrés et aux prêtres réfractaires, ennemis irréconciliables et qu'il fallait détruire. Le soulèvement semblait excusé, sa légitimité était en quelque sorte reconnue. Mais il était du même coup affaibli, le bloc des mécontents ne pouvait manquer de se désagréger. On ne le comprit pas tout d'abord, nombre de royalistes se persuadaient que Bonaparte travaillait pour le Prétendant. Ils durent se détromper en prenant connaissance des mesures tour à tour adoptées. Mais l'étude de la pacification dépasse le cadre de cet ouvrage. Il suffit de noter que la nouvelle politique religieuse fut un puissant facteur d'apaisement, que l'ordre de poser les armes, donné par Bourmont, fit disparaître les troupes régulières des royalistes, qu'un grand nombre de royalistes se rallièrent à un régime qui leur accordait des fonctions, et que les gens des campagnes furent prudemment exemptés de la conscription (123).

Le fait essentiel, c'est le détachement complet de la population à l'égard du régime directorial : seuls les fonctionnaires, les commissaires du Directoire, s'étaient appliqués à maintenir la vie

(121) Arch. dép. Sarthe, L 166, f° 122.

(122) Arch. dép. Sarthe, L 198.

(123) On trouvera les faits essentiels dans les articles de M. de Berranger, archiviste de la Sarthe : *la Police générale dans la Sarthe sous le Consulat et le Premier Empire*, Rev. hist. Maine, 1934.

administrative et à imposer le respect des lois. Mais ils ne firent aucune difficulté pour servir le nouveau régime, dans l'espoir que celui-ci, peut-être, leur permettrait de « dormir tranquilles dans [leurs] lits (124) » et leur verserait régulièrement leur traitement.

Les démocrates détestaient un gouvernement que dirigeaient Barras et Sieys, qui avait supprimé leurs journaux et leurs cercles; ils étaient révoltés ou découragés. Cependant, la Sarthe conservait les éléments d'un parti républicain et démocrate. Sans doute, le cercle du Mans était fermé, le journal *le Courrier de la Sarthe* disparut bientôt. Mais les républicains n'en restèrent pas moins nombreux à Mamers, Bonnétable, Beaumont et La Ferté-Bernard. Ils inquiéteront le préfet Auvray qui les dénoncera à diverses reprises (125). En attendant, ils se demandaient ce que le 18 brumaire allait leur apporter.

La majorité de la population ne les suivait pas. Ceux qui n'étaient pas royalistes étaient « apathiques et obéiront toujours aux plus forts (126) ». Si les opinions politiques étaient indécises, certains points n'étaient pas douteux : on tenait à la tranquillité, à la disparition du brigandage, à la suppression de toute forme de conscription. On désirait aussi la suppression des lois tracassières sur le calendrier républicain, les fêtes et les foires, les écoles et le culte. On désirait enfin la prospérité et la paix : moins de contributions, plus de numéraire, des marchés bien achalandés laissant de beaux bénéfices, de bonnes routes bien entretenues et la reprise du commerce.

Lors de la proclamation de la loi du 19 brumaire an VIII, au Mans, « tous les citoyens se [livrèrent] à l'espoir d'une paix prochaine, honorable et solide,... [et du] retour de la tranquillité publique et de la prospérité nationale (127) ». Lorsqu'on publia la Constitution de l'an VIII, « les paysans généralement ont dit

(124) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10.

(125) De Berranger, articles cités, p. 35; — Arch. nat., F I C III, Sarthe, 6, lettre du 28 thermidor an IX, et F I C III, Sarthe, 10, lettre du 11 prairial an X.

(126) Arch. dép. Sarthe, L 283.

(127) Arch. nat., F I C III, Sarthe, 10.

que puisque la Constitution ne parlait pas des prêtres, elle ne valait rien et qu'ils n'en voulaient pas (128) ».

En somme, les trois questions fondamentales se posaient comme aux premiers jours : pacification religieuse, levées d'hommes, et relèvement économique. Aucune n'était résolue dans la Sarthe. Le Directoire avait-il donc fait faillite ?

(128) Lettre du commissaire de Sablé (Arch. dép. Sarthe, L 243, 4 nivôse an VIII).

CONCLUSION

- I. — **La contradiction fondamentale** entre le régime constitutionnel et les conditions de son application dans la Sarthe.
— Conséquences.
 - II. — **L'œuvre constructive** : le rôle de la bourgeoisie : rôle politique, rôle économique et administratif.
-

Le régime directorial était essentiellement un régime constitutionnel, excluant par définition toute mesure exceptionnelle et arbitraire, qu'elle fût violente ou non. En bref, c'était l'opposé du gouvernement révolutionnaire qu'il remplaçait. Le pouvoir était délégué par le peuple à ses élus : représentants au Corps législatif, administrateurs au département, agents aux municipalités, juges aux divers tribunaux. Les commissaires du Directoire n'avaient pas d'autorité, leur mission était d'assurer l'exécution des lois par l'intermédiaire des administrateurs élus. Une collaboration féconde devait s'établir entre ces commissaires — et par eux entre le gouvernement — et les divers représentants de l'opinion.

Le bon fonctionnement d'une telle organisation exigeait : de la part des élus, l'intelligence, les loisirs, la volonté de remplir leurs fonctions en vue de l'intérêt général; de la part des commissaires et du gouvernement, le respect de l'opinion et de ses mandataires. Il supposait un accord sur les questions fondamentales entre les administrateurs, le gouvernement et les principes mêmes dont se réclamait la Constitution. Dans la Sarthe, ces conditions ne furent pas remplies.

Pour s'en rendre compte, il suffit de rappeler ce qu'étaient les populations sarthoises. Les paysans, qui en formaient le fond,

tenaient surtout à leur tranquillité, à la paisible vie quotidienne comportant la continuité des traditions et des travaux. Travaux de la terre, dont le fruit devait leur revenir aussi intégralement que possible; traditions dans les actes principaux de la vie sanctionnés par le culte. L'église du bourg, le cimetière qui l'entoure, la terre enclose de haies, le bétail, le bordage modeste ou la close-rie, le foyer où il est le maître, voilà tout l'univers de ce paysan! Univers limité, certes, mais auquel il est passionnément attaché.

C'est en fonction de ces données que le paysan jugeait le régime. Il applaudit aux débuts d'une Révolution qui le libérait des dîmes et droits féodaux, qui rabaisait les privilégiés et lui procurait parfois de nouvelles terres. Il vit sans déplaisir la fermeture des couvents et le départ de certains châtelains. Mais le conflit religieux, les luttes sociales, les réquisitions, taxations, contributions et assignats, plus encore les levées d'hommes, le détachèrent d'un mouvement dont il n'espérait plus de profit immédiat, dont il refusait les charges et dont il jalousait les profiteurs qui déjà apparaissaient.

Sans doute, bien des nuances différenciaient entre eux ces paysans sarthois et donnaient ainsi quelque idée des divers aspects des populations françaises. Dans l'Ouest du département et dans le Sud, sous l'influence de la religion et des nobles, les paysans se dressèrent contre le régime et ce fut la chouannerie. Dans l'Est, ils sombrèrent dans l'indifférence et ne résistèrent que par l'inertie aux mesures qui leur déplaisaient.

L'hostilité et l'apathie avaient pourtant cédé devant l'action de Hoche : l'église était ouverte, même au prêtre réfractaire, du moins on le croyait; les vieux usages étaient respectés; les jeunes gens restaient chez eux; le maximum, les réquisitions, les violences des troupes disparaissaient; on payait les impôts avec l'assignat et l'on vendait les produits contre du numéraire. Alors le régime avait du bon! On ne peut s'empêcher de croire que le gouvernement aurait pu consolider ce résultat. Sans doute la situation financière paradoxale ne pouvait se prolonger; sans doute fallait-il prendre garde que les prêtres réfractaires ne fissent de la propagande royaliste! Mais les inévitables mesures

de rigueur eussent été plus facilement acceptées si des concessions avaient été accordées par ailleurs : renonciation absolue aux levées d'hommes, pendant tout le temps nécessaire; pleine liberté aux prêtres paisibles; tolérance des traditions; efforts énergiques en faveur d'une reprise de l'activité économique. Au contraire, les autorités civiles revinrent sur les concessions faites par les chefs militaires : seuls les prêtres constitutionnels furent tolérés, et de fort mauvaise grâce; les manifestations traditionnelles du culte furent interdites; le calendrier républicain déplaça les jours de marché, les jours de travail et les jours de fête; le culte décadaire fut officiellement patronné; la crainte des levées d'hommes fut entretenue par des tentatives maladroites; une dépression économique succéda à la crise due à l'inflation et aux dommages causés par la chouannerie.

La politique directoriale rebuta les paysans, et la collaboration prévue par la Constitution fut refusée. Cette grande tâche qui consistait à faire participer les masses paysannes à la vie politique avait donc échoué. Le gouvernement, aussi bien que les *exclusifs*, firent cependant des efforts pour conquérir les paysans et les préparer à leur action politique : les fêtes nationales et décadaires et l'instruction publique, d'une part; les cercles constitutionnels ambulants, leurs réunions solennelles accompagnées de serments, de lectures et de discours, d'autre part, n'avaient pas d'autre but. Mais ces tentatives furent vaines, car elles heurtaient de front les traditions, les intérêts et les croyances de ceux qu'elles voulaient convertir.

CONSÉQUENCES DE CETTE CONTRADICTION

Dans ces conditions tout s'explique : le régime était faussé dans son principe même, et son fonctionnement — dans la Sarthe — ne pouvait être ni loyal ni satisfaisant. Le gouvernement et ses commissaires avaient mission d'assurer l'application d'une Constitution qui confiait au peuple une souveraineté que celui-ci ne désirait pas et qu'il aurait exercée contre leur politique. Ils s'appliquèrent donc à saper cette souveraineté en ayant l'air de

la sauvegarder. Cette contradiction fondamentale fut surtout marquée dans les divers domaines où se manifestait l'opinion : élections, presse, enseignement, culte... Elle établit, entre les doctrines et la pratique, entre les déclarations et les actes, une opposition permanente qui donnait une apparence hypocrite ou ironique à la plupart des décisions officielles, toujours arrêtées au nom de la volonté générale, mais souvent contraires à l'opinion publique.

Ainsi pour les élections, opération capitale dans ce régime constitutionnel. Le gouvernement n'osait les supprimer, mais il exerçait une pression puissante. S'il l'emportait, l'antagonisme éclatait entre la population et ceux qui étaient censés la représenter; s'il échouait, le conflit mettait aux prises les hommes du gouvernement et ceux des électeurs. Ces éventualités se réalisèrent tour à tour; elles expliquent les luttes entre administrateurs, agents, juges et commissaires du Directoire; elles causèrent à la fois les invalidations et destitutions de fonctionnaires élus — faits de dictature — et la non application des lois, l'apathie de certains fonctionnaires, l'hostilité de certains autres à l'égard du gouvernement — éléments d'anarchie.

C'est aussi pourquoi les journaux — les mêmes journaux — furent tour à tour indiscrètement soutenus, puis supprimés par les autorités : on brisait les presses, on emprisonnait les imprimeurs, on condamnait les rédacteurs, après les avoir patronnés!

Les mêmes contradictions et les mêmes désordres apparurent dans l'enseignement. En principe, c'était la liberté; en fait, les écoles privées furent fermées et les écoles publiques restèrent désertes, car le gouvernement et l'opinion s'affrontèrent avec une égale résolution.

La liberté des cultes était établie par la Constitution, et c'est en son nom que furent prises toutes les mesures qui s'opposèrent aux cérémonies traditionnelles du culte catholique! Tout en proclamant qu'aucun culte ne devait être « dominant », le gouvernement s'appliquait à imposer le culte décadaire. Dans la Sarthe, la lutte qui en résulta fut fatale au régime. Sans doute ne fut-elle ni continue ni toujours aussi aiguë : les négociations avec le pape,

le bref *Pastoralis sollicitudo* fournirent un appui aux catholiques libéraux disposés à s'accommoder du régime. Mais cette détente ne dura pas : les vicaires généraux soumissionnaires — Paillé dans la Sarthe, Meilloc en Maine-et-Loire — furent emprisonnés. Les rigueurs administratives, les procédés d'un Baudet-Dubourg d'une part, l'intransigeance et l'entêtement de Duperrier-Dumourier d'autre part, rendirent le conflit très violent. Sa durée même, attestant la force des partis en présence, prouva la nécessité d'un compromis. Seule « la tolérance à l'égard du culte et des prêtres [pouvait] ôter au parti royaliste une de ses plus fortes armes (1) ». Mais ces paroles et les actes qui en résultaient logiquement appartiennent au préfet Auvray.

La contradiction fondamentale entre les Constitutions et les conditions de son application dans la Sarthe aboutit enfin à cet alliage bizarre et désastreux de légalité et d'arbitraire, d'audace et de timidité — sinon de timidité dans l'audace, — qui caractérise le régime directorial et qui contribue à sa chute. Qu'il s'agisse des prêtres, des chouans, des otages, du calendrier républicain, de la fréquentation scolaire..., le gouvernement et ses représentants portèrent tout l'odieux des mesures d'exception qu'ils avaient décidées, sans bénéficier des résultats que ces mesures vraiment appliquées leur eussent procurés. Le même manque de décision apparut d'ailleurs dans les concessions : à peine les avait-on accordées qu'on tentait de les reprendre. L'histoire des essais de levées d'hommes est instructive à cet égard.

Il paraît bien qu'il eût fallu recourir, dans la Sarthe, à une dictature intelligente, respectant les désirs du peuple qui n'étaient pas absolument inconciliables avec le régime, mais établissant celui-ci sur des bases plus fermes que la consultation et la souveraineté populaires : l'état de siège sous la direction des généraux Watrin ou Hédouville ne fut pas autre chose et il donna satisfaction. Tandis que le régime constitutionnel condamnait le gouver-

(1) P. Mazin, *Mgr de Pidoll*; — Mélanges Dufourcq, Paris, 1931, p. 3.

nement tour à tour à l'impuissance et à l'arbitraire. Les commissaires du gouvernement, qui auraient pu exercer la dictature, n'en furent pas capables ou n'osèrent pas le faire.

Voilà ce qui explique l'échec politique du Directoire, bien plutôt que l'action des chouans et des royalistes. Ceux-ci ne formaient qu'une minorité, et ils ne dominèrent jamais qu'une partie du département, tandis que le mauvais fonctionnement du régime fut général et leur fournit leurs meilleures armes (2).

LE RÔLE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

A défaut de la masse paysanne, la vie politique fut assurée par la bourgeoisie. La Constitution attribuait à l'assemblée électorale la nomination aux principaux postes départementaux. Les plus riches, au nombre de trois cents dans la Sarthe, accaparaient ainsi les places importantes, qui étaient en même temps les places rémunérées : ils peuplaient le Corps législatif, l'Administration centrale, le Tribunal civil et le Tribunal criminel. Ils formaient aussi le Tribunal de commerce, les jurys judiciaires et les jurys d'instruction publique. C'étaient les notables. Leur influence était d'autant plus grande que la noblesse ne les offusquait plus.

A considérer de près la composition de cette classe, on constatait qu'elle s'était grossie de nouveaux éléments. Le fond était formé par les gros industriels, les gros commerçants, dont plusieurs appartenaient à de vieilles familles qui avaient été anoblies et qui géraient les principales charges provinciales et municipales sous l'Ancien Régime. Il s'y était ajouté des nouveaux riches, spéculateurs et fournisseurs aux armées. Comme disait Barras, qui s'y connaissait : « Ceux qui ont de l'argent... sont les seigneurs de l'époque. » On y rencontrait enfin quelques nobles qui trouvaient ainsi le moyen de conserver leurs propriétés et leur influence à condition de donner des gages à la République.

(2) Les études citées, de Pommeret et de Gauguain notamment, permettent d'étendre ces conclusions à une partie de l'Ouest de la France.

Ces gens aisés ne méconnaissent pas leurs intérêts : ils désiraient la consolidation de leur situation économique et sociale, ils servirent le régime dans la mesure où ils crurent y trouver les garanties qu'ils cherchaient. En même temps, ils exploitèrent les facilités que le régime, leur situation sociale et les circonstances leur offrirent : ils spéculèrent sur le papier-monnaie et sur les biens nationaux ; ils se ménagèrent dans la répartition des emprunts forcés et parfois des contributions ; ils éludèrent les fonctions désagréables, comme les factions et patrouilles de la garde nationale.

Ce sont eux qui formèrent le parti constitutionnel ; celui, à leur dire, des républicains irréprochables, également éloignés des anarchistes et des réacteurs. Au vrai, ils n'avaient guère de convictions. Un bon nombre d'entre eux avaient appartenu à l'ancien parti monarchiste constitutionnel et n'étaient devenus républicains que par occasion et par intérêt. Le Directoire leur avait rendu leur ancienne position sociale, souvent améliorée, et ils étaient prêts à se rallier à tout régime qui protégerait leurs privilèges.

La petite bourgeoisie devait se contenter de plus modestes avantages : places de commissaires du Directoire, de juges de paix, de commis dans les bureaux, d'instituteurs même pour les moins favorisés.

Certains trouvèrent choquante cette réapparition de l'inégalité. Ils se dressèrent contre un régime qui proportionnait les droits civiques aux richesses, qui reléguait les plus pauvres dans la classe impuissante des citoyens passifs, qui était incapable d'assurer l'assistance des malheureux et d'approvisionner les hôpitaux. Ils formèrent le parti des *exclusifs* où se trouvaient des jeunes gens, d'anciens combattants, de petits bourgeois et quelques artisans. Naturellement, les aigris, les mécontents, les ambitieux, les *chats maigres* entrèrent dans leurs rangs.

Ce sont ces bourgeois qui amorcèrent l'organisation et les méthodes d'une vie politique qui dura beaucoup plus longtemps que le régime : les partis ébauchèrent leurs programmes et leurs

moyens d'action; ils constituèrent leurs cadres et leurs comités; ils utilisèrent la presse, les journaux, les almanachs et les brochures; ils tirèrent parti du théâtre, des fêtes et des plaidoiries; ils tinrent des banquets politiques. Ces embryons d'organisation ne furent pas oubliés : ils ressuscitèrent après l'Empire, et c'est encore Bazin qui fut le chef de l'opposition républicaine dans la Sarthe sous la Restauration, ce qui lui coûta la vie en 1818.

LE RÔLE ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIF DE LA BOURGEOISIE

Ainsi, le type caractéristique du régime directorial n'est pas Barras, le corrompu. C'est bien plutôt le petit bourgeois. Laborieux, fidèle à sa tâche, sans grandeur dans l'esprit, aimant les petits moyens, jaloux de son indépendance, hostile à l'Eglise et aux nobles, c'est le plus énergique soutien d'un gouvernement dont il peuple les bureaux. C'est un Le Maréchal, commissaire à Sablé pendant toute la période directoriale, un Maguin, un Baudet-Dubourg, commissaires centraux, un Ledru et un Cauvin, professeurs à l'Ecole centrale, un Besnard. Parfois hommes d'affaires, avocats ou notaires, ils étaient pour la plupart, dans la Sarthe, anciens prêtres. Ce type n'était pas spécial à la région : François Rever ou Nicolas Armez, dont on a publié les biographies, y répondent assez bien (3).

Ces bourgeois apportèrent leurs qualités d'organisation, leur goût de l'ordre dans le ménage. Par instinct comme par intérêt, ils s'employèrent à consolider le régime. L'œuvre constructive de la période directoriale doit leur être attribuée; elle n'est pas indifférente, quoique souvent négligée.

On peut retenir, pour la Sarthe, le tableau de la France au début du Directoire dressé par Carnot-Feulins : famine, guerre civile, effondrement du crédit et de l'assignat, ruine de l'agricul-

(3) L. Dubreuil, *Nicolas Armez; François Rever*. Ces défenseurs du régime directorial ne firent d'ailleurs guère de difficultés pour se rallier au Consulat.

ture, du commerce et de l'industrie, déclin des arts et de l'instruction (4). Si la situation n'était guère brillante en brumaire an VIII, des progrès manifestes apparaissaient cependant : la famine n'était plus à craindre, le numéraire circulait seul, le soulèvement royaliste n'avait pu triompher ni même se prolonger. L'organisation financière avait été améliorée : des ressources importantes et régulières avaient été assurées. Comme on l'a démontré récemment : « La Révolution créa un nouveau système de contributions que les régimes ultérieurs conservèrent dans ces grandes lignes (5). » Or, c'est à l'époque directoriale qu'on remplaça les expédients par un système cohérent. La Justice était mieux rendue, par des tribunaux dont la compétence et le ressort étaient exactement définis, et par une magistrature que les habitudes — à défaut des institutions — avaient maintenue. Son fonctionnement donna satisfaction aux usagers, sinon au pouvoir exécutif qui en regrettait l'indépendance.

L'enseignement était pourvu d'une charte établissant les écoles primaires et les écoles centrales. Depuis la Révolution, c'était la première réalisation effective passablement généralisée.

L'administration enfin avait pris des habitudes de régularité ; les archives témoignent que l'ordre et la méthode s'imposaient peu à peu à un personnel stabilisé que les régimes suivants utilisèrent à peu près intégralement (6). La période la plus pénible, celle de l'anarchie et de l'incohérence, fut la période des débuts, en automne 1795, et non en automne 1799 où il n'y eut qu'une panique passagère.

Sans doute l'activité économique laissait beaucoup à désirer, mais de réels efforts avaient été faits pour la rétablir : des encouragements et des conseils avaient été donnés, des expériences avaient été tentées, quelques améliorations agricoles se dévelop-

(4) Carnot-Feulins, *Histoire du Directoire*, p. V.

(5) R. Schnerb, ouvrage cité, Conclusion.

(6) « Il faut attendre le Directoire pour trouver de l'ordre dans l'administration. » M. Schnerb, *l'Enseignement primaire dans le Puy-de-Dôme pendant la Révolution*; — Ann. Révol., 1935, p. 105.

paient, des statistiques et des expositions avaient été prévues et partiellement réalisées, les plans de réorganisation étaient prêts.

Les progrès étaient donc indéniables. Cependant ils restaient encore incomplets, ils gardaient un caractère d'ébauche, et il y avait un tel écart entre les desseins et les réalisations qu'on désespérait qu'il pût jamais être comblé. Une sorte d'impuissance à aboutir caractérisait le régime directorial.

Cette impuissance, les circonstances peuvent l'expliquer pour une part. La guerre, notamment, causa des préjudices si graves qu'elle est en grande partie responsable de l'échec du régime : elle nécessitait les levées d'hommes, elle paralysait le commerce, elle ruinait la Trésorerie. Elle empêchait ainsi de payer les fonctionnaires, de réaliser les travaux publics les plus indispensables et contraignait à faire rentrer au plus vite de lourdes contributions. Les populations sarthoises en avaient conscience, et la guerre contribua puissamment à discréditer le régime dans leur esprit; les succès n'importaient pas, car des victoires qui n'assuraient pas la paix ne faisaient pas oublier les charges de la lutte. Il eût fallu faire cesser la guerre ou se rappeler qu'il est parfois nécessaire que le gouvernement soit « révolutionnaire jusqu'à la paix ».

Parmi les circonstances critiques, il y avait encore les difficultés inhérentes à tout régime issu d'une révolution et qui doit établir un ordre nouveau. Comme l'a écrit Carnot-Feulins :

Ce moment est si critique qu'on est obligé d'avouer que, quelle que soit l'excellence de cette Constitution, elle ne peut se consolider que par la sagesse de ses premiers magistrats, tant à cause des nombreux amis de l'ancien ordre de choses auquel elle a succédé, qu'à cause des ennemis que le nouvel ordre même adopté a dû nécessairement lui susciter parmi tous ceux qui en désiraient un autre ou qui croyaient encore utile de prolonger la Révolution .

Cette observation était particulièrement justifiée dans la Sarthe dont les hommes politiques les plus actifs étaient ceux qui regrettaient l'ancien état de choses ou qui croyaient encore utile de prolonger la Révolution.

Ces circonstances ne justifiaient pas tout. Il faut bien reconnaître que les « premiers magistrats » n'eurent pas la « sagesse » que souhaitait Carnot-Feulins. Mais c'est une considération étrangère au cadre départemental de cette étude.

Dépouillé des dehors tapageurs qui le caractérisent dans la capitale, le Directoire apparaît dans les départements de l'Ouest comme un régime mal adapté aux gens et aux circonstances. Il ne put triompher de cette tare originelle et conserva, durant sa brève existence, le caractère inachevé d'une réalisation provisoire. Appliqué prématurément, le régime constitutionnel fut desservi par une politique maladroite et incohérente, il discrédita la République. Par certains côtés, il fut une période de lutte entre la Liberté et la Sécurité, mais il ne put assurer ni l'une ni l'autre. Par d'autres côtés, ce fut une lutte entre la bourgeoisie et la noblesse pour gouverner les paysans, mais ceux-ci ne cessèrent d'être subordonnés et souvent malheureux, surtout les petits closters et les journaliers.

Malgré tout, les pierres d'attente de la réorganisation étaient posées, et Bonaparte put s'y appuyer en maintes rencontres. Contrairement à ce qu'il semblerait, l'administration directoriale fut supérieure à la politique; ce qu'il y eut de meilleur fut cette œuvre obscure, péniblement poursuivie malgré les remous que déterminaient les à-coups politiques, malgré les imperfections du régime et malgré les divisions profondes que la Révolution avait laissées derrière elle. Et ce travail, c'est en province surtout qu'on peut l'observer.

Vu le 8 avril 1935.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu
et Permis d'Imprimer.

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

S. CHARLÉTY.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Planche A	Page 5.	— Saint-Léonard-des-Bois.
Planche B	Page 21.	— Plan de la ville du Mans à la fin du XVIII ^e siècle.
Planche C	Page 360.	— Projet d'aménagement de l'église de la Couture, plan.
Planche D	Page 361.	— Projet d'aménagement de l'église de la Couture, élévation.
Planche E	Page 471.	— Vue du Collège de La Flèche en 1784.
Planche F	Page 485.	— Plan du Collège du Mans en 1756.
Planche G	Page 534.	— Plan de l'Hôtel de Tessé.
Planche H	Page 617.	— Vue de l'Abbaye de Saint-Vincent.

La plupart de ces planches sont extraites de la *Revue Historique et Archéologique du Maine*.

TABLE DES CROQUIS ET TABLEAUX

Planche I	Page 29.	— L'esprit public en l'an IV.
Planche I bis	Page 207.	— Les tribunaux sarthois.
Planche II	Page 303.	— Les cercles ambulants.
Planche III	Page 413.	— Les contributions directes dans les cantons de La Flèche (intra et extra muros) de 1790 à l'an VIII.
Planche IV	Page 415.	— Le prix du blé et du pain de l'an V à l'an VIII.
Planche V	Page 619.	— L'esprit public en l'an VIII.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

Aignan (Saint-), 591.
 Allaire, 214.
 Angoulvant, 333.
 Antonette, 249.
 Artois (comte d'), 571, 574, 576, 601.
 Aubert (filles), 462.
 Aubert-Dubayet, 70, 135.
 Aubert du Pin, 41, 263, 285.
 Autichamp (d'), 622.
 Auvray, 38, 39, 176, 210, 224, 225,
 409, 425, 427, 429, 435, 441, 469,
 502, 539, 617, 623, 624, 631.
 Babeuf, 249, 256.
 Bacon, 523.
 Baglin, 229.
 Bailleul, 341.
 Ballin, 222.
 Bance, 333, 378.
 Baraillon, 464, 509.
 Bardet, 24, 475.
 Bardou, 487, 488, 491, 507, 509, 510,
 523.
 Bardou-Boisquetin, 24, 32, 36, 37, 316,
 341, 342, 383, 595-597, 619.
 Barras, 31, 59, 180, 238, 320, 321, 341,
 342, 624, 634.
 Barret, 251, 308, 333, 334, 337, 378,
 381.
 Barthélemy, 279.
 Basse, 41.
 Bastard de Fontenay, 239, 417.
 Batteux, 478.
 Baudet-Dubourg, 167, 178, 214, 251,
 327, 337, 340-345, 371, 372, 374-
 376, 379-383, 386, 502, 561, 563,
 564, 584-595, 598, 599, 631, 634.
 Baudin, 31.
 Baye (de), 606.
 Bazin, 23, 32, 65, 245-256, 257, 274,
 277, 303, 304, 308, 319, 321-323,
 326, 333-37, 340, 343, 345, 381, 384,
 408, 432-434, 487, 507, 510, 634.

Beaufils, 41, 246.
 Béhague (de), 574, 576.
 Belin de Bérû, 261, 262, 266.
 Bellefille (M^e de), 239.
 Bellot, 112, 116.
 Bénézech, 48, 500, 532.
 Bergue, 251, 589.
 Bernadotte, 581, 613.
 Bernard de la Frégeolière (dit Henry),
 90, 99, 279, 286, 606, 608.
 Berriat, 296, 319.
 Berrut, 496.
 Besnard, 22, 61, 66, 70, 71, 84, 167,
 285, 289, 304, 321, 322, 327, 335-
 337, 340, 343-346, 371, 376, 381-
 383, 423, 431, 433, 474, 499-502,
 505-507, 509-512, 533, 535, 536,
 538, 561, 634.
 Bezout, 493.
 Bigault d'Harcourt (de), 477.
 Bigot, 560.
 Billard de Veaux, 601.
 Blavette, 167.
 Blondeau, 113.
 Boisard, 255.
 Boistard, 222.
 Bonaparte, 300, 562, 599, 620, 623, 637.
 Bonin, 475.
 Bonnard, 86.
 Bordier, 423, 499, 502.
 Bossé, 162, 262.
 Boucher, 609, 616.
 Bouessière, 168.
 Bougars, 558.
 Bougon, 560.
 Bouquin, 219-221, 233, 265.
 Bourgoïn, 455.
 Bourmont (de), 74, 76, 90, 257, 289,
 296, 571-576, 600, 603, 605-609,
 614, 616, 618, 619, 622, 623.
 Boutros, 106, 119.
 Boutroue, 37, 336, 337, 342.
 Boyer, 486, 487, 490, 491.

- Bréard, 31.
 Bricbet, 595.
 Brillant, 381, 382.
 Brion, 239, 296.
 Brottier, 238, 252, 256.
 Burbure (Marchant de), 422.
 Bry (de), 31.
 Bucher, 606, 608.
 Burget, 475.
- Cadoudal (Georges), 576, 604.
 Cambacérès, 31, 386.
 Cambray, 264, 276, 277, 279, 296, 298,
 299, 301, 304, 320, 334, 340.
 Carignan (de), 345.
 Carnot, 31, 220, 279.
 Carnot-Feulins, 634-637.
 Cathos, 226.
 Cauvin, 486, 487, 493, 494, 507, 508,
 512, 519, 537, 538, 541, 544, 634.
 Chandelier, 606.
 Chapelle, 319.
 Chappedelaine, 242, 359, 561.
 Charpentier, 296.
 Châteauneuf (dit Achille Leblond),
 606-608.
 Châtelain (dit Tranquille), 74, 606-
 608.
 Châtillon, 622.
 Chaubry, 361, 362, 423, 428, 516.
 Chaumont, 126, 270, 272, 562, 609.
 Chazal, 461.
 Chénier, 31, 341.
 Chénon de Beaumont, 31, 499-501.
 Chenu, 452.
 Chéramy, 162, 455.
 Chérouvrier, 24.
 Cherrier, 428.
 Chesnis, 117.
 Chesneau, 270, 516.
 Chevalier, 241, 268.
 Chevreuil (François, dit Langevin), 73.
 Chevreul (dit Armand), 74.
 Chicault, 24.
 Chollet, 551, 552.
 Choplain, 502.
 Christophe, 222.
 Clairian, 246, 247, 260, 304, 306, 316,
 319, 320, 335.
 Clémanceau, 598.
 Clottereau, 591,
- Cochon, 129, 279.
 Colbert (de), 596.
 Cointereau, 163.
 Compain, 330.
 Condillac, 489, 491, 492, 495, 496, 518,
 523.
 Condorcet, 446, 489, 491, 495.
 Corbin, 496.
 Cornilleau, 24, 36, 54, 289, 342.
 Cosnard-Desportes, 309.
 Cossonneau, 214.
 Cottereau, 560.
 Courandin, 475.
 Courteille, 496.
 Courtilliers (Louis, dit Saint Paul), 74.
 Crassous, 341.
- Daguin, 24, 34, 35, 487.
 Darcet, 506.
 Daunay, 213, 270.
 Daunou, 31, 495, 496.
 Delahaye, 24, 32, 36, 250, 343, 372,
 505-507.
 Delaroche, 475.
 De la Rue, 41.
 Delarue, 623.
 Delaunay, 596, 597.
 Delogé, 222.
 Deniaux (Marie), 229.
 Derennes, 496.
 Deroy, 117, 270.
 Deschamps, 558.
 Deshourmeaux, 423, 428, 516.
 Desportes-Dutertre, 225, 429.
 Desson (M^e de), 239.
 Dion, 222.
 Dondeau, 318.
 Douet, 460.
 Dubois, 222.
 Dubois-Dubais, 24, 34, 78.
 Dubois-Crancé, 582, 605,
 Dubuisson, 116.
 Dubut, 263.
 Ducy, 487, 488.
 Dufour, 336.
 Dufour (Ecole centrale), 486, 488, 508,
 509.
 Dugué d'Assé, 41, 42.
 Du Marsais, 478, 520, 523.
 Dumesny, 42, 72, 86.
 Dumolard, 267.
 Dumoulinet, 270.

- Duperrier-Dumourier, 268-272, 324,
552, 554-557, 559, 562, 631.
Dusaussay, 606.
Dutertre (père), 260.
Dutertre (aîné), 260.
Duval, 593.
Duverne de Presle, 238, 240, 259.
- Emery, 111, 552.
Eschassériaux, 31.
Etoc, 119.
- Fabien, 591.
Fanneau-Lahorie, 496.
Fay, 378.
Filleul, 222.
Fillion, 558.
Flahec, 166.
Fleury, 561.
Forbonnais (Véron de), 195, 423, 424.
Foucault, 305.
Fouché, 598, 599.
Fougère, 214.
Fourcroy, 31, 458.
Francs (des), 607.
Franchet, 24, 32, 55.
François de Neufchâteau, 319, 364, 371,
372, 380, 421, 423, 424, 475.
François de la Primaudière, 31, 36, 37.
Froger, 36, 393.
Frotté (de), 76, 77, 80, 121, 257, 259,
288, 606.
- Gabeau, 333.
Gaignot, 218, 562, 563.
Gardet (de), 606.
Gargam, 35.
Garnier de Saintes, 34, 461.
Gaucher, 120.
Gaullier (dit Grand Pierre), 601, 604,
606, 607, 617.
Gendron, 222.
Génissieu, 31, 34, 217.
Gérardin, 62.
Germain, 249.
Gérusez, 456.
Gibert, 222.
Gillot, 79, 226.
Giroust, 270.
Glattier, 242, 308, 561.
Glocester (prince de), 576.
Gondé de la Chapelle (dit Charles),
576, 606, 608, 612, 617.
- Goupil, 24, 34, 35, 202, 265, 502.
Gourdet, 116, 563.
Gournay, 270.
Goyet, 162, 337.
Grippon, 558.
Guérin, 471.
Guermeur, 118.
Guezno, 118.
Guibert (de), 596.
Guillemet, 266.
Guillemin, 509, 537, 544.
Guillot la Poterie (dit Arthur), 15,
606, 608.
Guittier, 16, 31, 41, 123, 168, 244, 319,
339, 442.
Guitton (abbé), 554.
Guitton, 65.
Guyton de Morveau, 31.
- Halancourt (d'), 177, 611, 613.
Hamard, 431, 506.
Hamelin, 274.
Harcourt (duc d'), 575.
Hardouin, 24, 209.
Hardouin-Révéry, 337, 342, 381.
Hardy, 341.
Hayes de la Sorière, 106, 118, 119.
Hédouville, 98, 256, 427, 615, 620, 622,
631.
Herbin, 119.
Hersant, 269, 305, 324.
Hézine, 249.
Hoche, 71, 77, 78, 84, 88, 91, 97, 99,
120, 121, 297, 593, 599, 601, 620.
Houdayer, 260.
Houdbert, 37.
Houdebert, 37, 251, 289, 290, 304, 319,
332-337, 340-342, 381, 507, 509,
517, 567.
Houdu (frères), 74.
Hubert, 272.
Huet, 270.
Hulot, 74.
- Ignard, 31, 319, 333, 338.
Jacquet, 106, 118, 270.
Javogues, 249.
Jollivet, 487, 488, 507.
Jollivet, 428.
Jordan, 316.
Jouennault, 51, 60, 90, 94, 152, 154-
156, 178, 237, 246, 247, 250, 257,

- 282, 289, 304, 319, 371, 378, 381,
383-386, 585.
Jouenne d'Esgrigny, 239, 575.
Jouffroy-Gonsans (de), 105, 110, 118.
Jourdan, 342.
Jousset-Desberries, 214.
Joybert (de, dit L'heureux), 606.
Judois du Taillis, 270.
Jussieu, 535.
Juteau-Duhoux, 126, 209-211, 382.

Kainlis (de), 607.
Kéron (du, dit Saint-Robert), 75, 606,
608.

Laban, 496, 539.
La Beaussonière, 296, 320.
La Chabeaussière, 455, 456.
Lacroix, 108, 118, 242.
Lacroix de Beaurepos, 260.
Lagarde, 372.
La Gayté, 95.
La Gélière (de, dit Branche d'Or),
597, 609.
Lagrange, 521.
Lakanal, 446, 448, 492, 495, 497, 505,
511.
Lamarre, 106, 118.
Lambert la Vannerie, 239, 296.
Lambrechts, 232.
Lamotte-Mervé, 255, 607, 609, 616,
617, 621.
Lamouque, 384.
Langeron, 82, 83, 94, 132.
Langlois, 487.
Lanjuinais, 116.
La Revellière, 63, 71, 84, 311, 319,
323, 344, 349, 354, 372.
La Richerie (de), 607.
La Roche, 500.
La Rochejaquelein, 607.
Latouche, 374, 561.
La Trémouille (de), 573.
Laubrière, 255.
Launay, 65.
Launay (dit Fleur de Lys), 296.
Launay (abbé), 270.
La Villeheurnois, 238.
La Volvenne, 289, 584, 602, 607, 617.
Leblanc, 229.
Le Clerc, 24, 34, 337, 340.
Leclerc, 456.

Lecointre, 249.
Lecointre de Guéfontaine, 289, 575,
602, 607.
Leconte, 241, 268.
Ledru, 423, 424, 491, 505, 510-512, 523,
524, 527, 529, 535, 538, 541, 634.
Lefebvre la Reignière, 263.
Legendre, 31.
Legrand, 250.
Lehault, 31, 36, 336, 337, 342, 343.
Le Maire, 320.
Lemaître, 270.
Le Maréchal, 12, 62, 166, 168, 243, 382,
435, 605, 613, 634.
Le Métayer (dit Rochambeau), 585.
Lemètre, 287, 296.
Le Meunier François, 65.
Le Meunier Pierre, 65.
Lemore, 274.
Le Pelletier de Feumisson, 423, 424.
Lépine (dit Auguste), 606.
Leprince d'Ardenay, 423, 424.
Leproust, 273.
Leriche, 332, 339.
Leroux, 333.
Le Tessier, 241.
Letourneur, 37, 250, 265.
Letourneux, 283, 310, 464.
Levasseur, 23, 37, 598.
Liberge, 423.
Liger, 69, 117, 268, 552, 556.
Lindet, 386.
Linguet, 161, 162, 260, 261, 561.
Livré, 31, 380, 423.
Locke, 495, 518, 523.
Loisilière, 432.
Lorais, 554.
Lorcé, 494, 507.
Lorin, 24.
Louatron, 222.
Louis XVIII, 110, 113, 114, 256, 603.
Louvét, 31, 253.
Lucien, 95.
Luminais, 461.

Mac Curtain, 607.
Maguin, 152, 155, 156, 211, 251, 252,
261, 273, 275, 277, 288-290, 345,
499-501, 568, 586, 634.
Malard, 106, 118.
Malartie (de), 607.
Malmouche, 475.

- Marchand, 270.
 Marçonnay (de), 93.
 Margadel (de), 576.
 Marin, 270.
 Marquis-Ducastel, 108, 118, 271.
 Saint-Martin-Rigaudière, 247.
 Mathieu, 31.
 Mattis, 607.
 Mauboussin, 483,
 Maudet, 239.
 Maudoux, 265.
 Maulny, 499, 501, 538.
 Maupetit, 38.
 Maurin, 35, 474-476, 478, 479, 483, 496,
 507, 530.
 Meilloc, 111, 631.
 Ménard, 606.
 Ménard-Lagroie, 209, 337, 339, 341-343,
 379, 380, 383, 499-501, 510, 535.
 Menjot d'Elbenne, 260-268, 422, 423,
 596, 598.
 Mérille (abbé), 116.
 Mérille (dit Beaugard), 606, 617.
 Merlin, 123, 126, 247, 276, 319.
 Meyer, 474, 475, 478, 483, 496, 530.
 Michaud, 593.
 Moirant, 287, 296.
 Monthulé, 452.
 Morane, 270.
 Morillon, 502.
 Mortier-Duparc, 32, 36, 343, 345, 346,
 372, 376, 382, 423, 487, 488, 502,
 509, 535, 538.
 Moulin, 579, 589.
 Moulinneuf, 509.
 Moussard, 271.
 Mousset, 62, 476, 562.
 Musset (de), 31, 240, 422, 423.
 Neau de l'Etang, 255.
 Négrier de la Crochardière, 31, 267,
 318, 346, 347, 422, 432, 595, 607.
 Négrier la Ferrière, 211, 219.
 Nibelle, 214.
 Paillé, 69, 105, 106, 110, 111-115,
 117, 123, 241, 316, 631.
 Pardieu (de), 607.
 Paré, 24, 251, 378.
 Pasquier, 222.
 Patry, 496, 508, 509, 530.
 Saint-Paul, 229.
 Pëan, 214.
 Peltier, 260.
 Përalta, 242.
 Përès, 31.
 Perrin, 31.
 Perrochel (de), 31, 56, 255, 422, 425.
 Pesseau, 496.
 Philippeaux, 23, 37, 322.
 Philippon, 229.
 Picart-Duveau, 494.
 Pichegru, 278, 291.
 Pichon, 251.
 Pierret, 219-221.
 Piet-Tardiveau, 240, 261, 262, 266.
 Pilard, 609.
 Pilon, 222.
 Pineau, 242.
 Pioger, 582.
 Pivron, 116.
 Plessis (dit Potiron), 74, 593, 597.
 Pluche, 478.
 Pommelles (des), 238.
 Poirier, 65.
 Pollard, 244.
 Portier, 378.
 Pôté, 487, 488, 496, 507, 508, 529, 530.
 Poyrier, 62.
 Prévost-Laurent, 295, 591.
 Prudhomme, 104, 356, 357.
 Puisaye, 278, 576.
 Quentin, 24.
 Rabard, 496.
 Raguideau, 340.
 Ramel, 31, 191.
 Rapicault, 166.
 Rave, 496.
 Raynaud (de), 470.
 Réal, 386.
 Régnier, 341.
 Reinhard, 386.
 Renouard, 423, 509.
 Renouard des Loriers, 270.
 Rewbell, 31, 277.
 Rey, 83, 132.
 Riballier, 276.
 Richard, 37.
 Richard (abbé), 270.
 Rigault, 24.
 Rigault de Beauvais, 31.
 Riousse, 609.

Risquatout, 95, 287.
Rivière, 507, 510.
Robespierre, 247, 572.
Saint-Roch, 591.
Rocheot (Goyon de), 20, 72, 74, 76,
80, 90, 94, 99, 237-241, 256, 257,
262, 278, 279, 287-289, 296, 305,
323, 324, 551, 559, 571, 572, 583,
602, 606.
Rocher, 455.
Roger-Martin, 466, 522, 523.
Rojou, 22, 423, 533.
Rouillon (de), 75, 596.
Rousseau, 242, 266, 559.
Roussel, 167.
Rouvin, 247, 250, 257, 304, 305, 319,
328, 334, 340, 408.
Rouxelin, 222.

Sallet (de), 487, 491.
Salmon, 36.
Samson-Lorchère, 239.
Sanchaman, 466.
Sarcé (de), 239, 255.
Sarcé (M^e de), 239.
Sartre, 496.
Savardan, 382.
Savarre (Gervais), 239, 263, 285, 296,
318, 559.
Savarre (abbé), 13, 239, 256, 269, 305,
324, 551, 553, 559.
Savarre (chanoine), 555.
Scépeaux (de), 72, 93-97, 120, 576.
Séguélas, 496.
Servin, 68.
Sieys, 31, 624.
Simier, 487, 488, 491, 507-509, 518,
524, 525.
Simon, 603, 612-614, 616.
Sotin, 275, 308, 320, 549, 553.
Souin de la Tibergerie, 31, 54.
Subrien, 270.
Suzannet, 574, 576.

Talleyrand, 446, 489.
Tapiés, 131.
Tascher (de), 423, 596.

Tercier (dit Adolphe), 75, 90, 94, 240,
262, 278, 288, 296, 571, 576, 583,
584, 601, 602, 605, 607, 611.
Tessier, 118, 126.
Tessier (abbé), 222, 268.
Thibault, 24, 209.
Thiébaud, 506, 507.
Thirot, 229.
Thuillier, 333.
Tilly (de, dit d'Escarbouville), 45, 75,
91, 95, 323.
Trebon, 270.
Treilhard, 31.
Trélan (de), 607.
Tretou, 239, 253, 296.
Trillon, 596.
Trotté, 558.
Turin (de), 425.

Vallet, 214.
Vannier, 553, 559, 609.
Vanssay (de), 255.
Varnier, 31.
Vaublanc (de), 469.
Vauguyon (La), 239.
Venneville (de), 255.
Verdier, 162.
Vérité, 333, 334.
Véron, 22.
Vézins (de), 607.
Villar, 496.
Villiers, 219.
Vimeux, 594, 601, 602.
Vincent, 612.
Violas, 393.

Watrin, 47, 52, 66, 72, 73, 76, 77-84,
87, 89, 90, 92, 95, 97, 98, 122,
128, 132, 154, 229, 245, 246, 290,
292, 599, 631.
Willot, 278.

Ysabeau, 428.
Ysambart, 31, 209, 210, 336, 337, 342,
343, 374, 386, 499, 501, 561, 619.
Yvon, 303, 307, 323, 329.

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE LIEUX

- Aignan (Saint-), 196.
 Aillières, 610.
 Alençon, 7, 14, 80, 133, 142, 617.
 Alonnes, 590.
 Ancinnes, 222.
 Andaine (forêt), 5.
 Angers, 106, 107, 111, 131, 137, 138-141, 301, 416, 418, 422, 481-483, 552, 574, 620.
 Anthoigné, 225, 429.
 Arçonnay, 8.
 Ardenai, 18, 368.
 Arnage, 428.
 Arthez, 16, 262.
 Asnières, 6, 197, 203, 273, 293.
 Assé-le-Boisné, 11, 51, 61, 158, 165, 185, 187, 200, 259, 283, 285, 304, 347, 395, 397, 426, 458, 581, 587, 619.
 Athenay, 559.
 Aubigné, 47, 302.
 Aubin (Saint-), 329.
 Aubin-des-Coudrais (Saint-), 363.
 Auvers-le-Hamon, 73, 74, 197, 203, 350, 590.
 Auvers-sous-Montfaucon, 559.
 Avesé, 559.
 Avoise, 10.
 Ballée, 611.
 Ballon, 3, 4, 14, 30, 40, 80, 91, 125, 133, 143, 145, 150, 162, 165, 167, 192, 260, 266, 272, 273, 285, 293, 298, 303, 306, 315, 329, 394, 396, 425, 437, 440, 445, 460, 464, 465, 564, 587, 618.
 Baugé, 606.
 Bayeux, 106, 110.
 Bazoge (La), 62, 94, 124, 158, 160, 173, 175, 195, 259, 281, 283, 285, 358, 402, 451, 455, 456, 461, 465, 581, 618.
 Bazouge, 610.
 Beaufay, 44.
 Beaumont, 7, 13, 30, 40, 85, 99, 127, 145, 169, 230, 231, 298, 303, 304, 329, 336, 375, 406, 437, 455, 456, 465, 466, 568, 624.
 Belinois, 18, 19, 136.
 Bellême, 610.
 Benoît-sur-Sarthe (Saint-), 559.
 Bercons (lande des), 9.
 Bersay (forêt de), 16.
 Bessé, 29, 30, 54, 87, 88, 125, 131, 134, 145, 159, 273, 275, 284, 285, 293, 307, 328, 437, 450.
 Bié (Saint-), 240.
 Blankenbourg, 288.
 Blois, 301, 316, 319, 320, 455, 457, 553, 602, 604, 609.
 Bonnétable, 40, 46, 57, 80, 136, 145, 147, 157, 169, 185, 187, 192, 242, 258, 259, 291, 293, 307, 315, 328, 329, 336, 354, 356, 363, 403, 406, 418, 425, 448, 458-460, 466, 578, 583, 606, 610, 618, 624.
 Bosse (La), 18.
 Bouère, 6, 611.
 Bouloire, 17, 45, 86, 99, 127, 128, 158, 165, 267, 291, 293, 298, 303, 306, 307, 328, 331, 425, 568, 580, 581, 618.
 Bourg-la-Loi (Bourg-le-Roi), 30, 44, 52, 54, 85, 99, 100, 125, 165, 259, 271, 278, 284, 298, 318, 328, 329-331, 333, 336, 354, 375, 426, 455, 457, 460, 610.
 Bourray (lande du), 17.
 Bousse, 398.
 Briec (Saint-), 105, 271, 359, 617, 618, 622.
 Brûlon, 7, 10, 79, 94, 95, 125, 147, 157, 158, 165, 191, 195, 265, 267, 271, 283, 285, 292, 293, 304, 310, 347,

- 376, 394, 418, 453, 459, 568, 579,
587-589, 604, 605, 618.
- Caen, 618.
- Calais (Saint-), 4, 20, 21, 29, 30, 43,
52, 53-55, 84, 87, 90, 119, 123, 124,
128, 134, 145, 157, 158, 162, 166,
169, 170, 175, 178, 203, 207, 216,
217, 231, 239, 250, 258, 262, 271,
273, 275, 280, 283, 285, 290, 291,
293, 301-303, 307, 312, 313, 316,
325, 329, 337, 338, 358, 375, 377,
393, 396, 406, 408, 425, 437, 438,
440, 450-452, 459, 460, 465, 580,
618.
- Calèz-en-Saosnois (Saint-), 559.
- Campo-Formio, 312.
- Célerin (Saint-), 313.
- Céneri (Saint-), 10.
- Chahaigne, 30, 39, 44, 52, 54, 55, 57,
159, 160, 163, 187, 394, 452, 457,
465, 581, 618.
- Challes, 367.
- Champagne-du-Maine, 12, 451.
- Changé, 18.
- Chantenay, 12, 13, 28, 43, 46, 47, 99,
125, 258, 260, 271, 273, 281, 459,
559, 579, 610.
- Chapelle-Gaugain (La), 87.
- Chapelle-Saint-Fray (La), 293.
- Charnie (forêt de), 6, 12, 74.
- Chartre (La), 20, 21, 52, 70, 87, 88,
92, 99, 123, 128, 142, 145, 149,
158, 192, 200, 283, 293, 302, 305,
325, 367, 406, 437, 460, 465, 612.
- Chartres, 572.
- Chassillé, 6, 53, 56, 293.
- Château-du-Loir, 7, 8, 20, 21, 40, 46,
52, 53, 71, 75, 78, 80, 81, 82-85,
125, 133, 145, 146, 147, 159, 162,
169, 170, 174, 178, 185, 192, 195,
200, 202, 217, 231, 247, 251, 260,
266, 271, 273, 275, 290, 291-293,
298, 301-303, 310, 312, 313, 315,
328, 335, 339, 363, 381, 393, 406,
408, 416, 427, 435, 437, 444, 448,
450, 452, 459, 568, 569, 580, 582,
606, 612, 615, 616, 619.
- Château-Gontier, 316, 574, 605, 606,
616.
- Châteauneuf-sur-Sarthe, 387, 600, 610.
- Châteaubriant, 574.
- Chemiré-en-Charnie, 9, 429, 560.
- Chemiré-le-Gaudin, 559.
- Chérancé, 259.
- Chérizai, 259.
- Cherré, 49, 127.
- Chevillé, 559.
- Cholet, 618.
- Christophe (Saint-), 590.
- Clermont, 49, 610-612.
- Coëvrons, 5, 9.
- Cogners, 569.
- Colombe (Sainte-), 454, 460.
- Conflans, 201.
- Conlie, 7, 12, 13, 46, 53, 61, 80, 92,
93, 119, 135, 157-159, 167, 178,
185, 191-193, 259, 260, 263, 271,
290, 292, 298, 302, 350, 394, 397,
419, 425, 457, 459, 460, 568, 601,
605, 609, 618.
- Connerré, 44.
- Cosme-de-Vair (Saint-), 15, 49, 99, 119,
125, 147, 157, 158, 160, 167, 192,
195, 244, 258, 259, 261, 272, 273,
283, 286, 293, 394, 396, 403, 418,
459, 460, 463, 465, 581, 583, 618.
- Cossé, 73.
- Coulans, 65, 458.
- Coulombiers, 259.
- Coulongé, 92, 175, 611.
- Courberie, 6.
- Courbeville, 6.
- Courcebœufs, 458.
- Courcelles, 16, 53.
- Courcemont, 14, 126.
- Courgains, 15, 44, 50, 157, 158, 168,
175, 195, 196, 242, 283, 284, 285,
290, 303, 304, 319, 332, 336, 339,
377, 379, 397, 463, 465, 568, 587,
612, 618.
- Courgenard, 18.
- Crannes, 559, 590.
- Craon, 606.
- Cré, 462, 610.
- Croix (Sainte-), 22.
- Crosnière, 462, 610.
- Cyr-en-Pail (Saint-), 6.
- Dehault, 175.
- Denis-du-Maine (Saint-), 606.
- Denis-d'Orques (Saint-), 589.
- Denis-du-Tertre (Saint-), 368.

Deux-Evaillés, 6.

Dissé, 196.

Dollon, 175.

Domfront, 56, 293.

Douai, 277.

Douillet-le-Joli, 46, 262.

Lcommoy, 18, 19, 43, 47, 52, 53, 83,
85, 124, 128, 158, 175, 187, 195,
239, 257, 284, 298, 301-303, 317,
358, 375, 433, 465, 569, 578, 604,
618.

Ecorpain, 201.

Ecouve (forêt d'), 5.

Edimbourg, 576, 601.

Epineu, 28, 53, 56, 92, 96, 160, 250
293, 295, 329, 338, 376, 425, 459,
463, 579, 587, 589.

Etival, 92, 429, 559.

Evron, 606.

Fayet, 590.

Ferté-Bernard (La), 14, 15, 29, 30, 40,
46, 49, 80, 113, 120, 124, 133, 135,
142-145, 147, 155, 157-160, 162-
164, 169-172, 175, 185, 192, 195,
202, 225, 260, 261, 275, 284, 292,
293, 298, 302, 303, 325, 328, 337,
338, 347, 350, 353, 358, 360, 363,
367, 369, 385, 394, 396, 406, 425,
426, 437-439, 445, 451, 460, 465,
509, 561, 565, 566, 580, 581, 583,
609, 618, 624.

Flacé, 559.

Flèche (La), 4, 19, 20, 21, 24, 37, 40,
42, 43, 49, 53, 57, 62, 75, 80, 96,
97, 109, 122, 125, 131, 133, 136,
138, 142, 143, 145, 148, 157, 158,
172, 176, 188, 192, 207, 218, 225,
230, 231, 246, 258-263, 265, 277,
280, 283, 285, 290, 298, 302, 304,
306, 307, 310, 319, 325, 328, 335,
354, 364, 365, 370, 381, 393, 397-
399, 402, 404-406, 408, 425-429,
437-439, 444, 447, 448, 450, 451,
452, 454, 459, 462, 463, 466, 467,
484, 487, 496, 507, 508, 520, 524,
530, 531, 536, 541, 542, 565, 589,
601, 604, 606, 607, 608, 610, 612,
617, 618.

Flèche (Collège de La), 468-483.

Fontaine-Saint-Martin (La), 56.

Fougères, 618.

Fouletourte, 617.

Fresnay, 3, 7, 10, 11, 12, 30, 45, 46,
51, 53, 54, 85, 94, 99, 118, 124,
145, 146, 158, 159, 161, 168, 187,
192, 195, 200, 214, 215, 255, 258,
260, 271-273, 275, 285, 312, 313,
329, 330, 342, 346, 350, 364, 403,
425, 433, 441, 451, 456, 460, 463,
464, 580, 583, 587, 603, 604, 612,
616-618.

Fresnaye (La), 29, 39, 157, 160, 162,
168, 175, 217, 260, 283, 284, 292,
303, 329, 330, 379, 402, 425, 437,
439, 452, 456, 459, 568, 570, 580,
581, 587, 610, 618.

Fyé, 117, 458, 559.

Gâtines, 197.

Gaudinière (La), 429.

Georges-du-Bois (Saint-), 617.

Georges-le-Gautier (Saint-), 6.

Georges-du-Rozay (Saint-), 136.

Germain-du-Val (Saint), 448.

Germain-la-Coudre (Saint-), 259.

Gervais (Saint-), 53.

Gervais-en-Belin (Saint-), 18.

Gèvres, 6.

Grandchamp, 259.

Grand-Lucé (Le), 18, 79, 86, 94, 128,
157, 158, 163, 166, 171, 178, 217,
239, 240, 250, 260, 265, 273, 285,
290, 293, 298, 300-302, 304, 305,
308, 316, 324, 402, 403, 459, 465,
568-580, 581, 583, 612, 618, 622.

Hilaire-des-Landes (Saint-), 6.

Jean-d'Assé (Saint-), 92.

Jean-des-Bois (Saint-), 201, 559.

Jean-de-la-Motte (Saint-), 13, 28, 53,
56, 92, 125, 214, 258-261, 281,
318, 375, 590, 604.

Jean-sur-Erve (Saint-), 589.

Joué, 92, 617.

Jublains, 239, 241, 256, 269.

Juigné, 197.

Jupilles (forêt de), 427.

Laigné-en-Belin, 19, 46.

Lamballe, 591.

Lanzeul, 196.

Laval, 12, 131, 481, 495, 496, 574, 616, 617, 618.
 Lavardin, 13, 40, 56, 88, 99, 160, 200, 261, 265, 271, 304, 328, 330, 394, 403.
 Lavernat, 82.
 Léonard-les-Bois (Saint-), 5, 6, 10, 201.
 Lignon, 201, 398.
 Lion-d'Angers (Le), 93.
 Londres, 110, 114, 574-577, 581, 601.
 Longnes, 458, 589, 590.
 Lorient, 618.
 Loué, 7, 37, 46, 48, 51, 93, 97, 99, 147, 158, 162, 195, 283, 295, 376, 455, 457, 458, 460, 465, 579, 583, 588, 617, 618.
 Louplande, 559.
 Louverné, 616.
 Lucerne, 268.
 Luché, 92, 610.
 Lude (Le), 40, 44, 46, 83, 117, 158, 165, 185, 187, 215, 293, 298, 350, 352, 406, 425, 437, 438, 440, 448, 452, 455, 464, 564, 618, 619, 621.
 Maigné, 559.
 Maixent (Saint-), 17, 128, 142, 144, 145, 147, 158, 162, 167, 185, 200, 283, 309, 315, 350, 394, 425, 455, 581, 618.
 Malicorne, 13, 17, 30, 45, 52-54, 157, 158, 166, 185, 187, 192, 195, 201, 216, 267, 283, 285, 295, 306, 351, 375, 398, 403, 454, 579, 580, 604, 616, 621.
 Malo (Saint-), 271.
 Mamers, 4, 11, 14-16, 40, 41, 43, 80, 85, 105, 117, 123, 124, 134, 142, 143, 157, 160, 164, 165, 166, 170, 195, 207, 212, 214, 223, 225, 230, 244, 257, 258, 261-263, 272, 273, 276, 280, 285, 293, 298, 303, 307, 313, 319, 323, 328-330, 337-339, 350, 363, 364, 367, 369, 378, 379, 393, 397, 398, 404, 406, 408, 416, 418, 426, 427, 436-438, 440, 441, 444, 450, 451, 459, 460, 464, 465, 568, 581, 587, 606, 610, 612, 618, 624.
 Mans (Le), 4, 7, 14, 15, 17, 21-24, 28, 30, 40, 42, 43, 47, 71, 75, 82, 87, 104, 105, 109, 111, 117, 122, 123,

126, 128, 130, 138, 142-144, 149, 157, 158, 160, 173, 175, 185, 195, 207, 212, 214, 218, 220, 221, 223, 225-228, 230, 231, 239, 247, 251, 254, 257, 258, 261-263, 266, 271, 275-277, 279, 283, 285, 291, 293, 296, 298, 306, 308, 312, 313, 315, 319-321, 325, 333-337, 340, 341, 344, 345, 351, 352, 354-358, 360, 363, 364, 373-378, 385, 393, 396, 400, 404, 406-408, 416, 418-420, 422, 424, 427, 428, 431, 433, 437-444, 450, 452, 453, 456, 457, 459, 463, 466-468, 475, 480, 483, 484, 486, 487, 492-496, 499, 500, 508, 509, 511, 520, 521, 527, 530, 531, 535, 537, 538, 541, 556, 560, 564, 568, 569, 572, 583, 587, 589, 598, 600, 602, 604, 605, 606, 610, 613, 616, 618, 622, 623.
 Mansigné, 16, 29, 621.
 Marçon, 87.
 Mareil, 19.
 Marigné, 262.
 Marolles-les-Braux, 14, 15, 52, 99, 104, 108, 123, 124, 134, 142, 143, 157, 158, 160, 166, 173, 185, 189, 195, 196, 243, 257, 260, 271, 283-285, 290, 292, 316, 323, 325, 331, 332, 336, 338, 365-367, 377, 393, 394, 396, 400, 402, 403, 415, 418, 419, 425, 433, 436, 437, 442, 450, 454, 458, 465, 559, 580, 610, 612, 616, 618, 622, 623.
 Mars-la-Brière (Saint-), 17.
 Mars-d'Outille (Saint-), 16, 18.
 Martin-des-Monts (Saint-), 14.
 Mayenne, 606, 616.
 Mayet, 18, 28, 40, 82, 83, 125, 158, 175, 176, 185, 187, 216, 258, 260, 261, 283, 292, 301, 307, 310, 325, 328, 340, 350, 353, 377, 394, 395, 433, 449, 453, 587, 611, 618, 622.
 Meurcé, 53.
 Mézeray, 398, 559.
 Mézière, 196.
 Mézière-sous-Ballon, 128, 175, 176.
 Moncé-en-Saosnois, 118.
 Mondoubleau, 240.
 Monhoudou, 339, 559.
 Montaignu, 618.
 Montbizot, 266.

Montfort, 14, 46, 128, 160, 162, 163,
261, 278, 276, 285, 290, 293, 313,
394, 419, 437, 438, 507, 581, 618.
Montigny, 379.
Montmirail, 4, 16, 18, 142, 144, 354,
403, 412, 565.
Montoire, 301, 320.
Montreuil-les-Chétif, 92.
Montreuil-le-Henri, 293.
Mortagne, 14, 42.
Mulsanne, 19, 43, 46.
Multonne (forêt de), 5.

Nantes, 20, 50, 482, 486, 495, 574,
589, 618, 622.
Neuvillalais, 590.
Neuvy, 92.
Nogent-le-Bernard, 15, 29, 158, 160,
161, 168, 169, 187, 203, 216, 260,
261, 298, 303, 306, 313, 319, 323,
325, 350, 396, 402, 414, 459, 585,
603, 611, 612, 618.
Nogent-le-Rotrou, 14.
Nouans, 13.
Noyen, 54, 55, 62, 559, 610.

Oisseau, 259.
Orléans, 602.
Ouen-en-Champagne (Saint-), 559.
Ouen-du-Maine (Seint-), 601.

Panne (château de la), 296.
Parcé, 29, 30, 43, 46, 47, 53, 125, 158,
168, 169, 195, 198, 271, 281, 283-
285, 293, 295, 318, 331, 354, 376,
457, 465, 579, 589, 604, 619.
Pareennes, 6.
Parigné, 16, 18, 46, 50, 51, 146, 149,
160, 165, 188, 213, 215, 216, 255,
256, 266, 267, 284, 285, 325, 367,
368.
Paterne (Saint-), 30, 71, 86, 123, 147,
149, 150, 157, 166, 185, 265, 285,
291, 311, 313, 394, 459, 581, 618.
Paul-le-Gautier (Saint-), 6, 201.
Pavace (Saint-), 18.
Péray, 196.
Persaigne (forêt de), 4, 5, 427.
Piacé, 259.
Pierre-des-Bois (Saint-), 559.
Pierre-du-Lorouer (Saint-), 54.
Pirmil, 559.

Poncé, 87.
Ponthouin, 196.
Pontlevoy, 345.
Pontlieue, 17, 613.
Pontvallain, 18, 29, 46, 51, 158, 160,
173, 195, 285, 318, 453, 604.
Précigné, 73, 99, 125, 157, 168, 169,
195, 201, 203, 217, 267, 381, 293,
298, 308, 319, 376, 416, 437, 453,
457, 459, 460, 465, 579, 580, 589,
590, 604, 610, 613, 619.
Pringé, 19.
Pruillé-le-Chétif, 13.
Pruillé-l'Eguillé, 18.

Quinte (La), 92.

Redon, 622.
Rémy-des-Monts (Saint-), 14.
Rémy-du-Plain (Saint-), 14.
René, 612.
Rennes, 296, 387, 428, 618-632.
Rigomer-des-Bois (Saint-), 6.
Rochefort, 550, 560, 588, 593.
Roizé, 559, 611.
Rouessé-Fontaine, 259, 278, 293, 463,
612.
Rouez, 28-30, 56, 147, 157, 217, 242,
259, 267, 279, 281, 293, 316, 318,
323, 330, 331, 351, 402, 459, 580,
604, 619.
Ruillé, 53, 92.

Sablé, 6, 11, 12, 28, 40, 43, 46, 48,
73, 75, 81, 87, 94, 95, 97, 128,
157, 159, 161, 165, 166, 170, 175,
192, 195, 197, 198, 202, 203, 228,
242, 243, 271, 281, 290, 293, 295,
299, 303, 309, 325, 330, 350, 358,
363, 367, 376, 381, 382, 397, 398,
406, 416, 417, 420, 437, 438, 440,
453, 459, 460, 463-465, 558, 568-
574, 579, 580, 582, 589, 590, 594,
603, 605, 606, 610, 619, 621, 625,
634.
Saumur, 481.
Savigné, 40, 46, 293, 352.
Segrie, 92, 590.
Sillé-le-Guillaume, 5, 8-12, 43, 53, 75,
94, 99, 125, 157, 162, 195, 200,
202, 273, 283, 284, 295, 302, 304,
305, 325, 330, 331, 385, 393, 402,

- 406, 425, 427, 437, 452, 458, 460,
463, 465, 579, 581, 603, 612, 617,
619.
- Solesmes, 197.
Sougé, 87, 559.
Sorèze, 468, 469.
Soulligné-sous-Ballon, 293, 460.
Soulligné-sous-Vallon, 559, 590.
Souvigné, 610.
Surfonds, 267, 367.
Suzanne (Sainte-), 5.
Suze (La), 13, 17, 18, 46, 47, 50, 94,
125, 157, 161, 168, 283, 285, 306,
326, 331, 347, 376, 395, 419, 451,
459, 559, 568, 587, 604, 616, 619.
Symphorien (Saint-), 53.
- Tassé, 559.
Tassillé, 559.
Teloché, 46.
Tennie, 29, 56, 244, 273, 293, 331.
Ternay, 87.
Thoigné, 338, 339.
Thoiré, 259.
Thorée, 425.
Thorigné, 313, 559.
Torcé, 18.
Tours, 12, 64, 139, 266, 289, 422, 482,
495, 531, 553, 560, 604, 609.
Tréguier, 270.
Tresson, 18, 45, 125, 128, 150, 158,
195, 273, 293, 587, 614, 622.
Troo, 87, 429.
Tuffé, 15, 17, 53, 83, 90, 124, 135,
145, 147, 148, 157, 158, 163, 165,
185, 187, 192, 195, 200, 260, 313,
379, 425, 452, 460, 465, 610, 622.
- Ulphace (Saint-), 143.
- Vaas, 47, 99, 158, 165, 195, 273, 283,
285, 293, 302-304, 570, 618.
Vaiges, 606, 610.
Val (Le), 14.
Valennes, 436.
Vallon, 13, 46, 47, 65, 124, 159, 160,
168, 169, 271, 285, 292, 298, 315,
325, 328, 330, 331, 339, 350, 352,
355, 417, 426, 458, 459, 559, 565,
604, 617, 619.
Vancé, 92.
Vannes, 618.
Vendôme, 239, 301-303, 306, 315, 319,
320, 341, 606.
Verneil, 559.
Vernie, 12, 92.
Verron, 448.
Vezot, 244.
Vibraye, 16, 18, 30, 142, 225, 283, 293,
418, 425, 429, 437, 465, 580, 622.
Vion (lande de), 17.
Vivoin, 14, 15, 48, 120, 159, 217, 285,
313, 325, 416, 455, 458, 460, 465,
583, 587, 617.
Voivres, 559.
Vouvray-sur-Loir, 20.
- Yvré-l'Evêque, 424, 437, 438, 442.
Yvré-le-Pôlin, 92.
-

TABLE DES MATIÈRES

I. AVANT-PROPOS	Pages IX
II. BIBLIOGRAPHIE	XIII

PREMIERE PARTIE

L'établissement du régime directorial dans la Sarthe

CHAPITRE I. — *Le département de la Sarthe au début du Directoire.*

I. Le pays et les habitants. — II. L'ouest du département. — III. L'est. — IV. Les vaux du Loir. — V. Le Mans	3
--	---

CHAPITRE II. — *Adoption et établissement du nouveau régime.*

I. L'adoption du nouveau régime. — II. Le recrutement du personnel administratif. — III. Répugnance des populations à remplir les fonctions administratives. — IV. Les Commissaires du Directoire exécutif	26
--	----

CHAPITRE III. — *La Chouannerie. — Pacification de 1796*

I. Les Chouans dans la Sarthe. — II. La Pacification. — III. La paix	64
--	----

CHAPITRE IV. — *Essai de pacification religieuse.*

I. La question religieuse. — II. Les divisions dans le clergé au début du Directoire. — III. La politique religieuse du nouveau régime. — IV. Résultats	102
---	-----

CHAPITRE V. — *La crise des subsistances au début du Directoire.*

I. Disette dans les villes et aux armées. — II. Efforts des administrations. — III. L'approvisionnement des troupes	130
---	-----

CHAPITRE VI. — *Le fonctionnement du nouveau régime :
Administrations départementales et cantonales.*

- I. L'administration centrale et le commissaire central. — II. Les administrations cantonales. — III. Présidents, commissaires. — IV. Survivance des communes dans les agences communales. — V. Conclusion 152

CHAPITRE VII. — *Les finances de l'an IV à l'an VI.*

- I. Le papier-monnaie. — II. L'emprunt forcé de l'an IV. — III. L'arriéré de 1790 à l'an III. Contributions de l'an III et de l'an IV. — IV. Contributions de l'an V. — V. Conclusion. 179

CHAPITRE VIII. — *La Justice.*

- I. L'administration judiciaire ; les tribunaux. — II. Le recrutement de la magistrature. — III. Le fonctionnement des institutions judiciaires. — IV. Conclusion 206

DEUXIEME PARTIE

Elections et Luites politiques

CHAPITRE IX. — *La Réaction en l'an V.*

- I. La préparation des élections de l'an V. — II. Le prosélytisme des prêtres réfractaires. — III. La résistance des exclusifs. — IV. Les élections 237

CHAPITRE X. — *Le coup d'état du 18 fructidor*

- I. Les royalistes au pouvoir. — II. Action catholique. — III. Défense républicaine. — IV. Le coup d'état du 18 fructidor. 264

CHAPITRE XI. — *Les Fructidoriens au pouvoir.*

- I. Renouvellement des municipalités. — II. Les menées royalistes. — III. Les mesures de sûreté 282

CHAPITRE XII. — *Les élections de l'an VI
La Campagne électorale*

- I. Cartel des exclusifs et des directoriaux. — II. Propagande.

— III. L'action officielle. — IV. Les listes de candidats et la réaction directoriale. — V. L'esprit public à la veille des élections	297
---	-----

CHAPITRE XIII. — *Les élections de l'An VI
et le coup d'Etat du 22 Floréal*

I. Les Assemblées primaires. — II. L'intervention gouvernementale. — III. L'assemblée électorale. — IV. Le coup d'Etat du 22 floréal dans la Sarthe. — V. La dictature directoriale. — VI. Résultats.....	327
---	-----

CHAPITRE XIV. — *Le civisme obligatoire. —
Le décadi et les fêtes nationales*

I. Le calendrier républicain. — II. Le repos obligatoire. — III. Culte décadaire et culte catholique. — IV. — Les fêtes décadaires. — V. Les fêtes nationales. — VI. Conclusion....	349
---	-----

CHAPITRE XV. — *Les élections de l'an VII*

I. La candidature officielle. — II. Les Assemblées primaires et communales. — III. L'Assemblée électorale. — IV. Victoire des exclusifs, le 30 prairial. — V. Conclusion	371
--	-----

TROISIÈME PARTIE

Finances — Economie et Instruction

Fonctionnement des institutions et réformes

CHAPITRE XVI. — *La réorganisation financière
de fructidor an V à brumaire an VIII*

I. Les réformes de l'an V. — II. Les contributions en l'an VI et l'an VII. — III. Le recouvrement des contributions foncières et mobilières en l'an VI et en l'an VII. — IV. Patente ; portes et fenêtres ; rendement des contributions directes ; le droit de passe et les émeutes. — V. Conclusion	391
--	-----

CHAPITRE XVII. — *La politique économique et sociale
du Directoire*

I. L'agriculture. — II. La politique agricole du Directoire. —	
--	--

III. Communications, industrie et commerce. — IV. La Société. — V. L'assistance.....	414
--	-----

CHAPITRE XVIII. — *Les établissements d'instruction. — L'instruction primaire.*

I. Les écoles primaires. — II. Les écoles particulières. — III. La lutte contre les écoles particulières.....	446
---	-----

CHAPITRE XIX. — *Les établissements secondaires : Collèges de La Flèche et du Mans.*

I. Le collège de La Flèche. — II. Le collège du Mans	467
--	-----

CHAPITRE XX. — *L'Ecole Centrale de la Sarthe*

I. Organisation de l'Ecole Centrale. — II. L'enseignement. — III. Les élèves. — IV. Services annexes. — V. La fin de l'Ecole Centrale	497
---	-----

QUATRIEME PARTIE

La fin du régime directorial

CHAPITRE XXI. — *La question religieuse après le 18 fructidor*

I. La politique anticatholique après le coup d'Etat. — II. Prestation du serment de haine par les prêtres. — III. Les poursuites contre les prêtres réfractaires. — IV. Surveillance des prêtres soumis. — V. Attitude des populations.....	549
---	-----

CHAPITRE XXII. — *La crise de 1799. — Préparatifs de soulèvement royaliste et premières précautions*

I. Préparation du soulèvement royaliste : Bourmont. — II. La conscription dans la Sarthe. — III. Les mesures de police. — IV. La loi des otages	571
---	-----

CHAPITRE XXIII. — *Le soulèvement royaliste de 1799*

I. Les mécontents. — II. Les premières opérations. — III. La prise du Mans	600
--	-----

CONCLUSION

I. La contradiction fondamentale. — II. L'œuvre constructive.	627
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	639
TABLE DES CROQUIS ET TABLEAUX.....	639
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES.....	641
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX.....	647

ERRATUM

Page xxvi, ligne 24, lire *Dessaint* et non *Dussaint*.

Page 90, ligne 7, lire *Une rareté* et non *Une curieuse*.

Page 127, ligne 25, lire *pacification* et non *population*.

Page 263, ligne 11, lire *Lefebvre La Reignière* et non *Lefebvre, La Reignière*.

DE LA

SARTE

Décreté le 4. Février 1790.

PAR

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

et divisé en 9 Districts

et en 55. Cantons.

devoir

Distriets	Cantons
FRENEY le Trévint	S' Riber Thony le Bas Fouon Boumont Frenoy Avois le Basne
MAIMERS	le Fromage Mamere S' Osmes de Sur Marcelle le Basne Courgenne
LA FERTE DEUX -VARD	Soyent le Basard la Ferle Berard Mont surval S' Marcel Tigfi Bonneville
S' CILLES	Boullaire Fibroy S' Arde Basse Trevon
CLITEY D'OUOR	Beuv Lave la Charley Chateau de L Fais Mayer Chabagny
LA FLECHE	Malverne S' Aves de la Mot Port Lellien le Laul la Fleche
S' AULE	Baudin Chandevy Pavry Preigny Salle
SILLE le Guillaume	Salle Coché Esmes de Chancel Lamo Roviz
LE MANX	Bailly Savigny l'Evepy Mont fort Pargny l'Evepy S' Lellien le Vico l'Ellon Laurand le Baccy le Manx



